This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

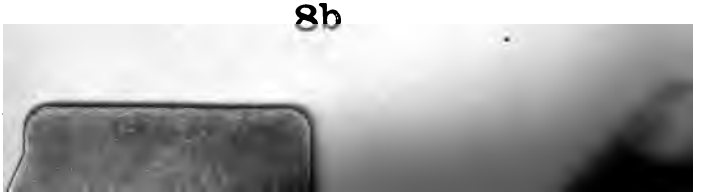
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Pet. L. Int A. 60 d. 36 13
2229 e. 117/13
- K. 7. 3

L.L.
Internat.
8b



SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS
d'Alliance, de Paix, de Trève, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc.
CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU' AVEC LES AUTRES PARTIES DU MONDE
depuis 1761 jusqu'à présent
PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIÈME SIÈCLE
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas
dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DUMONT ET ROUSSET,
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS
PAR
GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome XIII.
1827 — 1831 incl.

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1855.

BIBLIOTHECA BODLEIANA

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trève, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères des Puissances et états

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE
depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS

continué par

FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome IX.

1827 — 1831.

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1833.

Per. L. Int. A. 69 d. 36 13
2229 e. 117/13
- K. 7. 3

L.L.
Internat.
8b

si même elle est réellement arrivée à sa destination, e reste néanmoins sans effet, triste expérience que l'é teur de ce recueil n'a faite que trop souvent! C' ainsi par exemple, que, bien qu'il se soit donné tou les peines possibles, il n'a cependant pas encore réu à se procurer une collection complette des protoco sur la Grèce, et sur la Belgique et qu'il se voit c ligé à les remettre au tome prochain de ce recue Quiconque pesera toutes ces difficultés, comprend aisément, avec quelle injustice on se plaindroit de qu'un tel recueil ne seroit pas tout à fait complet d le commencement; il ne peut l'être et ne le sera q long-tems peut-être après sa première publicatio ceci est fondé dans la nature des choses et l'atte dre autrement, ne seroit que trahir la plus gros ignorance.

1.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, et les Chippeways, les Menomonies, et les Winnebagos, conclu à la Butte des Morts le 11 Août 1827 et ratifié par le président des Etats-Unis le 23 Février 1829. 1827

(*Actes passed at the second session of the twentieth congress of the United States.* Appendix p. 83).

Articles of a treaty made and concluded at the Butte des Morts, on Fox river, in the Territory of Michigan, between Lewis Cass and Thomas L. M'. Kenney, Commissioners on the part of the United States, and the Chippeway, Menomonie, and Winnebago tribes of Indians.

Art. I. Whereas, the southern boundary of the Chippeway country, from the Plover Portage of the Ouisconsin easterly, was left undefined by the treaty concluded at Prairie du Chien, August 19, 1825, in consequence of the non-attendance of some of the principal Menomonie chiefs; and, whereas it was provided by the said treaty, that, whenever the President of the United States might think proper, such of the tribes, parties to the said treaty, as might be interested in any particular line, should be convened, in order to agree upon its establishment;

Therefore, in pursuance of the said provision, it is agreed between the Chippeways, Menomonies and Winnebagoes, that the southern boundary of the Chippeway country shall run as follows, namely: From the Plover Portage of the Ouisconsin, on a northeasterly course, to a point on Wolf river, equidistant from the Ashawano and Post lakes of said river, thence to the falls of the Pashaytig river of Green Bay; thence to the junction of the Neesau Kootag or Burnt-wood river, with the Menomonie; thence to the big island of the Shoskinaubic er Smooth rock river; thence following the channel of the said river to Green Bay, which it strikes between the little and the great Bay de Noquet.

ART. II. Much difficulty having arisen from the negociations between the Menomonie and Winnebago tribes and the various tribes and portions of tribes of Indians of the State of New York, and the claims of the respective parties being much contested, as well with relation to the tenure and boundaries of the two tracts, claimed by the said New York Indians, west of Lake Michigan, as to the authority of the persons who signed the agreement on the part of the Menomonies, and the whole subject having been fully examined at the Council this day concluded, and the allegations, proofs, and statements, of the respective parties having been entered upon the Journal of the Commissioners, so that the same can be decided by the President of the United States; it is agreed by the Menomonies and Winnebagoes, that so far as respects their interest in the premises, the whole matter shall be referred to the President of the United States, whose decision shall be final. And the President is authorized, on their parts, to establish such boundaries between them and the New York Indians as he may consider equitable and just.

ART. III. It being important to the settlement of Green Bay that definite boundaries should be established between the tract claimed by the former French and British governments, and the lands of the Indians, as well to avoid future disputes as to settle the question of jurisdiction. — It is therefore agreed between the Menomonie tribe and the United

States, that the boundaries of the said tracts, the ju- 1827
risdiction and title of which are hereby acknowledged to be in the United States, shall be as follows, namely: — Beginning on the shore of Green Bay, six miles due north from the parallel of the mouth of Fox river, and running thence in a straight line, but with the general course of the said river, and six miles therefrom to the intersection of the continuation of the westerly boundary of the tract at the Grand Kaukaulin, claimed by Augustin Grignion; thence on a line with the said boundary to the same; thence with the same to Fox river; thence on the same course, six miles; thence in a direct line to the southwestern boundary of the tract, marked on the plan of the claims at Green Bay, as the settlement at the bottom of the Bay; thence with the southerly boundary of the said tract to the southeasterly corner thereof; and thence with the easterly boundary of the said tract to Green Bay. Provided, that if the President of the United States should be of opinion that the boundaries thus established interfere with any just claims of the New York Indians, the President may then change the said boundaries in any manner he may think proper, so that the quantity of land contained in the said tract be not greater than by the boundaries herein defined. And provided also, that nothing herein contained shall be construed to have any effect upon the land claims at Green Bay; but the same shall remain as though this treaty had not been formed.

ART. IV. In consideration of the liberal establishment of the boundaries as herein provided for, the Commissioners of the United States have this day caused to be distributed among the Indians, goods to the amount of fifteen thousand six hundred and eighty-two dollars, payment for which shall be made by the United States.

ART. V. The sum of one thousand dollars shall be annually appropriated for the term of three years; and the sum of fifteen hundred dollars shall be annually thereafter appropriated as long as Congress think proper, for the education of the children of the tribes, parties hereto, and of the New York Indians, to be expended under the direction of the President of the United States.

1827 ART. VI. The United States shall be at liberty, notwithstanding the Winnebagoes are parties to this treaty, to pursue such measures as they may think proper for the punishment of the perpetrators of the recent outrages at Prairie du Chien, and upon the Mississippi, and for the prevention of such acts hereafter.

ART. VII. This treaty shall be obligatory after its ratification by the President and Senate of the United States.

Done at the Butte des Morts, on Fox river, in the Territory of Michigan, this eleventh day of August, 1827.

LEWIS CASS.
THOS. L. MCKENNEY.

2.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Pottawatamies, conclu à St. Joseph le 19 *Septembre* 1827 *et ratifié par le président des Etats-Unis le* 23 *Février* 1829.

(*Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States.* Appendix p. 87).

A treaty between the United States and the Pottawatamie Tribe of Indians.

In order to consolidate some of the dispersed bands of the Pottawatamie Tribe in the Territory of Michigan at a point removed from the road leading from Detroit to Chicago, and as far as practicable from the settlements of the Whites, it is agreed that the following tracts of land, heretofore reserved for the use of the said Tribe, shall be, and they are hereby, ceded to the United States.

Two sections of land on the river Rouge at Segainsairn's village. 1827

Two sections of land at Tonguish's village, near the river Rouge.

That part of the reservation at Macon on the river Raisin, which yet belongs to the said tribe, containing six sections, excepting therefrom one half of a section where the Pottawatamie Chief Moran resides, which shall be reserved for his use.

One tract at Mang ach qua village, on the river Peble; of six miles square.

One tract at Mickesawbe, of six miles square.

One tract at the village of Prairie Ronde, of three miles square.

One tract at the village of Match e be nash she wish, at the head of the Kekalamazoo river, of three miles square, which tracts contain in the whole ninety nine sections and one half section of land.

And in consideration of the preceding cession, there shall be reserved for the use of the said tribe, to be held upon the same terms on which Indian reservations are usually held, the following tracts of land.

Sections numbered five, six, seven and eight in the fifth township, south of the base line, and in the ninth range west of the principal meridian in the Territory of Michigan.

The whole of the fifth township, south, in the tenth range, west, not already included in the Nottawa Sape reservation.

Sections numbered one, two, eleven, twelve, thirteen, fourteen, twenty three, twenty four, twenty five, twenty six, thirty five, and thirty six, in the fifth township, south, and eleventh range, west.

The whole of the fourth township, south, in the ninth range, west.

Sections numbered eight, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty nine, thirty, thirty one and thirty two, in the fourth township, south, and ninth range, west.

Sections numbered one, two, eleven, twelve, thirteen, fourteen, twenty three, twenty four, twenty five, twenty six, thirty five and thirty six, in the fourth township, south, and eleventh range, west.

1827 Which tracts of land will form a continuous reservation, and contain ninety nine sections.

After this treaty shall be ratified by the President and Senate, the same shall be obligatory on the United States and the said tribe of Indians.

In testimony whereof, Lewis Cass, Commissioner on the part of the United States, and the Chiefs and Warriors of the said tribe, have hereunto set their hands at St. Joseph, in the Territory of Michigan, this nineteenth day of September, A. D. one thousand eight hundred and twenty-seven.

LEWIS CASS.

3.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks, conclu le 15 *Novembre* 1827 *et ratifié par le président des Etats-Unis le* 4 *Mars* 1828.

(*Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States.* Appendix p. 188).

Articles of agreement made and concluded at the Creek Agency, on the fifteenth day of November, one thousand eight hundred and twenty-seven, between Thomas L. McKenney, and John Crowell, in behalf of the United States, of the one part, and Little Prince and Others, Chief and Head Men of the Creek Nation, of the other part.

Whereas a Treaty of Cession was concluded at Washington City in the District of Columbia, by James Barbour, Secretary of War, of the one part, and Opothleoholo, John Stidham, and Others, of the other part, and which Treaty bears date the twenty fourth day of January, one thousand eight hundred and twenty six; and whereas, the object of said Treaty

being to embrace a cession by the Creek Nation, of 1827
all the lands owned by them within the chartered limits of Georgia, and it having been the opinion of the parties, at the time when said Treaty was concluded, that all, or nearly all, of said lands were embraced in said cession, and by the lines as defined in said Treaty, and the supplemental article thereto: and whereas it having been since ascertained that the said lines in said Treaty, and the supplement thereto, do not embrace all the lands owned by the Creek Nation within the chartered limits of Georgia, and the President of the United States having urged the Creek Nation further to extend the limits as defined in the Treaty aforesaid; and the Chiefs and head men of the Creek Nation being desirous of complying with the wish of the President of the United States, therefore, they, the Chiefs and head men aforesaid, agree to cede, and they do hereby cede to the United States, all the remaining lands now owned or claimed by the Creek Nation, not heretofore ceded, and which, on actual survey, may be found to lie within the chartered limits of the State of Georgia.

In consideration whereof, and in full compensation for the above cession, the undersigned, Thomas L. McKenney, and John Crowell, in behalf of the United States, do hereby agree to pay to the Chiefs and head men of the Creek Nation aforesaid as soon as may be after the approval and ratification of this agreement, in the usual forms, by the President and Senate of the United States, and its sanction by a council of the Creek Nation, to be immediately convened for the purpose, or by the subscription of such names, in addition to those subscribed to this instrument, of Chiefs and head men of the nation, as shall constitute in the act of the Creek Nation — the sum of twenty-seven thousand four hundred and ninety one dollars.

It is further agreed by the parties hereto, in behalf of the United States, to allow, on account of the cession herein made the additional sum of fifteen thousand dollars, it being the understanding of both the parties, that five thousand dollars of this sum shall be applied, under the direction of the President of the United States, towards the education and support

of Creek children at the school in Kentucky, known by the title of the „*Choctaw Academy*," and under the existing regulations; also, one thousand dollars towards the support of the Withington, and one thousand dollars towards the support of the Asbury stations, so called, both being schools in the Creek Nation, and under regulations of the Department of War; two thousand dollars for the erection of four horse mills, to be suitably located under the direction of the President of the United States; one thousand dollars to be applied to the purchase of cards and wheels, for the use of the Creeks, and the remaining five thousand dollars, it is agreed, shall be paid in blankets and other necessary and useful goods, immediately after the signing and delivery of these presents.

In witness whereof, the parties have hereunto set their hands and seals this fifteenth day of November, one thousand eight hundred and twenty-seven.

THOMAS L. M'KENNEY.
JOHN CROWELL.

4.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et une partie des Miamis, conclu le 11 *Février* 1828 *et ratifié par le président des Etats-Unis le* 7 *Mai* 1828.

(*Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States.* Appendix p. 192).

Articles of a Treaty made and concluded at the Wyandot village, near the Wabash in the State of Indiana between John Tipton, Commissioner for that purpose, on the part of the United States, and the Chiefs, Head Men and Warriors, of the Eel River, or Thornton party of Miami Indians.

ART. I. The Chiefs, Head Men, and Warriors 1828
of the Eel River or Thornton party of Miami Indians, agree to cede, and by these presents do cede, and relinquish to the United States all their right, title, and claim to a reservation of land about ten miles square, at their village on Sugartree Creek in Indiana, which was reserved to said party by the second article of a Treaty between Commissioners of the United States, and the Miami nation of Indians, made and entered into at St. Mary's in the State of Ohio, on the sixth day of October, one thousand eight hundred and eighteen.

It is understood and agreed on by said Indians, that they will not burn or destroy the houses or fences on said reservation, and that they will leave them in as good condition as they now are; and remove to the five mile reservation on Eel River by the fifteenth day of October next.

ART. II. The Commissioner of the United States has delivered to said party of Indians, goods to the value of two thousand dollars, in part consideration for the cession herein made, and it is agreed that in case this treaty should be ratified by the President and Senate of the United States, that the United States shall pay said party an additional sum of eight thousand dollars in goods next summer, build twelve log houses, ten on the five mile reservation, and two on the Wabash; clear and fence forty acres of land on the five mile reservation, furnish them one wagon and two yoke of oxen, furnish two hands to work three months in each year for two years, five hundred dollars worth of provisions delivered on the Wabash; furnish them five horses, five saddles and five bridles.

Provided however, that if this Treaty should not be ratified by the President and Senate of the United States, that said party agree to pay for the goods this day received, two thousand dollars, to be deducted from their annuity for this present year.

ART. III. At the request of the Indians, and in part consideration for the cession aforesaid, the United States agree to pay to Peter Langlois, one thousand dollars in silver, and three thousand dollars in

goods next summer, for provisions and goods heretofore delivered to said party.

ART. IV. The United States agree to appropriate one thousand dollars per year for five years, and longer if Congress think proper, to be applied under the direction of the President, to the education of the youths of the Miami nation.

ART. V. It is distinctly understood and agreed on by and between the contracting parties, that the President and Senate may, if they think proper, modify or expunge from this treaty, the fourth article, without affecting any other of its provisions.

ART. VI. This treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding on the contracting parties.

In testimony whereof, the said John Tipton, Commissioner as aforesaid on the part of the United States, and the Chiefs, Head Men, and Warriors, of said party, have hereunto set their hand and seals at the Wyandot village, near the Wabash, this eleventh day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

JOHN TIPTON.

5.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Cherokees, conclu le 6 *Mai* 1828 *et ratifié par le président des Etats-Unis le* 28 *Mai de la même année.*

(*Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States.* Appendix p. 194).

Articles of a convention, concluded at the City of Washington this sixth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-

eight, between James Barbour, Secretary of War, being 1828
especially authorized therefor by the President of the United States, and the undersigned, Chiefs, and Head Men of the Cherokee Nation of Indians, West of the Mississippi, they being duly authorized and empowered by their Nation.

Whereas, it being the anxious desire of the Government of the United States to secure to the Cherokee nation of Indians, as well those now living within the limits of the Territory of Arkansas, as those of their friends and brothers who reside in States East of the Mississippi, and who may wish to join their brothers of the West, *a permanent* home, and which shall, under the most solemn guarantee of the United States, be, and remain, theirs forever — a home that shall never, in all future time, be embarrassed by having extended around it the lines, or placed over it the jurisdiction of a Territory or State, nor be pressed upon by the extension, in any way, of any of the limits of any existing Territory or State; and, Whereas, the present location of the Cherokees in Arkansas being unfavorable to their present repose, and tending, as the past demonstrates, to their future degradation and misery; and the Cherokees being anxious to avoid such consequences, and yet not questioning their right to their lands in Arkansas, as secured to them by Treaty, and resting also upon the pledges given them by the President of the United States, and the Secretary of War, of March, 1818, and 8th October 1821, in regard to the outlet to the West, and as may be seen on referring to the records of the War Department, still being anxious to secure a permanent home, and to free themselves, and their posterity, from an embarrassing connexion with the Territory of Arkansas, and guard themselves from such connexions in future; and, Whereas, it being important, not to the Cherokees only, but also to the Choctaws, and in regard also to the question which may be agitated in the future respecting the location of the latter, as well as the former, within the limits of the Territory or State of Arkansas, as the case may be, and their removal therefrom; and to avoid the cost which may attend negotiations to rid the Territory or State of Arkansas whenever it

8 may become a State, of either or both of those Tribes, the parties hereto do hereby conclude the following Articles, viz;

ART. I. The Western boundary of Arkansas shall be, and the same is, hereby defined, viz: A line shall be run, commencing on Red River, at the point where the Eastern Choctaw line strikes said River, and run due North with said line to the River Arkansas, thence in a direct line to the South West corner of Missouri.

ART. II. The United States agree to possess the Cherokees, and to guarantee it to them forever, and that guarantee is hereby solemnly pledged, of seven millions of acres of land, to be bounded as follows, viz: Commencing at that point on Arkansas River where the Eastern Choctaw boundary line strikes said River, and running thence with the Western line of Arkansas, as defined in the foregoing article, to the South-West corner of Missouri, and, thence with the Western boundary line of Missouri till it crosses the waters of Neasho, generally called Grand River, thence due West to a point from which a due South course will strike the present North West corner of Arkansas Territory, thence continuing due South, on and with the present Western boundary line of the Territory to the main branch of Arkansas River, thence down said River to its junction with the Canadian River, and thence up and between the said Rivers Arkansas and Canadian, to a point at which a line running North and South from River to River, will give the aforesaid seven millions of acres. In addition to the seven millions of acres thus provided for, and bounded, the United States further guarantee to the Cherokee Nation a perpetual outlet, West, and a free and unmolested use of all the Country lying West of the Western boundary of the above described limits, and as far West as the sovereignty of the United States, and their right of soil extend.

ART. III. The United States agree to have the lines of the above cession run without delay, say not later than the first of October next, and to remove, immediately after the running of the Eastern line from the Arkansas River to the South-West corner of Missouri, all white persons from the West to the

East of said line, and also all others, should there 1828
be any there, who may be unacceptable to the Cherokees, so that no obstacles arising out of the presence of a white population, or a population of any other sort, shall exist to annoy the Cherokees — and also to keep all such from the West of said line in future.

ART. IV. The United States moreover agree to appoint suitable persons whose duty it shall be, in conjunction with the Agent, to value all such improvements as the Cherokees may abandon in their removal from their present homes to the District of Country as ceded in the second Article of this agreement, and to pay for the same immediately after the assessment is made, and the amount ascertained. It is further agreed, that the property and improvements connected with the agency, shall be sold under the direction of the Agent, and the proceeds of the same applied to aid in the erection, in the country to which the Cherokees are going, of a Grist, and Saw Mill, for their use. The aforesaid property and improvements are thus defined: Commence at the Arkansas River opposite William Stinnetts, and run due North one mile, thence due East to a point from which a due South line to the Arkansas River would include the Chalybeate, or Mineral Spring, attached to or near the present residence of the Agent, and thence up said River (Arkansas) to the place of beginning.

ART. V. It is further agreed, that the United States, in consideration of the inconvenience and trouble attending the removal, and on account of the reduced value of a great portion of the lands herein ceded to the Cherokees, as compared with that of those in Arkansas which were made theirs by the Treaty of 1817, and Convention of 1819, will pay to the Cherokees, immediately after their removal which shall be within fourteen months of the date of this agreement, the sum of fifty thousand dollars; also an annuity, for three years, of two thousand dollars, towards defraying the cost and trouble which may attend upon going after and recovering their stock which may stray into the Territory in quest of the pastures from which they may be driven — also, eight thousand

8 seven hundred and sixty dollars, for spoliations committed on them, (the Cherokees), which sum will be in full of all demands of the kind up to this date, as well those against the Osages, as those against citizens of the United States — this being the amount of the claims for said spoliations, as rendered by the Cherokees, and which are believed to be correctly and fairly stated. — Also, one thousand two hundred dollars for the use of Thomas Graves, a Cherokee Chief, for losses sustained in his property, and for personal suffering endured by him when confined as a prisoner, on a criminal, but false accusation; also, five hundred dollars for the use of George Guess, another Cherokee, for the great benefits he has conferred upon the Cherokee people, in the beneficial results which they are now experiencing from the use of the Alphabet discovered by him, to whom also, in consideration of his relinquishing a valuable saline, the privilege is hereby given to locate and occupy another saline on Lee's Creek. It is further agreed by the United States, to pay two thousand dollars, annually, to the Cherokees, for ten years, to be expended under the direction of the President of the United States in the education of their children, in their own country, in letters and the mechanic arts; also, one thousand dollars towards the purchase of a Printing Press and Types to aid the Cherokees in the progress of education, and to benefit and enlighten them as a people, in their own, and our language. It is agreed further, that the expense incurred other than that paid by the United States in the erection of the buildings and improvements, so far as that may have been paid by the benevolent society who have been, and yet are, engaged in instructing the Cherokee children, shall be paid to the society, it being the understanding that the amount shall be expended in the erection of other buildings and improvements, for like purposes, in the country herein ceded to the Cherokees. The United States relinquish their claim due by the Cherokees to the late United States Factory, provided the same does not exceed three thousand five hundred dollars.

Art. VI. It is moreover agreed, by the United States, whenever the Cherokees may desire it, to give

them a set of plain laws, suited to their condition — 1828
also, when they may wish to lay of their lands, and own them individually, a surveyor shall be sent to make the surveys at the cost of the United States.

ART. VII. The Chiefs and Head Men of the Cherokee Nation, aforesaid, for and in consideration of the foregoing stipulations and provisions, do hereby agree, in the name and behalf of their Nation, to give up, and they do hereby surrender, to the United States, and agree to leave the same within fourteen months, as herein before stipulated, all the lands to which they are entitled in Arkansas, and which were secured to them by the Treaty of 8th January, 1817, and the Convention of the 27th February, 1819.

ART. VIII. The Cherokee Nation, West of the Mississippi having, by this agreement, freed themselves from the harrassing and ruinous effects consequent upon a location amidst a white population, and secured to themselves and their posterity, under the solemn sanction of the guarantee of the United States, as contained in this agreement, a large extent of unembarrassed country; and that their Brothers yet remaining in the States may be induced to join them and enjoy the repose and blessings of such a State in the future, it is further agreed, on the part of the United States, that to each Head of a Cherokee family now residing within the chartered limits of Georgia, or of either of the States, East of the Mississippi, who may desire to remove West, shall be given, on enrolling himself for emigration, a good Rifle, a Blanket, and Kettle, and five pounds of Tobacco: (and to each member of his family one Blanket), also, a just compensation for the property he may abandon, to be assessed by persons to be appointed by the President of the United States. The cost of the emigration of all such shall also be borne by the United States, and good and suitable ways opened, and provisions procured for their comfort, accommodation, and support, by the way, and provisions for twelve months after their arrival at the Agency; and to each person, or head of a family, if he take along with him four persons, shall be paid immediately on his arriving at the Agency and reporting himself and his

B family, or followers, as emigrants and permanent settlers, in addition to the above, *provided he and they shall have emigrated from within the Chartered limits of the State of Georgia*, the sum of fifty dollars, and this sum in proportion to any greater or less number that may accompany him from within the aforesaid Chartered limits of the State of Georgia.

ART. IX. It is understood and agreed by the parties to this Convention, that a Tract of Land, two miles wide and six miles long, shall be, and the same is hereby, reserved for the use and benefit of the United States, for the accommodation of the military force which is now, or which may hereafter be, stationed at Fort Gibson, on the Neasho, or Grand River, to commence on said River half a mile below the aforesaid Fort, and to run thence due East two miles, thence Northwardly six miles, to a point which shall be two miles distant from the River aforesaid, thence due West to the said River, and down it to the place of beginning. And the Cherokees agree that the United States shall have and possess the right of establishing a road through their country for the purpose of having a free and unmolested way to and from said Fort.

ART. X. It is agreed that Captain James Rogers, in consideration of his having lost a horse in the service of the United States, and for services rendered by him to the United States, shall be paid, in full for the above, and all other claims for losses and services, the sum of Five Hundred Dollars.

ART. XI. This Treaty to be binding on the contracting parties so soon as it is ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate.

Now, therefore, be it known, that I, John Quincy Adams, President of the United States of America, having seen and considered the said Treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed by their resolution of the twenty third instant, accept, ratify, and confirm the same, and every clause and article thereof, with the following Proviso:

„Provided, nevertheless, that the said Convention shall not be so construed as to extend the Northern Boundary of the 'Perpetual Outlet West', provided for and guaranteed in the second article of said Convention, North of the thirty sixth degree of North latitude, or so as to interfere with the lands assigned, or to be assigned, West of the Mississippi River, to the Creek Indians who have emigrated, or may emigrate, from the States of Georgia and Alabama, under the provisions of any Treaty or Treaties heretofore concluded between the United States and the Creek tribe of Indians; and provided further, That nothing in the said Convention shall be construed to cede or assign to the Cherokees any lands heretofore ceded or assigned to any tribe or tribes of Indians, by any Treaty now existing and in force, with any such tribe or tribes." 1828

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the City of Washington, this twenty eighth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight, and of the Independence of the United States the fifty-second.

John Quincy Adams.

By the President:

H. Clay, *Secretary of State.*

6.

Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Berne, de Lucerne, de Zug et de Soleure pour réorganiser l'évêché de Bâle, signé à Lucerne le 28 *Mai* 1828.

(*Allgemeine Zeitung* 1828. Beil. 144. *Neueste Staatsakten und Urkunden.* (Stuttg. und Tübing.) Bd. XI. p. 423).

Art. I. Die Kantons Luzern, Solothurn und der Theil des Kantons Bern, der durch den Wiener Kon-

greſs abgetreten wurde, so wie der Kanton Zug, werden in Zukunft für ihre katholische Bevölkerung das Biſsthum Basel bilden.

Art. II. Die Residenz des Bischofs und des Domkapitels wird in die Stadt Solothurn verlegt; dem zufolge wird die Kollegiatkirche zu St. Urs und Victor (welche jedoch fortwährend Pfarrkirche bleiben wird) zur Domkirche und das Kollegiatkapitel zum Domkapitel des Biſsthums Basel erhoben werden.

Art. III. Das Domkapitel wird aus siebenzehn Domherren bestehen, wovon wenigstens zwölf werden zur Residenz verpflichtet sein, sowohl zur Aushülfe zum Gottesdienste, als um dem Bischofe behülflich zu sein. Aus der Zahl der siebenzehn Domherren werden zehn auf alle den Biſsthumsprengel bildende Kantone vertheilt, als konstituirende Domherren angesehen, mit dem Titel von Domkapitularen. Unter diesen siebenzehn Domherren sind die noch lebenden Mitglieder des ehemaligen Basel'schen Domkapitels mitbegriffen; sie haben das Recht der Residenz und sollte sich unter ihnen ein Würdeträger befinden, so wird ihm die Dekanswürde übertragen werden. Das Domkapitel wird zwei Würdeträger haben, einen Probst und einen Dekan.

Art. IV. Die Domkapitularen werden den geistlichen Rath des Bischofs bilden.

Art. V. Ihnen steht bei Erledigung des bischöflichen Stuhls die Wahl des Bischofs nach den Vorschriften des Art. XII. zu.

Art. VI. Die zehn Kaplane der Kollegiatkirche zu St. Urs und Victor werden für den Gottesdienst und andern religiösen Verrichtungen dem Domkapitel angeschlossen.

Art. VII. Die Fabrik des gleichen Kapitels, deren jährliches Einkommen auf ungefähr 2000 Schweizer Franken geschätzt werden kann, wird den Kirchenschmuck, die Verzierungen und überhaupt die zum Gottesdienst nöthigen Geräthschaften herbeischaffen und unterhalten. Um für die erwähnten Gegenstände auf angemessene Weise sorgen zu können, werden die für den Unterhalt des Bischofs angewiesene Ein-

künfte während der Erledigung des bischöflichen Stuhls 1828
der gleichen Fabrik zugerechnet.

Art. VIII. Zu Solothurn, dem Sitze des Bischofs und des Domkapitels, wird ein Seminarium errichtet, für welches die Regierungen hinsichtlich der nöthigen Stiftungen und Gebaulichkeiten Bedacht nehmen; wenn noch andere Seminarien für nöthig erachtet werden, so wird der Bischof solche im Einverständnifs mit den betreffenden Regierungen, die dafür die nöthigen Stiftungen und Gebäude hergeben werden, errichten. Vereint mit vier Domherren verschiedener Kantons, wovon zwei durch den Bischof und zwei durch das Domkapitel ernannt werden, leitet und verwaltet dieser die Seminarien.

Art. IX. Die Einkünfte des Bischofs sind auf 8000 Schweizerfranken festgesetzt. Die Einkünfte des Probstes der Kollegiatstifte zu St. Urs und Victor sind dem Domprobste angewiesen. Die Pfründe der Domdekans erhält einen jährlichen Zuschufs von 800 Franken. Die jährlichen Einkünfte jedes residirenden Domherren der Stände Luzern und Bern sind auf 2000 Franken festgesetzt. Die Domherren so wie die Kaplane von Solothurn und ihre Nachfolger bleiben im vollen Genusse ihrer dem Kollegiatkapitel zu St. Urs und Victor gehörigen Pfründen. Hinsichtlich der nicht residirenden Domherren verpflichten sich die Regierungen jedem derselben jährlich 300 Franken zu geben.

Art. X. Aufser den oben bestimmten Gehalten werden den Bischof und den residirenden Domherren ihrer Würde angemessene Wohnungen angewiesen.

Art. XI. Die Regierungen der Diöcesanstände werden für den Unterhalt des Bischofs, die Dompfründen und die Ausstattung der Seminarien, sich mit dem heiligen Stuhle in einer späteren Unterhandlung verständigen, inzwischen werfen sie dafür gesicherte und bestimmte Einkünfte aus. Die Regierungen werden ihren freien und regelmäfsigen Bezug, so wie ihre Unveräufserlichkeit gewährleisten; sie werden auch für den Unterhalt der Domherrenwohnungen sorgen. Für den Unterhalt der Domkirche, der bischöflichen Wohnung und der Gebäude des in Solothurn zu errichtenden Seminariums, wird durch

8 die Regierung von Solothurn gesorgt werden. Die Gebäude vom Seminarien, die anderswo errichtet werden sollen, sind von denjenigen Kantonen zu erhalten, die es betreffen mag.

Art. XII. Die Domkapitulare haben das Recht, aus der Diöcesangeistlichkeit den Bischof zu wählen. Der zum Bischofe gewählte, wird vom heil. Vater die Einsetzung erhalten, sobald dessen kanonische Eigenschaften nach den für die schweizerischen Kirchen üblichen Formen werden dargethan sein. Die Regierung von Solothurn ernennt den Probst auf die bisher übliche Weise. Die Ernennung des Dekans steht dem heiligen Vater zu. Die Regierung von Luzern hat das Ernennungsrecht zu den diesem Kanton angehörigen Pfründen. Für die von dem Kanton Bern zu gebenden Domherren wird das Domkapitel zu jeder Wahl der Regierung dieses Standes ein Verzeichnifs von sechs Kandidaten vorlegen, welche drei davon streichen kann, worauf der Bischof den Domherren ernennt. Die zehn vom Kollegiatkapitel zu St. Urs und Victor herrührenden Pfründen werden auf die bisher übliche Weise besetzt. Die Regierung von Solothurn wird unter den Besitzern dieser Pfründen, die sie betreffende Zahl von Domkapitularen bezeichnen, worunter sich der von diesen gewählte Probst befinden wird. Der dem Kanton Zug vorbehaltene, nicht zur Residenz verpflichtete Domherr wird von der Regierung dieses Standes ernannt. Der zum Domherren gewählte, mufs entweder Angehöriger des Kantons sein, dem die Pfründe gehört, oder in demselben geistliche Verrichtungen versehen, und in diesen beiden Fällen die folgenden Eigenschaften besitzen. Er mufs Weltpriester sein, eine mit Seelsorge verbundene Pfründe, wenigstens vier Jahre lang, mit Eifer und Klugheit versehen haben, oder dem Bischofe in der Verwaltung der Diöcese oder der Seminarien behülflich gewesen sein, oder sich als Professor der Theologie oder des kanonischen Rechts ausgezeichnet haben. Die erste Ernennung der Domherren ist dem heil. Vater vorbehalten.

Art. XIII. Dem gleichen Domherren kann nicht mehr als Eine Würde übertragen werden; die des Probstes und des Dekans können nicht durch Domherren des gleichen Kantons bekleidet werden.

Art. XIV. Der Bischof wird in die Hände der 1828
Abgeordneten der das Bisthum Basel bildenden Stände den folgenden Eid leisten: „Ich schwöre und gelobe auf das heilige Evangelium Treue und Gehorsam den Regierungen der Kantone aus denen das Bisthum Basel besteht. Ueberdies gelobe ich, weder in noch aufser der Schweiz ein Verständnifs zu pflegen, an einem Rathschlage Theil zu nehmen, und eine verdächtige Verbindung zu unterhalten, welche die öffentliche Ruhe gefährden könnte, und sollte ich je Kenntnifs erhalten von einem dem Staate schädlichen Komplotte, sei es in meiner Diöcese oder anderswo, so werde ich die Regierung davon in Kenntnifs setzen."

Art. XV. Es wird hier die feierliche Versicherung gegeben, dafs wenn früher oder später der Sitz des Bischofs und des Domkapitels aufser der Stadt Solothurn verlegt werden sollte, alsdann das Stift zu St. Urs und Victor wieder auf den gleichen Fufs werde hergestellt werden, auf dem es sich zur Zeit seiner Erhebung zum Domkapitel befunden hatte.

Art. XVI. Der Beitritt zur neuen Umschreibung des Bisthums Basel, ist den Kantonen Basel und Aargau für ihre katholische Bevölkerung, die nicht schon einbegriffen ist, vorbehalten und gesichert, so wie dem Kanton Thurgau, nach den durch obigen Vertrag festgesetzten Grundlagen. Im Falle dafs einer oder der andere der benannten Kantone beitreten würde, so wird das bischöfliche Tafelgut bis auf das Maximum von zehn tausend Schweizer Franken nach dem Maafsstabe der katholischen Bevölkerung des beitretenden Kantons vermehrt. Wenn die Vereinigung aller oben genannten Kantone statt finden sollte, so soll die Diöcese mit einem Weih-Bischofe versehen werden, den der Bischof wählen, und dem die Diöcesenkantone ein jährliches Einkommen von 2000 Schweizer Franken sichern werden. Jede weitere Anordnung in Bezug auf den Beitritt der erwähnten Kantone ist einer späteren Uebereinkunft vorbehalten.

Die Ratifikationen dieser gegenwärtigen Uebereinkunft, die in Doppel ausgefertigt und gesiegelt worden, sollen, sobald immer möglich, ausgefertigt werden.

So geschehen zu Luzern den 20sten März 1828.

7.

1828 *Convention entre l'Autriche et la Suisse sur l'extradition réciproque des criminels, signée à Zuric le* 14 *Juillet* 1828.

(*Wiener Hofzeitung* 1828. 4 Octbr. *Neueste Staatsakten* Bd. 13. p. 104).

Nachdem Sr. k. k. apostol. Majestät und die Kantons der hochlöblichen schweizerischen Eidgenossenschaft sich entschlossen haben, zur Befestigung des freundnachbarlichen Vernehmens und gröfserer Sicherheit beiderseitiger Staaten über die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher einen Vertrag zu Stande zu bringen, so haben die Bevollmächtigten beider Regierungen, nämlich: von Seiten Sr. obgedachten k. k. apostol. Majestät Allerhöchstdero wirklicher Geheimenrath, aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, Inhaber des silbernen Civilehrenkreuzes, Grofskreuz mehrerer hohen Orden, Franz Freiherrn v. Binder-Kriegelstein, und von Seiten der hochlöblichen schweizerischen Eidgenossenschaft Herr Vinzenz von Ruttimann, Altammann der Schweiz, Schultheifs der Stadt und Republik Luzern, Kommandeur der königl. französischen Ehrenlegion, H. Franz von Meyenburg, Bürgermeister des Standes Schafhausen und Herrn Albrecht Gottlieb von Steiger, Mitglied des kleinen und des geheimen Raths der Stadt und Republik Bern, mit Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Sr. k. k. apost. Majestät und der eidgenössischen Kantone, über folgende Punkte sich vereinigt:

Art. I. Die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher, welche in dem gegenwärtigen Vertrage festgesetzt wird, soll nur schwerer Verbrechen wegen statt finden. Unter schweren Verbrechen werden verstanden: Hochverrath und Aufruhr, ein mit Vorsatz und Ueberlegung unternommener Mord; Giftmischung; vorsätzliche Brandstiftung, Diebstahl mit Einbruch

oder Gewalt gegen die Person; Diebstahl auf öffent- 1828
lichen Bleichen; Entführung von Pferden und Vieh von öffentlichen Weiden; Strafsenraub; Entwendung oder Veruntreuung öffentlicher Gelder; Verfälschung von Staatspapieren, die entweder als Münze gelten oder als Schuldverschreibungen von einer öffentlichen Kasse ausgestellt worden; Verfälschung von Privatschuldscheinen und Wechseln; Falschmünzerei und betrügerische Bankerutte.

Art. II. Oesterreichische Unterthanen, welche a) in den österreichischen Staaten ein schweres Verbrechen, oder b) welche in der Schweiz ein auf die österreichischen Staaten sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditpapiere oder der Münzen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sollen an Oesterreich ausgeliefert werden. Schweizerische Angehörige, welche a) in der Schweiz ein schweres Verbrechen, oder b) welche in den österreichischen Staaten ein auf die Eidgenossenschaft oder auf die verschiedenen Kantone derselben sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditpapiere oder der Münzen begangen haben, und in den österreichischen Staaten betreten werden, sollen an die Schweiz ausgeliefert werden.

Art. III. Oesterreichische Unterthanen, welche in der Schweiz was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in den österreichischen Staaten betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an die Schweiz nicht abzuliefern. Schweizerische Angehörige, welche in den österreichischen Staaten was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an Oesterreich nicht auszuliefern. Die Beurtheilung geschieht jedesmal nach den Gesetzen des Landes, dessen Behörden sprechen.

Art. IV. Wenn ein von einem der kontrahirenden Staaten reklamirter Verbrecher in dem Gebiete des anderen Staates ein schwereres oder eben so schweres Verbrechen begangen hätte, so hat die Auslieferung in diesem Falle nur nach erfolgtem Urtheile und vollzogener Strafe zu geschehen.

18 Art. V. Wäre es nothwendig, dafs zur Erhebung eines Verbrechens oder seiner Umstände österreichische Unterthanen oder schweizerische Angehörige zur Ablegung eines Zeugnisses vernommen werden müfsten, so werden dieselben, auf vorläufige Ersuchungsschreiben, die Zeugnisse vor ihrem natürlichen Richter der Regel nach ablegen. Die persönliche Stellung der Zeugen kann auch in aufserordentlichen Fällen, wenn nämlich solche zur Anerkennung der Identität eines Verbrechers oder der Sachen nothwendig ist, von der Regierungsbehörde begehrt, und insofern dadurch eine blofs freiwillige Aussage der Zeugen beabsichtigt wird, kann diese mündliche Abhörung nicht verweigert werden. Sollten hingegen diese Verhöre weiter als auf eine freiwillige Aussage oder gar auf eine Verflechtung des Zeugen mit dem Verbrecher zielen, so mufs diese Absicht in dem Ersuchschreiben ausgedrückt werden. Von dem natürlichen Richter des angerufenen Zeugen hängt es dann ab, ob die persönliche Stellung zu bewilligen, oder von ihm selbst gegen den Zeugen das angemessene zu verfügen sei.

Art. VI. Wenn ein österreichischer Unterthan oder ein schweizerischer Angehöriger, innerhalb des Gebiets des Staats, zu welchem er gehört, in Untersuchung kommt und eines schweren Verbrechens schuldig befunden wird, das er in dem Gebiete des andern kontrahirenden Staats begangen hat, so soll davon der betreffenden Behörde dieses Staates Kenntnifs gegeben, und insbesondere dasjenige was zur Auffindung allenfalsiger Mitschuldiger, die sich in dem letztern Staate befinden würden, oder für dessen Justizpflege von Wichtigkeit sein könnte, aus den Akten mitgetheilt werden.

Art. VII. In den zur Auslieferung geeigneten Fällen, ist beides weder das Geständnifs noch die Ueberweisung des Verbrechers nothwendig, sondern es ist genug, dafs von dem Staate, der die Auslieferung verlangt, der Beweis geleistet werde, dafs von einer hiezu kompetenten Behörde, nach gesetzlicher Form und Vorschrift die Untersuchung wegen eines der im Art. I. benannten Verbrechen, gegen das reklamirte Individuum erkannt worden sei, und die Be-

weise oder erheblichen Inzichten, auf welche sich diese 1828
Erkenntnifs gründet, mitgetheilt werden.

Art. VIII. Die Auslieferung soll auf diplomatischem Wege nachgesucht werden, inzwischen aber die Verhaftung auch auf das Ansuchen der Untersuchungsbehörden oder der Ortsobrigkeit vorgenommen werden. Zu diesem Ende haben sich die Oesterreichischen Gerichte an die Kantonsregiernngen und diese sich hinwieder unmittelbar an die österreichischen Gerichte zu wenden. Die Vollziehung der Auslieferung wird aber erst dann statt finden, wenn die Identität des Angeschuldigten ausgemittelt und die im Art. VII bestimmte Mittheilung gemacht sein wird.

Art. IX. Bei der Auslieferung sind in der Regel a) für die erste Verhaftung oder Abführung des Beschuldigten aus dem Gefängnisse 2 Fl. k. M.; b) für jeden Bogen der Inquisitionsakten 10 Kr. k. M.; c) für Botengänge auf jede Meile 10 Kr. k. M.; d) für die Verpflegung der Beschuldigten täglich 20 Kr. k. M. nebst den bei seiner Ueberlieferung bis zum nächsten Gränzorte aufgelaufenen und jedesmal gehörig zu bescheinigenden Kosten zu vergüten. Für alle übrigen Verrichtungen als: Kommissionen, Verhöre, oder was sie sonst für einen Namen haben mögen, findet keine Zahlung statt.

Art. X. Sollten jedoch durch eingetretene Erkrankung des Verhafteten die Verpflegungskosten desselben vermehrt werden, so soll auch eine verhältnifsmäfsige Erhöhung der Kostenvergütung statt finden.

Art. XI. Alle Gegenstände, die der Verbrecher in dem einen Lande, durch das Verbrechen an sich gebracht hat, und die in dem andern Lande vorgefunden worden, sind unentgeltlich zurückzustellen. Die Uebergabe sowohl dieser, als diejenige des Verbrechers selbst, soll jedesmal an die nächste Gerichts- oder Polizeistelle des reklamirenden Staates geschehen.

Art. XII. Sollten in der Folge einige Artikel des gegenwärtigen Vertrages einer Erläuterung bedürfen, so wird durch diplomatische Verhandlungen hierüber ein gütliches Uebereinkommen getroffen werden.

Art. XIII. Denjenigen eidgenössischen Ständen, welche dem gegenwärtigen Vertrage bis zum Zeit-

28 punkte der Ratifikationen nicht beigetreten sind, soll, auch nach geschehener Auswechselung derselben, der Beitritt zu jeder Zeit freistehn.

Art. XIV. Gegenwärtiger Vertrag soll spätestens binnen sechs Wochen ratificirt werden, und nach förmlicher Auswechselung der Urkunden als ein Staatsvertrag von beiden Seiten unter allen Verhältnissen, während der nächsten fünf und zwanzig Jahre, vom Tage der Auswechselung an gerechnet, unwiderrufliche Gültigkeit erhalten, ohne jedoch früheren Verträgen des einen oder andern Staates mit einem dritten Staate Abbruch zu thun. Nach Ablauf des festgesetzten Termins kann dieser Vertrag mit gegenseitigem Einverständnisse erneuert werden. Zur Bestätigung desselben haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn doppelt ausgefertigt, unterschrieben und ihre Siegel beigedruckt.

Geschehen Zürich, den 14ten Jul. 1828.

Auf Auftrag des hohen Vororts haben die Unterzeichneten zugleich für den abwesenden zweiten Bevollmächtigten, Herrn Bürgermeister von Meyenburg, mit unterschrieben.

Binder. Vinzenz Ruttimann.

A. v. Steiger.

8.

Traité entre l'amiral Codrington et Mehemed Ali Pascha d'Egypte concernant l'évacuation de la Morée, signé à Alexandrie le 6 Août 1828.

(*Preufsische Staatszeitung* vom 13ten October 1828. *Neueste Staatsakten* Bd. 13. p. 52).

Durch die verschiedenen von Seiten Ibrahim Pascha's, des Oberbefehlshabers der in Morea befindlichen ägyptischen Armee, nach einander eingelaufenen Berichte, ist Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha, Vessir von Ae-

gypten, von der absoluten Unmöglichkeit überzeugt 1828
worden, in welcher sich sein Sohn befand, sich länger in der schrecklichen Lage behaupten zu können, in die dessen Truppen durch Mangel an Lebensmitteln gerathen waren, und die ihn zu gleicher Zeit in die schmerzliche Nothwendigkeit versetzt, Ibrahim Pascha zu autorisiren, mit Ihren Excellenzen den kommandirenden Admiralen der Kriegsflotten der verbündeten Mächte in den Gewässeren der Levante in Unterhandlungen zu treten, um für sich, für seine Armee und das Interesse der hohen Pforte, die er in Morea zu unterstützen und zu vertheidigen beauftragt ist, eine ehrenvolle Kapitulation abzuschliefsen.

In Folge dieser Autorisation hatte S. Hoheit Ibrahim Pascha, am 6ten Juli d. J. eine Konferenz mit Ihren Excellenzen den Admiralen de Rigny und von Heyden und dem Herrn Commodore Campbell. In dieser Unterredung gab Ibrahim Pascha die förmliche Erklärung ab: dafs er zur Räumung bereit sei, seine Truppen aber nur in türkischen Schiffen absenden würde. Er machte sich verbindlich, keinen griechischen Sklaven mit seiner Armee wegzuführen. Er widersetzte sich der ihm gemachten Forderung, diejenigen Sklaven auszuliefern, die nach der Schlacht von Navarin nach Aegypten waren gesandt worden, mit der Aeufserung dafs diese Bedingung nicht von ihm abhänge, und die Gränzen seiner Vollmacht überschreite.

Der von den ägyptischen Truppen besetzten *Festungen* geschah gar keine Erwähnung; die Entscheidung ihres Schicksals behielt man sich vor, bis Admiral Codrington sich in Corfu mit seinen Kollegen vereint haben würde. Ihre Excellenzen traten hierüber in Berathschlagung, in deren Folge bestimmt ward, dafs Admiral Codrington sich nach Alexandrien begeben würde, um mit Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha über diejenigen Bedingungen definitiv zu unterhandeln, die von Sr. Hoheit selbst vorgeschlagen, und in der Konferenz vom 6ten Julius nicht abgeschlossen worden waren, und um sich zu gleicher Zeit über die besten Maafsregeln zur Bewerkstelligung der Räumung zu vereinigen.

Heute am 6ten Aug. 1828 hatte in Folge dieses Beschlusses der Admiral Codrington eine Privataudienz

28 bei Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha; in des Admirals Begleitung befanden sich nur die Herren Drovetti, Generalkonsul Seiner allerchristlichen Majestät, Crocker, Grofsbritannischer Konsul, der Commodore Campbell, der Kapitän Richards, der Kapitän Curzon und der Kapitän W. Codrington.

Nach langer Diskussion über die Hauptartikel der Räumung, die von ägyptischen Truppen in Morea besetzten Festungen, und die Freilassung der nach der Schlacht von Navarin aus dem Peloponnese nach Aegypten geführten griechischen Sklaven, in welcher Diskussion der Vessier sich besonders angelegen sein liefs, die Unverschämtheit zu schildern, mit welcher französische und englische Zeitungschreiber die Anzahl dieser Sklaven übertrieben, und von der schlechten Behandlung gesprochen hätten, der sie in Aegypten ausgesetzt seien, kam man in Hinsicht der Räumung Morea's von Seiten der ägyptischen Truppen unter folgenden Bedingungen überein:

Art. I. Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha macht sich verbindlich, die nach der Schlacht von Navarin aus Morea nach Aegypten geführten Sklaven wieder auszuliefern. Er wird damit den Anfang machen, alle diejenigen Sklaven, über welche er für den Augenblick disponiren kann, zur Verfügung des Admirals Codrington zu stellen.

Was diejenigen unter ihnen betrifft, welche das Eigenthum von Privatpersonen geworden, so verspricht Se. Hoheit seine guten Dienste wirksam eintreten zu lassen, damit die Konsuln der fremden Mächte, jene Sklaven so viel wie möglich und zu den möglichst guten Bedingungen loskaufen können. Der Admiral Codrington macht sich dagegen seinerseits verbindlich, sämmtliche ägyptische Soldaten und Unterthanen, welche in griechischer Kriegsgefangenschaft sind, so wie auch die Offiziere und Mannschaft der von dem Hussar in den Gewässern von Modon aufgebrachten ägyptischen Korvetten in Freiheit setzen zu lassen.

Art. II. Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha verspricht in möglichst kurzer Zeit, alle disponibelen Kriegs- und Transportschiffe abzusenden, welche nach Navarin segeln und dort die ägyptischen Trup-

pen an Bord nehmen sollen. Diese Truppen sollen, 1828
sobald wie möglich, Morea gänzlich räumen.

Art. III. Die Kriegs- und Transportschiffe sollen durch englische und französische Fahrzeuge eskortirt werden, welche sie begleiten und mit ihnen in den Hafen von Navarin oder einen andern Hafen von Morea zu dem obenerwähnten Zwecke einsegeln werden.

Art. IV. Dieselben Schiffe sollen bei ihrer Abfarth von Navarin gleichfalls bis zum Angesicht des Hafens von Alexandria eskortirt werden.

Art. V. Weder Se. Hoheit Ibrahim Pascha noch irgend ein Offizier seiner Armee, und überhaupt keine von den in die Räumung inbegriffenen Personen, darf einen Griechen weder männlichen noch weiblichen Geschlechts, mitnehmen, wenn letzterer es nicht selbst wünscht.

Art. VI. Se. Hoheit Ibrahim Pascha kann in den festen Plätzen Patras, Castel-Tornese, Modon, Koron und Navarin eine zu deren Vertheidigung hinreichende Besatzung zurücklassen.

Abgeschlossen zu Alexandria in Aegypten am obgedachten Tage, Monate und Jahre.

Siegel Sr. Hoheit des Pascha.

Zusatzartikel.

Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha verpflichtet sich an Ibrahim Pascha den Befehl ergehen zu lassen, die Garnisonen von Patras, Castel-Tornese, Modon, Koron und Navarin so einzutheilen, dafs in keinem Falle und unter keinem Vorwande mehr als 1200 ägyptische Soldaten für die Besatzung dieser Festungen zurückbleiben dürfen.

Siegel Sr. Hoheit des Pascha.

9.

1828 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le tribu des Winnebagos et les tribus unis des Potawatamies, des Chippewas et des Ottawas, conclu le 25 Août 1828 à Green Bay et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Janvier 1829.*

(*Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States.* Appendix p. 74).

The Government of the United States having appointed Commissioners to treat with the Sac, Fox, Winnebago, Potawatamie, Ottawa, and Chippewa, tribes of Indians, for the purpose of extinguishing their title to land within the State of Illinois, and the Territory of Michigan, situated between the Illinois river and the Lead Mines on Fever River, and in the vicinity of said Lead Mines, and for other purposes; and it having been found impracticable, in consequence of the lateness of the period when the instructions were issued, the extent of the country occupied by the Indians, and their dispersed situation, to convene them in sufficient numbers to justify a cession of land on their part; and the Chiefs of the Winnebago tribe, and of the united tribes of the Potawatamies, Chippewas, and Ottawas, assembled at Green Bay, having declined at this time to make the desired cession, the following temporary arrangement, subject to the ratification of the President and Senate of the United States, has this day been made, between Lewis Cass and Pierre Menard, Commissioners of the United States, and the said Winnebago tribe, and the United tribes of Potawatamie, Chippewa, and Ottawa, Indians, in order to remove the difficulties which have arisen in consequence of the occupation, by white persons, of that part of the mining

country which has not been heretofore ceded to the United States. 1828

ART. *I.* It is agreed that the following shall be the provisional boundary between the lands of the United States and those of the said Indians: The Ouisconsin river, from its mouth to its nearest approach to the Blue Mounds; thence southerly, passing east of the said mounds, to the head of that branch of the Pocatolaka creek which runs near the Spotted Arm's village; thence with the said branch to the main forks of Pocatolaka creek; thence southeasterly, to the ridge dividing the Winnebago country from that of the Potawatamie, Chippewa and Ottawa tribes; thence southerly, with the said ridge, to the line running from Chicago to the Mississippi, near Rock Island. And it is fully understood, that the United States may freely occupy the country between these boundaries and the Mississippi river, until a treaty shall be held with the Indians for its cession; which treaty, it is presumed, will be held in the year 1829. But it is expressly understood and agreed, that if any white persons shall cross the line herein described, and pass into the Indian country, for the purpose of mining, or for any other purpose whatever, the Indians shall not interfere with nor molest such persons, but that the proper measures for their removal shall be referred to the President of the United States. In the mean time, however, it is agreed, that any just compensation to which the Indians may be entitled for any injuries committed by white persons on the Indian side of the said line, shall be paid to the said Indians at the time such treaty may be held — It is also agreed by the Indians that a ferry may be established over the Rock River, where the Fort Clark road crosses the same; and, also, a ferry over the same river at the crossing of the Lewiston road.

ART. II. The United States agree to pay to the Winnebago, Potawatamie, Chippewa, and Ottawa Indians, the sum of twenty thousand dollars, in goods, at the time and place when and where the said treaty may be held: which said sum shall be equitably divided between the said tribes, and shall be in full compensation for all the injuries and damages sustain-

28 ed by them, in consequence of the occupation of any part of the mining country by white persons, from the commencement of such occupation until the said treaty shall be held. Excepting however, such compensation as the Indians may be entitled to, for any injuries hereafter committed on their side of the line hereby established.

In testimony whereof, the said Commissioners and the Chiefs of the said tribes have hereunto set their hands, at Green Bay, in the Territory of Michigan, this 25th day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

Lewis Cass.
Pierre Menard.

10.

Convention entre les trois amiraux et le plénipotentiaire d'Ibrahim Pascha concernant l'embarquement de ses troupes, du 7 Septembre 1828.

(*Oesterreichischer Beobachter. — Neueste Staatsakten* Bd. 13. p. 63).

Am siebenten September wurde zwischen den drei Admiralen und Baki-Effendi, dem Bevollmächtigten Ibrahim Pascha's, Folgendes über die Einschiffung der Truppen verabredet:

1. Dienstag den 9ten September beginnt die Einschiffung der Truppen nebst Pferden und Gepäcke.

2. Da für die eingeschifften Pferde kein Futter da ist, so wird man von Zante 500 Ardebs Korn und Gerste, welche dort im Depot liegen, kommen lassen.

3. Da sämmtliche Truppen nicht auf der ersten Abtheilung der Flotte eingeschifft werden können, so soll es Ibrahim Pascha freistehn, Lebensmittel von einem seiner Fahrzeuge zu beziehen, um die Truppen, welche erst bei Ankunft der zweiten Flottenabtheilung aus Aegypten abgehen können, Tag für Tag zu ernähren.

4. Da Ibrahim Pascha 3 bis 400 Kranke zu Patras gelassen hat, so kann derselbe eines oder zwei Schiffe dahin schicken, um sie abzuholen; er verpflichtet sich dafs keine Lebensmittel von diesen Fahrzeugen ausgeschifft werden. 1828

5. Die Einschiffung der Truppen geschieht zu Navarin, und da erklärt worden ist, dafs kein griechischer Gefangener mitgenommen werden darf, so werden Offiziere mit Dolmetschern am Einschiffungsorte zugegen sein, um sich von der Vollziehung dieser Disposition zu überzeugen.

6. Die Einschiffung, welche am 9ten beginnt, wird, wenn der Zustand der See nicht entgegen ist, ohne Unterbrechung fortgesetzt.

7. Unter keinem Vorwande dürfen andere Lebensmittel als die welche zum Unterhalte der Truppen, die den zweiten Konvoi erwarten, bestimmt sind, ausgeschifft werden.

11.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Potawatamies, conclu à St. Joseph le 20 *Septembre* 1828 *et ratifié par le président des Etats-Unis le* 7 *Janvier* 1829.

(*Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States.* Appendix p. 77).

Articles of a treaty made and concluded at the Missionary Establishment upon the St. Joseph, of Lake Michigan, in the Territory of Michigan, this 20th day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty eight, between Lewis Cass and Pierre Menard, Commissioners, on the part of the United States, and the Potawatamie tribe of Indians.

328 ART. I. The Potawatamie tribe of Indians cede to the United States the tract of land included within the following boundaries.

1. Beginning at the mouth of the St. Joseph, of Lake Michigan, and thence running up the said river to a point on the same river, half way between La-vache-qui-pisse and Macousin village; thence in a direct line, to the 19th mile tree, on the northern boundary line of the State Indiana; thence, with the same, west, to Lake Michigan; and thence, with the shore of the said Lake, to the place of beginning.

2. Beginning at a point on the line run in 1817, due east from the southern extreme of Lake Michigan, which point is due south from the head of the most easterly branch of the Kankekee river, and from that point running south ten miles; thence, in a direct line, to the northeast corner of Flatbelly's reservation; thence, to the northwest corner of the reservation at Seek's village; thence, with the lines of the said reservation, and of former cessions, to the line between the States of Indiana and Ohio; thence, with the same to the former described line, running due east from the southern extreme of Lake Michigan; and thence, with the said line, to the place of beginning.

ART. II. In consideration of the cessions aforesaid, there shall be paid to the said tribe an additional permanent annuity of two thousand dollars; and also an additional annuity of one thousand dollars, for the term of twenty years; goods, to the value of thirty thousand dollars, shall be given to the said tribe, either immediately after signing this treaty, or as soon thereafter as they can be procured; an additional sum of ten thousand dollars, in goods, and another of five thousand dollars, in specie, shall be paid to them in the year 1829.

The sum of seven thousand five hundred dollars shall be expended for the said tribe under the direction of the President of the United States, in clearing and fencing land, erecting houses, purchasing domestic animals and farming utensils, and in the support of laborers to work for them.

Two thousand pounds of tobacco, fifteen hundred weight of iron, and three hundred and fifty pounds of steel, shall be annually delivered to them.

One thousand dollars per annum shall be applied 1828
for the purposes of education, as long as Congress may think the appropriation may be useful.

One hundred dollars, in goods, shall be annually paid to To-pen-i-be-the, principal chief of the said tribe, during his natural life. The blacksmith, stipulated by the treaty of Chicago to be provided for the term of fifteen years, shall be permanently supported by the United States.

Three laborers shall be provided, during four months of the year, for ten years, to work for the band living upon the reservation south of the St. Joseph.

ART. III. There shall be granted to the following persons, all of whom are Indians by descent, the tracts of land hereafter mentioned, which shall be located upon the second cession above described, where the President of the United States may direct, after the country may be surveyed, and to correspond with the surveys, provided that no location shall be made upon the Elkheart Prairie, nor within five miles of the same; nor shall the tracts there granted be conveyed by the grantees, without the consent of the President of the United States.

To Sah-ne-mo-quay, wife of Jean B. Dutrist, one-half section of land.

To Way-pe-nah-te-mo-quay, wife of Thomas Robb, one-half section of land.

To Me-no-ka-mick-quay, wife of Edward McCarty, one-half section of land.

To Ship-pe-shick-quay, wife of James Wyman one-half section of land.

To Assapo, wife of Antoine Gamlin, one-half section of land.

To Moahquay, wife of Richard Chabert, one-half section of land.

To Me-shaw-ke-to-quay, wife of George Cicot, two sections of land.

To Mary Prejean, wife of Louis St. Combe, one section of land.

To To-pe-naw-koung, wife of Peter Langlois, one section of land.

To Au-bee-nan-bee, a Potawatamie chief, two sections of land.

1828 To Me-che-hee, wife of Charles Minie, a half section of land.

To Louison, a Potawatamie, a reservation of one section, to include his house and cornfield.

To Kes-he-wa-quay, wife of Pierre F. Navarre, one section of land.

To Benac, a Potawatamie, one section of land.

To Pe-pe-ne-way, a chief, one section of land.

To Pierre Le Clair, one section of land.

To Joseph Barron, a white man who has long lived with the Indians, and to whom they are much attached, two sections of land; but the rejection of this grant is not to affect any other parts of the treaty.

To Betsey Ducharme, one-half section of land.

The section of land granted by the treaty of Chicago to Nancy Burnett, now Nancy Davis, shall be purchased by the United States, if the same can be done for the sum of one thousand dollars.

To Madeleine Bertrand, wife of Joseph Bertrand, one section of land.

Art. IV. The sum of ten thousand eight hundred and ninety-five dollars shall be applied to the payments of certain claims against the Indians, agreeably to a schedule of the said claims hereunto annexed.

Art. V. Circumstances rendering it probable that the missionary establishment now located upon the St. Joseph, may be compelled to remove west of the Mississippi, it is agreed that when they remove, the value of their buildings and other improvements shall be estimated, and the amount paid by the United States. But, as the location is upon the Indian reservation, the Commissioners are unwilling to assume the responsibility of making this provision absolute, and therefore its rejection is not to affect any other part of the treaty.

Art. VI. This treaty shall be obligatory, after the same has been ratified by the President and Senate of the United States.

In testimony whereof, the Commissioners, and the Chiefs and Warriors of the said tribe, have hereunto set their hands, at the place, and upon the day aforesaid.

Lewis Cass.

Pierre Menard.

12.

Déclaration ministerielle tenant lieu d'une Convention renouvellée d'étappes entre la Prusse et le grand-duché de Hesse du 7 Octobre 1828.

1828

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1832. Nr. 4. p. 17).

Nachdem die zwischen der Königlich Preufsischen und der Grofsherzoglich-Hessischen Regierung am 1sten Januar 1827 zu Frankfurt am Main abgeschlossene Militair-Durchmarsch- und Etappen-Convention, der in dem §. 33. derselben enthaltenen Bestimmung zufolge, mit dem 1sten Januar 1827 abgelaufen ist, das Bedürfnifs eines, die diesfälligen gegenseitigen Verhältnisse regelnden Uebereinkommens aber noch fortdauert; so haben die beiderseitigen Ministerien, Kraft der ihnen von ihren resp. Gouvernements ertheilten Auftrages nachstehende anderweite Uebereinkunft verabredet:

Art. I. *Feststellung der Königlich-Preufsischen Militairstrafsen, der Haupt-Etappen-Oerter und der Etappenbezirke.*

§. 1. A. *Militairstrafse von Erfurt nach Coblenz.*

Die Linie der Militairstrafse, welche von Coblenz nach Erfurt führt, berührt im Grofsherzogthum Hessen folgende Haupt-Etappen-Oerter mit den dazu bestimmten Etappenbezirken.

Von Hersfeld nach Alsfeld, zu vier Meilen gerechnet, ist Alsfeld der Hauptetappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht aus den Orten: Romrod, Lindenbach, Altenburg, Zell, Billertshausen, Endorf, Eifa, Elbenrod, Dotzelrod und Reibertenrod.

Von Alsfeld nach Grünberg, zu vier Meilen anrechnet, ist Grünberg der Haupt-Etappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht aus den Orten: Reiskirchen, Lindenstruth, Eckingshausen, Münster, Seesen, Horbach, Göbelnrod, Türckborn, Wetterfeld, Lauter,

1828 Wirberg, Stangenrod, Flensungen, Weitpertshain, Merlau und Ilsdorf.

Von Grünberg nach Gieſsen zu drei Meilen gerechnet, ist Gieſsen zwar der Haupt-Etappen-Ort; er nimmt aber bloſs den Stab und die Hauptquartiere auf, und kommt mit seinen Feuerstellen nicht in Anrechnung. Der Etappenbezirk besteht weiter:

Aus den Groſsherzoglich-Hessischen Orten: Heuchelsheim, Kleinlinden, Groſslinden, Leihgestern, Wiseck, Groſsenbuhsek, Burkhardsfelden, Annerod, Trohn, Rödichen und Altenbusek. An Königlich-Preuſsischen Ortschaften wird diesem Etappenbezirke beigegeben: Atzbach, Dudenhofen, Münchholzhausen, Knizebach, Lützenlinden, Groſs- und Kleinrechtenbach.

Von Gieſsen bis nach Braunfels werden drei Meilen gerechnet. Zu dem Etappenbezirke dieser letztern Etappe, so wie zu dem Rayon von Wetzlar, werden keine groſsherzogliche Orte zugezogen.

B. *Militairstraſse von Coblenz nach Mainz.*

Auf dieser Militairstraſse ist St. Goar die nächste Königlich-Preuſsische Etappe. — Von St. Goar bis Bingen zu vier Meilen gerechnet, ist Bingen der Haupt-Etappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht sodann nebst Bingen noch aus den Groſsherzoglich-Hessischen Orten: Kempten, Galshain, Büdesheim und wird aus den Königlich-Preuſsischen Orten zu dem Etappenbezirke beigegeben: Münsler, Sarresheim, Weiler, Waldagelsheim, Niederheimbach, und Dreieckshausen.

C. *Militairstraſse von Mainz auf Trier, Luxemburg und Saarlouis.*

Auf dieser Militairstraſse ist die nächste Königlich-Preuſsische Etappe, Simmern.

Von Simmern bis Bingen, zu vier Meilen gerechnet, ist Bingen der Haupt-Etappen-Ort, dessen Etappenbezirk auch für diese Straſse aus den vorstehend sub B. gedachten Groſsherzoglich-Hessischen und Königlich-Preuſsischen Ortschaften besteht.

Bei den Etappenbezirken, bei denen die Rayons gemeinschaftlich sind, wird die Einquartierung nach der Anzahl der Feuerstellen repartirt, und jede Feuerstelle, das Haus mag groſs oder klein sein, als eine Einheit angenommen. — Rücksichtlich der einzuquartierenden Mannschaft wird der Soldat und Unteroffi-

zier als eine Einheit, für den Subaltern-Offizier das 1828
Dreifache und für den Kapitain das Vierfache derselben in Ansatz gebracht und nach diesen Verhältnissen die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Ortschaften des Etappenbezirks, durch die Grofsherzogliche Etappen-Behörde vorgenommen. Dem Königlichen Preufsischen Etappen-Inspector steht in solchen gemeinschaftlichen Rayons die Einsicht der Etappenbücher zu, um sich hieraus zu überzeugen, dafs die Vertheilung der Einquartierung durchgehends nach den Grundsätzen dieser Konvention geschehen sei, und sich im Zeitraume von drei Monaten die Last auf sämmtliche Gemeinden des Etappenbezirks thunlichst vertheilt habe.

§. 2. Da man Königlich-Preufsischer Seits gewünscht hat, zur Erleichterung der Stadt Mainz, einen Theil der dortigen Königlichen Garnison auf so lange nach Wetzlar zu verlegen, bis der Kasernenbau zu Mainz so weit vorgerückt ist, um den Königlich-Preufsischen Antheil an der Besatzung vollständig aufnehmen zu können, so haben Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Hessen zu dieser Absicht gern die Hand geboten, und bewilligen, bis zur Beendigung des Kasernenbaus, dafs die Königlichen Truppen der Garnison von Mainz, welche von da nach Wetzlar und von dort wieder zurückmarschieren, ihr Nachtlager in Friedberg nehmen. Auch gestatten Seine Königliche Hoheit eben dieses Nachtlager zu Friedberg für diejenigen zur Garnison von Mainz gehörigen Königlichen Truppen, welche über Höchst und Grünberg nach den rückwärts liegenden Königlichen Landen, oder von dort nacch Mainz marschieren, mit der Bemerkung, dafs diese Bewilligung auf andere zur Garnison von Mainz nicht gehörige Königlich-Preufsische Truppen keine Anwendnng findet. Für dieses Nachtlager treten alle jene Bedingungen und Vergütungspreise ein, welche diese Konvention für die auf den beiden Militairstrafsen marschierenden Königlich-Preufsischen Truppen festgesetzt. Es wird übrigens zur Unterstützung der Stadt Friedberg, derselben ein Rayon beigegeben, der aus den Ortschaften Ober- und Niederwöllstadt, Ockstädt, Ober- und Niedermörle, Fauerbach, und Bruchenbrücken besteht. — Die Entfernung von Höchst nach

1828 Friedberg wird hierbei zu vier Meilen, jene von Friedberg nach Grünberg zu vier Meilen und jene von Friedberg nach Wetzlar zu 4½ Meile angenommen.

§. 3. Die Königlich-Preufsischen Truppen sind gehalten, auf keinen anderen, als den bezeichneten Etappenstrafsen zu marschieren, und nur die benannten Orte als Etappen-Orte zu betrachten. Kleinere dagegen handelnde Detachements und einzeln marschierende Militairpersonen werden von den Landesbehörden an die zunächst gelegene Preufsische Militair-Behörde abgeliefert. Gröfsere Korps, welche nicht angehalten werden können, werden der Preufsischen Liquidationsbehörde angezeigt, welche die an dieselbe geschehenen Leistungen aller Art nicht in den Preisen dieser Konvention, sondern in den von den Beamten attestirten kostenden Preisen, so wie allen durch den Marsch entstandenen Schaden, nach der unter Zuziehung des Königlich-Preufsischen Etappen-Inspecteurs vorzunehmenden pflichtmäfsigen Taxation dreier Taxatoren, bezahlen wird.

§. 4. Die Königlich-Preufsischen Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detachements bis 50 Mann (welche in die Barracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sein werden), sind gehalten, nach jedem als zum Etappenbezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Grofsherzoglichen Etappen-Behörde angewiesen wird; es sei denn, dafs dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. — Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichsn Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstrafse liegen. — In andere Ortschaften, als die obenerwähnten, dürfen die Truppen nicht gelegt werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeekorps in starken Echellons marschiren. — In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftragten Königlich-Preufsischen Offiziere mit den Grofsherzoglichen Etappen-Behörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§. 5. An jedem Etappen-Orte wird eine Grofsherzoglich-Hessische Behörde aus dem betreffenden Landrathe oder einem sonstigen Civilbeamten bestehend, ernannt, welche die Einquartierungs-Verpfle-

gungs- und Transport-Angelegenheiten, so wie die 1828
Etappen-Polizei leiten und besorgen wird.

§. 6. Die Königlich-Preufsischen Etappen-Inspectoren zu Mainz, Hersfeld und Wetzlar, und zwar ersterer in Hinsicht auf die Etappe Bingen, der zweite auf die Etappe Alsfeld und letzterer in Hinsicht auf die übrigen Etappen, unterstützen die Grofsherzoglichen Etappen-Behörden in der Weise, dafs sie alle bei ihnen angebrachte Beschwerden gegen die durchmarschierenden Königlichen Truppen, auf der Stelle zu entscheiden, zu schlichten, oder sonst zu beseitigen, besonders beauftragt sind. — Es ist ferner ihres Amts, durch die geeignete Requisition und Einleitung bei den Grofsherzoglichen Landesbehörden dahin zu wirken, dafs die Königlichen Truppen auf den Etappen nach den Bestimmungen dieser Konvention behandelt, und die Wege allenthalben in fahrbarem Stande erhalten werden.

Art. II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

§. 7. Die Marschrouten für die Königlich-Preufsischen Truppen können allein von dem Königlich-Preufsischen Kriegsministerium und von dem Königlichen Generalkommando in Sachsen zu Magdeburg, und am Niederrhein zu Coblenz, mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von anderen Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

§. 8. In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dafs die Grofsherzoglichen Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntnifs gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tages zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken um bei der Grofsherzoglichen Etappen-Behörde das Nöthige anzumelden.

Von der Ankunft gröfserer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron, müssen die Grofsherzoglichen Etappen-Behörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden. — Wenn

128 ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschieren; so müssen nicht allein die Grofsherzoglichen Etappen-Behörden wenigstens acht Tage zuvor hiervon in Kenntnifs gesetzt werden, sondern es sollen auch die Grofsherzoglichen Landesbehörden, namentlich für die Provinz Oberhessen die Grofsherzogliche Regierung zu Giefsen, und für den überrheinischen Theil des Grofsherzogthums die Grofsherzogliche Regierung zu Mainz, wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Aufserdem soll, wenn eines oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschieren, dem Corps ein kommandirter Offizier oder Kriegskommissair, wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislokation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit den erwähnten Landesbehörden gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Oertern für das ganze Corps zu bereden; hierbei soll jedoch solche Einrichtung getroffen werden, dafs an einem Etappen-Orte niemals mehr als ein Regiment Infanterie oder Kavallerie an demselben Tage eintrifft. — Dieser kommandirte Offizier mufs von der Zahl, der Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tage der Ankunft u. s. w. sehr genau unterrichtet sein.

§. 9. Da der bisher ohne Ruhetag fortgesetzte Marsch der Königlich-Preufsischen Truppen auf der Strafse von Erfurt nach Mainz und umgekehrt, welcher 32 Meilen beträgt, und auf der Strafse von Erfurt nach Coblenz über Braunfels, welcher 27 Meilen beträgt, die nachtheiligsten Folgen herbeigeführt hat, so hat die Grofsherzoglich-Hessische Regierung, nach dem Wunsche des Königlich-Preufsischen Gouvernements, für diese Truppenmärsche einen Ruhetag in Alsfeld zwar gestattet, jedoch ist man dahin übereingekommen, dafs zur Erleichterung der Grofsherzoglichen Lande, auch von den beiden andern fremdherrlichen Regierungen, deren Gebiet jene Truppenmärsche berühren, nämlich von der Kurfürstlich-Hessischen und der Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen Regierung, gleichmäfsig zur Erreichung jenes Zweckes in der Art mitgewirkt werde, dafs, für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft, eine jede derselben einen gleichen Zeitraum hindurch den Preufsi-

schen Truppen einen Rasttag auf ihrem Gebiete ge- 182
statte. — Das Königlich-Preußische Gouvernement wird sich mit der Kurfürstlich-Hessischen und Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Regierung hierüber näher vereinigen, so daß die von der Großherzoglich-Hessischen Regierung nach dem Inhalt des gegenwärtigen Paragraphen übernommene Verpflichtung zur Gewährung eines Rasttages in Alsfeld sich auf die drei Jahre vom 1sten October dieses Jahres an bis zum ersten October 1831 beschränkt.

Da nicht minder bedeutende Nachtheile aus den großen und ununterbrochen fortgesetzten Tagemärschen, auch für die Remonte hervorgegangen sind, so hat die Großherzoglich-Hessische Regierung sich verpflichtet, zu gestatten, daß die Remonte-Kommandos, nach dem Empfange der Remonten, in einem Tage nicht mehr als 2 bis 2½ Meile zurückzulegen haben und nach zwei Marschtagen jedesmal einen Ruhetag halten, wonach die betheiligten Großherzoglichen Behörden mit Anweisung versehen werden sollen.

Art. III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu zahlende Vergütung betreffend.*

A. *Einquartierung und Verpflegung der Mannschaft.*

§. 10. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militairpersonen, wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben. Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern, oder in den Barracken, deren Anlage der Großherzoglichen Regierung überlassen bleibt. Die Geräthschaften in den im Winter zu heizenden Barracken, bestehen für den Unteroffizier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, um seine Armatur daran aufzuhängen, Stühlen oder hinreichenden Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Barracken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält, was er regelmentsmäßig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschierenden Truppen, welche der Marschroute gemäß, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Großherzoglichen Etappen-Behörden und gegen auszustellende

28 Quittung der Kommandierenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung ferner einquartiert werden soll. — Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, dafs der Offizier sowohl, wie der Soldat, mit dem Tische seines Wirthes zufrieden sein mufs.

In den Fällen, wo Quartierträger nur ein einziges heizbares Zimmer besitzen, in welches wegen Enge des Raums und Anzahl der zur Familie gehörenden Personen, die Einquartierten nicht aufgenommen werden können und diesen keine geheizte Schlafstube angewiesen werden kann, wird den Grofsherzoglichen Ortsvorständen aufgegeben werden, für die nach Verschiedenheit der Jahreszeit erforderliche Bedeckung zu sorgen.

§. 11. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäfsigen Forderungen von Seiten der Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unteroffizier und Soldat und jede zum Militair gehörende Person, die nicht den Rang eines Offiziers hat, kann in jedem Nachtquartiere, sei es bei den Einwohnern oder in den Barracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halb Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntewein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, dafs hinreichender Vorrath von Bier und Branntewein in jedem Orte vorhanden ist, und dafs der Soldat nicht übertheuert werde. — Die Subaltern Offiziere bis zum Kapitain exclusive, erhalten aufser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebraut wird, in der Etappe Bingen aber eine Bouteille Wein, Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntewein. Der Kapitain kann aufser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

§. 12. In der Regel erhält der General drei, der

Staabs-Offizier zwei und der Subaltern-Offizier ein 1828
Zimmer. Wenn jedoch nach dem Ermessen der Etappen-Behörde, die Anzahl der Truppen oder die Gelegenheit des Orts nicht gestattet, die bemerkten Zimmer zu geben, so werden die Königlichen Offiziere sich auch mit Wenigerem gern begnügen.

§. 13. Für diese Einquartierung und Verpflegung wird nach vorgängiger Liquidation von dem Königlich-Preufsischen Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten . . . . vier gute Groschen in Gold,
- - Unteroffizier . . vier - - - -
- - Subaltern-Offizier zwölf - - - -
- - Kapitain . . . . sechszehn - - - -

Die übrigen Königlichen Militairbeamten werden nach ihrem militairischen Range behandelt.

Staabs-Offiziere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in den Orten, wo dies nicht thunlich sein sollte, bezahlt für seine Person der Staabs-Offizier einen Reichsthaler in Gold, der Oberst und General einen Reichsthaler zwölf gute Groschen in Gold; wegegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen mufs. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabs-Offizieren unmittelbar an die Quartierträger berichtigt.

Für eine jede der den Königlich-Preufsischen Truppen auf der Etappen-Strafse anzuweisende Wachtstube von erforderlicher Gröfse, mit den gewöhnlichen Wacht-Utensilien versehen, werden in den Wintermonaten, nämlich in den Monaten October, November, December, Januar, Februar und März, incl. für das Feuer- und Erleuchtungs-Material, acht gute Groschen, in den sechs Sommermonaten, nämlich im April, Mai, Juni, Juli, August und September aber vier gute Groschen für jeden Tag, wo sich eine Wache darin befindet, in Ansatz gebracht.

§. 14. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen, als die Kinder, gleich den Soldaten gegen die oben festge-

1828 setzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Offiziere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§. 15. Sollten durchmarschierende Soldaten unterwegs krank werden; so sollen dieselben an die nächsten Königlich-Preufsischen Etappen-Inspecteurs überwiesen werden.

B. *Transport, Verpflegung und nächtliche Bewachung der Militair-Arrestaten.*

§. 16. a) Die Verpflegung der Militair-Arrestaten wird in demselben Betrage vergütet, welcher §. 12. der gegenwärtigen Konvention für die Verpflegung der durchziehenden Militairs überhaupt festgesetzt worden ist.

b) Die Eskortirung (durch Landdragoner oder Landwehr) wird mit vier guten Groschen auf die Meile für jeden Eskortirenden, sei dieser nun zu Fufs oder zu Pferde, bezahlt.

c) Die Zahl der eskortirenden Mannschaft wird jedesmal von den Königlich-Preufsischen Behörden unter dem Vorbehalte bestimmt werden, dafs es den Grofsherzoglich-Hessischen Behörden überlassen bleibe, die Eskorte in einzelnen Fällen, wo Widersetzlichkeit zu besorgen ist, zu verstärken.

d) In Etappenplätzen, wo Garnison liegt, wird für die nächtliche Bewachung und Verwahrung der Arrestaten keine besondere Vergütung geleistet. Dagegen wird an denjenigen Etappen-Orten, die keine Garnison haben, und in den Fällen, wo anders kein entbehrlicher, leerer und gut verwahrter Raum mehr vorhanden nnd die Bewachung in einem weniger gesicherten Lokale unvermeidlich ist, Königlich-Preufsischer Seits eine Entschädigung von sechs guten Groschen für jeden Wächter bezahlt.

e) Auf allen Etappenplätzen ohne Ausnahme aber wird die Heitzung und Beleuchtung der Verwahrungsorte der daselbst eintreffenden Preufsischen Militair-Arrestaten, wenn jener Aufwand blos um dieser letztern willen geschieht, für jede Nacht in den sechs Wintermonaten mit vier guten Groschen, in den sechs Sommermonaten aber mit zwei guten Groschen vergütet.

f) Dem Grofsherzoglich-Hessischer Seits hinsichtlich der Transportirung der Militair-Arrestaten

durch die Grofsherzogliche Provinz Oberhessen ge- 1828
äufserten Wünsche: dafs solche, statt wie bisher über Alsfeld, künftig über Marburg erfolgen und dabei auf Innehaltung der gewöhnlichen Korrespondenztage gehalten werden möge, erklärt man sich Preufsischer Seits zu genügen bereit, sobald in Folge einer dieserhalb mit der Kurhessischen Regierung anzuknüpfenden Unterhandlung die hierzu nöthige Zustimmung dieser letztern erlangt sein wird.

C. *Einquartierung und Verpflegung der Pferde.*

§. 17. Die Etappen-Behörden und Ortsobrigkeiten werden gehörig dafür sorgen, dafs den Pferden stets möglichst gute reinliche Stallung angewiesen werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen wird es Königlich-Preufsischer Seits bei grofser Verantwortung untersagt werden, dafs die Militairpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle ziehen und die ihrigen dagegen hineinbringen lassen.

§. 18. Der Fouragebedarf wird durch Lieferanten, in ein in den Haupt-Etappen-Orte zu errichtendes Etappenmagazin, für dessen Lokal die Lieferanten selbst zu sorgen haben, beigeschafft, die Lieferung soll von der Grofsherzoglichen Etappen-Behörde, für einen von dem Königlich-Preufsischen Etappen-Inspector zu bestimmenden Zeitraum öffentlich versteigert und dem Mindestfordernden übertragen werden. — Nur wenn der Königlich-Preufsische Etappen-Inspector mit dem Erfolge der ersten Versteigerung zufrieden ist, hat es bei dieser Versteigerung sein Bewenden, wenn ihm aber die Preise zu hoch scheinen, so kann er auf einen zweiten Versteigerungstermin antragen, welcher jedoch entscheidend ist. — Den Gemeinden, in denen kein Etappen-Ort ist, die aber zu den Etappen-Bezirken gehören, wird auf den Fall, wenn die Fourage von ihnen geliefert werden mufs, solche im Preise der letzten Versteigerung vergütet.

§. 19. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Grofsherzoglichen Etappen-Behörden und gegen Quittung des Empfängers, von den Lieferanten an die Königlichen Truppen verabreicht und die da-

1828 bei entstehenden Streitigkeiten von der Etappen-Behörde sofort entschieden. In Fällen, in denen die Zeit nicht erlaubt, die Fourage aus dem Etappen-Magazine herbeizuschaffen, diese also von den Gemeinden geliefert werden muſs, empfängt solche ein Kommandirter des Detachements von der Orts-Obrigkeit, und besorgt die weitere Vertheilung.

§. 20. Die Königlich-Preuſsische Regierung bezahlt an die Groſsherzoglich-Hessische und diese an die Lieferanten den Werth der abgelieferten Fourage, worüber sich letztere mit ordnungsmäſsigen Quittungen ausweisen, nach dem Versteigerungs-Preise.

§. 21. Für kranke, zurückgelassene Pferde werden die Kurkosten auf, durch die Groſsherzoglichen Etappen-Behörden attestirte, Rechnungen von dem Königlich-Preuſsischen Gouvernement vergütet.

Alle Bedürfnisse an Wagenreparaturen, Beschlägen der Pferde, Schuhen und anderen Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

Art. IV. *Verabreichung des Vorspanns und Stellung der Fuſsboten.*

§. 22. Die Transportmittel werden den durchmarschierenden Truppen auf Anweisung der Groſsherzoglichen Etappen-Behörden und gegen Quittung nur in so fern verabreicht, als deshalb in den im §. 7. näher bezeichneten Marschrouten das Nöthige bemerkt worden; und werden in den Marschrouten nur Fuhren und Vorspann zum Transporte von Artillerie, schwerer Bagage und Kranken, nicht aber für nicht erkrankte Personen, für Tornister und Gewehre gefordert werden.

Nur diejenigen Militairpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können auſserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschieren, durch das Zeugniſs eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Königlich-Preuſsische Hospital Anspruch machen.

Die Groſsherzoglichen Physici, Aerzte und Wundärzte, sollen für die, erkrankten Militairs auszustellenden Atteste, nach Vorschrift der Königlich-Preuſsischen Medizinal-Ordnung entschädigt werden.

§. 23. Die Groſsherzoglichen Etappen-Behörden werden dafür sorgen, daſs die nöthigen und verlang-

ten Transportmittel zur rechten Zeit gestellt werden. 1828
Unter Transportmitteln werden nur zweirädrige und vierrädrige Karren und Leiterwagen, angeschirrte Vorspannpferde, und in dringenden Fällen Reitpferde für die Offiziere gerechnet. Chaisen können nicht verlangt, und darf auf ein Pferd nicht mehr als vier und ein halber bis fünf Zentner gerechnet werden.

§. 24. Wenn bei Durchmärschen starker Armeekorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Kommandeur der in einem Orte beqvartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche, an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren gegen die hierbei sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird.

§. 25. Quartiermachende Kommandirte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sei denn, dass sie sich durch eine schriftliche Order des Königlichen kommandirenden Offiziers, als dazu berechtigt, legitimiren können.

§. 26. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartiere bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Grofsherzoglichen Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschierenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen, dagegen mufs von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschierenden Truppen oder einzeln reisende Militairpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tages zuvor eine ordnungsmäfsige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§. 27. Den Königlich-Preufsischen Offizieren, wird es bei eigener Verantwortung zur besondern Pflicht

1828 gemacht, darauf zu achten, dafs die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dafs die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt, auch im Selbstfahren nicht gestört werden.

§. 28. Als Vergütung für den Vorspann werden von dem Königlich-Preufsischen Gouvernement an das Grofsherzoglich-Hessische, für jede Meile und für jedes Pferd, einschliefslich des Wagens, sechs gute Groschen in Gold, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen in Gold vergütet.

Die Entfernung von einem Nachtquartiere in das andere, wird der Entfernung des Etappen-Hauptorts bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben.

Da bei zu gestellenden Reitpferden in der Regel zur Zurückbringung noch ein zweites Pferd für einen berittenen Reiter gestellt zu werden pflegt, so soll in solchen Fällen auch dies zweite Pferd nach den bisherigen Sätzen liquidirt und vergütet werden.

§. 29. Die Fufsboten und Wegweiser dürfen von dem Militair nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Die Königlich-Preufsische Regierung bezahlt das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold, wobei jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

Art. V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militairischen Polizei.*

§. 30. Die Anstände, welche zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen könnten, werden von den Grofsherzoglichen Etappen-Behörden und den kommandirenden Königlich-Preufsischen Offizieren, wie auch, wo es nöthig sein sollte, unter der Dazwischenkunft des Königlich-Preufsischen Etappen-Inspektors, gemeinschaftlich beseitigt. — Die Grofsherzogliche Etappen-Behörde ist berechtigt, jeden Unteroffizier oder Soldaten, welcher sich thätliche Mishandlungen seines Wirths oder eines andern Grofsherzoglichen Unterthanen erlauben sollte, zu arretiren

und an den Kommandirenden zur weiteren Untersu- 1828
chung und Bestrafung abzuliefern.

Ein durch Exzesse der durchmarschierenden Truppen etwa entstandener Schaden wird durch drei verpflichtete und ihrer Unterthanenpflichten für diesen Akt entlassene Taxatoren, mit Zuziehung des Königlich-Preufsischen Etappen-Inspektors, abgeschätzt, und der Durchschnittsbetrag der Abschätzungen von der Königlich-Preufsischen Behörde vergütet. Die Bestimmung wegen Vergütung des durch Exzesse der durchmarschierenden Truppen entstandenen Schadens, wird auch auf das durch die Militairfuhren erweislich zu Grunde gerichtete, oder nach Beendigung derselben an den Folgen der Erhitzung krepirte oder sonst unbrauchbar gewordene Zugvieh ausgedehnt, jedoch unter der Bedingung: dafs durch ein von dem Ortsvorsteher oder von zwei Zeugen der Gemeinde pflichtmäfsig ausgestelltes schriftliches Zeugnifs erwiesen ist, dafs dasselbe ganz gesund gestellt worden.

§. 31. Die Königlich-Preufsischen kommandirten Offiziere sowohl, wie die Grofsherzoglich-Hessischen Etappen-Behörden, sind angewiesen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, dafs zwischen dem Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dafs die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

§. 32. Die Königlich-Preufsischen Truppen, welche auf eine der genannten Militairstrafsen instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Konvention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet, und zu deren Befolgung angewiesen werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Art. VI. *Liquidation der zu leistenden Vergütungen.*

§. 33. Nach Ablauf jeden Vierteljahres wird zwischen dem Königlich-Preufsischen Etappen-Inspektor zu Wetzlar und einem Grofsherzoglich-Hessischen Kommissair über sämmtliche geschehene Leistungen der Rayons von Alsfeld, Grünberg, Giefsen, Fried-

328 berg und Bingen, die Liquidation vorgenommen, und nach deren Abschluſs die Zahlung dafür sogleich geleistet. Wenn hierbei Quittungen vorkommen sollten, denen die ordnungsmäſsige Form fehlen sollte; so soll das Fehlende aus den pflichtmäſsig geführten Etappen-Büchern der Groſsherzoglichen Etappen-Behörden ergänzt werden.

Bei gröſseren Truppenmärschen behält sich die Groſsherzogliche Regierung die Befugniſs vor, in kürzeren als den angegebenen Zeiträumen zu liquidiren.

Art. VII. *Allgemeine Bestimmungen.*

§. 34. Die vorstehende Etappen-Konvention tritt mit dem 1sten October 1828 in Kraft und ist bis zum 1sten October 1837 mit dem Vorbehalte jedoch abgeschlossen, daſs für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendig abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden sollen.

§. 35. Gegenwärtige Uebereinkunft soll, nachdem sie gegen eine gleichlautende, von dem Groſsherzoglich-Hessischen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Ausfertigung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Geschehen Berlin, den 7ten October 1828.

Königlich-Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf v. Bernstorff.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Groſsherzoglich-Hessischen Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin den 10ten Januar 1832.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Eichhorn.

13.

Déclaration des cours de Londres, de Paris et de Petersbourg, sur la protection à accorder à la Morée et aux Cyclades datée de Londres du 16 Novembre 1828.

1828

(*Allgemeine Zeitung* 1829. 12 Jan. *Neueste Staatsakten* Bd. 13. p. 421).

Erklärung. Die Erklärung vom verflossenen 11ten August, die dem Reis-Effendi durch Se. Excellenz den Gesandten der Niederlande, im Namen Frankreichs, Grofsbritanniens und Rufslands zugestellt ward, gab der Pforte den Beweggrund und den Zweck der Expedition nach Morea zu erkennen. Das unmittelbare Resultat, das die drei Mächte durch diese Expedition zu erreichen sich vorgesetzt hatten, ward glücklich erreicht. Der Abzug Ibrahim Pascha's und die Räumung der Festungen durch die türkisch-ägyptischen Truppen haben der Vergiefsung des Menschenbluts in Morea ein Ziel gesetzt und diesem Lande wieder Ruhe gegeben. Das Werk der Mächte würde aber unvollständig sein, wenn durch die Abfarth ihrer Truppen die Einwohner von Morea neuen Einfällen ausgesetzt wären, sie sind es ihrer Würde schuldig, dieselben dafür zu schützen. In dieser Absicht erklären die drei Höfe, in dem Augenblicke, wo die verbündeten Streitkräfte sich anschicken, sich aus Morea zurückzuziehen, nachdem sie ihre friedliche Sendung daselbst vollbracht haben, der hohen Pforte, dafs bis zu der Zeit, wo eine definitive Uebereinkunft durch gemeinschaftliche Zustimmung mit ihnen das Schicksal der Provinzen geordnet haben wird, welche die Allianz militairisch hat besetzen lassen, sie *Morea und die Cycladischen Inseln unter ihre provisorische Garantie* stellen, und aus diesem Grunde den Eintritt irgend einer Militairmacht in dieses Land als einen Angriff gegen sich selbst betrachten würden.

1828 Indem sie diese Entschliefsung zur Kenntnifs der hohen Pforte bringen, erkennen Frankreich, Grofsbritannien und Rufsland mit Vergnügen den Geist der Weisheit an, mit welchem dieselbe vermieden hat, das Ungemach des Krieges in Morea ohne Nutzen zu verlängern. Sie hoffen, dafs die hohe Pforte, von demselben Geiste geleitet, sich von dem Wunsche beseelt fühlen werde, endlich der Frage ein Ziel zu setzen, die seit acht Jahren ganz Europa in einem Zustande der Unruhe und Spannung erhalten, und dafs Sie sich mit den drei Höfen in einer völlig freundschaftlichen und wohlwollenden Unterhandlung über das Schicksal und die endliche Pacifikation Griechenlands verständigen werde.

London, den 16ten November 1828.

ABERDEEN. POLIGNAC. LIEVEN.

14.

Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le Brésil conclu à Rio de Janeiro le 12 *Décembre* 1828 *et ratifié à Washington le* 18 *Mars* 1829.

(*Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States.* Appendix p. 1).

In the name of the Most Holy and Indivisible Trinity.

The United States of America and His Majesty the Emperor of Brazil, desiring to establish a firm and permanent peace and friendship between both Nations, have resolved to fix, in a manner clear, distinct, and positive, the rules which shall in future be religiously observed between the one and the other, by means

of a Treaty, or General Convention of Peace, Friend- 1828
ship, Commerce, and Navigation.

For this most desirable object, the President of the United States has conferred full powers on William Tudor their Chargé d'Affaires at the Court of Brazil; and His Majesty the Emperor of Brazil on the Most Illustrious and Most Excellent Marquez of Aracaty, a member of his Council, Gentleman of the Imperial Bed-chamber, Councillor of the Treasury, Grand Cross of the Order of Aviz, Senator of the Empire, Minister and Secretary of State for Foreign Affairs, and Miguel de Souza Mello e Alvim, a member of his Council, Commander of the Order of Aviz, Knight of the Imperial Order of the Cross, Chief of Division in the Imperial and National Navy, Minister and Secretary of State for the Marine, who after having exchanged their said full powers, in due and proper form, have agreed to the following articles:

ART. I. There shall be a perfect, firm and inviolable peace and friendship between the United States of America and their citizens, and His Imperial Majesty, his successors and subjects throughout their possessions and territories respectively, without distinction of persons or places.

ART. II. The United States of America, and His Majesty the Emperor of Brazil, desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage mutually, not to grant any particular favor to other nations in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely, if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional. It is understood however, that the relations and conventions which now exist or may hereafter exist between Brazil and Portugal, shall form an exception to this article.

ART. III. The two high contracting parties being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries, on the liberal basis of perfect equality and reciprocity mutually agree, that the citizens and subjects of each may frequent

1828 all the coasts and countries of the other, and reside and trade there in all kinds of produce, manufactures and merchandise: and they shall enjoy all the rights, privileges and exemptions, in navigation and commerce, which native citizens or subjects do, or shall enjoy, submitting themselves, to the laws, decrees, and usages, there established, to which native citizens or subjects are subjected. But it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved by the parties respectively, according to their own separate laws.

ART. IV. They likewise agree that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise, of any foreign country, can be from time to time, lawfully imported into the United States, in their own vessels, may be also imported in vessels of Brazil: and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo, shall be levied and collected, whether the importation be made in the vessels of the one country or the other. And in like manner, that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise of any foreign country, can be, from time to time, lawfully imported into the Empire of Brazil, in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States: and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo, shall be levied or collected whether the importation be made in vessels of the one country, or of the other. And they agree that whatever may be lawfully exported, or re-exported from the one country in its own vessels, to any foreign country, may in like manner, be exported or re-exported in the vessels of the other country. And the same bounties, duties, and drawbacks, shall be allowed and collected, whether such exportation, or re-exportation, be made in vessels of the United States, or of the Empire of Brazil. The government of the United States however considering the present state of the navigation of Brazil, agrees that a vessel shall be considered as Brazilian, when the proprietor and captain are subjects of Brazil and the papers are in legal form.

ART. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States, of

any articles the produce or manufactures of the Em- 1828
pire of Brazil, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Empire of Brazil, of any articles the produce or manufactures of the United States, than are or shall be payable on the like articles, being the produce or manufactures of any other foreign country: nor shall any higher or other duties, or charges be imposed in either of the two countries, on the exportation of any articles to the United States, or to the Empire of Brazil respectively, than such as are payable on the exportation of the like article to any other foreign country: nor shall any prohibition be imposed on the exportation or importation of any articles, the produce or manufactures of the United States, or of the Empire of Brazil, to or from the territories of the United States, or to or from the territories of the Empire of Brazil, which shall not equally extend to all other nations.

ART. VI. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens or subjects of both countries, to manage themselves their own business, in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignment and sale of their goods and merchandize by wholesale or retail, as with respect to the loading, unloading and sending of their ships; they being in all these cases to be treated as citizens or subjects of the country in which they reside, or at least to be placed on a footing with the subjects or citizens of the most favored nation.

ART. VII. The citizens and subjects of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, or merchandize or effects, for any military expedition, nor for any public or private purpose whatever, without allowing to those interested, sufficient indemnification.

ART. VIII. Whenever the citizens or subjects of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports or dominions of the other, with their vessels whether of merchant or of war, public or private, through

1828 stress of weather, pursuit of pirates, or enemies, they shall be received and treated with humanity, giving to them all favor and protection, for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind.

ART. IX. All the ships, merchandise and effects belonging to the citizens or subjects, of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction, or on the high seas, and may be carried, or found in the rivers, roads, ports, bays, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners, they proving in due and proper form, their rights before the competent tribunals: it being well understood, that the claim should be made within the term of one year by the parties themselves, their attorneys, or agents of their respective Governments.

ART. X. When any vessel belonging to the citizens or subjects of either of the contracting parties, shall be wrecked, foundered, or shall suffer any damage; on the coasts, or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection, in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation, where the damage happens, permitting them to unload the said vessel, if necessary, of its merchandize and effects, without exacting for it any duty, impost or contribution whatever, until they may be exported, unless they be destined for consumption.

ART. XI. The citizens or subjects of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament or otherwise; and their representatives, being citizens or subjects of the other party, shall succeed to the said personal goods, whether by testament, or *ab intestato*, and they may take possession thereof, either by themselves, or others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country wherein said goods are, shall be subject to pay in like cases: and if, in the case of real estate, the said heirs would be prevented from enter-

ing into the possession of the inheritance, on account 1828
of their character of aliens, there shall be granted to them the term of three years, to dispose of the same, as they may think proper, and to withdraw the proceeds without molestation, nor any other charges than those which are imposed by the laws of the country.

ART. XII. Both the contracting parties promise and engage formally to give their special protection to the persons and property of the citizens and subjects of each other, of all occupations who may be in their territories, subject to the jurisdiction of the one or the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice for their judicial intercourse, on the same terms which are usual and customary, with the natives or citizens and subjects of the country in which they may be; for which they may employ, in defence of their rights, such advocates, solicitors, notaries, agents, and factors, as they may judge proper in all their trials at law.

ART. XIII. It is likewise agreed, that the most perfect and entire security of conscience shall be enjoyed by the citizens or subjects of both the contracting parties in the countries subject to the jurisdiction of the one and the other, without their being liable to be disturbed or molested on account of their religious belief, so long as they respect the laws and established usages of the country. Moreover the bodies of the citizens and subjects of one of the contracting parties who may die in the territories of the other, shall be buried in the usual burying grounds, or in other decent or suitable places, and shall be protected from violation or disturbance.

ART. XIV. It shall be lawful for the citizens and subjects of the United States of America, and of the Empire of Brazil, to sail with their ships, with all manner of liberty and security, no distinction being made, who are the proprietors of the merchandize laden thereon, from any port to the places of those who now are, or who hereafter shall be, at enmity with either of the contracting parties. It shall likewise be lawful for the citizens and subjects aforesaid, to sail with the ships and merchandizes before mentioned, and to trade with the same liberty and security,

1828 from the places, ports, and havens, of those who are enemies of either party, without any opposition, or disturbance whatsoever, not only directly from the places of the enemy before mentioned, to neutral places, but also from one place belonging to an enemy to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power, or under several. And it is hereby stipulated, that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing shall be deemed to be free, and exempt, which shall be found on board the ships belonging to the citizens or subjects of either of the contracting parties, although the whole lading, or any part thereof should appertain to the enemies of either, contraband goods being always excepted. It is also agreed in like manner, that the same liberty be extended to persons who are on board a free ship, with this effect, that although they be enemies to both or either party, they are not to be taken out of that free ship, unless they are officers or soldiers, and in the actual service of the enemies: Provided however, and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those Powers only, who recognize this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third, and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not of others.

ART. XV. It is likewise agreed, that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties, shall protect the property of the enemies of the other, by virtue of the above stipulation, it shall always be understood, that the neutral property found on board such enemy's vessels, shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of it; but the contracting parties agree that four months having elapsed after the declaration, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case

the goods and merchandize of the neutral, embarked 1828
in such enemy's ship, shall be free.

ART. XVI. This liberty of commerce and navigation shall extend to all kinds of merchandizes, excepting those only which are distinguished by the name of contraband; and under this name of contraband, or prohibited goods, shall be comprehended:

1. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, fuzees, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberds, and grenades, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms:

2. Bucklers, helmets, breast-plates, coats of mail, infantry belts; and clothes made up in the form, and for a military use.

3. Cavalry belts and horses with their furniture;

4. And generally all kinds of arms and instruments of iron, steel, brass and copper, or of any other materials manufactured, prepared and formed expressly to make war by sea or land.

ART. XVII. All other merchandize and things not comprehended in the articles of contraband, expressly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce, so that they may be carried and transported in the freest manner by both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting only those places which are at that time besieged or blockaded: and to avoid all doubt in this particular, it is declared, that those places only are besieged or blockaded, which are actually attacked by a force capable of preventing the entry of the neutral.

ART. XVIII. The articles of contraband, before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port, shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high seas, on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain or supercargo of said vessels, will deliver up the articles of contraband to the captor, unless the quantity of such articles be so

1828 great, and of so large a bulk, that they cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience: but in this and all the other cases of just detention, the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port, for trial and judgment, according to law.

ART. XIX. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or a place belonging to an enemy, without knowing that the same is besieged, blockaded, or invested, it is agreed that every vessel so circumstanced, may be turned away from such port or place, but shall not be detained, nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unless, after warning of such blockade or investment from any officer commanding a vessel of the blockading forces, she shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place, she shall think proper: Nor shall any vessel of either that may have entered into such port before the same was actually besieged, blockaded, or invested by the other, be restrained from quitting such place with her cargo, nor if found therein, after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo, be liable to confiscation, but they shall be restored to the owners thereof. And if any vessel having thus entered the port before the blockade took place, shall take on board a cargo after the blockade be established, she shall be subject to being warned by the blockading forces to return to the port blockaded, and discharge the said cargo, and if after receiving the said warning the vessel shall persist in going out with the cargo, she shall be liable to the same consequences as a vessel attempting to enter a blockaded port after being warned off by the blockading forces.

ART. XX. In order to prevent all kinds of disorder in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they have agreed mutually, that whenever a vessel of war, public, or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain at the greatest distance compatible with making the visit under the circumstances of the sea and wind and the degree of suspicion attending the vessel

to be visited, and shall send its smallest boat, in or- 1828
der to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence, or ill treatment, for which the commanders of the said armed ships, shall be responsible with their persons and property; for which purpose the commanders of the said private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the damages they may commit; and it is expressly agreed, that the neutral party shall in no case be required to go on board the examining vessel, for the purpose of exhibiting her papers, or for any other purpose whatever.

ART. XXI. To avoid all kind of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens and subjects of the two contracting parties, they have agreed, and do agree, that in case one of them shall be engaged in war, the ships and vesssels belonging to the citizens or subjects of the other, must be furnished with sea-letters or passports, expressing the name, property and bulk of the ship, as also the name and place of habitation of the master or commander of said vessel, in order that it may thereby appear that the ship really and truly belongs to the citizens or subjects of one of the parties; they have likewise agreed, that such ships being laden, besides the said sea-letters or passports, shall also be provided with certificates, containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed, so that it may be known, whether any forbidden or contraband goods be on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form; without such requisites said vessel may be detained, to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared legal prize, unless the said defect shall be proved to be owing to accident, and be satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.

ART. XXII. It is further agreed, that the stipulations above expressed, relative to the visiting and examining of vessels, shall apply only to those

1828 which sail without convoy: and when said vessel shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries: and when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

ART. XXIII. It is further agreed, that in all cases the established courts for prize causes, in the countries to which the prizes may be conducted shall alone take cognizance of them. And whenever such tribunal of either party, shall pronounce judgment against any vessel, or goods, or property claimed by the citizens or subjects of the other party, the sentence or decree shall mention the reasons or motives, on which the same shall have been founded, and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings in the case, shall, if demanded, be delivered to the commander or agent of said vessel, without any delay, he paying the legal fees for the same.

ART. XXIV. Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another state, no citizen or subject of the other contracting party, shall accept a commission, or letter of marque, for the purpose of assisting, or co-operating hostilely, with the said enemy, against the said party so at war, under the pain of being treated as a pirate.

ART. XXV. If, by any fatality, which cannot be expected, and which God forbid! the two contracting parties should be engaged in a war with each other, they have agreed, and do agree, now for then, that there shall be allowed the term of six months to the merchants residing on the coasts and in the ports of each other, and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business, and transport their effects wherever they please, giving to them the safe conduct necessary for it, which may serve as a sufficient protection until they arrive at the designated port. The citizens and subjects of all other occupations, who may be established in the territories or dominions of the United States; and of the Empire of Brazil, shall be respected

and maintained in the full enjoyment of their personal 1828
liberty and property, unless their particular conduct shall cause them to forfeit this protection, which in consideration of humanity, the contracting parties engage to give them.

ART. XXVI. Neither the debts due from the individuals of the one nation, to the individuals of the other, nor shares nor money, which they may have in public funds, nor in public or private banks, shall ever in any event of war or national difference be sequestrated or confiscated.

ART. XXVII. Both the contracting parties being desirous of avoiding all inequality in relation to their public communications and official intercourse, have agreed and do agree, to grant to their Envoys, Ministers, and other public Agents, the same favors, immunities and exemptions, which those of the most favored nation do, or shall enjoy; it being understood, that whatever favors, immunities, or privileges, the United States of America, or the Empire of Brazil may find it proper to give the Ministers and Public Agents of any other power, shall, by the same act, be extended to those of each of the contracting parties.

ART. XXVIII. To make more effectual the protection which the United States and the Empire of Brazil shall afford in future to the navigation and commerce of the citizens and subjects of each other, they agree to receive and admit Consuls and Vice-Consuls in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy in them all the rights, prerogatives, and immunities, of the Consuls and Vice-Consuls of the most favored nations: each contracting party however, remaining at liberty to except those ports and places in which the admission and residence of such Consuls may not seem convenient.

ART. XXIX. In order that the Consuls and Vice-Consuls of the two contracting parties, may enjoy the rights, prerogatives, and immunities, which belong to them, by their public character, they shall before entering on the exercise of their functions, exhibit their commissions or patent in due form, to

1828 the government to which they are accredited: and having obtained their *exequatur*, they shall be held and considered as such, by all the authorities, magistrates, and inhabitants, in the consular district in which they reside.

ART. XXX. It is likewise agreed, that the Consuls, their Secretaries, officers, and persons attached to the service of Consuls, they not being citizens or subjects of the country, in which the Consul resides, shall be exempt from all public service, and also from all kinds of taxes, imposts and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce, or their property, to which the citizens or subjects and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside are subject; being in every thing besides subject to the laws of their respective States. The archives and papers of the Consulate shall be respected inviolably, and under no pretext whatever, shall any magistrate seize or in any way interfere with them.

ART. XXXI. The said Consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country, for the arrest, detention and custody of deserters from public and private vessels of their country, and for that purpose they shall address themselves to the courts, judges, and officers competent, and shall demand the said deserters in writing, proving by an exhibition of the registers of the vessels or ships roll, or other public documents, that those men were part of said crews; and on this demand so proved, (saving however, where the contrary is proved), the delivery shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be put at the disposal of said Consuls, and may be put in the public prison, at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall no more be arrested for the same cause.

ART. XXXII. For the purpose of more effectually protecting their commerce, and navigation, the two contracting parties do hereby agree, as soon

hereafter, as circumstances will permit them, to form 1828
a Consular Convention, which shall declare specially the powers and immunities of the Consuls and Vice-Consuls of the respective parties.

ART. XXXIII. The United States of America, and the Emperor of Brazil desiring to make as durable as circumstances will permit, the relations which are to be established between the two parties by virtue of this treaty, or general convention of peace, amity, commerce and navigation, have declared solemnly and do agree to the following points:

1. The present treaty shall be in force for twelve years from the date hereof, and further until the end of one year after either of the contracting parties shall have given notice to the other, of its intention to terminate the same: each of the contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other, at the end of said term of twelve years: and it is hereby agreed between them, that on the expiration of one year after such notice shall have been received by either, from the other party, this treaty in all the parts relating to commerce and navigation, shall altogether cease and determine, and in all those parts which relate to peace and friendship, it shall be permanently and perpetually binding on both powers.

2. If any one or more of the citizens or subjects of either party shall infringe any of the articles of this treaty, such citizen or subject shall be held personally responsible for the same, and the harmony and good correspondence between the nations shall not be interrupted thereby; each party engaging in no way to protect the offender, or sanction such violation.

3. If (which, indeed, cannot be expected), unfortunately, any of the articles contained in the present treaty, shall be violated or infringed in any way whatever, it is expressly stipulated, that neither of the contracting parties will order or authorize any acts of reprisal, nor declare war against the other, on complaints of injuries or damages until the said party considering itself offended, shall first have presented to the other a statement of such injuries or damages, verified by competent proof, and demanded

1828 justice and satisfaction, and the same shall have b
either refused, or unreasonably delayed.

4. Nothing in this treaty contained shall howev
be construed, to operate contrary to former and
isting public treaties with other sovereigns or sta

The present treaty of peace, amity, comme
and navigation, shall be approved and ratified by
President of the United States by and with the
vice and consent of the Senate thereof, and by
Emperor of Brazil, and the ratifications shall be
changed within eight months from the date of
signature hereof, or sooner if possible.

In faith whereof we the Plenipotentiaries of
United States of America and of his Majesty the E
peror of Brazil have signed and sealed these presen

Done in the City of Rio de Janeiro, this twel
day of the month of December in the year of
Lord Jesus Christ one thousand eight hundred
twenty-eight.

(Signed)

W. Tudor.
Marquez de Aracaty.
Miguel de Souza Mello e Alvim.

15.

Convention entre l'Autriche et Bavière concernant la liquidation la compensation des arrérages et d dettes dans les pays cédés récipr quement, conclue le 13 *Décembre* 18 *et publiée à Munic le* 14 *Mai* 18

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern* 18
23 Mai. — *Neueste Staatsakten* Bd. 16. p. 116)

Nachdem die Differenzen, welche bisher zwisc
Baiern und Oesterreich in Bezug auf die Landesv

waltungseinnahmen und Ausgabenrückstände in den 1828
durch die Traktate vom 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 gegenseitig abgetretenen Ländern, dann rücksichtlich der Schulden und Aktiven besagter Länder und der vormaligen Kameral- und Domkapitelschen Schulden des Hochstiftes Passau bestanden haben, durch die von den Bevollmächtigten beider Staaten am 13ten Dezember 1828 unterzeichneten und bereits allerhöchst genehmigten Konventionen ausgeglichen worden sind; so wird andurch der wesentliche Inhalt der besagten Uebereinkunft zur allgemeinen Wissenschaft und zur Darnachachtung der dabei betheiligten, öffentlich kund gemacht:

I. *Die Landesverwaltungsausgaben und Einnahmenrückstände betreffend.*

§. 1. Ueber die Rückstände an Landesverwaltungsausgaben und Einnahmen, welche in sämmtlichen, in den Jahren 1814 und 1816 gegenseitig abgetretenen Gebieten und Gebietstheilen am Tage der Landesübergabe bestanden haben, das ist, über die eigentlichen Arreragen, ist man im Allgemeinen dahin übereingekommen, dafs sowohl das Recht zum Bezuge der Einnahmenrückstände, als die Verbindlichkeit zu Berichtigung der Ausgabenrückstände auf die neue Regierung überzugehen hat. Letztere wird somit ermächtigt, die Einnahmenrückstände eben so für sich zu beziehen, wie sie von der vorigen Regierung hätten bezogen werden können, falls das Land nicht abgetreten worden wäre, und verpflichtet sich dagegen die Ausgabenrückstände in eben dem Maafse zu berichtigen, wie sie von der vorigen Regierung zu berichtigen gewesen wären, wenn sie im Besitze des Landes geblieben wäre.

§. 2. Da diese gegenseitige Ueberweisung blofs die am Tage der Landesübergabe bestandenen, aus der Administration des abgetretenen Landes, oder aus dem Unterthansverbande herrührenden Rechte und Verbindlichkeiten betrifft, so versteht es sich von selbst, dafs Ansprüche der abtretenden Regierung an einzelne Unterthanen der abgetretenen Länder oder umgekehrt der Letzteren an Erstere, welche nicht aus der vorigen Administration des abgetretenen Landes, sondern aus andern, auf die Verwaltung des abgetretenen Landes keinen Bezug nehmenden Kontrakten und Rechts-

1828 titeln hervorgehen, in besagter Ueberweisung nicht begriffen sind, und unverrückt bleiben. Hingegen begreift die allgemeine Ueberweisung der Rückstände nicht blofs die bei den abgetretenen Unterthanen aushaftenden oder ihnen gebührenden Rückstände, sondern auch alle aus der Administration des abgetretenen Landes entspringenden Ansprüche der vorigen Regierung an andere Personen und umgekehrt von Letzteren an Erstere.

Die neue Regierung wird somit die von der vorigen Landesadministration herrührenden Verbindlichkeiten gegen dritte Personen, welche nicht ihre Unterthanen sind, eben so wie gegen ihre Unterthanen erfüllen, und dagegen berechtiget sein, alle aus der vorigen Landesadministration entstehenden Ansprüche an dritte Personen für sich einzubringen. In den Fällen, wo die neue Regierung einen aus der Administration des abgetretenen Landes herrührenden Anspruch an einen Unterthan der abtretenden Regierung geltend zu machen hat, wird von der Letzteren auf Ersuchen, gegen diesen ihren Unterthan der erforderliche Beistand unweigerlich und ohne Verzögerung geleistet werden.

§. 3. In den durch die Traktate vom 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 getheilten Ländern (Vorarlberg und Salzburg) bezieht jede der beiden Regierungen die am Tage der Landesübergabe bestandenen, bei ihren Unterthanen aushaftenden Landesverwaltungseinnahmenrückstände, welche ihren Unterthanen gebühren und zwar ohne Unterschied, ob besagte Einnahmen- und Ausgabenrückstände aus der Zentraladministration des ganzen Landes, oder aus der speziellen Administration des der einen oder andern Regierung zugefallenen Landestheils herrühren. So viel hingegen die in den getheilten Ländern am Tag der Landesübergabe bestandenen Rückstände anlangt welche nicht bei Unterthanen der einen oder andern Regierung, sondern bei auswärtigen Unterthanen aushaften, oder an sie zu berichtigen sind, ist man dahin übereingekommen, dafs diejenigen Rückstände der letztbesagten Art, welche aus der speziellen Administration des der einen oder andern Regierung zugefallenen Landestheils herrühren, die neue Regierung treffen, mithin von ihr bezogen und rücksichtlich be-

richtigt werden. Wenn hingegen die am Tage der 1828
Landesübergabe in den getheilten Ländern bestandenen, bei auswärtigen Unterthanen aushaftenden, oder an sie zu berichtigenden Rückstände aus der vormaligen Zentraladministration des ganzen neu getheilten Landes entspringen: so wird die k. k. österreichische Regierung die hierüber begriffenen Passivrückstände berichtigen und dagegen die etwaigen Aktiven für sich beziehen.

§. 4. In den Fällen, wo nach den gegenwärtigen Bestimmungen die Zahlungsverbindlichkeit, oder das Bezugsrecht einer Post von dem Umstande abhängig gemacht wird, wessen Unterthan der Reklamant oder der Debent ist, entscheidet der Zeitpunkt der Landesübergabe. Wenn daher der Reklamant oder der Debent in der Folge seinen Wohnsitz geändert hat, oder wenn seine Forderung oder Schuld durch Erbschaft, Zession oder auf andere Art auf einen Unterthan der andern Regierung übergegangen ist: so bleibt doch diejenige Regierung zur Zahlung verpflichtet, und rücksichtlich der Einhebung berechtigt, welche hierzu verpflichtet und rücksichtlich berechtigt wäre, falls sich eine solche Veränderung in der Person des Reklamanten oder Debenten nicht ereignet hätte.

§. 5. In den hiernach von jeder der beiden Regierungen mit den ihr zugewiesenen Reklamanten und Debenten vorzunehmenden Liquidationen werden die nöthigen Einleitungen besonders getroffen werden.

§. 6. Die hinsichtlich der Landesverwaltungseinnahmen- und Ausgabenrückstände zwischen Baiern und Oesterreich festgesetzten Bestimmungen, haben zufolge einem, mit des Herrn Grofsherzogs von Toskana kaiserl. Hoheit getroffenen besondern Einverständnisse, auch in Bezug auf Würzburg zu gelten.

§. 7. Die Ausgleichung über die Fuldaischen Arreragen und Grofsherzoglich-Frankfurtischen Zentrallasten, welche der Gegenstand einer abgesonderten Liquidationsverhandlung unter den Bevollmächtigten der sämmtlichen dabei betheiligten Höfe war, hat, insofern sie zwischen Baiern und Oesterreich statt finden soll, ganz nach den hier angenommenen Grundsätzen zu geschehen.

§. 8. Jede der beiden Regierungen wird die am Tage der Landesübergabe ausständig gewesenen In-

1828 teressen von den Schulden der ihr ungetheilt zugefallenen Länder berichtigen, dagegen aber auch die ausständigen Zinsen von den Aktiven der besagten Länder beziehen. Die am Tage der Landesübergabe ausständig gewesenen Interessen von den Schulden und Aktiven der getheilten Länder, übernimmt jede der beiden Regierungen insoweit zur Berichtigung und rücksichtlich zur Einhebung, als ihr vermöge der wegen der Landesschulden getroffenen Uebereinkunft die Verzinsung und rücksichtlich der Interessenbezug vom Tage der Landesübergabe bis zum Tage des Vollzuges der Schuldenabtheilungskonvention überwiesen ist.

§. 9. Gegen die zur Rechnungsablegung über Aerarialeinnahmen und Ausgaben verpflichteten Behörden oder Beamten in den abgetretenen Ländern, tritt die neue Regierung ganz in die am Tage der Landesübergabe bestandenen Rechte und Verbindlichkeiten der vorigen Regierung. Dasselbe gilt von allen Rückständen oder Ueberzahlungen, welche am Tage der Landesübergabe mit den dem Lande an die neue Regierung überwiesenen Staatsdienern an Besoldungen, Emolumenten, oder andern von dieser Dienstleistung herrührenden Ansprüchen gebührten, oder rücksichtlich von ihnen zu ersetzen waren. In Hinsicht der Pensionisten aus den in den Jahren 1814 und 1816 gegenseitig abgetretenen Ländern, welche bereits sämmtlich von einer oder der andern Regierung übernommen worden sind, hat es dabei sein Bewenden.

§. 10. Für die von der Königlich-Baierischen Regierung aus Tyrol, dem Inn- und Hausruckviertel in die für diese Landestheile bestandenen Spezialstaatsschuldentilgungskassen gezogenen baaren Depositen, übernimmt Oesterreich die alleinige Haftung. Für die aus Vorarlberg und Salzburg in die für diese Landestheile bestimmten Spezialstaatsschuldentilgungskassen geflossenen Depositen, haftet Baiern, insoferne sie Königlich Baierischen Unterthanen gehören und Oesterreich nur für den Ueberrest. Sollte an eine der hier nicht bezeichneten Staatsschuldentilgungskassen, oder an irgend eine andere Behörde einer der beiden Regierungen, ein Depositum an Geld oder anderen Gegenständen gelangt sein, welches einem Unterthan der andern Regierung gehört, so wird solches dem

Eigenthümer gegen gehörige Legitimation unweiger- 1828
lich verabfolgt werden.

§. 11. Die vermöge §. 1. geschehene Ueberweisung aller an den Tagen der Landesübergabe rücksichtlich der Landesverwaltungseinnahmen und Ausgaben vorhanden gewesenen Rückstände auf die neue Regierung, erstreckt sich auch auf die, in den an Oesterreich abgetretenen Ländern, vorhandenen, aus früheren Regierungsperioden herrührenden Aktiv- und Passivrückstände besagter Art, worunter die sogenannten Retardaten hauptsächlich begriffen sind.

Erwähnte ältere Rückstände ohne Unterschied, ob und welche Zahlungszusicherungen darüber von der Königlich-Baierischen Regierung ausgestellt worden sind, werden somit von Oesterreich, in so weit sie Tyrol, das Inn- und Hausruckviertel betreffen, ganz, und in so weit sie Vorarlberg und Salzburg betreffen, in dem Betrage übernommen, welchen nicht die Königlich-Baierischen Unterthanen zu fordern haben. Was an dergleichen älteren Rückständen von Vorarlberg und Salzburg Königlich-Baierischen Unterthanen gebührt, wird von Baiern berichtiget werden.

§. 12. So wie schon in dem Artikel IX des Traktates vom 3ten Junius 1814, und in dem Artikel XV des Traktates vom 14ten April 1816 ausgesprochen worden ist, dafs die verabredeten Territorialveränderungen keinerlei nachtheilige Folgen auf Eigenthums- und andere Privatrechte der Unterthanen in den gegenseitig abgetretenen Ländern haben sollen: so wird zur Vermeidung jedes Misverständnisses hier wiederholt, dafs obige Bestimmungen die gegenseitigen Privatverhältnisse der Unterthanen beider Staaten gänzlich unberührt lassen, und dafs nach den von beiden Staaten gegenseitig gegebenen Zusicherungen keine wie immer geartete, die gleichen Privatrechte in der Ausübung hindernde, oder sonst beeinträchtigende oder verletzende Verfügung erlassen, vielmehr den Unterthanen des einen Gebietes, welche bei Verfolgung und Ausübung ihrer Privatrechte den Schutz oder Beistand der Gerichte oder Behörden des andern Gebietes bedürfen, diesen Schutz und Beistand ganz so wie den eigenen Unterthanen gewährt werden wird.

II. *Die Abtheilung der Landesaktiven und Passiven betreffend.*

1828 §. 13. In Hinsicht der vermöge der Traktate am 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 ungetheilt abgetretenen Länder, hat es bei der bereits von der neuen Regierung geschehenen Uebernahme der Landesschulden und Aktiven sein Bewenden. Die unter der Königlich-Baierischen Regierung kapitalisirten Zinsen von den Schulden der an Oesterreich abgetretenen Länder, werden von der k. k. Oesterreichischen Regierung als Landesschuld anerkannt. Sie übernimmt daher dieselben in den ungetheilt erworbenen Ländern ganz, und wird die Zinsen davon, so weit sie rückständig sind und künftig verfallen, berichtigen.

§. 14. Ueber das Schuldenwesen des Grofsherzogthums Frankfurt und des Departements Fulda ist unter den Bevollmächtigten der hierbei betheiligten Höfe eine abgesonderte Uebereinkunft geschlossen worden.

§. 15. Die Vorarlbergischen Landesschulden und die Schulden der aufgehobenen Stifter Mehrerau und St. Johann, nebst den unter diesen verschiedenen Schuldgattungen begriffenen kapitalisirten Zinsen, werden von Oesterreich übernommen, mit einziger Ausnahme eines zwar als erloschen betrachteten Kapitals, wovon jedoch Baiern vermöge einer besondern Uebereinkunft, die Vertretung einer Quote für den Fall übernommen hat, dafs hierwegen eine Reklamation erhoben werden sollte. Die Interessen von den besagten, auf Oesterreich überwiesenen Passivkapitalien werden ebenfalls nicht nur so weit sie am 1sten Julius 1814 rückständig waren, sondern auch vom 1sten Julius 1814 bis zum 1sten Jänner 1830 und für die Zukunft von der k. k. Oesterreichischen Regierung in so fern sie noch nicht bezahlt sind, berichtiget werden.

§. 16. Von den Salzburgischen Schulden übernimmt Baiern:

1. Die in der Beilage A *) verzeichneten zusammen 150,000 Fl. ausmachenden Kapitalien nebst der

*) *Beilage A.* Spezifikation derjenigen Salzburgischen Passivkapitalien, welche von der Krone Baiern übernommen und vom 1sten Januar 1830 an verzinset werden. (Im Betrage von 150,000 Fl.) Enthält in 302 fortlaufenden Nummern die Namen der im Kataster vorgetragenen Gläubiger, den Kapitalsbetrag und Zinsfufs.

Da die unter A bis B beigefügten Anlagen von keinem allgemeinen Interesse sind, so wird sich darauf beschränkt, nur derselben Titel hier anzuführen.

mit dem 1sten Jänner 1830 anfangenden Verzinsung derselben; 1828

2. einen Betrag von 300 Fl. an Kapital, welcher in der, an Martin Köllenberger für eine Berchtesgadensche Obligation pr. 1200 Fl. und eine Salzburgische Obligation pr. 300 Fl. am 10ten Februar 1816 ausgestellten neuen Obligation über 1500 Fl. begriffen ist, nebst den von besagten 300 Fl. am 1sten Mai 1816 rückständig gewesenen und von diesem Tage an weiter laufenden Zinsen, so weit sie noch nicht berichtigt sind;

3. die durch eine besondere Uebereinkunft bestimmte Quote an Kapital und Zinsen von einigen dem Anscheine nach erloschenen Obligationen für den Fall, dafs in Ansehung derselben eine Reklamation geltend gemacht werden könnte.

Alle solchergestalt nicht von Baiern übernommenen Salzburgischen Kapitalschulden, mit Einschlufs der darunter begriffenen kapitalisirten Zinsen, nebst den davon am 1sten Mai 1816 rückständig gewesenen und von diesem Tage an verfallenen und künftig erwachsenden Zinsen, so wie auch die am 1sten Mai 1816 rückständig gewesenen und vom 1sten Mai 1816 bis 1sten Jänner 1830 anwachsenden Interessen der in der Beilage A verzeichneten, auf Baiern nur mit der Verzinsung vom 1sten Jänner 1830 an überwiesenen Obligationen von 150,000 Fl. werden von Oesterreich übernommen.

§. 17. Von den Schulden der Kammer und des Domkapitels zu Passau übernimmt Oesterreich die in den Beilagen B *) und C **) verzeichneten Kapitalsposten, nebst den davon am 1sten Jänner 1830 rückständig gewesenen, und von diesem Tage an bereits verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen. Alle übrigen im besagten Verzeichnisse nicht enthaltenen Kapitalschulden der Kammer und des Domkapitels zu Passau, übernimmt Baiern nebst den am 1sten Jänner

*) *Beilage B.* Verzeichnifs derjenigen fürstlichen Passauischen Kameralkapitalisten, welche als in Oesterreich domizilirend ganz an Oesterreich überwiesen sind.

**) *Beilage C.* Verzeichnifs jener domkapitelschpassauischen Kapitalisten, welche in Oesterreich domiziliren.

1828 1830 rückständig gewesenen, und von diesem Tage an bereits verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen.

§. 18. Da das aufgehobene Stift Ranshofen im Innviertel auch im Königlich-Baierischen Gebiete begütert war, so übernimmt Baiern von den Schulden desselben das dem Fräuleinstifte zu Burghausen gehörige Kapital von 2450 Fl. nebst den hiervon am 1sten Mai 1816 rückständig gewesenen und seitdem verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen.

Alle übrigen Ranshofenschen Schulden mit den rückständigen und weiter anwachsenden Zinsen, fallen dem k. k. Oesterreichischen Aerar zur Last.

§. 19. Von den Landesaktiven im Vorarlberg und Salzburg und den ausständigen und laufenden Zinsen derselben, werden der Königlich-Baierischen Regierung diejenigen, welche in der Beilage D *) verzeichnet sind, und aufserdem noch von einer darin nicht vorkommenden Aktivpost, ein besonders unter beiden Regierungen bestimmter Antheil überlassen.

Alle übrigen Vorarlbergischen und Salzburgischen Landesaktiven mit den davon ausständigen und künftig verfallenden Zinsen sind auf Oesterreich überwiesen.

§. 20. Von den vormaligen Aktivkapitalien des Hochstifts Passau wird der sogenannte Kardinal Auerspergische Fonds ganz auf Oesterreich überwiesen.

München, den 14ten Mai 1829.

Königl. Staatsministerium des Hauses und des Aeufsern.

Graf v. Armansperg.

---

*) *Beilage D.* Verzeichnifs der an Baiern überwiesenen Landesaktiven.

16.

Traité de paix entre la Colombie et le Pérou conclu à Giron le 27 Février 1829. 1829

(*Columbus* 1829. Juliheft S. 75. *Neueste Staatsakten* Bd. 14. p. 317).

In Folge der gestern (26 Februar) gefochtenen Schlacht bei Tarqui (Varqui), in welcher nach tapferem Widerstande ein beträchtlicher Theil der Peruanischen Armee geschlagen ward, versammelten sich Kommissaire im Lager bei Giron, nämlich der Divisionsgeneral Don Juan Jose Flores, und der Brigadegeneral Daniel Florencio O'Leary, beide abseiten Sr. Excellenz, des Oberbefehlshabers der Departamentos von Süd-Columbia (Sucre), und der Grofsmarschall Don Augustin Gamarra und der Brigadegeneral de Orbegoso, abseiten Sr. Excellenz, des Präsidenten von Peru, begleitet von ihren gegenseitigen Secretarien, Obrist Jose Manuel Saëz und Doctor Jose Mareri de la Cuba, und diese haben, nach Auswechselung ihrer gegenseitigen Vollmachten, folgende Grundlage eines Definitivfriedens zwischen beiden Republiken festgesetzt.

Art. I. Die Streitkräfte in Nord-Peru sollen auf Garnisonsfufs vermindert werden und an beiderseitigen Gränzen sollen nicht mehr als 3000 Mann stehen.

Art. II. Die für ihre gegenseitigen Regierungen kontrahirenden Parteien sollen eine Kommission ernennen, die Gränzlinien beider Staaten festzusetzen, zur Grundlage die politische Eintheilung der Vicekönigreiche Neu-Granada und Peru im August 1809 annehmen, als die Revolution in Quito statt fand, und sie sind übereingekommen, gegenseitig die kleinen Gebietstheile abzutreten, welche wegen ungenauer Demarkation das Interesse der Einwohner behelligen.

Art. III. Dieselbe Kommission soll die Staatsschuld von Peru und Columbien liquidiren, welche

1829 als Resultat des Kriegs der Unabhängigkeit entstanden ist. Diese Schuld soll mit den Zinsen bezahlt werden, von dem Tage an, wo die Ausgabe begann, und innerhalb einer Frist von achtzehn Monaten, oder auf solche Weise, wie pafslich befunden wird. Die Schulden der Individuen, deren Zahlung wegen des gegenwärtigen Krieges suspendirt bleibt, sollen in regelmäfsige Ordnung gebracht werden. In Betreff der Nationalschuld soll Columbia und Peru, beide Republiken für sich, eine amerikanische Regierung ernennen, welche im Fall der Differenz als Schiedsrichter entscheidet.

Art. IV. Da nach Erklärung der Columbischen Kommissarien ein Aktenstück existirt, wodurch Peru verpflichtet ist, die Verluste, welche die Columbische Armee, als sie im Peruanischen Befreiungskriege Hülfe leistete, erlitt, zu ersetzen, so ist der Staat Peru zur genauen Erfüllung besagten Aktenstücks in den Fristen, welche der zweite Artikel festsetzte, feierlich verpflichtet.

Art. V. Die Peruanische Regierung leistet Columbia diejenige Genugthuung für die Entlassung des Columbischen Agenten aus Lima, welche in solchen Fällen unter Nationen gebräuchlich ist, und Columbia giebt der Republik Peru genügende Erklärung wegen der Weigerung in Rücksicht des Empfangs des Peruanischen Bevollmächtigten.

Art. VI. Keine von beiden Republiken hat ein Recht sich einzumischen in die Regierungsform und inneren Angelegenheiten der andern, und beide kommen überein, die Unabhängigkeit der Republik Bolivia so wie aller andern Kontinentalstaaten zu achten.

Art. VII. Die strenge Beobachtung des vorstehenden Artikels in Rücksicht der kontrahirenden Parteien und auch Bolivia's, so wie in Rücksicht jeder andern bestehenden Differenz, soll auf's deutlichste im Definitivtraktate ausgesprochen werden.

Art. VIII. Da gegenseitiges Mifstrauen in Rücksicht der Zuversichtlichkeit der aufrichtigen Gesinnung welche sie beseelt, zwischen beiden Regierungen obwaltet, so soll gleich nach Abschlufs des Friedenstraktats, die Regierung der vereinigten Staaten

von Nordamerika ersucht werden, die Erfüllung ge- 1829
genwärtiger Kapitulation im Charakter der Vermittlerin zu garantiren.

Art. IX. Da Columbia nicht einwilligen will, den Friedenstraktat zu unterzeichnen, so lange feindliche Truppen das Gebiet besetzt halten, so ist verabredet, dafs, nach der Feststellung gegenwärtiger Grundlage, die Peruanische Armee sich südlich vom Macaraflufs zurückziehen soll, und dafs zum definitiven Abschlufs geschritten werden soll, für welchen Zweck Bevollmächtigte von jeder kontrahirenden Partei erwählt werden, und sich während des Maimonats in der Stadt Guayaquil versammeln sollen, mittlerweile sollen in den Provinzen nur kleine Besatzungen bleiben, und von jeder Partei sollen Kommissarien ernannt werden, um über diesen Artikel zu wachen.

Art. X. Die Regierung von Peru verpflichtet sich der Columbischen Regierung die Korvette Pahincha sobald als möglich zu überliefern, und 100.000 Piaster im Laufe Eines Jahres zu zahlen, um die Schulden zu decken, welche das Geschwader in den Departementen Assuay und Guayaquil kontrahirt hat.

Art. XI. Die Peruanische Armee soll ihren Rückzug nach Loja nehmen, am 2ten März beginnen und innerhalb zwanzig Tagen, von dem Datum dieser Uebereinkunft an, das Columbische Gebiet geräumt haben. In derselben Periode soll den respektiven Behörden die Stadt Guayaquil, nebst ihren Schiffen und Militairvorräthen, unter denselben Bedingungen übergeben werden, als sie dem Befehlshaber des Peruanischen Geschwaders durch die Stipulation vom 21sten Januar überliefert worden ist.

Art. XII. Die Columbier in Peru und die Peruaner in Columbien sollen vollkommene Sicherheit hinsichtlich ihrer Personen und ihres Eigenthums geniefsen, welcher politischen Meinung sie auch zugethan sind.

Art. XIII. Die Kommissaire von Columbia und Peru verpflichten sich bei ihren gegenseitigen Regierungen Amnestiedekrete zu bewirken, für alle Personen, welche sich während des gegenwärtigen Krieges kompromittirt haben.

1829 Art. XIV. Mittelst dieses Präliminarvertrages ist eine Allianz begonnen, welche eine diplomatische Kommission hiernächst festsetzen soll, um auf solche Weise die aufrichtige Freundschaft der Republiken Columbia und Peru gegen alle auswärtigen Angriffe zu bethätigen.

Art. XV. Die kontrahirenden Parteien verpflichten sich von diesem Augenblick an, dafs dieses die Basen eines Definitivfriedenstraktats sein sollen.

Art. XVI. Die gegen die Höfe von Columbia erklärte Blokade soll als eingestellt betrachtet werden, von der Zeit an, da die Kommissionen beider Armeen in Guayaquil eingezogen sind, um die Stipulation des XIten Artikels in Ausführung zu setzen.

Art. XVII. Von diesem Verträge sollen vier Abschriften genommen werden, zwei für jede Partei, und derselbe soll in vier und zwanzig Stunden von dem Grofsmarschall von Ayacucho (General Sucre) Oberbefehlshaber von Süd-Columbia, im Namen seiner Regierung und von dem Präsidenten von Peru im Namen seiner Regierung ratifizirt werden.

Gegeben und unterzeichnet im Lager von Giron, den 27sten Februar 1829.

Juan Jose Flores. — Augustino Gamarra. — Daniel Florenzio O'Leary. — Louis Jose de Orbegoso. — Jose Maria Saëz und Jose Mareri de la Cuba (Sekretarien).

Hauptquartier vorwärts Giron, den 1sten März 1829.

Mit dem Wunsche, ein ausgezeichnetes Zeugnifs und eine unbestreitbare Probe abzulegen, dafs der Columbischen Regierung der Krieg zuwider ist, dafs sie Peru's Volk liebt, und nicht die Absicht hegt, ihren Sieg zu mifsbrauchen, um Peru zu erniedrigen, oder irgend einen Theil des Peruanischen Gebiets einzunehmen, billige, bestätige und ratifizire ich daher diesen Vertrag.

Antonio Jose Sucre.

17.

Convention entre le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse, concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus par les tribunaux des deux états contre les sujets respectifs, publiée à Carlsruhe le 14 Avril 1829.

1829

(*Grofsherzoglich - Badisches Staats- und Regierungsblatt.* 27 April 1829. p. 81).

Da von Seiten der Grofsherzogl. Hessischen Regierung bereits unter dem 27sten October 1825 mit Beziehung auf eine Grofsherzogl. Hessische Verordnung vom 21sten Juni 1817 die Versicherung ertheilt worden, dafs *die Urtheile Grofsherzogl. Badischer Gerichte (auf Ersuchen der letztern) in Rheinhessen ohne Zulassung weiterer Discussionen von dem Kreisgerichte zu Mainz für vollziehbar erklärt werden sollen;* und da von Seiten der nämlichen Regierung unter dem 19ten v. M. die weitere bestimmte Zusicherung gegeben worden, dafs die von diesseitigen Gerichten ergangenen Urtheile, nachdem sie von den Grofsherzogl. Hessischen Gerichten für vollziehbar erklärt seien, *im Vollzug keinerlei Formalitäten und Kosten unterworfen seyn sollen*, als welchen die Urtheile dortseitiger Gerichte selbst unterworfen seien, so dafs es in der Provinz Rheinhessen künftig nur noch *der Aufforderung der Vollziehungsbeamten* bedürfe, um den wirklichen Vollzug eines für executorisch erklärten Urtheils zu bewirken, so werden die diesseitigen Gerichtsbehörden hiervon in Kenntnifs gesetzt, und zugleich, unter Zurücknahme der unter dem 24sten August 1825 IMNr. 3182. an sie ergangenen schriftlichen Weisung, hierdurch ermächtigt, den von Grofsherzogl. Hessischen Gerichten ergangenen Urtheilen auf amtliche Requisition alle

1829 jene Vollziehbarkeit wieder zuzugestehen, welche denselben in Gemäfsheit der landesherrlichen Verordnung vom 5ten Mai 1813 Regierungsblatt Nr. 17. früher zugestanden worden ist.

Carlsruhe den 14ten April 1829.

Justiz - Ministerium.

In Ermanglung eines Präsidenten

Müller.

Vdt. Baurittel.

18.

Trève entre les armées de Colombie et de Pérou conclue à Puira le 10 Juillet 1829.

(*Neueste Staatsakten* Bd. 17. p. 206).

Hauptquartier Puira, den 10ten Juli 1829.

Es fand eine Konferenz statt zwischen dem Obristen Antonio de la Guerra, Abgeordneten Sr. Excellenz des Libertadors, Präsidenten der Republik Columbia, und dem Obristlieutenant Don Juan Augustin Lira, Abgeordneten des erlauchten Grofsmarschalls, Oberbefehlshabers des Heers der Peruanischen Republik, um einen Waffenstillstand abzuschliefsen, während dessen die Regierungen der beiden Republiken frei mit einander kommuniziren können, um über einen definitiven Friedensvertrag übereinzukommen. Nach Auswechselung jener Vollmächten setzten sie folgende Artikel fest:

1. Es ist unter gemeinschaftlichem Einverständnisse beschlossen, dafs ein förmlicher Waffenstillstand von 60 Tagen stattfinde und, dafs vom Tage seiner Ratifikation an, die Feindseligkeiten zu Lande und zur See suspendirt bleiben.

2. Die Provinz Guayaquil wird mit ihren Städten und festen Plätzen innerhalb sechs Tagen zur

Verfügung der Columbischen Regierung gestellt, von 1829
dem Augenblicke angerechnet, in welchem gegenwärtiges Dokument in die Hände des Oberbefehlshabers der Peruanischen Heeresabtheilung gestellt wird, nachdem es vorher von Sr. Excellenz, dem Libertador Präsidenten ratifizirt wurde.

3. Die Blokade der Südküste von Columbien wird am Tage der Ratifikation aufgehoben, und so lange der Waffenstillstand dauert, darf keine der beiden Mächte ihre Streitkräfte, weder zur See noch zu Lande vermehren. Indessen können die Columbischen Kriegsschiffe, die aus dem atlantischen Ozean kommen, in allen Columbischen Häfen am stillen Ozean einlaufen, mit Ausnahme der Häfen des Staats Guayaquil.

4. Als Bürgschaft für die Republik Columbien, erhält sie alle Schiffe und Bote von Guayaquil, und alle Kriegswerkzeuge nach den betreffenden Inventarien, so wie der definitive Friedensvertrag unterzeichnet sein wird; in keinem Falle aber wird man sich deren zu einem feindlichen Zwecke bedienen.

5. Eine von der Regierung ernannte diplomatische Kommission wird sich so bald als möglich mit dem Abschlufs der Friedensunterhandlungen in der durch den ersten Artikel vorgeschriebenen Zeit beschäftigen, die so weit ausgedehnt werden kann, als es die Kommission für unumgänglich nöthig erachtet.

6. Dem Peruanischen Heere werden sogleich alle Kranken zurückgegeben, die sich in den Hospitälern von Giron befinden und in den Listen von Columbien eingereiht sind. Alle in der Schlacht von Tarqui gemachten Gefangenen aber bleiben als Geisseln.

7. Auf den von dem Peruanischen Abgeordneten erhobenen Widerspruch gegen die Aufrichtung der in Folge des Ereignisses von Tarqui angeordneten Monumente, erklärte der Columbische Abgeordnete, Don Antonio de la Guerra, die Entscheidung über diesen Punkt sei nicht in seiner Gewalt, sondern stehe nach seiner Meinung, der in dem Artikel 5 erwähnten diplomatischen Kommission zu. Uebrigens versicherte er, dafs seine Republik und Se. Excellenz der Libertador Präsident von den günstigsten Gesinnungen gegen Peru beseelt seien.

8. Die während des Waffenstillstandes, der von dem Tage der Ratifikation an eintritt, von den Kriegs-

1829 schiffen oder Korsaren der beiden Republiken gemachten Prisen werden den Eigenthümern gewissenhaft zurückgegeben.

9. Die Feindseligkeiten zur See dürfen erst 50 Tage nach der Zeit wieder beginnen, in welcher der Krieg aufs neue erklärt werden sollte.

10. Willigt seine Excellenz der Libertador Präsident nicht ein, diese Konvention zu ratifiziren, so nehmen acht Tage nach seiner Weigerung die Feindseligkeiten zu Lande wieder ihren Anfang.

11. Der erlauchte Grofsmarschall Don Augustin Gamarra, der sich in diesem Hauptquartier befindet wird ersucht werden, von jetzt an in drei Stunden seine Ratifikation oder seine Weigerung einzusenden, und Se. Excellenz der Libertador Präsident wird dazu keine längere Zeit erhalten, so wie dieses Dokument ihm übergeben sein wird.

12. Man wird vier Abschriften von diesem Dokumente machen, von denen jede Partei zwei erhält, gleichmäfsig ratifizirt oder verworfen. Werden sie von I. I. E. E. gebilligt, so werden sie in der Festung Guayaquil ausgewechselt.

Nachdem die Kommissarien über die oben bestimmten Artikel übereingekommen waren, unterzeichneten sie den Waffenstillstand um fünf Uhr Nachmittags des oben erwähnten Tages.

Don Augustin Lira. Antonio de la Guerra.

Hauptquartier Puira den 10ten Juli 1829. — Ich genehmige und ratifizire feierlich diesen Vertrag, wie im Einklang mit den Erklärungen, die mir von dem Generalsekretair Sr. Excellenz des Libertadors-Präsidenten der Republik Columbien in seinem Schreiben vom 25sten Juni gemacht wurden, sind die Feindseligkeiten, sowohl zu Lande als zur See, von Seiten der unter meinem Befehle stehenden Truppen von diesem Tage an aufgehoben.

Augustin Gamarra.
Jose Mazuri de la Cuba, *Sekretair.*

Hauptquartier Bicejo, den 15ten Juli 1829. — Ich genehmige und ratifizire diese Konvention.

Bolivar. Jose Espinar, *Generalsekretair.*

19.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les nations unies des Chippewas, des Ottawas et des Potawatamies, conclu à Prairie du Chien le 29 Juillet 1829 et ratifié par le président des Etats-Unis le 2 Janvier 1830.

1829

(*Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States.* Appendix p. 35).

Articles of a Treaty made and concluded at Prairie du Chien, in the Territory of Michigan, between the United States of America, by their Commissioners, General John M'Niel, Colonel Pierre Menard, and Caleb Atwater, Esq. and the United Nations of Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Indians, of the waters of the Illinois, Milwaukee, and Manitoouck Rivers.

ART. I. The aforesaid nations of Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Indians, do hereby cede to the United States aforesaid, all the lands comprehended within the following limits, to wit: Beginning at the Winnebago Village, on Rock river, forty miles from its mouth, and running thence down the Rock river, to a line which runs due west from the most southern bend of Lake Michigan to the Mississippi river, and with that line to the Mississippi river opposite to Rock Island; thence, up that river, to the United States, reservation at the mouth of the Ouisconsin; thence, with the south and east lines of said reservation, to the Ouisconsin river; thence, southerly, passing the heads of the small streams emptying into the Mississippi, to the Rock River aforesaid, at the Winnebago Village, the place of beginning. And, also, one other tract of land, described as follows, to wit: Beginning on the Western Shore of Lake Michigan, at the northeast corner of

1829 the field of Antoine Ouitmette, who lives near Gross Pointe, about twelve miles north of Chicago: thence, running due west, to the Rock River, aforesaid; thence, down the said river, to where a line drawn due west from the most southern bend of Lake Michigan crosses said river; thence, east, along said line, to the Fox River of the Illinois; thence, along the northwestern boundary line of the cession of 1816, to Lake Michigan; thence, northwardly, along the Western Shore of said Lake, to the place of beginning.

ART. II. In consideration of the aforesaid cessions of land, the United States aforesaid agree to pay to the aforesaid nations of Indians the sum of sixteen thousand dollars, annually, forever, in specie: said sum to be paid at Chicago. And the said United States further agree to cause to be delivered to said nations of Indians, in the month of October next, twelve thousand dollars worth of goods as a present. And it is further agreed, to deliver to said Indians, at Chicago, fifty barrels of salt, annually, forever; and further, the United States agree to make permanent, for the use of the said Indians, the blacksmith's establishment at Chicago.

ART. III. From the cessions aforesaid, there shall be reserved, for the use of the undernamed Chiefs and their bands, the following tracts of land, viz:

For *Wau-pon-eh-see*, five sections of land at the Grand Bois, on Fox River of the Illinois, where *Shaytee's* Village now stands.

For *Shab-eh-nay*, two sections at his village near the Paw-paw Grove. For *Awn-kote*, four sections at the village of *Saw-meh-naug*, on the Fox River of the Illinois.

ART. IV. There shall be granted by the United States, to each of the following persons, (being descendants from Indians), the following tracts of land, viz: To Claude Laframboise, one section of land on the Riviére aux Pleins, adjoining the line of the purchase of 1816.

To François Bourbonné, Jr. one section at the Missionary establishment, on the Fox River of the Illinois. To Alexander Robinson, for himself and children, two sections on the Riviere aux Pleins,

above and adjoining the tract herein granted to Claude Laframboise. To Pierre Leclerc, one section at the village of the As-sin-in-eh-Kon, or Paw-paw Grove. To Waish-kee-Shaw, a Potawatamie woman, wife of David Laughton, and to her child, one and a half sections at the old village of Nay-ou-Say, at or near the source of the Riviere aux Sables of the Illinois. To Billy Caldwell, two and a half sections on the Chicago River, above and adjoining the line of the purchase of 1816. To Victoire Pothier, one half section on the Chicago River, above and adjoining the tract of land herein granted to Billy Caldwell. To Jane Miranda, one quarter section on the Chicago River, above and adjoining the tract herein granted to Victoire Pothier. To Madeline, a Potawatamie woman, wife of Joseph Ogee, one section west of and adjoining the tract herein granted to Pierre Leclerc, at the Paw-paw Grove. To Archange Ouilmette, a Potawatamie woman, wife of Antoine Ouilmette, two sections, for herself and her children, on Lake Michigan, south of and adjoining the northern boundary of the cession herein made by the Indians aforesaid to the United States. To Antoine and François Leclerc, one section each, lying on the Mississippi River, north of and adjoining the line drawn due west from the most southern bend of Lake Michigan, where said line strikes the Mississippi River. To Mo-ah-way, one quarter section on the north side of and adjoining the tract herein granted to Waish-Kee-Shaw. The tracts of land herein stipulated to be granted, shall never be leased or conveyed by the grantees, or their heirs, to any person whatever, without the permission of the President of the United States. 1829

Art. V. The United States, at the request of the Indians aforesaid, further agree to pay to the persons named in the schedule annexed to this treaty, the sum of eleven thousand six hundred and one dollars; which sum is in full satisfaction of the claims brought by said persons against said Indians, and by them acknowledged to be justly due.

Art. VI. And it is further agreed, that the United shall, at their own expense, cause to be sur-

1829 veyed, the northern boundary line of the cession herein made, from Lake Michigan to the Rock River, as soon as practicable after the ratification of this treaty, and shall also cause good and sufficient marks and mounds to be established on said line.

ART. VII. The right to hunt on the lands herein ceded, so long as the same shall remain the property of the United States, is hereby secured to the nations who are parties to this treaty.

ART. VIII. This treaty shall take effect and be obligatory on the contracting parties, as soon as the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

In testimony whereof, the said John M'Niel, Pierre Menard, and Caleb Atwater, Commissioners as aforesaid, and the Chiefs and Warriors of the said Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Nations, have hereunto set their hands and seals, at Prairie du Chien, as aforesaid this twenty-ninth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

JOHN M'NIEL. }
PIERRE MENARD. } *Com'rs.*
CALEB ATWATER. }

20.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Winnebagos, conclu à Prairie du Chien le 1 Août 1829 *et ratifié par le président des Etats-Unis le 2 Janvier* 1830.

(*Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States.* Appendix p. 30).

Articles of a Treaty made and concluded at the Village of Prairie du Chien, Michigan Territory, on this

first day of August, in the year one thousand eight 1829
hundred and twenty-nine, between the United States of America, by their Commissioners, General John M'Niel, Colonel Pierre Menard, and Caleb Atwater, Esq. for and on behalf of said States, of the one part, and the Nation of Winnebago Indians of the other part.

ART. I. The said Winnebago nation hereby, forever, cede and relinquish to the said United States, all their right, title, and claim, to the lands and country contained in the following limits and boundaries, to wit: beginning on Rock River, at the mouth of the *Pee-kee-tau-no* or *Pee-kee-tol-a-ka*, a branch thereof; thence, up the *Pee-kee-tol-a-ka*, to the mouth of Sugar Creek; thence, up the said creek, to the source of the Eastern branch thereof; thence, by a line running due North, to the road leading from the Eastern blue mound, by the most Northern of the four lakes, to the portage of the Wisconsin and Fox rivers; thence, along the said road, to the crossing of Duck Creek; thence, by a line running in a direct course to the most Southeasterly bend of Lake Puck-a-way, on Fox River; thence, up said Lake and Fox River, to the portage of the Wisconsin; thence, across said portage, to the Wisconsin river; thence, down said river, to the Eastern line of the United States, reservation at the mouth of said river, on the south side thereof, as described in the second article of the treaty made at St. Louis, on the twenty-fourth day of August, in the year eighteen hundred and sixteen, with the Chippewas, Ottawas, and Potawatamies; thence, with the lines of a tract of country on the Mississippi river, (secured to the Chippewas, Ottawas, and Potawatamies, of the Illinois, by the ninth article of the treaty made at Prairie du Chien, on the nineteenth day of August, in the year eighteen hundred and twenty-five), running Southwardly, passing the heads of the small streams emptying into the Mississippi to the Rock river, at the Winnebago village, forty miles above its mouth; thence, up Rock river, to the mouth of the *Pee-kee-tol-a-ka* river, the place of beginning.

ART. II. In consideration of the above cession, it is hereby stipulated, that the said United States

1829 shall pay to the said Winnebago nation of Indians the sum of eighteen thousand dollars in specie, annually, for the period of thirty years; which said sum is to be paid to said Indians at Prairie du Chien and Fort Winnebago, in proportion to the numbers residing within the most convenient distance of each place, respectively; and it is also agreed, that the said United States shall deliver immediately to said Indians, as a present, thirty thousand dollars in goods; and it is further agreed, that three thousand pounds of tobacco, and fifty barrels of salt, shall be annually delivered to the said Indians by the United States, for the period of thirty years; half of which articles shall be delivered at the Agency at Prairie du Chien, and the other half at the Agency of Fort Winnebago.

ART. III. And it is further agreed between the parties, that the said United States shall provide and support three blacksmithsshops, with the necessary tools, iron, and steel, for the use of the said Indians, for the term of thirty years; one at Prairie du Chien, one at Fort Winnebago, and one on the waters of Rock river; and furthermore, the said United States engage to furnish, for the use of the said Indians, two yoke of oxen, one cart, and the services of a man at the portage of the Wisconsin and Fox rivers, to continue at the pleasure of the Agent at that place, the term not to exceed thirty years.

ART. IV. The United States (at the request of the Indians aforesaid) further agree to pay to the persons named in the schedule annexed to this treaty, (and which forms part and parcel thereof), the several sums as therein specified, amounting, in all, to the sum of twenty-three thousand five hundred and thirty-two dollars and twenty-eight cents; which sum is in full satisfaction of the claims brought by said persons against said Indians, and by them acknowledged to be justly due.

ART. V. And it is further agreed, that, from the land hereinbefore ceded, there shall be granted by the United States to the persons herein named, (being descendants of said Indians), the quantity of land as follows, to be located without the mineral

country, under the direction of the President of the United States, that is to say: to Catharine Myott, one section; to Michel St. Cyr, son of *Kee-no-kau*, (a Winnebago woman), one section; to Mary, Ellen, and Brigitte, daughters of said *Kee-no-kau*, each one section; to Catharine and Olivier, children of Olivier Amelle, each one section; to François, Therese, and Joseph, children of Joseph Thibault, each one section; to Sophia, daughter of Joshua Palen, one section; to Pierre Pacquette, two sections; and to his two children, Therese and Moses, each one section; to Pierre Grignon L'Avoine, Amable, Margaret, Genevieve, and Mariette, children of said Pierre, each one section; to Mauh-nah-tee-see, (a Winnebago woman), one section; and to her eight children, viz: Therese, Benjamin, James, Simeon, and Phelise Leciiyer, Julia, and Antoine Grignon, and Alexis Peyet, each one section; to John Baptiste Pascal, Margaret, Angelique, Domitille, Therese, and Lisette, children of the late John Baptiste Paquette, each one section; to Madeline Brisbois, daughter of the late Michel Brisbois, Jr. one section; to Therese Gagnier and her two children, François and Louise, two sections; to Mary, daughter of Luther Gleason, one section; and to Theodore Lupen, one section; all which aforesaid grants are not to be leased or sold by said grantees to any person or persons whatever, without the permission of the President of the United States; and it is further agreed, that the said United States shall pay to Therese Gagnier the sum of fifty dollars per annum, for fifteen years, to be deducted from the annuity to said Indians. 1829

ART. VI. The said United States hereby agree (by the request of the said Indians), to appoint a sub-agent for them, to reside on the waters of Rock river, and also to continue the present subagency at Fort Winnebago. But it is understood that the rejection of this article, by the Senate, is not to affect the validity of this Treaty.

ART. VII. This Treaty, after the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, shall be obligatory on the contracting parties.

1829 In testimony whereof, the said John M'Niel, Pierre Menard, and Caleb Atwater, Commissioners as aforesaid, and the Chiefs and Warriors of said Winnebago nation of Indians, have hereunto set their hands and seals, at the time and place first herein above written.

JOHN M'NIEL.
PIERRE MENARD. } *Com'rs.*
CALEB ATWATER.

21.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Delawares, conclu à Little Sandusky le 3 Août 1829, et ratifié par le président des Etats-Unis le 2 Janvier 1830.

(*Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States.* Appendix p. 39).

Articles of agreement made between John M'Elvain, thereto specially authorized by the President of the United States, and the band of Delaware Indians, upon the Sandusky River, in the State of Ohio, for the cession of a certain reservation of land in the said State.

ART. I. The said band of Delaware Indians cede to the United States the tract of three miles square, adjoining the Wyandot reservation upon the Sandusky river, reserved for their use by the treaty of the Rapids of the Maumee, concluded between the United States and the Wyandots, Seneca, Delaware, Shawanees, Potawatamies, Ottawas, and Chippewa tribes of Indians, on the twenty-ninth day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen, and the said tribe of Delawares engage to remove to and join their nation on the west

side of the Mississippi, on the land allotted to them, 1829
on or before the first day of January next, at which time peaceable possession of said reservation is to be given to the United States.

ART. II. In consideration of the stipulations aforesaid, it is agreed, that the United States shall pay to the said band the sum of three thousand dollars: two thousand dollars in hand, the receipt of which is hereby acknowledged by the undersigned Chiefs of said tribe, and the remaining balance of one thousand dollars to be appropriated to the purchase of horses, clothing, provisions, and other useful articles, to aid them on their journey so soon as they are prepared to remove.

In witness whereof, the said John M'Elvain, and the Chiefs of the said band, have hereunto set their hands and seals at Little Sandusky, in the State of Ohio, this third day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

JOHN M'ELVAIN.

22.

Déclaration de la chambre grand-ducale d'Oldenbourg du 8 *Août* 1829 *concernant un arrangement ultérieur entre le Hanovre et l'Oldenbourg relativement au traité de commerce et de douanes du* 10 *Janvier* 1829.

(*Oldenburgische Gesetzsammlung* 1829. pag. 159. *Neueste Staatsakten* Bd. 19. p. 381).

In Beziehung auf die Bestimmungen der unterm 10ten Januar dieses Jahres abgeschlossenen, unterm 28sten Februar dieses Jahres von der grofsherzoglichen Regierung bekannt gemachten Vereinbarung mit dem Königreiche Hannover zur Regulirung verschiedener Schifffarths- und sonstiger Verhältnisse, ist

1829 durch eine Vereinbarung der beiderseitigen Regierungen annoch weiter festgesetzt worden: ad B. §. 6. dafs die Befreiung von dem Hannöverschen Durchgangszoll bei der Durchfuhr neuer Schiffe, ingleichen des Oldenburgischen Honigs und Wachses, auf der Ems, nicht blofs, wenn diese Gegenstände nach Holland oder der Jeverschen Küste, sondern auch, wenn sie nach andern Gegenden des Oldenburgischen Gebiets versendet werden, zugestanden werden solle; ingleichen ad A. §. 9. und B. §. 10. dafs die Befreiung vom Ein- und Ausgangszoll, welche in Ansehung der Bienen und Bienenkörbe verabredet war, von Seiten beider Regierungen gegenseitig, nicht blofs in Ansehung der durchzuführenden, sondern auch in Ansehung der aus dem einen Lande in das andere Land zur Weide zu bringenden Bienen und des zu deren Ernährung bestimmten Futterhonigs zugestanden werden, jedoch unter folgenden genau zu beobachtenden Vorschriften:

1. Dafs der einzuführende Futterhonig von einer schriftlichen Deklaration des Eigenthümers des Inhalts: dafs dieser Futterhonig lediglich zur Ernährung der von ihm selbst zur Weide eingeführten Bienen bestimmt sei und angewandt werden solle,

begleitet sein müsse;

2. dafs dabei nachgewiesen werde, wie die Bienen, für welche der Futterhonig bestimmt ist, auch wirklich aus dem Oldenburgischen in das Hannöversche (resp. aus dem Hannöverschen in das Oldenburgische) Gebiet zur Weide eingebracht sind; zu welchem Ende die steuer- und zollfreie Einführung des Futterhonigs, es mag solche gleichzeitig mit den Bienen oder später geschehen, bei ebenderselben Steuer- und Zollreceptur geschehen und gehörig angemeldet werden mufs, bei welcher die Bienenstöcke, für welche er bestimmt ist, eingeführt sind; auch

3. dafs die auf solche Weise abgabenfrei einzuführende Quantität Futterhonigs in keinem Falle mehr als anderthalb Tonnen für jede zwanzig Bienenstöcke betragen dürfe.

Es werden daher obige fernere Vereinbarungen zur Nachricht der hiesigen Landesunterthanen, und insbesondere auch der diesseitigen Gränzzolleinnehmer hiermittelst bekannt gemacht.

23.

Concordat des cantons Suisses de Berne, de Zuric, de Soleure, de Bâle, d'Appenzell - Ausserrhoden, de St. Galles et de Neufchatel concernant le transit des marchandises sur les routes de Rorschach jusqu'à Bâle et à Verrières, approuvé par la diète le 17 Août 1829. 1829

(*Neue Züricher Zeitung* vom 30sten Septbr. 3ten u. 10ten Octbr. 1829. — *Neueste Staatsakten* Bd. 18. p. 1).

Die hohen Stände Bern, Zürich, Solothurn, Basel, Appenzell-Ausserrhoden, St. Gallen und Neuenburg, sind über nachfolgende Anordnungen für den Transit auf den Kommerzialstrafsen von Rorschach bis Basel und Verrieres, nebst ihren Nebenverzweigungen, übereingekommen.

I. *Bestimmung der Kommerzialstrafsen.*

Art. I. *Erster Strafsenzug:* Die Strafse von Rorschach, St. Gallen, Zürich, Lenzburg, Murgenthal und Bern, nach Neuenburg und Verrieres. Von St. Gallen über Büren oder Flawyl nach Wyl. Von Elgg bis Dietikon. Von Dietikon über Brugg, Aarau und Aarburg nach Murgenthal. Ueber Bern nach Aarberg nach der Zihlbrücke. Von der Zihlbrücke bis Verrieres.

Zweiter Strafsenzug. Von Rorschach über Zürich und von Basel aus durch den Kanton Solothurn nach Verrieres. Von Rorschach nach St. Gallen über Büren oder Flawyl nach Wyl. Von Elgg bis Dietikon. Von Dietikon über Lenzburg nach Aarau und Schönenwerth. Von Dietikon über Brugg u. Aarau nach Schönenwerth. Von Schönenwerth bis Dürrmühle und von Attiswyl bis Nennigkofen oder Grenchen. Von Basel bis Holderbank. Von Holderbank bis Nennigkofen oder Grenchen. Von Dürrmühle bis At-

1829 tiswyl und von Grenchen über Nydau nach der Zihlbrücke. Von Dürrmühle bis Attiswyl und von Lenzigen über Büren und Aarberg bis an die Zihlbrücke. Von Holderbank über Solothurn, Biberist, oder Lohn nach Krailigen. Von Krailigen nach Bern. Von Dürrmühle und von Bälterkinden nach Bern. Von Murgenthal auf Aeschi. Von Aeschi nach Grenchen oder Nennigkofen. Von Aeschi nach Holderbank. Von Murgenthal über Aarwangen nach Dürrmühle. Von Murgenthal über Herzogenbuchsen nach Attiswyl. Von St. Niklaus über Kirchberg nach Biberist oder Krailigen. Von Biberist oder Krailigen nach Grenchen oder Nennigkofen. Von der Zihlbrücke bis Verrieres. (Note: Die Route über den untern Hauenstein kann erst aufgenommen werden, wenn das Konkordat über den Gotthard festgesetzt ist).

Dritter Strafsenzug: Strafse von Basel nach Verrieres über die Leberbergischen Amteien. Von Basel nach Grellingen. Von Grellingen bis an die Zihlbrücke. Von Grellingen bis Pontins. Von Pontins über Neuenburg bis Verrieres. Von Grellingen über Sonceboz nach Cibourg. Von Grellingen über Les Bois nach Cibourg. Von Cibourg über Brevine nach Verrieres.

Vierter Strafsenzug: Von Rorschach und St. Gallen nach Basel. Von Dietikon über Brugg bis Rheinfelden. Von Dietikon über Brugg bis Basel-Augst. Von Dietikon über Aarau bis Rheinfelden. Von Dietikon über Aarau bis Basel-Augst. Von Basel bis Basel-Augst. Von Basel bis Grenzach. Von Basel bis Eimeldingen. Von Basel bis St. Louis. Von Basel bis Burgfelden (Note: Es bleibt den hohen Ständen Basel und Aargau vorbehalten, sich zu erklären, ob sie die Strafse von Basel bis Lauffenburg auch in dieses Konkordat aufnehmen wollen).

Art. II. Neue Kommerzialstrafsen können künftig auf Verlangen der betreffenden Kantone den älteren, unter Beobachtung der nämlichen Grundsätze, angereiht werden.

II. *Aufhebung der Lizentverordnungen und Bestimmungen des Gewichts der Ladungen.*

Art. III. Diejenigen Kantone welche Lizentverordnungen haben, nehmen solche zurück.

Art. IV. Dagegen wird festgesetzt: Keine andern 1829
Fuhrwerke, als die hiernach bestimmten, genieſsen den Vortheil, die Zölle kumulativ zu bezahlen, und auch sie allein genieſsen die Zollverminderung für die unten bezeichneten Waaren, alle übrigen entrichten die bisherigen Zoll-, Weg- und Brückengelder. a. Einspännige vierrädrige Wagen, denen ähnlich, die unter dem Namen Comtoiswagen bekannt sind, und die höchstens 21 Zentner brutto Kilogewicht (zu 50 Kilogramme auf einen Zentner gerechnet) Ladung haben. Zwei dieser Wagen sollen jedesmal von einem Führer begleitet sein, und wenn mehr als vier Wagen eine gemeinschaftliche Reise machen, so sind diese Fuhrwerke gehalten, zu vier und vier in hinlänglichen Distanzen von einander getrennt zu fahren, um alle Gefahren beim Begegnen anderer Fuhrwerke zu vermeiden. Der hohe Stand Basel wünscht seine Verordnung beizubehalten, laut welcher diesen Fuhrwerken gestattet ist, je auf vier Wagen nur einen Führer zu halten. b. Vierrädrige Lastwagen mit 3 Zoll französischen Maafses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 45 Zentner brutto Kilogewicht. c. Vierrädrige Lastwagen mit vier Zoll französischen Maafses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 60 Zentner brutto Kilogewicht. d. Vierrädrige Lastwagen mit 5 Zoll französischen Maafses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 90 Zentner brutto Kilogewicht. e. Vierrädrige Lastwagen mit 6 Zoll französischen Maafses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 105 Zentner brutto Kilogewicht. f. Vierrädrige Lastwagen mit wenigstens 7 Zoll französischen Maafses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 120 Zentner brutto Kilogewicht. g. Zweirädrige Lastwagen mit wenigstens 5 Zoll französischen Maafses breiten Radfelgen, dürfen höchstens 45 Zentner brutto Kilogewicht Ladung haben, und diejenigen mit wenigstens 7 Zoll breiten Radfelgen, höchstens 60 Zentner brutto Kilogewicht.

Art. V. Ueber schwerere Ladungen liegt es in der Befugniſs jedes Standes, Verfügung für seinen Kanton nach seiner Konvenienz zu treffen. Hat aber der Fuhrmann mehr geladen, als ihm erlaubt ist, und muſs er in Folge desselben abladen, so wird diejenige

1829 Behörde, welche die Abladung anordnet, dafür sorgen, dafs die abgeladenen Waaren in sichern Verwahr genommen werden, und dafs der Fuhrmann auf eigene Kosten sie möglichst schnell an ihre Bestimmung bringt.

Art. VI. Für diejenigen Strafsenstrecken, die vom Auslande bis an die nächste schweizerische Gränzstadt oder Sust führen, kann jeder Kanton, sowohl über die Ladung der Wagen als über die zu beobachtende Polizei, Verordnungen nach seiner Konvenienz erlassen, immerhin jedoch mit der Rücksicht, dafs sie den Transit durch die übrigen Kantone nicht beschweren.

III. *Erleichterung des Frachtfuhrwesens. Kollektiver Zoll.*

Art. VII. Alle Zölle, Weg- und Brückengelder, die einer der benannten Kantone auf den im Art. I. bestimmten Kommerzialstrafsen beziehet, werden nach den darüber in dem eidgenössischen Archiv niedergelegten Dokumenten (Unrichtigkeiten vorbehalten) für die einzelnen Strafsen und kantonsweise berechnet, und der auf diese Weise berechnete Zoll heifst der grofse Zoll. Von dem im Abschnitt II. Artikel I. bezeichneten Fuhrwerke wird der Zoll kollektiv in einer Summe und an einem einzigen Orte in jedem Kanton entrichtet.

Ladkarten.

Art. VIII. Alle Fuhrleute, welche die Zölle in jedem Kanton nur an Einem Orte bezahlen, müssen mit Ladkarten versehen sein. Diese Ladkarten werden in den Weg- oder Kaufhäusern ausgefertigt, wo die Waare verladen wird. Dieselben enthalten, nach dem vorgelegten Schema (im Bericht des eidgenössischen Zollrevisors an den Staatsrath des Vororts Zürich d. d. 30 Dezember 1826. S. 12 ff.) eine genaue Spezifikation der Fuhrbriefe aller dem Fuhrmanne übergebenen Waaren, mit genauer Unterscheidung derjenigen Waaren, welche nach dem Abschnitte VI. Artikel XXIX. a. b. c. d. den kleinen Zoll bezahlen, und derjenigen, welche nicht in diese Kategorien gehören und zwar den grofsen Zoll, aber kumulativ bezahlen und Bestandtheile derselben Wagenladung ausmachen.

Art. IX. Damit aber die Wagen schneller spe- 1829
dirt und ihre Ladung leichter verifizirt werden könne, so soll für jeden grofsen Wagen, so wie für vier Comtoiswagen zusammen eine besondere Ladkarte ausgefertigt werden.

Art. X. Es steht frei, auf der Ladkarte den Namen des Versenders ganz auszuschreiben, oder mit einzelnen Buchstaben zu bezeichnen, und ebenfalls steht es frei, noch zwei Rubriken für die Nachnahmen und die Frachten beizufügen.

Art. XI. Das Gewicht soll auf diesen Ladkarten genau nach dem Kilogramme angegeben, bei der Verifikation aber billige Rücksicht auf einen kleinen Unterschied im Gewicht genommen werden, welcher aus Versehen oder durch die Witterung veranlafst werden könnte.

Art. XII. Die Berechnung des Zolls nach der Kategorie der Waaren und für jeden Kanton besonders, soll für die ganze Reise im voraus da gemacht werden, wo die Ladkarte verfertigt wird.

Art. XIII. Für jede Ladkarte, die nach Art. IX. ausgestellt wird, zahlt der Fuhrmann 20 Kr. oder 5 Batzen.

Art. XIV. Wenn an irgend einem Orte, zwischen dem ersten Aufladungs- und dem letzten Abladungsorte Waaren aufgeladen werden, so mufs dem Fuhrmann für diese Waaren eine neue Ladkarte gegeben und ihre Nummer in die alte Ladkarte eingeschrieben werden. Für eine solche Nebenladkarte zahlt der Fuhrmann 8 Kr. oder 2 Batzen.

Art. XV. Wenn an einem Zwischenort Waaren abgeladen werden, so mufs solches auf der Ladkarte abgeschrieben werden. Für eine solche Einschreibung zahlt der Fuhrmann 2 Kr. oder 5 Rappen.

Art. XVI. Wenn der Fuhrmann an einem Orte auf- oder abladet, wo keine Zollstätte ist, so läfst er sich im erstern Falle einen Fuhrbrief, im letztern einen Empfangschein geben, und diese Dokumente ist der Fuhrmann schuldig, auf der ersten Zollstätte, wo er zollen mufs, sei sie dann in dem nämlichen oder in einem andern Kanton, vorzuweisen und auf der Ladkarte einschreiben zu lassen.

Art. XVII. Für jede Zollentrichtung wird dem Fuhrmanne unentgeltlich ein Zollacquit mitgegeben. Derjenige Fuhrmann, welcher das Recht erworben hat, in einem Kanton an einem einzigen Orte den Zoll zu entrichten, soll jedoch gehalten sein, jedem Einnehmer von Weg-, Brücken- und Zollgeldern, entweder die Ladkarte (welche äufserlich den Stempel des eidgenössischen Kreuzes tragen soll), oder ein Zollzeichen, einen Passe-Avant oder eine Zollbescheinigung vorzuweisen, je nachdem die Verfügungen in jedem Kanton es erheischen werden. Wo aber die Einrichtungen von Zollzeichen oder Passe-Avant gebräuchlich sind, sollen dieselben unentgeltlich gegeben werden.

Art. XVIII. Bei beendigter Reise nimmt die letzte Zollstätte dem Fuhrmanne seine Ladungen ab und bewahrt sie auf. Jedes Zollamt, welches Ladkarten ausstellt, hält davon ein spezifizirtes Register und sendet am Ende des Monats an die Zollämter, an welche die Ladkarten adressirt waren, eine summarische Liste aller im Monate ausgefertigten Ladkarten. Sollte sich bei der Kontrollirung der eingegangenen Ladkarten mit der besagten Liste ein Verdacht der Defraudation ergeben, so soll der Zollbeamte davon seiner Kantonalbehörde zu weiterer Benachrichtigung der dazwischen liegenden Kantone Kenntnifs geben.

Beförderung der Frachtfuhren.

Art. XIX. Als Grundsatz wird angenommen, dafs, auf Anmelden des Fuhrmanns der Zollbeamte bei Tag und bei Nacht den Fuhrmann schleunigst möglich spediren soll, und die Ausnahmen so wenig beschwerend als möglich, und nur da wo sie unausweichlich sind, stattfinden dürfen.

Art. XX. Fuhren, welche die Zölle kumulativ zahlen dürfen und wirklich keine Waaren auf- und abladen, sind vorzüglich vor allen andern in den Kauf- und Zollhäusern zu spediren.

Art. XXI. Es werden in allen konkordirenden Ständen Anstalten getroffen, dafs Transitfuhren, die

in einer Stadt weder ab- noch aufladen müssen, auch 1829
an den Sonn- und Feiertagen, mit Ausnahme der Zeit des Gottesdienstes, durch solche Städte fahren und die Zölle entrichten können. Es werden ferner in allen konkordirenden Ständen Anstalten getroffen, dafs selbst in allen Städten, wo das Schliefsen der Thore noch für nöthig erachtet wird, Lastwagen, die nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft als Transitfuhren bezeichnet sind, von Morgens vier Uhr bis Abends 10 Uhr, ohne Entrichtung eines Sperrgeldes ein- und ausfahren können.

Art. XXII. Sollten Eilfuhren eingerichtet werden, so werden alle Kantone dafür sorgen, dafs solche zu jeder Stunde des Tages oder der Nacht und an jedem Tage durch alle Städte ihres Gebiets durchfahren und die Zölle entrichten können, wofern diese Eilfuhren regelmäfsig zu einer gewissen Zeit eintreffen.

Aufhebung von Privilegien.

Art. XXIII. Wenn in irgend einem Kanton auf angenommenen Strafsenzügen noch Privilegien bestünden, welche die freie Konkurrenz der Fuhrleute hemmen, so werden sie abgeschafft.

IV. *Erleichterung der Zölle und Kaufhausgebühren.*

Art. XXIV. Die eingangsbenannten Stände verstehen sich für die im Abschnitte VI. Art. XXIX. verzeichneten Waaren zu einer allgemeinen Reduktion ihrer Zölle nach folgenden Grundlagen: a. dafs angenommen wird, jeder Kanton hätte nur $^1/_5$ von dem dermaligen Bestand (Art. VII.) seiner Zölle, Weg- u. Brückengelder zu beziehen; b. dafs ferner angenommen wird, jeder Kanton hätte für die Stunde (von 15000 Berner Schuh) und für den Zentner (von 50 Kilogrammen) $^3/_4$ Rappen zu beziehen. Diese beiden Bezüge werden addirt, und die Hälfte der Summe bildet dann den Betrag des Zolls, Weg- und Brückengeldes, welches jeder der hohen Stände auf dem betreffenden Strafsenzug als kleinen Zoll zu beziehen hat. Der Kanton Solothurn bezieht auf jedem der vorbenannten Strafsenzüge, die sein Gebiet durchziehen, selbst wenn sie durch fremdes Gebiet durchbrochen sind, für die ganze Strafse an einem einzigen Orte 6 Rappen vom Zentner. (Note. Dieser Vermin-

1829 derung sind die neuen Tarife über beide Hauensteine nicht unterworfen.)

Art. XXV. Sind die auf diese Weise ausgemittelten Zollsätze für die einzelnen Strafsen eines Kantons nicht sehr verschieden, so wird der Durchschnitt als Mitteltarif für alle Strafsen gleich angenommen.

Art. XXVI. Es bleibt den Regierungen überlassen, für diejenigen Waaren, welche aus ihrem Kanton nach dem Auslande verladen werden, den bestimmten kleinen Zoll im Innern ihres Gebiets für jede Strafse ganz oder theilweise zu beziehen, je nachdem der Ort der Aufladung auf der einen oder der andern Gränze oder zwischen beiden liegt.

Art. XXVII. Ferner sollen für Waaren, welche die Begünstigung des kleinen Zolls geniefsen, sonach in keinem Falle länger als vierzehn Tage in dem Lagerhause liegen bleiben, alle Gebühren in den Kaufhäusern, sie mögen Namen haben, wie sie wollen, als Krahn-, Weg-, Sust- oder Lagergeld, Bestäter-, Ladknecht, Auf- und Abladungsgebühren, kumulativ nirgends drei Kreuzer, oder $7\frac{1}{2}$ Rappen vom Zentner beim Abladen, und eben so viel beim Aufladen, übersteigen dürfen.

V. *Dauer der Zollreduktion.*

Art. XXVIII. Das neue Zollsystem soll, vom Tage der Einführung an, auf eine Probezeit von zehn Jahren stattfinden und während dieser Zeit keine Zollerhöhung gestattet sein.

VI. *Bestimmung, welche Waaren die Zollreduktion und die verminderten Kaufhausgebühren geniefsen.*

Art. XXIX. Des verminderten Zolls und s. f. werden theilhaftig, wenn sie auf den Abschnitt II. Art. IV. a. b. c. und d. beschriebenen Fuhrwerken geladen sind: a. Alle Waaren und Weine, welche von dem Auslande kommen, um durch die Schweiz nach dem Auslande durchgeführt zu werden. b. Alle diejenigen Waaren und Weine, welche aus den konkordirenden Ständen nach dem Auslande versendet werden. c. Alle diejenigen Waaren und Weine, welche aus den Ortschaften eines konkordirenden Kantons

kommen, die südlich der Hauptkommerzialstrafse lie- 1829
gen. Diese genieſsen die Vortheile des kleinen Zolls, sobald sie in dem eigenen Kanton oder auf dem Gebiete des nächstgelegenen konkordirenden Kantons die Hauptkommerzialstrafse von Rorschach bis Basel oder Verrieres erreicht haben; jedoch fängt die Erleichterung erst an, wenn die Waare zur Ausfuhr auf den Wagen geladen ist. d. Alle diejenigen Waaren, welche von Bewohnern der äufsern Rhoden des Standes Appenzell in das Ausland gesandt werden, genieſsen die Vortheile des kleinen Zolls, sobald sie auf dem Gebiete des Kantons St. Gallen die Kommerzialstrafse von Rorschach bis Basel oder Verrieres erreicht haben.

Art. XXX. Alle Waaren und Weine, welche den Vortheil des kleinen Zolles genieſsen wollen, müssen unvermischt mit andern Waaren in besondre Kollis verpackt sein.

Art. XXXI. Alle diese Waaren müssen mit Fuhrbriefen begleitet sein, auf denen der Ort der Verladung in der Schweiz, das Land ihrer auswärtigen Bestimmung, die allgemeine Benennung der Waare, die in dem Kolli enthalten ist, das Zeichen, die Nummer und das Gewicht desselben, so wie auch die Namen des Versenders, des Empfängers an den Abladungsorten in der Schweiz und des Fuhrmanns bezeichnet sind.

Art. XXXII. Diese Bestimmungen haben einstweilen keinen Bezug auf Getreide, Holz, Salz u. Vieh.

Art. XXXIII. Ferner sind ausgenommen diejenigen Waaren und Weine, welche in solche Kantone bestimmt sind, oder daher kommen, welche diesem Konkordate noch nicht beigetreten sind.

VII. *Niederlagshäuser für transitirende Waaren.*

Art. XXXIV. Die Waaren, welche die Begünstigung des kleinen Zolls genieſsen, sollen in keinem Falle in die Hände der Kaufleute kommen, sondern, wo sie nicht auf dem Wege bleiben, in obrigkeitlichen Susten, Wag- oder Kaufhäusern aufbewahrt werden.

Art. XXXV. Zu diesem Ende verpflichten sich diejenigen Kantone, die keine ähnlichen Anstalten besitzen, solche einzurichten.

1829 Art. XXXVI. In der Regel soll die Waare, welche den kleinen Zoll genieſst, in dem Kaufhause des Gränzkantons nur vierzehn Tage lang lagern können. Bleibt sie länger gelagert, so entscheidet die betreffende Behörde, ob die Waare noch mit der Bezahlung des kleinen Zolles dürfe weiter spedirt werden, oder ob sie den groſsen Zoll entrichten soll. Der erste Fall tritt ein, wenn die Waare durch erwiesene Umstände, an denen der Versender keinen Antheil hat, liegen geblieben ist. Der zweite Fall tritt ein, wenn der Versender durch unvorhergesehene Umstände, nach der Abreise der Waaren zu andern Verfügungen veranlaſst wird.

Art. XXXVII. Für Beschädigungen, Veruntreuungen oder Diebstähle, die durch Schuld der Angestellten bei den Susten, Kauf- oder Zollhäusern sich ereignen, sind die Beamten und für diese die Gemeinden oder die Regierung, welchen jene Anstalten zugehören, verantwortlich.

Art. XXXVIII. Die Gränzkantone werden dafür sorgen, daſs die Waaren, welche aus dem Innern der Schweiz angelangt sind und auf der Herkunft den kleinen Zoll bezahlt haben, nur mit Fuhrbriefen nach dem Auslande abgegeben und wirklich dahin spedirt werden.

VIII. *Besichtigung und Verifikation der Waaren.*

Art. XXXIX. Alle Waaren, welche den Vortheil des kleinen Zolles genieſsen wollen, müssen bei ihrem Eintritte in die Schweiz oder an dem Orte ihrer Versendung abgewogen, und auf dem Zoll-, Wag- und Kaufhaus ihr Gewicht, ihr Zeichen, Nummer, Inhalt, nebst der Nummer der Ladkarte eingeschrieben werden.

Art. XL. An den Zwischenorten, wo der Fuhrmann Waaren auf- oder abladet, sollen diese gewogen und ihr Gewicht mit den Ladkarten verglichen werden. Bei solchem Anlaſs kann eine äuſsere Besichtigung und Verifikation der übrigen Ladung des Wagens mit der Ladkarte statt haben.

Art. XLI. Ohne diesen Fall soll in der Regel kein Fuhrmann wegen Besichtigung oder Abwägung

im geringsten aufgehalten werden. Glaubt jedoch ein 1829
Zollbeamter gegründeten Verdacht zu haben von Defraudation irgend einer Art, so hat er das Recht dem Fuhrmann zu erklären, er begehre die Abladung und das Abwägen der Waare; der Fuhrmann kann dazu einwilligen oder aber die Dazwischenkunft einer unpartheiischen Behörde verlangen, welche nach Abhörung beider Parteien entscheidet, ob eine Abladung statt haben soll oder nicht. Jeder Kanton wird dafür sorgen, dafs in der Nähe jeder Zollstätte ein Beamter bezeichnet werde, der in solchen Fällen zu entscheiden hat.

Art. XLII. Wird der Fuhrmann in dem benannten Falle (Art. XLI,) unschuldig befunden, so sind die Unkosten des Auf- und Abladens und des Wägens zu Lasten der Zollkasse; auch bleibt es dem Fuhrmanne vorbehalten, auf gesetzlichem Wege eine Entschädigung für seinen Aufenthalt u. s. w. nachzusuchen, wenn er sich dazu berechtigt glaubt.

Art. XLIII. Transitirende Kolli sollen in keinem Falle wegen des Zolles geöffnet werden. Essig, Wein und andere geistige Getränke sind jedoch von dieser Verfügung ausgenommen; die Fuhrleute, welche solche führen, sind den diesfalls bestehenden Kantonalverfügungen unterworfen.

Art. XLIV. Am Orte, wo die Waare abgeladen wird, soll dieselbe gewogen und ihr Gewicht, so wie die Anzahl und Beschaffenheit der Kolli, mit den Ladkarten verglichen werden.

Art. XLV. Waaren, welche in einem Kanton abgeladen werden, für welchen sie bestimmt sind, bleiben, von dem Eintritte in den Kanton an, ganz der Kantonsgesetzgebung unterworfen.

IX. *Zollpflichtigkeit.*

Art. XLVI. Die Zollauflage haftet zwar auf der Waare selbst, allein die Entrichtung derselben liegt dem Fuhrmanne ob, oder demjenigen, der die Waare bezieht.

X. *Bestimmung der Zolldefraudationsfälle und ihrer Folgen.*

Art. XLVII. Als Zolldefraudation ist anzusehen: a. Wenn ein Fuhrmann den bezeichneten Zoll-

1829 stätten ausweichen, oder dabei vorbeifahren würde, ohne den betreffenden Zoll zu entrichten. b. Wenn ein Fuhrmann Waaren geladen hätte, die auf den Ladkarten nicht verzeichnet sind, oder die von ihm nicht angegeben wären. c. Wenn eine Waare geringer im Gewicht angegeben wäre, als sie eigentlich wiegt. d. Wenn eine Waare als dem kleinen Zolle unterworfen angegeben würde, während davon der grofse Zoll entrichtet werden sollte. e. Wenn Frachtbriefe oder Ladkarten verfälscht würden.

Art. XLVIII. Die vorbenannten Defraudationen werden in der Regel in demjenigen Kanton untersucht und bestraft, wo sie entdeckt wurden, und zwar nach den daselbst bestehenden Polizeivorschriften und Strafgesetzen und von den dazu kompetenten Behörden.

Art. XLIX. Um jedoch bei dem diesfälligen Verfahren einige Gleichförmigkeit zu erzielen, so verstehen sich die konkordirenden Stände zu nachfolgenden näheren Bestimmungen: a. Diese hohen Stände werden überhaupt dafür Sorge tragen, dafs bei der Untersuchung und Beurtheilung der Zolldefraudationen ein so viel als möglich summarisches und unkostspieliges Verfahren in Anwendung gebracht werde. b. In den oben Art. XLVII. a. bis e. bezeichneten Straffällen kann niemals eine Konfiskationsstrafe, sondern blofs eine Geldbufse verhängt werden, welche den zehnfachen Betrag der auf der ganzen Route defraudirten Zollgebühren nicht übersteigt, nebst Vergütung aller Unkosten und allfälliger Entschädigung wegen Verspätung der Waarenlieferung. Pferde, Schiff und Geschirre und alle Transportmittel, wie sie heifsen mögen, haften für die Strafe, wenn nicht eine genügsame Bürgschaft kann geleistet werden. c. Wenn eine entdeckte Defraudation sich auf Zollstätten mehrerer Kantone erstreckt, so wird am Entdeckungsorte für das Ganze beurtheilt, so wie die verhängte Bufse und die unterschlagenen Zölle dem gleichen Kanton allein zufallen. d. Wenn der Fuhrmann, welcher für jede Defraudation immer allererst haftet, seine Unschuld erweisen zu können behauptet, so soll ihm von der Untersuchungsbehörde eine hierzu erforderliche Zeitfrist gestattet werden, so bald er genügende inländische Bürgschaft oder Hinterlage giebt. e. Dem Fuhrmanne bleibt in jedem Falle der allfällige Regrefs

gegen Andere vorbehalten. Die benöthigten Belege 1829
zur Erlangung dieses Regresses können dem Bestraften nicht verweigert werden. f. Es soll dem Fuhrmanne, welcher wegen Defraudation in Untersuchung fällt, gegen genügende Bürgschaft oder Hinterlage bewilligt werden, seinen Geschäften ohne Aufenthalt nachgehen zu können. g. Wenn, um einen solchen Straffall zu untersuchen, ein Angehöriger eines andern konkordirenden Kantons rogirt werden müfste, so soll dem diesfälligen Rogatorium Genüge geschehen. h. Das über den Angehörigen eines andern Kantons rechtsförmlich ausgefällte Strafurtheil wird auch daselbst anerkannt und auf Verlangen von der betreffenden Kantonsregierung dessen Vollziehung angeordnet.

Art. L. Wirkliche Verfälschung der Fuhrbriefe oder Ladkarten (Art. XLVII. e.), welche sich zu einem Kriminalverbrechen eignet, fällt hinsichtlich der Untersuchung und Bestrafung, dem allgemein eidgenössischen Konkordat gemäfs, dem Kriminalrichter desjenigen Kantons anheim, wo das Verbrechen begangen worden ist; in welchem Falle dann auch der gleiche Richter die zugleich dabei verübte Defraudation, den obigen Bestimmungen (Art. XLIX.) gemäfs, untersuchen und erledigen soll.

XI. *Vollziehungsbestimmungen.*

Art. LI. Alle nach Vorschrift Abschnitt III. Art. VII. und Abschn. IV. Art. XXIV und XXV. verfertigten Zolltarife werden dem eidgenössischen Zollrevisor eingesandt, und nachdem er solche richtig befunden hat, verfertigt er ähnliche Tabellen nach ganzen Strafsenzügen bearbeitet, und sendet solche in die betreffenden Kantone.

Art. LII. Sind diese Tabellen dergestalt berichtigt, so werden sie, in deutscher und französischer Sprache gedruckt, bei jeder Zollstätte zur allgemeinen Einsicht öffentlich angeschlagen.

Art. LIII. Jeder Kanton erläfst, in Uebereinstimmung mit obigen Grundsätzen und Bestimmungen, die angemessenen Polizei-, Zoll- u. Kaufhausordnungen. Die Entwürfe solcher Verordnungen werden dem eidgenössischen Zollrevisor eingesendet, der dieselben prüft, ob sie nichts enthalten, was dem abzuschliefsenden Konkordate entgegen sei, und mit den Herren Delegirten der betreffenden Kantone das Erforderliche verabredet.

24.

1829 *Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et l'Autriche, conclu à Washington le* 27 *Août* 1829 *et ratifié à Washington le* 10 *Février* 1831.

(*Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States.* Appendix p. 121).

The United States of America, and His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, equally animated with the desire of maintaining the relations of good understanding which have hitherto so happily subsisted between their respective States, of extending, also, and consolidating the commercial intercourse between them, and convinced that this object cannot better be accomplished than by adopting the system of an entire freedom of navigation, and a perfect reciprocity, based upon principles of equity equally beneficial to both countries, have, in consequence, agreed to enter into negotiations for the conclusion of a treaty of commerce and navigation, for which purpose the President of the United States has conferred full powers on Martin van Buren, their Secretary of State; and His Majesty the Emperor of Austria has conferred like powers on Lewis, Baron de Lederer, his said Majesty's Consul for the port of New York, and the said Plenipotentiaries having exchanged their said full powers, found in good and due form, have concluded and signed the following articles.

Art. I. There shall be between the territories of the high contracting parties a reciprocal liberty of commerce and navigation. The inhabitants of their respective States shall mutually have liberty to enter the ports, places and rivers of the territories of each party, wherever foreign commerce is permitted. They

24.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, conclu à Washington le 27 Août 1829.

1829

(*Privil. Wiener Zeitung* 1831. 25 Juni. *Neueste Staatsakten* Bd. 25. p. 311).

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, und die Vereinigten Staaten von Amerika, beseelt von gleichem Verlangen, die bisher zwischen beiden Mächten so glücklich bestehenden Freundschaftsverhältnisse zu unterhalten, so wie auch den Handelsverkehr zwischen denselben zu erweitern und zu befestigen, und überzeugt, dafs diese Absicht am besten durch die Einführung einer gänzlichen Schifffarthsfreiheit und einer vollkommenen, auf Grundsätze einer beiden Staaten gleich vortheilhaften Billigkeit sich stützenden Reziprozität erreicht werden könne, sind übereingekommen, Unterhandlungen zur Abschliefsung eines Schifffarths- und Handelsvertrags einzugehen, und zu dem Ende haben Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Herrn Aloys Freiherrn von Lederer, Seiner Kaiserlichen Majestät Konsul zu New-York, und der Präsident der Vereinigten Staaten den Herrn Martin van Buren, Staatssekretair der auswärtigen Angelegenheiten, mit den erforderlichen Vollmachten versehen, welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt, und richtig befunden, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Art. I. Es soll zwischen den Ländern der hohen kontrahirenden Mächte eine wechselseitige Handels- und Schifffarthsfreiheit bestehen. Die Einwohner beider Staaten sollen gegenseitig alle Plätze, Häfen und Flüsse des andern, in welchen der auswärtige Handel gestattet ist, besuchen dürfen. Sie

1829 shall be at liberty to sejourn and reside in all parts whatsoever of said territories, in order to attend to their commercial affairs; and they shall enjoy, to that effect, the same security, protection and privileges as natives of the country wherein they reside, on condition of their submitting to the laws and ordinances there prevailing.

ART. II. Austrian vessels arriving, either laden or in ballast, in the ports of the United States of America; and, reciprocally, vessels of the United States arriving, either laden, or in ballast, in the ports of the dominions of Austria, shall be treated on their entrance, during their stay and at their departure, upon the same footing as national vessels coming from the same place, with respect to the duties of tonnage, lighthouses, pilotage and port charges, as well as to the fees and perquisites of public officers and all other duties or charges of whatever kind or denomination, levied in the name, or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishment whatsoever.

ART. III. All kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or the industry of the United States of America, or of any other country which may be lawfully imported into the ports of the dominions of Austria, in Austrian vessels, may also be so imported in vessels of the United States of America, without paying other or higher duties or charges, of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been imported in Austrian vessels. And, reciprocally all kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or of the industry of the dominions of Austria, or of any other country, which may be lawfull imported into the ports of the United States, in vessels of the said States, may also be so imported in Austrian vessels, without paying other or higher duties or charges, of whatever kind or denomination levied in the name, or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been imported in vessels of the United States of America.

sollen das Recht haben, in was für immer einem 1829
Theile ihrer wechselseitigen Gebiete zu verweilen und zu wohnen, um ihren Handelsgeschäften nachgehen zu können, und sie sollen zu diesem Zwecke dieselbe Sicherheit, denselben Schutz und Privilegien als die Einwohner des Landes, in welchem sie wohnen, genieſsen, jedoch mit der Bedingung, daſs sie sich allen daselbst bestehenden Gesetzen und Vorordnungen zu unterwerfen haben.

Art. II. Oesterreichische Fahrzeuge, die entweder mit Ballast oder mit einer Ladung in irgend einem Hafen der Vereinigten Staaten von Amerika, und gegenseitig Nordamerikanische Fahrzeuge, die entweder mit Ballast oder mit einer Ladung in irgend einem Hafen der Domainen Seiner kaiserl. königl. apost. Majestät anlangen, sollen bei ihrem Einlaufen, während ihres Aufenthalts und bei ihrer Abfarth, sowohl in Rücksicht der Tonnen-, Leuchtthurm-, Lootsen- und aller andern Hafengebühren, als auch in Rücksicht anderer Abgaben und Taxen aller Art, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen und zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden, oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, auf gleiche Weise, wie die Nationalfahrzeuge behandelt werden, die von demselben Hafen kommen.

Art. III. Alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, solche mögen nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Oesterreichischen Monarchie oder irgend eines andern Landes sein, welche gesetzlich in den Nordamerikanischen Vereinigten Staaten, in Nordamerikanischen Fahrzeugen eingeführt werden können, sollen eben so in Oesterreichischen Fahrzeugen daselbst eingeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Abgaben und Zölle aller Art zu entrichten, was solche immer für Benennung haben mögen, die im Namen oder zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu entrichten hätten, wenn sie in Oesterreichischen Fahrzeugen eingeführt würden.

1829 ART. IV. To prevent the possibility of any misunderstanding, it is hereby declared that the stipulations contained in the two preceding articles, are, to their full extent, applicable to Austrian vessels and their cargoes, arriving in the ports of the United States of America; and, reciprocally, to vessels of the said States and their cargoes arriving in the ports of the dominions of Austria, whether the said vessels clear directly from the ports of the country to which they respectively belong, or from the ports of any other foreign country.

ART. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States, of any article the produce or manufacture of the dominions of Austria; and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the dominions of Austria, of any article the produce or manufacture of the United States, than are, or shall be payable on the like article, being the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition be imposed on the importation or exportation of any article the produce or manufacture of the United States, or of the dominions of Austria, to or from the ports of the United States, or to or from the ports of the dominions of Austria, which shall not equally extend to all other nations.

ART. VI. All kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or of the industry of the United States of America, or of any other country, which may be lawfully exported, or re-exported from the ports of the said United States, in national vessels, may also be exported, or re-exported therefrom in Austrian vessels, without paying other, or higher duties or charges of whatever kind or denomination, levied in the name, or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been exported or re-exported, in vessels of the United States of America.

ART. IV. Um aber der Möglichkeit eines Mifs- 1829
verständnisses vorzubeugen, so wird hiermit erklärt, dafs die in den zwei vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen, in ihrem vollen Umfange, auf Oesterreichische Schiffe und Ladungen, die in irgend einem Hafen der Vereinigten Staaten anlangen und gegenseitig auf Nordamerikanische Fahrzeuge, die in Oesterreichischen Häfen anlangen, anwendbar seien, die genannten Schiffe mögen nun direkt von einem Hafen des Landes kommen, zu welchem sie gehören, oder von irgend einem Hafen eines andern Landes.

ART. V. Es sollen von sämmtlichen Artikeln, welche in den Staaten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich erzeugt oder fabrizirt sind, bei der Einfuhr in die Vereinigten Staaten von Amerika, und von sämmtlichen Artikeln, welche in den Vereinigten Staaten erzeugt oder fabrizirt sind, bei ihrer Einfuhr in die Oesterreichischen Staaten keine höhere oder andere Zölle bezahlt werden, als diejenigen, welche von denselben Artikeln, wenn sie Erzeugnisse eines andern Landes sind, erlegt werden müssen.

Auch soll kein Verbot, weder auf die Ein- noch Ausfuhr der Oesterreichischen oder Nordamerikanischen Grund- oder Industrie-Erzeugnisse, von oder nach den Oesterreichischen Häfen, oder von und nach den Häfen der Vereinigten Staaten gelegt werden, wenn solches nicht zugleich auf dasselbe Erzeugnifs anderer Länder ausgedehnt wird.

ART. VI. Alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, solche mögen nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Domainen Seiner Kaiserl. Königl. apostol. Majestät oder irgend eines andern Landes sein, welche gesetzlich von den Oesterreichischen Häfen in Nationalschiffen ausgeführt, oder wieder ausgeführt werden können, dürfen auch in Schiffen der Vereinigten Staaten ausgeführt oder wieder ausgeführt werden, ohne andere oder höhere Zölle oder Abgaben aller Art zu entrichten, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen und zum Vortheile der Regierung, der Ortsobrigkeiten oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu bezahlen hätten, wenn sie in Oesterreichischen Schiffen ausgeführt oder wieder ausgeführt würden.

1829 An exact reciprocity shall be observed in ports of the dominions of Austria, so that all k of merchandise and articles of commerce either produce of the soil or of the industry of the dominions of Austria, or of any other country, wl may be lawfull exported or re-exported, from A trian ports, in national vessels, may also be exp ed or re-exported therefrom, in vessels of the U ed States of America, without paying other or hi duties or charges, of whatever kind or denominat levied in the name or to the profit of the Gov ment, the local authorities, or of any private establ ments whatsoever, than if the same merchandis produce had been exported, or re-exported, in A trian vessels.

And the same bounties and drawbacks s be allowed, whether such exportation or re- portation be made in vessels of the one party, o the other.

ART. VII. It is expressly understood and ag that the coastwise navigation of both the contrac parties, is altogether excepted from the operatio this treaty, and of every article thereof.

ART. VIII. No priority or preference shal given, directly, or indirectly, by either of the c tracting parties, nor by any Company, Corpora or Agent, acting on their behalf or under their thority, in the purchase of any article of comm lawfully imported, on account of, or in referenc the character of the vessel, whether it be of the party or of the other, in which such article was ported, it being the true intent and meaning of contracting parties that no distinction or differ whatever shall be made in this respect.

ART. IX. If either party shall hereafter g to any other nation any particular favor in na tion or commerce, it shall immediately become c mon to the other party, freely, where it is f

Eine vollkommene Reziprozität soll in dieser 1829
Rücksicht in den Häfen der Vereinigten Staaten beobachtet werden, so zwar, dafs alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, sie seien nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Vereinigten Staaten von Amerika, oder irgend eines andern Landes, die gesetzlich von den Nordamerikanischen Häfen in Nationalschiffen ausgeführt, oder wieder ausgeführt werden können, gleichfalls von Oesterreichischen Fahrzeugen ausgeführt oder wieder ausgeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Zölle oder Abgaben aller Art zu entrichten, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen oder zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu bezahlen hätten, wenn sie in Fahrzeugen der Vereinigten Staaten von Nordamerika ausgeführt, oder wieder ausgeführt würden.

Eben so sollen dieselben Prämien und Rückgaben von Zöllen bei Gelegenheit einer solchen Ausfuhr oder Wiederausfuhr erlaubt werden, sie mag nun in Fahrzeugen der einen oder der andern Nation gemacht werden.

Art. VII. Es ist ausdrücklich verstanden und bestimmt, dafs die Küstenschifffarth der beiden kontrahirenden Mächte gänzlich von aller Wirkung dieses Traktats und jedes Artikels desselben ausgeschlossen bleibt.

Art. VIII. Keine der kontrahirenden Mächte soll weder selbst, noch durch irgend eine unter ihrer Vollmacht und zu ihrem Behufe handelnde Privat- oder privilegirte Gesellschaft oder Agenten, im Ankaufe eines gesetzlich eingeführten Handelsartikels irgend einen Vorzug oder sonstige Priorität, wegen oder in Rücksicht des Charakters des Schiffs zugestehen, das Schiff, in welchem der Artikel eingeführt wurde, mag nun dem einen oder dem andern Theile angehören; indem es der ausdrückliche Wunsch und die Absicht der beiden kontrahirenden Mächte ist, dafs kein Unterschied und keine Distinktion von was immer für Art in dieser Hinsicht gemacht werde.

Art. IX. Wenn immer in der Folge eine der beiden kontrahirenden Mächte eine besondere Begünstigung in der Schifffarth, oder im Handelsverkehr mit einer andern Nation zugestehen sollte, so soll der andere Theil alsogleich derselben theilhaftig werden,

1829 granted to such other nation, or on yielding t same compensation, when the grant is conditiona

ART. X. The two contracting parties here reciprocally grant to each other, the liberty of havi each in the ports of the other, Consuls, Vice-Co suls, Agents and Commissaries of their own appoi ment, who shall enjoy the same privileges and p wers as those of the most favored nations. But any such Consuls shall exercise commerce, th shall be subjected to the same laws and usages which the private individuals of their nation subject in the same place, in respect of their co mercial transactions.

ART. XI. The citizens or subjects of each pa shall have power to dispose of their personal goo within the jurisdiction of the other, by testame donation, or otherwise; and their representativ being citizens or subjects of the other party, sh succeed to their personal goods, whether by te ment, or *ab intestato*, and may take possess thereof, either by themselves or by others acting them, and dispose of the same at their will, pay such dues, taxes or charges, only, as the inhabita of the country wherein the said goods are sh be subject to pay in like cases. And in case of t absence of the representative, such care shall be ken of the said goods, as would be taken of t goods of a native in like case, until the lawful o ner may take measures for receiving them. And any question should arise among several claiman to which of them said goods belong, the same sh be decided finally by the laws and Judges of t land wherein the said goods are. But this arti shall not derogate, in any manner, from the fo of the laws already published, or hereafter to published by His Majesty the Emperor of Austria, prevent the emigration of his subjects.

und zwar unentgeltlich, wenn sie der andern Nation un- 1829
entgeltlich bewilligt wurde, oder für dieselbe Entgeltung, wenn die Bewilligung bedingungsweise gemacht wurde.

Art. X. Die beiden kontrahirenden Mächte gestehen sich hiermit wechselseitig das Recht zu, in den Handelsplätzen des andern Staats Konsuln, Vice-Konsuln, Konsularagenten und Kommissaire aufzustellen, welche in Rücksicht ihrer Gerechtsame, Vorzüge und Freiheiten mit jenen der meist begünstigten Nation ganz gleichgestellt werden sollen. Sollten jedoch Konsuln einen Handel treiben, so sollen sie in Rücksicht ihrer Handelsgeschäfte denselben Gebräuchen und Gesetzen unterworfen bleiben, welchen die Privatindividuen ihrer Nation, die in demselben Platze wohnen, unterworfen sind.

Art. XI. Die Unterthanen und Bürger jeder der kontrahirenden Mächte sollen das Recht haben, von ihrem persönlichen Vermögen, das sie unter der Gerichtsbarkeit der Andern besitzen, kraft eines Testaments, durch Schenkung oder auf irgend eine andere Weise zu disponiren, und ihre Repräsentanten, wenn sie Unterthanen oder Bürger des andern Theils sind, sollen das Recht der Erbfolge in Hinsicht des persönlichen Vermögens, sowohl kraft eines Testaments, als auch ab intestato genieſsen, von demselben entweder selbst oder durch einen Bevollmächtigten Besitz nehmen, und nach Willkühr darüber schalten dürfen, wofür sie blofs dieselben Abgaben oder Taxen bezahlen sollen, welche die Einwohner des Landes, in dem das genannte Vermögen sich befindet, in einem gleichen Falle zu zahlen hätten. Und im Falle der Erbe abwesend wäre, so soll das Vermögen mit derselben Sorgfalt aufbewahrt werden, als in einem gleichen Falle ein solches Vermögen für einen Einwohner des Landes aufbewahrt zu werden pflegt, bis der rechtmäfsige Eigenthümer Maafsregeln für dessen Beziehung treffen kann.

Und wenn die Frage sich erheben sollte, welchem von mehreren Individuen, die auf die Erbfolge Ansprüche machen, dieselbe zugehöre, so soll diese Frage von den Gerichtsbehörden und nach den Gesetzen des Landes entschieden werden, in welchem das Vermögen sich befindet. Dieser Artikel soll jedoch auf keine Weise der Kraft der schon bestehenden oder

ART. XII. The present treaty shall continue force for ten years, counting from the day of exchange of the ratification; and if twelve mo before the expiration of that period, neither of high contracting parties shall have announced by official notification to the other, its intention to rest the operation of said treaty, it shall remain bi ing for one year beyond that time, and so on, til the expiration of the twelve months which follow a similar notification whatever the time which it may take place.

ART. XIII. This Treaty shall be approved ratified by the President of the United States, by with the advice and consent of the Senate there and by His Majesty the Emperor of Austria; and ratifications shall be exchanged in the City of W hington, within twelve months from the date of signature hereof, or sooner, if possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiar have signed and sealed this Treaty, both in the E lish and German languages, declaring, however, t it having been originally composed in the form the English version is to decide the interpretati should any difference in regard to it unfortunat arise.

Done in triplicate, at Washington, this twen seventh day of August, in the year of our Lord thousand eight hundred and twenty-nine.

M. VAN BUREN.

L. *Baron* DE LEDERER.

in der Zukunft von Sr. Kaiserl. Königl. apost. Majestät 1829
zu erlassenden Gesetze, die zur Absicht haben, der Auswanderung seiner Unterthanen vorzubeugen, den geringsten Eintrag thun.

Art. XII. Gegenwärtiger Handels- und Schifffahrtsvertrag soll vom Tage der Auswechselung der Ratifikationsurkunden zehn Jahre in Wirksamkeit bleiben. Doch erlischt derselbe nach Verlauf dieses Zeitraums nur in dem Falle, wenn er von dem einen oder dem andern Theile zwölf Monate früher aufgekündigt wurde. Geschieht keine Aufkündigung zu der bestimmten Frist, so dauert der Vertrag auf unbestimmte Zeit fort, bis eine der kontrahirenden Mächte ihn aufkündigt, wo sodann derselbe zwölf Monate nach erfolgter Aufkündigung aufzuhören hat, wann immer diese Aufkündigung geschehen sollte.

Art. XIII. Dieser Vertrag soll von Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich und dem Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika nach und mit der Zustimmung des Senats genehmigt und ratifizirt werden und die Ratifikationsurkunden sollen in Washington zwölf Monate nach dem Datum des Vertrages oder wo möglich, noch früher ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Instrument sowohl in der deutschen, als in der englischen Sprache unterzeichnet und besiegelt, jedoch mit der Erklärung, dafs, indem dieser Vertrag ursprünglich in der englischen Sprache verfafst wurde, der englische Text zur Richtschnur dienen soll, wenn unglücklicher Weise irgend ein Zweifel über dessen Auslegung sich erheben sollte.

So geschehen in Triplikat zu Washington am sieben und zwanzigsten August im Jahre des Herrn Eintausend Achthundert und neun und zwanzig.

Aloys *Freiherr* von Lederer. M. van Buren.

Les ratifications de ce traité ont été échangées à Washington le 10 Février 1831.

25.

1829 *Capitulation entre le général Espagnol Barradas et le général Mexicain Santa-Anna, signée à Pueblo Viejo, près de Tampico le 11 Septembre 1829.*

(*Allgemeine Zeitung* 1829. Dezbr. *Neueste Staatsakten* Bd. 16. p. 328).

Im Hauptquartier von Pueblo Viejo, bei Tampico, den 11ten September 1829. Gegenwärtig: Generalmajor Pedro Landero, Jose Ignacio Yberri, Ingenieurobrist, und Obrist Jose Antonio Meija, von Seiten Antonio Lopez de Santa Anna's, Oberbefehlshabers des Mexikanischen Heeres; und Brigadegeneral Jose Miguel Salmon und Major Fulgencio Salas von Seiten Isidoro Barradas, Generals der Spanischen Invasionstruppen von Mexiko. Nachdem dieselben ihre respektiven Vollmachten ausgewechselt hatten, sind sie über folgende Artikel übereingekommen.

Art. I. In der Frühe des morgenden Tages um 9 Uhr, wird das Spanische Heer das Fort an der Barre, die Truppen mit ihren Waffen und unter Trommelschlag, verlassen, um solche sammt ihrer Kriegsmunition der Mexikanischen Division zu übergeben; sie werden vom General Manuel de Mier y Teran, zweiten Befehlshaber der Armee angeführt werden. Besagte Truppen werden sich zu ihren Offizieren in Tampico de Tamaulipas begeben, letztere behalten ihre Degen.

Art. II. Am andern Tage um 6 Uhr Morgens wird die ganze Spanische Division, welche Tampico de Tamaulipas besetzt hält, unter dem Befehle des Generals de Mier y Teran ausmarschiren und in dem untern Quartier von Altamira ihre Waffen, Fahnen und Kriegsmunition übergeben, die Offiziere behalten ihre Degen.

Art. III. Die Armee und die Mexikanische Republik verbürgen aufs feierlichste die Sicherheit des

Lebens und des Privateigenthums aller zum Invasions- 1829
korps gehörigen Individuen.

Art. IV. Die Spanische Division wird sich nach der Stadt Victoria begeben, wo sie so lange bleibt, bis sie sich nach der Havanah einschiffen wird.

Art. V. Dem Spanischen Generale wird die Erlaubnifs ertheilt, nach Havanah zwei Offiziere zu senden, um für die Ueberfarth seiner Truppen nach jenem Hafen Transportschiffe zu verlangen.

Art. VI. Der Spanische General wird die Kosten der Unterhaltung seiner Division, so lange sie sich in diesem Lande aufhält, so wie die Ueberschiffungskosten tragen.

Art. VII. Die Kranken und Verwundeten der Spanischen Division, welche zum Marsche unfähig sind, sollen so lange in der Stadt Tampico de Tamaulipas bleiben, bis sie nach dem Hospitale der Mexikanischen Armee gebracht werden können, wo man für sie auf Kosten der Spanischen Armee Sorge tragen wird; letztere Armee wird einen Wundarzt, Korporale, und die zur Wartung für nöthig erachteten Soldaten hiezu liefern.

Art. VIII. Das zum Abmarsch nothwendige Gepäck wird der Spanischen Division zugestanden; für den Transport desselben hat sie den im Lande gewöhnlichen Frachtlohn zu zahlen, auch hat sie für ihre Lebensmittel Zahlung zu leisten.

Art. IX. Der Oberste der Spanischen Armeedivision ist mit der Ausführung dieser Kapitulation, in Bezug auf die Truppen an der Barre beauftragt, und er wird auch darauf achten; dafs dem auf dem Punkte Dona Cecilia kommandirenden Generale Gelegenheit zur Ueberfarth verschafft wird.

Art. X. General Mier y Teran wird zwei Offiziere ernennen, um die in den vorhergehenden Artikeln bestimmten Operationen zu erleichtern. Die Unterzeichneten sind über obige Punkte übereingekommen, und haben solche an dem erwähnten Tage und Jahre bestätigt.

Pedro de Landero. Jose Ignacio Yberri.
Jose Antonio Meija. Jose Miguel Salmon.
Fulgencio Salas.

1829 Ich ratifizire die vorhergehende Kapitulation.

ANTONIO LOPEZ DE SANTA ANNA.

Ich ratifizire die vorhergehende Kapitulation.

ISIDORO BARRADAS.

Zusatzartikel.

Vorgeschlagen vom Spanischen General. In Falle irgend eine zur Division des Generals Barradas gehörige Spanische Truppenabtheilung vor diesem Hafen eintreffen sollte, so soll sie an der Landung verhindert, und ihr diese Kapitulation bekannt gemacht werden.

Vorgeschlagen vom Mexikanischen General. Die zur Division des Generals Barradas gehörigen Generale, Befehlshaber, Offiziere und Truppen versprechen, nie wieder feindlich zurückzukehren, noch die Waffen gegen die Mexikanische Republik zu tragen.

(Unterzeichnet und ratifizirt wie oben.)

26.

Article supplémentaire au traité conclu entre les Etats-Unis et les Delawares du 3 Octobre 1818, signé le 24 Septembre 1829 et ratifié pdr le président des Etats-Unis le 24 Mars 1831.

(*Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States.* Appendix p. 149).

Supplementary Article to the Delaware Treaty, concluded at St. Mary's in the State of Ohio, on the 3d of October, 1818.

Whereas the foregoing Treaty stipulates that the United States shall provide for the Delaware Nation,

a country to reside in, West of the Mississippi, as 1829
the permanent residence of their Nation; and whereas the said Delaware Nation, are now willing to remove, on the following conditions, from the country on James' fork of White River in the State of Missouri, to the Country selected in the fork of the Kansas and Missouri River, as recommended by the government, for the permanent residence of the whole Delaware Nation; it is hereby agreed upon by the parties, that the country in the fork of the Kansas and Missouri Rivers, extending up the Kansas River, to the Kansas Line, and up the Missouri River to Camp Leavenworth, and thence by a line drawn Westwardly, leaving a space ten miles wide, north of the Kansas boundary line, for an outlet; shall be conveyed and forever secured by the United States, to the said Delaware Nation, as their permanent residence: And the United States hereby pledges the faith of the government to guarantee to the said Delaware Nation forever, the quiet and peaceable possession and undisturbed enjoyment of the same, against the claims and assaults of all and every other people whatever.

And the United States hereby agrees to furnish the Delaware Nation with forty horses, to be given to their poor and destitute people, and the use of six waggons and ox-teams, to assist the nation in removing their heavy articles to their permanent home; and to supply them with all necessary farming utensils and tools necessary for building houses, etc.: and to supply them with provisions on their journey, and with one year's provisions after they get to their permanent residence; and to have a grist and saw mill erected for their use, within two years after their complete removal.

And it is hereby expressly stipulated and agreed upon by the parties, that for and in consideration of the full and entire relinquishment by the Delaware Nation of all claim whatever to the country now occupied by them in the State of Missouri, the United States shall pay to the said Delaware Nation, an additional permanent annuity of one thousand dollars.

And it is further stipulated that thirty-six sections of the best land within the limits hereby relinquished, shall be selected under the direction of the President

1829 of the United States, and sold for the purpose of raising a fund, to be applied under the direction of the President, to the support of schools for the education of Delaware children.

It is agreed upon by the parties that this supplementary article shall be concluded in part only, at this time, and that a deputation of a Chief, or Warrior, from each town with their Interpreter shall proceed with the Agent to explore the country more fully, and if they approve of said country, to sign their names under ours, which shall be considered as finally concluded on our part; and after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding on the contracting parties.

In testimony whereof the United States Indian Agent, and the Chiefs and Warriors of the Delaware Nation of Indians, have hereunto set their hands, at Council Camp, on James' fork of White River, in the State of Missouri, this 24th day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

GEO. VASHON, U. S. Ind. Agent.

27.

Publication relative à la convention conclue le 18 *Mars* 1829 *entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives, du* 23 *Octobre* 1829.

(*Intelligenzblatt für den Isarkreis* 1829. den 4ten Nov. *Neueste Staatsakten* Bd. 16. p. 125.)

In Folge eines zwischen Baiern und Oesterreich bestehenden Traktates vom 14ten April 1816, ist über die einem nachfolgenden Einverständnisse überlassen

gebliebenen Forst- und Salinenverhältnisse eine be- 1829
sondere Konvention am 18ten März 1829 in Wien abgeschlossen worden, welche die beiderseitige Allerhöchste Ratifikation erhalten hat.

Da mehrere Bestimmungen dieser Konvention für die Folge den betreffenden K. Baierischen Gerichtsbehörden, Aemtern und Unterthanen zur Richtschnur dienen, und in Anwendung kommen müssen, so wird nach Allerhöchster Anordnung das Nöthige hierüber zur allgemeinen Kenntnifs und Nachachtung bekannt gemacht.

Die Salforste betreffend.

1. Von den bisherigen Salforsten auf K. K. Oesterreichischem Landesgebiete verbleiben, nach Art. I. der Konvention der K. Baierischen Regierung unwiderruflich:

a. Im Leogang und Buchweisbachthale. Die Schwarzwälder:

Wimpach und Saupach, Schwarzbach und Plamm Maysbach, Finsterbach, Kryenbach, Walchersbach Frundlkendl, Mardeck, Reichenspielberg mit dem Waldort Ochseneck, Ocheneck (Schwarzwald) Käserspach, Puchweisbach.

b. Im Bezirk von Lofer und Unken,

aa. die Schwarzwälder:

Rechtschutt, Loferalben, Grofsweyfspach, Oedenpackeben und Ganifs, Oedenpach, Pranger, Fufsthal, Schwarzberg, Hochruednerspach, Prunnpach, Luegpach mit Neustallen, Slifpach mit Gern, Scheyblperg, Fünsterspach mit Mösererpach, Laubenberg, Marteinspühel, Ochsenprunn, Ratmays oder Schinalbl, Wielandspach und Wielandsseiten, Pruntzberg, Reythendel, Afspach, Wannkrat.

bb. Die Baierischen Friewälder:

Wannkrat, Schoberweifspach (der innere) Dornspach, Illersbach, Scharnpach, Innerspach, Steinbach.

c. Im Bezirk der Berchtesgadenschen Zinswaldungen.

Die Zins- und Forstwälder:

Weifsbach, Diefsbach, Fusstein, Gwänd, Pürtzlbach (mit dem Bannwalde) Nebelsberg, Lindau, Gerhardsstein mit Seiseeberg, Grasenbach mit Goldenzweig, Koglperngericht, Grasenwand, Köglstatt-Ur-

1829 mais, Köglstatt-Forstwald, Hirschbüchel mit Scharleithen, Laitenbichel, Hundalbm, Trieflstein, Kötschmair.

2. Aufser diesen vorbezeichneten, ältern Salforsten sind, nach Art. II. der Konvention, der Königl. Baierischen Regierung noch folgende Waldungen überwiesen:

Der Freiwald Artzteck im Leogangthal, die Freiwälder Grub und Pfann in den Hohlwegen, die Bannwälder Scheyblberg und Durnpacheck im Unkenthale.

Die Freiwälder, Tiefenthal oder Tiefenbach Ebmet oder Ebenwald und Hirscheck oder Hirschbach mit Kothleiten im Unkner-Heuthale.

Der Rofskaarwald im Steinbach-Thale.

3. Die Königl. Baierische Regierung wird (laut Art. III.) die vorbezeichneten Waldungen in den, durch eine gemeinschaftliche Kommission beider Regierungen, theils bereits schon im Jahre 1820 näher ausgemittelten, theils erst noch festzustellenden Gränzen, jedoch mit Ausnahme der darin befindlichen, den Unterthanen verbleibenden, oder ihnen durch gegenwärtige Konvention zugewiesenen Güter, Ehealpen, Ehebloſsen, Mähder und Etzen, als volles, unwiderrufliches Grundeigenthum und für ewige Zeiten steuer- und abgabefrei, jedoch unter K. K. Oesterreichischer Souverainetät besitzen.

Waldungen oder Waldtheile, welche von der K. Baierischen Regierung etwa künftig an Unterthanen überlassen oder urbar gemacht werden sollten, verlieren diese Steuer- und Abgabefreiheit.

Der Königl. Baierischen Regierung werden überdiefs noch in Ansehung der von den Berchtensgadenschen Zinswaldungen eingeschlossenen Unterthansgüter und Besitzungen, die vormals von der Fürstl. Berchtensgadenschen Regierung besessenen und ausgeübten grundherrlichen Rechte überlassen.

4. Die Lage, Gränzen, Bestandtheile, Inklaven und übrigen Verhältnisse der an die Königl. Baierische Regierung grundeigenthümlich überlassenen Salforste, werden durch eine gemeinschaftliche Kommission untersucht, festgestellt und inkatastrirt werden.

Eben diese Kommission wird die Vermarkung der betreffenden Salforste theils erneuern, theils wo es nöthig ist, neu vornehmen, um die Gränzlinien dieser Forste und ihrer Inklaven vollkommen festzustellen.

Die Baumgelacken werden, so viel möglich, beson- 1829
ders an den Hauptgränzpunkten durch Marksteine oder Felsengelacke ersetzt werden.

Ueber alle Gränzzüge sind ordentliche auf Vermessung gegründete Gränzplane zu entwerfen und von zwanzig zu zwanzig Jahren wird eine Revision aller dieser Gränzen, und in so weit es nöthig sein wird, die Erneuerung der Gränzzeichen vorgenommen.

Die Eigenthümer der angränzenden oder inklavirten Grundstücke, werden Auszüge aus den Gränzbeschreibungen erhalten. Sie sind auch zur Aufsicht über die Gelacke verpflichtet.

5. Die von den Salforsten eingeschlossenen Güter, Mähder, Etzen und andere Grundstücke der Privaten, ferner die in diesen Forsten bestehenden schwandrechtlichen Blöfsen der Ehealpen und Maisalpen, endlich die auf den Inklaven oder auf dem Waldgrunde selbst errichteten Futterhöfe, Käfer, Viehschirme, Hütten, Weidehäge und andere Gebäude oder Vorrichtungen, verbleiben, nach der Bestimmung des Art. IX. der Konvention, ihren Besitzern in der Zahl und Gröfse belassen, wie sie die gemeinschaftliche Saalforstkommission an Ort und Stelle getroffen und im Kataster verzeichnet hat.

6. In Ansehung der stocklosen Blöfsen innerhalb der Gränzen der Salforste, auf welchen kein Schwandrecht haftet, soll es (laut Art. X.) auf nachstehende Weise gehalten werden:

a. Die stocklosen Blöfsen in den Weidebezirken der Maisalpen oder der gemeinen Blumbesuche sind den übrigen eingemischten Waldblöfsen gleichzuachten und als Waldgrund zu behandeln,

b. die um die Alpgeläger der Maisalpen herum bestehenden stocklosen Blöfsen werden diesen Alpen als schwandrechtige Lichthaltungen belassen und ausgelacket, insofern sie nicht den Flächenbetrag von zwei Tagwerken (zu 40,000 Baierischen Quadratfufsen) für jedes Käserrecht, bedeutend überschreiten, in welchem letztern Falle von Königl. Baierischer Seite eine Beschränkung auf vorbemerktes Maafs verlangt werden kann.

Durch diese Zutheilung von schwandrechtigen Lichthaltungen sollen die betreffenden Maisalpen we-

1829 der eine Veränderung in ihrer Eigenschaft als solche erlangen, noch eine neue Abgabenbelegung erleiden.

c. Von den stocklosen Blöfsen, welche sich an die Alpgeläger oder Ehealpen, oder an die schwandrechtigen Eheblöfsen dieser Alpen anschliefsen, werden zwei Drittheile denselben als Erweiterung ihrer Eheblöfsen mit Schwandrecht ausgelassen und ausgelackt, der Rest aber dem bestandenen Schwarzwalde zugetheilt, und demselben gleichgehalten werden.

Bei der gemeinschaftlichen Ausmittelung des Flächeninhalts der auf vorbemerkte Art zu vertheilenden Waldblöfsen, sollen weder die bereits schwandrechtigen Parteien, noch die kahlen Felsen eingerechnet werden, und es ist bei der Abtheilung selbst auf die Arrondirung der reinen Weide einerseits, so wie des Waldes anderseits, gleich billige Rücksicht zu nehmen.

Das ganze Abtheilungsgeschäft wird gemeinschaftlich von Abgeordneten beider Regierungen innerhalb der nächsten drei Jahre vollendet sein.

7. Nach Art. XII. der Konvention ist die Königl. Baierische Regierung berechtigt, den nachhaltigen Holzertrag ihrer sämmtlichen Salforste, ohne Ausnahme irgend einer Holzgattung zu fällen, zu ihren Salinen oder andern Werken auszutriften oder auszuführen, das Holz auf dem Stocke zu verkaufen, oder auf andere Art zu verwenden, wie auch alle Forstnebenprodukte zu benutzen und zu verwerthen, ohne davon Stockgeld, Forstzins oder wie immer Namen führende Abgaben an die K. K. Oesterreichische Regierung zu entrichten.

Unter den erwähnten Forstnebenprodukten werden die Früchte, Harze, Abfälle der Bäume und übrigen vegetabilischen Erzeugnisse des Waldbodens, ferner die mineralischen Bestandtheile desselben verstanden, welche nicht nach den Landesgesetzen als Regalien zu betrachten sind.

Das Holz und die Forstnebenprodukte, welche die Königl. Baierische Regierung aus ihren Salforsten bezieht, so wie das Holz, welches sie etwa zum Gebrauche ihrer Salinen von K. K. Oesterreichischen Unterthanen in den Pfleggerichten Salfelden und Lofer erkauft, ist bei der Ausfuhr oder Austriftung aus dem K. K. Oesterreichischen Gebiete, von Bezahlung jeder

uth, oder irgend eines Ausfuhrzolls, oder einer 1829
dern ähnlichen Abgabe befreit.

8. Der Art. XIV. der Konvention bestimmt: fs zu dem Holzschlage in den Salforsten nur K. K. sterreichische Unterthanen als Holzmeister verwen- t werden können, insoferne sie sich mit billiger ezahlung begnügen und in hinreichender Anzahl vor- anden sind. Von dieser Bestimmung machen jedoch ie Theile der ehemals Berchtesgadenschen Zinswal- ungen eine Ausnahme, aus welchen das Holz von her durch Berchtesgadensche Unterthanen zur Saline rauenreit gebracht worden ist.

Die als Holzmeister verwendeten K. K. Oester- eichischen Unterthanen und die Arbeiter derselben erden in Hinsicht auf Verpflichtung zum Militair- ienste, ganz den Arbeitern der nämlichen Art in en K. K. Oesterreichischen Salinenforsten gleichge- alten werden.

Die Wahl, Aufnahme und Entlassung der Holz- neister steht, wie bisher, der Königl. Baierischen Re- ierung frei.

9. Die Königl. Baierische Regierung bleibt (laut rt. XV.) im Besitze des Rechts der freien und aus- chliefsenden Benutzung der Triftbäche im Bezirk der alforste und der Sale selbst, zum Behuf der Holz- usbringung aus diesen Forsten. Sie ist befugt, hier- u nicht nur die bereits bestehenden Klausgebäude und chwellwerke, welche ihr selbst oder ihren Holzmei- tern eigenthümlich angehören, ungehindert zu ver- venden, sondern auch nach Bedarf neue derlei Holz- ringgebäude auf denjenigen Bächen zu errichten, wel- he nach dem Grundbuche der Salforste berechtigte Klausbäche sind.

Die K. K. Oesterreichische Regierung behält sich ie Mitberechtigung zur Holztrift auf der Sale von der Leoganerbrücke bis zur Baierischen Landesgränze vor, doch wird hiervon nur nach vorläufigem Benehmen mit den Königl. Baierischen Behörden und auf eine solche Weise Gebrauch gemacht werden, welche ie Baierische Holztrift nicht beirrt.

10. Um die Beschädigungen der Unterthansgründe bei der Holzbringung zu verhüten, sollen die grofsen Drehlinge am Stocke gespalten, das Holz so viel möglich durch Rissen aus den Schlägen zu den Bächen

1829 gebracht, und das Brennholz auf eine Scheiterlänge von 3½ Fufs Baierisches Maafs (bei gehacktem Holze mit Einschlufs des Spranges) beschränkt werden.

Die Trift der Sägprügel von neun Fufs Länge kann nur auf dem Unkenbache, und die Trift von noch gröfseren Stämmen nur auf der Sale, von der Einmündung des Unkenbachs anfangend, statt finden.

In Ansehung des Schadenersatzes bei der Holztriftung auf den Seitenbächen soll es bei dem Herkommen verbleiben, gemäfs welchem den Holzmeistern von denjenigen Holzarbeiten, die bei ihrer Bringung aus den Schlägen oder auf den Seitenbächen Beschädigungen verursachen können, ein verhältnifsmäfsiger Betrag per Klafter (das Ableggeld genannt) in den Lieferpreis eingerechnet, und ihnen zur Pflicht gemacht wird, die Betheiligten schadlos zu halten.

Die Trift auf dem Hochwasser der Sale, d. i. von der Leoganerbrücke abwärts, soll wie bisher von allen Ansprüchen auf Schadenersatz frei bleiben.

Wegen des Ableggeldes und der Unterhaltung der Werke an den Seitenbächen gelten folgende Bestimmungen:

a. Die Unken vom Einflufs des Grofsweisbaches bis zu ihrer Einmündung in die Sale; dann die Leo von der Vereinigung des Griesenbaches mit dem Schwarzler sollen als Haupttriftbäche behandelt und betrachtet werden.

Die höher liegenden Theile der Unken und der Leo und alle übrigen Bäche im Bezirke der Salforsten gelten für gemeine Triftbäche.

b. Bei den Haupttriftbächen liegt den Besitzern der angränzenden Grundstücke ob, ihre Uferversicherungen, Wasserauslafskanäle u. s. w. in einem Zustande zu erhalten, dafs die Trift ungehindert passiren kann.

c. Als Ersatz für die Triftbeschädigungen und als Beitrag zur Unterhaltung der Werke an den Haupttriftbächen werden von der Königl. Baierischen Regierung jährlich, ohne Rücksicht auf Gröfse des Schadens und ohne Steigerung für aufserordentliche Fälle, an die K. K. Oesterreichische Behörde bezahlt:

für jede Klafter nach Baierischem Normalmaafs, welche aus dem Leoganthale getriftet wurde, drei Kreuzer Reichswährung, für jede solche Klafter,

welche aus dem Unkenthale in die Sale getriftet 1829
wurde, ½ Kreuzer Reichswährung.

d. Aufserdem zahlt die Königl. Baierische Regierung, jeder, zur Zeit an den Haupttriftbächen bestehenden Mühle, zwei Gulden, und jeder auf gleiche Art gelegenen Schmiede einen Gulden jährliche Ablege, für die Jahre, in welchen auf den betreffenden Haupttriftbächen wirklich eine Holzbringung zur Saline statt gefunden hat.

Es bestehen vier solche Mühlen und zwei solche Schmieden.

11. Diejenigen K. K. Oesterreichischen Unterthanen, öffentlichen Gebäude und Anstalten, welche bisher mit ihrem Holzbedarf auf die betreffenden Salforste angewiesen waren, erhalten auch fernerhin in diesen Waldungen das benöthigte Brennholz, Bauholz, Zaunholz, Dachholz, und Ladholz, insofern dieser Bedarf nicht durch den Ertrag an Eigenwäldern, Hofsachen und Freigelacken oder Freiwaldungen, nachhaltig gedeckt ist.

Zur Vermeidung der Anstände wird ein Kataster der Einforstung in die Salwaldungen hergestellt werden.

12. Mit den zum Holzbezuge aus den Salforsten Berechtigten wird von zehn zu zehn Jahren abgerechnet. Sie sind nicht ermächtigt, jedes Jahr eine gleiche Quantität abzunehmen, sondern sie können nach ihrem Bedarfe von dem ihnen für das ganze Jahrzehnt gebührenden Betrage in einigen Jahren mehr, in andern weniger beziehen.

Was sie jedoch am Ende des Jahrzehnts von dem ihnen für die Dauer desselben gebührenden Betrage nicht genommen haben, kann nicht nachgenommen werden, sondern fällt dem Walde anheim. Auch sind sie nicht berechtigt, von dem erst in dem folgenden Dezennium ihnen gebührenden Holze, vor Anfang desselben etwas zu beziehen.

In Fällen eines aufserordentlichen Holzbedürfnisses wegen Brandschadens, wird die Königl. Baierische Regierung den Eingeforsteten besondere Unterstützungen aus den Salforsten zukommen lassen.

Es ist den zum Holzbezuge aus den Salforsten Berechtigten nicht gestattet, das erhaltene Holz zu veräufsern oder zu andern Zwecken, als wozu es ihnen gereicht wird, zu verwenden.

1829 Für die katastermäfsige ständige Holzabgabe aus den Salforsten wird von der Königl. Baierischen Regierung nur das altherkömmliche Schreib- und Anweisgeld von sechs Kreuzern Reichswährung für jede besondere Anzeige erhoben.

13. Die K. K. Oesterreichische Regierung wird keinen Konsens zu neuen Bauführungen oder zu anderen Holz erfordernden Vorrichtungen ohne vorläufige Einvernehmung und Beistimmung der K. Baierischen Behörde für solche Punkte ertheilen, welche innerhalb der Gränze eines Salforstes oder überhaupt so gelegen sind, dafs das Holz aus denselben nicht wohl von einem andern Walde als aus einem Baierischen Salforste gebracht werden kann.

14. Dem Herkommen gemäfs, werden die Holzmeister auch zukünftig gehalten sein, über jedes hundert Klafter der Ansage, ein Klafter Brennholz mehr zu bearbeiten und zu bringen. Dieser Ueberschufs ist zur unentgeltlichen Vertheilung an Geistliche und Schulen im Bezirke der Salforste bestimmt, welchen die Auffangung desselben aus den Triftbächen gestattet wird. Die Vertheilung bleibt, nach Maafsgabe der jährlichen Holzansage, den Königl. Baierischen Behörden überlassen.

15. Die Weidebenutzung in den Salforsten wird den hiezu berechtigten Gütern und Alpen in der Ausdehnung und Weise ferner unentgeltlich gestattet werden, welche sie wohl hergebracht haben, und sich mit dem Zwecke der Erhaltung des Waldstandes verträgt.

Um desfalls künftigen Beschwerden und Irrungen vorzubeugen, wird ein Kataster der Weideberechtigungen angefertigt und deren bereits begonnene Beschreibung und Liquidation ergänzt werden.

16. In Ansehung der Weideverhältnisse in den Salforsten haben im Allgemeinen nachfolgende Normen zu gelten, welche auch bei Verfassung des Weidekatasters zu befolgen sind:

a. Ehealpenbesitzer sollen so viel Vieh in die zum Weidebezirk ihrer Alpen gehörigen Theile der Salforste treiben dürfen, als sie berechtigte Gräser urkundlich nachweisen können oder hergebracht haben.

b. Bei den Maisalpen und gemeinen Blumbesuchen hat sich das Maafs der Weideberechtigung nach den zur Zeit in Wirksamkeit stehenden Eichbriefen zu richten.

c. Wo diese Eichbriefe fehlen, sind sie in der 1829
Art zu veranlassen und herzustellen, dafs von dem ganzen Winterfutterstande der weideberechtigten Güter, die Gattung und Zahl des Viehes in Abzug gebracht wird, welches seine genügliche Weide in den zum Gute gehörigen Heimgrasungen findet, und der Rest als eichbriefmäfsiger Viehstand für die Salforste erscheint.

d. An Orten, wo dermalen selbst das eichbriefmäfsige Vieh in die Waldungen nicht aufgetrieben wird, soll es jederzeit in der Macht der Weideberechtigten stehen, diese Zahl zu erfüllen.

e. Die Gestattung eines verstärkten Viehauftriebs an die Weideberechtigten über die eichbriefmäfsige Zahl, bei allenfalls vermehrter Waldweide, bleibt der Königl. Baierischen Forstbehörde vorbehalten, und ist zu jeder Zeit wiederruflich.

f. Die Aufkehr von fremdem, Lohn- oder sogenanntem Aufnahmvieh, aufser in die Eigenthums- oder Ehealpen, ist in den Salforsten durchaus verboten, doch wird diese Beschränkung niemals auf die ärmeren in ihrem Viehstande herabgekommenen Weideberechtigten in dem Maafse ausgedehnt werden, dafs ihnen die Mittel benommen würden, wieder zu demselben zu gelangen.

g. Der Auftrieb von jungen Pferden, von Schafen, Ziegen und ungeringelten Schweinen in Weidebezirke, welche sich über Maise oder über Schläge verbreiten, deren Holzbestand dem Bereiche des Viehs noch nicht entwachsen sind, soll gänzlich untersagt sein. Auch darf von diesen dem Waldstande verderblichen Viehgattungen, keine gröfsere Zahl zur Weide in die Salforste gelassen werden, als der landwirthschaftliche Betrieb der weideberechtigten Güter mit sich bringt.

h. Wenn in den Urkunden, auf welche sich die Weideberechtigung gründet, keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind, so soll ein Pferd, welches noch kein Jahr alt ist, für zwei Gräser oder Kuhgräser, ein Pferd, welches ein Jahr und darüber alt ist, für drei Gräser, zwei Rinder unter einem Jahre für Ein Kuhgras, und fünf Schafe oder Ziegen, gleichfalls für Ein Gras gerechnet werden.

1829 i. Die Zeit für den Auftrieb des Weideviehs in die Salforste und für den Abtrieb desselben wird jährlich von dem K. K. Oesterreichischen Land- oder Pflegegerichte des Distrikts, nach Beschaffenheit der Witterung und unter Rücksprache mit der Königl. Baierischen Forstbehörde, bestimmt und bekannt gemacht werden.

17. Aufserhalb der Gränzen der Schwandrechte kann jede zur Beförderung des Nachwuchses am Holzbestande dienliche Vorkehrung getroffen werden, bei welcher keine Sperrung des Weideganges statt findet.

Die Forstkultursunternehmungen hingegen, wobei der Weidegang durch Befriedigung mit Hag und Graben oder durch Hut eine Verhinderung erleiden soll, unterliegen folgenden Bestimmungen:

a. Im Allgemeinen darf die örtliche Beschränkung der Weide zum Behufe der Forstkultur den funfzigsten Theil der Waldfläche eines Weidebezirks nicht überschreiten.

b. Diese Verfügung erstreckt sich nur auf die Weidebezirke der Alpen oder gemeinen Blumbesuche im Ganzen u. s. w.

c. Bei Bestimmung des funfzigsten Theils eines Bezirks zur Forstkultur werden die kahlen Felsen und schwandrechtigen Blöfsen abgezogen.

d. Die Wahl der Befriedigungsart und die Dauer derselben ist dem Forstpersonal überlassen.

e. Bei den Weidebezirken der Ehealpen, deren schwandrechtige Blöfsen eine Erweiterung erhalten, ist der Königl. Baierischen Regierung als Gegenleistung hiefür, und als nothwendiges Mittel, um den Rest der stocklosen Blöfsen nach und nach wieder in Holzbestand zu bringen, die Befugnifs eingeräumt, aufser dem vorbemerkten funfzigsten Theile des ganzen Waldweidebezirkes, noch insbesondere den Flächenbetrag des fünften Theiles der vorbehaltenen stocklosen Blöfse in Befriedigung zu setzen, und nach Gutbefinden in solcher zu erhalten.

f. Wenn neue unbefugte Schwendungen in den Salforsten vorgenommen werden sollten, so ist die Königl. Baierische Regierung berechtigt, die geschwendeten Waldpartien für die zum gesicherten Nachwuchs erforderliche Zeit, durch besondere Befriedigung dem Weidegange zu entziehen, ohne dafs hie-

rch dem Maafse der übrigen Forstkultursberechtigun- 1829
n Eintrag geschehen soll.

18. Nach Inhalt des Art. XXXI. der Konven-
on, steht der Königl. Baierischen Regierung die
orstverwaltung ausschliefsend zu. Sie ist zu diesem
nde berechtigt, Forstämter im K. K. Oesterreichi-
chen Gebiete zu errichten, mit dem ihr nöthig schei-
enden Personal zu besetzen, und sie kann die Lei-
ung des Geschäftes sowohl durch die betreffenden Sa-
inenämter, als durch abgeordnete Kommissarien be-
orgen lassen.

Den zur Salforstverwaltung bestimmten K. Baier.
ehörden und Beamten liegt überhaupt die Besorgung
ler Geschäfte ob, welche mit der Forstverwaltung
n Allgemeinen, mit der Bewirthschaftung, Benutzung,
rhaltung, Verbesserung und Beschützung der Wäl-
er verbunden sind.

19. Die Königl. Baierische Regierung wird wie-
er in den eigenthümlichen Besitz des sogenannten
aierischen Waldmeisterhauses zu Salfelden mit sei-
en Nebengebäuden und den dazu gehörigen Grund-
ücken eingesetzt.

Besagte Gebäude bleiben, in so lange sie nicht
i Privatbesitz übergehen, von allen Steuern und Ab-
ben befreit. Von den dazu gehörigen Grundstücken
ezahlt die Königl. Baierische Regierung alle Abgaben,
leich einem andern Besitzer.

Es ist ihr gestattet, noch andere Wohngebäude
i Bezirke der Salforste für ihr untergeordnetes Forst-
ersonal zu erbauen oder zu erkaufen, welche alsdann
eiche Abgabenfreiheit wie das Waldmeisterhaus zu
lfelden geniefsen werden.

20. Die Königl. Baierischen Forstämter im K. K.
esterreichischen Gebiete werden (laut Art. XXXIII)
i allen Gelegenheiten als öffentliche Behörden be-
andelt und betrachtet werden.

Die bei denselben angestellten Königl. Baierischen
eamten geniefsen bei ihren Geschäftsverbindungen
it K. K. Oesterreichischen Behörden und auch aufser-
m, gleichen Rang, und auch gleiche Auszeichnung
it den K. K. Oesterreichischen Beamten derselben
ategorie.

Die von ihnen ausgestellten amtlichen Zeugnisse
id Urkunden haben die nämliche Beweiskraft, welche

1829 nach den K. K. Oesterreichischen Gesetzen den von K. K. Oesterreichischen Beamten derselben Kategorie ausgestellten Amtszeugnissen und Urkunden beigelegt ist.

21. Es steht der Königl. Baierischen Regierung frei, bei ihren Forstämtern im K. K. Oesterreichischen Gebiete oder als Aufsichtspersonal in den K. Baierischen Salforsten auch Oesterreichische Unterthanen anzustellen, welche jedoch dadurch nicht aus dem Oesterreichischen Unterthansverbande treten. Sie unterliegen wie andere Königl. Baierische Beamte und Diener den Königl. Baierischen allgemeinen und besonderen Dienstvorschriften und sind in Dienstsachen ihren vorgesetzten Behörden untergeordnet und zum Gehorsam verpflichtet.

22. Die bei den Königl. Baierischen Forstämtern im K. K. Oesterreichischen Gebiete oder in den K. Baierischen Salforsten als Beamte oder zur Aufsicht angestellten Königl. Baierischen Unterthanen behalten ihre Eigenschaft als Königl. Baierische Unterthanen, wenn sie sich auch länger als zehn Jahre ununterbrochen im Oesterreichischen Gebiete aufhalten.

Sie werden von den K. K. Oesterreichischen Behörden und Gerichten in allen Fällen nach den Vorschriften und Gesetzen behandelt werden, welche in Ansehung der in den K. K. Oesterreichischen Staaten sich aufhaltenden Fremden bestehen. Doch haben die polizeilichen Maafsregeln, welche in Hinsicht der blofs Durchreisenden oder kürzere Zeit in den K. K. Staaten verweilenden Ausländer in Uebung sind, auf sie keine Anwendung.

Sie und ihre Familien werden von der Militairkonskription und von allen Abgaben befreit sein, zu deren Entrichtung die in den K. K. Oesterreichischen Staaten sich aufhaltenden Fremden nicht verpflichtet sind.

Bei Sterbefällen werden von den K. K. Oesterreichischen Gerichten in Ansehung ihres Nachlasses nur diejenigen Vorkehrungen getroffen werden, welche überhaupt zum Besten der etwa abwesenden Erben und zur Sicherstellung der inländischen Gläubiger des Verstorbenen in dergleichen Fällen gesetzlich vorgeschrieben sind u. s. w.

23. Nach Art. XXXVI. der Konvention steht die Gerichtsbarkeit in den Salforsten und vormals Berchtesgadenschen Zinswaldungen den K. K. Oesterreichi-

schen Landesfürstlichen Behörden, in deren Bezirken 1829
sie liegen, und zwar den Oesterreichischen Gesetzen gemäfs, in Ansehung der eigentlichen Verbrechen den Kriminalgerichten und in Ansehung der mindern Frevel den ersten polizeilichen Instanzen zu.

Doch ist das Königl. Baierischerseits aufgestellte Forstaufsichtspersonal berechtigt, die auf der That betretenen Forstfrevler oder Verbrecher zu pfänden, oder auch anzuhalten, um sie sogleich an die betreffende Oesterreichische Behörde zu stellen, welcher jedenfalls das abgenommene Pfand unverzüglich zu übergeben ist.

24. Da die regrefsmäfsige Waldstrafordnung für die Salforste vom Jahre 1781 den gegenwärtigen Zeitverhältnissen nicht mehr angemessen ist, so wird die K. K. Oesterreichische Regierung eine zweckmäfsigere und mit den in Oesterreich geltenden Gesetzen mehr in Einklang stehende Waldstrafordnung in den Salforsten einführen lassen. Bis dahin bleibt die Waldstrafordnung vom Jahre 1781 soweit in Wirksamkeit, als die darin aufgeführten Forstfrevel nach den Oesterreichischen Strafgesetzen nicht als Verbrechen zu betrachten sind. Auf Fälle, welche diesen Charakter annehmen, wird das allgemeine Oesterreichische Strafgesetzbuch angewendet.

Das Jagdrevier Falleck betreffend.

1. Die Königl. Baierische Regierung tritt in den unwiderruflichen, eigenthümlichen und für immer steuer- und abgabenfreien Besitz des vormals vom Stifte Berchtesgaden ausgeübten hohen und niedern Jagdrechts in dem erweiterten Jagdrevier Falleck auf Salzburgischem-, nun K. K. Oesterreichischem Gebiete.

Sie wird überdies das im besagten Revier liegende sogenannte Jagdgut Falleck mit den dazu gehörigen Gebäuden, Grundstücken und Nutzungsrechten als volles Eigenthum besitzen.

2. Die Gränze des erweiterten Königl. Baierischen Jagdreviers Falleck auf K. K. Oesterreichischem Gebiete geht am grofsen Hundstödt von der Landesgränze zwischen Baiern und Oesterreich ab, sie zieht sich anfangs über das sogenannte Platterer der Windbachscharte (im Salfeldischen) zu, läuft von da in westlicher Richtung auf dem Rücken des Gebirges

1829 fort, bis an den Rauchenkopf und fällt in des Saukendl auf die Sale herab. — Sie folgt nun dem Rinnsale dieses Flusses bis zur Kleberauerbrücke, verläfst es dort wieder, und steigt im Kleisengraben oder Grasenbache nach der Gränze des vormals Berchtesgadenschen Zinswaldes Grasenbach mit Goldenzweig in östlicher Richtung auf, bis zum sogenannten Geissteig an der Grasenwand. Von da läuft sie am nördlichen Fufse der Felsenwände des Gerhardsteines fort, bis an den Lützelkogel, vereinigt sich hier mit dem Lützelalphshage u. der alten Jagdgränze (von 1734), folgt ihnen über die Hirschbichlereinsattlung bis zur Gegenseite des Gebirges, steigt dort nach dem Rücken des Hufnagels auf die Höhe des Sulzensteines, und schliefst sich daselbst wieder der Landesgränze zwischen Baiern und Oesterreich an.

3. Die Verwaltung des Königlich-Baierischen Jagdrechtes im Fallecker-Revier wird von Seite des Königlich-Baierischen Jagdamtes Berchtesgaden geschehen. Es steht der Königl. Baierischen Regierung zu, das zum Schutze und zur Ausübung der Jagd für nöthig erachtete subalterne Personal auf K. K. Oesterreichischem Gebiete zu bestellen.

Das Königlich-Baierische Jagdaufsichtspersonal des Fallecker-Reviers, welches seinen Wohnsitz auf K. K. Oesterreichischem Gebiete haben wird, soll in allen Stücken dem Königl. Baierischen Forstaufsichtspersonale im Bezirk der Salforste gleich gehalten sein.

4. Nach den Bestimmungen des Artikels VII. des 2ten Abschnitts der Konvention steht die Gerichtsbarkeit in dem oben bezeichneten Jagdreviere auf K. K. Oesterreichischem Gebiete der K. K. Oesterreichischen Regierung auch in Ansehung der Jagdfrevel zu.

In dem Falle jedoch, wenn das Königl. Baierische Jagdpersonal in besagtem Revier Jagdfrevler betreten sollte, welche Königlich-Baierische Unterthanen sind, ist dasselbe befugt, sie nicht nur anzuhalten, sondern auch nach Berchtesgaden zur weitern Verhandlung abzuführen.

Werden aber K. K. Oesterreichische Unterthanen oder Unterthanen einer dritten Regierung auf einem Jagdfrevel im besagten Revier von dem Königlich-Baierischen Jagdpersonale betreten, so kann letzteres

so zwar anhalten, ist jedoch verpflichtet, sie unver- 1829
züglich der kompetenten K. K. Oesterreichischen Behörde zu überliefern, welche nach den K. K. Oesterreichischen Strafgesetzen wider dieselben verfahren, und das Königlich-Baierische Jagdamt von dem erfolgten Erkenntnifs benachrichtigen wird.

Den K. K. Oesterreichischen Behörden ist zur Pflicht gemacht worden, nicht nur dem Königlich-Baierischen Jagdrechte jeden gesetzlichen Schutz angedeihen zu lassen, sondern auch insbesondere die Jagdfrevler zum Ersatze des dem Königlich-Baierischen Aerar zugefügten Schadens anzuhalten.

Den Salzbergbau am Dürrenberge betreffend.

1. Der K. K. Oesterreichischen Regierung wird (laut Artikel I. und II. des dritten Abschnitts) zum Behufe ihres Halleiner Salzbergbaues am Dürrenberg ein unmittelbar an die Landesgränze anstofsendes Grubenfeld nach folgender über Tag vermarkten Form und Ausdehnung auf dem Königl. Baierischen Landesgebiete zugewiesen, in welchem Grubenfelde sie das Bergbaurecht auf Salzsoole und Steinsalz für immer, auch gänzlich steuer- und abgabenfrei, jedoch unter Königl. Baierischer Souverainetät besitzen wird.

Die Vierung dieses Grubenfeldes auf Königlich-Baierischem Gebiete, soll unmittelbar an die Landesgränze, und zwar in die Hauptrichtung des bisherigen Aufschlusses vom Salzgebirge am Dürrenberge gelegt werden.

Als Hauptrichtung dieses Aufschlusses und des künftigen Grubenfeldes wird eine Linie angenommen, welche vom Abgehen des Wolfdietrich-Stollschurfes im Johann-Jakobberge über das Feldort dieses Berges am Fassungspunkte des stinkenden Wässerls zu ziehen ist.

Die südöstliche und die nordwestliche Markscheide der Vierung werden von zwei graden, mit der Hauptrichtungslinie parallel laufenden Linien gebildet; wovon erstere vierhundert Salzburgische Berglachter zu sechs Werkschuhen vom Fufse des Teufenbach-Tageschurfes, und letztere gleichfalls vierhundert solche Lachter vom gegenwärtigen Feldorte des Ducker-Versuchbaues, als den beiden äufsersten

1829 Punkten des bisherigen Grubenbaues auf Königl
Baierischem Gebiete abstehen werden.

Die erwähnten Anstände sind söhlig und re
winklich auf die Richtungslinie der Markscheid
messen.

Die nordöstliche Markscheide folgt der Lan
gränze zwischen Oesterreich und Baiern.

Die südwestliche Markscheide besteht in e
geraden Linie, welche achtzehn Berglachter hi
das oben bemerkte Feldort des Johann-Jakobbe
in die Kreuzstunde der Hauptrichtung des Gruben
des gelegt wird, mithin die südöstliche und n
westliche Markscheide rechtwinklich schneidet.

Das solchergestalt ausgezeichnete Grubenfeld
dem Fallen nach keine Begränzung haben; son
an allen Punkten saiger in die ewige Teufe niederse

2. Die K. K. Oesterreichische Regierung m
sich (laut Art. VII. des dritten Abschnitts) verb
lich, allen Schaden zu vergüten, welcher den Kö
lich-Baierischen Unterthanen durch die Unternehm
gen des Salzbergbaues der Saline Hallein zuge
werden könnte.

Die Königl. Baierischen Behörden werden ih
seits dazu mitwirken, dafs in solchen Fällen die
findung der Beschädigten auf eine für beide Th
gleich billige Weise erfolge.

Man wird die für frühere Beschädigungen
für bleibende Lasten den Betheiligten von dem
nenannte Hallein zugesicherten oder alt herkömmli
Bezahlungen und Leistungen gemeinschaftlich e
ben, in ein Verzeichnifs bringen, und dieselben w
den auch fernerhin entrichtet oder erfüllt werden

3. Nachdem ein Theil des Erwerbes bei
Grubenbetriebe der K. K. Oesterreichischen Sa
Hallein am Dürrenberge gemäfs früherer Vert
oder durch besondere Verleihungen an vorm
Berchtesgadensche, nun Königlich-Baierische Un
thanen jener Gegend übergegangen ist, so wer
diese Unterthanen in ihrem Besitze und in dem
nusse der damit verbundenen Vortheile auch fer
hin unwiderruflich, und nach einem besonders h
über bestehenden Uebereinkommen belassen wer

4. Der K. K. Oesterreichische Salzbergbau am D
renberge wird in Ansehung seines Bedarfs an Grubenh

eine Quantität von jährlichen dreihundert Klaftern 1829
126 Baierischen Kubikfufs) in die acht sogenannten
stwaldungen auf Baierischem Gebiete, Namens: Priel-
ld, Hangendmoos, Haarpoint, Rostock, Rofsbeithe,
ndlau, Mittereckwald und Eckwald eingeforstet.
r desfallsige Holzbezug hat unentgeltlich nach ei-
m besonderen Regulative zu geschehen.

5. Innerhalb der auf Baierischem Gebiete ausge-
ckten Vierung steht es der K. K. Oesterreichischen
gierung frei, Steinbrüche, Thon, Lehm, Sandgru-
n u. s. w. für den Bedarf bei ihrem Salzbergbaue
d den dazu bestimmten Baulichkeiten anzulegen, in
fern sie sich mit dem Eigenthümer des Grundes
rwegen abfindet.

Wenn der Steinbruch, Thon-, Lehm- oder Sand-
e auf einem Freigrunde oder dem Königl. Baieri-
n Aerar zugehörigen Platze angelegt wird, so
d der Grund zu erwähntem Gebrauche unentgeltlich
rlassen.

6. Die Königl. Baierische Regierung behält sich
e landesherrliche Oberaufsicht über den Halleini-
n Salzbergbau im Königlich-Baierischen Ge-
te bevor.

Die Verwaltung und Leitung des K. K. Oester-
chischen Salzbergwerks am Dürrenberge, ohne Un-
schied, ob es diesseits oder jenseits der Landes-
ze betrieben wird, bleibt ausschliefsend der K. K.
sterreichischen Regierung und den von ihr hierzu
gestellten Behörden überlassen.

Wenn von K. K. Oesterreichischer Seite ein
beamter oder Aufseher auf Königl. Baierischem
iete innerhalb der Vierung des K. K. Oesterrei-
chen Grubenfeldes bleibend bestellt werden wollte,
wird dieses von Königl. Baierischer Seite nicht
wehrt werden.

Ein solcher K. K. Oesterreichischer Beamter oder
Aufseher tritt dann ganz in das Verhältnifs gegen
die Königl. Baierische Behörde, welches hinsicht-
lich der Königl. Baierischen Forstbeamten und Auf-
seher in den Salforsten gegen die K. K. Oesterreichi-
schen Behörden durch die Konvention bestimmt wurde.

7. Das gesammte im Dienste des K. K. Oester-
reichischen Halleiner Salzwerkers stehende Bergper-
nal, mit Inbegriff der darunter befindlichen Königl.

1829 Baierischen Unterthanen, ist in allen Dienstan genheiten, und so viel die Disziplin im Dienste be an die K. K. Oesterreichischen Dienstesvorschrifte bunden, und ohne Unterschied, ob es seine Diens K. K. Oesterreichischen oder im Baierischen Ge in der Grube oder über Tag verrichtet, dem K Oesterreichischen Salinenamte Hallein untergeo welchem daher auch das Recht zusteht, Verle gen der Dienstpflichten, mit Verweisen, Löhn abzügen, Suspension und Entlassung vom Di zu ahnden.

8. Die ganzen Tagreviere des K. K. Oesterre schen Grubenfeldes auf Königl. Baierischem Ge und alle im Königl. Baierischem Gebiete ausmün Grubengänge in so fern und in so lange sie nich dem vom K. K. Oesterreichischen Gebiete aus, geschlossenen Halleiner Salzbergbau durchschlägig bleiben unmittelbar der Königl. Baierischen Juri tion und Polizei unterworfen.

Da übrigens die ganz eigenthümlichen Loka hältnisse des Salzbergwerkes am Dürrenberg wohl gestatten, die Jurisdiktion und Polizei in nern desselben gleichfalls nach dem Zuge der desgränze gegenseitig abzuschneiden, so wird die übung der Gerichtsbarkeit und Polizei im Inner erwähnten Salzbergbaues, auch in so weit er sic das Königl. Baierische Gebiet ausdehnt, der K Oesterreichischen Regierung, jedoch nur in Anse der K. K. Oesterreichischen Unterthanen überla Die Königl. Baierischen Unterthanen hingegen die Unterthanen einer dritten Regierung, welche im Innern des Salzbergbaues eines Vergehens Verbrechens schuldig machen, bleiben ohne U schied, ob dieses in dem auf K. K. Oesterreichis oder in dem auf Königl. Baierischem Gebiete lie den Theile des Salzbergbaues geschehen ist, de Baierischen Gerichtsbarkeit unterworfen.

Doch sind die K. K. Oesterreichischen Beh in jedem solchen Falle berechtigt, den Thatbe an Ort und Stelle zu erheben, und wenn Gefah Entweichung droht, den Angeschuldigten anzuh welcher sodann, ohne vorher auf K. K. Oesterre schem Gebiete in Verwahrung gebracht zu we

dem Königl. Baierischen Landgerichte Berchtesgaden 1829
zu überliefern ist.

8. Die weitere Untersuchung und Aburtheilung bleibt der kompetenten Königl. Baierischen Gerichtsbehörde überlassen.

9. Von dem Erfolge der Untersuchung über Vergehen oder Verbrechen, welche im Innern des K. K. Oesterreichischen Salzbergbaues am Dürrenberge vorfallen, wird sich gegenseitig benachrichtigt.

10. Nachdem in Gemäfsheit dieser Bestimmungen die beiderseitigen Gerichte in die Lage kommen können, über Vergehen oder Verbrechen, welche in dem Gebiete des andern Theils begangen worden sind, zu erkennen, und nachdem die allgemeine Regel, welcher zufolge sträfliche Handlungen nach den Gesetzen des Landes, worin sie geschehen, beurtheilt werden sollen, hier in ihrer Anwendung um deswillen mit besonderen Schwierigkeiten verbunden wäre, weil sich nicht immer leicht erkennen läfst, zu welchem Gebiete der unterirdische Punkt, auf welchem das Vergehen oder Verbrechen begangen wurde, gehört, so ist man dahin übereingekommen, ausnahmsweise festzusetzen, dafs ohne Rücksicht, in welchem Gebiete sich die sträfliche Handlung ereignet hat, von den beiderseitigen Gerichten nur nach den eigenen Gesetzen entschieden werden solle. Doch behalten sich beide Allerhöchste Regierungen das Recht bevor, von fünf zu fünf Jahren von dieser Ausnahme zurückzutreten.

Salz- und Getreidetransit aus Tyrol nach Vorarlberg betreffend.

1. Die traktatmäfsig bedungene Freiheit des Durchzugs von Salz und Getreide auf der durch das Königl. Baierische Gebiet aus Tyrol und Vorarlberg ziehenden Strafse erstreckt sich nicht blofs auf K. K. Oesterreichisches Aerarialsalz und Getreide, sondern wird auch, nach Art. I. des 5ten Abschnitts der Konvention, auf das Salz und Getreide ausgedehnt, welches Eigenthum Oesterreichischer Unterthanen ist. Königl. Baierischer Seits wird davon keine Zollmauth oder andere Transitabgabe erhoben werden.

2. Die mit K. K. Oesterreichischem Aerarialsalze oder Getreide beladenen Fuhren und eben so die Fuhren,

1829 welche sich unbeladen an die Niederlagen begeben, um K. K. Oesterreichisches Aerarialsalz zu laden, sind überdies von Bezahlung aller in die Königlich-Baierischen Staatskassen fliefsenden Brücken- und Weggelder und damit verbundenen Stempelgebühren befreit.

Sie zahlen nur dasjenige Weg-, Pflaster- oder Brückengeld, zu dessen Erhebung für eigene Rechnung die an der Strafse liegenden Königl. Baierischen Stadt- oder anderen Gemeinden derzeit berechtigt sind, und in dem Maafse, wie es gegenwärtig besteht.

Von den mit Oesterreichischem Privatsalze oder Privatgetreide beladenen Fuhren wird das allgemein angeführte Weg-, Brücken- oder Pflastergeld ohne Unterschied, ob es für Staats- oder Gemeindekassen erhoben wird, bezahlt.

3. Von dem durch Baiern transitirenden Salze oder Getreide darf unterwegs im Königl. Baierischen Gebiete weder etwas verkauft oder veräufsert, noch ein Vorrath aufgehäuft werden. Den Fuhren, auf welchen Aerarial- oder Privatsalz geladen wird, darf nichts anderes beigeladen werden. Eben so wenig darf Aerarial- und Privatsalz zusammen geladen werden. Diese Bestimmungen wegen ungemischter Ladung gelten auch von dem durch Baiern transitirenden Getreide.

4. Das K. K. Oesterreichische Aerarialsalz darf blofs auf der Strafse, welche von Nesselwängle über Hindelang, Immenstadt, und Simmerberg nach Bregenz führt, und ohne von dieser Strafse abzuweichen, durch das Königl. Baierische Gebiet gebracht werden. Es soll durchaus in Fässern von gleicher Form und von gleichem bekannten Normalgewichtsinhalte (dermalen in Fässern, welche fünf Zentner Salz netto enthalten) verpackt sein.

In keinem Jahre dürfen mehr als dreifsigtausend Zentner Aerarialsalz aus Tyrol durch das Baierische Gebiet nach Vorarlberg verführt werden.

5. Die Spedition des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes durch das Königl. Baierische Gebiet, geschieht auf die bisher gewöhnliche Weise durch sogenannten Abstofs und nach besondern im Art. V. des fünften Abschnittes näher bezeichneten Normen.

In jedem einzelnen Jahre mufs das ganze aus Ty- 1829
nach Baiern eingeführte Salzquantum und in der
ilichen Zahl von Fässern wieder ausgeführt sein.
Die sogenannte Auffüllung der Fässer darf im
igl. Baierischen Gebiete nicht vorgenommen wer-
Die Reparatur der Fässer, oder die durch aufser-
ntlich e Zufälle nothwendig werdende Umpackung
Salzes wird dadurch nicht ausgeschlossen.
Die letzte Salzfaktorei auf K. K. Oesterreichi-
m Gebiete (dermalen in Nässelwängle) wird jedem
fuhrmann nebst dem gewöhnlichen Frachtscheine
h eine besondere Pollete über seine Ladung zu-
len, welche bei der Königl. Baierischen Eintritts-
tion durch die Vergleichung mit dem Frachtscheine
d durch Untersuchung der Ladung zu kontroliren
id in Empfang zu nehmen ist.

Auf gleiche Weise versieht die letzte Salzfakto-
ei auf Königl. Baierischem Gebiete (dermalen in
Simmerberg) jeden Salzfuhrmann mit doppelten Pol-
letten, um eine derselben nach vorgenommener Kon-
trole bei der Königl. Baierischen Austrittsstation, als
Beleg der vollzogenen Durchfuhr des Salzes zurück-
lassen zu können.

6. Die K. K. Oesterreichischen Behörden wer-
den die Königl. Baierischen Unterthanen nicht von
der herkömmlichen Theilnahme an dem Frachterwerbe
bei dem Transporte des Oesterreichischen Aerarial-
alzes ausschliefsen, in so fern sie sich mit billigem
Fuchtlohne befriedigen lassen.

Wenn bei gleichzeitiger Spedition des Königl.
Baierischen Salzes über Immenstadt nach Lindau, Man-
gel an den erforderlichen Fuhren entstehen sollte, so
haben die beiderseitigen Behörden auf gleiche Thei-
lung der Transportmittel genau Bedacht zu nehmen.

7. Für die Durchfuhr des Oesterreichischen Pri-
vatsalzes aus Tyrol nach Vorarlberg werden von der
Königl. Baierischen Regierung, nebst der Hauptstrafse
über Hindelang, Immenstadt und Simmerberg nach
Bregenz, noch zwei Nebenstrafsen in das Gericht Mit-
elberg und in den Bregenzer Wald bewilligt; näm-
ich von Hindelang über Obersdorf durch den Pafs
Hohenzweig und von Immenstadt über Stauffen durch
en Pafs Ach.

1829 Der Transport dieses Salzes hat nur in plon
ten Säcken von bekanntem normalen Gewichtsin
(dermalen von einhundert funfzig Pfund der Sack
geschehen. Bei demselben ist weder Abstofs
Umladung gestattet, und es darf in keinem Jahre
Quantum von zehntausend Zentnern übersteigen.

8. Jeder Fuhrmann mit Oesterreichischem
vatsalze mufs sich bei der Königl. Baierischen
trittsstation zwischen Nesselwängle und Hinde
durch ein salzamtliches Zeugnifs (Pollete) über
Ankauf, dann über Zahl und Gewicht der gelad
Säcke ausweisen. Er erhält hiefür nach gepflog
mauthamtlicher Untersuchung eine Transitofreipo
in dieser ist die Richtung jenes Durchzuges, die
trittsstation und die Zeit binnen welcher der Au
zu geschehen hat, auszudrücken. Die Transito
pollete wird bei der Austrittsstation wieder abgeg
wo eine wiederholte mauthamtliche Behandlung
Kontrole statt zu finden hat.

9. Der Transit des K. K. Oesterreichischen
treides durch das Königl. Baierische Gebiet,
sowohl in der Richtung von Tyrol nach Vorarl
als auch in der Gegenrichtung aus Vorarlberg
Tyrol, doch immer nur auf der Hauptstrafse statt
den, welche über Hindelang, Immenstadt und
merberg zieht.

Da die Fuhren, welche solches Getreide gel
haben, nach den Bestimmungen des Artikels II,
vom Weggelde befreit sind, so müssen sie sich bei
Eintrittsstation durch ein Zeugnifs der K. K. Oe
reichischen Behörde, für welche der Transport
schieht, über die Eigenschaft ihrer Ladung als K
Oesterreichisches Aerarialgut ausweisen.

Der Transit des Privatgetreides aus Vorarl
nach Tyrol ist gleichfalls auf die ebenbemerkte Ha
strafse beschränkt; für das Privatgetreide hinge
welches aus Tyrol durch das Königl. Baierische
biet nach Vorarlberg verführt wird, sollen neben
ser Hauptstrafse, auch in die beiden für das Pri
salz bewilligten Nebenstrafsen über Obersdorf
über Stauffen geöffnet sein.

Der Transit des Getreides überhaupt ist in
sehung auf Quantität ganz unbeschränkt; er unter
aber übrigens den mauthamtlichen Vorschriften

Förmlichkeiten, gemäfs welchen das Getreide nicht 1829
in offenen Ladungen, sondern nur in plombirten Säcken verpackt, und ohne Abstofs oder Umladung durchgeführt werden darf, bei der Eintrittsstation mit einer Transitofreipollete versehen wird, welche an der Austrittsstation wieder abzugeben ist, und an beiden Stationen der Untersuchung, auch falls es für nothwendig befunden werden sollte, der Verschnürungsmanipulation unterzogen werden soll.

10. Sollten Oesterreichische Unterthanen auf dem Baierischen Gebiete mit Salz- oder Getreidefuhren von dem vorgeschriebenen Strafsenzuge abweichen, oder die übrigen Förmlichkeiten verletzen, oder überhaupt die Königl. Baierischen Zollgesetze übertreten, so haben gegen sie die in den Königl. Baierischen Verordnungen bestimmten Strafen mit Einschlufs der Konfiskation statt.

Nöthigenfalls werden die Oesterreichischen Behörden auf Ansuchen der Baierischen die Strafen an ihnen vollziehen und sie zu den schuldigen Ersatzleistungen, im Wege der Exekution anhalten.

Wenn hingegen Königl. Baierische Unterthanen mit Oesterreichischen Salz- oder Getreidefuhren im Königl. Baierischen Gebiete von der vorgeschriebenen Strafse abweichen, oder gegen die bestimmten Förmlichkeiten gehandelt, oder eine Zollübertretung begangen, und dadurch die Konfiskation des geladenen Oesterreichischen Salzes oder Getreides verwirkt, mithin entweder das Oesterreichische Aerar oder ein Oesterreichischer Unterthan in Schaden versetzt wird, so werden die Königl. Baierischen Behörden ihres Orts ebenfalls durch geeignete Zwangsmittel den Ersatz dieses Schadens eintreiben.

Verschiedene Transitbegünstigungen betreffend.

1. Um den Verkehr zwischen Reichenhall und Berchtesgaden auf der graden, eine kurze Strecke das K. K. Oesterreichische Gebiet durchschneidenden Strafse über den sogenannten Hallthurm zu erleichtern, wird die dort errichtete K. K. Oesterreichische Mauthstation aufgehoben, und die K. K. Oesterreichische Mauthlinie so zurückgezogen werden, dafs diese Strafse ausser derselben bleibt.

1829 Es wird daher von den auf der erwähnten Stra
durch das K. K. Oesterreichische Gebiet transitire
den Gegenständen, sie mögen Aerarial- oder Priv
gut sein, kein Zoll, keine Mauth, und keine ähnlic
Abgabe bezahlt, auch damit keine zollamtliche E
handlung vorgenommen werden.

Eben so wenig wird daselbst ein Weggeld erh
ben werden u. s. w.

2. Das Königl. Baierische Aerarialsalz kann
Berchtesgaden durch das K. K. Oesterreichische G
biet über den hangenden Stein und Niederalm an
Salzach, und dann auf diesem Flusse nach Bai
gebracht werden.

Die K. K. Oesterreichische Regierung wird
diesem durch ihr Gebiet ziehenden Königl. Baierisc
Aerarialsalze keinen Zoll, keine Mauth, und ke
dergleichen Abgaben erheben.

Die mit solchem Königl. Baierischen Aerar
salze beladenen Fuhren, sind sowohl auf dem W
an die Salzach, als auch, wenn sie von da leer
das Königl. Baierische Gebiet zurückkehren, von E
richtung des Weg- und Brückengeldes oder ähnlic
Abgaben, in so fern sie von dem K. K. Oesterrei
schen Aerar bezogen werden, befreit. In so weit
besagte Fuhren, um nach ihrem Eintritte in da
K. Oesterreichische Gebiet an die Salzach zu gelan
Vizinalstrafsen einschlagen müssen, deren Unter
tung den dortigen Gemeinden obliegt, wird sich
Königl. Baierische Regierung mit besagten Gem
den über eine angemessene Entschädigung für die
nutzung dieser Wege verständigen.

Zur Aufbewahrung des Salzes am Ufer der S
ach bis zur Verschiffung, ist der Königl. Baierisc
Regierung die Befugnifs eingeräumt, auf K. K. Oe
reichischem Gebiete ein Magazin zu errichten.

Der Transport des Königl. Baierischen S
aus Berchtesgaden in das Magazin an der Salzach
dessen Verschiffung auf diesem Flusse, hat in w
verschlossenen hölzernen Geschirren oder in plom
ten Säcken von bekanntem Normalgewichte zu gesc
hen. Es darf nur in unvermischten Ladungen
finden.

Von diesem Salze soll auf K. K. Oesterrei
schem Gebiete nichts verkauft, oder auf eine an

Weise veräufsert, auch kein Vorrath von einem Jahre 1829
auf das andere belassen werden.

Hinsichtlich des Transits werden alle Bestimmungen des fünften Abschnitts der Konvention über den Transit des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes von Tyrol nach Vorarlberg, analoge Anwendung finden.

4. Das K. K. Oesterreichische Aerarialsalz der Saline Hallein, welches auf der Salzach, dem Inn und der Donau stromabwärts verschifft wird, soll auf diesen Flüssen für immer von aller Zoll-, Mauth-, Wasserweggeld-, Bodenrecht- und jeder andern Abgabenentrichtung an Königl. Baierische Kassen sowohl an der Gränze des Königl. Baierischen Gebiets, als bei dem Transit durch dasselbe befreit sein.

Gleiche Befreiung von allen Abgaben an K. K. Oesterreichische Kassen soll das Aerarialsalz für immer geniefsen, welches die Königl. Baierische Regierung von ihren eigenen Salinen auf der Salzach und dem Inn verführen läfst.

Diese Abgabenfreiheit erstreckt sich auf die für die beiderseitigen Salztransporte bestimmten Schiffe, wenn sie ganz unbeladen stromaufwärts getrieben werden.

5. Das K. K. Oesterreichische Salz der Saline Hallein kann durch das Königl. Baierische Gebiet über Berchtesgaden und Hirschbichl in den Bezirk der K. K. Oesterreichischen Pfleggerichte Lofer, Salfelden, Zell am See und Mittersil verführt werden.

Von diesem K. K. Oesterreichischen Aerarialsalze sind weder Zoll noch Mauth, noch eine andere derlei Abgabe erhoben werden.

Der Eintritt dieses Salzes auf das Baierische Gebiet soll durch den hangenden Stein, oder durch das Thal geschehen können.

Die mit K. K. Oesterreichischem Aerarialsalze beladenen Fuhren, entrichten bei dem Transito durch das Baierische Gebiet das allgemein herkömmliche Weggeld. Die von diesem Transport zurückkehrenden oder für ihn bestimmten Fuhren bleiben, wenn sie ganz unbeladen sind, vom Weggelde befreit.

6. Die K. K. Oesterreichische Regierung ist befugt, in Ramsau oder Hintersee ein Salzmagazin zu errichten, um daselbst den Abstofs und die Umladung dieses durch das K. Baierische Gebiet transitirenden Salzes vornehmen zu können.

1829 7. Der Transport des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes von Hallein durch das Königl. Baierische Gebiet über den Hirschbichl kann nur in wohlverschlossenen hölzernen Geschirren oder in plombirten Säcken von bekanntem Normalgewichte und nur in unvermischten Ladungen geschehen.

Von diesem Salze darf auf Königl. Baierischem Gebiete nichts verkauft, oder auf eine andere Weise veräufsert, auch kein Vorrath daselbst angehäuft werden.

Für den Transit dieses Salzes gelten übrigens dieselben Bestimmungen, welche für den Transit des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes aus Tyrol nach Bregenz getroffen wurden.

München, den 23sten October 1829.

Königl. Baierische Regierung des Isarkreises.

v. Widder, *Präsident.*
Rösch, *Sekretair.*

28.

1830 *Déclaration tenant lieu d'une convention d'étappes renouvellée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, du 12 Janvier* 1830.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1832. Nr. 4. p. 30.)

Nachdem die zwischen der Königlich-Preufsischen und der Grofsherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Regierung am 31sten Dezember 1816, zu Weimar abgeschlossene Militair-Durchmarsch- und Etappenkonvention, der in dem Artikel V. derselben enthaltenen Bestimmung zufolge, mit dem 1sten Januar 1827 abgelaufen ist, das Bedürfnifs eines, die diesfälligen gegenseitigen Verhältnisse regelnden Uebereinkommens aber noch fortdauert; so haben die beider-

ätigen Ministerien, Kraft des ihnen von ihren resp. 1830
ouvernements ertheilten Auftrags, nachstehende an-
rweite Uebereinkunft verabredet.

Art. I. *Feststellung der Linie der Königlich-preufsischen Militairstrafse, der Etappen-Haupt-erter und Bestimmung der Etappenbezirke.*

1. Buttstedt, welches drei Meilen von Erfurt, nd drei und eine halbe Meile von Naumburg entfernt iegt, wird in der Regel und so lange, als die Wege in jener Gegend nicht verdorben sind, als der Etappen-Ort zwischen Naumburg, dem Herzogthume Sachsen, und Erfurt angenommen, und nur bei sehr übeler Witterung und dadurch sehr verschlimmertem Wege wird der Truppenmarsch über Weimar dirigirt. Zu dem Etappenbezirke Buttstedt gehören: Hardisleben, Olbersleben, Guthmannshausen, Grofsbrembach, Krautheim, Neumark, Buttelstedt, Normsdorf, Schwerstedt, Niederreifsen, Mannstedt, Rudersdorf, Nirmsdorf und Oberreifsen.

Da jedoch die Etappen von Erfurt bis Buttstedt und von diesem Punkte bis Naumburg, für den Marsch der Remonten zu grofs sind, der Rayon von Buttstedt aber bedeutend ist und nach Vorstehendem Buttelstedt in sich schliefst, so ist man, um den beregten Uebelstand zu vermeiden, übereingekommen, dafs von jetzt an Buttelstedt und seine Umgebung mit den Remonten belegt werden soll.

2. Von Erfurt nach Coblenz trifft die Militairstrafse Eisenach als Etappen-Ort, zu deren Etappenbezirk Fischbach, Lichrodt, Stedtfeld, Förtha, Melpers, Wenigen-Lupnitz, Grofs-Lupnitz, Stockhausen, Hetzelroda, Stregda, Seebach, Farnroda, Kittelsthal, Morbach, Eppichnelle, Marksehl und Burkhardtsroda gerechnet werden.

3. Vacha, drei und eine halbe Meile von Eisenach. Zu deren Etappenbezirk gehört: Ober- und Unter-Zella, Dorndorf, Frauensee, Dönnges, Keilbach, Niederbreitsbach, Ettenhausen, Tiefenorth, Berkers, Pferdsdorf und wenn stärkere Truppenmärsche erfolgen, Berka an der Werra, Gerstungen, Frankmarshausen, Grofsensee, Wünschensuhl, Fernreitenbach, Dippach, Horschlitt, Oberellen, Hurda, Unterellen, Lauchröden und Hausbreitenbach.

1830 Die Entfernung von Vacha nach Hersfeld beträgt drei Meilen, von Berka nach Hersfeld drei Meilen, dagegen von Berka nach Eisenach nur zwei und eine halbe Meile.

4. Die Militairstrafsen von den Königl. Preufsischen Staaten nach den Königl. Preufsischen Theilen des Neustädter Kreises, welche in dem Staatsvertrage d. d. Paris, den 22sten September 1815 bestimmt sind, werden Königl. Preufsischer Seits vorbehalten, und sollen auf diesen Strafsen dieselben Grundsätze der Verpflegung, Vergütung der Preise und polizeilichen Einrichtungen statt finden, wie solche in gegenwärtiger Uebereinkunft bestimmt werden. Dagegen wird

5. Königlich-Preufsischer Seits Erfurt als Etappen-Ort für die Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen Truppen auf ihrer Marschroute von Weimar nach Eisenach oder Vacha, und von da wieder zurück, zugestanden, jedoch soll in Rücksicht, dafs die Festung mit fremden Truppen nicht belegt werden kann, das Nachtquartier und die Verpflegung in den nächst an der Chausee nach Gotha gelegenen Dörfern des Erfurtschen Gebiets angewiesen werden.

Die durchmarschierenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detachements von 50 Mann (welche in die Barracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirke gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappen-Behörde angewiesen wird; es sei denn, dafs dieselben Artillerie-Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstrafse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeekorps in starken Echellons marschieren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftragten Offiziere mit den Etappenbehörden über einen weiter ausgedehnten Bezirk vereinigen.

Art. II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

Sämmtliche durch die Königl. Preufsischen und 1830
Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen Lande marschierenden Truppen müssen auf einer der genannten Militairstrafsen, mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappen-Oerter, instradirt sein, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können.

Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Bestimmungen nothwendig werden, so kann nur in Folge einer Vereinigung beider kontrahirenden Theile eine Aenderung darunter erfolgen.

Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königl. Preufsischen Truppen, welche durch die Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen Lande marschieren, nur von dem Königlich-Preufsischen Kriegs-Ministerio und den Generalkommandos in Sachsen und am Rheine mit Gültigkeit ausgestellt werden; dagegen können für die durch Erfurt marschierenden Grofsherzoglich-Sächsischen Truppen die Marschrouten nur von dem Grofsherzoglich-Sächsischen Generalkommando in Weimar oder Eisenach mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dafs die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntnifs gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht folgendes bestimmt:

Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappen-Behörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft gröfserer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron, müssen die Etappen-Behörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtiget werden.

Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschieren, so müssen nicht allein die Etappen-Behörden wenigstens acht Tage zuvor benachrichtiget werden, sondern es sollen auch

1830 die gegenseitigen Landesbehörden (in Erfurt die Regierung, in Weimar oder Eisenach die Landesdirektion) wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Aufserdem soll, wenn ein Regiment, oder mehrere gleichzeitig durchmarschieren, dem Korps ein kommandirter Offizier wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislokation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direktion über die betreffende Militairstrafse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Haupt-Oertern für das ganze Korps zu treffen. Dieser kommandirte Offizier mufs von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt sein.

Da der bisher ohne Ruhetag fortgesetzte Marsch der Königlich-Preufsischen Truppen auf der Strafse von Erfurt nach Mainz und umgekehrt, welcher 32 Meilen beträgt, und auf der Strafse von Erfurt nach Coblenz über Braunfels, welcher 27 Meilen beträgt, die nachtheiligsten Folgen herbeigeführt hat, so hat die Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarsche Regierung, nach dem Wunsche des Königlich-Preufsischen Gouvernements, für diese Truppenmärsche einen Ruhetag in Vacha zwar gestattet, jedoch ist man dahin übereingekommen, dafs zur Erleichterung der Grofsherzoglichen Lande, auch von den beiden andern fremdherrlichen Regierungen, deren Gebiet jene Truppenmärsche berühren, nämlich von der Kurfürstlich-Hessischen und der Grofsherzoglich-Hessischen Regierung gleichmäfsig zur Erreichung jenes Zwecks in der Art mitgewirkt werde, dafs für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft, eine jede derselben einen gleichen Zeitraum hindurch den Preufsischen Truppen einen Rasttag auf ihrem Gebiete gestatte.

Das Königlich-Preufsische Gouvernement wird sich mit der Kurfürstlich-Hessischen und der Grofsherzoglich-Hessischen Regierung hierüber näher vereinigen, so dafs die von der Grofsherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Regierung nach dem Inhalte des gegenwärtigen Artikels übernommene Verpflichtung zur Gewährung eines Rasttags in Vacha,

sich auf die drei Jahre vom 1sten October 1831 bis 1830 zum 1sten October 1834 beschränkt.

ART. III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Militair-Personen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben.

Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern, oder in den Barracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Barracken bestehen für den Unteroffizier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hackenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Barracken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäfsig zu fordern berechtiget ist.

Die durchmarschierenden Truppen, welche der Marschroute gemäfs, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappen-Behörden und gegen auszustellende Quittung der Kommandierenden die Natural-Verpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung ferner einquartiert werden soll.

Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, dafs der Offizier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden sein mufs.

Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirthes, wie übermäfsigen Forderungen von Seiten des Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unteroffizier und Soldat und jede zum Militair gehörende Person, die nicht den Rang eines Offiziers hat, kann in jedem Nachtquartiere, sei es bei den Einwohnern oder in den Barracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halbes Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntewein oder gar Kaffee zu fordern: dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, dafs hinreichender Vorrath von Bier und Branntewein an

1830 jedem Orte vorhanden ist und dafs der Soldat nicht übertheuert werde. Die Subaltern-Offiziere bis zum Hauptmann exclusive, erhalten, aufser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halb Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht; auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntewein. Der Hauptmann kann aufser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königlich-Preufsischen Gouvernement folgende Vergütung bezahlt, als:

für den Soldaten . . . . vier gute Groschen in Golde;
- - Unteroffizier . . vier - - - -
- - Subaltern-Offizier zwölf - - - -
- - Hauptmann . . . sechszehn - - - -

Staabs-Offiziere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten aber, wo dieses nicht thunlich sein sollte, bezahlt der Staabs-Offizier einen Reichsthaler in Gold; der Obrist und General einen Reichsthaler zwölf gute Groschen in Golde; wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen mufs. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabs-Offizieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in die Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Offiziere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschierende Soldaten krank werden und nicht fähig sein, in die eigenen Hospitäler respektive zu Erfurt und zu Weimar zurückgebracht zu werden, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappen-Hospitale verpflegt werden.

B. *Transport, Verpflegung und nächtliche Bewachung der Militair-Arrestaten.* 1830

Die Verpflegung der Militair-Arrestaten wird in demselben Betrage vergütet, welcher vorstehend unter III A. der gegenwärtigen Uebereinkunft für die Verpflegung der durchziehenden Militairs überhaupt festgesetzt worden ist.

Die Eskortirung wird mit vier guten Groschen auf die Meile für jeden Eskortirenden, sei dieser nun zu Fuſs oder zu Pferde bezahlt.

Die Zahl der eskortirenden Mannschaft wird jedesmal von den Königlich-Preuſsischen Behörden, unter dem Vorbehalte, bestimmt werden, daſs es den Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen Behörden überlassen bleibe, die Eskorte in einzelnen Fällen, wenn Widersetzlichkeit zu besorgen ist, zu verstärken.

In Etappenplätzen, wo Garnison liegt, wird für die nächtliche Bewachung und Verwahrung der Arrestaten keine besondere Vergütung geleistet. Dagegen wird an denjenigen Etappen-Orten, die keine Garnison haben, und in den Fällen, wo alldort kein entbehrlicher leerer und gut verwahrter Raum mehr vorhanden, und die Bewachung in einem weniger gesicherten Lokale unvermeidlich ist, Königlich-Preuſsischer Seits eine Entschädigung von sechs guten Groschen für jeden Wächter bezahlt.

Auf allen Etappenplätzen ohne Ausnahme aber wird die Heitzung und Beleuchtung der Verwahrungs-Orte der daselbst eintreffenden Preuſsischen Militair-Arrestaten, wenn jener Aufwand bloſs um dieser letzteren willen geschieht, für jede Nacht in den sechs Wintermonaten mit vier guten Groschen, in den sechs Sommermonaten aber mit zwei guten Groschen vergütet.

C. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappen-Behörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, daſs den Pferden stets möglichst gute reinliche Stallung angewiesen werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, daſs die Militairpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen,

1830 die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle zögen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

Der Fouragebedarf wird in das an dem Etappen-Haupt-Orte zu errichtende verhältnifsmäfsige Etappenmagazin durch eingeborne Lieferanten beigeschafft und das zum Magazin erforderliche Lokal durch letztere gestellt.

Von den Quartiergebern darf aber in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage anders als in der nachfolgend bestimmten Art verlangt werden.

Die Fouragelieferung wird für einen von dem Königlich-Preufsischen Etappen-Inspektor zu bestimmenden Zeitraum in desselben oder seines Bevollmächtigten Gegenwart durch die Grofsherzoglichen Behörden öffentlich an den Mindestfordernden nach Weimarschem Maafse und Gewichte versteigert. Der nun erwähnte Königliche Inspektor ist berechtigt, einen zweiten Versteigerungstermin zu verlangen und abhalten zu lassen, wenn die Preise des ersten Termins ihm zu hoch scheinen, in welchem Falle auch Ausländer konkurriren können. Der letzte Termin ist aber in jedem Falle entscheidend, und darf der Lieferant die im Grofsherzoglich-Weimarschen Lande angekaufte Fourage, ohne Erlaubnifs der Landesbehörde, nach auswärtigen Etappen nicht ausführen.

Die Bezahlung für die von den Lieferanten aus den Magazinen verabreichte Fourage wird durch die Königlichen Etappen-Inspektoren sofort nach erfolgter Liquidation der darüber vorgelegten Rechnungen und Quittungen u. s. w., an die Lieferanten ohne Abzug entrichtet.

Die Fourage wird gegen ordnungsmäfsige von den Königlichen Etappen-Inspektoren zu visirende Quittungen der Empfänger aus den Magazinen nach obigem Maafse und Gewichte abgegeben. Die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten sollen von der Etappen-Behörde sofort regulirt und entschieden werden.

Wenn die Zeit es nicht erlaubt, die Fourage aus den Etappenmagazinen beizuschaffen und die zu den Etappenbezirken gehörenden bequartierten Ortschaften unvermeidlicherweise die Fourage im Orte selbst liefern müssen; so steht es den Gemeinden jederzeit frei, solche nach Weimarschem Maafse und Gewichte selbst auszugeben und haben die Kommandirten der Detache-

ments dieselbe von den Ortsobrigkeiten zur weiteren Distribution gegen ordnungsmäfsige, gehörig authorisirte Quittungen in Empfang zu nehmen. 1830

Im Falle die Quittungen überhaupt verweigert, oder vor dem Abmarsche der Truppen den Ortsobrigkeiten gar nicht eingehändigt würden, so soll die von der Etappen-Behörde pflichtmäfsig geschehene Attestation der auf der Marschroute geleisteten Lieferungen bei der Liquidation als gültige Quittung angenommen werden.

Die Königlich-Preufsische Etappen-Behörde bezahlt an die Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarsche Regierung zur weitern Vertheilung an die Orts-Obrigkeiten für die von diesen letzteren unvermeidlich gelieferte Fourage den nämlichen Preis, welchen die Lieferanten erhalten haben würden, wenn aus den Magazinen fouragirt worden wäre.

Das Königlich-Preufsische Gouvernement vergütet die Kurkosten für die etwa krank zurückgelassenen Pferde auf die von den Grofsherzoglichen Behörden attestirten Rechnungen.

Art. IV. *Verabreichung der Vorspanne und Stellung der Fufsboten.*

Die Transportmittel werden den durchmarschierenden Truppen auf Anweisung der Etappen-Behörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militairpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können aufserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschieren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen.

Wenn bei Durchmärschen starker Armeekorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Kommandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren, dieses mufs aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der

1830 Fuhren, gegen die bei der Stellung sogleich zu
lende Quittung, sorgen wird.

Quartiermachende Kommandirte dürfen au
Weise Wagen oder Reitpferde für sich requir
sei denn, dafs sie sich durch eine schriftliche
des Regiments-Kommandeurs, als dazu be
legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem
quartiere bis zum andern, d. h. von einem E
bezirke bis zum nächsten gestellt, und die
Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich
sen. Die durchmarschierenden Truppen sind g
die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtq
sofort zu entlassen, dagegen mufs von den B
dafür gesorgt werden, dafs es an den nöthig
schen Transportmitteln nicht fehle, und solc
gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschi
Truppen oder einzeln reisende Militairpersonen,
auf einer Etappe eintreffen, werden am ande
gen weiter geschafft. Sie können nur dann ver
an demselben Tage weiter transportirt zu
wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäfsige
gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, w
gleich weiter und doppelte Etappen zurücklege
len, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehme

Den betreffenden Offizieren wird es bei
Verantwortung zur besonderen Pflicht gemach
auf zu achten, dafs die Wagen unterwegs nicht
Personen erschwert werden, welche zum Fahre
Recht haben, und dafs die Fuhrleute keiner
Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird vo
resp. Gouvernement für jede Meile und für jede
incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderli
die Summe von sechs guten Groschen Gold b

Die Entfernung von einem Nachtquartiere
andere wird der Entfernung des Etappen-Haupt-
nach der oben angegebenen Entfernung bis zum a
gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen
weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben
Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannur
wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die F
ten oder Wegweiser dürfen von dem Militair
eigenmächtig genommen, vielweniger mit

gezwungen werden, sondern es sind solche von den 1830
Obrigkeiten des Ortes, worin das Nachtquartier ist,
oder wodurch der Weg gehet, schriftlich zu requiri-
en und die Requirenten haben darüber sofort zu quit-
iren. Nach vorgängiger und richtig befundener Li-
uidation, welche jedesmal dem Etappen-Inspektor
orzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen
Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das
Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen
Gold vergütet werden, wobei jedoch der Rückweg
nicht gerechnet wird.

Die durch die Mundverpflegung des Militairs, den Transport und die Bewachung der Arrestaten, die Fouragelieferung und Stellung der Vorspann- und Aufsboten entstehenden Kosten werden vierteljährig nach den konventionsmäfsigen Vergütungspreisen berechnet und in so weit dieselben nicht kompensirt werden können, von dem betreffenden Gouvernement von drei zu drei Monaten baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

Art. V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militairischen Polizei.*

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu erhalten, soll in Erfurt ein Königlich-Preufsischer Etappen-Inspektor angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tra- und etwanigen Beschwerden so viel wie möglich helfen. Er hat aber keine Autorität über die Grofs- glich-Sächsischen Unterthanen. Dem Etappen- ektor wird die Portofreiheit bei Dienstsiegel und Unterschrift der Militairbriefe zugestanden. Sollhin und wieder Differenzien zwischen den Betheiligten und den Soldaten entstehen, so werden selben von der betreffenden Etappen-Behörde und dem kommandirenden Offizieren, wie auch von dem nächsten Etappen-Inspektor gemeinschaftlich beseitiget.

Die Etappen-Behörde ist berechtiget, jeden Unteroffizier oder Soldaten, welcher sich thätliche Mishandlungen seines Wirthes oder eines andern Unter-

1830 thanen erlaubt, zu arretiren und an den Kommandirenden zur weiteren Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappen-Behörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dafs die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, dafs es den durchmarschierenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Etappen-Inspektor gleichfalls zu wachen hat, und bei den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

Die kommandirenden Offiziere sowohl, als die Etappen-Behörden, sind angewiesen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, dafs zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dafs die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königlich-Preufsischen Truppen, welche auf eine der genannten Militairstrafsen, und die Grofsherzoglich-Sächsischen Truppen, welche in Erfurt instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Konvention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Die vorstehende Uebereinkunft wird als mit dem 1sten October 1828 in Kraft getreten angesehen und ist bis zum 1sten October 1837 mit dem Vorbehalte jedoch abgeschlossen, dafs für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden sollen.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll, nachdem sie gegen eine gleichlautende, von dem Grofsherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Ministerium vollzogene Ausfertigung ausgewechselt worden sein wird,

durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten. 1830

Geschehen Berlin, den 12ten Januar 1830.

Königlich-Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf v. Bernstorff.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Grofsherzoglich-Sächsen-Weimarschen Staatsministerii ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 10ten Januar 1832.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Eichhorn.

29.

Convention entre le grand-duché de Bade et celui de Hesse concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Carlsruhe le 10 *Juillet* 1830.

(*Grofsherzoglich-Badisches Staats- und Regierungs-Blatt* den 25sten August 1830.)

Um sich gegenseitig mehrere Sicherheit zu gewähren, dafs die auf dem eigenen Staatsgebiet betretenen, dem andern Staate angehörigen und vertragsmäfsig an denselben zur Bestrafung auszuliefernden Forstfrevler auch wirklich jedesmal die gesetzliche Strafe erleiden, ist mit der Grofsherzoglich-Hessischen Regierung als ergänzende Bestimmung zu dem Art. III. der früher abgeschlossenen und durch das Regierungsblatt Nr. IV. vom Jahr 1822. bekannt gemachten Uebereinkunft noch weiterhin nachträglich verabredet worden:

1830 „dafs zur gleichbaldigen Konstatirung der von bei-
„derseitigen Unterthanen in dem Gebiet des andern
„Staats begangenen Forstfrevel, dieselben jedesmal
„vorher der Polizeibehörde, in deren Bezirk der
„Frevel verübt wurde, vorzuführen seien, welche
„sie sodann nebst dem hierwegen aufzunehmenden
„Informativprotokoll und einer jedesmal von der
„betreffenden Forstbehörde sogleich vorzunehmenden
„Schadensabschätzung, ihrer Heimathsbehörde zur
„gesetzlichen Bestrafung abzuliefern haben."

Diese Bestimmung wird hiermit öffentlich bekannt gemacht, und haben sich die betreffenden Grofsherzogl. Behörden darnach in vorkommenden Fällen zu achten.

Carlsruhe, den 10ten Juli 1830.

Ministerium des Grofsherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten.

B. V. d. M.
Jolly.

Vdt. v. Berckheim.

30.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées des Sacs et des Renards; des bandes des Sioux de Medawah-Kanton, de Wahpacoota, de Wahpeton et de Sissetong; les Omahas, les Ioways, les Ottoes et les Missourias, conclu à Prairie du Chien le 15 Juillet 1830 et ratifié par le président des Etats-Unis le 24 Février 1831.

(*Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States.* Appendix p. 140).

Articles of a treaty made and concluded by William Clark Superintendent of Indian Affairs and Wil-

loughby Morgan, Col. of the United States 1st Regt. 1830
Infantry, Commissioners on behalf of the United States on the one part, and the undersigned Deputations of the Confederated Tribes of the Sacs and Foxes; the Medawah-Kanton, Wahpacoota, Wahpeton and Sissetong Bands or Tribes of Sioux; the Omahas, Ioways, Ottoes and Missourias on the other part.

The said Tribes being anxious to remove all causes which may hereafter create any unfriendly feeling between them, and being also anxious to provide other sources for supplying their wants besides those of hunting, which they are sensible must soon entirely fail them; agree with the United States on the following Articles.

ART. I. The said Tribes cede and relinquish to the United States forever all their right and title to the lands lying within the following boundaries, to wit: Beginning at the upper fork of the Demoine River, and passing the sources of the Little Sioux, and Floyds Rivers, to the fork of the first creek which falls into the Big Sioux or Calumet on the east side; thence, down said creek, and Calumet River to the Missouri River; thence down said Missouri River to the Missouri State line, above the Kansas; thence along said line to the northwest corner of the said State, thence to the high lands between the waters falling into the Missouri and Desmoines, passing to said high lands along the dividing ridge between the forks of the Grand River; thence along said high lands or ridge separating the waters of the Missouri from those of the Demoine, to a point opposite the source of Boyer River, and thence in a direct line to the upper fork of the Demoine, the place of beginning. But it is understood that the lands ceded and relinquished by this Treaty, are to be assigned and allotted under the direction of the President of the United States, to the Tribes now living thereon, or to such other Tribes as the President may locate thereon for hunting, and other purposes.

ART. II. The confederated Tribes of the Sacs and Foxes, cede and relinquish to the United States forever, a tract of Country twenty miles in width, rom the Mississippi to the Demoine; situate south,

1830 and adjoining the line between the said confederated Tribes of Sacs and Foxes, and the Sioux; as established by the second article of the Treaty of Prairie du Chien of the nineteenth of August one thousand eight hundred and twenty-five.

ART. III. The Medawah-Kanton, Wah-pa-coota Wahpeton and Sisseton Bands of the Sioux cede and relinquish to the United States forever, a Tract of Country twenty miles in width, from the Mississippi to the Demoine River, situate north, and adjoining the line mentioned in the preceding article.

ART. IV. In consideration of the cessions and relinquishments made in the first, second, and third articles of this Treaty, the United States agree to pay to the Sacs, three thousand dollars, — and to the Foxes three thousand dollars; To the Sioux of the Mississippi two thousand dollars; — To the Yanckton and Santie Bands of Sioux three thousand dollars; — To the Omahas, two thousand five hundred dollars; — To the Ioways two thousand five hundred dollars; — To the Ottoes and Missourias two thousand five hundred dollars, and to the Sacs of the Missouri River five hundred dollars; to be paid annually for ten successive years at such place, or places on the Mississippi or Missouri, as may be most convenient to said Tribes, either in money, merchandize, or domestic animals, at their option; and, when said annuities or any portion of them shall be paid in merchandize the same is to be delivered to them at the first cost of the goods at St. Louis free of trans-portation. And the United States further agree to make to the said Tribes and Bands, the following allowances for the period of ten years, and as long thereafter as the President of the United States may think necessary and proper, in addition to the sums herein before stipulated to be paid them; that is to say; To the Bands of the Sioux mentioned in the third article one Blacksmith at the expense of the United States and the necessary tools; also instruments for agricultural purposes, and iron and steel to the amount of seven hundred dollars; — To the Yanckton and Santie Bands of Sioux, one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also in

struments for agricultural purposes to the amount of 1830
four hundred dollars; To the Omahas one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also instruments for agricultural purposes to the amount of five hundred dollars; — To the Ioways an assistant Blacksmith at the expense of the United States, also instruments for agricultural purposes to the amount of six hundred dollars; To the Ottoes and Missourias one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also instruments for agricultural purposes to the amount of five hundred dollars; and to the Sacs of the Missouri River, one Blacksmith at the expense of the United States and the necessary tools; also instruments for agricultural purposes to the amount of two hundred dollars.

ART. V. And the United States further agree to set apart three thousand dollars annually for ten successive years, to be applied in the discretion of the President of the United States, to the education of the children of the said Tribes and Bands, parties hereto.

ART. VI. The Yanckton and Santie Bands of the Sioux not being fully represented, it is agreed, that if they shall sign this Treaty, they shall be considered as parties thereto, and bound by all its stipulations.

ART. VII. It is agreed between the parties hereto, that the lines shall be run, and marked as soon as the President of the United States may deem it expedient.

ART. VIII. The United States agree to distribute between the several Tribes, parties hereto, five thousand, one hundred and thirty-two dollars worth of merchandize, the receipt whereof, the said Tribes hereby acknowledge; which, together with the amounts agreed to be paid, and the allowances in the fourth and fifth articles of this Treaty, shall be considered as a full compensation for the cession and relinquishments herein made.

ART. IX. The Sioux Bands in Council having earnestly solicited that they might have permission to bestow upon the half breeds of their Nation, the

1830 tract of land within the following limits, to wit: Beginning at a place called the barn, below and near the village of the Red Wing Chief, and running back fifteen miles; thence in a parallel line with Lake Pepin and the Mississippi, about thirty-two miles to a point opposite Beef or O-Boeuf River; thence fifteen miles to the Grand Encampment opposite the River aforesaid; The United States agree to suffer said half Breeds to occupy said tract of country; they holding by the same title, and in the same manner that other Indian Titles are held.

ART. X. The Omahas, Ioways and Ottoes, for themselves, and in behalf of the Yanckton and Santie Bands of Sioux, having earnestly requested that they might be permitted to make some provision for their half-breeds, and particularly that they might bestow upon them the tract of country within the following limits, to wit: Beginning at the mouth of the Little Ne-mohaw River, and running up the main channel of said River to a point which will be ten miles from its mouth in a direct line; from thence in a direct line, to strike the Grand Ne-mohaw ten miles above its mouth, in a direct line (the distance between the two Ne-mohaws being about twenty miles) — thence down said River to its mouth; thence up, and with the Meanders of the Missouri River to the point of beginning, it is agreed that the half-breeds of said Tribes and Bands may be suffered to occupy said tract of land; holding it in the same manner, and by the same title that other Indian titles are held: but the President of the United States may hereafter assign to any of the said half-breeds, to be held by him or them in fee simple, any portion of said tract not exceeding a section, of six hundred and forty acres to each individual. And this provision shall extend to the cession made by the Sioux in the preceding Article.

ART. XI. The reservation of land mentioned in the preceding Article having belonged to the Ottoes, and having been exclusively ceded by them; it is agreed that the Omahas, the Ioways and the Yanckton and Santie Bands of Sioux shall pay out of their annuities to the said Ottoe Tribe, for the period of ten

years, Three hundred Dollars annually; of which 1830
um the Omahas shall pay one hundred Dollars, the
loways one hundred Dollars, and the Yanckton and
Santie Bands one hundred dollars.

ART. XII. It is agreed that nothing contained in the foregoing Articles shall be so construed as to affect any claim, or right in common, which has heretofore been held by any Tribes, parties to this Treaty, to any lands not embraced in the cession herein made: but that the same shall be occupied and held by them as heretofore.

ART. XIII. This Treaty, or any part thereof, shall take effect, and be obligatory upon the Contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Done and Signed and Sealed at Prairie du Chien in the Territory of Michigan, this fifteenth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty, and of the Independence of the United States, the fifty-fifth.

WM. CLARK, *Su. In. Affairs*, et
WILLOUGHBY MORGAN,
Col. 1st Inft. U. S. A. } *Com'rs.*

31.

Teneur essentielle de la convention conclue entre la France et la régence de Tunis et ratifiée par le Bey le 11 Août 1830.

(*Oesterreichischer Beobachter* 1830. 7ten September. *Neueste Staatsakten* Bd. 20. p. 85.)

1. Verzichtung auf das Kaperrecht in Betreff der Handelsschiffe der Nationen mit denen der Bey sich im Kriege befindet, falls diese Nationen gleichfalls auf die Ausübung jenes Rechtes verzichten.

1830 2. Abschaffung der Christensklaverei und alsbaldige Freilassung derer, die sich im ganzen Umfang der Regentschaft als Sklaven befinden sollten.

3. Leidet ein Schiff an den Küsten der Regentschaft Schiffbruch und wird dabei die Ladung geplündert, so bezahlt der Bey den Werth der Ladung. Wird ein Mensch getödtet, so bezahlt er gleichfalls jenen Werth. Wird der Mord von mehreren konstatirt, so wird die Strafe verdoppelt, die Summe in die Hände des Konsuls der Nation gestellt, zu der das Schiff gehört und unter die Familien der Ermordeten vertheilt.

4. Abschaffung jeder Art von Tributen, Donationen, Konsulargeschenken bei der Einsetzung der Konsuln, weis Namens und Titels es sein möchte.

5. Volle und gänzliche Handelsfreiheit, d. h. Verzichtung des Beys auf den Aufkauf der Lebensmittel und Befugnifsertheilung an die Europäischen Handelsleute, mit den Einwohnern, gegen Entrichtung der festzusetzenden Abgaben, in unmittelbaren Verkehr für den Kauf und Verkauf zu treten.

6. Unverweilte Bekanntmachung des gegenwärtigen Vertrags in der Stadt Tunis und innerhalb eines Monats im ganzen Umfang der Regentschaft.

7. Das Recht auf die Korallenfischerei in der ganzen Küstenausdehnung der Regentschaft und Zurückerstattung der alten Französischen Domainen in Tabacco.

8. Frankreich nimmt in seinen Handelsverhältnissen zur Regentschaft keinen besonderen Vortheil in Anspruch, behält sich aber das Recht vor, alle die zu genieſsen, welche andere Mächte bereits besitzen oder noch künftig erwerben werden.

32.

Proclamation du président des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale concernant la suspension réciproque des droits et impôts sur les vaisseaux et sur les marchandises entre les Etats-Unis et le grand-duché d'Oldenbourg du 18 *Septembre* 1830.

1830

Whereas, by an act of the Congress of the United States, of the 24th of May, one thousand eight hundred and twenty-eight, entitled „An Act in addition to an Act, entitled 'An Act concerning discriminating Duties of Tonnage and Impost,' and to equalize the Duties on Prussian vessels and their cargoes," it is provided that, upon satisfactory evidence being given to the President of the United States, by the Government of any foreign Nation, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of the said Nation, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures, or merchandize, imported in the same from the United States, or from any foreign country, the President is thereby authorized to issue his proclamation, declaring that the foreign discriminating duties of tonnage and impost, within the United States, are, and shall be, suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the said foreign Nation, and the produce, manufactures, or merchandize, imported into the United States in the same, from the said foreign Nation, or from any other foreign country; the said suspension to take effect from the time of such notification being given to the President of the United States, and to continue so long as the reciprocal exemption of vessels belonging to citizens of the United States, and their cargoes, as aforesaid, shall be continued, and no longer:

1830 And whereas satisfactory evidence has lately been received by me from His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg, through an official communication of F. A. Mensch, his Consul in the United States under date of the 15th September 1830, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of the Grand Dukedom of Oldenburg, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures, or merchandize, imported in the same from the United States, or from any other country:

Now, therefore, I, Andrew Jackson, President of the United States of America, do hereby declare and proclaim, that so much of the several Acts imposing discriminating duties of tonnage and impost within the United States, are, and shall be, suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the Grand Dukedom of Oldenburg and the produce, manufactures, and merchandize, imported into the United States in the same, from the Grand Dukedom of Oldenburg, and from any other foreign country whatever; the said suspension to take effect from the day above mentioned, and to continue thenceforward so long as the reciprocal exemption of the vessels of the United States, and the produce, manufactures, and merchandize, imported into the Grand Dukedom of Oldenburg in the same, as aforesaid, shall be continued on the part of the Government of His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg.

Given under my hand, at the City of Washington, the eighteenth day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty, and the fifty-fifth of the Independence of the United States.

ANDREW JACKSON.

By the President:

M. VAN BUREN, *Secret. of State.*

33.

Traité entre les Etats-Unis et les Choctaws conclu à Dancing Rabbit Creek, le 27 Septembre 1830 *avec plusieurs articles supplementairs signés le* 28 *Septembre — et ratifiés par le président des Etats-Unis le* 24 *Février* 1831.

1830

Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United-States. Appendix p. 126.)

A Treaty of perpetual friendship, cession and limits entered into by John H. Eaton and John Coffee for and in behalf of the Government of the United States and the Mingoes Chiefs Captains and Warriors of the Choctaw Nation begun and held at Dancing Rabbit Creek on the fifteenth of September in the year eighteen hundred and thirty.

Whereas the General Assembly of the State of Mississippi has extended the laws of said State to persons and property within the chartered limits of the same and the President of the United States has said that he cannot protect the Choctaw people, from the operation of these laws; Now therefore that the Choctaw may live under their own laws in peace with the United States and the State of Mississippi they have determined to sell their lands east of the Mississippi and have accordingly agreed to the following articles of treaty:

Art. I. Perpetual peace and friendship is pledged and agreed upon by and between the United States and the Mingoes, Chiefs, and Warriors of the Choctaw Nation of Red People; and that this may be considered the Treaty existing between the parties all other Treaties heretofore existing and incon-

1830 sistent with the provisions of this are hereby de
red null and void.

ART. II. The United States under a grant
cially to be made by the President of the U. S. s
cause to be conveyed to the Choctaw Nation a
of country west of the Mississippi River, in fee
ple to them and their descendants, to inure to
while they shall exist as a nation and live o
beginning near Fort Smith where the Arkansas bo
dary crosses the Arkansas River, running thenc
the source of the Canadian fork; if in the limit
the United States, or to those limits; thence
south to Red River, and down Red River to
west boundary of the Territory of Arkansas; th
north along that line to the beginning. The bo
dary of the same to be agreeably to the Treaty m
and concluded at Washington City in the year
The grant to be executed so soon as the pre
Treaty shall be ratified.

ART. III. In consideration of the provis
contained in the several articles of this Treaty,
Choctaw nation of Indians consent and hereby
to the United States, the entire country they
and possess, east of the Mississippi River; and
agree to remove beyond the Mississippi River, e
as practicable, and will so arrange their remo
that as many as possible of their people not ex
ding one half of the whole number, shall depart
ring the falls of 1831 and 1832; the residue to
low during the succeeding fall of 1833; a be
opportunity in this manner will be afforded the
vernment, to extend to them the facilities and c
forts which it is desirable should be extended in
veying them to their new homes.

ART. IV. The Government and people of
United States are hereby obliged to secure to
said Choctaw Nation of Red People the jurisdic
and government, of all the persons and prop
that may be within their limits west, so that
Territory or State shall ever have a right to
laws for the government of the Choctaw Natio
Red People and their descendants; and that no
of the land granted them shall ever be embrace

ıy Territory or State; but the U. S. shall forever 1830
ıcure said Choctaw Nation from, and against, all
ıws except such as from time to time may be
ıacted in their own National Councils, not incon-
ıistent with the Constitution, Treaties, and Laws of
he United States; and except such as may, and which
ıave been enacted by Congress, to the extent that
Congress under the Constitution are required to
ıxercise a legislation over Indian Affairs. But the
Choctaws, should this Treaty be ratified, express a
ish that Congress may grant, to the Choctaws the
ght of punishing by their own laws, any white
ın who shall come into their nation, and infringe
ıy of their national regulations.

ART. V. The United States are obliged to pro-
t the Choctaws from domestic strife and from
oreign enemies on the same principles that the citi-
ıs of the United States are protected, so that what-
ver would be a legal demand upon the U. S. for
fence or for wrongs committed by an enemy, on
citizen of the U. S. shall be equally binding in
vor of the Choctaws, and in all cases where the
Choctaws shall by called upon be a legally autho-
ed officer of the U. S. to fight an enemy, such
Choctaw shall receive the pay and other emoluments,
hich citizens of the U. S. receive in such cases,
ovided, no war shall be undertaken or prosecuted
said Choctaw Nation but by declaration made in
Council, and to be approved by the U. S. un-
it be in self defense against an open rebellion
against an enemy marching into their country,
which cases they shall defend, until the U. S.
advised thereof.

ART. VI. Should a Choctaw or any party of
ctaws commit acts of violence upon the person
roperty of a citizen of the U. S. or join any
party against any neighbouring tribe of Indians,
thout the authority in the preceding article; and
cept to oppose an actual or threatened invasion
rebellion, such person so offending shall be de-
red up to an officer of the U. S. if in the power
the Choctaw Nation, that such ofender may be
nished as may be provided in such cases, by the

1830 laws of the U. S.; but if such offender is not withi
the control of the Choctaw Nation, then said Choc
taw Nation shall not be held responsible for the in
jury done by said offender.

ART. VII. All acts of violence committed upo
persons and property of the people of the Choctaw
Nation either by citizens of the U. S. or neighbou
ring Tribes of Red People, shall be referred to som
authorized Agent by him to be referred to the Pre
sident of the U. S. who shall examine into such ca
ses and see that every possible degree of justice i
done to said Indian party of the Choctaw Nation.

ART. VIII. Offenders against the laws of th
U. S. or any individual State shall be apprehende
and delivered to any duty authorized person whe
such offender may be found in the Choctaw countr
having fled from any part of U. S. but in all su
cases application must be made to the Agent
Chiefs and the expense of his apprehension and de
livery provided for and paid by the U. States.

ART. IX. Any citizen of the U. S. who ma
be ordered from the Nation by the Agent and co
stituted authorities of the Nation and refusing
obey or return into the Nation without the conse
of the aforesaid persons, shall be subject to su
pains and penalties as may be provided by the law
of the U. S. in such cases. Citizens of the U.
travelling peaceably under the authority of the law
of the U. S. shall be under the care and protectio
of the nation.

ART. X. No person shall expose goods or oth
article for sale as a trader, without a written pe
mitt from the Constituted authorities of the Natio
or authority of the laws of the Congress of the
S. under penalty of forfeiting the Articles, and
constituted authorities of the Nation shall grant
license except to such persons as reside in the N
tion and are answerable to the laws of the Natio
The U. S. shall be particularly obliged to assist
prevent ardent spirits from being introduced int
the Nation.

ART. XI. Navigable streams shall be free
the Choctaws who shall pay no higher toll or du

an citizens of the U. S. It is agreed further that 1830
e U. S. shall establish one or more Post Offices in
id Nation, and may establish such military post
ads, and posts, as they may consider necessary.

ART. XII. All intruders shall be removed from
e Choctaw Nation and kept without it. Private
roperty to be always respected and on no occasion
aken for public purposes without just compensation
eing made therefore to the rightful owner. If an
ndian unlawfully take or steal any property from a
hite man a citizen of the U. S., the offender shall
e punished. And if a white man unlawfully take
r steal any thing from an Indian, the property shall
e restored and the offender punished. It is further
greed that when a Choctaw shall be given up to be
ied for any offence against the laws of the U. S. if
nable to employ counsel to defend him, the U. S.
ill do it, that his trial may be fair and impartial.

ART. XIII. It is consented that a qualified Agent
hall be appointed for the Choctaws every four years,
nless sooner removed by the President; and he shall
e removed on petition of the constituted authorities
f the Nation, the President being satisfied there is
fficient cause shown. The Agent shall fix his re-
idence convenient to the great body of the people;
nd in the selection of an Agent immediately after
he ratification of this Treaty, the wishes of the Choc-
w Nation on the subject shall be entitled to great
espect.

ART. XIV. Each Choctaw head of a family be-
ng desirous to remain and become a citizen of the
tates, shall be permitted to do so, by signifying his
ntention to the Agent within six months from the
atification of this Treaty, and he or she shall the-
upon be entitled to a reservation of one section of
ix hundred and forty acres of land, to be bounded
y sectional lines of survey; in like manner shall be
ntitled to one half that quantity for each unmarried
hild which is living with him over ten years of
ge; and a quarter section to such child as may be
nder 10 years of age, to adjoin the location of the
rent. If they reside upon said lands intending to
come citizens of the States for five years after the

1830 ratification of this Treaty in that case a grant in simple shall issue; said reservation shall include present improvement, of the head of the family, a portion of it. Persons who claim under this arti shall not lose the privilege of a Choctaw citizen, if they ever remove are not to be entitled to a portion of the Choctaw annuity.

ART. XV. To each of the Chiefs in the Choctaw Nation (to wit) Greenwood Laflore, Nutackach and Mushulatubbe there is granted a reservation four sections of land, two of which shall inclu and adjoin their present improvement, and the oth two located where they please but on unoccupied u improved lands, such sections shall be bounded sectional lines, and with the consent of the Presid they may sell the same. Also to the three princi Chiefs and to their successors in office there shall paid two hundred and fifty dollars annually while th shall continue in their respective offices, except Mushulatubbe who as he has an annuity of one hu dred and fifty dollars for life under a former treat shall receive only the additional sum of one hundr dollars, while he shall continue in office as Chie and if in addition to this the Nation shall think pr per to elect an additional principal Chief of the whe to superintend and govern upon republican principle he shall receive annually for his services five hu dred dollars, which allowance to the Chiefs and the successors in office shall continue for twenty yea At any time when in military service, and while service by authority of the U. S. the district Chi under and by selection of the President shall be e titled to the pay of Majors; the other Chief unc the same circumstances shall have the pay of a Lie tenant Colonel. The Speakers of the three distric shall receive twenty-five dollars a year for four ye each; and the three secretaries one to each of Chiefs, fifty dollars each for four years. Each Capt of the Nation, the number not to exceed ninety-ni thirty-three from each district shall be furnished up removing to the West, with each a good suit clothes and a broad sword as an outfit, and for fo years commencing with the first of their remov shall each receive fifty dollars a year, for the troul

keeping their people at order in settling; and when- 1830
r they shall be in military service by authority of
U. S. shall receive the pay of a captain.

ART. XVI. In waggons; and with steam boats
may be found necessary — the U. S. agree to re-
ve the Indians to their new homes at their ex-
and under the care of discreet and careful per-
who will be kind and brotherly to them. They
to furnish them with ample corn and beef, or
for themselves and families for twelve months
reaching their new homes.

It is agreed further that the U. S. will take all
r cattle, at the valuation of some discreet person
be appointed by the President, and the same shall
paid for in money after their arrival at their new
es; or other cattle such as may be desired shall
rnished them, notice being given through their
t of their wishes upon this subject before their
val - that time to supply the demand may be
ded.

ART. XVII. The several annuities and sums se-
d under former Treaties to the Choctaw nation
people shall continue as though this Treaty had
er been made.

And it is further agreed that the U. S. in addi-
will pay the sum of twenty thousand dollars for
nty years, commencing after their removal to the
t, of which, in the first year after their removal,
thousand dollars shall be divided and arranged
such as may not receive reservations under this
nty.

ART. XVIII. The U. S. shall cause the lands
by ceded to be surveyed; and surveyors may en-
the Choctaw Country for that purpose, conducting
selves properly and disturbing or interrupting
of the Choctaw people. But no person is to be
itted to settle within the nation, or the lands to
sold before the Choctaws shall remove. And for
payment of the several amounts secured in this
ty, the lands hereby ceded are to remain a fund
ged to that purpose, until the debt shall be pro-
ed for and arranged. And further it is agreed,
in the construction of this Treaty wherever well

1830 founded doubt shall arise, it shall be construed m favourably towards the Choctaws.

ART. XIX. The following reservations of l are hereby admitted. To Colonel David Fulsom f sections of which two shall include his present i provement, and two may be located elsewhere, unoccupied, unimproved land.

To I. Garland, Colonel Robert Cole, Tuppa homer, John Pytchlynn, Charles Juzan, Johokebetut Eaychahobia, Ofehoma, two sections, each to incl their improvements, and to be bounded by sectio lines, and the same may be disposed of and sold w the consent of the President. And that others provided for, may be provided for, there shall reserved as follows:

First. One section to each head of a family exceeding Forty in number who during the pres year, may have had in actual cultivation, wit dwelling house thereon fifty acres or more. Secon three quarter sections after the manner aforesaid each head of a family not exceeding four hundred sixty, as shall have cultivated thirty acres and l than fifty, to be bounded by quarter section lines survey, and to be contiguous and adjoining.

Third; One half section as aforesaid to those w shall have cultivated from twenty to thirty acres number not to exceed four hundred. Fourth; a qu ter section as aforesaid to such as shall have cu vated from twelve to twenty acres, the number to exceed three hundred and fifty, and one half t quantity to such as shall have cultivated from two twelve acres, the number also not to exceed th hundred and fifty persons. Each of said class of c es shall be subject to the limitations contained in first class, and shall be so located as to include t part of the improvement which contains the dwell house. If a greater number shall be found to be titled to reservations under the several classes of t article, than is stipulated for under the limitati prescribed, then and in that case the Chiefs sepa tely or together shall determine the persons who sh be excluded in the respective districts.

Fifth; Any Captain the number not exceedi ninety persons, who under the provisions of t

hall receive less than a section, he shall be 1830
to an additional quantity of half a section
ig to his other reservation. The several re-
ns secured under this article, may be sold
ie consent of the President of the U. S., but
any prefer it, or omit to take a reservation
quantity, he may be entitled to the U. S. will
removing pay fifty cents an acre, after reaching
ew homes, provided that before the first of
next they shall adduce to the Agent, or some
uthorized person to be appointed, proof of his
nd the quantity of it. Sixth; likewise chil-
the Choctaw Nation residing in the Nation,
ave neither father nor mother a list of which,
atisfactory proof of Parentage and orphanage
iled with Agent in six months to be forward-
he War Department, shall be entitled to a
section of Land, to be located under the di-
of the President, and with his consent the
ay be sold and the proceeds applied to some
al purpose for the benefit of said orphans.
r. XX. The U. S. agree and stipulate as follows,
r the benefit and advantage of the Choctaw
, and to improve their condition, there shall
cated under the direction of the President and
expense of the U. S. forty Choctaw youths for
years. This number shall be kept at school;
they finish their education, others to supply
laces, shall be received for the period stated.
. S. agree also to erect a Council House for the
at some convenient central point, after their
, shall be settled; and a House for each Chief,
Church for each of the three Districts, to be
lso as school houses, until the Nation may con-
o build others; and for these purposes ten thou-
lollars shall be appropriated; also fifty thousand
(viz.) twenty-five hundred dollars annually
e given for the support of three teachers of
s for twenty years. Likewise there shall be
ed to the Nation, three Blacksmiths one for
District for sixteen years, and a qualified Mill
t for five years; Also there shall be furnished
llowing articles, twenty one hundred blankets,
h warrior who emigrates a rifle, moulds, wi-

1830. pers and ammunition. One thousand axes, plou hoes, wheels and cards each; and four hundred loc There shall also be furnished one ton of iron two hundred weight of steel annually to each Dist for sixteen years.

ART. XXI. A few Choctaw Warriors yet l vive who marched and fought in the army with neral Wayne the whole number stated not to ex twenty.

These it is agreed shall hereafter while they receive twenty-five dollars a year; a list of them be early as practicable, and within six months m out, and presented to the Agent to be forwarded the War Department.

ART. XXII. The Chiefs of the Choctaws h suggested that their people are in a state of rapid vancement in education and refinement, and have pressed a solicitude that they might have the pr lege of a Delegate on the floor of the House of presentatives extended to them. The Commissio do not feel, that they can under a treaty stipulat accede to the request, but at their desire, presen in the Treaty, that Congress may consider of decide the application.

Done and signed and executed by the Commi sioners of the United States and the Chiefs Capta and Head Men of the Choctaw Nation at Danc Rabbit Creek this 27th day of September, eight hundred and thirty.

JNO. H. EATON.
JNO. COFFEE.

Various Choctaw persons have been presented the Chiefs of the Nation with a desire that they mi be provided for, Being particularly deserving, earnestness has been manifested that provision mi be made for them. It is therefore by the undersig commissioners here assented to with the understand that they are to have no interest in the reservati which are directed and provided for under the ge ral Treaty to which this is a supplement.

As evidence of the liberal and kind feelings the President and Government of the United St

the Commissioners agree to the request as follows, 1830
to wit) Pierre Juzan, Peter Pitchlynn, G. W. Harkins, Jack Pitchlynn, Israel Fulsom, Louis Laflore, Benjamin James, Joel H. Nail, Hopoynjahubbee, Onorhubbee, Benjamin Laflore, Michael Laflore and Allen Yates and wife shall be entitled to a reservation of two sections of land each to include their improvement where they at present reside, with the exception of the three first named persons and Benjamin Laflore who are authorized to locate one of their sections on any other unimproved and unoccupied land, within their respective districts.

Art. II. And to each of the following persons there is allowed a reservation of a section and a half of land, (to wit) James L. McDonald, Robert Jones, Josiah Wall, James Campbell, G. Nelson, Vaughn Brashears, R. Harris, Little Leader, S. Foster, J. Vaughn, L. Durans, Samuel Long, T. Magagha, Thos. Burage, Giles Thompson, Tomas Garland, John Bond, William Laflore, and Turner Brashears, the two first named persons may locate one section each, and one section jointly on any unimproved and unoccupied land, these not residing in the Nation; The others are to include their present residence and improvement.

Also one section is allowed to the following persons (to wit) Middleton Mackey, Wesley Train, Chocleshmo, Moses Foster, D. W. Wall, Charles Scott Molly Nail, Susan Colbert, who was formerly Susan James, Samuel Garland, Silas Fisher, D. McCurtain, Oaklahoma, and Polly Fillecuthey, to be located in entire sections to include their present residence and improvement, with the exception of Molly Nail and Susan Colbert, who are authorized to locate theirs, on any unimproved unoccupied land.

John Pitchlynn has long and faithfully served the nation in character of U. States Interpreter, he has acted as such for forty years, in consideration it is agreed, in addition to what has been done for him there shall be granted to two of his children, (to wit) Silas Pitchlynn, and Thomas Pitchlynn one section of land each to adjoin the location of their father likewise to James Madison and Peter sons of Mushulatubbee one section of land each to include the old

1830 house and improvement where their father formerly lived on the old military road adjoining a large Prerarie.

And to Henry Groves son of the Chief Natticache there is one section of land given to adjoin his fathers land.

And to each of the following persons half a section of land is granted on any unoccupied and unimproved lands in the Districts where they respectively live (to wit) Willis Harkins, James D. Hamilton, William Juzan, Tobias Laflore, Jo Doke, Jacob Fulsom, P. Hays, Samuel Worcester, George Hunter, William Train Robert Nail and Alexander McKee.

And there is given a quarter section of land each to Delila and her five fatherless children, she being a Choctaw woman residing out of the nation; also the same quantity to Peggy Trihan another Indian woman residing out of the nation and her two fatherless children; and to the widows of Pushmilaha and Pucktshenubbee, who were formerly distinguished Chiefs of the nation and for their children four quarter sections of land, each in trust for themselves and their children.

All of said last mentioned reservations are to be located under and by direction of the President of the U. States.

Art. III. The Choctaw people now that they have ceded their lands are solicitous to get to their new homes early as possible and accordingly they wish that a party may be permitted to proceed this fall to ascertain whereabouts will be most advantageous for their people to be located.

It is therefore agreed that three or four persons (from each of the three districts) under the guidance of some discreet and well qualified person or persons may proceed during this fall to the West upon an examination of the country.

For their time and expenses the U. States agree to allow the said twelve persons two dollars a day each, not to exceed one hundred days, which is deemed to be ample time to make an examination.

If necessary Pilots acquainted with the country will be furnished when they arrive in the West.

Art. IV. John Donly of Alabama who has several Choctaw grand children, and who for twen-

years has carried the mail through the Choctaw Na- 1830
tion, a desire by the Chiefs is expressed that he may have a section of land, it is accordingly granted, to be located in one entire section, on any unimproved and unoccupied land.

Allen Glover and George S. Gaines licensed Traders in the Choctaw Nation, have accounts amounting to upwards of nine thousand dollars against the Indians who are unable to pay their said debts without distressing their families; a desire is expressed by the Chiefs that two sections of land be set apart to be sold and the proceeds thereof to be applied toward the payment of the aforesaid debts. It is agreed that two sections of any unimproved and unoccupied land be granted to George S. Gaines who will sell the same for the best price he can obtain and apply the proceeds thereof to the credit of the Indians on their accounts due to the before mentioned Glover and Gaines; and shall make the application to the poorest Indian first.

At the earnest and particular request of the Chief Greenwood Laflore there is granted to David Haley one half section of land to be located in a half section on any unoccupied and unimproved land as a compensation, for a journey to Washington City with dispatches to the Government and returning others to the Choctaw Nation.

The foregoing is entered into, as supplemental to the treaty concluded yesterday.

Done at Dancing Rabbit Creek .the 28th day of September 1830.

Jno. H. Eaton.
Jno. Coffee.

34.

1830 ***Convention entre les gouvernemens de Cobourg, de Gotha et celui de Schwarzbourg Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu, conclue le 30 Septembre 1830.***

(*Sur copie officielle.*)

Zwischen dem Herzoglich-Sächsischen Ministerium zu Coburg und Gotha und dem Fürstlich-Schwarzburgischen geheimen Konsilium zu Sondershausen ist auf vorhergegangene Kommunikation hinsichtlich der Aufnahme ausgewiesener oder heimathloser Personen, in Bezug auf die Herzoglich-Sachsen-Coburg- und Gothaischen und die Fürstlich-Schwarzburg-Sondershäusischen Lande, folgende Uebereinkunft getroffen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des Andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staates ist, welchem er zugewiesen wird, in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines in *gerader Richtung* rückwärts liegenden Staates, nothwendig seinen Weg nehmen muſs.

§. 2. Als Staats-Angehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie aufser der Ehe erzeugt worden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt, in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne vorher wieder aus dem Unterthans-Verbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathsrecht erworben zu haben.

Kinder, die noch im älterlichen Brode sind, folgen den Heimaths-Verhältnissen ihrer Eltern — ehe-

liche dem des Vaters, uneheliche dem der Mutter — 1830
bei deren Wohnorts- und Heimaths-Veränderungen.

b. Diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebietes geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthansrecht nach dessen Verfassung erworben, oder sich daselbst, mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin unter Zulassung der Obrigkeit zehn Jahre lang gewohnt haben.

Derjenige aber hat eine eigene Wirthschaft angelegt, welcher nach erfolgter Trauung eine für sich und seine Familie bestimmte Wohnung nach seiner freien Willkür selbst ausgemittelt und bezogen, für seine und der Seinigen Beköstigung selbst gesorgt und von der Obrigkeit nicht etwa blofs Erlaubnifs zu einem zeitigen Aufenthalte erlangt hat.

c. Diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerrechtlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dafs sie sich daselbst, unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder dafs ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, dafs auch insbesondere diejenigen als ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen betrachtet werden sollen, welche nicht in dem Staatsgebiete geboren sind, jedoch dem Staate zu Zeiten eines Kriegs oder des Friedens Militairdienste geleistet haben und zwar ohne Rücksicht auf die Dauer dieses Dienstverhältnisses und den im Militair gehabten Rang.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder der zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältnifs entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden

1830 Gewifsheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so mufs derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann vermöge eines der angeführten Verhältnisse zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dafs während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder getrennt worden, und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer vagabundirenden Familie zu der Zeit, wo die Frage entsteht, an welchem Orte dieselbe aufzunehmen ist, Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhaltes, den sie von den Eltern geniefsen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter gehört.

Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört. Diejenigen Kinder einer vagabundirenden Familie, welche zu der obenbemerkten Zeit 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine 1830
Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme derselben sich nicht entziehen.

§. 8. Zeitpächter, Handlungsdiener, Handwerksgesellen, Dienstboten aller und jeder Art, Schäfer und Dorfhirten oder Huthleute — selbst wenn sie eine selbstständige Wirthschaft haben, ingleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher, oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen worden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen kein Heimwesen anzusprechen haben, ist Letzterer, den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig, es würde dann urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dafs das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des erstern zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung von Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kontrahirenden Theile, nicht blofs auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden konventionsmäfsig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln und nöthigen Falles bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein von dem einen der hohen kontrahirenden Theile, dem andern Theile zum weitern Transport in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des

1830 §. 9. zugeführter Vagabunde, von dem letztern nicht angenommen würde; so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Regierungs-Behörden überlassen, unter einander die nähern Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmsorte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizei-Behörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staates für beendigt anzusehen ist.

Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport konventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen worden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können.

Gröfsere sogenannte Vaganten-Schube sollen künftighin nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staates geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staates bezweckt wird; so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so mufs letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom 1sten Dezember dieses Jahres an verbindlich sein, und in

kraft treten, und diese Kraft so lange behalten, als 1830
man sich nicht über andere Grundsätze dieses Gegenstandes halber vernehmen, oder der eine oder der andere Theil solche aufkündigen wird.

Coburg, den 30sten September 1830.

Herzogl. S. Coburg- und Gothaisches Ministerium.

v. Carlowiz.

35.

Convention entre la Bavière et la Sardaigne concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine, conclue le 5 Octobre 1830.

(*Regierungsblatt für das Königr. Baiern* Nr. 3. 1831.)

Die nachfolgenden Bestimmungen des mit dem Königreiche Sardinien unterm 5ten October v. J. abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrages werden hiemit durch das Regierungsblatt zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Art. I. Zwischen den gegenwärtigen Staaten Seiner Majestät des Königs von Baiern, und jenen Seiner Majestät des Königs von Sardinien sind und bleiben für immer aufgehoben die Heimfallsrechte, welche schon durch die Uebereinkunft vom 3ten September 1772 abgestellt wurden, die Nachsteuern, welche die nämliche Uebereinkunft beibehalten hatte, und alle anderen Gebühren gleicher Art. Demzufolge werden die gegenseitigen Unterthanen von nun an nicht nur alle schon durch die Artikel I. und III der Uebereinkunft vom 3ten September 1772 stipulirten Erleichterungen geniefsen, sondern sie werden für das Vermögen, welches ihnen durch testamentarische oder Intestat-Erbfolge, oder durch Vertrag, Vermächtnifs oder Schenkung zufallen wird, dann für die Ausführung des beweglichen Eigenthums und des

1830 Erlöses aus dem unbeweglichen Eigenthum, wel
sie auf solche Art überkommen oder erworben
ben, keiner Gebühr mehr unterworfen sein, und
weder unter den Namen der Nachsteuer, noch
einer andern Benennung.

Art. II. Die Aufhebung der Nachsteuer fi
sohin statt, welches auch der Beweggrund oder
Ursache der Ausführung der Güter, des Geldes
andern beweglichen Eigenthumes sei. Sie erst
sich nicht allein auf die Gebühren, welche in
Kassen des Staates oder des Souverains, sondern
auf jene, welche in die Kassen der Gemeinden, St
Märkte, frommen Stiftungen, Ritterorden, Patri
nialgerichtsbarkeiten, Korporationen und moralis
Personen oder welch' immer für Individuen flie
so zwar, dafs keine der besagten Kassen irgend
der unter dem Namen Nachsteuer begriffenen Ge
ren fordern oder erheben kann, ohne dafs jedoch
Betheiligten sich entschlagen könnten, die nämli
Gebühren zu bezahlen, welchen in ihrem Lande
Eingebornen selbst in Ansehung ihres Eigenthums
ihrer Erbschaften unterworfen sind oder unterwo
werden sollen.

Art. III. Zu diesem Ende erklären Ihre
stäten der König von Baiern und der König von
dinien durch gegenwärtige Uebereinkunft ausdrücl
die Stipulationen des Artikels V. und des Sep
und Zusatzartikels der Uebereinkunft vom 3ten
tember 1772, so wie alle Edikte, Königliche Pat
Gesetze, Verordnungen, Statuten, Beschlüsse,
wohnheiten und Privilegien, welche entgegenst
könnten, von nun an für kraftlos: sie sollen den
derseitigen Unterthanen gegenüber, für die in
beiden vorstehenden Artikeln bezeichneten Fälle
nicht geschehen und erlassen angesehen werden.

Art. IV. Die besagten Erben, Legatarien,
werber oder Donatarien, nachdem sie sich in
Besitz der durch Erbschaften, Legate, Geschenke
in anderer Art erworbenen Gegenstände gesetzt
ben, sollen, wenn sie im Besitze und Genusse d
Gegenstände bleiben wollen, defshalb nicht geh
sein, sich Naturalisations-Dekrete zu verscha
ihre Personen und ihr Eigenthum sollen in di

lle keiner andern Auflage oder irgend einer Steuer 1830
denen unterworfen sein, welchen die Personen
d das Eigenthum der eigenen und eingebornen Un-
thanen des Landes unterworfen sind, oder unterwor-
werden sollen, und man wird sich auch in den
iderseitigen Gerichtshöfen nach den Bestimmungen des
t. IV. der besagten Uebereinkunft von 1772 richten.

Art. V. Die in den vorstehenden Artikeln ent-
altenen Bestimmungen sollen jedoch in beiden Staa-
n den Gesetzen über die Auswanderung und die
ilitairpflicht ihrer beiderseitigen Unterthanen keinen
bruch thun.

Art. VI. Die Bestimmungen gegenwärtiger Ue-
reinkunft sind auf alle in den gegenwärtig zu den
aten der beiden kontrahirenden Mächte gehörigen
bietstheilen seit der Konvention von 1772 eröffne-
n Erbschaften, so wie auf alle seit dieser Epoche
diesen Ländern sich ergebenen Fälle gleichmäfsig
wendbar, unbeschadet jedoch bereits entschiedener
chen und rechtskräftiger Vergleiche.

München, den 9ten Januar 1831.

Königl. Staats-Ministerium des Königl. Hauses und des Aeufsern.

Graf v. Armansperg.

Braun.

36.

Convention entre la Bavière, le Wur- 1831
temberg et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant la réception du baillage Saxon d'Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg, signée le 25 Janvier 1831.

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern* 1831. 10. März Nr. 14. *Neueste Staatsakten* Bd. 24. p. 43.)

Zwischen den Kronen Baiern und Würtemberg ei-
- und dem Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-

1831 Eisenach anderen Theiles, ist wegen Inkladirung d
Grofsherzoglichen Vordergerichts Ostheim in d
Baierisch-Würtembergischen Zollverein, durch b
derseitige Bevollmächtigte unterm 25sten Januar d.
ein Vertrag unterzeichnet, auch Allerhöchst gene
migt worden, dessen Inhalt andurch zur allgemein
Wissenschaft und Nachachtung bekannt gemacht wi

Allgemeine Bestimmungen.

Art. I. Seine Königliche Hoheit der Grofsh
zog von Sachsen-Weimar-Eisenach erklären sic
unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, b
reit, mit Ihrem im Eingange genannten, innerhalb d
Landesgränzen des Königlich-Baierischen Staats ei
geschlossenen Besitzungen dem Baierisch-Würte
bergischen Zollvereine und dem indirekten Abgab
systeme des Königreichs Baiern beizutreten. Demn
sollen die Gesetze und Verordnungen über die
den Eingang, Ausgang, Durchgang, so wie auf
Produktion, den inneren Verkehr oder den Verbra
von Waaren gelegten Abgaben, so weit sie respe
tive in dem Baierisch-Würtembergischen Zollver
und in den, Ostheim zunächst liegenden, Bezirk
des Königlich-Baierischen Untermainkreises gege
wärtig bestehen, oder künftig erlassen werden,
dem Grofsherzoglichen Vordergerichte Ostheim e
so, — vorbehaltlich der Bestimmungen im Art. II. -
zur Anwendung kommen, als wenn sie von Sei
Königlichen Hoheit selbst ausgeflossen wären.

Art. II. In Gemäfsheit des Art. I. sollen da
die Baierisch-Würtembergischen Gesetze über
Zölle, und die Baierischen Gesetze über die Aufschl
gefälle, namentlich die Vereinszollordnung und
Vereinszolltarif vom 12ten November 1828, die Zo
verwaltungs-Reglements, insbesondere die Vero
nung über die Kompetenz der Zollbehörden vom 8
Februar 1829, über den Gränzverkehr vom 4ten
bruar 1829, über die Aufsicht und Kontrole bezügl
auf das Zollwesen vom 20sten September 1829, ü
Erleichterung der Durchfuhr im Zollvereine v
22sten September 1828, über die Zollschutzwache u
Sicherungsanstalten vom 3ten October 1828, dann
Verordnung vom 28sten Julius 1807 und in dersel

hgefolgten verschiedenen Novellen über die allge- 1831
ine Gleichstellung und Erhebung der Bier-, Brannt-
in- oder Malzaufschläge, unmittelbar nach Aus-
ichselung der Ratifikationen dieses Vertrages, in
n gedachten Gebietstheilen von der Grofsherzogli-
en Behörde förmlich publizirt, und dieselben zum
engsten Vollzuge angewiesen werden; auch wird
geordnet werden, dafs die Gesetze und Verordnun-
en, welche künftig in Bezug auf das Zollwesen, dann
e Produktions-, Verkehrs- oder Verbrauchssteuern
Baiern erlassen werden sollten, dem Grofsherzog-
chen Landschaftskollegium zu Weimar und der Grofs-
erzoglichen Regierung zu Eisenach durch die Königi-
che Regierung des Untermainkreises in Würzburg
desmal förderlich mitgetheilt werden, damit jene
rofsherzoglichen Behörden amtliche Kenntnifs davon
halten, und die Publikation im Vordergerichte Ost-
eim zeitig verfügen können.

In so weit Bestimmungen dieser Art nur den
ollzug der bestehenden Anordnungen zum Zwecke
aben, werden sie, auch ohne förmliche Publikation
m Amtssitze Ostheim, alsdann für bekannt voraus-
esetzt, wenn sie in dem Königlich-Baierischen In-
lligenzblatte für den Untermainkreis enthalten, oder
er Grofsherzoglichen Behörde in Ostheim durch die
ächste Königliche Behörde zur Kenntnifs mitgetheilt
orden sind.

Art. III. Seine Königliche Majestät von Baiern
nd Seine Königliche Majestät von Würtemberg ei-
es, und Seine Königliche Hoheit der Gofsherzog
on Sachsen-Weimar-Eisenach anderen Theils sichern
hren Unterthanen gegenseitig einen völlig freien Ge-
erbs- und Handelsverkehr zwischen den Königrei-
hen Baiern und Würtemberg und den oben genannten
ebietstheilen des Grofsherzoglichen Amtes Ostheim
derselben Art und Ausdehnung, als wenn dieselben einer und der nämlichen Regierung untergeben wären.

Insbesondere werden die Bewohner dieser Grofs-
erzoglichen Gebietstheile hinsichtlich ihrer Erzeug-
isse und Fabrikate im Umfange der Baierischen und
Würtembergischen Lande dieselben Rechte und Frei-
heiten genieſsen, welche den Baierischen und Wür-
tembergischen Unterthanen zustehen, und nicht mehr

1831 Abgaben entrichten als diese. Desgleichen werden d
Königlich-Baierischen und Königlich-Würtemberg
schen Unterthanen im Amtsbezirke von Ostheim ga
eben so behandelt werden, so dafs auch solche inlä
dische Erzeugnisse und Fabrikate, welche mit beso
deren Fabrikations- oder Verbrauchssteuern bele
sind, wenn sie diese Steuern einmal entrichtet habe
ohne weitere Abgabe, noch sonstiges Hindernifs fr
aus einem Lande in das andere übertreten.

Auch sollen die Grofsherzoglich-Sächsischen Un
terthanen des Vordergerichts Ostheim diejenigen Vor
theile mit zu geniefsen haben, welche den Königl.
Baierischen und Königlich-Würtembergischen Unter
thanen durch Handelsverträge mit anderen Staaten,
namentlich durch den Vertrag mit der Krone Preufsen
und dem Grofsherzogthum Hessen vom 27sten Ma
1829 erworben sind.

Art. IV. Seine Königliche Majestät von Baiern
und Seine Königliche Majestät von Würtemberg ver
sprechen ferner, dafs Seine Königliche Hoheit der
Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach an dem
Reinertrage der Zölle des Baierisch-Würtembergi
schen Zollvereins im Verhältnifs der Bevölkerung de
Grofsherzoglichen Vordergerichts Ostheim Anthei
nehmen sollen.

*Gegenseitige Kontrolirung der Malz-Aufschlags
verwaltung.*

Art. V. Obgleich die Verwaltung und Erhebung
aller übrigen, im vorhergehenden Artikel nicht ge
nannten indirekten Abgaben, namentlich der auch im
Vordergerichte Ostheim einzuführenden Malzaufschläge
zum alleinigen Vortheile der betreffenden Landeskas
sen vorbehalten bleibt, so wollen doch Seine Königli
che Hoheit von Sachsen-Weimar-Eisenach gestat
ten, dafs die benachbarten Königlich-Baierischen
Oberaufschlagämter sich durch Abordnung von Beam
ten, welche sich bei der Grofsherzoglichen Aufschlags
behörde zu Ostheim gehörig auszuweisen haben, die
Ueberzeugung verschaffen, dafs von den letzteren über
all und genau der Königlichen Verordnung vom 28sten
Julius 1807 und den darauf gefolgten Novellen gemäfs
verfahren werde.

Gleiche Berechtigung soll der Grofsherzoglich- 1831
chsischen Behörde in Bezug auf die Kontrolirung
: gehörigen Beobachtung der gedachten Verordnung
dem anstofsenden Königlich-Baierischen Gebiete
stehen.

Defraudationen.

Art. VI. Die Untersuchung gegen Handlungen
rofsherzoglicher Unterthanen, wodurch die König-
h-Baierisch-Würtembergischen im Grofsherzog-
um Sachsen-Weimar-Eisenach für das Vordergе-
ht Ostheim rezipirten Zollgesetze übertreten und
Einnahmen aus Zöllen oder Regalien, deren Er-
bung Gegenstand des vorliegenden Vertrages ist,
ährdet werden möchten, es sei nun, dafs jene
ndlungen im Amtsbezirke Ostheim, oder aufser dem-
ben entdeckt werden, den einzigen Fall ausgenom-
n, wo der Uebertreter im Baierischen oder Wür-
mbergischen Staatsgebiete auf frischer That ergriffen
rden ist, — soll vom Grofsherzoglichen Justizamte
theim geführt werden. Dasselbe erkennt in erster
stanz in allen Zollstrafsachen, in welchen den Kö-
glichen Untergerichten in Baiern und Würtemberg
e solche Kompetenz eingeräumt ist.

Das Untersuchungs- und Strafverfahren ist, so
eit eine kriminelle Strafbarkeit nicht vorliegt, so-
ohl bei dem genannten Gerichte erster Instanz, als
ch bei den höheren Gerichten, vor welche die
che, nach dem im Grofsherzogthume verfassungs-
fsig geordneten Instanzenzuge gelangen möchte,
ch den Baierisch-Würtembergischen Zollgesetzen
bemessen und in jedem Falle soll das Verfahren
viel als möglish abgekürzt, auch durchaus keiner
thigen Verzögerung statt gegeben werden.

Wenn in Folge dieser obigen Bestimmungen Geld-
n verfügt werden, so fallen dieselben nach Ab-
des Aufbringerantheils und der defraudirten Ge-
le den Grofsherzoglichen Kassen anheim.

Einige besondere Verhältnisse.

a. *Salzkonsumtion.*

Art. VII. Die Bewohner des Grofsherzoglichen
ntes Ostheim werden das benöthigte Salz durch die

1831 Königlich-Baierischen Salzfaktoreien und um diesel ben Preise, wie die Königlich-Baierischen Unterth nen in den umliegenden Distrikten beziehen.

Seine Königliche Hoheit werden Sorge trage dafs kein anderes als Baierisches Salz im Amtsbezirk verbraucht und die Königlich-Baierischen Verordnun gen in Betreff der Salzregie daselbst streng aufrecl erhalten werden.

Seine Königliche Majestät werden dafür dem Grofs herzoglichen Aerar eine der Bevölkerung des Amts und der jährlichen Salzkonsumtion angemessene baar Vergütung anweisen lassen.

b. *Spielkarten.*

Art. VIII. Seine Königliche Hoheit wollen fer net eine Fabrikation von Spielkarten im Gebiete de Vordergerichts Ostheim nicht gestatten. Dagegen wi von Seiten der Königlich-Baierischen Regierung ve anstaltet werden, dafs eine dem Verbrauche des g dachten Bezirks angemessene Quantität von Spielk ten, welche mit dem Weimarischen Kartenstemp versehen und mit Attesten der Grofsherzoglich-Sac sen-Weimar-Eisenachischen Landesbehörde begleit sind, aus dem Grofsherzogthume Sachsen-Weim über das Königliche Vereinszollamt Mellrichstadt n vorausgegangener gehöriger Deklaration bei demselb frei nach Ostheim gelangen können.

c. *Erhaltung der Strafsen, dann Brücken- un Pflastergeld.*

Art. IX. Seine Königliche Majestät von Baie sind geneigt, die Strafsen von Oberfladungen bis die Gränze von Melpers, sodann durch den sogenan ten Höhl, und von der Eisenachischen Gränze b nach Tann unverzüglich in guten fahrbaren Stand setz und dieselben, so wie die übrigen bestehenden m den Grofsherzoglichen Landen führenden Strafsen solchem Stande forterhalten zu lassen; wogegen Sei Königliche Hoheit von Sachsen-Weimar Sorge tr gen wollen, dafs die durch den Amtsbezirk Osthei und über die hohe Rhön durch Fürx und Franke heim führenden Kommunikationswege in gutem fah baren Stande erhalten werden.

Für die Benutzung dieser Wege soll im Vorde gerichte Ostheim unter keinerlei Namen eine Abga

richten sein, mit einziger Ausnahme des Pfla- 1831
ster- und Brückengeldes in der Stadt Ostheim, wel-
ches für Rechnung der dortigen Kommüne nach fol-
gendem unüberschreitbaren Tarife erhoben wird.

Tarif.

Drei Kreuzer von jedem an einen Fuhrmannskar-
ren gespannten oder angehängten Pferde;

Zwei und einen halben Kreuzer von jedem an
einen beladenen Wagen oder an eine Chaise ange-
spannten Pferde;

Zwei Kreuzer von jedem an einen unbeladenen
Wagen oder Chaise gespannten Pferde;

Ein und ein halber Kreuzer von jedem Reitpferde
oder angespannten Ochsen;

Ein Kreuzer von jedem leer gehenden Pferde;

Ein halber Kreuzer von jedem nicht angespannten
Ochsen, Stier, Kuh oder Esel;

Ein Kreuzer von jedem mit andern als blofs land-
wirthschaftlichen Erzeugnissen beladenen Schiebkarren;

Die Hälfte hiervon, wenn er mit solchen zum
Verkauf bestimmten Erzeugnissen beladen ist.

Die eine Hälfte dieser Gebühren wird für die Be-
nutzung des Stadtpflasters und die andere Hälfte für
die Benutzung der Brücke gerechnet.

Dieselben werden also nur zur Hälfte entrichtet,
wenn die Brücke nicht passirt wird, und fallen ganz
weg, wenn weder die Brücke noch die Stadt passirt
wird.

Frei vom Pflaster- und Brückengeld sind die Oe-
konomiefuhren der Baierischen Unterthanen und der
Anspann und die Reitpferde Baierischer Beamten oder
Bediensteten aus dem Zivil- und Militairstande.

So lange die durch die Stadt Ostheim führende
Hauptstrafse noch nicht gepflastert ist, soll auch kein
Pflastergeld gegeben werden.

Ueber die wünschenswerthe Aufhebung aller be-
sonderen Pflaster- und Brückengelder wird weitere
Vereinbarung vorbehalten.

4. *Behandlung des Verkehrs zwischen Kaltennordheim, Meiningen und Ostheim.*

Art. X. Die Königlich-Baierischen Zollerhe-
bungsstellen in Willmars und Oberfladungen werden

1831 ermächtigt werden, die für den gewöhnlichen Verkehr zwischen Ostheim einer-, dann Kaltennordheim und Meiningen andrerseits, erforderlichen definitiven Zollbehandlungen im Eingange und Ausgange vorzunehmen, insbesondere für die durch Grofsherzogliche verpflichtete Boten hin- und hergebrachte Pakete.

Insofern dergleichen Pakete mit Grofsherzoglichen Dienstsiegeln verschlossen sind, sollen dieselben uneröffnet belassen und zollfrei behandelt werden. Bei eintretenden erheblichen Verdachtsgründen einer Zolldefraudation bleibt den Königlichen Zollbediensteten vorbehalten, diese Boten in das Amt Ostheim zu begleiten und respektive zurückzuführen und in ihrer Gegenwart am Amtssitze die verdächtigen Pakete öffnen zu lassen; worauf gegen die Schuldigen nach den Gesetzen zu verfahren ist.

Schlufs.

Art. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum Schlusse des Jahres 1842 festgesetzt; wird in diesem Jahre keine Aufkündigung von der einen oder andern Seite erfolgen, so soll derselbe als stillschweigend auf weitere zwölf Jahre verlängert angesehen werden.

München am 18ten März 1831.

Königl. Staats-Ministerium des Königl. Hauses und des Aeufsern.

Graf v. Armansperg.

Braun.

37.

Convention entre le gouvernement du duché de Saxe-Meiningen et celui de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu, publiée le 30 *Janvier* 1831.

(*Sur copie officielle.*)

Nachdem zwischen dem unterzeichneten Herzoglichen Landesministerium und dem Fürstlich-Schwarzburgi-

schen Geheimen Konsilium in Sondershausen eine Ue- 1831
bereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Landstreicher und anderer Ausgewiesenen geschlossen worden ist, so wird deren Inhalt auf höchsten Befehl Seiner Herzoglichen Durchlaucht allen Behörden zu genauer Befolgung hierdurch bekannt gemacht.

§. 1. In Zukunft soll kein Landstreicher oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch dessen Gebiet, als ein Angehöriger eines rückwärts liegenden Staats nothwendig seinen Weg nehmen mufs.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie aufser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweites Heimathsrecht erworben zu haben;

b. diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich selbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben;

c. diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse oder überhaupt als heimathlos, in nähere Verbindung mit dem Staate dadurch getreten sind, dafs sie daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet haben, oder dafs ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren wird, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrück-

1831 lich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältnifs entscheidend; jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden Gewifsheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar; so mufs derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann vermöge eines der angeführten Verhältnisse zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dafs während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder getrennt worden, und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern geniefsen, von denselben nicht getrennt werden können; so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern, der Vater, oder bei unehelichen, die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und dieselben bei ihrem Vater befindlich sind; so werden sie

von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater 1831
zugehört. Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweite Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen, Dienstboten, Schäfer und andere Hirten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, ingleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher, oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen worden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist dieser Staat den Eintritt in sein Gebiet oder den Aufenthalt in demselben zu gestatten, nicht schuldig; es würde dann urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden, dafs das zu übernehmende Individuum einem rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe auf geradem Wege nicht anders, als durch das Gebiet des erstern, zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der beiden kontrahirenden Theile, nicht blofs auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden, der Uebereinkunft gemäfs, verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Ur-

1831 kunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein von dem einen der beiden kontrahirenden Theile dem andern Theile zur Weiterschaffung in einen rückwärts liegenden Staat, zu Folge der Bestimmung §. 9., zugeführter Vagabund von dem letztern nicht angenommen würde; so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Um die Transporte zu dirigiren, sind zu beiderseitigen Uebergabe-Orten und zwar: auf Herzogl. Meiningenschem Gebiete, Salzungen, Eisfeld und Kranichfeld, und auf Fürstl. Schwarzburgischem Gebiete, Clingen, Arnstadt und Gehren bestimmt worden.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport, der Uebereinkunft gemäfs, gegründet wird, übergeben.

In Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr, als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können. Gröfsere, sogenannte Vagabundenschube sollen künftig nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird; so können für den Transport und die Verpflegung der Va-

gebunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden. 1831

Wird ein Ausgewiesener, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so mufs letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

Meiningen, den 30sten Januar 1831.

Herzogl. Sächsisches Landesministerium.

VON BAUMBACH. D. v. STEIN.

38.

Convention de cartel entre tous les états de la confédération Germanique, signée à Francfort sur Mein le 10 *Février* 1831.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1831. Nr. 4. p. 41.)

Die souverainen Fürsten und freien Städte Deutschlands, haben in Folge des Artikels XXIV, der in der Plenarversammlung vom 9ten April 1821 festgestellten Grundzüge der Kriegsverfassung des Deutschen Bundes, eine allgemeine Kartelkonvention abgeschlossen, deren Bestimmungen in folgenden Artikeln enthalten sind:

ART. I. Alle von den Truppen eines Bundesstaates, ohne Unterschied, ob selbige zu Provinzen gehören, welche im Bundesgebiete liegen oder nicht, unmittelbar oder mittelbar in die sämmtlichen Lande eines Bundesgliedes, oder zu dessen Truppen, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden, desertirende Militairpersonen, werden sofort und ohne

1831 besondere Reklamation an den Staat ausgeliefert, dem selbige entwichen sind. Gleichmäfsig werden auch alle Desefteure, welche in nicht zum Bundesgebiet gehörigen Provinzen der Bundesstaaten entweichen, an den Staat ausgeliefert, dem selbige entwichen sind.

Art. II. Als Deserteur wird derjenige ohne Unterschied der Waffe angesehen welcher, indem er zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten, mit demselben in gleichem Verhältnisse stehenden Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen jedes Bundesstaats gehört und durch seinen Eid der Fahne verpflichtet ist, ohne Pafs, Ordre oder sonstige Legitimation sich in das Gebiet des andern Staates oder zu dessen Truppen begiebt.

Offiziere niederen oder höheren Grades, wenn sich bei solchen ein Desertionsfall ereignen sollte, sind nur auf ergangene Requisition auszuliefern.

Art. III. Sollte ein Deserteur schon von einem andern Bundesstaate entwichen sein, so wird er an denjenigen Bundesstaat ausgeliefert, in dessen Dienste er zuletzt gestanden.

Wenn ein Deserteur von einem Bundesstaate zu einem fremden Staate und von diesem zu den Truppen eines anderen Bundesstaats entweicht, so wird er an den ersten Bundesstaat ausgeliefert, falls zwischen dem letztern und dem fremden Staate kein Kartel besteht.

Art. IV. Nur folgende Fälle können die Verweigerung oder Verzögerung der Auslieferung eines Deserteurs begründen:

a. wenn der Deserteur zu dem Staate, wohin er entweicht, durch Geburt oder rechtliche Erwerbung — abgesehen von dem anderswo übernommenen Militairdienste — im Unterthansverbande steht, also mittelst der Desertion in seine Heimath zurückkehrt;

b. wenn der Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, in welchem Falle die Auslieferung erst nach erfolgter Bestrafung, so weit es thunlich ist, unter Mittheilung des Strafurtheils, jedoch ohne Anspruch auf Erstattung der Untersuchungs- und Arrest-Kosten statt finden soll. Schulden oder andere eingegangene Verbindlichkeiten geben aber dem Staate, in welchem er

sich aufhält, kein Recht die Auslieferung zu ver- 1831
weigern.

Art. V. Die Verbindlichkeit der Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sättel, Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke, welche der Deserteur mitgenommen hat, selbst in dem Falle, wo der Deserteur nach Art. IV. nicht, oder nicht sofort ausgeliefert wird.

Art. VI. Die Auslieferung geschieht an den nächsten Gränzort, wo sich entweder eine Militair-Behörde oder ein Gensdarmerie-Kommando befindet.

Wird ein Deserteur von einem Bundesstaate ausgeliefert, der nicht unmittelbar an den Bundesstaat gränzt, welchem der Deserteur angehört; so wird derselbe an die Militair-Behörde des dazwischen liegenden Bundesstaats, unter Ersatz der nothwendigen Auslagen, übergeben, von derselben übernommen, die Unterhaltungskosten desselben während des Transports bestritten und, mit Beobachtung der sonstigen Bestimmungen, dem Staate, dem er gehört, abgeliefert.

Art. VII. Sollte ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden entgangen sein, so erfolgt die Auslieferung auf die erste desfällige Requisition, auch wenn er in die Militairdienste des Staats, in dem er entwichen, getreten ist, oder sich daselbst ansässig gemacht hat.

Die Requisitionen ergehen an die oberste Civil- oder Militair-Behörde der Provinz, wohin der Deserteur sich begeben hat.

Art. VIII. Die Unterhaltungskosten der Deserteure und der mitgenommenen Pferde werden dem ausliefernden Staate, von dem Tage der Verhaftung an bis einschliefslich den der Ablieferung, in dem Augenblicke erstattet, wo der Deserteur abgeliefert wird.

Deserteure und mitgenommene Pferde, welche dem Bundesstaate, dem sie angehören, zugeführt werden, werden auf dem Wege dahin in jedem Bundesstaate wie einheimische, auf dem Marsche begriffene Mannschaften und Pferde verpflegt und es wird für diese Verpflegung jedem Staate die nämliche Vergütung geleistet, welche dort für die Verpflegung der eigenen, auf dem Marsche begriffenen Mannschaften

1831 und Pferde vorgeschrieben ist. Der Betrag dieser vergütenden Auslage ist überall durch eine amtli Bescheinigung auszuweisen.

In den Fällen, worin der Deserteur durch v schiedene Gebiete fortzuschaffen ist, mufs von ausliefernden Behörde jederzeit ein Transportze mitgegeben werden. Diejenigen Staaten, durch wel der Deserteur durchgeführt wird, haben die erwa senen Unkosten vorschufsweise zu bezahlen, wel auf dem Transportzettel quittirt und so dem näch vorliegenden Staate in Zurechnung gebracht werd welcher hierauf bei der Auslieferung den vollen satz erhält.

Art. IX. Unterthanen, welche Deserteure mitgenommene Pferde einliefern, erhalten folge Prämie:

für einen Deserteur ohne Pferd 8 Gulden C.
für einen Deserteur mit Pferd 16 Gulden C.
für jedes Pferd ohne Mann 8 Gulden C.

Obrigkeiten, welche einen Deserteur einliefern, halten keine Prämie.

Art. X. Aufser den Unterhaltungskosten der Prämie darf nichts weiter, unter keinerlei V wand, es betreffe Löhnung, Handgeld, Bewachun oder Fortschaffungs-Kosten gefordert werden.

Art. XI. Allen Behörden wird es zur stren Pflicht gemacht, auf Deserteure zu wachen.

Art. XII. Alle nach der Verfassung der B desstaaten reserve- landwehr- und überhaupt milit pflichtige Unterthanen, sie mögen vereidet sein o nicht, einberufen sein oder nicht, welche ohne obr keitliche Erlaubnifs in die Länder oder zu den Tr pen eines andern Bundesgliedes, sie mögen zu d Bundesgebiete gehören oder nicht, übertreten, s der Auslieferung unterworfen, jedoch nur auf bes dere Requisition der kompetenten Behörde.

Mit den Unterhaltungskosten ist es wie bei Deserteuren von den Truppen selbst zu halten. E Prämie wird aber nicht gezahlt.

Art. XIII. Allen Behörden und Unterthanen Bundesglieder ist streng zu untersagen, Deserte oder Militairpflichtige, welche ihre Militairbefrei nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdi

en aufzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, 1831
der dieselben, um sie etwanigen Reklamationen zu
ntziehen, in entferntere Gegenden zu befördern.

Auch ist nicht zu gestatten, dafs eine fremde
acht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten
es Deutschen Bundes anwerben lasse.

Art. XIV. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen eines anderen Bundesstaates, oder der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird nach Landesgesetzen als Hehlers so bestraft, als wenn die desertirenden oder austretenden Individuen dem Staate selbst angehörten, in welchem der Hehler wohnt.

Art. XV. Wer Pferde, Sättel, Reitzeug, Artillerie- und Montirungsstücke, welche ein Deserteur aus einem andern Bundesstaate bei seiner Entweichung mitgenommen hat, an sich bringt, hat selbige ohne Anstand zurückzugeben und wird, wenn er wufste, dafs sie von einem Deserteur herrührten, eben so bestraft, als wenn jene Gegenstände dem eigenen Staat entwendet wären.

Art. XVI. Eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs oder austretenden Militairpflichtigen über die Gränze ist zu untersagen. Wer sich solche erlaubt, wird verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert. Als eigenmächtige Verfolgung ist aber nicht anzusehen, wenn ein Kommandirter in das jenseitige Gebiet abgesandt wird, um der Obrigkeit die Desertion zu melden. Der Kommandirte darf sich aber an dem Deserteur nicht vergreifen, widrigenfalls er, wie vorerwähnt, zu bestrafen ist.

Art. XVII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung in anderem Territorium, Verführung zur Desertion oder zum Austreten von Militairpflichtigen, in dem Staate, wo solches geschieht, nach den Gesetzen desselben zu bestrafen. Wer sich der Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seiner Heimath aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird, auf desfällige Requisition, in seinem Lande zur Untersuchung und gesetzlichen Strafe gezogen.

Art. XVIII. Allen vor Abschlufs dieser allgemeinen Kartelkonvention desertirten, oder ausgetre-

1831 tenen, in den Artikeln I, II, III und XII. bezeic
neten Individuen, wird eine Amnestie dahin zugesta
den, dafs sie für ihre Person, entweder unter nic
zu versagender Entlassung aus fremden Militairdie
sten, oder unter der Freiheit, darin zu verbleib
wenn sie ihren Wunsch deshalb binnen der Frist
nes Jahres erklären, frei und unangefochten, je
oder künftig, ihre Heimath wieder besuchen dürf
Wenn sie in ihre Heimath zurückkehren, treten
jedoch in diejenige Verbindlichkeit zum Militairdien
wieder ein, welche daselbst noch gesetzlich für
fortbesteht. Auch gelangen sie wieder zur freien u
unbeschränkten Verfügung über ihr dort befindlich
jetziges oder künftiges Vermögen, in so fern dasse
nicht durch Gesetz und Ausspruch der kompeten
Behörde bereits der Konfiskation anheim gefallen

Art. XIX. Die Bundesglieder machen sich
bindlich, keine besondern Kartelle unter sich bes
len zu lassen, oder von nun an einzugehen, deren
stimmungen mit den Grundsätzen dieses allgemein
Kartels in Widerspruch stehen.

Art. XX. Vorstehende Kartelkonvention t
vom heutigen Tage an in volle Wirksamkeit. Fra
furt am Main, den 10ten Februar 1831.

39.

Traité entre la Prusse et le gran duché de Saxe-Weimar concern l'accession future du grand-duc au système des douanes des prov ces orientales de Prusse, signé Berlin le 11 Février 1831.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Pre schen Staaten* 1831. Nr. 5. p. 45.)

Seine Majestät der König von Preufsen und S
Königliche Hoheit der Grofsherzog von Sachsen-W

ar, haben in der Absicht, die Herstellung eines freien 1831
Verkehrs, welche den neuerlich zwischen Preufsen
nd anderen Deutschen Staaten abgeschlossenen Ver-
rägen zum Grunde liegt, auch auf das Verhältnifs
es Grofsherzogthums Weimar mit der Preufsischen
Monarchie auszudehnen, Unterhandlungen einleiten
assen und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preufsen:
Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Al-
brecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich-
Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, In-
haber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen
Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St. An-
nen-Ordens 2ter Klasse, Kommandeur des Civil-
Verdienst-Ordens der Königlich-Baierischen Krone,
und des Königlich-Würtembergischen Civil-Ver-
dienst-Ordens, Kommandeur des Königlich-Han-
noverschen Guelphen-Ordens und des Grofsherzog-
lich-Hessischen Haus-Ordens;

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von
achsen-Weimar-Eisenach:
Höchst-Ihren wirklichen Geheimen Rath und Staats-
Minister, Chef des Finanz-Departements, Ernst
Christian August Freiherrn von Gersdorff, Grofs-
kreuz des Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen
Haus-Ordens vom weifsen Falken und des König-
lich-Baierischen Ordens des Civil-Verdienstes der
Baierischen Krone;

welchen, auf den Grund jener Unterhandlungen,
Vorbehalt der Ratifikation, nachstehender Ver-
abgeschlossen worden ist.

Art. I. Seine Königliche Hoheit der Grofsher-
von Sachsen-Weimar wollen mit Ihren Landen
1sten Januar 1835 an, dem Zollverbande der
lichen Preufsischen Provinzen beitreten.

Art. II. Wegen gleichförmiger Bestimmung der
hussee-, Wege-, Brücken- und Pflaster-Gelder
den Strafsen, welche zur Unterhaltung des Ver-
hrs zwischen den Königlich-Preufsischen und Grofs-
zoglich-Sachsen-Weimarschen Landen dienen,
d für den Zeitpunkt, wo der Beitritt erfolgt, eine
ndere Uebereinkunft vorbehalten, welcher das-
e zur Grundlage dienen soll, was zwischen der

1831 Königlich-Preufsischen und Grofsherzoglich-Hes
schen Regierung einerseits und der Königlich-Bai
schen und der Königlich-Würtembergischen Reg
rung andererseits wegen derselben Gegenstände
Verhältnifs ihrer Staaten verabredet werden wird.

In Absicht der Höhe des Chaussee-Geldes w
jetzo schon festgesetzt, dafs es dann auf keinen F
die Sätze des Preufsischen Tarifs vom 28sten Ap
1828 übersteigen soll.

Art. III. Ohnbeschadet der von Sachsen-W
mar in dem Staatsvertrage vom 22sten September 18
übernommenen Verbindlichkeit, das Geleit, welch
die Grofsherzogliche Regierung in der Stadt und d
Gebiete Erfurt erhebt, gegen vollständige Entschä
gung an Preufsen zu überlassen, und ohnbescha
der hierbei von beiden Seiten zur Sprache zu br
genden Gerechtsame wird in Absicht des Weim
schen Geleits Folgendes verabredet:

a. Die Grofsherzoglich-Weimarsche Regierung w
die Erhebung des Geleites in der Art, wie sie
zu auf den Grund älterer Rezesse berechtigt
sowohl von Erfurt und dem Erfurter Gebiete,
auch von Gotha und dem Gothaer Gebiete hinw
auf ihr eigenes Gebiet verlegen.

b. Für den Ausfall an Einkommen, welchen sie
durch erleidet, dafs mit dieser Veränderung
Geleitsdistrikts, die Fälle der Erhebung des rez
mäfsigen Geleits sich vermindern, soll diese
vollständig entschädigt werden.

Behufs dieser Entschädigung soll der Ausfall b
einem Durchschnitte von 10 Jahren ermittelt und
sich hiernach ergebende jährliche Betrag, so weit
nicht durch Anrechnung der grundherrlichen Einkü
der Ortschaften Bischoffsroda und Probstzella in
mäfsheit des Artikels VII. des Staatsvertrages v
22sten September 1815, gedeckt wird, mittelst ei
auf die Einkünfte in der Stadt Erfurt zu redigiren
jährlichen Rente oder eines Kapitals, im 25 fachen
trage der jährlichen Rente, von Preufsen gezahlt wer

c. Gegen Gewährung dieser Entschädigung tritt Preu
in das Recht der rezefsmäfsigen Erhebung des
leits an den Orten und in den Fällen, in welc
Weimar sein Geleitsrecht, in Folge der Verleg
(a), nicht ausüben kann.

Art. IV. Bis dahin, dafs der wirkliche Beitritt 1831
des Grofsherzogthums Sachsen-Weimar zu dem Zollverbande der östlichen Preufsischen Provinzen erfolgen wird (Art. I.), hat man zum Behuf gegenseitiger Erleichterung des Verkehrs und Gewerbebetriebes, imgleichen zur Sicherung der beiderseitigen landesherrlichen Zoll-Gefälle, die nachstehenden Verabredungen (Art. IV-VIII.) getroffen:

Zwischen folgenden Preufsischen Landestheilen, als:

a. dem Landkreise Erfurt,

b. dem Kreise Schleusingen,

c. dem Kreise Ziegenrück

einerseits und dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar andrerseits, soll vom 1sten April d. J. an, dergestalt ein freier gegenseitiger Verkehr bestehen, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jener Lande zu verführenden Waaren aller Art überall den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch in dem Gebiete des einen der beiden kontrahirenden Theile, soweit sich die Bestimmungen dieses Artikels darauf erstrecken, die Unterthanen des andern Theils nirgends einem Binnenzolle, ausser dem an Sachsen-Weimar-Eisenach zu entrichtenden Thüringenschen Geleit, so wie es gegenwärtig in der Stadt und dem Gebiete Erfurt, in der Stadt und dem Gebiete Gotha und in dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach erhoben wird, oder so wie es künftig, in Gemäfsheit der Bestimmungen des Artikels III dieses Vertrages wird erhoben werden, unterliegen sollen, es mag dieser Binnenzoll unter dem Namen Geleit oder einem andern Namen bis dahin bestanden haben.

Ausgenommen von dieser Freiheit des Verkehrs sind:

Salz und Spielkarten, indem der Verkehr mit diesen Gegenständen, den in den Landen eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleibt;

alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder der Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Der freie Verkehr mit diesen Gegenständen (b) aus einem Gebiete in das andere findet nur mit der Einschränkung statt, dafs dieselben, wenn sie in das Gebiet des anderen kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe

1831 unterliegen, welche derjenigen gleichkommt, wo mit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselbe Art belastet sind.

Art. V. In Absicht des Verkehrs zwischen d Stadt Erfurt und den Grofsherzoglich-Sachsen-We marschen Landen, sowohl was den Eingang als d Durchfuhr anbelangt, sollen vom 1sten April d. J. a die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich beha delt werden, dafs einerseits die Grofsherzoglichen U terthanen in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile u Begünstigungen geniefsen, welche den eigenen Preufs schen Unterthanen des Landkreises Erfurt und d Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zust hen, andererseits aber auch den Einwohnern der Sta Erfurt in den Grofsherzoglichen Landen alle die V theile und Begünstigungen zu Statten kommen, wora die Einwohner der gedachten Kreise nach Artikel I in den Sachsen-Weimarschen Landen Anspruch m chen können.

Art. VI. Vom 1sten April d. J. an soll, oh Beschränkung auf besondere Landestheile und Pr vinzen, von Königlich-Preufsischen und Grofsh zoglich-Sachsen-Weimarschen Unterthanen, welc in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Th Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, kei Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfs die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sin

Desgleichen sollen Fabrikanten und andere G werbtreibende, welche blofs für das von ihnen betri bene Geschäft Ankäufe von Waaren machen, od Handlungsreisende, welche nicht Waaren selbst, so dern nur Muster derselben bei sich führen und B stellungen zu suchen berechtigt sind, auch sich a Inländer diese Berechtigung in dem einen Staate dur Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben h ben, in dem andern Staate deshalb keine weiteren A gaben entrichten.

Endlich sollen, ohnbeschadet der in dem Artik IV. erwähnten Beschränkungen und, im Verhältn des Grofsherzogthums Sachsen-Weimar zu den v einer Zolllinie umschlossenen Preufsischen Provinze auch ohnbeschadet der Entrichtung der Königlic Preufsischen Eingangs-Abgaben, welchen Inländ

wie Ausländer gleichmäfsig unterworfen sind, so wie 1831
der Sachsen-Weimar-Eisenachschen Geleits-Zölle und Impost-Abgaben, nach den für Inländer gültigen Tarifen, die beiderseitigen Unterthanen ihre Waaren frei von Abgaben auf die Märkte bringen können und hierzu einer besonderen Konzession oder Legitimation oder eines Gewerbescheines für diesen Theil des Handels und gewerblichen Verkehrs nicht bedürfen.

Art. VII. Ueber gegenseitige, vor dem Beitritte Sachsen-Weimars zu dem Zoll-Verbande der östlichen Preufsischen Provinzen, noch weiter festzustellende Verkehrs- und Handels-Erleichterungen, sollen besondere Verhandlungen statt finden.

Art. VIII. Zur Sicherung ihrer landesherrlichen Gefälle, wollen sich beide kontrahirende Theile gegenseitig unterstützen. Daher wollen auch Ihre Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Sachsen-Weimar gestatten, dafs die Preufsischen Zollbeamten die dort begangener Unterschleife in das Sachsen-Weimarsche Gebiet verfolgen und sich mit Zuziehung der Ortsobrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung der Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen Gefälle der Grofsherzoglichen Beamten eine gleiche Befugnifs in dem Preufsischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die Behörden den für die Aufrechthaltung der beiderseitigen Zollgesetze ergehenden Requisitionen gegenseitig unverzüglich nachkommen, und auf desfallsigen Antrag die von den Unterthanen des einen Theils gegen die Zollgesetze des anderen Theils verübten Unterschleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen worden wären.

Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zu Urkunde dessen ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten, unter Beidrückung ihrer Siegel, unterzeichnet worden.

Berlin, den 11ten Februar 1831.

Albrecht Friedrich Eichhorn.
Ernst Christian August von Gersdorff.

1831

Bekanntmachung.

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staa
1831. Nr. 6. p. 49.)

Der durch das 5te Stück der diesjährigen Gese
Sammlung, sub Nr. 1284. bekannt gemachte, unte
11ten Februar d. J. abgeschlossene Staats-Vert
über den künftigen Beitritt des Grofsherzogth
Sachsen-Weimar zum Zoll-Verbande der östlich
Preufsischen Provinzen, ist von Seiner Majestät d
Könige von Preufsen am 29sten März d. J. und v
Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge v
Sachsen-Weimar, am 16ten Februar d. J. ratifiz
die Ratifikations-Urkunden aber sind am 9ten A
d. J. zu Berlin gegenseitig ausgewechselt word
welches hiermit bekannt gemacht wird.

Berlin, den 4ten Mai 1831.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheite

v. Schönberg.

40.

Déclaration concernant une modi cation de l'art. 3. *de la conventi de* 1811 *entre la Prusse et le gran duché de Mecklenbourg-Schwei sur l'extradition réciproque des v gabonds, du* 28 *Février* 1831.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preu schen Staaten* 1831. Nr. 1. p. 4.)

In Betracht des Umstandes, dafs die Bestimmung §. 3. der Konvention vom 14ten November 1811 gen wechselseitiger Anhaltung und Auslieferung Vagabunden, über den Ersatz der Arrest- und pflegungs-Kosten in ihrer Ausführung [illegible]ers zu V

terungen Veranlassung gegeben hat, haben die König- 1831
lich-Preufsische und Grofsherzoglich-Mecklenburgische Regierung folgende Modifikation des gedachten §. 3. verabredet:

Diejenigen Gensd'armes oder Polizei-Offizianten, welche mit der Auslieferung der Vagabunden beauftragt sind, sollen sich mit der betreffenden nächsten Gränzbehörde darüber konzertiren, wann und in welcher Art die Ueberlieferung dergleichen Individuen jedesmal geschehen soll. Die bis zur Auslieferung erwachsenen Arrest- und Verpflegungs-Kosten sind jedoch nicht als zur Erstattung geeignet anzusehen, sondern ein jeder Staat trägt die Kosten, welche für ihn in dieser Beziehung entstehen, als einen zufälligen Schaden.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter Auswechselung, in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 28sten Februar 1831.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem Grofsherzoglich-Mecklenburgischen Geheimen Ministerium zu Schwerin, unterm 4ten d. M. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 28sten Februar 1831.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

41.

1831 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Seneca: sur la rivière de Sandusky dans l'Ohio, conclu à Washington le 28 Février 1831 et ratifié par le président des Etats-Unis le 24 Mars de la même année.*

(*Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States.* Appendix p. 152.)

Articles of Agreement and Convention, made and concluded at the City of Washington, on the twenty-eighth day of February, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and thirty-one, by and between James B. Gardiner, specially appointed Commissioner on the part of the United States, of the one part, and the undersigned, principal Chiefs and Warriors of the Seneca tribe of Indians, residing on the Sandusky river in the State of Ohio, on the part of said tribe, of the other part; for the cession of the lands now owned and occupied by the said tribe of Indians, lying on the waters of the Sandusky river, and situate within the territorial limits of the organized counties of Seneca and Sandusky, in said State of Ohio.

Whereas the tribe of Seneca Indians, residing on Sandusky River, in the State of Ohio, have earnestly solicited the President of the United States to negociate with them, for an exchange of the lands, now owned and occupied by them, for lands of the United States west of the river Mississippi, and for the removal and permanent settlement of said tribe: Therefore, in order to carry into effect the aforesaid objects, the following articles have been agreed upon:

Art. I. The Seneca tribe of Indians, in consideration of the stipulations herein made on the part

of the United States, do forever cede, release and 1831
quit claim to the United States, the lands granted to them, by patent, in fee simple, by the sixth section of the Treaty, made at the foot of the Rapids of the Miami River of Lake Erie, on the twenty-ninth day of September, in the year 1817, containing thirty thousand acres, and described as follows: „beginning on the Sandusky river at the lower corner of the section granted to William Spicer; thence down the river on the east side, with the meanders thereof at high water mark, to a point east of the mouth of Wolf Creek; thence, and from the beginning, east, so far that a north line will include the quantity of thirty thousand acres." And said tribe also cede, as aforesaid, one other tract of land, reserved for the use of the said Senecas, by the second article of the treaty, made at St. Mary's, in the State of Ohio, on the seventeenth day of September, in the year 1818, which tract is described in said treaty as follows: „Ten thousand acres of land, to be laid off on the east side of the Sandusky river, adjoining the south side of their reservation of thirty thousand acres, which begins on the Sandusky river, at the lower corner of William Spicer's section, and excluding therefrom the said William Spicer's section:" making, in the whole of this cession, forty thousand acres.

Art. II. In consideration of the cessions stipulated in the foregoing article; the United States agree to cause the said tribe of Senecas, consisting of about four hundred souls, to be removed in a convenient and suitable manner, to the western side of the Mississippi river; and will grant them, by patent, in fee simple, as long as they shall exist as a nation and remain on the same, a tract of land, situate on, and adjacent to the northern boundary of the lands heretofore granted to the Cherokee nation of Indians, and adjoining the boundary of the State of Missouri; which tract shall extend fifteen miles from east to west, and seven miles from north to south, containing about sixty-seven thousand acres, be the same more or less; for which the President of the United States shall cause letters patent to be issued, in due form of law, agreeably to the Act of the last session of Congress.

1831 ART. III. The United States will defray the penses of the removal of the said Senecas, and moreover supply them with a sufficiency of wholes provisions, to support them for one year, after t arrival at their new residence.

ART. IV. Out of the first sales, to be mad the lands herein ceded by the Senecas, the Un States will cause a grist mill, a saw mill, and a bl smith shop to be erected on the lands herein gra to the Senecas, with all necessary tools, to be ported and kept in operation, at the expense of United States, for the sole benefit of the said S cas; and for these purposes, the United States employ a miller and a blacksmith, for such ter the President of the United States, in his discre may think proper.

ART. V. As the Seneca Indians, on their moval, will stand in need of funds to make fa and erect houses; it is agreed that the United S will advance them six thousand dollars, in lieu o improvements which they have made on the l herein ceded to the United States; which sum s be reimbursed from the sales of the lands ceded. equitable distribution of this sum shall be made the Chiefs, with the consent of the tribe, in ge council assembled, to such individuals of the t as, having left improvements, may be properly titled to receive the same.

ART. VI. The live stock, farming utensils, other chattel property, which the Senecas now and may not be able to take with them, shall be by some agent, to be appointed by the Presid and the proceeds paid to the owners of such prop respectively.

ART. VII. The expenses of the Chiefs, in ing to and remaining at Washington, and retur to Ohio, as well as the expenses and *per diem* of the native Interpreter accompanying them, be paid by the United States.

ART. VIII. The United States will expos public sale, to the highest bidders, at such time in such manner as the President may direct, the t

of land herein ceded by the Seneca Indians: And, 1831
after deducting from the proceeds of such sale, the *minimum* price of the public lands; the cost of building the saw and grist mills and blacksmith shop for the Senecas; the cost of surveying the lands; and the sum of six thousand dollars, to be advanced in lieu of their present improvements: it is agreed that any balance which may remain, of the avails of the lands after sale as aforesaid, shall constitute a fund for the future exigencies of the tribe, on which the Government of the United States consent and agree to pay to the Chiefs of the nation, for the use and general benefit of the nation, annually, five per cent on said balance, as an annuity: And if, at any time hereafter, the Seneca Chiefs, by and with the advice and consent of their tribe in General Council assembled, shall make known to the President, their desire that the fund, thus to be created, should be dissolved and given to the tribe; the President shall cause the same to be paid over to them, in such manner as he may direct; provided he shall become satisfied of the propriety of so doing.

ART. IX. It is agreed that any annuity, accruing to the Senecas, by former treaties, shall be paid to them at their intended residence, west of the Mississippi, under the direction of the President.

ART. X. The United States hereby agree to give to the Senecas, as presents, one hundred rifles, as soon as practicable, and four hundred blankets, for the use of the tribe, to be delivered to them at such time and place as may be directed by the Secretary of War. Also fifty ploughs, fifty hoes and fifty axes, will be given to the tribe, as aforesaid, to assist them in commencing farming.

ART. XI. The Chiefs of the Senecas, being impressed with gratitude towards Henry C. Brish, their sub-agent, for his private advances of money and provisions, and numerous other acts of kindness towards them, as well as his extra services in coming with them to Washington; and having expressed a wish that a quarter section of a hundred and sixty acres of the lands ceded by them, should be granted to him in consideration thereof: the same is hereby

1831 granted to him and his heirs to be located under the direction of the President of the United States.

Art. XII. The lands granted by this Agreement and Convention to the Seneca tribe of Indians shall not be sold or ceded by them, except to the United States.

Art. XIII. It is communicated by the Chiefs here, that, in Council, before they left home, it was agreed by the tribe, that, for their services in coming to the City of Washington, each should receive one hundred dollars, to be paid by said tribe: At the request of said Chiefs, it is agreed that the United States will advance the amount, to wit: five hundred dollars, to be hereafter reimbursed from the sale of their lands in Ohio.

In testimony whereof the parties respectively have this twenty-eight of February signed the same and affixed their seals.

James B. Gardiner.

42.

Traité de commerce entre la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach avec un cartel de douanes y relatif, conclu le 10 Mars 1831.

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern* 1831. Nr. 33. p. 559.)

Seine Majestät der König von Baiern, und Seine Majestät der König von Würtemberg einerseits, und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach andererseits, haben zu möglichster Erleichterung des Handels und Verkehrs zwischen Ihren Staaten am 10ten März l. J. einen Vertrag geschlossen, dessen Bestimmungen nach nunmehr

erfolgter Ratifikation nebst den Beilagen A., B., C. 1831
und dem dazu gehörigen auf Art. X. des Vertrages bezüglichen Zollkartel, zur Nachachtung andurch mit der Bemerkung öffentlich bekannt gemacht werden, dafs die Vertrags-Bestimmungen sogleich in Kraft treten.

Art. I. Der Handel und Verkehr zwischen den Königlich-Baierischen und Königlich-Würtembergischen Staaten und dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach soll gegenseitig in folgender Art erleichtert werden:

I. *Frei* von Eingangsgebühren sollen, und zwar nun forthin vertragsmäfsig, nach den Königreichen Baiern und Würtemberg aus dem genannten Grofsherzogthum alle diejenigen Gegenstände gebracht werden, welche in der Beilage A. namentlich angegeben sind. (A.)

II. *Freien* Eingang in die Königreiche Baiern und Würtemberg erhalten ferner, so weit es eigene Erzeugnisse der Grofsherzoglichen Lande sind, und zwar (nach Verzeichnifs B.)
(B.)

a. in unbestimmten Quantitäten

1. Gartenfrüchte, Beeren, Kräuter und Sämereien (nach dem Baierisch-Würtembergischen Vereins-Tarifziffer 16 a, 17 a, 33, 59 a, 126, 138 b 1, 158, 163 g., 1. 2., 166, 169 a, 204, 358 b, c, d, 413 a,)
2. Flachs, Hanf, Werg (Ziffer 154 a, 197 a, 483).
3. Gemeine, nicht eigens belegte Viktualien (Ziff. 464).
4. Vieh: Pferde, Fohlen unter 1 Jahr, Maulthiere, Esel, Stiere, Ochsen, Kühe, Rinder, Terzen und Jährlinge, Kälber unter 1 Jahr, Schweine, Frischlinge, Spanferkeln, Schafe, Hämmel, Widder, gemeine und veredelte, Lämmer, Geifsvieh, Böcke, Ziegen, Kitze.
(Ziffer 465. a — q.)
5. Holz, gemeines, hartes und weiches, dann Nufs-, Kirschbaum-, auch Masern-Holz, dann Holzwaaren, gemeine für Landleute, als: Drischeln, Geiselstecken, Hecheln, Haspeln, Heugabeln, Holzschuhe und Stöckeln, Schusterspäne, Kochlöffel, Futterkörbe, Leisten, Mausfallen, Mehl- und Salzkübel, Mühlkämme, Mulden, Rechen, Reife,

1831 Schaufeln, Schindel, Siebläufe, Spindeln, Spinn-Räder, Spinnrocken, gemeine Teller, Tröge, Weidenkretzen, und Ringe, Packkisten und Steckenholz.
(Ziffer 202, a, 1, 2, 3, 5, f, 1, 2, und i.)

6. Steine, insbesondere Mühlsteine, Wetzsteine, Ziegel- und Backsteine, Steinhauer-Arbeiten.
(Ziffer 428, b, d, e, f, g.)

7. Pech, rohes und geläutertes.
(Ziffer 318, a, b, c, e.)

8. Kienrufs (Ziffer 223.)

9. Gyps in Fässern und Kalk, gebrannter.
(Ziffer 175, a, 216, a.)

10. Eisen rohes, Kupfer rohes, in unverarbeiteten Masseln, Messing unverarbeitetes.
(Ziffer 123 b, 247 b, 282 b.)

b. in bestimmten Quantitäten

1. Binder-, Fafsbinder-Arbeiten, Dreher- u. Drechsler-Waaren von Holz, gemeine, Schreiner-Arbeiten, gemeine, Gefährte zum Oekonomiedienst, unbeschlagene.
(Ziffer 52, 116 a 1, 398 a, 170 b 2, c 2, d 2, g.)
jährlich im Ganzen vierhundert Zentner.

2. Büchsenmacher-Arbeiten, als: vollendete Gewehre, Pistolen u. s. w. (Ziffer 73.)
jährlich funfzig Zentner.

3. Tabakspfeifen erdene, unbeschlagene;
(Ziffer 128 a.)
jährlich funfzig Zentner.

4. Ruhlaer-Pfeifenköpfe mit gemeinem Beschläge:
(Ziffer 441. b, 2.)
jährlich funfzig Zentner.

5. Ruhlaer-Pfeifenköpfe, gutbeschlagene;
(Ziffer 441. b, 3.)
jährlich funfzig Zentner.

6. Puppenköpfe, Gesichter von Papier;
(Ziffer 339. b,)
jährlich funfzig Zentner.

III. Einem *herabgesetzten* Eingangszolle und zwar vorerst um funfzig Procent der allgemeinen Tarifs-Angabe sollen unterliegen:

1. Wolle, Schafschur- und Weifsgerber-Wolle, rohe ungekämmte, gefärbte, Flocken, Garne, Tücher,

ganze und halbe, Azors, Moltons, Biber, gestrickte 1831
Waaren;
(Ziffer 489. a, 1, 2, b, c, d, 168. c, 1, 2, f, 456.)
im ersten Jahre im Ganzen zusammen 600
Zentner,
im zweiten Jahre im Ganzen zusammen 1000
Zentner,
im dritten Jahre im Ganzen zusammen 1500
Zentner.

Baumwolle, kartätschte, gesponnene, nämlich Garne, rohe ungebleichte, gebleichte, gezwirnte, ungefärbte und gefärbte Tücher und Waaren, rohe und weifse, brochirte, festonirte, auch mit Leinen und Wolle vermengte, gestrickte;
(Ziffer 38, lit. b, c, d, 1, 2, 3. Ziffer 168. a, 1, 2, 3, 4.)
im ersten Jahre im Ganzen zusammen eine Quantität von vierhundert Zentner,
im zweiten Jahre im Ganzen zusammen eine Quantität von sieben hundert Zentner,
im dritten Jahre im Ganzen zusammen eine Quantität von eintausend Zentner,

Leinwand ungebleichte, Drillich, Zwillich, Gradel, Kanevas, und alles rohe Leinenzeug im ungebleichten Zustande, gebleichte Waaren, alle mit Seiden, Baumwolle und Schafwolle u. s. w., nicht gemengt; ferner Tischzeuge, Damast, Gingang, Köllisch, dann gefärbte Leinwand, gefärbter Kanevas und Zwillich, so wie rothe und geköperte Hosenzeuge, Fadenbattist;
(Ziffer 256. a, b, c, d,)
im Ganzen zusammen
im ersten Jahre . 600 Zentner,
- zweiten - . 1000 -
- dritten - . 1500 -
- vierten Jahre und weiter, so lange der Verbesteht, bleibt es hinsichtlich der so eben unter 2 und 3 genannten Gegenstände bei den Quantien des dritten Jahres.

Eisenfabrikate, gemeine Huf- und Nagelschmied-Arbeiten, Sensen, Sicheln, Ketten, Feilenhauer- und Waffenschmied-Arbeiten, Aexte, Hammer, Klingen, Pfannen, Sägblätter u. s. w. zum Betriebe

1831 der Landwirthschaft mit Geschmeidewaaren unv
mengt,
jährlich im Ganzen zusammen 200 Zentn
(Ziffer 123. i. 1, 2.)

IV. a. Wenn die unter I. und II. genannten A
tikel aus den Königreichen Baiern und Würtemb
in die Grofsherzoglichen Lande eingeführt werd
sollen dieselben frei von allen auf dem Eingange
henden Abgaben, welche unter irgend einem T
von ausländischen Gegenständen gleicher Art,
solchen im Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisen
erhoben werden, d. h. *frei* von jedem Eingangsz
und von jeden Verbrauchssteuern, insoferne letzte
nicht auch die inländischen Gegenstände gleicher
unterliegen, eingehen.

b. Sollten nach vorgängigem Benehmen die
ter III. aufgeführten Waaren im Grofsherzogthum
mit Eingangs-Abgaben belegt werden, so soll d
selben — insofern sie Baierische oder Würtember
sche Erzeugnisse sind — dieselbe Ermäfsigung, u
zwar für unbestimmte Quantitäten zu Theil werd
welche den Weimar-Eisenachischen Erzeugnissen d
selben Art bei dem Eingang in das Gebiet des Ba
risch-Würtembergischen Zollvereins zugestanden

c. Gleiche Herabsetzung des Impostbetrages, nä
lich vor der Hand zu funfzig Procent; soll beim Ei
gang in das Grofsherzogthum folgenden Baierisch
und Würtembergischen Erzeugnissen zugestanden sei
1. Butter, Schmalz, Unschlitt, Brenn- und Speiseöl
(Ziffer 75. 390. 460. a, b, 302, b, c.)
2. Wein und Most;
(Ziffer 478. a, c, nur dafs statt „ausländische
Baierische und Würtembergische zu verstehen is
3. Rauch- und Schnupftabak, auch Karotten u
Tabakblätter;
(Ziffer 440. a, b.)
4. Wachskerzen;
(Ziffer 470. c.)
5. Für Bier, Branntweine, Liqueurs, Cyder, Essig u
geschrotetes Malz aber soll nur eine solche Abg
zu leisten sein, welche derjenigen gleichkommt,
welcher die eigenen inländischen Erzeugnisse g
cher Art in dem gedachten Grofsherzogthume
steuert sind.

Art. II. Was den *Durchgang* betrifft, so sollen 1831
1. Waaren und Güter, welche aus dem Gebiete eines der kontrahirenden Staaten durch das Gebiet eines anderen in das Ausland, oder vom Ausland durch das Gebiet eines der kontrahirenden Staaten in das Gebiet eines andern geführt werden, im Durchgange möglichst erleichtert werden; dem gemäfs bestimmen

2. die hohen kontrahirenden Theile vorläufig und im Allgemeinen, dafs in Ihren Staaten in den vorbezeichneten Fällen die inländischen Erzeugnisse der Natur und des Gewerbfleifses, so wie der Kunst, von allen Durchgangsabgaben (ausschliefslich der Chaussee- oder Weggelder und der Wasserzölle auf Strömen, hinsichtlich welcher die Wiener-Kongrefs-Akte oder besondere Staats-Verträge Anwendung finden) gänzlich befreit bleiben, dafs sohin in Gemäfsheit dessen auch insbesondere die bisherige Transitozoll-Gebühr im Neustädter-Kreise Baiern und Würtemberg gegenüber, aufzuhören habe.

3. An dem fortbestehenden Grofsherzoglich-Sächsischen Geleite soll für die Baierisch und Würtembergischen Erzeugnisse der Natur und des Gewerbfleifses und der Kunst, auf den Strafsen durch das Eisenachische Oberland und über Eisenach nach Kreuzburg u. s. w. eine Erleichterung von funfzig Procent der allgemeinen Tarifsätze statt finden;

4. Bei allenfallsiger Ausführung des Salzes aus einer Staats- oder Privat-Saline durch das Gebiet eines der kontrahirenden Staaten wird, unbeschadet des freien Ausganges und Durchganges, über die Strafsen für den Transport und über die dabei erforderlichen Sicherheits-Maafsregeln nähere Verabredung vorbehalten.

Art. III. (C.) Von *Ausgangszöllen* beim Uebertritte in die Grofsherzoglichen Lande bleiben die im Verzeichnifs C aufgezählten Gegenstände, und zwar dann auch forthin vertragsmäfsig, ohne weitere Beschränkung frei; dieselbe Behandlung sollen die nämlichen Gegenstände beim Uebertritte aus dem Grofsherzogthume in das Baierisch-Würtembergische Vereinsgebiet finden, insbesondere aber hören alle in den Grofsherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachischen Landen, im Verkehr mit Baiern etwa noch bestan-

1831 denen Ausfuhr-Verbote auf; — frei von alle gangsabgaben sollen auch sein alle diejenigen P welche für Gewerbe oder Fabriken im Baierisc tembergischen Vereinsgebiete dahin, aus den herzogthum ausgeführt werden, insbesonder bäume, sogenannte Sägeblöcke, Holzkohlen, lain-Erde, Häute, Felle, Blut von Vieh, Dä Vieh, Flechsen von Vieh, Haare von Pferden, nen, Bibern, Hasen; Abfälle von Häuten un Hornspitzen.

Art. IV. Wenn aufser den in vorstehen tikeln I, II, III, gemachten Zugeständnissen irgend eines Gegenstandes von einem der k renden Theile für die Unterthanen eines dritte aufser dem Falle besonderer Handels-Verträ stigere Bestimmungen getroffen werden, als d allgemeinen Tarif schon festgesetzt sind, so so selben auch den Unterthanen des andern kont den Theils zu Statten kommen; dagegen soll ein Erzeugnifs der Natur und des Gewerbflei den Landen der hohen kontrahirenden Theile ner höhern Abgabe, als hiefür im allgemeine bestimmt ist, nicht belegt werden.

Art. V. Chaussee-Abgaben oder ande derselben üblichen Reichnisse, wie z. B. der Königreichen Baiern und Würtemberg zur rung des Weggeldes von eingehenden Güter ordnete fixe Zollbeischlag, ebenso Pflaster-, Brückengeld, Fährgelder oder unter welchen Namen dergleichen Abgaben bestehen, — oh terschied, ob die Erhebung derselben für R des Staats oder eines Privat-Berechtigten, na einer Gemeinde geschieht, sollen nur in dem neu eingeführt werden können, als sie den g lichen Herstellungs- und Unterhaltungskoste messen sind.

In Beziehung auf die Chaussee-Geld- wird zur Zeit und bis der Grofsherzoglichen rung die Gewährung einer Erleichterung mögli festgesetzt, dafs die gegenwärtig im Umfange de herzogthums bereits üblichen Chaussee- und W abgaben nicht erhöht werden.

Uebrigens soll die Aufhebung oder Vermi

lcher bestehenden Abgaben besonderer Vereinbarung 1831
orbehalten bleiben.

Art. VI. Der freie oder erleichterte Uebergang
er Erzeugnisse, wie solcher in dem Artikel I. ver-
bredet ist, bleibt an die Einhaltung bestimmter Zoll-
traſsen und Uebergangspunkte gebunden, worüber eine
ndere Vereinbarung statt finden wird.

Um aber der gegenseitig für inländische Erzeug-
isse der Natur, des Gewerbfleiſses und der Kunst
gestandenen Befreiung oder Erleichterung bei der
nführung in das Gebiet eines der kontrahirenden
aaten, oder bei der Durchführung theilhaftig wer-
n zu können, müssen von Handels- und Gewerb-
ibenden alle Erfordernisse besonders in Ansehung
r beizubringenden Zeugnisse beobachtet werden,
elche der vorsorglichen Bestimmung des Art. XIII.
s zwischen Baiern und Würtemberg einerseits und
reuſsen und Hessen-Darmstadt andererseits geschlos-
nen Handels-Vertrages und den hienach näher fest-
tzenden Reglements entsprechen.

Art. VII. Uebrigens wollen die hohen kontra-
enden Theile zur Erleichterung der gegenseitigen
aaren-Versendung und Behandlung eine Reduktion
r Münz-, Maafs- und Gewichts-Bestimmungen zum
brauche der Behörden und des handeltreibenden
blikums vorläufig entwerfen und bekannt machen
sen, bis es den Bemühungen der verschiedenen kon-
hirenden Staaten gelingt, ein gleiches Münz-, Maafs-
d Gewichts-System nach der allseitig und öffent-
h ausgesprochenen Absicht in Anwendung zu bringen.

Art. VIII. Zugleich werden die hohen kontra-
enden Theile dahin wirken, daſs dem gewerblichen
erkehr Ihrer Unterthanen gegenseitig die möglichste
leichterung und Freiheit gewährt werde.

Vorläufig und bis das Nähere hierüber bestimmt
rden kann, sollen Handelsreisende als solche, —
elche nicht Waaren, sondern nur Muster bei sich
ren und für inländische Etablissements bei Gewerb-
ibenden — nicht aber bei den sonstigen Konsu-
nten Bestellung suchen, in keinem der kontrahiren-
n Staaten besondern Abgaben und Steuern unterlie-
n, worüber das Nähere besonders bekannt gemacht
rden wird.

Art. IX. Rücksichtlich des kleinen wechselsei-

1831 tigen Verkehrs der Gränzbewohner sollen diejenigen Erleichterungen, welche im Baierisch-Würtembergischen Zollvereine statt finden, und in der am 4ten Februar 1829 im Königreiche Baiern verfügten Bekanntmachung umständlich angeführt sind, auch zu Gunsten der Grofsherzoglichen Unterthanen in den an das Königreich Baiern gränzenden Ortschaften, innerhalb des bestimmten Bezirkes — gegen Zusicherung der vollen Reziprozität von Seiten Sachsen-Weimar-Eisenachs gewährt werden, vorbehaltlich weiterer Bestimmung hinsichtlich der Begünstigungen, welche von Seiten des Grofsherzogthums Sachsen-Weimar-Eisenach, nach Anforderung der eigenthümlichen geographischen und gewerblichen Verhältnisse, besonders in Ansehung des Marktbesuches, gewünscht werden.

Als allgemeiner Grundsatz wird einstweilen festgesetzt, dafs alle Abgaben, welche von fremden Kauf- und Handelsleuten bei dem Besuche der Märkte und Messen an den Staat, an die Kommunen oder an Korporationen entrichtet werden, insoferne sie nicht von den Inländern in gleichem Maafse zu leisten sind, bezüglich auf die Unterthanen der hohen kontrahirenden Theile, gänzlich hinwegfallen.

Art. X. Die hohen kontrahirenden Theile werden sich überhaupt in allen zur Sicherung der landesherrlichen Gefälle und Regalien nothwendigen Mafsregeln und Anordnungen einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen und treten deshalb und insbesondere zur Aufrechthaltung der Handels- und Zoll-Anordnungen, so wie zur Unterdrückung des gemeinschädlichen Schleichhandels in ein förmliches Kartel-Verhältnifs (nach Inhalt der Beilage) vorbehaltlich der zu diesem Zwecke etwa in der Folge noch erforderlichen und gesondert festzusetzenden weiteren Bestimmungen über gemeinsame Schutzmafsregeln.

Art. XI. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum 31sten Dezember 1834 bestimmt und hat sich auch auf die beiden Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen auszudehnen.

München, den 21sten August 1831.

Staats-Ministerium des Königl. Hauses und des Aeufsern.

Graf v. Armansperg.

Braun.

Art. I. Die Behörden, Beamten und Bedienste-
en der kontrahirenden Staaten sollen einander gegen-
eitig in allen gesetzlichen Mafsregeln, welche zur
Verhütung, Entdeckung oder Bestrafung von Unter-
chleifen gegen Zoll- und andere Verbrauchs-Abga-
en des einen oder des anderen Staates oder zur Siche-
ung dieser Gefälle und der gegen Kontravenienten zu
verhängenden Strafen von dem einen Theile für noth-
endig erkannt werden, unterstützen und thätig, zweck-
mäfsig und ohne Verzug den verlangten Beistand erhalten.

Art. II. Wenn eine bevorstehende Uebertretung
er über solche Abgaben bestehenden Gesetze des ei-
en Staates zur Kenntnifs der Beamten oder Bedien-
eten des andern Staates kommt, so sind diese ver-
unden, auch ohne spezielle Anforderung alle gesetz-
ichen Mittel anzuwenden, welche zur Verhütung,
Entdeckung oder Bestrafung derselben führen können.
Ein gleiches liegt ihnen hinsichtlich der bereits
egangenen Uebertretungen ob.

Art. III. Den Beamten oder Bediensteten sämmt-
icher kontrahirenden Regierungen soll gestattet sein,
egenseitig die Spur begangener Unterschleife in die
egenseitigen Gebiete ohne Begränzung auf einen ge-
issen Raum zu verfolgen, und es sollen die Orts-
brigkeiten in diesem Falle auf mündlichen oder
chriftlichen Antrag derselben Beamten oder Bedien-
eten und unter deren Zuziehung durch Haussuchun-
en, Beschlagnahme oder andere gesetzlichen Mafs-
egeln des Thatbestandes sich gehörig versichern.

Art. IV. Bei Haussuchungen, soll ein Proto-
oll aufgenommen und ein Exemplar dem requiriren-
en Beamten oder Bediensteten eingehändigt, ein
weites Exemplar aber zu den Akten der einschlägi-
en Untersuchungsbehörde zugestellt werden.

Art. V. In den Fällen, wo Verhaftung gesetz-
ich zulässig ist, wird den verfolgenden Beamten des
inen Staates die Befugnifs ertheilt, den Zollkontra-
enienten, wenn es ohne Anwendung gewaltsamer
Mafsregeln geschehen kann, auf dem Gebiete des an-
ern Staates anzuhalten, und den Angehaltenen selbst
ur nächstgelegenen Ortsobrigkeit desjenigen Staats,
uf dessen Gebiet die Anhaltung statt fand, abzuführen.

1831 Wenn also die Person des Frevlers dem verfo
genden Beamten oder Bediensteten bekannt und c
Beweisführung hinlänglich gesichert ist, so finc
keine Anhaltung auf fremdem Gebiete statt.

Art. VI. Bei Erhebung des Thatbestandes ei
Uebertretung, welche von einem Angehörigen des
nen Staates gegen die oben erwähnten Gesetze
anderen Staates begangen werden, soll den offiziell
Angaben der Behörden, Beamten oder Bedienste
dieses anderen Staates jener Glaube beigemessen we
den, welchen die Gesetze den offiziellen Angaben d
inländischen Behörden, Beamten oder Bedienste
unter gleichen Verhältnissen beilegen.

Art. VII. Eine Auslieferung der Zollkontrave
nienten, wenn sie Unterthanen desjenigen Staates sin
in dessen Gebiet sie angehalten worden, ist nicht zu
lässig, es soll aber gegen sie auf Antrag der jenseiti
gen zuständigen Behörde das Strafverfahren eingelei
tet, und sowohl wegen der Zollkontravention, al
wegen der etwa konkurrirenden Verbrechen oder Ve
gehen, nach den Landesgesetzen erkannt werden.

Seine Königliche Hoheit wollen übrigens in ihre
Landen verordnen und darauf halten, dafs diejenige
Ihrer Unterthanen, welche eine Kontrebande mit Sa
oder eine Defraudation mit Waaren, die im Baierisch
Würtembergischen Zollvereine einer Verbrauchsteu
oder einem Zolle unterworfen sind, verüben od
befördern, sohin die Zollgefälle des genannten Ve
eines beeinträchtigen, mindestens um den doppelt
Betrag des dadurch gesuchten Vortheils, in so fer
aber die Grofsherzoglichen Gesetze die Defraudati
des Impostes mit härteren Strafen ahnden, nach *s*
chen bestraft werden. Dabei soll jener Vortheil mi
destens dem Betrage derjenigen Abgabe gleich geach
werden, womit die Waare im Baierisch-Würte
bergischen Zollvereine belegt ist; bey dem Salze s
derjenige Preis, zu welchem in den Niederlagen od
Faktoreien der nächsten K. Baierischen Saline
Salz zum inländischen Verbrauche an Baierische U
terthanen verkauft wird, als Maafsstab der Abg
angesehen werden.

Art. VIII. Die Geldstrafen und konfiszirten
genstände, welche in Folge der Untersuchung und
urtheilung eines gegen die Gesetze des andern Sta

begangenen Frevels sich ergeben, fallen dem Aerar 1831
desjenigen Staates anheim, wo die Aburtheilung erfolgt, nach Abzug der Antheile, welche nach den Gesetzen dem Aufbringer — (Angeber, Denunzianten) oder einem dritten Berechtigten zukommen, und nach Abzug desjenigen Betrages, um welchen die Gefälle des anderen Staates verkürzt worden, und welcher demselben nach vorgängiger Berichtigung des Aufbring-Antheils zurückzuvergüten ist, insoweit der Erlös aus den konfiscirten Waaren und die Zahlungsmittel des Bestraften hiezu hinreichen.

Diese Rückvergütung, so wie die Erstattung der erweislichen Auslagen kann unmittelbar von der aburtheilenden Behörde an die perzipirende Behörde des anderen Staates erfolgen.

Art. IX. Wenn die Untersuchung und Bestrafung eines Frevels gegen die Gesetze des eigenen oder eines anderen der kontrahirenden Staaten durch die Anzeige von Beamten oder Bediensteten des anderen Staates veranlafst wird, so ist der gesetzliche Aufbringer-Antheil auch denselben zu verabfolgen.

Art. X. Die Urtheile der kompetenten Behörden in Defraudationsfällen, insoweit es die Aufbringer-Antheile, Aerarial-Entschädigung und Gefällsausgänge, so wie die Untersuchungskosten betrifft, sind gegenseitig vollziehen zu lassen.

Art. XI. Sämmtliche Regierungen verbinden sich, weder in den Gränzbezirken noch an irgend einem andern Orte ihres Gebietes eine Niederlage oder sonstige Anstalt zum Zwecke des Einschwärzens unverzollter oder verbotener Waaren in das Gebiet des anderen kontrahirenden Staates zu dulden, und alle gesetzlichen Mittel aufzubieten, diejenigen Ihrer Unterthanen, welche erwiesenermafsen schon einmal defraudirt haben, von einer Wiederholung abzuhalten und die unbeschäftigten arbeitsscheuen Individuen an den gegenseitigen Gränzen durch strenge Aufsicht und sonstige Mafsregeln unschädlich zu machen.

Art. XII. Die kontrahirenden Regierungen werden überdiefs diejenigen administrativen Mafsregeln, welche zur Kontrolirung der Waaren-Transporte dienlich und nach den geographischen Verhältnissen räthlich erscheinen, im gemeinsamen Einverständnisse anordnen, und in Vollzug setzen lassen.

München, den 10ten März 1831.

Verzeichnifs

der

im Eingange freien Gegenständ

Nro.	Gegenstände.	
1	Abfälle, Scherben, Schnitze, Späne eigens belegte.	
2	Asche a. allgemeine Haus-Wald, Holz, Torf-, auch Seifensieder- und Zunder-Asche. c. Koth- oder ausgelaugte Asche.	
3	Bäume zum Verpflanzen.	
4	Bagage, alle, nämlich schon gebrauchte Kleider u. Wäsche u.s.w. als Bedürfnifs d. Reisenden.	
5	Baumwolle, a., rohe ungesponnene, ungekämmte.	
6	Beeren a., gemeine, frische f., Vogel- und Wachholder-Beeren.	
7	Beine a., rohe unverarbeitete, c. Mist.	
8	Bienenkörbe b., Stöcke mit lebenden Bienen.	
9	Blei a., altes und alle zerbrochenen Bleiwaaren, b. rohes, unverarbeitetes in Blökken, Mulden u. s. w. d. Erz.	a.
10	Blut vom Vieh a. im nassen b. im eingetrockneten Zustande.	
11	Braunstein.	
12	Brod a. gemeines, gebackenes (so lange der Scheffel Roggen über 11 fl. steht.)	
13	Buchbinderwaaren c. alte, defecte, zum Einstampfen.	
14	Buchdruckerbuchstaben b., alte, schon gebrauchte unbrauchbare.	
15	Bücheln und Kieferzapfen.	
16	Contanti (baares Geld).	
17	Därme von Vieh a. nasse, b. trockene.	
18	Dornschlag.	
19	Dünger.	
20	Eicheln.	
21	Eingeweide von Vieh, mit Ausschlufs der Därme.	
22	Eisen a. altes und alle zerbrochenen Eisenwaaren. b. Abfälle (Eisenfeilspäne) f. Brühe, Beitze, h. Erz, Eisenstein auch Wascheisen. (Generale vom 11. Dezemb. 1828. Nr. 588.)	a, b

o.	Gegenstände.	Nro. im Tarife. 1831
3	Elfenbein a. Abfälle gänzlich unbrauchbare.	125 a
4	Erde a. gemeine c. Farberde gemeine, auch Talk-, Walker-, Umbra- und Vitriol-Erde auch Trafs-, d. Moor-Erde und e. Porzellain-Erde.	127 a c. d et e.
5	Erze rohe, nicht eigens belegte a. unverpackt.	130 a
6	Farbhölzer c. 1. in Blöcken, Stücken, alle ungeschnitten.	138 c. 1.
7	Fässer a. alte leere zum Füllen.	137 a
8	Feldspath.	143
9	Filze a. alte, zerschnittene Filzhüte.	149 a
0	Fische b. Brut- oder Setzlinge, mit Abschlag von 20 % für das Wasser.	152 b
1	Flachs b. grüner vom Felde hinweg.	154 b
2	Flechsen von Thieren a. frische, b. getrocknet.	155 a et b.
3	Flofsgeräthschaften zum Behufe der Fahrt.	159
4	Früchte: a. alle, welche inländische Gränzbewohner auf ihren eigenthümlichen Gründen im Auslande erbauen, und in ihrem rohen Zustande einführen, so wie jene, welche ausländische Unterthanen auf ihren eigenthümlichen Gründen im Inlande erbauen, und gleichfalls im rohen Zustande ausführen, gegen Reziprozität	163
	b. alle Getreid-Gattungen: als Waizen, Kern oder Dinkel, Hirse, Linsen, Erbsen, wenn der Scheffel über 16 fl.; Roggen oder Korn wenn der Scheffel über 11 fl.; Gerste, Fesen, Bohnen und Haidekorn, wenn der Scheffel über 9 fl.; Hafer und Wicken, wenn der Scheffel über 5 fl. stehet.	a b et fl. 3.
	f. Erdäpfel und Rüben, 3, wenn der Scheffel über 15 fl. steht.	
5	Futter- a. Kräuter für das Vieh.	164 a et b 1
	b. Hafer, den Frachtführer für ihre Pferde mitnehmen, 1, 2 Metzen für das Pferd.	
6	Gallmey.	167
7	Gefährte e. alte schon gebrauchte, Wägen in Ein- und Auswanderungs-Fällen.	170 e
8	Gerberlauge.	172
9	Gyps b. Dünger d. s. ungebrannte gestofsene Gypssteine, c. Steine.	175 b c
0	Glasscherben.	181
1	Gold a. in Barren und Stangen, Bruchgold oder Pagament, dann alles ausgebrannte ausgezupfte Gold.	184 a
2	Haare 2. *a.* von Schweinen, roh unbearbeitete, Menschenhaar-Abgang (Werghaar.)	190 à 2 *a.*

Generale von 13/5 1829.

1831 Nro.	Gegenstände.	Nro. i Tarife
43	Haderlumpen.	192
44	Häckerling von Stroh und Heu.	193
45	Häute, nämlich g. Abfälle 1. frische, 1. getrocknete.	194 g 1 e
46	Hafner-Erz.	195
47	Handwerkszeuge, schon gebrauchte, für wandernde, wiederkehrende Handwerker.	196
48	Hanf, b. grüner vom Felde hinweg.	197 b
49	Hausgeräthe, a. alte, schon gebrauchte, in Ein- und Auswanderungs- und erwiesenen Erbschaftsfällen.	199 a
50	Holz, h. Abfälle, Sägspäne.	202 h
51	Hopfensetzlinge.	205
52	Kalk, b. Steine.	216 b
53	Kies zum Glasmachen.	224
54	Klauen.	227
55	Kleien.	229
56	Knochen a. rohe b. gemahlene, Mehl.	230 a et
57	Knoppern a. ungemahlene b., Mehl.	232 a et
58	Kohlen a. von Holz b. von Stein.	234 a et
59	Kuchen von Lein, Reps u. s. w.	243
60	Kupfer, a. altes und alle zerbrochenen Kupferwaaren, auch Kupferasche, h. Erz.	247 a et
61	Leder, e. Abfälle 1. im nassen 2. im trockenen Zustande.	251 e 1 et
62	Lohrinden a. birkene, eichene, fichtene, ungestampfte. b. gestampfte. c. Kuchen d. s. ausgelaugte Lohe.	260 a b et
63	Mägen vom Vieh.	263
64	Maschinen für Ackerbau, Fabrik. u. Gewerbe. a. zum eigenen Gebrauche, auf Ansuchen.	273
65	Messing, a. altes und alle zerbrochenen Messingwaaren, auch Messingasche.	282 a
66	Meubles, b. alte schon gebrauchte, in Ein- und Auswanderungs- und erwiesenen Erbschaftsfällen.	285 b
67	Modelle u. Formen für Ackerbau u. Fabriken.	289
68	Muster und Musterkarten a. in unbrauchbaren Abschnitten in Büchern oder Kartons.	296 a
69	Ochsengalle, a. frische.	301 a
70	Oele, Birkenöl (Generale vom 30. Septemb. 1828. Nro. 1075.)	302 Hauptzol
71	Papier, altes beschriebenes, bedrucktes zum Einstampfen, Prozeſs- und andere Akten sammt Beilagen.	313
72	Pflanzen a. frische, zum Verpflanzen.	327 a
73	Platina.	330
74	Pottasche, a. rohe, b. kalzinirte.	331 a c
75	Querzitronen.	342

).	Gegenstände.	Nro. im Tarife. 1831
5	Reben, Weinreben zum Verpflanzen.	344
7	Röhre zu Weberkämmen.	353
8	Rohr, a. gemeines.	355 a
9	Saamen, a. welchen inländischeGränzbewohner zur Bebauung ihrer eigenthümlichen Gründe aus- oder welchen ausländische Gränzbewohner zum gleichen Zwecke einführen, gegen Reziprozität.	358 a
0	Säcke, a. alte, leere.	359 a 1
	1. zum Füllen, notorisch wiederkehrende.	
1	Sand, gemeiner, zum Putzen.	367
2	Sandel, a. ganzer.	368 a
3	Schifffahrts-Geräthschaften zum Behufe der Fahrt.	380
4	Schilf, a. rohes und Moosrohr.	384 a
5	Schliff.	386
6	Schmack oder Sumach.	388
7	Schwämme, a. gemeine 1 frische.	402 a 1
8	Schwefel, a. roh in Stangen und Stücke.	404
	b. gereinigt in Stangen.	a et b
9	Seide, a. Kokons, oder Galetten.	408
	b. Foretseide, rohe durchgefressene Kokons und Seidenabfälle.	a et b
0	Silber, a. in Barren und Stangen, auch Bruchsilber oder Pagament, dann alles gebrannte, ausgezupfte Silber.	417 a
1	Soda, a. rohe.	418 a
2	Spreu.	425
3	Steine, a. alle Bau-, Bruch- u. Pflastersteine.	428 a
4	Streu.	432
5	Stroh, a. gemeines.	434 a
6	Thon, Töpferthon.	450
7	Thran (Fischschmalz).	451
8	Torf.	453
9	Trebern, Trestern.	455
0	Vieh (n. 2 a.) veredelte Hammel und Widder, welche erwiesenermafsen zur Veredlung der inländischen Schafzucht gehören, (Generale vom 26. November 1828, Nro. 15854.	465 n. 2 a
1	Weinstein, a. roher u. einmal krystallisirter.	482 a
2	Zink, a. Erz.	494 a
3	Zinn, a. altes und alle zerbrochenen Zinn-Waaren.	495 a

1831 B. zu Art. II. a. b. c.

Verzeichnifs

der

im Eingange unter den vertragsmäfsig zeichneten Voraussetzungen und Beschr kungen befreiten oder erleichterten genstände.

Tarifs-Ziffer.	Bezeichnung der Gegenstände und deren Belegung.	An
	Zum Artikel I. (II. a. 1-10.)	
16 a	Apotheker-Blumen, Beeren, Kräuter, Rinden, Saamen, Wurzeln, Zwiebeln, nicht eigens belegte a. frisch im grünen Zustande (Sp. Ct. à 50 kr.)	
17 a	Aprikosen, a. Früchte (Sp. Ct. à 50 kr.)	
33	Baldrian (Sp. Ct. 1 fl. 40 kr.)	
59 a	Blumen, a. Gartenblumen, frische (zu 1 fl. Werth 3 kr.)	
126	Enzian und Enzianwurzeln (Sp. Ct. à 25 kr.)	
138 b 1.	Farb- b. 1. Beeren, Blumen, Kräuter, Wurzeln, nicht eigens belegte, unbereitete (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
158	Flohsaamen (Sp. Ct. à 25 kr.)	
163	Früchte, g. Baumfrüchte	
g. 1. 2.	1. alles gemeine, frische Landobst, auch gemeine Nüsse (Sp. Ct. à 50 kr.) 2. gedörrt od. getrocknet (Sp. Ct. à 1 fl. 40 kr.)	
166	Galläpfel oder Gallus (Sp. Ct. à 50 kr.)	
169 a	Gartengewächse, alle Blumen, Gemüse und Krautarten, a. nicht eigens belegte, frische (für 1 fl. Werth 3 kr.)	
204	Hopfen, (Sp. Ct. à 5 fl.)	
358 b, c, d.	Saamen: b. Hanf-, Lein-, Mohn-, Reps-Saamen (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.) c. Kleesaamen (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.) d. andere, in Körnern, Knollen, Zwiebeln, für Feld-, Garten-, Holz- und Wiesengründe (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
413 a	Senf, a. Senf- und Senfmehl (Sp. Ct. à 1 fl. 40 kr.)	
	(II. a. 2.)	
154 a	Flachs, a. ungehechelt, gehechelt, ungesponnen, (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
197 a	Hanf, a. ungesponnener (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
483	Werg, v. Flachs od. Hanf (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	

ifs-fer.	Bezeichnung der Gegenstände und deren Belegung.	Anmerk.	1831
	(II. a. 3.)		
4	Viktualien, nicht eigens belegte, gemeine (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)		
5	Vieh, a. Pferde (1 St. 5 fl.)		
-q	b. Fohlen unter 1 Jahr (1 St. à 1 fl.)		
	c. Maulthiere (1 St. 1 fl. 12 kr.)		
	d. Esel (1 St. 3 kr.)		
	e. Stiere (1 St. 2 fl.)		
	f. Ochsen (1 St. 5 fl.)		
	g. Kühe (1 St. 2 fl.)		
	h. Rinder, Terzen und Jährlinge (1 St. à 1 fl. 30 kr.)		
	i. Kälber unter 1 Jahr (1 St. 30 kr.)		
	k. Schweine (1 St. 20 kr.)		
	l. Frischlinge (1 St. 12 kr.)		
	m. Spanferkeln (1 St. 3 kr.)		
	n. Schafe, Hammel, Widder 1. gemeine (1 St. 12 kr.) 2. veredelte Schafe (1 St. 6 kr.)		
	o. Lämmer (1 St. 3 kr. u. s. w.)		
	p. Geisvieh, Böcke, Ziegen (1 St. 9 kr.)		
	q. Kitze (1 St. 3 kr.)		
02	Holz, a. gemeines hartes und weiches		
1. 2. 5. f. 2. i.	1. Bau und Werkholz in Stämmen und Blöcken, auch Rafen und Stangen ungeschnitten (1 fl. Werth 1/4 kr.)		
	2. Bau- und Werkholz geschnitten zu Rähmlingen, Läden, Pfosten, Riegeln, Stohlen, Bohlen, Brettern, Schwärtlingen, Latten, Dauben, Faſsböden, Felgen, gebohrte Brunnenteiche, Weinpfähle, oder Rebstöcken, auch Weiden und Reifholz (1 fl. Werth 1 1/2 kr.)		
	3. Brennholz, alles, in Scheitern, Aesten, Bauschen, Borzen, Spänen, Stöcken, Sturtzbürden, Scheiten, Hobelspänen (1 fl. Werth à 1/4 kr.)		
	5. Schiffbau-Holz, alles in Stämmen, Ruthen, auch Köpfe u. Krumholz; (1 fl. Werth à 1/4 kr.)		
f.	Nuſs-, Kirschbaum- auch Masernholz		
	1. in Blöcken und Stämmen (1 fl. Werth à 1/4 kr.)		
	2. geschnittenes (1 fl. Werth à 1 1/2 kr.)		
	Holzwaaren i. gemeine für Landleute, als Drischeln, Geiselstöcke, Hecheln, Haspeln, Heugabeln, Holzschuhe und Stöckeln, Schusterspäne, Kochlöffel, Futterkörbe, Leisten, Mausfallen, Mehl- und Salzkübel, Mühlkämme, Mulden, Rechen, Reife,		

1881 Tarifs-Ziffer.	Bezeichnung der Gegenstände und deren Belegung.	Anme
	Schaufeln, Schindeln, Sièbläufe, Spindeln, Spinnräder, Spinnrocken, gemeine Teller, Tröge, Weidenkretzen und Ringe, Packkisten und Steckenholz (1 fl. Werth mit 6 kr. belegt.)	
428	Steine, b. Mühlsteine (1 St. 30 kr.)	
b,c,f,g.	e. Wetzsteine (100 St. 3 kr.)	
	f. Ziegel- und Backsteine (1 Fuhr 6 kr.)	
	g. Steinhauer-Arbeiten, gemeine Tröge, Thürstöcke, (1 St. à 3 kr.)	
318	Pech, a. rohes ungeläutert. (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
a b c e.	b. Schusterpech (Sp. Ct. à 25 kr.)	
	c. geläutertes, für Fafsbinder, Seiler (Sp. Ct. à 50 kr.)	
	e. Satzpech (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
223	Kienrufs, (1 Sp. Ct. à 50 kr.)	
175 a	Gyps, a. in Fässeln (1 St. à 3 kr.)	
216 a	Kalk, a. gebrannter (1 Scheffel à 2 kr.)	
123 b	Eisen, b. rohes in Flossen, Gensen von Hochöfen (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
247 b	Kupfer, b. rohes in unverarbeiteten Massen (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
282 b	Messing, b. unverarbeitetes, Stück-, Gufs- und Tafelmessing (Sp. Ct. à 6 fl. 40 kr.)	
	b., (II. b. 1—6.)	
52	Binder-, Fafsbinder-Arbeiten (1 fl. Werth mit 6 kr. bisher belegt.)	
116 a 1	Dreher- oder Drechsler-Waaren a. von Holz:	
	1. ganz gemeine, als Spindeln, Spinnräder, Spinnrocken, Nudelwalzen, Mulden, Tröge, Teller für Landleute (1 fl. Werth 6 kr.)	
398 a	Schreiner-Arbeiten, nicht eigens belegte,	
	a. gemeine, unpolirte (1 fl. Werth 6 kr.)	
170 b 2	Gefährte b. zum Oekonomie-Dienst — 2.	
c 2 d 2	unbeschlagene (1 Stück à 1 fl.)	
g.	c. kleine, als Handschlitten, Schubkarren u. s. w. 2. unbeschlagene (1 St. à 15 kr.)	
	d. Pflüge und Eggen 2. unbeschlagene (1 Stück à 15 kr.)	
	g. einzelne Theile, Räder, Achsen (1 fl. Werth à 6 kr.)	
73	Büchsenmacher-Arbeiten, alle vollendeten Gewehre, Pistolen u. s. w. (Sp. Ct. 30 fl.)	
128 a	Tabakspfeifen, erdene, unbeschlagene (Sp. Ct. 3 fl. 20 kr.)	
441	Ruhlaer-Pfeifenköpfe mit gemeinem Beschläge (Sp. Pf. à 15 fl.)	
b. 2. 3.	3. gut beschlagene (Sp. Ct. 1 fl.)	
339	Puppen, b. Gesichter v. Papier (Sp. Ct. 15 fl.)	

ifs- er.	Bezeichnung der Gegenstände und deren Belegung.	Anmerk.	1831
	C., (zu III. 1. 2. 3.)		
9	Wolle, a. alle Schafschur- und Weifsgärber-Wolle:		
, 2,	1. rohe ungekämmte (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)		
, d,	2. gekämmte (Sp. Ct. à 5 fl.)		
- e	b. gefärbte (Sp. Ct. à 10 fl.)		
, f.	c. Flocken, Wollabfälle, Tuchschererwolle, wie sie v. Fabrikate abfallen (Sp. Ct. à 25 kr.)		
6.	d. Garne von Wolle:		
	1. ungefärbte (Sp. Ct. à 10 fl.)		
	2. gefärbte (Sp. Ct. 15 fl.)		
	f. Tuch- und Wollenwaaren, alle mit nicht höher belegten Stoffen vermengt oder unvermengt, alle Ganz- und Halbtücher, auch Azors, Biber, Molton, einschüfsig der Enden und Leisten (Netto Ct. à 60 fl.)		
b	Baumwolle, a. Kartätschte, aber nicht durch		
, 2,	Leinen zu Watte bereitet (Sp. Ct. à 1 fl. 40 kr.)		
. d.	c. Garne:		
, 3.	1. rohe ungebleichte (Sp. Ct. à 50 kr.)		
	2. gebleichte, gezwirnte, jedoch ungefärbte (Sp. Ct. 5 fl.)		
	3. gefärbte (Sp. Ct. 10 fl.)		
	4. türkisch rothgefärbtes Garn (Sp. Ct. 10 fl.)		
	d. Tücher und Waaren:		
	1. rohe und ungebleichte, ungemusterte und ohne Desseins (Netto Ct. 20 fl.)		
	2. alle weifsen, glatten Hamans, Mousselins u. s. w. (Netto Ct. à 60 fl.)		
	3. Baumwollwaaren, brochirte, festonirte, gestickte, gefärbte, gedruckte, gestreifte, auch mit Leinen und Wolle vermengte (Netto Ct. 60 fl.)		
5	Leinwand, a. ungebleichte, Drillich, Zwilch,		
,d.	Gradl, Kanevas und alles rohe Leinenzeug im ungebleichten Zustande (Netto Ct. 10 fl.)		
	b. gebleicht (Netto Ct. 20 fl.)		
	c. Waaren alle, mit Seiden, Baumwolle und Schafwolle nicht gemengt, ferner Tischzeug, Damast, Gingang, Köllisch, dann gefärbte Leinwand, gefärbter Kanevas und Zwilch, so wie rohe und geköperte Hosenzeuge (Netto Ct. à 30 fl.)		
	d. Fadenbattist (Netto Ct. à 30 fl.)		
3	Eisen, i. Fabrikate, alle gemeinen:		
t 2.	1. Huf- und Nagelschmied-Arbeiten, auch Sensen, Sicheln, Ketten (Sp. Ct. 6 fl. 40 kr.)		
	2. Feilenhauer- u. Waffenschmied-Arbeiten, als Aexte, Hämmer, Klingen, Pfannen, Sägeblätter u. s. w. zum Betrieb der Landwirthschaft mit Geschmeidwaaren unvermengt (Sp. Ct. 7 fl.)		

Verzeichnifs

der

im Ausgange freien Gegenstände.

Nro.	Gegenstände.	Nro. i Tarif
1	Alaun: a. gewöhnlicher.	6 a
2	Alkali.	7
3	Anis.	12
4	Antimonium crudum (rohes Spiefsglas).	14
5	Apotheker-Blumen, Beeren, Kräuter, Rinden, Saamen, Wurzeln, Zwiebeln, nicht eigens belegte:	
	a. frisch im grünen Zustande,	16 a et l
	b. getrocknete mit Einschlufs der dahin gehörigen Sämereien.	
6	Aprikosen: a. Früchte. b. Kerne.	17 a et l
7	Aqua fortis (Scheidewasser).	18
8	Arak.	19
9	Asche. c. Koth, oder ausgelaugte Asche.	26 c
10	Badian (Sternanis).	30
11	Bäume zum Verpflanzen.	31
12	Bagage, allé nämlich schon gebrauchten Kleider und Wäsche u. s. w. als Bedürfnisse der Reisenden.	32
13	Barometermacher-Arbeiten (gefüllte Barom.)	36
14	Bast: b. Geflechte feine zu Hüten u. s. w.	37
	c. Waaren. 1. Grobe, Decken, Matten, Kotzen, Zöger u. s. w.	b, c,
15	Baumwolle: d. Tücher und Waaren.	
	1. Rohe, ungebleichte, ungemusterte und ohne Desseins,	38 d, 1
	2. alle weifsen, glatten Hamans, Mousselins u. s. w.	
	3. Baumwollenwaaren, brochirte, festonirte, gestickte, gefärbte, gedruckte, gestreifte, auch mit Leinen und Wolle vermengte,	
	4. alle gestrickten.	
16	Beeren, Garten- und Waldbeeren:	
	a. gemeine frische,	39 a, d et
	d. in Essig, Wein, oder Branntwein eingemachte,	
	f. Vogel- oder Wachholderbeeren.	
17	Beine. c. Mist.	40 c
18	Bier: a. alles neben Erhebung des Malzaufschlages.	47 a

Gegenstände.	Nro. im Tarife.	1831
Bimsen.	50	
Binder, Faſsbinder-Arbeiten.	52	
Blau und blausaures Kali.	54	
Blech. a. alle schwarzen und weiſsen Eisenbleche, unverarbeitet, auch Stahlblech in Tafeln. Generale vom 7. Okt. 1828, Nro. 14,012,	55 a	
e. Fabrikate: 1. von schwarzem Bleche, 2. von weiſsem Bleche.	55 e 1 et 2.	
Blei: e. Federn, Bleistifte, mit höher belegten Waaren unvermengt.	57	
f. Bleiwaaren, als Gegenstände des Kramhandels.	e et f	
Blumen: a. Gartenblumen frische.	59 a	
Branntweine und alle gebrannten nicht besonders belegten Wässer.	63	
Brod: a. gemeines, gebackenes 1. so lange der Scheffel Roggen unter und bis 11 fl. steht, 2. über 11 fl.	66 a 1 et 2.	
Bronce-Arbeiten: b. broncirte Holzarbeiten.	67 b	
Butter, alle.	75	
Chemische Feuerzeuge.	88	
Chemische Waaren, nicht eigens belegte.	89	
Contanti (baares Geld).	103	
Corallen: b. geschliffen, ungefaſst.	104 b	
Coriander.	105	
Dantes (Spiel- oder Rechenpfennige.)	110	
Darmsaiten.	111	
Draht: a. von Eisen, c. von Stahl, d. Saiten, e. Waaren: 1. gemeine Vogelhäuser.	115 a, c, d, e, 1.	
Dreher- oder Drechslerwaaren: b. vom Horn und Bein mit Galanteriewaaren unvermengt.	116 b	
Dünger.	118	
Eisen: b. rohes in Flössen, Gensen von Hochöfen, c. geschmiedetes, gestrecktes, sohin alle Schien- und Stab-, Knoppern-, Zain- und Nagelschmied-Eisen. i. Fabrikate, alle gemeinen:		
1. Huf- und Nagelschmied-Arbeiten, auch Sensen, Sicheln, Ketten,		
2. Feilenhauer- und Waffenschmied-Arbeiten, als Aexte, Hämmer, Klingen, Pfannen, Sägblätter u. s. w. zum Betrieb der Landwirthschaft mit Geschmeidewaaren unvermengt.	123 b, c, i, 1, 2.	
k. Geschmeidewaaren d. s. alle feinen, polirten, verzinnten Fabrikate, von Eisen und mit Zusätzen von andern Metallen,	k et l, 1, 2.	

1831 Nro.	Gegenstände.	Nr T
	l. Gufswaaren:	
	1. in Kesseln, Oefen, Platten, Gewichten,	
	2. feinere, geschliffene Gufswaaren.	
40	Erde: a. gemeine, b. armenische, rother Bolus oder Siegelerde.	
	1. roh, 2. geschlemmte, 3. verpackt,	
	c. Farberde, gemeine, auch Talk-, Walker-, Umbra- und Vitriolerde, auch Trafs	1
	d. Moorerde.	
	f. Geschirr:	
	1. gemeines, auch gemein erdene Oefen.	
41	Erdene Tabakspfeifen: a. unbeschlagen, b. beschlagen.	1 a e
42	Essige, alle, auch Essigmutter.	1
43	Eier.	1
44	Fächermacher-Arbeiten.	1
45	Fässer: a. alte, leere zum Füllen.	1
46	Farb- b. Beeren, Blumen, Kräuter, Rinden, Wurzeln, nicht eigens belegte:	1 b
	1. unbereitet, 2. bereitet,	2
	c. Hölzer:	1
	2. geschnitten, gemalen, geraspelt,	b
	d. Waaren,	
	3. Pastell-Farben.	
47	Fenchel.	1
48	Fette: b. Schmeer.	1
49	Feuersteine.	1
50	Firnisse.	1
51	Fische: a. gemeine, deutschländische,	
	1. frische mit Abschlag von 20 % für das Wasser,	1 a 1
	2. getrocknet oder geräuchert.	
52	Fleisch: a. frisches und solche Würste,	
	b. geräucherte Schinken, Zungen, Zervelat- und Salami-Würste.	1
53	Flinten, d. Steine.	1
54	Floss, Gerähschaften zum Behufe d. Fahrt.	1
55	Frösche.	1
56	Früchte: a. alle, welche inländische Gränzbewohner auf ihren eigenthümlichen Gründen im Auslande erbauen und in ihrem rohen Zustande einführen, so wie jene, welche ausländische Unterthanen auf ihren eigenthümlichen Gründen im Inlande erbauen und gleichfalls im rohen Zustande ausführen, gegen Reziprozität.	1 a, b
	b. alle Getreidegattungen:	
	1. Weizen, gegerbter Kern oder Dinkel.	
	2. Korn oder Roggen.	

Gegenstände.	Nro. im Tarife.	1831.
erste und ungegerbter Fesen, lafer und Wicken, wenn der Scheffel von 1 — 15 fl. 50 kr. - 1 — 10 - 59 - - 1 — 8 - 59 - - 1 — 4 - 59 - im Preise steht.		
hnen und Heidekorn, gleich Gerste, ein oder Hirse (ungeschälte, auch isen und Erbsen, gleich Weizen), läpfel und Rüben (wenn der Scheffel ggen unter 11 fl. steht), umfrüchte:	163 c, d, f, g, 1, 2, 5.	
les gemeine frische Landobst, auch emeine Nüsse, edorrt und getrocknet, le in Essig, Wein oder Branntwein ngemachten Baumfrüchte.		
- b. Hafer, den Frachtführer für ihre de mit sich nehmen: Metzen für 1 Pferd.	164 b 1	
gewächse, alle Blumen, Gemüse- und ıtarten:		
icht eigens belegte, frische, ı Essig, Salz, Wein oder Branntwein ngemachte.	169 a et b	
te: b. zum Oekonomie-Dienste, grofse: eschlagene, 2. unbeschlagene, ine, als Handschlitten, Schubkarren s. w.	170 b, 1, 2, c, 2.	
nbeschlagene.		
üge und Eggen:		
nbeschlagene: e schon gebrauchte Wagen in Ein- d Auswanderungs-Fällen, ızelne Theile, Räder, Achsen.	170 d, 2, e et g.	
el, a. zahmes: rofses ausgewachsenes, leines, junges, unausgewachsenes.	171 a, 1, 2.	
b. Dünger d. s. ungebrannte, ge- sene Gipssteine.	175 b	
a. Spiegelgläser:		
ohe ungeschliffene; Judenmafs-Spiegelgläser, grüne Hohlglas-Spiegelgläser, eschliffene, unbelegte, belegte.	177 a, b, c, d et e.	
enster- und Tafelglas, rillen- und Uhrgläser,		

1831 Nro.	Gegenstände.	Nr. T.
	d. Trinkgläser und alle ungefafsten Glaswaaren, auch Beinglas, Glasperlen, Glasknöpfe, Paterleins, Glasschmelze, Springgläser u. s. w. jedoch mit Ausnahme der gefafsten, zu Galanterie-Waaren gehörigen Glaswaaren.	a, d
	e. Steine geschliffene, Prismen für Lüstres.	
63	Glaser-Arbeiten, gemeine.	1
64	Glasgemälde.	1
65	Glaubersalz: a. in Erde, Stein gebrannt, entwässert, b. krystallisirt.	1 a
66	Gold: a. in Barren und Stangen, Bruchgold oder Pagament, dann alles ausgebrannte, ausgezupfte Gold.	1
67	Grütze: alles gemeine Grieselwerk, als geräudelte Gerste, Gries, Haberkern, auch geschälte Hirse.	1
68	Haarpuder (Kraftmehl).	1
69	Handwerkszeuge schon gebraucht, für wandernde, wiederkehrende Handwerker.	1
70	Hanf: e. Körner.	1
71	Hausgeräthe: a. alte schon gebrauchte in Ein- und Auswanderungs- und erwiesenen Erbschafts-Fällen.	1
72	Holz: b. Arzneihölzer,	2
	h. Abfälle, Sägspäne,	2
	i. Waaren, gemeine, für Landleute als Drischeln, Geiselstecken, Hecheln, Haspeln, Heugabeln, Holzschuhe und Stöckeln, Schusterspäne, Kochlöffel, Futterkörbe, Leisten, Mausfallen, Mehl- und Salzkübel, Mühlkämme, Mulden, Rechen, Reife, Schaufeln, Schindeln, Siebläufe, Spindeln, Spinnräder, Spinnrocken, gemeine Teller, Tröge, Weidenkrezen und Ringe, Packkisten und Steckenholz.	2
	k. Waaren, feine nämlich: alle Bildschnitzer-, Schachtelmacher-Arbeiten und Kinderspielzeuge roh, oder bemalt und lakirt.	2
73	Hopfen.	2
74	Hopfensetzlinge.	2
75	Instrumente: a. astronomische.	2
76	Käse, alle.	2
77	Kaninchen, lebende.	2
78	Kannenbäcker-Arbeiten d. s. Steingeschirre.	2
79	Kardendisteln für Tuchmacher.	2
80	Korbmacher-Arbeiten: a. gemeine von Weiden, b. feine.	2 a

Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife.	1831
81	Krapp: a. roher in Wurzeln, b. in Mehl.	238 a et b	
82	Kraut: a. ungeschnitten in Köpfen, b. eingeschnitten, eingesalzen.	239 a et b	
83	Kümmel.	245	
84	Leder: a. alles Roth- und Weisgerber-Leder ganz oder nur lohroth gearbeitete Häute, b. Korduan, Saffian, auch Brüfsler-, dann alles gefärbte und lakirte Leder, c. türkisches Bocksleder, rohes.	254 a, b, c.	
85	Leim: b. Vogelleim, c. Fischleim.	255 b et c.	
86	Leinwand: a. ungebleichte, Drillich, Zwilch, Gradel, Kanevas und alles rohe Leinenzeug, im ungebleichten Zustande, b. gebleicht, c. Waaren, alle mit Seiden, Baumwolle und Schafwolle u. s. w. nicht gemengt, ferner Tischzeuge, Damast, Gingang, Köllisch, dann gefärbte Leinwand, gefärbter Kanevas und Zwilch, so wie rohe und geköperte Hosenzeuge.	256 a, b, c.	
87	Lohrinden: c. Kuchen d. s. ausgelauchte Lohe.	260 c	
88	Marmor: b. verarbeitet im Grofsen, c. verarbeitet im Kleinen, mit Galanterie-Waaren unvermengt.	272 b et c	
89	Maschinen für Ackerbau und Gewerbe: a. zum eigenen Gebrauche auf Ansuchen.	273 a	
90	Mehl: a. wenn der Scheffel Roggen unter 11 fl. steht.	278 a	
91	Messing: e. Waaren, alle nicht vergoldeten und versilberten.	282 e	
92	Meubles: b. alte schon gebrauchte in Ein- und Auswanderungs- und erwiesenen Erbschaftsfällen.	285 b	
93	Milch.	286	
94	Modelle und Formen für Ackerbau u. Fabrik.	289	
95	Moos: a. isländisches, b. anderes medizinisches.	290 a et b	
96	Muster und Musterkarten: a. in unbrauchbaren Abschnitten in Büchern oder Kartons.	296 a	
97	Nestlerarbeiten.	299	
98	Oblaten.	300	
99	Ochsengalle: a. frische.	301	
100	Oele: a. Kien- oder Terpentin-, Pech- und Stein-Oele, b. Lein-, Hanf-, Rüb- und Reps-Oele.	302 a 302 b	
101	Papier: a. alles Druck-, Lösch-, Pack-, Schreib-, Schrenz- u. Zeichnungs-Papier, b. Prefsspäne und Pappendeckel, c. gefärbtes Buntpapier u. Papier-Tapeten, e. Prozefs- u. andere Akten sammt Beilagen.	313 b, c et e	

1831

Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife.
102	Papparbeiten: a. gemeine.	314 a
103	Pergament.	320
104	Pfirsiche: a. Früchte, b. Kern.	326 a et
105	Pflanzen; a. frische zum Verpflanzen.	327 a
106	Platina.	330
107	Pottasche: b. kalzinirte.	334 b
108	Puppen: b. Gesichter von Papier.	339 b
109	Reife: a. eiserne; köllnisches Reifeisen.	347 a
110	Reifsblei.	349
111	Reps: a. Frucht.	350 a
112	Riemer-Arbeiten.	351
113	Röthel, Rothsteine: b. verarbeitet zu Schreibfedern.	354 b
114	Rohr: a. gemeines.	355 a
115	Saamen: a. alle, welche inländische Gränzbewohner zur Bebauung ihrer eigenthümlichen Gründe aus- oder welche ausländische Gränzbewohner zu gleichem Zwecke einführen, gegen Reziprozität. b. Hanf-, Lein-, Mohn-, Reps-Saamen, c. Kleesaamen, d. andere in Körnern, Knollen, Zwiebeln für Feld-, Garten-, Holz- und Wiesengründe.	358 a mit d
116	Säcke: a. alte, leere: 1. zum Füllen, notorisch wiederkehrende, b. neue.	359 a 1 et b
117	Säure, nicht eigens belegte.	361
118	Saftfarben, chemisch bereitete, nicht eigens belegte.	362
119	Salz: a. Kochsalz und Salzsteine, b. Viehsalz, Salzlauge, Salzdünger und andere Abfälle von Kochsalz. e. Salzsäure.	366 a, b et e
120	Sand, gemeine zum Putzen.	367
121	Sandel: b. gemahlen, geraspelt.	368 b
122	Schachtelhalme.	372
123	Schiffe: a. grofse, Gemsen, Schelchen, c. kleine, Himpeln, Zillen, Nachen.	379 a et b
124	Schiffs-Geräthschaften zum Behufe der Fahrt.	380
125	Schiffs-Klammern.	381
126	Schilf: b. Waaren, Decken, Kotzen, Matten, Zöger u. s. w.	384 b
127	Schliff.	386
128	Schmalz.	390
129	Schmelztiegel.	391
130	Schmergel, Schmiergel, Schmiergel-Steine.	392
131	Schreibmaterialien, nicht eigens belegte, in so weit sie nicht als zierliche Schreibzeuge u. s. w. unter Galanterie-Waaren gehören.	396

Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife. 1831
132	Schreibtafeln, elastische.	397
133	Schreiner-Arbeiten, nicht eigens belegte: a. gemeine, unpolirte.	398 a
134	Schusser.	401
135	Schwämme. a. gemeine, 1. frische, 2. getrocknete, gedörrte.	402 a 402 a 1 et 2
136	Schwefel: d. Säure.	404 d
137	Schwertfeger-Arbeiten.	405
138	Seife: a. Seife und Seifensieder-Waaren, c. Schmierseife.	410 a et c
139	Seiler-Arbeiten von Flachs, Hanf u. Werg.	411
140	Senf: a. Senf und Senfmehl.	413 a
141	Sennesblätter.	414
142	Siebmacher-Arbeiten.	416
143	Silber: a. in Barren und Stangen, auch Bruchsilber oder Pagament, dann alles ausgebrannte, ausgezupfte Silber.	417 a
144	Soda: a. rohe, b. krystallisirte.	418 a et b
145	Spiegel: a. vollendete: 1. ohne Rahmen, 2. mit Rahmen.	421 a 1 et 2
146	Stahl: a. roher unverarbeiteter, b. verarbeitet, Stahlwaaren: 1. gemeine.	427 a, b, 1.
147	Steine: a. alle Bau-, Bruch- u. Pflastersteine b. Mühlsteine, c. Schiefer- und Tafelsteine, ungefafste, d. Schleifsteine, e. Wetzsteine.	428 a — e
148	Stockmacher-Arbeiten mit Galanterie-Waaren unvermengt.	431
149	Stroh: d. Waaren. 1. gemeine Bienenkörbe, Strohdecken.	434 d. 1.
150	Tabaks-: a. Dosen, 1. gemeine, b. Pfeifen: 1. erdene, gemeine köllnische, 2. andere gemeine, hölzerne, gegossene Rulhaer, meerschaumene, ordinair porzellainene, mit gemeinem Metalle beschlagen, 3. gut beschlagene, meerschaumene, fein gemalte, porzellainene.	441 a, 1 et b 441 b, 1, 2, 3.
151	Theer.	447
152	Thiere, seltene Schauthiere: a. vierfüfsige, b. Vögel.	449 a et b
153	Thon, Töpferthon.	450
154	Torf.	453
155	Trippel: a. roh, b. präparirt.	454 a et b
156	Tröbern, Trestern.	455

1831 Nro.	Gegenstände.	N
157	Tücher, von Wolle, alle Ganz- und Halbtücher, auch Azors, Biber, Molton u. s. w. einschlässig der Enden und Leisten.	4
158	Uhren: c. Schwarzwälder Uhren, gemeine hölzerne.	4
159	Unschlitt: a. roh und geschmolzen.	4
160	Viktualien nicht eigens belegte, gemeine.	4
161	Vieh: a. Pferde, k. Schweine, n. Schaafe, Hammel, Widder: 1. gemeine. p. Geifsvieh, Böcke, Ziegen.	4 n,
162	Vitriol: a. Eisenvitriol, ordinair, c. Zinkvitriol (Galizenstein), e. Oel.	4 a
163	Wasser: b. mineralisches.	4
164	Wasserblei: b. verarbeitet.	4
165	Weine: a. alle rothen und weifsen, inländischen und zum Eingange verzollten (Generale vom 11. Aug. 1829. Nro. 12816. b. weifse Seeweine mit Beschränkung auf bestimmte Eintritts-Orte.	478
166	Wolle: a. alle Schafschur und Weifsgärberwolle. 3. Von den Hauptwollenmärkten ausgehend. f. Tuch- und Wollenwaaren, alle mit nicht höher belegten Stoffen vermengt, oder unvermengt.	4 3
167	Zeichnungs-Materialien nicht eigens belegte und mit Galanterie-Waaren unvermengt.	4
168	Zimmermanns-Arbeiten, Hausgerippe, Dachstühle.	4
169	Zink: b. Metall, rohes unverarbeitetes, c. Zinkblech und Draht.	4 b
170	Zinn: c. gestrecktes und gewalztes, d. Folien, e. Asche, f. Zinngiefserwaaren, alle.	4 4 d,
171	Zöger von Schilf.	4
172	Zwiebeln: a. grofse, zum Genusse, b. kleine, zum Stecken, c. Blumenzwiebeln.	5 a

43.

Déclaration supplémentaire relative aux mesures concertées entre le gouvernement Prussien et celui de Waldeck en 1822 pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes — du 12 Mars 1831.

1831

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1831. No. 6. pag. 50.)

Die Königlich-Preufsische Regierung und die Fürstlich-Waldecksche Regierung sind übereingekommen, dem mittelst Erklärung d. d. Berlin den 9. November und Arolsen den 10. October 1822 getroffenen Abkommen, wegen Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen, nachstehende Bestimmungen hinzuzufügen:

„Die Holzwerths- und Schadensersatz-Gelder wer„den zwar nur auf den Antrag des Beschädigten „von Seiten der Gerichte beigetrieben. Der Wald„eigenthümer, der die Execution extrahirt, hat „aber keine Gebühren zu entrichten, welche er „erst wieder von dem verurtheilten Holzfrevler „einziehen müfste, sondern die Execution wird so„fort verhängt und die dafür entstehenden Kosten „werden unmittelbar von dem Exequendus einge„zogen."

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Fürsten von Waldeck zweimal gleichlautend ausgefertigte nachträgliche Erklärung soll, nach erfolgter genehmigter Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Geschehen Berlin, den 12. März 1831.

Königlich-Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

1831 Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von der Fürstlich-Waldeckschen Regierung unterm 29. März d. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 12. April 1831.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

44.

Convention entre les Gouvernemens des Etats riverains du Rhin et réglement relatif à la navigation du dit fleuve conclue à Mayence le 31 *Mars* 1831 *et dont les ratifications ont été échangées réciproquement le* 16 *Juin.*

(*Groſsherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt*, den 8. Juli 1831. p. 89.)

Uebereinkunft

zwischen den Uferstaaten des Rheins wegen der auf die Schifffahrt dieses Flusses sich beziehenden Ordnung.

Da die Abfassung einer definitiven Rheinschifffahrts-Ordnung, nach den Bestimmungen der Wiener Kongreſsakte, Schwierigkeiten in Folge der Art und Weise gefunden hat, wie von den Regierungen der Uferstaaten die allgemeinen Grundsätze dieser Akte in ihrer Anwendung auf die aus Deutschland geraden Weges durch die Niederlande in's offene Meer und umgekehrt fahrenden Schiffe verstanden worden sind; indem Seine Majestät der König der Niederlande be-

harrlich behaupteten, dafs sich Ihre Souveränitäts- 1831
rechte ohne die mindeste Beschränkung, über das Ihre Staaten bespülende Meer selbst dahin erstrecken, wo mit demselben die Gewässer des Rheins zusammenfliefsen, und dafs als die Fortsetzung dieses Stromes innerhalb der Niederlande nur der Leck allein, nach den der Wiener Kongrefsakte vorausgegangenen Verhandlungen, angesehen werden müsse; während Seine Majestät der König von Preufsen, Seine Majestät der König von Baiern und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Hessen beharrlich behaupteten, die Ausübung dieser Rechte, soweit solche auf die aus dem Rhein in's offene Meer und umgekehrt fahrenden Schiffe angewendet werden wollten, sei durch die Wiener Kongrefsakte beschränkt worden, und unter der Benennung des Rheins habe besagte Akte den ganzen Lauf, alle Arme und alle Ausmündungen dieses Stromes innerhalb der Niederlande ohne irgend einen Unterschied begriffen; — Ansichten, welchen nun ebenfalls Seine Majestät der König der Franzosen und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden beigetreten sind; so haben die Uferstaaten für angemessen erachtet, alle die, über allgemeine Grundsätze der Wiener Kongrefsakte in Bezug auf die Rheinschifffahrt erhobenen Streitfragen, so wie die daraus abzuleitenden Folgerungen unberührt zu lassen und auf der Grundlage eines Gesammtinbegriffes gegenseitig gemachter und angenommener Vorschläge, jedoch unter dem ausdrücklichen Vorbehalte, dafs diese Verständigung den beiderseits behaupteten Rechten und Grundsätzen in keiner Art Eintrag thun solle, eine Vereinbarung über diejenigen Maasregeln und reglementarischen Bestimmungen zu treffen, deren die Rheinschifffahrt nicht länger entbehren kann.

Zu diesem Zwecke haben die nachstehend bezeichneten hohen vertragschliefsenden Theile, namentlich:

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden, den Herrn Johann Lambert Büchler, Ihren Legationsrath, Ritter des Grofsherzoglich-Badischen Zähringer Löwenordens und des Kaiserlich-Russischen St. Annenordens II. Klasse;

1831 Schifffahrt der Rheinuferstaaten eine andere Wasserstrafse anweisen, welche eben so gut ist, als diejenige, die dem Handel und der Schifffahrt ihrer eigenen Unterthanen zum Ersatze für jenen unbrauchbar gewordenen Verbindungsweg eröffnet werden wird.

Ebenso soll für den Fall, wenn der Kanal d Voorne unfahrbar werden, und an dessen Stelle z Gunsten des Handels und der Rheinschifffahrt d Niederländischen Unterthanen ein anderer künstlich Verbindungsweg mit Helvoetsluys treten sollte, d Schiffen, welche Eigenthum der Unterthanen d übrigen Rheinuferstaaten und zur Rheinschifffahrt g hörig sind, die Mitbenutzung dieses Verbindungsw ges unter denselben Obliegenheiten verstattet se welche den Niederländischen Schiffen gleicher A alsdann werden auferlegt werden.

Als zur Rheinschifffahrt im Sinne der gege wärtigen Ordnung gehörig, sollen alle Schiffe b trachtet werden, deren Patrone oder Führer, abg sehen von den im Artikel 27 bezeichneten Papier mit dem im Artikel 42 vorgeschriebenen Patente ve sehen sind.

Art. IV. Waaren, die aus der offenen See ein gehen, um durch die Gewässer der Waal oder d Leck's über Lobith nach Deutschland, Frankreich, d Schweiz oder weiter geführt zu werden, oder solch die aus Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder we terher kommen und durch die fraglichen Gewässer i die offene See ausgeführt werden sollen, unterlieg zwar, wenn sie ohne Ausladung direct transitire den weiter unten im Artikel 39 angegebenen Form litäten, sind jedoch bei ihrem Durchgange durch d Niederländische Gebiet auf den, im vorhergehend Artikel vorgezeichneten Wasserstrafsen, von all Transito-Abgaben, Zöllen oder andern dergleich Gebühren *frei*. — An die Stelle dieser letztern tri eine *festbestimmte Abgabe* (droit fixe) von Drei zehn und einem Viertel Zenten Niederländische Geldes für den Zentner bei der Bergfahrt und vo Neun Zenten Niederländischen Geldes für den Zent ner bei der Thalfahrt, mit Ausnahme derjenige Artikel, welche in dem, der gegenwärtigen Ue bereinkunft unter Littera A. beigefügten Ver zeichnisse einzeln namhaft gemacht sind, und fü

lche, nach den darin enthaltenen Ansätzen, eine 1831
lbestimmte Abgabe von höherem oder geringerem
rage zu zahlen ist. Sofern es indessen Seine Ma-
ät der König der Niederlande etwa angemessen
hten sollten, einen Theil der Schifffahrts-Abga-
für die Strecken von Lobith bis Krimpen oder
:um, oder umgekehrt *nicht* erheben zu lassen,
es Allerhöchst-Ihnen unbenommen sein, diesen
il noch der gedachten festbestimmten Abgabe hin-
ıgesetzen. Da diese Abgabe nach der Strecke von
:um bis in die offene See, auf dem Wege Dor-
ıt und Helvoetsluys vorbei, durch das Hollands-
und das Haringvliet, mit Beobachtung des Ver-
nisses der muthmafslichen Entfernung zwischen
fsburg und der Niederländischen Gränze berech-
worden ist: so hat man sich ferner dahin ver-
ıet, dafs dieselbe, je nachdem das Resultat der
Gemäfsheit des nachfolgenden Artikels XVIII.
bewirkenden Vermessung bis in die offene See
ıllen wird, einer Vermehrung oder einer Ver-
lerung unterliegen, und dafs die im zweiten Ab-
des nachfolgenden Artikels XIX. enthaltene
immung, eintretenden Falls, auch auf diejenigen
lels-Artikel, welche in dem Verzeichnisse Litt.
ınter Nro. II. schon mit niedrigeren Zollsätzen
eführt sind, gleichmäfsig, wiewohl nur in so-
Anwendung finden soll, als nicht die, unter
I. des nämlichen Verzeichnisses begriffenen Han-
-Artikel zum Gegenstande der fraglichen Be-
mung gemacht werden.

Art. V. Seine Majestät der König der Nieder-
e ertheilen aufserdem Ihre Zustimmung dazu,
die Schiffspatrone oder Führer, welche zur
uhr über See durch die Häfen von Rotterdam,
recht oder Amsterdam bestimmte Waaren an
haben, gleichwohl aber sich in dem Fall befin-
daselbst auszuladen, um Waaren in dortigen
erlagen zu lagern oder zum innern Verbrauche
liefern, oder auch um ihre Ladung zu vervoll-
ligen, — nachdem sie bei den, zur Erhebung
Schifffahrts-Gebühr errichteten Zollstellen zu
th, Vreeswyk, Tiel, Gorcum oder Krimpen die,
vorhergehenden Artikel erwähnte festbestimmte
ıbe nach Mafsgabe derjenigen verificirten Mani-

1831 feste, womit jeder Schiffspatron oder Führer
hen sein mufs, entrichtet haben, und sofern s
hinsichtlich der zum Ausladen in den besagte
häfen bestimmten Waaren den Vorschriften d
Königreiche der Niederlande gültigen allgem
Gesetzes, in Betreff der Eingangs-, Ausgangs
Durchgangsabgaben Folge leisten — nach ei
Belieben durch jedwede, zum Orte ihrer Bestim
führende Gewässer, Flüsse oder Kanäle ihre
nehmen, und demnächst auch ihre Reise vo
benannten Seehäfen bis in die offene See — g
viel, durch welchen Arm des Meeres sie
wollen — fortsetzen dürfen, ohne wegen der
oder minder langen Strecken, welche sie da
befahren gesonnen sind, zur Zahlung irgend
Ergänzungsgebühr angehalten werden zu könne

Die besagten Schiffspatrone oder Führer
wenn sie die im Artikel III. angegebene gerade
serstrafse verlassen, lediglich nur den, durch d
gemeine Niederländische Gesetzgebung zur Verl
rung von Unterschleifen vorgeschriebenen, Zoll
malitäten und der Zahlung derjenigen Wasserwe
der, Schleufsen- und Brückengelder etc., welche di
derländischen Schiffer entrichten, unterworfen w

Die nämlichen Bestimmungen, sowohl hin
lich der festbestimmten Abgabe, als in Betre
Befahrung Niederländischer Gewässer, Flüsse
Kanäle, finden auf Patrone oder Führer s
den Unterthanen der Uferstaaten zustehender u
Rheinschifffahrt gehöriger Schiffe Anwendung,
che, von der See kommend, Waaren geladen
die zur Durchfuhr nach dem Rhein, eine der
Rotterdam, Dortrecht oder Amsterdam vorbei
stimmt sind und daselbst ausladen, sei es, un
Waaren in Niederlagen zu lagern oder solche
innern Verbrauch abzuliefern, oder sei es auch
ihre Ladung zu vervollständigen, und demnächs
sich an den Ort ihrer Bestimmung zu begeben,
dem Rhein fahren wollen.

Art. VI. Ebenso wird für alle, Rheinab
über See auszuführende, oder von der See he
dem Rhein nach Deutschland, Frankreich, der Sc
oder einer weiteren Bestimmung einzuführende
ren, wenn sie für die Häfen von Rotterdam,

recht oder Amsterdam bestimmt sind, um in den in 1831
besagten Häfen errichteten Zoll-Niederlagen auf längere oder kürzere Zeit gelagert zu werden, Befreiung von den gewöhnlichen Transito-Gebühren zugestanden. In diesem Falle tritt die, durch Artikel IV. und den ihm beigefügten Tarif festbestimmte Abgabe an die Stelle der Transito-Gebühren, gleichviel welcher unter den oben benannten Handelsplätzen auch zum Orte der Niederlage gewählt werden möge; jedoch mit Vorbehalt der, durch die allgemeine Niederländische Gesetzgebung als Schutzwehr gegen Unterschleife vorgeschriebenen Zoll-Formalitäten, der Lokal-Verordnungen über Hafenpolizei und der Zahlung der gewöhnlichen Wasser-Wegegelder, Schleufsen- und Brückengelder auf Flüssen, Gewässern und Kanälen, die nicht zu den im Artikel III. bezeichneten direkten Rheinstrafsen gehören.

Die auf die oben besagte Weise in Niederlagen zu lagernden Waaren zahlen, als zum Rheinhandel der Unterthanen von Uferstaaten gehörig, an Magazin-, Bohlwerks-, Krahn- und Wagegebühren, sofern dabei von dergleichen Anlagen Gebrauch gemacht wird, überhaupt nur die, im nachfolgenden Artikel LXIX. als Maximum angegebenen Beträge.

Art. VII. Um bei den im vorhergehenden Artikel erwähnten Niederländischen Niederlagen die Vortheile der Befreiung von den gewöhnlichen Transito-Gebühren zu genieſsen, müssen die aus Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder weiterher kommenden Waaren auf Schiffen, die der Rheinschifffahrt angehören, hingebracht worden sein, in welchem Falle sie, ohne Unterschied der Flagge, unter welcher sie weiter verladen werden, anstatt jeder andern Zollgebühr, die im Art. IV. festbestimmte Abgabe in dem Augenblick erst zu entrichten haben, wenn sie zur Ausfuhr über See deklarirt worden sind.

Waaren hingegen, die von der offenen See kommen — gleichviel welcher Nation das Fahrzeug, worauf sie gebracht werden, angehören mag — sollen nach ihrer Ausladung in Niederländischen Häfen die festbestimmte Abgabe, anstatt der Eingangs-, Ausgangs- oder Durchgangsabgaben, wozu eine andere Bestimmung derselben zur Veranlassung geben könnte, alsdann erst zu entrichten haben, wenn sie zur Ausfuhr auf dem Rhein

1831 nach Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder
weiteren Bestimmung deklarirt und zu diesem E
Bord eines zur Rheinschifffahrt gehörigen und
Unterthan der Uferstaaten zustehenden Fahrzeuge
laden worden sind.

In dem einen wie in dem andern Falle sin
fraglichen Waaren nur bis zu der dem Orte, v
den Rhein verlassen, oder auch von der dem
wo sie in diesen Strom einlaufen, am nächsten
genen Zollstelle an, der Zahlung der gewöhn
Rheinschifffahrts-Gebühr unterworfen, wov
den folgenden Titeln die Rede sein wird.

Art. VIII. Den See-Tonnen-Geldern, s
den Leuchtthurms-Geldern, Lootsen-Gelder
andern dergleichen Abgaben, die jedes See-
beim Eingange und Ausgange über See in de
derlanden zu entrichten hat und deren Erhebun
nach der dortigen gewöhnlichen Landes-Ges
bung richtet, geschieht durch die vorstehende
tikel in keiner Art Eintrag, wobei jedoch di
stimmung des nachfolgenden Artikels XII. zu
achten ist.

Art. IX. Die hohen Regierungen der Ufe
ten machen sich zur Erwiederung der ihnen g
gen, in den bevorstehenden Artikeln entha
Stipulationen dazu verbindlich, die bereits dur
Wiener Kongreſsakte für den ganzen Lauf des
verabredete allgemeine Befreiung von Transit
bühr zu Gunsten der Niederländischen Schiff
den Wasser-Transport solcher Waaren auszud
welche den Rhein verlassen und in Flüsse, K
oder andere schiffbare Verbindungswege des In
einlaufen, um sodann durch die gedachten Staa
transitiren, in so weit letzteres ohne Vertaus

sichtlich des Transits bestehenden Formalitäten, so 1831
wie der Zahlung der daselbst angeordneten Wasser-Wegegelder, Brücken- und Schleusengelder u. s. w. und zwar auf demselben Fufse, wie ähnliche Fahrzeuge der respektiven Uferstaaten, zu unterwerfen.

Art. X. Die hohen Regierungen der übrigen Uferstaaten machen sich auch ihrerseits dazu anheischig, dafs jede von ihnen eine oder mehrere Städte längs des Rheinufers für den Rheinhandel erklären werde, namentlich:

die Preufsische Regierung, die Städte Cöln und Düsseldorf, indem sie sich zugleich bereit erklärt, die Zahl der Preufsischen Freihäfen in der Folge, wenn das Bedürfnifs oder die Umstände es erfordern sollten, noch zu vermehren;

die Nassauische Regierung, Bieberich und Oberlahnstein;

die Hessische Regierung, Mainz;

die Badensche Regierung, Mannheim;

die Baierische Regierung, Speier:

die Französische Regierung, Strafsburg (vid. Art. XI.);

sämmtliche Regierungen unter dem Vorbehalte, die Zahl ihrer Freihäfen nach Gutfinden zu vermehren, dergestalt, dafs die aus dem Königreiche der Niederlande kommenden oder zum Transporte dahin bestimmten Waaren, welche auf Niederländischen oder auf allen andern den Unterthanen der Rheinuferstaaten gehörigen Schiffen nach jenen Freihäfen gebracht werden, auf längere oder kürzere Zeit daselbst in Niederlagen gelagert und demnächst zum weiteren Transitiren auf dem Rhein oder auf den andern im Art. IX. bezeichneten inneren schiffbaren Verbindungswegen, mit der Bestimmung nach dem Innern von Deutschland oder nach der Schweiz, durch die Gebiete der Uferstaaten weiter befördert werden können, ohne in einem dieser beiden Fälle irgend einer Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangsgebühr unterworfen zu sein; jedoch mit dem Vorbehalte, zur Zeit ihrer Lagerung die in den betreffenden Freihäfen allgemein festgesetzten Magazin-, Bohlwerks-, Krahn- oder Wagegebühren entrichten zu müssen, welche aber in keinem Falle die durch den Artikel LXIX. der gegenwärtigen Ordnung fixirten Sätze übersteigen dürfen.

1831 Uebrigens versteht es sich, dafs Waaren, wel
che in den oben vorgesehenen Fällen die im Art. II
bezeichnete Rheinstrafse oder die mit dem Rhein zu
sammenfliefsenden und einer ähnlichen Verwaltungs
Ordnung wie dieser Strom unterworfenen Flüsse ver
lassen, um auf anderen schiffbaren Wasserwege
durch die Uferstaaten zu transitiren, den durch d
bestehende Gesetzgebung in besagten Staaten zu
Kontrollirung und Beaufsichtigung der Zoll- un
Steuergebühren vorgeschriebenen Formalitäten, so w
der Zahlung von Wasser-Wegegeldern, Barriere
Brücken-, Schleusengeldern und andern Abgaben di
ser Art unterliegen können, ohne dafs jedoch d
Niederländischen Schiffe oder die Waaren, welch
aus den Niederlanden kommen oder dahin gehe
auf eine weniger vortheilhafte Art, als die Schif
oder Waaren derjenigen Uferstaaten, durch deren G
biet sie passiren, behandelt werden dürften.

Art. XI. Den Regierungen der Uferstaaten d
Mains, des Neckars und anderer in den Rhein fa
lenden Flüsse soll für ihre Waaren in den Niede
ländischen, so wie in den am Rhein zu errichte
den Freihäfen der Genufs derselben Vorrechte, w
solche in den vorstehenden Artikeln bewilligt sin
von dem Zeitpunkte an verstattet sein, wo sie
ihren respektiven Gebieten und an den Ufern besa
ter Flüsse ähnliche Freihäfen unter den im vorst
henden Artikel erwähnten Stipulationen errichtet h
ben werden.

Da die Französische Regierung den vorhergehe
den drei Artikeln nicht *unbedingt* beitreten kan
so bezieht sich dieselbe hinsichtlich der Ausführu
welche auf ihrem Gebiet statt finden wird, auf
in dem Protokolle, welches diesem Reglement beig
fügt ist, enthaltene Erklärung, indem solche
nämliche Kraft und Wirkung haben soll, als wo
sie wörtlich in den Vertrag aufgenommen wäre.

Art. XII. Als Gegenleistung dafür, dafs
dem Niederländischen Rheinhandel angehörigen,
Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder weit
her kommenden oder dahin gehenden Waaren, w
che auf schiffbaren Wasserwegen durch die Uferst
ten geführt werden, von aller Transito- oder so
festbestimmten Abgabe befreiet sind, gewähren Se

Majestät der König der Niederlande ferner noch den 1831
zum Rheinhandel gehörigen Schiffen der Rheinuferstaaten, wenn dieselben zugleich für die Seefahrt bestimmt sind, Gleichstellung ihrer Flagge mit der Niederländischen Flagge in Bezug auf Tonnengelder, Lootsen-, Leuchtthurm- und andere dergleichen Gebühren.

Um den Vortheil dieser Gleichstellung zu geniefsen, haben die Schiffspatrone und Führer nichts weiter zu thun, als den mit Erhebung besagter Gebühren beauftragten Beamten in den Niederländischen Häfen das ihnen in ihrer Eigenschaft als Rheinschiffer, dem nachstehenden Art. XLII. gemäfs, ausgestellte Patent vorzuzeigen.

Art. XIII. Ereignet sich der Fall, dafs Schiffe, welche der Rheinschifffahrt angehörig und Eigenthum der Unterthanen der Uferstaaten sind, wegen eintretenden Bedürfnisses einer Unterbrechung ihrer Fahrt oder des Ueberwinterns halber, in einen Niederländischen Hafen einzulaufen und daselbst durch höhere Gewalt theilweise oder gänzlich auszuladen genöthiget sind: so sollen sie alles des Schutzes und aller der Vortheile zu geniefsen haben, welche durch die im fraglichen Königreiche bestehende Zollgesetzgebung den Schiffen aller andern Nationen zugesichert sind, wobei sie sich jedoch den durch dieselbe Gesetzgebung gegen den Unterschleif vorgeschriebenen Vorsichtsmafsregeln unterziehen müssen.

Es wird hiebei ausdrücklich bevorwortet, dafs der Aufenthalt von Rheinschiffen in Niederländischen Seehäfen, wenn solcher durch die in gegenwärtigem Artikel ausgedrückten Ursachen herbeigeführt wird, zu keinem hieraus abzuleitenden Anspruche auf Eingangs-, Ausgangs- oder Durchgangs-Abgaben irgend einer Art Veranlassung geben soll.

Diese nämliche Bestimmung kommt auch alsdann zur Anwendung, wenn bei einer dem obigen Art. IV. gemäfs statt findenden Verbleiung oder Versiegelung der Luken oder der zur Waaren-Niederlage dienenden Räume, die Patrone oder Führer von Schiffen, welche von Krimpen oder Gorcum bis in die offene See oder umgekehrt durch das Niederländische Gebiet passiren, wegen Wassermangels oder anderer aufserordentlicher Umstände halber zu lichten oder einige

1831 Waaren überzuladen genöthiget sind, ohne dafs in irgend einen Hafen einlaufen; nur müssen sie *vorher* — abgesehen von den in den nachfolgen Artikeln XXXVIII. und XXXIX. angegebenen wesenheits- oder besondern Nothfällen — an nächsten Zollbeamten gewendet haben, um die B oder Siegel abnehmen zu lassen; auch müssen sie den weitern Vorkehrungen, welche von den letzt zur Verhütung heimlicher Einschwärzung e Theils der Ladung für nöthig gehalten werden, terziehen; die solchergestalt abgeladenen Wa aber müssen demnächst, bevor sie an die letzte Erhebung der Rheinschifffarthszölle oder der fes stimmten Abgabe bestehende Zollstelle gelangen, der auf dieselben Schiffe verladen werden, we sie gebracht haben.

Zweiter Titel.

Von den Rheinschifffahrts-Abgaben und den teln, sich von der gehörigen Entrichtung de ben zu versichern.

Art. XIV. Wer auf dem Rhein, von da, derselbe schiffbar wird, bis nach Krimpen oder cum, mit Inbegriff des Lecks und der Waal, umgekehrt, Schifffahrt treibt, hat unter dem von Schifffahrtsabgaben:

1) eine Schiffsgebühr für jedes Schiff, dessen dungsfähigkeit auf Funfzig Zentner und h steigt;
2) einen Zoll von der Ladung nach ihrem Z ner-Gewicht zu zahlen.

Art. XV. Zur Erhebung der Schiffs-Ge und des Zolles von der Ladung sind folgende stellen bestimmt:

a) für die Fahrt abwärts:
Breisach, bei Strafsburg an der grofsen Rh brücke, Neuburg, Mannheim, Mainz, Caub, blenz, Andernach, Linz, Cöln, Düsseldorf, R ort, Wesel, Lobith, Vreeswyck und Tiel;

b) für die Fahrt aufwärts:
Gorcum, Tiel, Krimpen, Vreeswyck, Er rich, Wesel, Ruhrort, Düsseldorf, Cöln, Andernach, Coblenz, Caub, Mainz, Mannh

Neuburg, bei Strafsburg an der grofsen Rhein- 1831
brücke, und Breisach.

Art. XVI. An jeder hiernach zur Erhebung befugten Zollstelle, welcher ein Schiff vorbei oder von welcher es abfährt, ist die in dem Tarif unter bestimmte Schiffsgebühr und für den Zentner Ladung, nach den Entfernungen berechnet, der in der Anlage C provisorisch ausgeworfene Zoll, für jede Zollstelle besonders zu entrichten.

Die hohen Kontrahenten behalten sich jedenfalls vor, in der durch das gegenwärtige Reglement vorgesehenen Jahres-Versammlung ihrer Kommissarien weiter prüfen zu lassen, ob die tarifirten Sätze der Ladungs- und Schiffsgebühren im Ganzen oder im Einzelnen noch zu ermäfsigen sind.

Art. XVII. Die Schiffsgebühr wird auf den Grund eines Aichungs-Manifestes erhoben, welches der Schiffspatron oder Führer bei sich haben mufs, und der Uferstaat hat die nöthigen Mafsregeln zu treffen, damit diese Aichung in Gemäfsheit der gegenwärtig im Rhein zwischen Strafsburg und der Niederländischen Gränze üblichen Methode mit einem, nach dem Decimalsystem in Grade abgetheilten Maasstocke geschehe; jedoch unbeschadet der Abänderungen, welche die Zentral-Kommission hierbei eintreten zu lassen angemessen finden könnte.

Art. XVIII. Da die Festsetzung des im Tarif ausgeworfenen Zolles nur auf den, aus vorhandenen Stromkarten entnommen, mehr oder weniger genauen Angaben beruhet: so soll im ersten Jahre nach der Ratifikation der gegenwärtigen Ordnung fernerweitig zu einer Vermessung des Stromes in seiner ganzen Länge bis Krimpen und Gorcum geschritten und der Tarif demnächst nach dem Resultat dieser Vermessung dergestalt definitiv festgestellt werden, dafs der Gesammtbetrag der Gebühren nicht das Verhältnifs übersteige, welches sich im III. Artikel des Anhanges von der Rheinschifffahrt zur Wiener Kongrefsakte festgesetzt findet, und dafs die Entfernung von Lobith bis Gorcum gleichmäfsig zur Basis für den Betrag des Zolles von Lobith bis Krimpen und umgekehrt dienen, und für beide Strecken der nämliche Zoll erhoben werden soll.

1831 Die Zentral-Kommission wird zu diesem einen Sachverständigen abordnen, denselben im meinschaftlichen Interesse aller Uferstaaten ei verpflichten und ihm die obere Leitung des ga Vermessungsgeschäftes übertragen.

Jedem einzelnen Uferstaate für sich soll es stehen, diesem Gesammt-Abgeordneten zum Be der Kontrollirung seines Verfahrens einen Spe Kommissarius auf eigene Kosten beizugeben.

Ensteht zwischen den Gesammt-Abgeordn und dem Spezial-Kommissarius eine Meinungs schiedenheit: so ist von der Zentral-Kommis darüber zu entscheiden.

Die durch vorgenommene Stromkorrektionen wirkte Abkürzung des Laufes soll übrigens k Minderung des Tarifs begründen; wolverstanden doch, dafs dergleichen Rektifikationen, welche bestreitbar von allgemeinem Interesse sind, nu Uebereinstimmung mit den übrigen Uferstaaten ternommen werden.

Art. XIX. Der in dem Tarif C provisor festgesetzte *ganze* Zoll soll für die in den Zusä dieses Tarifs benannten Artikel ermäfsigt werde

Sollte es sich zeigen, dafs auch andere Geg stände diese Ermäfsigung des Zollsatzes nothwe erfordern, oder dafs es zweckmäfsig sei, an Zollsätzen der gegenwärtig schon geringer belast Gegenstände Veränderungen vorzunehmen: so w die Zentral-Kommission bei ihren jährlichen Zus menkünften defshalb ihre Vorschläge machen, w che alsdann von den Staaten, die im Besitze Hoheit über das Strombett des Rheins sind, gep und, in so fern ihre Ansichten damit übereinst men, in einem Zusatze zu dem Tarif aufgenom werden sollen.

Art. XX. Die Tarife werden in den Zolls len öffentlich angeschlagen.

Art. XXI. Unter dem Zentner wird das wicht von Funfzig Kilogrammen Französischen wichtes oder Funfzig Pfund Niederländischen wichtes verstanden. Die Erhebung der Rheinsch fahrtsabgaben soll nach diesem Gewichte und sei Unterabtheilungen geschehen.

Zu diesem Ende soll auf allen von den respe

en Regierungen zu bestimmenden Zollstellen, auch 1831
in- und Ausladehäfen, richtiges Französisches oder
iederländisches Gewicht vorhanden sein.

Bei Gegenständen, die nicht gewogen werden
önnen, soll die Feststellung ihres Verhältnisses
m Gewichte auch fernerhin nach der, zu diesem
ehufe von der ehemaligen General-Oktroi-Direk-
n in Gemäfsheit der Artikel 104 und 105 der Kon-
ution vom Jahre 1804 angefertigten Gewichtstabelle
chehen; jedoch mit Vorbehalt der Abänderungen,
elche die Zentral-Kommission in der Folge da-
i eintreten zu lassen nöthig finden dürfte.

Art. XXII. Die Zahlung geschieht auf allen
ollstellen, ohne Unterschied der Gebiete wozu sie
ehören, nach der Wahl des Schiffspatrons oder
ührers entweder in Gold- oder Silbermünze des
ndes, wo sie zu leisten ist, oder in Französischer
old- oder Silbermünze, jedoch nur in 40-, 20-, 5-,
-, 1 oder ½ Frankenstücken nach dem Gesetze
m 28ten März 1803. Die Französischen Münzen
nter einem halben Frank sollen zwar bei den Deut-
hen Erhebungsämtern angenommen werden, jeden-
lls nur um Zahlungen in Bruchtheilen unter 50
entimen zu berichtigen.

Das Verhältnifs des Kurses und der inländischen
ünzsorten zum Franken wird von jedem Landes-
rrn für sein Gebiet gesetzlich festgestellet.

Die danach angefertigten besondern Tabellen oder
ch eine General-Valvationstabelle werden an jeder
ollstelle in der Amtsstube offen ausgehängt, damit
der Schiffspatron oder Führer solche einsehen kann.

Aufserdem werden sie von den verschiedenen
egierungen auch der Zentral-Kommission zu Mainz
itgetheilt.

Art. XXIII. Der Schiffspatron oder Führer
ufs bei jeder Zollstelle den Rheinzoll, so wie der
arif C ihn bestimmt, bis auf die darin angegebenen
usnahmen, im Voraus für die folgende Flufsstrecke
s zur nächsten Zollstelle auch in dem Falle zahlen,
enn er seine Fahrt nicht bis zum Endpunkte dieser
recke fortsetzen oder auf dem Wege ganz oder
m Theil ausladen will.

Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch
nsichtlich derjenigen Fahrzeuge statt, welche den

1831 Strom, nachdem sie bei einer an demselben beleg
nen Zollstelle vorübergefahren sind, verlassen u
in einen Nebenfluſs desselben einlaufen, dessen Au
mündung zwischen dieser und der folgenden Zollstel
liegt.

In diesem Falle richtet sich die Verpflichtun
zur Zahlung des Zolles nach dem Verhältnisse d
Fluſsstrecke, die der Schiffer von der betreffende
Zollstelle bis zur Mündung des Nebenflusses zurück
legen will.

Die Zentral-Kommission hat den Uferstaate
die zu diesem Ende nöthigen Zusätze zum Tarif
in Vorschlag zu bringen.

Es soll jeder Regierung, die mehrere Zollstelle
hat, freistehen, bei Schiffen, welche ohne auszula
den durch ihr ganzes Stromgebiet passiren, die d
von zu erhebenden Rheinzölle an einer oder mehr
ren dieser Zollstellen zu ermäſsigen und, nach Be
dürfniſs, die von den Ladungen der nämlichen Schiff
zu entrichtenden Abgaben an anderen Zollstellen de
nämlichen Gebietes zu erhöhen: es versteht sich je
doch, daſs in diesem Falle das Ganze der in der ga
zen Ausdehnung des besagten Gebietes zu erheben
den Abgaben den Betrag derjenigen Abgaben nich
übersteigen darf, denen jene Schiffe oder ihre La
dungen, wenn keine Ausnahme von der allgemeine
Regel statt fände, unterworfen sein würden.

Art. XXIV. Wer seine Ladungen an einem
Orte empfängt, wo keine Zollstelle ist, hat bis zu
nächsten Zollstelle weder Schiffsgebühr, noch Rhein
Zoll zu zahlen. Die Ausnahmen ergiebt der Tarif.

Art. XXV. Wo ein und dasselbe Erhebungs
amt zweien oder mehreren Uferstaaten angehört
werden diese die Einnahme nach Verhältniſs de
Längen-Ausdehnung ihrer respektiven Uferbesitzun
gen untereinander vertheilen.

Art. XXVI. Es soll einem Staate, der mehrere
Zollstellen hat, auf derjenigen Strecke, wo er allei
die Hoheit über das Strombett des Rheins ausübt
freistehen, die bisherigen Rheinzollstellen im Inner
aufzuheben und die gesammten Rheinschifffahrts-Ab
gaben, welche früher an den aufgehobenen Stelle
erhoben worden, an seiner ersten Zollstelle zunächs
der Gränze zu erheben. Die Schiffspatrone oder Füh

r, die nicht blofs durchfahren, sondern ihre La- 1831
ung ganz oder theilweise innerhalb der bleibenden
ollstellen absetzen, sollen aber an solchen Abgaben
n der ersten Rheinzollstelle des Staats mehr nicht
n den Gütern, welche sie auszuladen haben, ent-
chten, als sie bei dem Fortbestehen der aufgeho-
en Zollstellen davon bezahlt haben würden. Der-
chen Aufhebungen einzelner Zollstellen werden
Zentral-Kommission oder, in Abwesenheit derse-
, dem Oberaufseher der Rheinschifffahrt angezeigt.

Art. XXVII. Ein Schiffspatron oder Führer
l nicht eher eine Waare einladen, oder wenig-
s nicht eher von dem Ladungsplatze abfahren,
bis er darüber einen Frachtbrief oder Connaisse-
nt erhalten hat, woraus die Gattung, die Menge
d der Empfänger der Waare ersichtlich ist.

Die Ladung ist er jedem Zollamte, welches er
ährt, durch Verlegung der Frachtbriefe und des
ifestes nachzuweisen verpflichtet.

Dieses Manifest soll in allen Punkten nach dem
er D anliegenden Schema angefertiget und von
darin erwähnten Belegen begleitet sein.

Es wird von dem Schiffspatron oder Führer
bst, oder für denselben von einem Andern, der
och kein Rheinschifffahrts- oder Hafenbeamter
n darf, gefertiget und von dem Schiffspatron oder
hrer gezeichnet.

Für den Inhalt des Manifestes bleibt der Schiffs-
ron oder Führer verantwortlich, mag er es selbst
efafst oder sich dazu fremder Hülfe bedient haben.

Wenn ein Theil der Ladung erst unterwegs zu
selben hinzukommt oder durch Ausladung davon
eht: so mufs auch dieses auf dem Manifeste ver-
kt und nöthigenfalls wie das Hauptmanifest be-
nigt werden.

Der Schiffspatron oder Führer hat das in Rede
ende Manifest da, wo die Ausladung des Schif-
erfolgt, und unmittelbar nach dieser Ausladung,
die daselbst angestellten oder von dem Einneh-
er des nächstgelegenen Zollamtes dahin gesandten
ein-Zollbeamten abzugeben.

Ein Schiffspatron oder Führer, welcher sein
nifest und die erforderlichen dazu gehörigen Be-
ge auf desfallsiges Verlangen *nicht* in vorgeschrie-

1831 bener Form vorzeigt, hat keinen Antheil an de
durch gegenwärtige Ordnung zugesicherten Beg
gungen.

Art. XXVIII. An dem Orte der Einl
können die Beamten, welche dazu vom Staa
stellt sein möchten, sich bei der Einladung
oder nachdem solche geschehen ist, durch ein
tersuchung überzeugen, dafs die Waaren nach
tung und Menge mit dem Manifeste übereinstim

Soweit ihrerseits eine Untersuchung statt
den hatte, attestiren sie das Manifest.

Wird einem Schiffspatron oder Führer an
Orte Ladung einzunehmen verstattet, an welche
zu vorbemerkter Prüfung erforderlichen An
nicht vorhanden sind: so kann er an der nä
Rhein-Zollstelle angehalten werden, die Ladung
Untersuchung zu unterwerfen.

Die Rhein-Zollbeamten anderer Zollstelle
ben überdiefs die Befugnifs, bei obwaltendem
dachte, dafs die Ladung nicht so beschaffen sei
das Manifest es enthält, sich, so weit es nöth
durch die Besichtigung von der Ladung Kenntn
verschaffen.

Auf gleiche Weise können Rhein-Zollb
die sich am Bord eines Bootes oder Nachens n
Flagge besagter Rhein-Zollverwaltung befinde
jedem Schiffspatron oder Führer — wo sie ih
dem Strome begegnen mögen — die Vorzeigun
nes Manifestes fordern. Der oberste Rhein-Zolli
am Bord eines solchen Fahrzeuges attestirt a
das fragliche Manifest, so wie die etwa darin
lichen nachträglichen Deklarationen und hält
dafs nichts darin in blanco, auch dafs kein Zwi
raum, noch irgend eine Lücke darin gelassen
in dem Atteste bemerkt er die örtliche Stel
Stromes, den Tag und die Stunde, wo dasselb
ihm ausgestellt wird. — Die hier in Rede s
den Atteste werden ganz kostenfrei ausgestellt

Art. XXIX. Der Führer eines Flofses
halten, ein Manifest vorzulegen, worin die
der Stämme und ihr kubischer Inhalt im Ganze
Kubikmetern angezeigt wird. Die Rhein-Zol
ten kontrolliren diese Angaben in Gemäfsheit
Instruktionen und nach der zu diesem Behu

hein zwischen Strafsburg und der Niederländischen 1831
ränze üblichen Reduktionstabelle.

Art. XXX. Rheinschifffahrts-Abgaben, die
f den Grund des bei der betreffenden Erhebungs-
lle zu diesem Ende vorgezeigten Manifestes ge-
lich erhoben worden sind, werden in keinem
s zurückgegeben, wenn auch der Schiffspatron
Führer bei Fortsetzung seiner Reise einen au-
rdentlichen Verlust erlitten haben sollte.

Art. XXXI. Schiffe, welche bei einer Rhein-
telle die Abgaben entrichtet und von dort aus
Reise fortgesetzt haben, nachher aber durch
n, Eis oder andere Zufälle genöthigt worden
, mit derselben Ladung an eben diese Zollstelle
dieselbe vorbei noch weiter zurückzukehren,
en nicht angehalten werden, auf derselben Stelle
mals die besagten Abgaben zu zahlen.

Art. XXXII. Von der Zahlung der auf die
schiffahrt gelegten Abgaben findet eine Befrei-
nicht statt. Weder die Gegenstände der Ladung
deren Bestimmung, noch die Person des Eigen-
ners, begründen hier eine Ausnahme.

Jedem einzelnen Uferstaate bleibt es indessen un-
nommen, für sich allein, oder wenn ein benach-
er Staat an der Einnahme Theil nimmt, mit des-
Zustimmung, Ermäfsigungen der Rhein-Zollab-
n, oder Befreiung davon, nicht nur für gewisse
enstände ohne Unterschied der Personen durch
meine Verordnungen, sondern auch in einzelnen
n, zum Vortheile gewisser, seinen Unterthanen
höriger Fahrzeuge oder einer bestimmten Person
theilen; wobei es sich von selbst versteht, dafs
ichen Ermäfsigungen oder Befreiungen nur für
usschliefsliche Gebiet des Staates, welcher sie
rt, oder des mitbetheiligten Nachbarstaates gül-
nd, wenn nicht auch die anderen Uferstaaten
Zustimmung dazu geben.

Art. XXXIII. Von einzelnen Uferstaaten kann
h der Tarif niemals, wäre es auch nur durch
nabgaben, z. B. durch Stempelgebühr u. s. w.,
het werden.

Eben so wenig ist es gestattet, ohne Zustim-
aller Rheinstaaten, die Zahl der Zollstellen zu ver-
ren oder — die Art. XXIII. und XXVI. erwähnten
ausgenommen — anderswohin zu verlegen.

1831 Art. XXXIV. Die Rheinschifffahrts-Abg
sollen niemals weder ganz noch theilweise verp
tet, sondern von jedem Rheinstaate für eigene R
nung durch Beamte erhoben werden.

Die betheiligten Regierungen der Rheinsta
verpflichten sich gegenseitig, an ihren respekti
Zollstellen so viele Beamten zu halten, dafs in
Dienste daselbst kein Stillstand, und bei Abfertig
des Schiffspatrons oder Führers, kein Aufenthalt
dieselben eintreten könne.

Art. XXXV. An Orten, wo eine Zollst
ist, dürfen Schiffspatrone oder Führer nicht e
oder ausladen, bis sie hierzu von dem Rhein-Zo
beamten die Erlaubnifs erhalten haben; den Rhe
Zollbeamten aber ist von ihren respektiven Land
herrschaften ausdrücklich zur Pflicht zu machen,
sie den Schiffspatronen oder Führern keinen
enthalt verursachen.

Im Übertretungsfalle hat der Schiffspatron
Führer den doppelten Betrag des Rheinzolles
den früher ein- oder ausgeladenen und an's Ufer
legten, oder an Bord eines andern Schiffes gebra
ten Gütern zu zahlen; vorbehaltlich der übri
Strafen, welche die Abgabengesetze des Landes,
dieser Vorschrift zuwidergehandelt worden ist, ge
voreilige oder heimliche Ausladungen verhängt
ben mögen.

Was an andern Orten bei dem Anlanden sow
als dem Ein- und Ausladen zu beobachten ist,
stimmen die Abgabengesetze jedes Gebiets.

Dritter Titel.

Von der Anwendung der in jedem Uferstaate
tenden Steuergesetze bei der Rheinschifffahr

Art. XXXVI. Ein Schiff, das auf die vor
schriebene Weise mit einem, in gehöriger und v
schriftsmäfsiger Form ausgestellten Manifeste ver
hen ist, soll unter dem Vorwande, dafs es nöt
sei, dessen Ladung zu untersuchen, wegen eines
fentlichen Steuer-Interesse auf seiner Fahrt and
wo, als an einer Rheinzollstelle oder in den, u
Art. XLI. gedachten Fällen, nicht aufgehalten werd

Art. XXXVII. Auf dem Rheinstrome, v
da, wo er schiffbar wird, bis in's Meer, und um

t, ist ohne Rücksicht auf das, was in einzelnen 1831
ten bei der Ein- und Ausfuhr vorgeschrieben sein
, die Durchfuhr aller Waaren erlaubt, und bei
m Transporte auf dem ganzen eben bezeichneten
inlaufe nur den, in der gegenwärtigen Ordnung
gestellten Abgaben unterworfen.

Die Steuergesetze des Landes treten demnach nur
, wenn Waaren mit der Bestimmung ankommen,
Lande ausgeladen zu werden; wenn Waaren von
Lande zur Ausfuhr an Bord gebracht, aus dem
ffe an's Ufer gelegt, oder aus einem Schiffe in
nderes geladen werden; jedoch bleibt es in Be-
ung hierauf bei den, hinsichtlich der *Freihäfen*,
er gegenwärtigen Ordnung festgestellten Bestim-
gen; auch dürfen bei eintretenden aufserordent-
n Beschädigungen des Schiffes, oder bei stürmi-
r Witterung, oder wenn es an gewissen Stellen
Stromes wegen einer der Schifffahrt ungünstigen
chen Beschaffenheit des Strombettes für den Au-
lick nöthig werden sollte, die gewöhnlichen Aus-
ngen zur Erleichterung des Schiffes, aber auf of-
m Strome, vom Ufer entfernt, und unter Auf-
t von Steuerbeamten, oder wo dieselben abwe-
l sind oder fehlen, unter Aufsicht der nächsten
behörde statt finden.

In keinem Falle dürfen aber die Güter, welche
dem Rhein eingeführt oder ausgeführt werden,
einer gröfseren Ein- oder Ausfuhr-Abgabe be-
werden, als Güter derselben Gattung, die man
Lande ein- oder ausführt.

Art. XXXVIII. Auf jedem Gebiete bestimmt
Regierung nach ihrem eigenen Gutfinden die Hä-
oder Landungsplätze, wo es gestattet sein soll,
laden oder auszuladen.

Wird indessen der Schiffspatron oder Führer
Sturm oder andere Zufälle an der Fortsetzung
Reise verhindert, so ist ihm auch an anderen
, wo ihm ein solcher Unfall begegnet, erlaubt,
ff und Ladung unter Aufsicht der Steuerbeamten,
wenn deren keine zugegen sind, unter Aufsicht
Lokal-Obrigkeit in Sicherheit zu bringen.

Nimmt er nachher die Güter wieder ein, um
e Reise fortzusetzen, so hat er davon keine

1831 Ein- oder Ausfuhr-Zölle, noch Durchfuhr-Al
zu entrichten.

Wer unter solchen Umständen an einem
landet, wo keine Steuerbeamten sind, mufs der
obrigkeit von seiner Ankunft unverzüglich A
machen und dafür sorgen, dafs der Zwang, d
zum Anlanden bestimmt hat, glaubhaft festg
und eine Verhandlung darüber aufgenommen w

Die Steuerbeamten, welche an dem zunäch
legenen Orte desselben Gebiets angestellt sind,
den hiervon alsbald benachrichtiget, und diese k
die Ladung unter Aufsicht nehmen.

Wird, um die Waaren keiner weitern
auszusetzen, das Schiff ausgeladen: so hat der S
patron oder Führer sich jeder gesetzlichen Ma
zur Verhinderung, dafs kein Theil seiner L
heimlich eingeführt werde, zu unterwerfen.

Eigenmächtige Vorkehrungen, welche
Schiffspatron oder Führer unternimmt, ohn
Steuerbeamten, oder in ihrer Abwesenheit od
mangelung die Ortsobrigkeit vorher davon b
richtiget und ihre Dazwischenkunft abgewar
haben, sind nur dann zu entschuldigen, wen
Schiffspatron oder Führer klar beweiset, dafs di
tung des Schiffes oder der Ladung davon abhie

Art. XXXIX. Wenn ein Schiffspatron
Führer, ohne ab- und zuzuladen, mit seiner L
in einen Theil des Rheins eintritt, in welche
Hoheit über den Rheinstrom und beide Ufer
theilt von einem Landesherrn ausgeübt wird:
er für die im ersten Absatze des obigen Ar
XXXVII. bewilligte Transito-Freiheit, in
hung auf die das Steuerwesen betreffenden Fo
täten, nur *dazu* verpflichtet, die Luken od
sonstigen Waarenräume verbleien oder versiege
lassen, oder nach Ermessen der Lokalbehörde
Verhinderung des Schleichhandels, Begleiter an
zu nehmen, oder sich auch beiden Formalitäte
gleich zu unterwerfen.

Wenn bei statt findender Verbleiung oder
siegelung der Luken oder der sonstigen Waarem
Schiffspatrone oder Führer, wegen Wasserm
oder anderer aufserordentlicher Umstände halbe
lichten oder einige Waaren überzuladen genö

welche nachher sofort wieder in die nämlichen 1831
euge verladen werden sollen: so haben sie sich
e nächsten Steuerbeamten zu wenden, um die
oder Siegel abnehmen zu lassen, auch sich den
ren Vorkehrungen, welche von den gedachten
ten zur Verhütung heimlicher Einschwärzung
Theils der Waaren für nöthig erachtet werden,
nterziehen.

Die Begleiter haben kein anderes Recht, als
und Ladung, oder Bleie und Siegel, zu dem
ebenen Zwecke zu bewachen.

Den Schiffspatronen oder Führern liegt es ob,
Begleiter an der Kost der Schiffsmannschaft Theil
ben zu lassen und ihnen das nöthige Feuer und
t zu gewähren; aufserdem aber dürfen die Be-
er dafür, unter keinem Vorwande, einige Ver-
ng von dem Schiffspatron oder Führer fordern,
solche annehmen.

Auch in denjenigen Theilen des Stromes, wo
nander gegenüber liegenden Ufer verschiedenen
esherren angehören, können die vorstehenden
mmungen gleichmäfsige Anwendbarkeit erhalten,
sich die betreffenden Landesherrschaften über ein
inschaftliches Steuersystem geeiniget haben.

Art. XL. Hat ein Schiffspatron oder Füh-
Waaren an Bord, welche in dem Lande, dessen
zen er auf der Fahrt berührt, ausgeladen wer-
sollen: so mufs er, wenn es die Steuer-Ein-
ung des Landes mit sich führt, seine Ladung
tändig den an der ersten Rheinzollstelle dieses
es anwesenden Steuerbeamten anzeigen.

Es kann die Revision von ihnen veranlafst und
andessteuer von den Waaren gefordert werden,
e ausgeladen und eingeführt werden sollen.

Dasselbe findet in dem Falle statt, wenn der
patron oder Führer in einem Lande Waaren
n hat, welche ausgeführt werden sollen. Die
dung geschieht aber alsdann an der letzten
-Zollstelle, innerhalb der Landesgränze, bei
anwesenden Steuerbeamten, oder wenn es die
esgesetze verstatten, an der dem Ladungsorte zu-
t belegenen Zollstelle.

Art. XLI. Wird ein Schiffspatron oder
er überwiesen, dafs er Schleichhandel zu trei-

1831 ben versucht habe: so soll ihn die Freih
Rheinschifffahrt für seine Person und für die
ren, die er unerlaubter Weise ein- oder au
wollte, gegen die Verfolgungen der Steuerb
nicht schützen. Die aufserdem in dem Schi
findlichen Waaren sollen jedoch wegen eines
Versuches nicht in Beschlag genommen, auch
Allgemeinen gegen einen solchen Schiffspatro
Führer nicht strenger verfahren werden, als
allgemeinen in Kraft stehenden Gesetze des
wo der Unterschleif entdeckt worden ist, u
bringen.

Wird bei den Rheinzollstellen an der
eines Gebietes, wo nämlich das Schiff die
gränze ein- oder ausgehend durchschneidet
auch während seines Durchganges durch das
befunden, dafs dessen Ladung von dem Manifes
gestalt abweicht, dafs eine beabsichtigte oder
Bevortheilung der Landessteuern daraus zu
men ist: so kann der Schiffspatron oder
auch dafür nach den Bestimmungen der St
setze des Landes in Anspruch genommen u
der Strafe belegt werden, welche diese weg
richtiger Deklarationen verhängen.

Die hohen kontrahirenden Theile verp
sich weiterhin, wegen sonst etwa gü
und mit Ihren Finanz-Interessen vertrá
Bestimmungen, welche die Erfahrung in der A
dung ihres Zollsystems auf die Rheinschifffa
nothwendig erweisen möchte, um den Hand
die Schifffahrt des Rheins zu beleben, überein
men.

Vierter Titel.

Von dem Rechte, die Schifffahrt auf dem auszuüben.

Art. XLII. Da die Rheinschifffahrt
Erfahrung und Ortskenntnifs erfordert: so
zu deren Ausübung nur erfahrene Schiffspatro
Führer zugelassen, welche sich über ihre in
Stücke erworbenen Kenntnisse vorher ausg
haben. — Wer jedoch einmal zur Rheinsch
berechtigt war, bedarf über seine Fähigkeit
weiteren Nachweisung.

Jede Ufer-Regierung wird die nöthigen Mafs- 1831
ln ergreifen, um sich von der Fähigkeit derjeni-
zu versichern, welchen sie die Rheinschifffahrt
rauet.

Das Patent, das hierüber dem Schiffspatron oder
rer von seiner Landesobrigkeit durch die hierzu
ndneten Behörden ausgefertiget wird, giebt ihm
Recht, von dem Punkte an, wo der Rhein
ar wird, bis in's Meer, und aus dem Meere
den gedachten Punkt, die Schifffahrt in Ge-
heit der Bestimmungen der gegenwärtigen Ord-
auszuüben. Unter der grofsen, intermediären
kleinen Schifffahrt gilt defshalb kein rechtlicher
rschied. Dergleichen Schifferpatente werden *nur*
annten Unterthanen der Rheinuferstaaten er-
und die betreffenden Schiffe darin genau be-
et.

Art. XLIII. Der Schiffspatron oder Füh-
welchem die Befahrung des Rheins verstattet
nd welcher denselben befährt, darf nirgendwo
ungen werden, wider seinen Willen zu löschen
seine Ladung an Bord eines andern Schiffes zu
gen. Daher sind alle Rechte, Privilegien und
nche, die mit dieser Bestimmung direkt oder
rekt im Widerspruche stehen, und in den Rhein-
; oder sonst wo auf dem Rhein bis in's Meer,
eder zum Vortheile einer Schiffergilde und um
nter ihnen hergebrachte Rangfahrt zu begünsti-
oder aus einem andern Grunde hergebracht wa-
ein- für allemal abgeschafft, und dürfen, unter
hem Namen es immer sei, nie wieder eingeführt
en.

Eben dasselbe gilt in Gemäfsheit des Art. 110
Wiener Kongrefsakte und der ihr unter Nr. XVI.
ängten Artikel auch von den mit dem Rhein
rekter Verbindung stehenden Flüssen.

Art. XLIV. Alle bis jetzt noch bestehen-
Schiffergilden und Zünfte sind aufgelöset.

Ihre Activa und Schulden werden mit Einwir-
der landesherrlichen Behörden, unter welchen
ihren Sitz haben, liquidirt und die Schulden von
lebenden Mitgliedern berichtiget.

Was übrig bleibt, ist gemeinschaftliches Eigen-
dieser Mitglieder, welche darüber, in so fern

1831 es nicht früher auf eine gütliche Weise zu ein
andern Zwecke bestimmt war, nach Willkühr v
fügen.

Art. XLV. Die Zahl der Rheinschi
— Patrone oder Führer — ist unbestimmt.

Sofern ihnen das Recht eingeräumt wird,
den in den Rhein sich ergiefsenden Nebenströ
als dem Neckar, dem Main, der Mosel und der M
imgleichen auch auf der Schelde, die Schifffahrt a
zuüben, sind gegenseitig auch die dortigen Schi
patrone oder Führer auf dem Rhein zuzulassen.

Sie beweisen alsdann nur, dafs sie auf ein
dieser Nebenflüsse zur Schifffahrt berechtiget sind.

Art. XLVI. Das Uebersetzen von Per
nen, Pferden und Wagen, Gepäcke oder anderen
genständen von einem Ufer an das gegenüberlieg
und was sonst zum gemeinen Verkehr der be
Ufer gehört, hat mit dieser Schifffahrts-Ordn
nichts gemein. Auch wird dieselbe überhaupt n
angewendet, wo die Fahrt eines Schiffspatrons o
Führers auf das eigene Gebiet seines Landesh
sich beschränkt. — Ein solcher steht allein un
der Obrigkeit des Landes, wo er sein Gewerbe tre

Art. XLVII. Der Staat allein, auf dess
Gebiete ein Schiffspatron oder Führer wohnt,
das Recht, das diesem einmal ertheilte Schiffer-
tent aus erheblichen Gründen wieder einzuzieh
Diese Bestimmung schliesst aber das Recht ande
Rheinuferstaaten nicht aus, den Schiffspatron o
Führer, der eines auf ihrem Gebiete verübten V
gehens oder Verbrechens beschuldiget wird, zur V
antwortung und Strafe zu ziehen, und, nach
schaffenheit der Umstände, bei der Behörde se
Wohnortes zu veranlassen, dafs sein Patent ein
zogen werde.

Fünfter Titel.
Von Frachten und Rangfahrten.

Art. XLVIII. Die Frachtpreise und
übrigen Bedingungen des Transportes beruhen le
lich auf der freiwilligen Uebereinkunft des Schi
patrons oder Führers und des Versenders oder d
sen Kommittenten; und wie diese unter mehre

hiffspatronen oder Führern, ohne Rücksicht auf 1831
ren Wohnort, die Wahl haben: so bleibt es dem
hiffspatron oder Führer freigestellt, eine ihm an-
botene Ladung auszuschlagen oder zu übernehmen.

Art. LXIX. Zwei oder mehrere Handels-
dte können gleichwohl mit einer beliebigen An-
Schiffspatrone oder Führer, die sie zu ihrem
selseitigen Verkehr für nöthig erachten, Ver-
auf eine bestimmte Zeit abschliefsen, hierin
Frachtpreise, die Zeit der Abfahrt und Ankunft,
andere in ihrem Interesse liegende, mit keinem
etenden oder verbietenden Gesetze im Wider-
che stehende, Bedingungen feststellen und also
Rangfahrt einführen, welche dem Handelsstande
ge Frachtpreise und den Schiffspatronen oder
rern, so oft sie in einen Hafen einlaufen, eine
ge Rückfracht sichert.

Art. L. In den Städten, wo eine dergleichen
fahrt eingeführt wird, steht es jedoch jedem
elnen Handelsmanne, so wie jedem Schiffspatrone
Führer frei, an dieser Vereinigung Antheil zu
men oder seinen Beitritt zu versagen. Handels-
e sowohl als Schiffspatrone oder Führer, welche
Vereinigung einmal beigetreten sind, können,
dem sie drei Monate vorher aufgekündiget haben,
dem Ablaufe jedes Kalenderjahres wieder aus-
eiden. — So lange ein Handelsmann zu der Ver-
gung gehört, bleibt er verbunden, die Rangord-
g zu beobachten, und darf, dem Vertrage zuwider,
e Waaren weder unter seinem eigenen, noch un-
einem fremden, zu dem Ende entlehnten Namen
in anderes Schiff verladen; unbeschadet der be-
eren Verfügungen fremder Kommittenten, wel-
nicht zu der Vereinignng gehören.

Ebenso hat auch jeder Schiffspatron oder Führer,
lange er zu der Vereinigung gehört, die Rang-
lnung zu beobachten.

Wenn jedoch die Handels-Interessen zweier
ntrahirenden Städte eine Aenderung der vorste-
den Bestimmungen fordern sollten: so kann sol-
zwar statt finden; die Verträge müssen aber in
em Falle einer besonderen Genehmigung der re-
ktiven Regierungen unterworfen werden.

1831 Art. LI. Da Verträge über die Errichtung
ner Rangfahrt, gleich jedem unter Privatperso
abgeschlossenen Befrachtungsvertrage, nur diejeni
verbinden, welche darein gewilliget haben, und w
sie Bedingungen enthalten sollten, welche mit ei
gebietenden oder verbietenden Gesetze im Wi
spruche stehen oder die Rechte anderer Perso
verletzen, ohnehin ungültig sein würden: so bed
fen sie keiner andern Form und Fassung als
welche überhaupt bei Verträgen dieser Art, n
den gemeinen Rechten des Ortes, wo sie geschl
sen sind, dazu erforderlich ist. — Die Zent
Kommission so wenig, als der Oberaufseher
Rheinschifffahrt sind berechtiget zu fordern,
solche Verträge durch sie vermittelt oder die Fra
preise mit ihrer Bewilligung bestimmt werden.

Gleichwol nehmen die betreffenden Regierun
vondiesen Verträgen Kenntnifs und lassen die
ben der Zentral-Kommission oder in deren Ab
senheit, dem Oberaufseher der Rheinschifffahrt n
theilen.

Art. LII. Einigen sich zwei Regierungen
über, dafs an bestimmten Tagen und Stunden
Schiff von einem Orte abfahren soll, um Reise
ihr Gepäck, ihre Wagen und auch Waaren an ei
andern Ort zu führen: so hat dieses Schiff glei
Rechte mit den übrigen, die den Strom befahren

Die Zentral-Kommission und der Oberaufse
der Rheinschifffahrt haben gleichfalls über sol
Schiffe keine besondere Aufsicht; am wenigsten
ben sie etwas darüber zu bestimmen, ob und wo
che Anstalten errichtet, wie sie befördert und v
che besondere Vorschriften deshalb erlassen wer
sollen.

Sechster Titel.
Von den polizeilichen Vorschriften zur Sicher der Rheinschifffahrt und des Handels.

Art. LIII. Meldet sich ein Schiffspatron
Führer mit einem Fahrzeuge, das zum ersten
zur Rheinschifffahrt zugelassen oder beladen wer
soll: so mufs er solches zuvörderst von hierauf
lich verpflichteten Sachverständigen untersuchen
bezeugen lassen, dafs dieses Fahrzeug für denjen

heil der Rheinschifffahrt, wofür es bestimmt ist, 1831
uglich befunden worden; dafs es dauerhaft gebaut,
t kalfatert, und mit allem nöthigen Takelwerk
d Schiffsgeräthe versehen, auch dafs es zur Auf-
wahrung der einzunehmenden Güter angemessen
igerichtet ist und dafs seine Schiffsmannschaft aus
ier zu seiner Führung hinlänglichen Anzahl von
itrosen besteht.

Diese Untersuchung mufs, so oft der Absender nöthig findet, und jährlich wenigstens einmal ederholt werden.

Wer Güter für fremde Rechnung auf dem Rhein- ome zu versenden hat, ist berechtiget, von dem hiffspatron oder Führer die Beibringung eines rch die besagten Sachverständigen letztlich ausge- tigten Zeugnisses zu verlangen.

Unterläfst er diese Vorsicht und, die Waaren hen auf der Reise wegen Untauglichkeit des Schif- zu Grunde, oder werden aus dieser Ursache be- nädigt: so haftet dafür der Absender, mit Vorbe- lt seines Regresses gegen den Schiffer.

Für jeden nach Art. XXXVIII. zum Ein- und laden anzuweisenden Hafen veranlassen die be- iffenden Regierungen der Uferstaaten das Erforder- he, damit das Verfahren der Sachverständigen dnungsmäfsig eingerichtet und dem dabei interes- ten Handelsstande die beabsichtigte Sicherheit ge- ihrt werde.

Art. LIV. Welche Eigenschaften zur Tauglich- it eines Stromfahrzeuges gehören, wird nach den tlichen Bedürfnissen mit landesherrlicher Geneh- igung festgestellt. Sonst aber sollen unter den zur heinschifffahrt bestimmten Stromfahrzeugen keine dere Unterschiede irgend einer Art gemacht werden.

Art. LV. Ebenso bestimmt jeder Staat die afsregeln, die er in seinen Häfen und auf den Ein- d Ausladeplätzen zur Erleichterung des Handels, r Beförderung der Schifffahrt und Beschleunigung r Versendungen, zur Handhabung einer guten Ord- ng bei dem Ein- und Ausladen, zur Sicherheit r ans Ufer gelegten Waaren und Erhaltung derje- gen, welche man aufzunehmen sich weigert oder orüber Streit entsteht, und überhaupt zum Besten

1831 des Handelsstandes und der Schiffspatrone oder Führer für dienlich erachtet.

Art. LVI. Der Schiffspatron oder Führer haftet für die Güter, die er zu laden übernommen hat, von dem Augenblicke an, da sie ans Ufer gestellt und ihm als Theil seiner Ladung überwiesen werden.

Haben die Waaren erweislich durch Schuld der Beamten gelitten: so ist die ihnen zunächst vorgesetzte Behörde den Ersatz zu leisten verpflichtet, welcher durch den Regress an die Beamten nicht aufgehalten werden darf.

Art. LVII. Während der Fahrt darf der Schiffspatron oder Führer seine Ladung nicht verlassen, widrigenfalls wird auf dessen Gefahr und Kosten, wenn auch kein Schaden hieraus entstanden sein sollte, wofür er auf jeden Fall verantwortlich bleibt, das Schiff von den Rhein-Zollbeamten einem Setzschiffer anvertraut.

Es versteht sich von selbst, dass diese Verfügung nicht statt hat, wenn der Schiffspatron oder Führer nur augenblicklich sein Fahrzeug verlässt, um sich mit Lebensmitteln zu versehen, den Zoll zu entrichten, oder aus ähnlichen Beweggründen.

Art. LVIII. Allenthalben wo wegen der Eigenschaften des Fahrwassers, nach der Observanz oder den bestehenden Vorschriften, die Lootsen oder die Steuerleute wechseln, ist der Schiffspatron oder Führer verbunden, einen andern Steuermann oder Lootsen an Bord zu nehmen, und soll, wenn er dieses versäumt, von den Rhein-Aufsichtsbeamten dazu angehalten werden.

Unter mehreren zugleich anwesenden Lootsen und Steuerleuten bleibt dem Schiffspatron oder Führer die Wahl.

Art. LIX. Flussfahrzeuge von geringer Einsenkung, als Nachen unter dreihundert Zentner Ladungsfähigkeit, Marktschiffe u. s. w., sind von der im vorigen Artikel ausgedrückten Regel ausgenommen.

Art. LX. Was den Dienst der Lootsen und Steuerleute betrifft: so hat es bei den in jedem Staat gegebenen oder zu gebenden Bestimmungen, und in Ansehung der Gebühren, welche sie zu fordern berechtiget sind, bei der gegebenen oder zu gebende-

Taxordnung mit der Maſsgabe sein Bewenden, daſs 1831
dem fremden Schiffer keine andere Verpflichtungen als
dem einheimischen auferlegt werden.

Art. LXI. Wer mehrere beladene Fahrzeuge
führt, darf in keinem Falle, gleichviel ob er den
Strom aufwärts oder abwärts fährt, eines dieser
Fahrzeuge an das andere anhängen.

Auch ein leeres Fahrzeug, das über dreihundert
Centner Ladungsfähigkeit hat, darf einem beladenen
Schiffe nicht angehängt werden.

Tritt die Nothwendigkeit ein, das Schiff zu lich-
tn: so sollen die Lichter abgesondert geführt und,
enn sie stromaufwärts gehen, abgesondert bespannt
erden.

Art. LXII. Mit einer Oberlast auf dem Rhein
fahren ist verboten. Während der Reise dürfen
eichfalls keine Waaren über Bord aus einem Schiffe
's andere geladen werden, nur die Fälle ausgenom-
en, wo das Wasser zu niedrig, wenn das Schiff
eschädiget ist oder sonst eine dringende Gefahr ein-
itt, welche den Schiffspatron oder Führer nöthi-
et, ohne Aufschub zu lichten. — Auch in diesen
ällen hat man sich indessen nach der im Artikel
XXIX. darüber enthaltenen Vorschrift zu richten.

Art. LXIII. Die Verfügungen des Art. LXI.
o wie das Verbot mit Oberlast zu fahren, sind auf
ie Rheinschifffahrt nicht anwendbar, welche mit
Dampfschiffen betrieben wird.

Demnach sollen die auf das Verdeck solcher
Schiffe niedergelegten Waaren an einer oder zwei
Stellen in der Art vereiniget und mit einem Segeltuch
edeckt werden, daſs die Verbleiung statt finden
ann, wenn nach Maſsgabe des Artikels XXXVII.
ie Durchfuhr aus einem Gebiete in das andere hiezu
Veranlassung giebt; ohne daſs jedoch eine Vermeh-
ung von Kosten oder Aufenthalt entstehen darf.

Die respektiven Landesherrschaften sorgen durch
eeignete Maafsregeln für die Beförderung und den
Schutz dieses neuen Zweiges der Gewerbthätigkeit;
o wie dafür, daſs aller Vortheil, welchen derselbe
u versprechen scheint, dem Handelsstande gesichert
werde.

Art. LXIV. Uebertretungen der in den Arti-
eln LXI. und LXII. enthaltenen Vorschriften wer-

1831 den von dem weiter unten näher zu erwähnenden Rheinzollrichter des Ortes, wo sie zuerst entdeckt wurden, mit einer Geldbuſse von einhundert bis dreihundert Franken belegt. Sind andere Nachtheile entstanden, welche der Schiffspatron oder Führer durch Nichtbefolgung der Vorschriften verschuldet: so bleibt er auch dafür verhaftet.

Art. LXV. Schieſspulver soll mit besonderen Fahrzeugen geführt und niemals unter andere Güter verladen werden. Schiffe, die damit beladen sind, bleiben, so viel es sich thun läſst, von dem Ufer entfernt und wenn sie, entweder um ausgeladen zu werden, oder weil sie aus einer andern Ursache die Reise nicht gleich fortsetzen können, vor Anker legen, wird die Polizeibehörde des zunächst gelegenen Ortes davon benachrichtiget. — Diese bestimmt, was die öffentliche Sicherheit etwa noch weiter erheischen mag, und der Schiffspatron oder Führer hat die ihm gegebene Vorschrift zu befolgen; alles bei der im Artikel LXIV. ausgedrückten Strafe, worauf von dem Rheinzollrichter erkannt wird.

Art. LXVI. Die Flöſser sind schuldig, einen Nachen vorauszuschicken, um die auf dem Strome oder in dem Hafen befindlichen Schiffe, die Mühlen und Brücken zu warnen, damit jeder auf seiner Hut sei und bei Zeiten die erforderlichen Maſsregeln zu seiner Sicherheit ergreifen könne.

Dieser Nachen soll dem Floſse wenigstens eine Stunde vorhergehen und, damit er auch schon von weitem bemerkt werde, zum Zeichen seiner Bestimmung, eine aus sechszehn roth und schwarz abwechselnden Feldern bestehende Flagge aufstecken.

Die Befolgung dieser Vorsicht allein soll gleichwohl den Flöſser niemals entschuldigen, wenn er übrigens nicht alle mögliche Sorgfalt angewendet hat, um Unglück zu verhüten; wenn er nicht mit den, nach der Gröſse seines Floſses erforderlichen Geräthschaften versehen war, in der Bauart gefehlt oder sonst etwas gethan und unterlassen hat, was ihn nach den allgemeinen Grundsätzen des Rechts verpflichtet den durch das Vorbeifahren seines Floſses verursachten Schaden zu ersetzen.

Art. LXVII. Alle Rheinstaaten machen sich anheischig, eine besondere Sorgfalt darauf zu ver-

wenden, dafs auf ihrem Gebiete der Leinpfad überall 1831
n guten Stand gesetzt, darin erhalten und, so oft es
nöthig sein wird, ohne einigen Aufschub, auf Kosten
esjenigen, den es angeht, wieder hergestellt werde,
amit in dieser Beziehung der Schifffahrt nie einiges
indernifs im Wege stehe.

Sie verbinden sich überdiefs, jeder für seine
ebietsstrecke, die nöthigen Mafsregeln zu ergreifen,
mit durch Mühlen oder andere Trieb- und Räder-
erke auf dem Strome, imgleichen durch Wehre und
nstige Kunstanlagen irgend einer Art, niemals eine
emmung der Schifffahrt verursacht werde; damit bei
egenden oder Schiffbrücken die freie Durchlassung
r Fahrzeuge oder Flöfse, die ihre Fahrt fortsetzen
ollen, so schnell als möglich geschehe, ohne dafs
für eine andere Zahlung als ein mäfsiges, durch
meinschaftliche Uebereinkunft und auf einen unver-
derlichen Satz festzustellendes Entgeld gefordert
erden könne, und damit endlich jedes andere im
rombette selbst vorkommende Hindernifs der Schiff-
hrt — sofern dergleichen Hindernisse von einem
angel an der gehörigen Stromaufsicht und Instand-
altung herrühren — ohne Aufschub und auf ihre
igenen Kosten hinweggeräumt werde. Für das Nie-
erländische Gouvernement sind die Bestimmungen
es gegenwärtigen Artikels, so weit sie sich auf die
ehörige Instandhaltung des Leinpfades und des Strom-
ettes selbst beziehen, nur in Ansehung der *Waal*
erbindlich.

Art. LXVIII. Um den Leinpfad und die daran
tofsenden Gebäude, Geländer oder andere Anlagen
u schonen, sollen bei dem Heraufziehen der Schiffe
iemals mehr als drei Pferde auf einem Stichseile ge-
ien. Die Uebertreter dieses Verbotes können von der
erichtlichen Ortsbehörde mit einer Polizeistrafe be-
egt werden.

Art. LXIX. Den auf dem Rhein fahrenden
chiffspatronen oder Führern sind von den betreffen-
len Regierungen angemessene Plätze zur Niederlage
hrer Waaren anzuweisen; auch zum Behufe jeder
wünschenswerthen Erleichterung und Beschleunigung
ler Ein- und Abladungen die nöthigen Einrichtungen
nzuordnen und in Stand zu erhalten.

An anderen Orten und Plätzen können die Schiffs-

1831 patrone oder Führer *nur* mit ausdrücklicher Genehmigung der Rheinzollbeamten Güter ein- oder abladen.

An jedem Ein- oder Abladeplatze sorgen die betreffenden Regierungen für die Bestellung einer mit Verwaltung der Hafen-Polizei zu beauftragenden Beaufsichtigungs-Kommission. Zur Bestreitung der desfallsigen Unterhaltungs- und Beaufsichtigungskosten wird unter der Benennung von Bohlwerks-, Krahn- und Waage-Gebühren ein Entgeld erhoben, dessen Betrag aber folgende Sätze, nämlich:

a. an Bohlwerks-Gebühr, 5 Zentimen
b. an Krahn-Gebühr, 5 Zentimen bei der Abladung, und 5 Zentimen bei der Einladung, im Ganzen 10 Zentimen
c. an Waage-Gebühr, 5 Zentimen

} für den Zentner

nicht übersteigen darf.

Güter, welche zu ihrer sicherern Aufbewahrung in den hierzu an jedem Ein- oder Abladeplatze befindlichen Magazinen gelagert werden, zahlen dafür eine Magazin-Gebühr, die während des ersten Monats den Betrag von $\frac{1}{5}$ Zentime für den Tag, und während jedes folgenden Monats den Betrag von $\frac{1}{6}$ Zentime für den Tag bei jedem Zentner nicht übersteigen darf.

Bei Bestimmung der Höhe der besagten Bohlwerks-, Krahn-, Waage- und Magazin-Gebühren wird der Ausländer dem Inländer völlig gleich behandelt.

Art. LXX. Wo Werfte, Bohlwerke, Krahne, öffentliche Waagen, Magazine und Sicherheitshäfen, wie der vorhergehende Artikel besagt, auf Kosten des Staates, in dessen Gebiete der Ort gelegen ist, oder auf Kosten einer Stadt errichtet sind, ist nur derjenige, der sie wirklich gebraucht, die in Gemäfsheit desselben Artikels von den respektiven Landesherrschaften festzusetzenden und zur Deckung der Unterhaltungs- und Beaufsichtigungskosten bestimmten Gebühren zu zahlen verpflichtet.

Alle dieser Bestimmung zuwiderlaufenden Gewohnheiten sind hiermit abgeschafft.

Ein Schiffspatron oder Führer, der am Ufer anlegt und Waaren aussetzt oder einladet, ohne eine oder die andere solcher Anstalten zu benutzen, und ohne die gewöhnliche Ufer-Benutzung zu verhindern,

t die Gebühr nur für diejenigen dieser Anstalten zu 1831
ahlen verpflichtet, die er wirklich gebraucht hat und
ie benutzt werden müssen, um das Gewicht der La-
ung, indem sie an Bord gebracht wird, auszumitteln
nd festzustellen.

Siebenter Titel.

Von Defraudationen der Schifffahrts-Abgaben.

Art. LXXI. Defraudation der Rheinschifffahrts-Abgaben werden mit einer Geldbufse bestraft, welche dem vierfachen Werthe der nicht gezahlten Abgaben gleichkommt. — Die Abgaben selbst sind hierbei allemal besonders nachzuzahlen.

Bei der Bestimmung der Geldstrafen nimmt man den ganzen Betrag der Abgaben zum Grunde, welche der Schiffspatron oder Führer an der Zollstelle, wo der Betrug entdeckt wird, zu unterschlagen versucht hat, und die an allen übrigen auf demselben Gebiete gelegenen Zollstellen wirklich unterschlagen worden sind.

Entdeckt sich bei dieser Untersuchung, dafs auch ein anderer Rheinstaat, oder mehrere, von dem Schiffspatron oder Führer an ihren Rechten verkürzt worden sind: so wird das aufgenommene Protokoll den betheiligten Zollämtern in beglaubigter Form mitgetheilt und zugleich die Strafe für ihre Rechnung miterhoben. — Der Schiffspatron oder Führer wird jedoch aus diesem Grunde an der Fortsetzung seiner Fahrt nicht gehindert.

Art. LXXII. Dem Schiffspatron oder Führer ist an jeder Zollstelle über die dort geschehene Zahlung eine Quittung auszufertigen und überdiefs die geleistete Zahlung unter seinem Manifeste zu vermerken.

Diese Quittungen müssen genaue Angaben der Zahl von Zentnern, wofür das Ganze, das Viertheil oder der zwanzigste Theil des Rheinzolles, oder die doppelte Schiffsgebühr entrichtet worden ist; auch den Betrag der verschiedenen, sowohl an Rheinzoll für die Ladung, als an Schiffsgebühr geleisteten Zahlungen enthalten.

Art. LXXIII. Der Schiffspatron oder Führer kann auch an jeder Zollstelle angehalten werden, durch seine Quittungen zu beweisen, dafs er überall, wo er schuldig war, den Rheinzoll und die Schiffsgebühr

1831 bezahlt habe. — Wer eine oder mehrere dieser Q
tungen nicht beibringen kann, wird bis zum Bew
des Gegentheils als Defraudant angesehen und
einstweilen die nach Art. LXXI. verwirkte St
zu erlegen.

Art. LXXIV. Wer bei einem Zollamte vorb
fährt, ohne zur Entrichtung der Abgaben sich an
meldet und sein Manifest vorgezeigt zu haben, o
wer vor geschehener Entrichtung der Abgaben
einem Zollamte wieder abfährt, verfällt in die o
Artikel LXXI. festgesetzte Strafe; es sei denn, d
er, um das Schiff, die Ladung oder die Schiffsma
schaft zu retten, durch einen unausweislichen
klar zu erkennenden Nothfall dazu gezwungen ge
sen. Unter solchen Umständen ist es genug, w
er bei dem Rheinzollamte sich anmeldet, sobald
Schiff, die Güter und die Mannschaft in Sicher
gebracht sind.

Art. LXXV. Ergiebt es sich bei dem Au
den des Schiffes oder beim Abwiegen der ausgela
nen Güter, dafs die Anzahl der auf dem Schiffe
findlichen Kolli, deren Bezeichnung, oder die G
tung der Waaren, von den im Manifest angegebe
verschieden sind: so wird vor allem untersucht,
von der Unterschied herrühre.

Art. LXXVI. Sind in dem Manifeste ga
Ladungs-Artikel oder Kolli ausgelassen: so hat
Schiffspatron oder Führer die im Artikel LXXI.
stimmte Geldstrafe nach Verhältnifs der Abgaben
wirkt, welche von den im Manifeste verschwiege
Ladungs-Artikeln hätten gezahlt werden müssen.

Art. LXXVII. Ist das Gewicht im Manif
unrichtig ausgedrückt und die Verschiedenheit ist
der Art, dafs man sie nicht als die Folge eines blo
Zufalls ansehen kann: so zahlt der Schiffspatron
Führer die Geldstrafe nach Verhältnifs des Mehr
wichts. — Ist dagegen die Verschiedenheit so u
heblich, dafs eine ihr zum Grunde liegende Abs
zu defraudiren, nicht angenommen werden kann:
findet nur eine Nachzahlung des einfachen Zollbe
ges für das Mehrgewicht bei den einer und dersel
Landesherrschaft angehörigen Zollstellen statt.

Art. LXXVIII. Wenn statt einer einem hö
ren Zoll unterworfenen Waare, das Manifest

drigor besteuerte angiebt: so wird die Geldstrafe 1831
:h dem wahren Ertrage der unrichtig angegebenen
tikel berechnet.

Art. LXXIX. Der Schiffspatron oder Führer
fiet in jedem Falle für die Strafe: ihm bleibt in-
ssen der Regrefs wider diejenigen vorbehalten, wel-
e durch unrichtige Angaben ihn in Irrthum geführt
d zu Schaden gebracht haben.

Art. LXXX. In Beziehung auf die Strafen,
lchen der Schiffspatron oder Führer bei den Lan-
-Ein- und Ausfuhrzöllen, durch unrichtige Er-
rungen und andere Kontraventionen sich aussetzt,
rd auf den dritten Titel verwiesen, und soll durch
e gegenwärtige Ordnung den in jedem Rheinstaate
lenden Steuergesetzen kein Eintrag geschehen.

Achter Titel.

on den Gerichten in streitigen Rheinschifffahrts-Angelegenheiten.

Art. LXXXI. Ehe die gegenwärtige Ordnung
Vollzug tritt, soll an jedem Ein- oder Abladeha-
, oder in jedem Gemeindebezirke, worin sich ein
heinzollamt befindet, ein daselbst oder doch so nahe
möglich wohnender, auch aufserdem einem rich-
lichen Amte vorstehender Beamter ernannt werden,
summarischen Behandlung und Entscheidung in
ter Instanz:

a. aller Kontravention gegen die Bestimmungen die-
ser Schifffahrts-Ordnung und der hierdurch ver-
wirkten Strafen, insofern der Schiffspatron oder
Führer sich denselben nicht freiwillig unterwirft:
b. aller Streitigkeiten wegen Zahlung der Rhein-
schifffahrts-, Krahn-, Waage-, Hafen- und
Werft- oder Bohlwerks-Gebühren und wegen
ihres Betrages:
c. der von Privatpersonen unternommenen Hem-
mung des Leinpfades;
d. der den Eigenthümern der Zugpferde, bei dem
Heraufziehen der Schiffe, zu Last gelegten Be-
schädigungen am Grundeigenthum, so wie über
jeden Schaden, den Schiffer oder Flöfser, wäh-
rend der Fahrt oder beim Anlanden, durch ihre
Fahrläfsigkeit andern verursacht haben sollen.

1831 Name und Wohnort des Zollrichters sollen in Zollamte angeschlagen werden.

Art. LXXXII. Die Richter werden von den Staate, der sie dazu bestimmt und anstellt, als solche erklärt.

Sie werden nicht nur im Allgemeinen eidlich darauf verpflichtet, dafs sie jedem, ohne Unterschied der Person, schleunige und unparteiische Gerechtigkeit widerfahren lassen wollen; sondern versprechen zugleich, in allen durch die gegenwärtige Ordnung vorgesehenen Fällen, die darin enthaltenen Bestimmungen zur Richtschnur zu nehmen.

Das Protokoll über die Verpflichtung des hierzu angestellten oder in der Folge dort eintretenden Personals wird von den Richtern selbst, dem Ober-Aufseher der Rheinschifffahrt zur Nachricht eingesendet und von diesem der Zentral-Kommission bei ihrer nächsten Zusammenkunft vorgelegt.

Art. LXXXIII. Streitigkeiten, welche über die oben erwähnten Gegenstände an der Zollstelle selbst entstehen, gehören ausschliefslich zur Kompetenz des nach Art. LXXXI. daselbst angestellten Zollrichters.

Wird an einer Rheinzollstelle über Defraudation der Rheinschifffahrts-Abgaben geklagt: so untersucht der Richter nicht blofs den Betrug, den der Schiffspatron oder Führer an der Zollstelle selbst begangen haben soll, wo er zuerst beschuldiget wird, sondern auch die übrigen, auf derselben Fahrt an den vorhergen von ihm schon zurückgelegten Zollstellen desselben Gebietes begangenen Defraudationen, und bringt auch diese bei Bestimmung der Strafen in Anschlag.

Klagen wider Schiffspatrone, Führer der Leinpferde oder andere Privatpersonen, über Hemmung des Leinpfades, oder über Beschädigung an Grund Eigenthum, sind bei dem zunächst wohnenden Zollrichter des Gebietes, wo sich der Vorfall ereignet hat, anzubringen.

Art. LXXXIV. Der Zollrichter untersucht die bei ihm angebrachten Streitigkeiten summarisch. Klage, Antwort und alle weitern Ausführungen der Parteien werden mündlich angebracht und zu Protokoll genommen, worauf nach Verschiedenheit der Umstände entweder noch Beweis aufgenommen, Be-

chtigungen u. s. w. gehalten, oder sogleich das End- 1831
rtheil erlassen wird.

In allen Fällen werden dem Urtheile, es sei definitiv oder nicht, die Thatumstände, welche den Streit veranlafst haben, die Fragen, worauf es nach den beiderseitigen Verhandlungen ankam, und die Entscheidungsgründe eingerückt.

Bei diesem Verfahren findet weder der Gebrauch von Stempelpapier, noch die Anwendung von Sportaxen für die Richter oder ihre Gerichtsschreiber statt; die Parteien haben keine andere Kosten als solche zu tragen, die durch Zeugen oder Sachverständige und deren Vorladung; durch Insinuationen, Porto u. s. w. veranlafst, und nach der für andere Streitsachen eingeführten Taxordnung erhoben werden.

Ueberdies kann der Schiffspatron oder Führer, oder der Flöfser, wegen einer eingeleiteten Untersuchung an der Fortsetzung seiner Reise nicht verhindert werden, sobald er die von dem Richter für den Gegenstand der Untersuchung festgesetzte Kaution geleistet hat.

Art. LXXXV. Die Urtheile der Rheinzollrichter werden unter der Autorität des Landesherrn erlassen; sie sind gleichwohl, sobald sie rechtskräftig geworden, auch auf dem Gebiete jedes andern Rheinstaates, ohne weitere Untersuchung, jedoch immer nach der in jedem Staate gültigen Prozefs-Ordnung vollstreckbar.

Art. LXXXVI. Hatte die Klage einen Werth von mehr als funfzig Franken zum Gegenstande: so bleibt es dem unterliegenden Theile unbenommen, gegen das Urtheil der ersten Instanz die Berufung einzulegen. Er hat defshalb nach dem IXten Art. des Wiener Vertrags vom 24sten März 1815 zwar unter der Zentral-Kommission und der höheren Instanz des Landes, wo das Urtheil ergangen ist, die Wahl; da jedoch die Zentral-Kommission sich nur einmal im Jahr versammelt und Gegenstände von mehrerer Wichtigkeit zu verhandeln hat, mithin solche Appellationssachen unmöglich so bald entscheiden kann, als es in diesen Sachen erforderlich ist: so wird in dem Falle, da der Appellant seinen Rekurs an die Zentral-Kommission nimmt, das Urtheil erster Instanz provisorisch vollstreckt; wobei es der Einsicht der

1831 Richter anheimgestellt bleibt, diese Vollstreckung i
Maafsgabe der Regeln des gemeinen Rechtes mit
ohne vorhergegangene Sicherheitsleistung zu verstat

Art. LXXXVII. In jedem Rheinstaate bestii
der Landesherr ein- für allemal das Gericht, bei v
chem die Appellationen gegen die in diesem Geb
von den Zollrichtern in erster Instanz gesproche
Urtheile angebracht werden können.

Dieses Gericht darf seinen Sitz in keiner,
dem Rheinufer allzu entfernt liegenden Stadt hal

Art. LXXXVIII. Wird die Appellation
diesem Gerichte eingelegt: so hat der Appellant
dort hergebrachten Formen zu beobachten. Ist es
gegen die Absicht, die Berufung bei der Zent
Kommission einzulegen: so wird der Akt, wodu
die Appellation eingelegt wird, in den nächsten z
Tagen, von der Insinuation des Urtheils an zu re
nen, dem Gerichte, welches entschieden hat, n
der, durch die in dem betreffenden Staate gültige P
zefs-Ordnung, vorgeschriebenen Form in der Per
des Gerichtsschreibers und dem obsiegenden Th
an dem in der ersten Instanz dort erwählten Domi
oder in dessen Ermangelung, gleichfalls auf der
richtsschreiberei zugestellet.

Dieser Akt enthält eine summarische Anzeige
Beschwerden des Appellanten, nebst der Erklärı
dafs die Appellation bei der Zentral-Kommission fe
gesetzt werden solle.

Der Appellant übergiebt zugleich in den nächs
vier Wochen nach der geschehenen Insinuation
Appellations-Aktes eine schriftliche Ausführung s
ner Beschwerden bei dem Richter, der in der ers
Instanz erkannt hat. Der Appellat antwortet dar
in der ihm vorzubestimmenden Frist. — Die V
handlungen werden darauf mit den vorherigen Ak
dem Oberaufseher der Rheinschifffahrt eingeschic
der sie der Zentral-Kommission bei ihrer nächs
Zusammenkunft zur Entscheidung vorlegt.

Werden die in dem gegenwärtigen Artikel d
Appellanten vorgeschriebenen Formen nicht beoba
tet: so wird die Appellation als aufgegeben und ni
tig angesehen.

Neunter Titel. 1831

Von den Amtsbefugnissen und Pflichten der Zentral-Kommission, des Ober-Aufsehers und anderer bei der Rheinschifffahrt angestellter Beamten und deren Besoldung.

Art. LXXXIX. Zur Vollziehung der gegenwärtigen Ordnung konkurriren, jeder in dem ihm angewiesenen Wirkungskreise:

1. die Zentral-Kommission;
2. der Ober-Aufseher der Rheinschifffahrt;
3. vier Aufseher und
4. die auf den einzelnen Zollstellen oder sonst angestellten Zolleinnehmer und andere Beamten.

Art. XC. Von jedem Rheinstaate wird jährlich ein Bevollmächtigter zur Zentral-Kommission abgeordnet.

Diese Bevollmächtigten vereinigen sich regelmäfsig jedes Jahr am 1sten Juli in Mainz und müssen ihre Geschäfte innerhalb eines Monates beendigen. Sind aber Geschäfte zu viel, als dafs sie in einem Monate beendiget werden könnten: so versammeln sie sich nochmals im nächsten Herbste auf einen Monat.

Art. XCI. Die Vereinigung dieser Abgeordneten bildet die Zentral-Kommission. — Das Loos bestimmt für die Dauer jeder Sitzung, wer bei derselben das Präsidium führen, die vorliegenden Gegenstände zum Vortrag bringen, die dazu erforderlichen Vorarbeiten unter die Mitglieder vertheilen und den Geschäftsgang leiten soll.

Ein anderes Mitglied, über dessen Wahl man sich vereinigen hat, übernimmt die Geschäfte des Sekretariats, führt in den Sitzungen die Feder und besorgt durch die von der Zentral-Kommission dazu bestimmten Schreiber die Ausfertigung aller Beschlüsse.

Art. XCII. Die Kommission ernennt, ehe für einmal die versammelten Kommissarien sich trennen, den Ober-Aufseher der Rheinschifffahrt und übergiebt demselben die Aufbewahrung ihres Archivs.

Dieser Beamte ist, gleich den übrigen Aufsehern, der in seinen Amtsverrichtungen untergeordnet.

Art. XCIII. Die Beschäftigung der Zentral-Kommission besteht vorzüglich darin, dafs sie über die Art, wie die Bestimmungen der gegenwärtigen

1831 Ordnung bis dahin befolgt worden, Erkundigu
einzieht; bei ihren allerhöchsten und höchsten K
mittenten, insofern es nöthig oder nützlich sein
neue Bestimmungen in Vorschlag bringt; den be
fenden Behörden die Beschleunigung der Arbeiten
pfiehlt, die im Flufsbette, zur Beschützung des l
oder an dem Leinpfade entweder dringend nöthig
oder doch zur Beförderung der Schifffahrt mit
theil würden vorgenommen werden können; und
sie den im XVIten Artikel des Wiener Vertrags
vorgeschriebenen umständlichen Bericht über den
stand der Rheinschifffahrt, ihre Fortschritte oder
Abnahme, und über die dabei etwa eingetretenen
änderungen entwirft.

Endlich entscheidet sie in letzter Instanz die
ihr eingeführten Prozesse.

Art. XCIV. Alle Beschlüsse der Zentral-K
mission werden nach der absoluten Mehrheit der S
men abgefafst, die in vollkommener Gleichheit
geben sind. — Ihre Beschlüsse erlangen jedoch
die Rheinuferstaaten alsdann erst Verbindlich
wenn dieselben ihre Genehmigung dazu durch di
treffenden Kommissarien ertheilt haben; indem
Mitglieder der Zentral-Kommission nur als Ag
der Uferstaaten, welche sich über deren gemein
Interessen vereinbaren sollen, betrachtet werden kö

Die Kommission kann auch nicht in ihrem
men Gesetze oder neue allgemeine Verordnunge
lassen, und eben so wenig einem Rheinstaate
Verbindlichkeiten auferlegen, die dieser nie über
men zu haben behauptet.

Art. XCV. Die Zentral-Kommission er
den Ober-Aufseher auf Lebenszeit. Diese Erne
geschieht nach Vorschrift des XIIIten Artikels
Wiener Vertrages.

Demgemäfs haben von überhaupt 72 Stimme
Preufsische Kommissarius 24; der Französisch
der Niederländische Kommissarius 12, und die
missarien der übrigen Deutschen Fürsten 24 Stim
welche letztere sich nach Verhältnifs der Uferstr
mit eilf Stimmen für den Badenschen, sechs fü
Grofsherzoglich Hessischen, vier für den Baieri
und drei für den Nassauischen Kommissarius verth

Art. XCVI. Der jährliche Bedarf der Ze

Kommission zur Bestreitung der gemeinschaftlichen Kosten wird allemal zum voraus bei der Zusammenkunft vom 1sten Juli für das folgende Jahr bestimmt. 1831

Zu den gemeinschaftlichen Kosten werden nur die Besoldung des Ober-Aufsehers, dessen etwaige Pension und die Kanzleikosten gerechnet.

Der Gehalt des Ober-Aufsehers der Rheinschifffahrt und seine etwaige Pension, so wie seine übrigen zur Vergütung geeigneten Ausgaben, werden von den Uferstaaten in dem Verhältnisse getragen, wie es nach vorstehendem Artikel an der Ernennung jedes Beamten Theil nehmen.

Zu den Kanzleikosten der Zentral-Kommission, welche bei den jährlichen Zusammenkünften vorfallen, entrichtet jeder Uferstaat einen gleichen Antheil.

Die Zahlungen geschehen vierteljährig zum voraus, spätestens am 24sten Dezember, 24sten März, 24sten Juni und 24sten September jedes Jahrs für das folgende Quartal.

Die Mitglieder der Zentral-Kommission besorgen, dafs der Antheil ihrer allerhöchsten und höchsten Kommittenten zu gehöriger Zeit an die gemeinschaftliche Kasse zu Mainz kostenfrei abgeliefert werde; der Ober-Aufseher empfängt hieraus seine Besoldung und bestreitet aus dem Ueberschusse die bei der Versammlung der Zentral-Kommission aufgegangenen Kanzleikosten.

Art. XCVII. Die Besoldung des Ober-Aufsehers besteht in 12,000 Francs jährlich mit Einschlufs seiner eigenen Bureaukosten. Ihm wird in Dienstsachen die Porto-Freiheit gestattet.

Art. XCVIII. Er hat seinen Wohnsitz in Mainz und korrespondirt mit den Aufsehern, sowie mit den von jedem Uferstaate bezeichneten Behörden. Seine Hauptpflicht ist, dafür zu sorgen, dafs gegründeten Beschwerden, welche die Aufseher, die Handelsleute oder die Schiffspatrone und Führer in Angelegenheiten der Rheinschifffahrt bei ihm anbringen, schleunig abgeholfen werde.

Sollten in irgend einem Hafen Unordnungen und Mifsbräuche sich einschleichen, an einem Orte auf dem Rheinstrome zum Nachtheile der Rheinschifffahrt, unter welchem Vorwande es immer sei, neue Abgaben eingeführt, die hier festgestellten erhöhet oder sonst

1831 der Rheinschifffahrt neue Lasten aufgebürdet werden: so steht es Jedem, der sich hierdurch verletzt glaubt, frei, sich an die betreffende Orts- oder Bezirks-Behörde, oder auch an den Aufseher der Rheinschifffahrt, in dessen Bezirk sich der Vorfall ereignet hat, und wenn hierauf den Beschwerden nicht abgeholfen wird, an den Ober-Aufseher zu wenden.

Letzterer kann zur Erörterung der ihm angezeigten Mängel und Beschwerden den Aufsehern und den Rheinzollbeamten Auftrag ertheilen.

Wenn derselbe die Angaben oder Klagen für begründet hält, hat er solche der betreffenden ersten Departemental- oder Provinzial-Behörde bekannt zu machen und auf Abhülfe anzutragen.

Erfolgt die Abstellung nicht: so sind solche Beschwerden von ihm der Zentral-Kommission vorzulegen und bleibt deren weitere Entschliefsung abzuwarten.

Damit diese ohne Aufschub gefafst werden kann, mufs der Ober-Aufseher die Departemental- oder Provinzial-Behörde auch davon in Kenntnifs setzen, dafs der streitige Gegenstand vor die Zentral-Kommission gelangen werde. Jener Behörde liegt es alsdann ob, zu veranlassen, dafs der Bevollmächtigte des betreffenden Staates mit der erforderlichen Instruktion zeitig versehen werde.

Eben dieses Verfahren hat statt, wenn Hindernisse, die im Flufsbette entstehen und die Rheinschifffahrt beschwerlicher machen, nicht zu der ersten gelegenen Zeit aus dem Wege geräumt; wenn die an dem Rheinufer und dem Leinpfade erforderlichen Reparaturen vernachläfsiget werden; wenn die Rheinzollbeamten durch ihr Benehmen zu gegründeten Klagen Anlafs geben, oder die Steuerbeamten, der gegenwärtigen Ordnung zuwider, die Freiheit der Rheinschifffahrt verletzen sollten.

Vor der jährlichen Versammlung der Zentral-Kommission hält der Ober-Aufseher alle Materialien bereit, die dazu beitragen können, ihre Arbeiten zu erleichtern, sie über den Zustand der Rheinschifffahrt, ihre Mängel und Bedürfnisse gründlich zu unterrichten und ihr nützliche Vorschläge zu machen.

Art. IC. Der Ober-Aufseher legt seinen Amtseid vor der Zentral-Kommission in die Hände

es Präsidenten ab, und verspricht alle in der gegen- 1831
ärtigen Ordnung ihm auferlegten Pflichten treu und
enau zu erfüllen.

Art. C. Hält die Zentral-Kommission für nö-
hig, den Ober-Aufseher von seinem Posten zu ent-
ernen: so kann sie, nach Beschaffenheit der Um-
tände, darüber berathschlagen: ob er lediglich ent-
assen oder ob er vor Gericht gezogen werden soll.

Im ersten Falle erhält der Ober-Aufseher, wenn
r noch nicht zehn Jahre gedient hat, die Hälfte,
st aber zwei Drittel seiner bisherigen Besoldung
Gnadengehalt. — Eben dies geschieht, wenn er
Ruhestand defswegen versetzt wird, weil ihm sein
esundheitszustand nicht erlaubt, länger zu dienen.

Die also bewilligte Pension wird auf eben diese
Veise wie die Besoldung selbst gezahlt.

Im zweiten Falle entscheidet die Zentral-Kom-
ission in einer, nach Vorschrift des XVIIten Art.
Wiener Vertrages vorgenommenen Berathschla-
ng, und also nach absoluter Mehrheit der Stimmen,
elche Gerichte in erster und zweiter Instanz ihn
chten sollen, und er wird alsdann nach dem über
n ausgesprochenen Urtheile behandelt.

Ueber die Frage, ob der Ober-Aufseher entlas-
n werden soll, wird von der Zentral-Kommission
uf dieselbe Weise, wie bei Ernennung dieses Beam-
n (Artikel XC.) abgestimmt. Er verliert jedoch
eine Stelle nicht, wenn er nicht wenigstens zwei
Drittel der im Artikel XC. bestimmten Anzahl von
timmen gegen sich hat.

Art. CI. Der Rhein wird in vier Aufsichts-
ezirke getheilt. Der erste erstreckt sich von da, wo
r Strom schiffbar wird, bis zum Ausflusse der Lau-
r; der zweite von dort bis zum Ausflusse der Nahe;
r dritte von der Nahe bis zur Niederländischen
ränze, und der vierte auf den übrigen Theil des
romes im Niederländischen Gebiete bis ins Meer.

Für jeden dieser Bezirke wird ein besonderer Auf-
eher für die Rheinschifffahrt auf Lebenszeit ernannt.
Frankreich und Baden ernennen den ersten; Baiern,
Grofsherzogthum Hessen und Nassau den zweiten;
Preufsen den dritten und die Niederlande den vierten.

Jeder Aufseher erhält seine Besoldung und seine
twaige Pension von den Staaten, welche ihn ernannt

1831 haben. Von diesen wird ihm auch sein Wohnsitz in einer Rheinischen Handelsstadt seines Bezirkes angewiesen.

In Dienstsachen wird den Aufsehern, in allen Rheinstaaten die Porto-Freiheit gestattet.

Art. CII. Das Amt des Aufsehers, welcher dazu von den Staaten, die ihn ernannt haben, auf die gegenwärtige Ordnung verpflichtet wird, besteht darin, den ihm angewiesenen Bezirk zweimal im Jahre zu bereisen; die in dem Flusse entstandenen Schifffahrts-Hindernisse zu untersuchen; den Zustand des Leinpfades in Augenschein zu nehmen und hierüber sowohl, wie über alle der gegenwärtigen Ordnung zuwiderlaufenden Mängel, die er entweder auf seinen Reisen entdeckt oder durch eingezogene Berichte vernimmt, seine Regierung durch genaue Berichte zu benachrichtigen, oder, sofern er von ihr dazu ermächtiget ist, diese Mängel sogleich abzustellen. Ueber den Erfolg seiner Bemühungen und Vorschläge benachrichtiget er den Ober-Aufseher.

Die Aufseher dürfen wegen der bei ihnen angebrachten Beschwerden keine Sporteln annehmen.

Art. CIII. Jeder Staat ernennt selbst die an den Zollstellen seines Gebietes zum regelmäfsigen Dienste und zur schnellen Abfertigung der Schiffspatrone oder Führer erforderlichen Zoll-Beamten und verpflichtet sie eidlich auf die gegenwärtige Ordnung.

Die Bestimmung ihrer Besoldungen und ihrer Pensionen, wenn sie in Ruhestand versetzt werden, bleibt ebenfalls dem Gutbefinden des Landesherrn einzig anheim gestellt.

Neben-Emolumente, wozu der Schiffspatron oder Führer etwas beizutragen hätte, dürfen in keinem Falle eingeführt werden.

Wo der Rheinzoll für gemeinschaftliche Rechnung mehrerer Rheinstaaten erhoben wird, bleibt es den betreffenden Regierungen überlassen, sich über ihre gegenseitige Konkurrenz zu den Ernennungen zu vereinigen.

Art. CIV. Die Rheinschifffahrts-Beamten, zu welcher Klasse sie immer gehören, dürfen weder selbst Handel treiben, noch sich mit einer Handlung verbinden, selbst nicht als Kommandit-Gesellschafter oder Theilhaber.

Konkussion oder Bestechung, zu welcher letzte- 1831
i Klasse auch jede Annahme eines Geschenkes von
llpflichtigen oder für deren Rechnung gehört, zie-
n auf jeden Fall, vorbehaltlich der übrigen gesetz-
hen Strafen, die Dienstentsetzung nach sich.

Art. CV. Alle Rhein-Zollbeamten sind schul-
, ihren Dienst in eigener Person zu versehen. —
ünschen sie auf bestimmte Zeit Urlaub zu erhal-
: so haben sie sich defshalb an ihren unmittelba-
n Vorgesetzten zu wenden, welcher alsdann durch
eckdienliche Maafsregeln für die regelmäfsige Fort-
tzung des dem abwesenden Zollbeamten obliegen-
n Dienstes Sorge trägt.

Die Aufseher wenden sich zu diesem Behufe an
e kompetente Behörde ihrer respektiven Regierung,
üssen aber auch dem Ober-Aufseher davon Kennt-
fs geben.

Art. CVI. Alle Lokal-Lasten, wozu auch die
ehalte und Pensionen der Zollbeamten zu rechnen,
nd ausschliefslich für Rechnung der Staaten, wel-
en die Abgaben gehören.

Art. CVII. Jeder Regierung der Uferstaaten
eibt es überlassen, welche Uniform sie ihren Rhein-
ollbeamten geben will. — Eine allgemeine Uni-
rm für sämmtliche Rhein-Zollbeamte wird nicht
ngeführt.

Die Schiffe und Nachen der Rhein-Zollverwal-
ng führen die Flagge desjenigen Staates, welchem
e angehören; jedoch zur Bezeichnung ihrer Bestim-
ung für die Rhein-Zollverwaltung, mit dem Zu-
tze des Wortes „*Rhenus*".

Art. CVIII. Sollte zwischen einem oder dem
ndern Rheinuferstaate (was Gott verhüten wolle) ein
riegszustand eintreten, so dauert die freie Erhebung
r Rhein-Zollabgaben fort, ohne dafs derselben
on einem oder dem andern Theile Hindernisse in
n Weg gelegt werden dürften.

Den im Verwaltungsdienst der Rhein-Zollabga-
n verwendeten Schiffen und angestellten Personen
ommen alle Vorrechte der Neutralität zu statten;
ch werden Schutzwachen (Sauvegardes) für die
hein-Zollstellen und Kassen bewilliget.

1831

Zehnter Titel.

Von der Vollziehung vorstehender Bestimmungen.

Art. CIX. Diese Rheinschifffahrts-Ordnung gil als ein Vertrag, der nur mit allseitiger Bewilligun eine Abänderung erleiden kann.

Die von den Staaten des Rheins genehmigten un mit der Ratifikation versehenen Urkunden desselbe werden, längstens in zwei Monaten vom Tage der Un terzeichnung an zu rechnen, in Mainz ausgewechselt

Den ein und dreifsigsten Tag nach erfolgter Aus wechselung wird die Ordnung in Vollzug gesetzt. Alle auf der Rheinschifffahrt bis jetzt haftenden Lasten, welche darin nicht ausdrücklich beibehalten sind, sind von eben diesem Tage an abgeschafft.

Mainz den 31ten März 1831.

Büchler.
von Nau.
Engelhardt.
Georg Carl Aug. Verdier.
von Rössler.
J. Bourcourd.
Heinrich Delius.

A. 1831

Nachweisung

nigen Handels-Artikel, welche bei ihrem Durch-
gange durch das Niederländische Gebiet von

Krimpen oder Gorcum
bis in's offene Meer

estbestimmter Abgabe mehr oder weniger als den,
den Artikel IV. des Rheinschifffahrts-Vertra-
estgestellten Abgabensatz
n 13¼ Cents für 50 Pfund Niederländischen Ge-
vichtes stromaufwärts,
n 9 Cents für 50 Pfund Niederländischen Ge-
vichtes stromabwärts zu zahlen haben.

Handels-Artikel, die einem *höheren* Satze an
estbestimmter Abgabe unterliegen:

	Betrag des Abgaben-Satzes für einen Zentner von 50 Pfund Niederländisch Brutto-Gewichtes, sowohl für die Fahrt aufwärts als für die Fahrt abwärts.
hee { Boe und groben Congo	1 Gulden 48 Zenten.
{ alle andere Theesorten	2 - 80 -
alz { rohes Kochsalz	— - 90 -
{ raffinirtes Kochsalz	7 - 20 -

andels-Artikel, die einem *drigeren* Satze an festbe-nnter Abgabe unterliegen:	Für die Fahrt aufwärts.	Für die Fahrt abwärts.
ausgelaugte Asche fseisen in Gänsen und Mas-n, und Roheisen lmeierz treide aller Art trocknete Hülsenfrüchte hrinde hl und Grütze aller Art :h nereien aller Art nauene Bruchsteine zu Fuß-den, Mühlensteine, Schleif-ine :er	3 1/2 Zenten.	2 1/2 Zenten.

1831

	Betrag des Abgaben-Sa für einen Zentner o 50 Pfund Niederländ Brutto-Gewichtes.	
	Für die Fahrt aufwärts.	Für die F abwärt
12. Alaunerde und Alaunsteine		
13. Brennholz von allen Gattungen und Kohlen daraus		
14. Alle nicht besonders genannte rohe Erze		
15. Gips		
16. Kalk	1 Zent.	3/4 Ze
17. Gebrannte Steine aller Art		
18. Steinkohlen		
19. Schiefersteine		
20. Gemeine Töpferwaare		
21. Torf und Torfkohlen		
22. Vitriolsteine oder Vitriolerde		
23. Frische Butter in einzelnen Stücken		
24. Dünger aller Art, als: ausgelaugte Asche, Abfälle von Fabriken zum Düngen, Mergel, Stallmist u. s. w.		
25. Eier		
26. Gemeine Erden, wie Sand, Lehm etc.		
27. Faschinen zum Wasserbau		
28. Lebende Fische		
29. Futterkräuter, Heu und Schilf	6/16 Zent.	6/10 Z
30. Frische Gartengemüse, als: Blumen, Gemüse, genieſsbares Wurzelwerk		
31. Geflügel		
32. Milch		
33. Frisches Obst		
34. Gebrochene Bau- und Pflastersteine		
35. Stroh und Spreu		
36. Lebende Thiere		

III. Von Bau- oder Nutzholz wird die fe stimmte Abgabe nach der Niederländischen bikelle und nach den, im Tarif der gew lichen Rhein-Zollabgaben sub Litt. C. fe setzten Verhältnissen entrichtet.

Büchler. von Nau. Engelhardt. Veri von Rössler. J. Bourcourd. Deliu

B. 1831

T a r i f

Gebühren, welche von den Schiffsgefäßen bei Schifffahrt auf dem Rhein, nach Verhältniß r Ladungsfähigkeit, an jeder Zollstelle zu erlegen sind.

Für ein Fahrzeug von	Frks.	Zts.
) u. unter 300 Ztnr, d. Ztnr zu 50 Kilogr.	—	10
0 - - 600 - - - - - -	—	90
0 - - 1000 - - - - - -	1	83
0 - - 1500 - - - - - -	3	—
0 - - 2000 - - - - - -	4	50
0 - - 2500 - - - - - -	6	—
0 - - 3000 - - - - - -	7	50
0 - - 3500 - - - - - -	9	—
0 - - 4000 - - - - - -	10	50
0 - - 4500 - - - - - -	12	—
) - - 5000 - - - - - -	13	50
) Ztnr und darüber - - - -	15	—

Wird eine Zollstelle ganz aufgehoben, so werdie bisher daselbst erhobenen Schiffsgebühren an vorhergehenden Zollstelle von den Schiffen mitben, die ihre Fahrt über die aufgehobene Zolle hinaus fortsetzen wollen.

Mainz, den 31ten März 1831.

Büchler. von Nau. Engelhardt.
Verdier. von Rössler. J. Bourcourd.
Delius.

Litt. C.

Tarif für den Rheinzoll.

Von allen Gegenständen, welche auf dem Rhein verschifft werden und die nicht ausdrücklich ausnahmsweise geringer belegt sind, wird für den Zentner an Rheinzoll erhoben:

	Für die Rheinstrecke		Bei der Fahrt				
	von	bis	abwärts an der Zollstelle zu	Zat.	Mill.	aufwärts an der Zollstelle zu	Zat.
1	der Badisch-Französischen Gränze	Breisach	Breisach	13	90	Breisach	20
2	Breisach	Strafsburg	desgl.	12	90	Strafsburg	19
3	Strafsburg	Neuburg	Strafsburg	15	16	Neuburg	22
4	Neuburg	Mannheim	Neuburg	22	52	Mannheim	33
5	Mannheim	Mainz	Mannheim	18	76	Mainz	28
6	Mainz	Caub	Mainz	8	95	Caub	13
7	Caub	Coblenz	Caub	10	70	Coblenz	16
8	Coblenz	Andernach	Coblenz	5	50	- - -	-
9	Coblenz	Andernach	-	-	-	Andernach	8
10	Andernach	Linz	Andernach	3	10	Linz	4
11	Linz	Cöln	Linz	11	80	Cöln	17
12	Cöln	Düsseldorf	Cöln	11	60	Düsseldorf	17
13	Düsseldorf	Ruhrort	Düsseldorf	7	40	Ruhrort	11
14	Ruhrort	Wesel	Ruhrort	7	30	Wesel	11
15	Wesel	Niederländ.-Preufs. Gränze bei Schenkenschanz	Wesel	10	30	Emmerich	15
			Wenn den Leck *abwärts* gefahren wird, an der Zollstelle zu			Wenn den Leck *aufwärts* gefahren wird, an der Zollstelle zu	
16	Lobith	Vreeswyk	Lobith	12	-	Vreeswyk	18
17	Vreeswyk	Krimpen	Vreeswyk	7	-	Krimpen	10
			Wenn die Waal *abwärts* gefahren wird, an der Zollstelle zu			Wenn die Waal *aufwärts* gefahren wird, an der Zollstelle zu	
18	Lobith	Tiel	Lobith	11	-	Tiel	16
19	Tiel	Gorcum	Tiel	8	-	Gorcum	12

Ausnahmen. 1831

A. Ein Viertel von obigen Tarifsätzen wird entrichtet von:

1. unausgelaugter Asche;
2. Gufseisen in Gänsen und Masseln, und Roheisen;
3. Galmei-Erz;
4. Getreide aller Art;
5. getrockneten Hülsenfrüchten;
6. Lohrinde;
7. Mehl und Grütze aller Art;
8. Pech;
9. Sämereien aller Art;
10. behauenen Bruchsteinen zu Fufsboden, Mühlensteinen, Schleifsteinen;
11. Theer;
12. Salz.

B. Ein Zwanzigstel des Tarifsatzes wird entrichtet von:

1. Alaun-Erde und Alaun-Steinen;
2. Brennholz von allen Gattungen u. Kohlen daraus;
3. allen, nicht besonders genannten, rohen Erzen;
4. Gips;
5. Kalk;
6. gebrannten Steinen aller Art;
7. Steinkohlen;
8. Schiefersteinen;
9. gemeiner Töpferwaare;
10. Torf und Torfkohlen;
11. Vitriol-Steinen oder Vitriol-Erde.

C. Es wird von Bau- oder Nutzholz der Zoll nach kubischem Maafse entrichtet und zwar;

1. von Eichen-, Ulmen-, Eschen-, Kirschen-, Birn-, Apfel- u. Kornelholz, v. einem Kubikmeter:
   a. bei der Fahrt abwärts, so viel wie von vier Zentnern nach der ersten Geldspalte;
   b. bei der Fahrt aufwärts, so viel wie von zwei und einem halben Zentner nach der zweiten Geldspalte des vorstehenden Tarifs;
2. von Fichten-, Tannen-, Lerchen-, Buchen-, Pappeln-, Erlenholz und andern weichen und harzigen Holzarten, von einem Kubikmeter;
   a. bei der Fahrt abwärts, so viel wie von zwei Zentnern nach der ersten Geldspalte;

1831 b. bei der Fahrt aufwärts, so viel wie von ei
und einem viertel Zentner nach der zwe
Geldspalte des vorstehenden Tarifs.

D. Anstatt der Tarifsätze wird blofs die Schiffsgebi
nach dem besondern Tarif für dieselbe, noch
mal, mithin überhaupt doppelt erhoben, wenn
Ladung des Schiffes lediglich enthält:

1. Frische Butter in einzelnen Stücken;
2. Dünger aller Art, als: ausgelaugte Asche,
fälle von Fabriken zum Düngen, Mergel, St
mist u. s. w.
3. Eier;
4. gemeine Erden, wie Sand, Lehm u. s. w.;
5. Faschinen zum Wasserbau;
6. lebende Fische;
7. Futterkräuter, Heu und Schilf;
8. Frische Gartengewächse, als: Blumen, Gem
genieſsbares Wurzelwerk;
9. Geflügel;
10. Milch;
11. Frisches Obst;
12. gebrochene Bau- und Pflastersteine;
13. Stroh und Spreu;
14. lebende Thiere.

Wenn ein Schiff von diesen Artikeln nicht üb
haupt funfzig Zentner geladen hat, bleiben sie g
aufser Betracht und frei; wenn dagegen das Sc
noch andere Gegenstände geladen hat, so ist der
für bestimmte Zoll noch besonders zu zahlen.

Mainz, den 31sten März 1831.

Büchler.
von Nau.
Engelhardt.
Verdier.
von Rössler.
J. Bourcourd.
Delius.

Bemerkung. Die Zollempfänger nehmen sich Dupla der Manifeste zum Nachweise ihrer Einnahmen und werfen in den Spalten 10 und 11 den Gesammtbetrag der erhobenen Gefälle und Strafen in Buchstaben aus; sie unterzeichnen gemeinschaftlich mit einem andern Zollbeamten.

M a n i f e s t

des Schiffpatrons oder Führers wohnhaft zu

Das von dem Unterzeichneten unter (Bezeichnung des Uferstaates, dem die Flagge angehört) Flagge geführte Schiff, genannt , welches Zentner zu tragen vermag und auf dem Werfte des zu wohnhaften Schiffbauers gebaut worden ist, gehört eigenthümlich dem (N. N. zu N. Deklaranten) oder dem Unterzeichneten.

Die Ladung ist zu eingenommen und aus folgendem Nachweise das weiter Erforderliche zu ersehen:

Visa zur Verifikation der Ladung.	Nummer der Frachtbriefe nach der Zahlfolge.	Namen der Versender und Empfänger.	Bestimmungsort der Waaren.	Der Kollis oder Gebinde		Genaue Benennung der Waaren nach ihren beim Handelsstande gebräuchlichen Namen.	Gewicht jeder Waarengattung.		Betrag	
				Zahl.	Zeichen und Nummern.		Deklarirtes Gewicht.	Gewicht, wie solches bei der Untersuchung befunden worden, wenn dieselbe ein v. der ersten Deklaration abweichendes Resultat gelief. hat.	der Rhein-Zollabgaben.	der etwaigen erhobenen Strafen.
1	2.	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Daſs vorstehendes Manifest in jeder Beziehung richtig und übereinstimmend mit der Ladung ist, wird hiermit versichert.

(Unterschrift.)

1831 *Protokoll*

zu der Uebereinkunft und Rheinschifffahrts-Ordnung vom 31sten März 1831 in Betreff des 2ten Alinea des Art. XI. des besagten Traktates gehörig

Frankreich. Der Bevollmächtigte hat die Ehre die Erklärung vorzulegen, worauf sich der Zusatz zu dem Art. XI. des Reglements-Entwurfs bezieht:

Da die Französische Regierung, ohne die allgemeinen Interessen ihres Nationalhandels zu benachtheiligen, nicht unbedingt den Artikeln IX, X und XI. des hier beiliegenden Reglements zustimmen kann, demohnerachtet aber doch wünscht, der Regierung der Niederlande, so wie den übrigen Rheinuferstaaten ihren aufrichtigen Wunsch zu erkennen zu geben, zu ihnen beizutragen, die Schifffahrt und den Handel dieses Stromes zu beleben: so willigt sie ein, das gegenwärtiges Mauthgesetz durch nachstehende Verfügungen, welche dieselbe Gesetzeskraft haben, als wenn sie in das Reglement selbst eingerückt wären, zu modifiziren.

1. Die Kaufmannsgüter und Kolonialwaaren, welche auf dem anliegenden Etat verzeichnet sind, werden in dem wirklichen Entrepôt zu Strafsburg aufgenommen; nach den Bedingungen des Art. XXV. des Gesetzes vom 8ten Floréal Jahr XI, des Art. XIV des Gesetzes vom 17ten Mai 1826 und der früheren Verordnungen, nach welchen dieses Entrepôt gegründet wurde.

2. Jene dieser Kaufmannsgüter oder Kolonialwaaren, die aus Ländern jenseits des Meeres herkommen oder die das Produkt rheinischer Uferstaaten unterhalb Mainz sind, müssen entweder in letzterem Hafen oder zu Thal geladen worden seïn.

3. Sie können auf allen Punkten, als Transitgut, weiter verführt werden, mit Ausnahme jener welche der Art. XXII. des Gesetzes vom 28sten April 1816 bezeichnet, indem diese solches nur mittelst des Rheins oder des Kanals können, um durch Hüningen wieder auszugehen.

4. Sie können, sei es durch das Entrepôt, sei es für den Transit, nur der einfachen Waage-Gebühr von 15 Zentimes von 100 Franks Werth, oder von

Zentimes per Zentner Markgewicht, nach der Wahl 1831
s Steuerpflichtigen, unterworfen werden.

5. Jene von genannten Waaren, die sich in dem
rt. XXII. des Gesetzes vom 28sten April 1816 ver-
ichnet finden, können in keinem Falle, obgleich in
n Entrepôt zu Strafsburg aufgenommen, zum in-
n Verbrauch erklärt werden: sie müssen immer
der ausgeführt werden, wie dies weiter oben ge-
ist.

6. Wenn die Fahrzeuge, die in die Ill schiffen,
in das Entrepôt von Strafsburg zu gelangen, mit
inen versehen sind, die solide Scheidewände
und gänzlich von den Zimmern und andern
der Schiffsmannschaft zugänglichen Orten getrennt
: so sind sie auf der Wantzenau nur der Ver-
ng der Luke unterworfen, wovon die Mauth übri-
die Verschliefsung durch Vorlege- oder Kom-
ions-Schlösser, durch Siegel und andere Mittel,
e sie für gut findet, anzuwenden, zusammen
getrennt, so wie durch Douanen-Begleitung,
he ihr immer frei stehen wird an Bord zu geben,
r stellen wird.

7. Die Waaren, welche nicht geraden Weges
der Wantzenau nach Hüningen in den Fahrzeu-
expedirt werden, deren Zugänge so verschlossen
wie oben gesagt ist, sind der Verbleiung unter-
fen, entweder auf der Wantzenau, oder bei dem
gang aus dem Entrepôt von Strafsburg. In obi-
Fällen wird die Verbleiung doppelt sein, wenn
ich von fabrizirten Waaren handelt, welche in
anliegenden Etat mit einem Sternchen (*) bezeich-
sind. Jene fabrizirten Waaren, welche auf bei-
dem Etat mit zwei Sternchen (**) bezeichnet sind,
en in Kisten, die in gutem Stande sind, vorge-
werden.

Alle Fahrzeuge, welche den Uferstaaten des
s oder den Nebenflüssen dieses Stromes angehö-
sollen den Französischen Schiffen hinsichtlich
Gebühren und der Schifffahrts-Befugnifs auf der
bis Strafsburg gleichgestellt sein. Dieselbe Begün-
ung ist ferner auf die Niederländischen Fahrzeuge
den Transit der Waaren, welche zum Entrepôt zu-
assen werden, *von Strafsburg bis nach Hünin-*
durch den Rhone-Kanal in den Rhein ausgedehnt.

1831 Der Königlich-Niederländische Bevollmächtig
bezieht sich auf das Separat-Konferenz-Protok
vom 23sten März zum 512ten Protokoll vom 30ste
des nämlichen Monats gehörig.

Der Königlich-Französische Bevollmächtigte b
zieht sich seiner Seits auf die gemeinschaftliche a
liche Erklärung hierüber, welche in dem besag
Protokoll der Zentral-Kommission angeführt ist.

Engelhardt. J. Bourcourd.

Büchler. von Nau. Engelhardt. V
dier. von Rössler. J. Bourcourd. Dri

---

*Pièce jointe à la déclaration de Mr. le commis
de France, concernant l'art. XI. du traité d
Mars* 1831.

E t a t.

Liège en planches.
Bois de teinture en buches.
Bois d'ébénisterie.
Cire non ouvrée.
Colle de poisson.
Crins bruts et frisés.
Sucre brut et terré.
Café.
Cacao.
Canelle, cassia lignea et scavisson.
Girofle (clous, griffes et antofles de)
Muscades.
Macis.
Poivre et piment.
Thé.
Riz, sagou et tapioca.
Coton en laine.
Fromages.
Citrons, oranges et leurs variétés.
Fruits secs.
Houblon.
Laines en masse.
Dents d'éléphant.
Ecailles de tortue.
Nacre de perle.
Cornes de bétail prép
et en feuillets.
Plomb brut.
Etain brut.
Smalt et azur.
Peaux brutes.
Fanons de baleine b
Pelleteries non ouvré
Poils en masse.
Soufre.
Gommes d'acacia (arab
caoutchouc, aloés, o
camphre, cachou et
les sucs végétaux
rope autres que liqu
Cochenille, indigo, r
orseille et toutes
teintures et tannins,
tres que liquides.
Bitumes solides.

dorans.
et oignons.
rs, celles liquides
ptées.
s d'amome.
s médicinales.
:s non liquides.
oine.
c métallique.
e natif ou vif argent.
ts chimiques, ceux
des exceptés.
ices propres à la mé-
ie et à la parfumerie.
en feuilles.
grèges et moulinées.
bétail.
de loup.
orte.
ns.
s oléagineuses.
à distiller.
ces forestales.
ée en racine.
ns cardières.
ommuns.
de coco.
sses vides.
durs à tailler.
s de tilleul pour cor-
s.
d'arbres.
réglisse.

alcalines.
olives sec (grignon).
battu ou laminé.
utre qu'ouvré.
ièse.
te.
ires sèches.
abre.
latiné ou laminé et
blanc.

Fer de tréfilerie. 1831
Acier naturel et fondu.
Cuivre et laiton bruts, battus ou laminés.
Fil de cuivre.
Cuivre doré en lingots, battu et filé sur fil.
Cuivre argenté en masses, battu et filé sur fil.
Etain battu et laminé.
Bismuth.
** Armes, autres que celles de calibre.
** Bimbeloterie.
* Liège ouvré.
* Caractères d'imprimerie.
** Cire ouvrée.
** Cordages.
** Feutres.
* Chanvre et lin.
** Fournitures d'horlogerie
** Horloges en bois.
* Instrumens aratoires, d'optique, de calcul, d'observation, de chirurgie, de chimie, de musique.
** Joncs.
* Limes et râpes.
* Machines et mécaniques.
* Mercerie.
* Meubles.
** Miroirs.
* Outils.
** Ouvrages en bois.
** Parapluies.
** Pierres ouvrées.
* Plumes.
* Scies.
** Peignes et billes de billard.
** Vannerie à dénommer.
** Verres à lunettes.
** Vitrifications.
** Parfumerie.

1831 **Epices préparées.
**Amidon.
**Bougies de blanc de baleine et de cachalot.
**Chandelles de suif.
**Fanons de baleine apprêtés.
*Poterie { de terre { grossière / fayence. / de grès commun.
**Porcelaine.
**Verres et cristaux { grands miroirs étamés. / verres à cadran
*Ouvrages de poil, autres que les tissus.
*Carton.
*Papier.
*Livres.
**Cartes géographiques.
**Gravures et lithographies.
**Musique gravée.
**Pelleteries ouvrées.
*Ouvrages en plomb.
**Corail taillé non monté.
*Bâts non garnis de cuir.
**Effets à usage.
**Objets de collection hors de commerce.
*Sucres raffinés.
**Acier ouvré.
**Cuivre allié de zi
poli (sauf celui p
cordes d'instrume
celui propre à la bro
**Cuivre doré filé su
**Cuivre doré filé
**Cuivre argenté fi
soie.
**Cuivre ouvré, aut
pur, allié, doré
genté.
**Etain ouvré.
**Zinc ouvré.
**Bismuth ouvré.
**Savons.
**Poterie de grès f
**Verrerie de toute
**Glaces.
**Schakos de feutr
nis de cuir.
**Peaux préparées
vrées.
**Plaqués.
**Coutellerie.
**Ouvrages d'hor
montés.
**Sellerie.
**Tabletterie.

Nota, Les marchandises fabriquées non compris cet état n'en jouiront pas moins du transit en passe et sans entrepôt qui peut leur être accordé par les loi rales de France.

Büchler. de Nau. Engelhardt.
dier. de Rössler. J. Bourcourd. I

45.

Convention entre le grand-duché d'Oldenburg et le prince évêque d'Ermeland concernant l'organisation des affaires diocésaines des habitans catholiques d'Oldenbourg et de Jever, conclue le 5. Avril 1831.

1831

Wir Paul Friedrich August, von Gottes Gnaden Grofsherzog von Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog von Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und Oldenburg, Fürst von Lübek und Birkenfeld, Herr von Jever und Kniphausen etc. etc.

Thun kund hiemit:

Nachdem die zu Vereinigung aller Unserer katholischen Unterthanen in dem Herzogthum Oldenburg und der Erbherrschaft Jever, unter einem und demselben geistlichen Oberen, und zu Ordnung ihrer kirchlichen Angelegenheiten, von Unseres verewigten Herrn Vaters Durchlaucht und Gnaden bereits eingeleiteten Schritte zu einem erwünschten Ziele geführt sind; so verordnen Wir hiedurch wie folgt:

§. 1. Zu den Klauseln der Päbstlichen Zirkumskriptions-Bullen für die Königlich-Preufsischen Staaten vom 16. Juli 1821, und für die Königlich-Hannoverschen Staaten vom 26. März 1824, wodurch auch derjenige Theil Unserer katholischen Unterthanen, welcher bisher mit dem Bisthum Osnabrück und mit der Nordischen Mission in kirchlicher Verbindung stand, dem Bischof von Münster als geistlichem Oberhirten zugewiesen wird, ertheilen Wir Unsere Landesherrliche Genehmigung.

§. 2. Die unter A. anliegende, auf den Grund der mit dem Königlich-Preufsischen Hofe gepflogenen Unterhandlungen und getroffenen Verabredung, zwischen Unserem Bevollmächtigten Staats- und Kabinetsminister von Brandenstein und dem Päbstlichen Vollzieher der Zirkumskriptions-Bulle für die Königlich-Preufsischen Staaten, Seiner Durchlaucht dem

1831 Prinzen Joseph von Hohenzollern, Fürst-Bischo von Ermland, unter dem 5. Januar 1830 vollzogen Konvention zu Regulirung der Diöcesan-Angelegenheiten der katholischen Einwohner des Herzogthum Oldenburg, soll als Fundamental-Statut der katholischen Kirche in demselben künftig angesehen und befolgt werden.

§. 3. In Folge dessen haben alle unsere katholischen Unterthanen, geistlichen und weltlichen Standes, in den nach dieser Konvention vor die geistliche Behörde gehörigen Sachen, an das nach §. 6. sq. in der Stadt Vechta, in unmittelbarer Stellung unter dem Bischof von Münster, zu errichtende Offizialat, sobald dessen Konstituirung bekannt gemacht sein wird, sich zu wenden und dessen Verfügungen zu befolgen.

§. 4. Alle Rechtssachen, welche im §. 16. der gedachten Konvention nicht namentlich an den Gerichtshof des Offizialats verwiesen sind, verbleiben den ordentlichen weltlichen Gerichten.

§. 5. Unser Landesherrliches Majestätsrecht oder jus circa sacra bleibt in seinem ganzen Umfange vorbehalten, und haben Wir wegen dessen Wahrnehmung das unter B. anliegende Normativ abfassen lassen und demselben durch unsere Genehmigung Gesetzeskraft beigelegt.

Hiernach hat sich Jeder, den es angeht, zu achten.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Namens-Unterschrift und beigedruckten Grofsherzoglichen Insiegels.

Gegeben auf dem Schlosse zu Oldenburg, den 5. April 1831.

AUGUST.

v. Brandenstein.

Lentz.

Anlage A.

Vertrag

zu Regulirung der Diöcesan-Angelegenheiten der katholischen Einwohner des Herzogthums Oldenburg vom 5. Januar 1830.

Da die katholischen Einwohner des Herzogthums Oldenburg in der Mehrzahl den Bischof von Münster für ihren geistlichen Obern erkennen und Seine damals regierende Herzogliche Durchlaucht von Olden-

g den Wunsch gehegt haben, dafs alle Katholi- 1831
a in dem Herzogthum Oldenburg einen und den-
ben geistlichen Obern haben möchten: so wurde
· Zirkumskriptions-Bulle für die Bisthümer der
ɔufsischen Staaten vom Jahre 1821 eine dahin ab-
eckende Klausel eingerückt, und es wurden Ver-
ndlungen mit dem Königlichen Hofe zu Berlin
pflogen. Nachdem letztere einen erwünschten Aus-
ng genommen, so haben Seine Exzellenz, der Grofs-
rzoglich-Oldenburgische Staatsminister Karl Lud-
g Friedrich Joseph Baron von Brandenstein, an
ıer Seite: und an der andern, Seine Durchlaucht
r Prinz Joseph von Hohenzollern, Fürstbischof von
mland, als Päbstlicher Vollzieher gedachter Bulle,
er folgende Punkte sich vereinigt.

§. 1. Die zum Bisthum Münster gehörigen Pfar-
ien der Kreise Kloppenburg und Vechta bleiben
dieser Verbindung. Die Pfarreien: Damme, Neuen-
rchen und Holdorf werden vom Bisthum Osnabrück
ich Münster verlegt. Die Pfarreien beider Kreise
lden in Zukunft einen besondern Theil des Bis-
ums Münster, unter der Benennung des Oldenbur-
ischen Bezirks.

§. 2. Die katholischen Kirchen zu Jever und
ldenburg scheiden aus der Verbindung mit der Nor-
ischen Mission, sie werden von dem Bischof von
ünster verwaltet, nach gleichen Rechten, als dem
ischof von Breslau durch die erwähnte Bulle in
etreff der katholischen Kirchen zu Berlin und Pots-
am beigelegt worden sind. Dasselbe wird in Anse-
ung der katholischen Kirche zu Wildeshausen statt
nden, die von dem Bischofe zu Münster bisher nach
issionsrecht geleitet worden ist. Die hier angezo-
enen Rechte des Bischofes von Breslau beschränken
ich auf rein geistliche Sachen.

§. 3. Der Bischof von Münster wird bei Antritt
eines Amtes einen schriftlichen Revers ausstellen:
lafs er den Hoheitsrechten Seiner Königlichen Hoheit
les Grofsherzogs, bei Ausübung seiner Bischöflichen
Pflichten, nicht zu nahe treten wolle.

§. 4. Seine Königliche Hoheit stiften mit Ein-
willigung Seiner Königlichen Majestät von Preufsen,
an der Domkirche zu Münster zwei Ehren-Kanoni-
kate, zu gleichen Einkünften und Rechten, als den

1831 übrigen Ehren-Kanonikaten an derselben Kirche beigelegt worden. Der Bischof von Münster wird diese Kanonikate vergeben und zwar so: dafs eins derselben allezeit dem Offizial, das andere hingegen dem ältesten Dekan des Oldenburgischen Bezirks zu Theil werde.

§. 5. Es soll in das Belieben Seiner Königlichen Hoheit gestellt sein, auch ein wirkliches Kanonikat am Dom zu Münster in gleicher Art zu stiften.

§. 6. Der Oldenburgische Bezirk erhält seine eigene Behörde, die, unabhängig von dem General-Vikariate zu Münster, unmittelbar unter dem Bischof steht.

§. 7. Zum Sitze dieser Behörde ist die Stadt Vechta ausersehen. Die Behörde wird bestehen: aus dem vorsitzenden Offizial und vier Assessoren, nämlich zwei Gottesgelehrten und zwei Rechtsgelehrten. Dazu kommen: ein Sekretär, ein Kopiist und ein Bote.

§. 8. Die nöthigen Kosten gewährt Seine Königliche Hoheit. Der Offizial erhält, unter Zurechnung seines Einkommens vom Kanonikat, ein Jahrgehalt von zwölfhundert Thalern nebst freier Wohnung. Die Beisitzer erhalten jeder zweihundert Thaler; der Sekretär dreihundert Thaler; der Kopiist hundert Thaler nebst Kopialien; der Bote funfzig Thaler nebst Kleidung und Insinuations-Gebühren.

§. 9. Den Offizial und die gottesgelehrten Beisitzer ernennt, mit vorgängiger Zustimmung Seiner Königlichen Hoheit, der Bischof; und zwar jenen, sofern es füglich geschehen kann — diese aber allemal aus der Geistlichkeit des Oldenburgischen Bezirks. Die rechtskundigen Beisitzer und der Sekretär werden von der Regierung vorgeschlagen. Den Kopiisten und Boten wählt der Offizial. Alle müssen katholischer Religion sein und erhalten ihre Einsetzung vom Bischofe in gleicher Weise, als das Personal des General-Vikariats zu Münster.

§. 10. Dem Amts-Eide, welchen das Personal der geistlichen Behörde dem Bischofe zu leisten hat, werden die Worte hinzugefügt:

„Und das Alles gelobe ich um so unverbrüchlicher „zu halten, als ich vergewissert worden bin, dafs „darunter nichts begriffen werde, welches dem Eide

„der Unterthänigkeit, der Treue und des Gehor- 1831
„sams, den ich Seiner Königlichen Hoheit, als
„meinem gnädigsten Landesherrn schuldig bin, ir-
„gend zuwider liefe."

§. 11. Der geistlichen Behörde zu Vechta wird die ordentliche Amtsgewalt des Bischofs übertragen, so dafs sie nicht nur die gemeinrechtlichen Befugnisse eines General-Vikars ausüben, sondern überhaupt alle, nicht ausdrücklich vorbehaltenen Geschäfte gültig versehen kann.

§. 12. Vorbehalten wird: die Bereitung des Krisma, die Einweihung von Kirchen, Kapellen und Altären, die Aufnahme zu den heiligen Weihen, sammt den Prüfungen, die sie begleiten, als da sind die Examen pro ordinibus und die erste Prüfung pro Curia und pro concionibus, die Dispens von Irregularitäten und Gebrechen, die sich auf den Empfang und die Ausübung der Weihen beziehen, und die Ertheilung der Weihen selbst; — weiter das Recht Synoden abzuhalten, Statute zu errichten, oder zu bestätigen, Päbstliche Verordnungen und Beschlüsse der General- oder Provinzial-Konzilien anzunehmen und zu verkündigen, Pfarreien zu dismembriren und heilige zum Gottesdienst geweihete Orte nöthigen Falls zu profanem Gebrauche ab- und aufzugeben.

§. 13. Das Sakrament der Firmung wird mindestens alle sieben Jahre, entweder durch den Bischof von Münster selbst, oder durch dessen Suffragan, jedoch innerhalb der Gränzen des Oldenburgischen Bezirks ausgespendet, und es soll wegen der Kosten, welche dieses verursacht, ein billiges Uebereinkommen getroffen werden.

§. 14. Alles dagegen, was unter oben erwähnten Vorbehalten nicht begriffen ist, und was die kirchliche Verwaltung im weitesten Sinne betrifft, wird dem Offizial und Offizialate zu Vechta ein für allemal übertragen; als insonderheit: die Bescheidung auf die von den Seelsorgern vorgetragenen Bedenken, die Lokal-Approbation der Beichtväter und Prediger, die Sendung der Pfarrgehülfen, die Besetzung der geistlichen Pfründen (in sofern der Bischof dabei zu wirken hat), ferner die Entbindung von Gelübden, in sofern sie in der Hand des Bischofs liegt, die Annahme des Verzichts auf eine Pfründe, die Auseinan-

1831 dersetzung abgehender und neuantretender Pfründ
die Errichtung, Umwandlung, Vereinigung und T
lung geistlicher Pfründen, die Bestätigung from
Stiftungen; die Veräufserung oder Verpfändung
Kirchengut; die Bau-Angelegenheiten der Kir
und andern geweihten Stätten; die Ertheilung
nicht vorbehaltenen Dispensationen; die Kirchen-
sitation; die Fürsorge, dafs den kanonischen V
schriften, insonderheit denen von der Residenz-Pfl
der Pfarrer, Kapelläne, Kuratpfründner und Ki
ner oder Küster (worin durchaus nicht dispen
werden soll) nachgelebt werde; die Pflege des Sc
wesens, in sofern es den Bischof angeht; end
die Ausübung des Richteramts in geistlichen Sac

Der Offizial wird bei der Ausübung dieser sei
Befugnisse nicht nur die Vorschriften des geis
chen Rechts vor Augen haben, sondern auch g
besonders jene Rücksichten beachten, welche d
das Dasein des Landesherrlichen Majestätsrechts
boten sind.

§. 15. Sollte der Bischof die Kirchen des
denburgischen Bezirks in Person zu visitiren w
schen; so ist über diesen Gegenstand zuvor mit
Regierung zu verhandeln, und es ist beliebt wor
dafs bei Gelegenheit dieser Visitation aufser
Fuhren innerhalb Landes, die von den Visitande
stellen sind, nichts gefordert werden soll.

§. 16. Vor den Gerichtshof des Offizialat
Vechta gehören:

1. alle Benefizial-Sachen, jedochnur in sofern,
die Klage, gleichviel ob possessorisch oder
titorisch, entweder auf die Pfründe selbst,
auf die mit ihr verbundenen geistlichen Gere
same gerichtet ist;
2. Sponsal- und Ehesachen, jedoch nur so v
als auf Vollziehung oder Aufhebung eines V
löbnisses geklagt, oder die Nichtigkeit der
behauptet, oder auf Scheidung von Tisch
Bette bestanden wird;
3. endlich alle rein kirchlichen Uebertretungen
Vergehen, die mit Exkommunikation, Sus
sion, Absetzung und anderen geistlichen Str
bedroht sind. Dahin gehören Verletzungen
Lehre und der Disziplin, insonderheit was

Ehrbarkeit des Wandels eines Geistlichen be- 1831
trifft, in sofern es nicht zugleich ein gemeines Verbrechen in sich fafst, als in welchem Falle die Sache den weltlichen Gerichten anheim fällt. Von gerichtlich ausgesprochenen Suspensionen vom Amt, und von Amts-Entsetzungen ist der weltlichen Behörde jederzeit Anzeige zu machen.

§. 17. In Sachen gerichtlicher Verhandlung ha- alle Beisitzer eine entscheidende Stimme und die ehrheit der Stimmen entscheidet. Wo es jedoch f eine rein theologische Frage ankommt, müssen Nicht-Theologen sich der Abstimmung enthalten. e im Herzogthum Oldenburg übliche Prozefs-Ord- ng wird so viel als möglich angewandt, insonder- t aber der verderblichen Anhäufung überflüssiger le gesteuert werden. Die aufsergerichtlichen Sa- n entscheidet allein der Offizial; jedoch wird der- e sich angelegen sein lassen, die Beisitzer fleifsig ihr votum zu befragen und solches reiflich zu ägen.

§. 18. Vom Offizial kann an den Bischof nicht ellirt werden; sondern wo überhaupt eine Ap- lation statt findet, geht diese an den Erzbischof. dritter Instanz entscheidet ein Prosynodal-Gericht.

§. 19. In Verwaltungs- und puren Disziplinar- hen soll ebenfalls kein Rekurs an den Bischof tt finden, aufser etwa in sehr wichtigen Angele- heiten mit Vorwissen und Genehmigung der Re- rung.

§. 20. Was die Päbstlichen Reservate betrifft, so d der Bischof die von dem Apostolischen Stuhle ertheilten Fakultäten, vermöge seines Subdele- ionsrechts, dem Offizial übertragen. Sollten Fälle kommen, welche die, in diesen Fakultäten gezo- n Gränzen überschreiten, so soll der Rekurs an heiligen Stuhl nicht versagt, jedoch an dieselben ngungen geknüpft sein, die in der Preufsischen archie bestehen. Die Vorstellungen an den Pabst d von dem Offizial zu vollziehen; die Antworten d Beschlüsse des Pabstes und der Römischen Be- de werden ebenfalls an denselben gerichtet.

§. 21. Alle Päbstlichen, Erzbischöflichen, auch chöflichen Ausschreiben und Verfügungen ohne Un- schied, desgleichen die etwa von einer Synode,

1831 von einem Legaten oder Nuntius eingehen möc
sind vor ihrer Vollziehung der Regierung zur
sicht vorzulegen.

§. 22. Der Offizial soll befugt sein, den G
lichen eine Geldstrafe aufzulegen, die jedoch
Summe von zwanzig Thalern nicht überschr
darf, und an die geistliche Kasse zu entrichten
desgleichen darf er ungehorsame oder in andere
ler verfallene Geistliche zu Bufsübungen anhalten
an dreifsig Tage in ehrbare Haft setzen.

§. 23. Wenn Dienste oder Abgaben von
Kommünen für die Kirche zu leisten sind; so
der Offizial sich dieserhalb an die Regierung
den, welche dann die Ausschreibung bei der G
herzoglichen Kammer bewirken wird.

§. 24. Pfarr-Benefizien oder Pastorate, die
etwa dem weltlichen Patronatrechte einer Priva
son oder Kommüne unterworfen sind, sollen d
Konkurs, nach Vorschrift des Konzils von Tr
vergeben werden, und zwar in sofern sie etwa
Landesherrlichen Patronatrechte unterworfen
möchten, kraft einer allgemeinen, dem Offizial
ertheilten Vollmacht des Landesherrn.

§. 25. Ein solcher Konkurs wird nach bis
ger Weise durch den Offizial ausgeschrieben. Fr
können nicht daran Theil nehmen, aufser mit
sonderer Genehmigung Seiner Königlichen Ho
Es werden jedoch nicht als Fremde angesehen: G
liche, die im Auslande geboren, aber mit Zu
mung der Regierung zum Oldenburgischen kat
schen Klerus aufgenommen sind; desgleichen I
der, die mit gleicher Zustimmung aufserhalb des
zogthums Oldenburg, aber innerhalb des Bist
Münster, als Kapelläne oder Pfarrgehülfen fun
Derjenige von den Konkurrenten, den die Ex
natoren für den würdigsten erklärt haben, wird
den Offizial der Regierung präsentirt. Der N
minirte erhält die Institution vom Bischofe. Die
führung erfolgt auf die seither übliche Weise.

§. 26. Zu den Kanzlei-Ausgaben der geistl
Behörde zu Vechta, werden mit Einschlufs der
teln, vorläufig zweihundert Thaler festgesetzt.
Sporteln-Taxe soll einer Prüfung unterworfen
unter Landesherrlicher Genehmigung und A

len gegenwärtigen Umständen gemäfs, verbes- 1831
rerden.

. 27. Die Dechanten der Kreise Kloppenburg
Vechta stehen unter dem Offizialat. Sie werden,
orgängiger Genehmigung Seiner Königlichen
t, von dem Bischofe ernannt und eingesetzt;
ie auch den Amts-Eid in gleicher Weise lei-
als oben in Betreff des Offizials und der Asses-
festgesetzt worden ist.

. 28. Bevor der Offizial und die Mitglieder der
chen Behörde, desgleichen die Dechanten und
r in ihr Amt eingeführt und für den Bischof
h verpflichtet werden können, leisten sie den
hanen-Eid in folgenden oder ähnlichen Aus-
:n:

ı N. N. gelobe und schwöre einen Eid auf das
ſige Evangelium: dafs, nachdem ich zum Offi-
l (Dekan, Pfarrer u. s. w.) befördert worden
, ich kraft der bereits mir obliegenden Pflicht
es Unterthans, Seiner Königlichen Hoheit, dem
rchlauchtigsten Fürsten und Herrn Paul Frie-
ch August, Grofsherzog von Oldenburg, wie
h Höchstdero rechtmäfsigem Nachfolger in der
gierung, als meinem gnädigsten Landesherrn,
:rall und allenthalben unterthänig, gehorsam,
u und ergeben sein, Höchstdero Bestes nach
äften befördern, Schaden und Nachtheil ver-
ten, insonderheit aber des mir anvertrauten
ntes also warten will, dafs den Majestäts-Rech-
ı meines gnädigsten Grofsherzogs und Herrn
d der auf den Gesetzen des Staats beruhenden
entlichen Ordnung mit meinem Wissen und
illen nirgends Eintrag geschehe. So wahr Gott
r helfe und sein heiliges Evangelium."

Wenn ein Ausländer diesen Eid zu leisten hat,
rden die Worte:

ſt bereits mir obliegender Pflicht eines Un-
lhans"

ıssen, und statt deren wird gesetzt:

ı dieser Stunde an".

29. Während der Vakanz des Amtes eines
s zu Vechta versieht der älteste gottesgelehrte
er die Geschäfte bis zur Einführung des Nach-

Während der Vakanz des Bischöflichen

1831 Stuhls steht die Behörde zu Vechta zu dem Do
pitel zu Münster in gleichem Verhältnisse, w
dem Bischofe bei besetztem Stuhle. Da der O
und die Beisitzer zu Vechta nicht beliebig entl
werden können: so wird das Domkapitel und
nachfolgende Bischof sie in ihren Aemtern bestä
und von ihnen blos einen neuen Amts-Eid for

§. 30. Wenn Sedisvakanz eintritt, wird
Domkapitel Seiner Königlichen Hoheit davon
zeige machen, wie auch den Ausgang der Bisc
wahl an Höchstdieselben berichten.

§. 31. Die Unterthanen Seiner Königlichen
heit sollen von dem Genusse der vormals geme
men oder ihnen etwa eigenthümlichen Stiftu
nicht ausgeschlossen; vielmehr, gemäfs der zwis
beiden Staaten getroffenen Vereinbarung, bei
selben erhalten werden.

§. 32. Oldenburger, die geistlich werden
Theologie studiren wollen, lassen sich beim O
zu Vechta einschreiben. Sie besuchen demnächst
weder die Akademie zu Münster, oder mit Vor
sen des Bischofs eine andere katholische Univer
drei Jahre lang. Nach deren Verlauf und nach ü
standener Prüfung treten sie in das Klerikal-S
nar zu Münster, um für ihren heiligen Stand g
lich vorbereitet, in dem Ritual unterwiesen un
den Weihen aufgenommen zu werden. Ihre
nahme erfolgt, innerhalb der Anzahl, über w
man sich vereinigt hat, kostenfrei: die übrigen
spiranten werden unter gleichen Bedingungen
genommen, als die Königlichen Unterthanen.

§. 33. Zu dem Emeriten- und Demeriten-H
welches der freigebigen Fürsorge seiner Majestä
Königs von Preufsen seine Entstehung zu verd
hat oder haben wird, hat der Klerus des He
thums Oldenburg zwar keinen unentgeltlichen
tritt. Er wird indefs gegen billige Vergütung
genommen werden, mit Zustimmung der Königl
Regierung.

§. 34. Die Katholische Kirche oder Kapel
Oldenburg, desgleichen die Kirche oder K
Augsburgscher Konfession zu Vechta werden
zeit, in Beziehung auf ihren Rechtszustand,
gleicher Behandlung erfreuen, so dafs, wenn der

Vorrecht oder neues Recht beigelegt werden 1831
lte, dieses ebenfalls auch der andern zu Theil
rden soll.

§. 35. Unter Grofsherzoglicher Regierung ist in
er Urkunde jene Staats-Behörde gemeint, wel-
Seine Königliche Hoheit die Ausübung Höchst-
juris circa sacra zu übertragen geruhen.

§. 36. Diese Behörde ist und bleibt von dem
istorio Augustanae confessionis getrennt und wird
r Königlichen Hoheit unmittelbar unterworfen
Zwischen ihr und dem Offizialat zu Vechta
eht die Kommunikation, entweder durch den
herzoglichen Bevollmächtigten, welcher bei dem
lat angestellt werden, auch zugleich die Ge-
e eines Anwaldes der frommen Stiftungen ver-
wird: oder schriftlich, wobei der zwischen
inirten Behörden übliche Korrespondenz-Styl
finden wird.

37. Nach erfolgter Ratifikation vorstehender
l wird es mit deren Vollziehung so gehalten
n, dafs der Herr Delegat des Apostolischen
solche durch angemessene Verfügungen zu
e bringt.

o geschehen zu Oldenburg und Oliva, den 5.
1830.

von Brandenstein. Joseph,
Prinz zu Hohenzollern,
Fürst-Bischof von Ermland
und Apostolischer Delegat.

B.

Normativ

ie Wahrnehmung des Landesherrlichen Ho-
chtes (jus circa sacra) über die Römisch-Ka-
he Kirche im Herzogthum Oldenburg vom
5ten April 1831.

1. Die Ausübung des Landesherrlichen Ho-
chtes (jus circa sacra) über die Römisch-Ka-
he Kirche im Herzogthum Oldenburg und der
rrschaft Jever ist übertragen:
einer Immediat-Komission, welche, in Gemäfs-
heit der ihr ertheilten Instruktion, entweder

1831 selbstständig, oder nach den auf erstattete
richte an das Kabinet ertheilten Resolutionen, v
fügt; und in Unterordnung unter dieseKommissi
2. dem Anwalde der geistlichen Güter (advoca
piarum causarum), welcher zugleich als Land
herrlicher Bevollmächtigter (Prokurator) bei d
Bischöflichen Offizialat in Vechta angestellt i
3. dem Amtmann in seinem Distrikte, welcher n
§. 85. der Beamten-Instruktion mit dem Pa
und Juraten (Emonitor, Provisor) in den
Temporalien betreffenden Angelegenheiten
Kirchen, Schulen und frommen Stiftungen,
seinem Distrikte den Kirchen- und Schul-V
stand bildet;

nach den folgenden Bestimmungen:

§. 2. Der Immediat-Kommission liegen ob:
Verhandlungen mit dem Bischof zu Münster, zu
wendung der Bestimmungen des Vertrags wegen
gulirung der Diözesan-Angelegenheiten vom
Januar 1830, insonderheit wegen Besetzung erled
Stellen des Offizials, der Beisitzer und des Sekr
der geistlichen Behörde zu Vechta, so wie der L
dechanten, die Prüfung und Genehmigung der
selben zu ertheilenden Bestallungen und Dienst-
struktionen, Reglements der Geschäfts-Ordnung
Sporteln-Taxen, die Abnahme des von den A
stellten zu leistenden Unterthanen-Eides.

§. 3. Der Kommission liegen ferner ob:
Verhandlungen mit dem Offizialate zu Vechta. D
geschehen entweder unmittelbar in dem zwis
koordinirten Behörden üblichen Korrespondenzs
jedoch unter alleiniger Unterschrift des Direk
oder mittelbar, durch den Landesherrlichen Be
mächtigten.

§. 4. Zwischen dem Offizial und dem An
der geistlichen Güter müssen die Geschäfts-Verh
lungen, so viel wie möglich, mündlich, und zur
zen Hand gepflogen werden. Im Verkehr des
zials mit den Kirchen-Vorständen findet der be
Bischöflichen Behörde in Münster hergebrachte
schäfts-Styl statt. Die Kirchen-Vorstände bedi
sich der Form eines G. P. M. „an das Bischöf
Offizialat zu Vechta."

§. 5. Alle Päbstlichen, Erzbischöflichen, Bisc

en, so wie die etwa von einer Synode, von einem 1831
aten oder Nuntius ausgehenden, Ausschreiben und
rfügungen, imgleichen alle vom Offizial selbst, ver-
ge der ihm übertragenen Fakultäten beabsichtigten
en kirchlichen Anordnungen, sie mögen den Got-
ienst oder die Verhältnisse des Klerus oder ir-
d einen andern Gegenstand des gemeinsamen kirch-
en Lebens betreffen, so wie Ausnahmen von den
tehenden Gesetzen durch General-Dispensation, —
rden vor ihrer Bekanntmachung oder Vollziehung,
n Offizialat, entweder unmittelbar oder durch den
ndesherrlichen Bevollmächtigten, der Kommission
Einsicht zugesandt, welche, wenn sie hinsichtlich
Landesherrlichen Rechte nichts dabei zu erinnern
det, solche mit dem Placet, oder den Umständen
h nur mit dem Visum, versehen, auf eben dem
ge zurück gehen läfst. Bei der demnächstigen In-
nation oder Publikation ist das Placet oder Visum
Kommission ausdrücklich mit bekannt zu machen.
aige Erinnerungen werden durch mittelbare oder
mittelbare Verhandlungen zwischen der Kommis-
n und dem Offizialate zu akkommodiren gesucht.

§. 6. Wenn in Angelegenheiten, welche den
ttesdienst, die Kirchenzucht oder überhaupt das
chliche Leben betreffen, oder in weltlichen Regie-
gs-Sachen, wo die Mitwirkung der Geistlichkeit
rderlich ist, von Seiten einer Staatsbehörde Etwas
die Geistlichkeit gelangen soll, so geschieht dies
ch die Kommission an das Offizialat. Auf diesem
ge werden auch Veränderungen im Kirchengebete
den Landesherrn und die Landesherrliche Familie,
rbitten, Danksagungen veranlafst, worüber die An-
nung des Kirchlichen von dem Offizial ausgeht,
d von demselben, was angeordnet ist, der Kom-
sion angezeigt wird.

§. 7. So wie die Kommission, mit den zu Wahr-
nung des Landesherrlichen Kirchen-Hoheits-Rechts
ter ihr beruhenden Behörden, dafür zu sorgen hat,
fs die Katholische Geistlichkeit jede zu Erfüllung
rer Berufsgeschäfte erforderliche Unterstützung er-
lt, und bei der ihrer Amtswürde gebührenden Ach-
ng und Auszeichnung geschützt wird; so hat sie
ch mit darauf zu achten, dafs von Seiten der Geist-
hen keine Veranlassung zu Verminderung dieser

1831 ihrem Stande gebührenden Achtung gegeben, daſ
ihnen die allgemeinen Landesgesetze beobachtet
die ihnen besonders obliegenden Pflichten getre
füllt werden. Wenn sie Kunde von Uebertret
erhält, welche nach §. 16. der Konvention vo
Gerichtshof des Offizialats gehören, so theilt sie s
diesem mit und gewärtigt eine Mittheilung vom
sultate der Untersuchung. Andererseits sollen di
richte, sobald sich gegen einen Geistlichen Ver
wegen eines gemeinen Verbrechens ergeben hat
Kommission davon Kenntniſs geben, und jedes
einen Geistlichen, wegen eines gemeinen Verg
oder Verbrechens, erlassene Erkenntniſs auf Geri
stellung oder Spezial-Inquisition, jedes darüber
sprochene Endurtheil, imgleichen jedes gegen
Geistlichen gesprochene Polizei-Straf-Erkenn
nach der Verkündigung, aber auch wenn solche
der Rechtskraft abgehalten wäre, in Abschrift s
Entscheidungs-Gründen an die Kommission einse
welche dem Offizialate von Allem, was in so
Sachen zu ihrer Kenntniſs kommt, Mittheilung m

§. 8. So wie in gemeinen Straffällen der G
lichen, so besteht auch in bürgerlichen Rechtss
und Polizeisachen kein privilegirter Gerichtsstand
selben, sondern sie sind, wie die Protestantis
den ordentlichen Landesgerichten und Polizei-Be
den unterworfen. Dahin gehört auch die Beri
gung der Nachlassenschaft eines Geistlichen;
muſs bei der Entsiegelung und Inventarisirung, w
Absonderung des darin etwa befindlichen Kirche
genthums, ein Kommissarius des Offizials und
Anwald der geistlichen Güter zugezogen werden.
gegen gehören Benefizial-Sachen nach der Be
mung im §. 16. 1. der Konvention vor den Geri
hof des Offizialats. Auch ist die Auseinanderset
zwischen einem abgehenden Geistlichen oder d
Erben und dem Nachfolger oder der Gemeinde, w
der Dienst-Einkünfte, Verbesserungen und der
chen, zuvörderst vor dem Offizialate auf dem
der gütlichen Vereinbarung zu versuchen. Die
laubniſs zu letztwilligen Verfügungen ist bei den
fizial zu suchen.

§. 9. Kein Geistlicher soll in eine Verbi
treten, noch darin beharren, deren Zwecke absic

geheim gehalten werden. Kein Geistlicher soll eine 1831
Zusicherung der Aufnahme in fremden Dienst, Würden, Pensionen, Geschenke oder Gnaden-Bezeugungen, von fremden Regenten annehmen, bevor er nicht durch die Kommission Landesherrliche Erlaubnifs nachgesucht und erhalten hat. Die Uebertretung dieser Vorschriften wird als eine Resignation angesehen.

§. 10. Der Vorschlag zum Titulus mensae und zu den vom Landesherrn etwa bewilligten Stipendien zur Ausbildung der Kandidaten der Theologie auf auswärtigen Universitäten geschieht, vom Offizialat bei der Kommission, auf den Grund des mit den Adspiranten angestellten Examens pro ordinibus, unter Berücksichtigung vorzüglicher Fähigkeiten und des Bedürfnisses.

§. 11. Zu Besetzung der Pastorate und anderer fundirten Kurat-Benefizien auf dem im §. 24 und 25 der Konvention bestimmten Konkurswege, ist das motivirte Gutachten der Examinatoren über sämmtliche Konkurrenten vom Offizialat an die Kommission einzusenden. Nachdem durch dieselbe die Landesherrliche Approbation eingeholt ist, wird vom Offizialat die Verleihungs-Urkunde, nach einem, in Gemäfsheit jener Bestimmungen abzufassenden Formulare, ausgefertigt, und mit der Urkunde über die kanonische Institution, an die Kommission eingesandt, von dieser jene mit einem Approbations-Dekrete ex mandato speciali Serenissimi versehen, darauf der Nominirte zur Ablegung des Unterthanen-Eides vor die Kommission geladen, und ihm die Verleihungs-Urkunde übergeben, die Institutions-Urkunde aber mit einem Visum versehen an das Offizialat, nebst einer Abschrift des Protokolls über die Eidesleistung, zurückgesandt. Die Einführung in die Temporalien geschieht in der Regel durch den Anwald der geistlichen Güter als Landesherrlichen Kommissarius.

§. 12. Bei Benefizien, welche dem Patronat-Rechte einer Privat-Person oder einer Kommune unterworfen sind, geschieht die Wahl der Kommune, unter Leitung der Beamten: die Präsentation bei dem Offizialat, welches, wenn es sich nach angestelltem scrutinio dazu bewogen findet, die Approbation unter der Präsentations-Urkunde ertheilt, und solche mit

1831 der Institutions-Urkunde der Kommission zusendet, wo auf die oben vorgeschriebene Art verfahren wird.

§. 13. Die Anstellung eines Kooperators, Vizekuratus, oder sonstigen Hülfsgeistlichen ohne Benefizium, bleibt dem Offizialate überlassen und kann von demselben jederzeit widerrufen werden; doch ist die approbatio pro cura und die Einziehung derselben der Kommission zum Visum einzusenden.

§. 14. Die Besetzung der Küster- und Organisten-Stellen steht, wenn kein anderer eine Berechtigung dazu nachweisen kann, dem Offizialate zu; das Konstitutorium, welches immer auf sechsmonatliche Kündigung gestellt wird, ist der Kommission zum Placet einzusenden.

§. 15. Anwartschaften auf noch nicht eröffnete Stellen sollen niemals: Adjunkturen nur aus besondern Rücksichten auf das Beste des Dienstes, ertheilt werden; da dann auf eben die Weise, wie bei definitiver Besetzung verfahren wird.

§. 16. Urlaub zu Reisen innerhalb Landes bis zu 4 Wochen, und zu Reisen in's Ausland bis zu dreimal 24 Stunden, ist der Offizial nach den Bestimmungen der Verordnung vom 5. April 1830. zu ertheilen ermächtigt; weitere Gesuche sind von demselben begutachtet an die Kommission, zu Bewirkung Landesherrlicher Bewilligung, einzusenden.

§. 17. Von Annahme der Resignation einer Pfründe, von einem Straf-Erkenntnifs auf Suspension, oder Absetzung eines Geistlichen oder Kirchendieners, ist der Kommission, vor der Vollstreckung, Anzeige zu machen: doch mag das Offizialat in dringenden Fällen eine Untersagung der Dienst-Funktion provisorisch verfügen.

§. 18. Von jeder Eröffnung eines fundirten Benefiziums, einer Küster- oder Organisten-Stelle, hat das Amt sofort der Kommission und dem Offizialat Anzeige zu machen. Am Schlusse eines jeden Jahres wird der Offizial ein Verzeichnifs aller, im Laufe desselben vorgefallenen Dienst-Veränderungen, so wie der am Schlusse desselben noch nicht besetzten Stellen §. 11–15. an die Kommission einsenden.

§. 19. Die Errichtung, Umwandlung, Vereinigung oder Theilung, Gränzbestimmung, von Parochien oder geistlichen Benefizien, kann nur im Einverständ-

s zwischen der Kommission und dem Offizialate, 1831
l unter Landesherrlicher, auch so weit nöthig (§. 12.
Vertrages vom 5. Januar 1830) Bischöflicher Ge-
nmigung geschehen.

§. 20. Die Güter und Fonds, welche Seine Kö-
liche Hoheit, zu den übernommenen Kosten des
zialats und zu andern allgemeinen Ausgaben für
Katholische Kirche, anweisen werden, stehen le-
lich unter Aufsicht der Kommission und sind (mit
nahme der Stiftung zu den beiden Ehren-Kano-
aten) als fundirtes Kirchengut nicht zu betrachten;
ch erstreckt sich das Amt des Anwaldes der geist-
en Güter auch über dieselben. Die Zahlungen wer-
von der Kommission generell oder speziell ange-
sen und durch den Landesherrlichen Bevollmäch-
en bewerkstelliget.

§. 21. Dahingegen konkurriren der Offizial und
zu Wahrnehmung des Landesherrlichen Kirchen-
heits-Rechts bestimmten Behörden bei der Auf-
t über die fundirten geistlichen Güter der einzel-
kirchlichen Anstalten auf die folgende Weise:

Alle diese Gegenstände berührenden Berichte und
rfragen der Kirchen-Offizialen, Beneficiaten, Pro-
oren, oder wer sonst sich zu einer Vorstellung
anlafst finden möchte, sind zwar an den Offizial
richten; dieser soll aber mit dem Anwald der geist-
hen Güter darüber kommuniziren und jede von ihm
assene Verfügung darüber von dem Anwalde der
tlichen Güter mit unterzeichnet sein. In so fern
h beide nicht vereinigen können, wird die Sache
die Kommission gebracht, welche sich mit dem
zialate zu verständigen sucht.

§. 22. Es soll der Bestand des Vermögens und
kommens aller geistlichen Stiftungen in jedem Kirch-
le nach und nach durch den Anwald der geistli-
Güter in Patrimonial-Bücher, nach einem von
Kommission und dem Offizialat genehmigten Schema,
r Beziehung auf die aktenmäfsig zu sammelnden
nden und Beweisthümer, verzeichnet, das zwei-
hafte möglichst zur Gewifsheit gebracht, oder als
tritten angemerkt, und jede Veränderung, Zuwachs
er Abgang nachgetragen werden. Ein solches Pa-
monial-Buch wird in 3 gleichlautenden Exempla-
n von der Kommission und dem Offizialate, nach

1831 geschehener Revision bestätigt, wovon eines in Spezial-Archive der Kirche, das andere mit den ginal-Belegen in dem General-Kirchen-Archi Vechta, das dritte in dem Archive der Kommis aufbewahrt wird.

§. 23. Eine jede Veräufserung, auch hypoth rische Belastung, unbeweglicher Kirchen-Güter dinglicher Rechte, jede zur Verminderung des V mögens-Bestandes überhaupt gereichende Verfüg z. B. Vergleich, Nachlafs, jede etwaige Verwend auch der Revenüen zu Zwecken, welche nicht in Fundation begriffen sind, — ist durch den Anw der geistlichen Güter zu begutachten und bedarf, au der Genehmigung des Offizialats, auch der Geneh gung der Kommission, in so fern die Mafsregel n durch Gesetze oder gerichtliches Urtheil geboten

§. 24. Rechtsstreitigkeiten, worin geistliche F betheiligt sind, gehören vor die ordentlichen Geric und werden daselbst für dieselben von dem Anw der geistlichen Güter, mit der Befugnifs sich e andern bei dem Gerichte aufgenommenen Anwald substituiren, geführt; welcher auch den Provise Juraten und Benefiziaten, so oft sie in Angelegen ten der ihrer Verwaltung oder Benutzung unterg nen Fonds seines Raths bedürfen, beiräthig ist.

§. 25. Die Verwaltung der zur Benutzung e Benefiziaten gewidmeten Güter, steht in der R diesem zu, und die Erhaltung der Substanz, so die Erfüllung der fundationsmäfsigen Bedingun wird bei der Kirchenvisitation kontrolirt. Es so aber wegen haushälterischer Benutzung, besonders Holzungen, und wegen Belegung, Kündigung und hebung der Kapitalien sichernde Vorschriften vo Kommission und dem Offizialate gegeben und so nöthig gesetzlich erlassen werden; auch kann, Umstände es rathsam machen, zu Verwaltung sol Güter ein Provisor angestellt werden.

§. 26. Zu Verwaltung der Kirchengüter, anderer Stiftungen, welche nicht zu den Benefi gehören, werden stets Provisoren oder Juraten den, auch ohne besondere Aufforderung, einzubrin den Vorschlag des Amtmanns und Pastors, von Offizial, mit Zustimmung des Landesherrlichen Bev mächtigten, und wenn einer Privatperson oder K

ıne das Patronatrecht zusteht, auch des Patrons, an- 1831
stellt. Der Beamte und Pastor haben bei ihrem
orschlage besonders die Fähigkeit und die Sicher-
ıit des in Vorschlag Gebrachten zu berücksichtigen
ıd zu dem Ende den Aktiv- und Passiv-Zustand
ıs Vermögens desselben, so wie seinen Lebenswan-
el und das persönliche Zutrauen, welches er ver-
ient, zu erkundigen. Wird der Vorschlag vom Of-
ıial und dem Landesherrlichen Bevollmächtigten an-
ınommen, so geschieht die eidliche Verpflichtung
om Offizial, die Ingrossation auf den Bestellten wird
om Anwalde der geistlichen Güter bewirkt, und
ıs Dokument im General-Kirchen-Archive nieder-
ılegt, auch unter Leitung des Anwaldes der geist-
ichen Güter die Ablieferung von Seiten des abgegan-
ınen Provisors oder Juraten, oder dessen Erben, an
ın Nachfolger bewerkstelligt.

§. 27. Es soll für die Provisoren und Juraten
ne genaue Instruktion vom Anwalde der geistlichen
ıter entworfen, von dem Offizialat und der Kom-
ıission berathen und von ersterem mit Genehmigung
er letzteren erlassen werden, worin der Umfang ihrer
efugnisse und Pflichten, besonders in Ansehung der
elegung, Kündigung und Erhebung der Kapitalien,
erwahrung der Dokumente, bestimmt und ihre Ver-
ıtwortlichkeit genau festgestellt wird. Bis dahin ha-
ın sie auf die bisher übliche Weise zu verfahren,
ı zweifelhaften Fällen bei dem Offizial vorzufragen
ıd dessen vom Anwalde der geistlichen Güter mit
ıterzeichnete Verfügung zu befolgen.

§. 28. In Ansehung einer jeden unter der Ver-
altung eines Provisors stehenden geistlichen Anstalt
ıt nach einem vorzuschreibenden Schema ein Ueber-
hlag der Einnahme und Ausgabe (Etat) für das nächste
hr, von dem Amtmann, Pastor und Provisor auf-
ıstellen und von ihnen unterzeichnet vor Ende des
ufenden Jahres an das Offizialat in zwei Ausferti-
ıngen einzusenden. In diesen Ueberschlag gehören
ıch die Bau- und Reparaturkosten nach den, in
olge geschehener Besichtigung der Gebäude, von
Werkverständigen aufgenommenen, dem Ueberschlag
ınzulegenden, Besticken und Kosten-Anschlägen, auch
twaigen Rissen. Auch wird darin eine Summe für
ınbestimmte kleinere Ausgaben veranschlagt. Kön-

1831 nen die Ausgaben nicht aus der Einnahme ge
werden, soll der Fonds selbst angegriffen werden,
das Defizit über die Gemeinde repartirt werde
ist der Ueberschlag von dem Kirchenvorstande
Ausschufs derselben vorzulegen, dessen Erklärung
über zu Protokoll zu nehmen und das Protokol
einzusenden.

§. 29. Der Offizial und der Anwald der ge
chen Güter untersuchen gemeinschaftlich die U
schläge, ziehen die etwa nöthigen Aufklärungen
Kirchenvorstande ein, und in so fern sie mit ei
der einstimmig sind, und die Ausgaben die Ja
Einkünfte des Fonds nicht übersteigen, verfüge
mit Genehmigung oder Modifikation der Uebersch
So fern sie aber verschiedener Meinung sind,
die Ausgaben den Fonds angreifen oder eine Re
tition über die Gemeinde veranlassen müssen,
sie mit den Verhandlungen darüber durch den
wald der geistlichen Güter an die Kommission ei
senden. Von dieser allein kann eine Requisition
Ausschreibung einer Anlage oder von Natural-D
sten der Gemeinde, an die obere Behörde, we
Kommunal-Anlagen verfügt, ergehen; die Aus
lung der vom Amtseinnehmer gehobenen Anlagen
schieht an den Provisor. Auf gleiche Weise ist
gen Genehmigung der im Ueberschlage nicht be
fenen, durch nicht vorher zu sehende Umstände
nothwendig gewordenen, Ausgaben zu verfahren.

§. 30. Die nach dem bestimmten Schema
Provisor aufzustellende Kirchenrechnung, so wie
andere Rechnung über einen geistlichen Fonds
Anstalt, worin auch etwaige Anlagen aufzuneh
sind, ist nebst den Beilagen eingebunden, spätes
am 1. März des auf das Rechnungs-Jahr folge
Jahres bei dem Pastor einzureichen. Der Beamte
Pastor können aus bescheinigten Verhinderungs-
sachen dem Provisor auf 4 Wochen Frist erthe
Die eingelieferte Rechnung wird vom Pastor mit
Produkt versehen und an den Anwald der geistli
Güter eingesandt; wenn aber der Fonds der Art
dafs im Fall der Unzulänglichkeit die Gemeinde
treten mufs, zuvörderst 8 Tage nach der Einliefe
im Hause des Kirchspielsvogts niedergelegt und
der Kanzel bekannt gemacht: dafs die Rechnu

den nächsten 14 Tagen zu bestimmten Stunden ab- 1831
echselnd in Gegenwart des Kirchspielvogts und des
ovisors, von den Mitgliedern des Kirchspiels-Aus-
husses einzusehen sind, und diejenigen Ausschuss-
itglieder, welche etwas dabei zu bemerken finden,
olche Bemerkungen an einem bestimmten Tage in
egenwart des Rechnungsführers, bei dem Pastor zu
rotokoll geben können. Der Pastor sendet dann die
echnung mit solchem Protokoll, oder einem Attest,
ass sich Niemand bei ihm eingefunden, vor dem 1.
pril an den Anwald der geistlichen Güter, welcher
onita darüber aufstellt und solche dem Rechnungs-
ührer zur Beantwortung zufertigt. Nach diesem Ver-
ahren und Erledigung der etwa noch nöthig gefun-
enen Aufgaben, geschieht die Dezision, entweder in
inem besonders angesetzten Termine oder *spätestens*
uf der nächsten Kirchen-Visitation, von dem Offi-
ial oder dem von ihm zu substituirenden Dechanten
nd einem Landesherrlichen Kommissarius, welchen §.
ie Kommission ernennt, im Falle aber beide sich
icht vereinigen können, von der Kommission; wo-
ach der Anwald der geistlichen Güter den Schluss
nfertigt, der, von dem Offizial genehmigt, dem Rech-
ungsführer zugefertigt wird.

Sollte der Anwald der geistlichen Güter oder der Rechnungsführer bei der einen oder andern Entschei-dung sich nicht beruhigen zu können glauben, so hat er dieses und seine Gründe dagegen — der Anwald der geistlichen Güter bei Anfertigung des Schlusses, der Rechnungsführer 8 Tage nach Empfang desselben bei dem Anwald der geistlichen Güter schriftlich oder zu Protokoll — anzuzeigen; worauf die Sache an die Kommission eingesandt wird, welche deren gütliche Vermittelung versucht, und in Entstehung derselben die Sache entscheidet oder wenn eine wahre Justiz-Sache vorliegt, zur rechtlichen Ausführung an die ordentlichen Gerichte verweiset.

Ueber neue Bauten, oder solchen gleich zu stel-ende bedeutende Reparaturen, kann die Führung ei-ner besondern Rechnung angeordnet und deren Able-gung bis zu Beendigung des Baues verschoben werden; übrigens ist auf die vorgeschriebene Weise zu verfahren.

§. 31. Wenn bei der Erhaltung eines Fonds ein Patron, eine Familie oder ein Benefiziat interessirt ist,

1831 so ist diesen zur Einsicht des Ueberschlags und der Rechnung, und zu Bemerkungen darüber, Gelegenheit zu geben.

§. 32. Die unter dem Namen der Kirchenbücher begriffenen Tauf-, Heiraths- und Begräbnifs-Register sollen, da sie einstweilen noch die Stelle der Zivilstands-Register vertreten, in der vom Staate angeordneten Form fortgeführt und Duplikate davon, vom Pastor beglaubigt, jährlich an den Anwald der geistlichen Güter zum General-Kirchen-Archiv eingesandt werden. Auch hat jeder Pfarrer spätestens am 1. Februar eine in einem Schema auszufüllende Zahlenliste der Gebornen, Kopulirten und Gestorbenen an denselben einzusenden, welcher daraus eine General-Uebersicht verfertigt, und solche an die Kommission in doppelter Ausfertigung einschickt.

Die Rektifizirung der während der Französischen Okkupation geführten Kirchenbücher, und Vergleichung mit den Zivilstands-Registern, soll, auf den Grund der bereits aufgenommenen Verhandlungen, von dem Offizial und dem Anwald geistlicher Güter geschehen; damit jenen die durch die Französische Gesetzgebung ihnen für jene Zeit entzogene Glaubwürdigkeit als Zivilstands-Register gesetzlich restituirt werden könne.

§. 33. Die Kirchen-Visitation ist abwechselnd in einem Jahre im Kreise Vechta, zu Wildeshausen, Oldenburg und Jever, im andern im Kreise Kloppenburg, in einer mit der Kommission zu vereinbarenden bequemen Jahrszeit, zu halten. Der Anwald der geistlichen Güter führt das Protokoll über alle die Temporalien betreffenden Gegenstände, in welchem insbesondere aufzunehmen:

1. die Konstatirung jedes Fonds: ob und auf welche Weise er sich vermehrt oder vermindert hat? ob alle Dokumente vorhanden und durch Ingrossation oder sonst gehörig gesichert sind?
2. das Ergebnifs der Dezision jeder Rechnung, mit der Summe der Einnahme und Ausgabe, Rezesses oder Vorschusses;
3. der Zustand aller Gebäude und Ländereien, auch deren, wovon die Unterhaltung und haushälterische Benutzung den Benefiziaten obliegt, nach dem Befund einer vorzunehmenden Besichtigung;

4. der Zustand der Kirchenbücher. 1831

Ein Duplikat dieses vom Visitator und dem Anwald der geistlichen Güter zu unterschreibenden Protokolls ist der Kommission einzusenden und demselben vom Offizial eine Notiz über die Amtsführung und das Betragen der Geistlichen und Kirchendiener, das Vernehmen zwischen ihnen und den Parochianen, und den religiösen und sittlichen Zustand der Gemeinde überhaupt, beizufügen.

§. 34. Das Landschulwesen wird unter die Aufsicht des Offizials, und Mitwirkung der im §. 1. bezeichneten Behörden, in folgender Maſse, gestellt:

1. die Errichtung neuer Schulen, Trennung einer bestehenden in mehrere, Verbindung mehrerer zu einer, Veränderung der Gränzen der Schulacht, kann nur mit Zustimmung der Kommission geschehen, so wie
2. jede Veränderung in den eingeführten Schulgesetzen und Ordnungen.
3. Der Offizial wird auf Verbesserung der Subsistenz der Schullehrer, wo sie nöthig ist, Bedacht nehmen, und die darauf zielenden Anträge, insbesondere durch Zuschläge aus den Marken und bei Markentheilungen, an die Kommission bringen.
4. Die Anstellung der Kirchspiels-Schullehrer geschieht auf den motivirten Vorschlag des Offizials, von der Kommission.

Zu Anstellung der Neben-Schullehrer, welche immer vorbehältlich halbjähriger Kündigung geschieht, ist der Offizial kommittirt, welcher das nach §. 18. am Schlusse des Jahrs an die Kommission einzusendende Dienstverzeichniſs, sowohl über die Haupt- als Neben-Schulen mit zu erstrecken hat. Jede Anstellung oder der Vorschlag dazu muſs auf eine gehörige Prüfung gegründet und unter mehreren Kompetenten, wenn nicht sonst schon genügende Entscheidungs-Gründe vorliegen, ein Konkurs eröffnet werden.

5. Die nächste Aufsicht über die Schullehrer, ihren Lebenswandel und den Schul-Unterricht, nach Vorschrift der Verordnung vom 2. September 1801, steht den Pfarrern zu, welche zu dem Ende

1831 alle Schulen ihres Kirchspiels, so oft thunlich, zu besuchen und über den Befund in vorzuschreibenden Terminen an den Offizial Bericht zu erstatten haben. Der Offizial hat, wann und wo es ihm angemessen scheint, stets aber bei Gelegenheit der Kirchen-Visitation, eine Schul-Visitation vorzunehmen, und die Resultate der Kommission anzuzeigen. Die Aemter sollen die Schullehrer, Pfarrer und den Offizial in Handhabung der wegen des Schulbesuchs der Kinder und Entrichtung des Schulgeldes etc. bestehenden Vorschriften unterstützen, und auf den sittlichen Lebenswandel der Schullehrer, wie im §. 7. vorgeschrieben ist, mit achten.

6. Der Offizial hat, unter Zustimmung der Kommission, die Schullehrer-Prüfungen, welche alle 3 Jahre nach Vorschrift der Verordnung vom 2ten September 1801 vorgenommen werden müssen, anzuordnen und zu leiten, nach dem Ausfall derselben die Klassifikations-Tabelle mit den Vorschlägen zu Prämien und Zulagen, zu entwerfen und an die Kommission einzusenden, welche die Ausschreibung des Bedarfs ex extraordinariis bei der Behörde requirirt, und die Auszahlung der von ihr genehmigten Zulagen und Prämien bei dem Provisor der allgemeinen Schullehrer-Kasse anweiset, die durch Ablieferung der ausgeschriebenen Anlagen von Seiten der Amtseinnehmer in Stand gesetzt wird. Die Rechnung dieses Provisors wird vom Anwald der geistlichen Güter monirt und von der Kommission dezidirt.

7. Dem Offizialate ist die Disziplinar-Bestrafung der Schullehrer, in gleicher Maſse, wie über Geistliche, übertragen; wieviel davon den Pfarrern überlassen werden kann, ist durch ein mit Genehmigung der Kommission zu erlassendes Regulativ zu bestimmen. Die Absetzung, Suspension oder Kündigung eines Schullehrers, auch bei einer Nebenschule, bedarf der Genehmigung der Kommission, vorbehältlich provisorischer Verfügung des Offizials in dringenden Fällen.

8. In Ansehung des fundirten Vermögens und der Anlagen zu Erhaltung der Schullehrer und der

Gebäude, dessen Verwaltung, Etats-Aufstellung 1831
und Rechnungs-Ablegung kommt alles zur Anwendung, was in dieser Hinsicht wegen der kirchlichen Anstalten §. 22-31 vorgeschrieben ist.

§. 35. In angemessener Verbindung mit dem mnasium in Vechta soll eine Normal-Schule, zu ldung der Schul-Kandidaten, errichtet, und zuich auf Verbesserung des Gymnasiums, als einer ihern Lehr-Anstalt, Bedacht genommen werden, ozu der Offizial den Plan zu entwerfen und der ommission vorzulegen hat.

§. 36. Es soll in dem Lokale des Offizialats ein n dessen Registratur gesondertes General-Kirchenrchiv, unter Aufsicht des Anwaldes der geistlichen üter, angeordnet werden, worin die Patrimonialicher, die dezidirten Rechnungen der kirchlichen nd Schul-Anstalten, die Ingrossations-Dokumente f Provisoren und Juraten, die Duplikate der Kirhenbücher, aufbewahrt werden. Daselbst ist auch n Depositenkasten, unter dem Beschlufs des Offiials und des Anwaldes der geistlichen Güter, zu ellen, in welchem Dokumente, die in den Spezialirchen-Archiven nicht mit Sicherheit aufzubewahn sein möchten, und abgelegte Kapitalien, bis zu ren Wiederbelegung, nach Vorschrift der Instrukon für die Provisoren, niederzulegen sind.

§. 37. Die Insinuation und Exekution der von m Offizialat-Gerichte, in den nach §. 16. der Konntion vor dasselbe gehörigen Sachen, erlassenen ekrete und Urtheile kann durch Requisition der emter geschehen; doch ist dem Offizialat-Gerichte ch unbenommen, dazu andere Wege einzuschlagen.

Von den vor dem Gerichtshofe des Offizialats rhandelten Sachen ist der Anwald der geistlichen üter, als Landesherrlicher Bevollmächtigter befugt, enntnifs zu nehmen und die Einsicht der Akten zu rlangen.

In Fällen, wo er glaubt, dafs der Gerichtshof ine Kompetenz überschritten, oder die wesentlichen Vorschriften des Oldenburgischen Prozefs-Reglements nbeachtet gelassen habe, hat er den Offizial darauf ufmerksam zu machen, und eventualiter an die Kommission zu berichten. Gegen den 1sten Februar at das Offizialat-Gericht eine Liste der im verflos-

1831 senen Jahre erledigten und noch anhängigen Re
sachen an die Kommission einzusenden.

§. 38. Die von der geistlichen oberen Be
ausgehenden Dispensationen in Ehesachen vom
gebote und Ehehindernissen, (unter welchen auc
nach den Bestimmungen der Bekanntmachung
Kommission der Römisch-Katholischen geistli
Angelegenheiten vom 21. März 1818 erforderli
Dispensationen vom halben Trauerjahr dem Ol
überlassen sind), bedürfen in dem Falle des I
der Kommission, wenn die Dispensation gege
in der Verordnung vom 8. März 1830 verbot
Fälle gegeben wird. Der Ansatz der Dispensati
Gebühren ist im Allgemeinen der Kommission
Genehmigung vorzulegen.

§. 39. Kollisions-Fälle, zwischen Kathol
und Protestanten in Kirchen- und Schul-Angele
heiten, werden vom Offizialat durch die Kommi
mit dem protestantischen Konsistorium verhan
es mag von Anwendung der bestehenden Vorsc
ten auf einzelne Fälle oder von etwa in Vorsc
zu bringenden neuen Bestimmungen die Frage s

§. 40. Eben dieser Weg ist auch in Angele
heiten gemischter Ehen einzuschlagen, namen
wenn über Anwendung der Verordnung vom 12.
bruar 1810 Zweifel entstehen. Die dem Offizi
Gerichte in Ehesachen zustehende Gerichtsbar
kommt in solchen Fällen nur zur Anwendung, w
der beklagte Theil der katholischen Konfession
gethan ist, und der Grundsatz, dafs die Frau
Gerichtsstande des Mannes folge, findet darin n
statt. Hat das Offizialat-Gericht bei einer gemi
ten Ehe auf lebenslange Scheidung von Tisch
Bette erkannt, so kann der protestantische Theil
an das Konsistorium, mit der Bitte, für ihn die
lige Trennung des Ehebandes auszusprechen, und
die Eingehung einer anderweitigen Ehe zu gestat
wenden.

§. 41. So wenig dem Uebertritt von einer chr
lichen Konfession zur andern, oder der Wahl n
eingetretenen Unterscheidungs-Jahren (dem zurü
gelegten 14ten des Alters) ein Hindernifs entge
steht, so ist es doch nicht schicklich, dafs ein s
cher Austritt aus der Kirche heimlich geschehe, u

soll daher kein Geistlicher einen solchen Konver- 1831
n ad sacra seiner Konfession wirklich zulassen,
vor derselbe ihm nicht eine Bescheinigung seines
herigen Beichtvaters oder Religionslehrers ge-
icht hat, dafs diesem der Austritt angezeigt
rden.

§. 42. Sollten die Kommission und der Offizial
ch über Gegenstände gemeinsamer Einwirkung oder
e Gränzen derselbigen nicht verständigen können, so
t der Fall durch Bericht der einen oder andern Be-
rde zur Landesherrlichen Entschliefsung zu stellen,
elcher auch ein etwaiger recursus ab abusu vorbe-
lten bleibt.

§. 43. Der Offizial und das Offizialat-Gericht
d der Anwald der geistlichen Güter haben die Porto-
reiheit für ihre Dienst-Korrespondenz mit der Kom-
ission, den Aemtern, Pastoren, Juraten und Schul-
rern, unter den Bestimmungen der Verordnung
m 5. Februar 1810. In den in Prozefs- und Pri-
-Angelegenheiten bei ihnen ankommenden und
gehenden Schreiben, ist das Porto vorschriftsmäfsig
notiren, vom Sporteln-Rendanten zu erheben und
zuliefern.

§. 44. In Ansehung des Stempelpapiers hat sich
s Offizialat nach der Redaktion der Stempelpapier-
erordnung von 1814 und den dieselbe erklärenden
erordnungen zu richten. In den, nach §. 13. jener
erordnung nicht ausgenommenen Fällen sollen alle
ingaben, Protokolle und auszufertigenden Verfügun-
n in Privat-Sachen auf Stempelpapier zu 4 Grote:
finitiv-Erkenntnisse aber auf Stempelpapier zu 18
rote geschrieben werden.

§. 45. Kirchen- und Schul-Angelegenheiten
erden bei allen, sowohl administrativen als gericht-
chen Behörden frei vom Stempelpapier und Spor-
n behandelt; in sofern aber ein Gegner zu Erstat-
ng der Kosten schuldig werden könnte, wird Alles
otirt und eventualiter von demselben beigetrieben.
i diesem Falle kommt auch dem Anwald der
istlichen Güter oder dessen Substituten das Deser-
it zu.

§. 46. Der Anwald der geistlichen Güter wird
ir alle zum Besten der frommen Stiftungen ihm
uferlegten Arbeiten, durch ein fixes Gehalt von 500

1831 Rthlr. honorirt, welches auf die jährlichen Einkün des fundirten Vermögens (mit Ausnahme der Fon woraus die Kirchen- und Schul-Bedienten ihre Ei künfte ziehen) jede 5 Jahre von neuem verhältni mäfsig vertheilt und nach dieser Vertheilung vi teljährig von den Provisoren an denselben portof eingesandt wird. Auch soll dem Anwalde der gei lichen Güter für die Verfertigung der Patrimonii Bücher, nach Vollendung eines jeden, ein von d Kommission und dem Offizialate nach der Mühsa keit der Arbeit zu bestimmendes Honorarium auf d Fonds oder die Kommunal-Kasse angewiesen we den. Ueberdies werden ihm, wenn er in Amts-G schäften verreiset, freie Fuhr, und falls er nicht, w auf Kirchen-Visitationen, defrayirt wird, drei Reic thaler tägliche Diäten vergütet. Schreibmaterial erhält er auf Kosten der Offizialats-Sporteln-Ka geliefert, und in Rechnungs-Sachen ist ihm der S kretär des Offizialats zum Kalkuliren und Kol tioniren, und der Kopiist überhaupt als Expedie gegen den Genufs der Kopialien aus der Offizialat Sporteln-Kasse, zu Hülfe zu kommen schuldig. Auch i ihm in allen Amts-Sachen der Offizialats-Bote bedie

Genehmigt.

Auf dem Schlosse zu Oldenburg, den 5. April 18

AUGUST.

VON BRANDENSTEIN.

LENTZ.

46.

Traité entre la Prusse et la princ pauté de Waldeck, concernant l'a cession de cette dernière au systèm des douanes des provinces occide tales Prussiennes; du 16 *Avril* 183

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufs schen Staaten* 1831. Nr. 12. p. 159).

Seine Majestät der König von Preufsen, und Sei Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont, h

in der Absicht, die wechselseitigen Vortheile ei- 1831
freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich
ischen Preufsen und anderen Deutschen Staaten ab-
chlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auf das
rhältnifs der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont
wohl zu den Provinzen der Preufsischen Monarchie,
auch in dessen Folge zu den mit dieser durch
ll-Vereine und Handelsverträge verbundenen Deut-
n Staaten auszudehnen, Unterhandlungen einleiten
en, und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preufsen:
llerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Ernst
ichaelis;

Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und
ont:
ochihren Geheimen Regierungsrath Ludwig Ha-
mann und
ochihren Landrath Theodor Neumann;

welchen, in Folge jener Unterhandlungen, mit
ehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag ab-
lossen worden ist.

Art. I. Vom Tage der Publikation gegenwärti-
Uebereinkunft an, soll, unbeschadet der Landes-
rlichen Hoheitsrechte Seiner Durchlaucht des Für-
n zu Waldeck und Pyrmont, ein Verein des Für-
thums Waldeck mit den westlichen Preufsischen
vinzen zu einem Zollsysteme statt finden, wie sol-
s in den gedachten Preufsischen Provinzen durch
Gesetz vom 26sten Mai 1818, dessen Grundlagen
e besondere Uebereinkunft nicht abgeändert wer-
sollen, und durch die seitdem erlassenen Bestim-
gen und Erhebungs-Rollen festgesetzt ist, oder
tig noch durch gesetzliche Deklarationen und Er-
ngs-Rollen weiter bestimmt werden wird.

Seine Fürstliche Durchlaucht werden zugleich in
hung der Abgaben von der Fabrikation des Brannt-
s und vom Braumalze, in Uebereinstimmung mit
deshalb in den westlichen Preufsischen Provin-
bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche
fügungen ergehen lassen, als erforderlich sind, um
h in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige
ichstellung zwischen diesen Provinzen und dem
stenthume Waldeck in Ansehung des innern Ver-
hrs und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen

1831 der Preufsischen Monarchie, desgleichen zum Ausla eintreten zu lassen. Um jedoch dem Wunsche, Branntwein-Fabrikationssteuer, wenn solche im Prei schen Staate besteht, vorerst noch nicht sofort ihrem ganzen Betrage einzuführen, möglichst zu v fahren, erklärt sich die Königlich-Preufsische gierung hierdurch damit einverstanden, dafs diese steuerung in den Branntwein-Brennereien des F stenthums Waldeck vorläufig während der näch drei Jahre nur zu zwei Drittheilen ihres vollen setzlichen Betrages statt finde, in Folge dessen Eingang des in dem Fürstenthume Waldeck gew nenen Branntweins in die westlichen und östlic Provinzen des Preufsischen Staats während dessel Zeitraums mit einer Abgabe belastet bleiben w welche einem Drittheile der Preufsischen Fabri tionssteuer von diesem Artikel gleich kömmt.

Sollte in der Folge etwa der Tabacksbau im F stenthume Waldeck in solcher Ausdehnung betrie werden, dafs zum Zwecke des gegenseitigen fr Verkehrs eine gleich grofse Besteuerung desselben, im Preufsischen Staate, gewünscht werden sollte; versprechen Seine Fürstliche Durchlaucht, auch in ser Beziehung die erforderliche Gleichstellung der gaben eintreten zu lassen.

Art. II. Die Art und Weise der Abfassung Verkündigung der in Gemäfsheit obiger Bestimm gen in dem Fürstenthume Waldeck zu erlassen Gesetze, die mit selbigen übereinstimmende Einr tung der Verwaltung, insbesondere die Bildung zu bewachenden Gränzbezirks gegen das Ausland, die Bestimmung, Errichtung und amtliche Befug der erforderlichen Zoll- und Steuerämter, soll gegenseitigen Einvernehmen, mit Hülfe der von den Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden K missarien, angeordnet werden, wobei man mögli darauf Bedacht nehmen wird, den Verkehr im Gr bezirke, so viel es die Bestimmungen der Zoll nung zulassen, zu erleichtern.

Die im Fürstenthume Waldeck zu errichte Haupt- und Nebenzoll- und Steuerämter sowohl auch die bei selbigen anzustellenden Beamten s als gemeinschaftliche angesehen, erstere auch als che bezeichnet werden.

Art. III. Die Fürstliche Regierung hat für die 1831
dnungsmäfsige Besetzung der in dem Fürstenthume
aldeck zu errichtenden gemeinschaftlichen Zoll- und
euer-Aemter, und der erforderlichen Gränzaufseher-
ellen Sorge zu tragen. Die von derselben hierzu
signirten Personen sollen einer von dem Provinzial-
euerdirektor zu Münster zu veranlassenden Prüfung
terworfen, und, nachdem sie von demselben als
alifizirt angenommen, und mit Anstellungs-Legiti-
tionen versehen worden, in der Art angestellt wer-
n, dafs sie von der Fürstlich-Waldeckischen Re-
erung für beide Landesherren in Eid und Pflicht
nommen, und mit Anstellungspatenten oder Bestal-
gen versehen werden.

Eine Ausnahme hiervon findet in Hinsicht des
er-Inspektors bei dem zu errichtenden Haupt-Zoll-
e, und der im Fürstenthume anzustellenden Ober-
ntroleurs dahin statt, dafs, vorbehaltlich deren
pflichtung für beide Landesherren durch die Fürst-
- Waldeckische Regierung, ihre Ernennung und
allung lediglich der Königlich-Preufsischen Re-
rung überlassen bleibt.

Die auf diese Weise angestellten Beamten werden,
ich den ausschliefslich Preufsischen Beamten der-
ben Kategorie, aus Preufsischen Kassen besoldet,
e Gränzaufseher auch uniformirt und bewaffnet. Die
öniglich-Preufsische Regierung übernimmt in ein-
tenden Fällen sowohl die Pensionirung des gedach-
n Ober-Inspektors und der Ober-Kontroleurs, als
ch, für die Dauer des Vertrages, diejenige der von
aldeck angestellten Beamten nach den für die Preufsi-
en Beamten bestehenden Grundsätzen, wogegen sie
r auch den angeordneten Gehaltabzügen für den
sionsfonds der Preufsischen Staatsdiener unterwor-
werden.

Art. IV. In allen Dienstangelegenheiten, ins-
ndere auch in Absicht der Dienst-Disziplin, ste-
die im Fürstenthume Waldeck angestellten Zoll-
d Steuer-Beamten und Gränzaufseher unter denje-
gen Preufsischen Beamten und Behörden, welche
Leitung des Zoll- und Steuerdienstes versehen.

Dagegen sind dieselben in allen Privat- und bür-
rlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenann-
gemeinen Vergehen, imgleichen bei Dienstver-

1831 gehen, wegen welcher gegen ausschliefslich Pr
sche Beamte derselben Kategorie eine förmliche
richtliche Untersuchung nöthig sein würde, den F
lichen Gerichten unterworfen.

In dem Falle, dafs ein in dem Fürstenthume
deck angestellter Zoll- oder Steuerbeamte, oder G
aufseher, aus disziplinarischen Gründen vom
zu suspendiren sein würde, imgleichen, wenn
gegen ihn verhängte gerichtliche Untersuchung
Suspension erforderlich machen sollte, wollen
Fürstliche Durchlaucht in dieser Hinsicht den K
lich-Preufsischen Provinzial-Steuerdirektor zu
ster, als von Höchstihnen dazu mitbeauftragt, di
ben Befugnisse, jedoch unter gleichzeitiger Be
richtigung der Fürstlichen Regierung, ausüben la
zu welchen er unter denselben Umständen gegen
schliefslich der Preufsischen Regierung verpflic
Beamte gleicher Kategorie gesetzmäfsig berechtig

Sollte der gedachte Königlich-Preufsische
vinzial-Steuerdirektor sich veranlafst finden,
Waldeckischer Seits angestellten Beamten auf de
ben Wege, welcher für die aufsergerichtliche Er
sung Preufsischer Beamten vorgeschrieben ist,
Entlassung zu bringen, so wird er darüber zuvo
der Fürstlichen Regierung in Rücksprache treten

Da auch nach Grundsätzen der Preufsischen
waltung öfters der Fall eintritt, dafs Zoll- oder St
beamte im Interesse des Dienstes von einer Stell
einer andern versetzt werden; so ist der König
Preufsische Provinzial-Steuerdirektor befugt, in
len, wo er solche Versetzungen entweder unter
Beamten im Fürstenthume Waldeck, oder aus
Fürstenthume Waldeck in das benachbarte König
Preufsische Gebiet und umgekehrt aus diesem in
für nöthig im Interesse des Dienstes erachten s
unter vorgängiger Rücksprache mit der Fürstl
Regierung hierzu zu schreiten. Die auf solche V
zum Dienste in das Fürstenthum versetzten Bea
werden alsdann gleich ihren Vorgängern von
Fürstlichen Regierung nach den Bestimmungen
Artikels III. für das gemeinschaftliche Interesse
pflichtet, mit einer Ausfertigung des Verpflichtu
protokolls versehen, und treten auf so lange, al
ihren Dienst im Fürstenthume verwalten, gän

die Kategorie der dortigen gemeinschaftlichen 1831
Beamten.

Sollte die Fürstliche Regierung Ihrerseits aus besonderen und persönlichen Rücksichten die Versetzung eines oder des andern Zoll- oder Steuerbeamten aus dem Fürstenthume Waldeck für wünschenswerth halten; so wird solche auf diesfälligen Antrag von dem Provinzial-Steuerdirektor veranlafst werden.

Art. V. Für die in dem Fürstenthume Waldeck einzurichtenden Zoll- und Steuer-Aemter wird die Fürstliche Regierung die erforderlichen Dienstgelassen auf eigene Kosten beschaffen und unterhalten, auch mit den nöthigen Utensilien versehen lassen. Dieselbe verpflichtet sich aber auch zu jeder erleichternden Mitwirkung, jedoch ohne Kostenübernahme, damit die zu der gemeinschaftlichen Dienstverwaltung gehörigen Beamten angemessene Wohnungen erhalten können.

Art. VI. Die Fürstliche Regierung verspricht, die Zollstrafsen im Fürstenthume Waldeck in gutem, stets fahrbarem Stande zu unterhalten, auch hinsichtlich des Chaussee-Geldes, welches auf den bereits bestehenden oder noch anzulegenden Chausseen erhoben werden sollte, die in beiden Staaten als ein Maximum der Chausseegebühr anzusehenden Sätze des dermahlen in Preufsen bestehenden allgemeinen Tarifs vom Jahre 1828 nicht zu überschreiten. Die Separaterhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen im Fürstenthume Waldeck, so wie in Preufsen, auf chaussirten Strafsen da, wo sie noch bestehen, aufgehoben, und die Ortspflaster der Chausseestrecken dergestalt eingerichtet werden, dafs davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarif zur Erhebung kommen.

Art. VII. Die von den Fürstlichen Unterthanen in dem Fürstenthume Waldeck verübten Zoll- und Steuervergehen sollen, insofern gegen die, nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte, administrative Entscheidung des Hauptzoll-Amtes oder der betreffenden Steuerbehörde auf förmliches gerichtliches Verfahren provozirt wird, von den Fürstlich-Waldeckischen Ober-Justizämtern im Auftrage des Fürstlichen Hofgerichts zu Korbach zur Untersuchung und Strafe gezogen werden. Die gegen die Erkenntnisse

1831 dieser Gerichte zulässigen Rechtsmittel werden bei dem Hofgerichte in Korbach verhandelt, wobei in den gesetzlich dazu geeigneten Fällen die Einholung eines weiteren Erkenntnisses bei der Fürstlichen Regierung zu Arolsen vorbehalten bleibt.

Seine Fürstliche Durchlaucht wollen die Anordnung treffen, dafs in den gerichtlichen Untersuchungen das Interesse der gemeinschaftlichen Verwaltung durch einen fiskalischen Beamten gehörig wahrgenommen werde. Da es für das beiderseitige Interesse von besonderer Wichtigkeit ist, dafs die vorkommenden Zoll- und Steuervergehen nach übereinstimmenden Grundsätzen beurtheilt und bestraft werden, so ist man für den Fall, dafs eine Ungleichförmigkeit in den Erkenntnissen der in dieser Hinsicht kompetenten Königlich-Preufsischen und Fürstlich-Waldeckischen Gerichte sich ergeben sollte, übereingekommen, sich über Maafsregeln zu vereinbaren, wodurch diesem Uebel abgeholfen, und die Gleichförmigkeit der Erkenntnisse sicher gestellt wird.

Art. VIII. Die Königlich-Preufsische Regierung verspricht sich über diejenigen Einnahmen an Zollgefällen und andern Erträgnissen, welche in Folge der in vorstehender Art zu bewirkender Vereinigung des Fürstenthums Waldeck mit den westlichen Preufsischen Provinzen zu einem Systeme der Zölle und der von der Fabrikation des Branntweins und vom Braumalze zu erhebenden Abgaben in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Fürstenthum Waldeck aufkommen werden, und hinsichtlich welcher die Fürstliche Regierung einen Mitgenufs in Anspruch zu nehmen hat, mit letzterer zu berechnen, und derselben diesen Antheil, welcher nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des Fürstenthums zu derjenigen der westlichen Preufsischen Provinzen ermittelt werden wird, baar zu gewähren. Dieser Antheil wird durch eine besondere Uebereinkunft zwischen ihrem Königlich-Preufsischen Finanzministerium und der fürstlichen Regierung festgestellt, und, so weit er nicht durch Ueberweisung der bei den Zoll- und Steuerkassen im Fürstenthume aufgekommenen reinen Einnahme gedeckt wird, in Quartal-Raten aus der Königlichen Provinzialsteuerkasse zu Münster gezahlt werden.

Art. IX. Von allen für Seine Fürstliche Durch- 1831
icht, Höchstdero Familie und Hofhaltung mit Fürst-
hen Hofverwaltungs-Attesten in das Fürstenthum
aldeck eingehenden zollpflichtigen Gegenständen,
erden die Gefälle nicht bei dem Eingange erhoben,
ndern nur notirt und bei der nächsten Erhebung
s Antheils Seiner Durchlaucht an den Sammt-Ein-
ünften in baarem Gelde angerechnet werden. — Das-
lbe soll auch hinsichtlich der für das Gräflich Wal-
ckische Haus zu Bergheim eingehenden Waaren
att finden.

Die abgabenpflichtigen Gegenstände, welche die
ürstliche Hofhaltung für den jährlichen Sommerauf-
nthalt in Pyrmont dahin mitzunehmen pflegt, sollen
nter Anwendung der erforderlichen Vorsichtsmaafs-
geln abgabenfrei aus Waldeck nach Pyrmont und
rück geführt werden dürfen.

Art. X. Alle in Folge überwiesener Zoll- und
teuervergehen im Fürstenthume Waldeck angefallenen
eldstrafen und Konfiskate, verbleiben, nach Abzug
es Denunzianten-Antheils, dem Fürstlichen Fiskus,
nd bilden keinen Gegenstand der gemeinschaftlichen
innahmen, wogegen aber auch die Versorgung der
Wittwen und Waisen der von der Fürstlichen Re-
ierung zum gemeinschaftlichen Dienste angestellten
oll- und Steuerbeamten und Gränzaufseher derse-
en überlassen bleibt.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafver-
vandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll-
nd Steuervergehen in dem Fürstenthume Waldeck
erurtheilten Personen, ist Seiner Fürstlichen Durch-
aucht vorbehalten, jedoch kann der Straferlafs leicht
uf den gesetzlichen Denunzianten-Antheil ausge-
ehnt werden.

Art. XI. Seine Fürstliche Durchlaucht beab-
ichtigen, auch in Ansehung des Salzverkaufs den
Einrichtungen der Königlich-Preufsischen Regierung
ich völlig anzuschliefsen, und werden diesen An-
chlufs, sobald es die Verhältnisse gestatten, ins
Werk setzen. Seine Königliche Majestät ertheilen
Seiner Fürstlichen Durchlaucht für diesen Fall die
Zusicherung vollständiger Theilnahme an dem Rein-
Ertrage des Salzdebits in den westlichen Provinzen
und in dem Fürstenthume Waldeck in dem Verhält-

1831 nisse der Bevölkerung des letzteren zu derjenigen der ersteren. Das Nähere hierüber wird Gegenstand künftiger Vereinbarung zwischen beiderseitigen Regierungen werden.

Art. XII. Von dem Tage der Ausführung gegenwärtiger Uebereinkunft an, wird zwischen den westlichen Preufsischen Provinzen und dem Fürstenthume Waldeck ein völlig freier Verkehr unter folgenden Ausnahmen, statt finden.

A. Die Einfuhr des Salzes aus dem Fürstenthume Waldeck in die westlichen Preufsischen Provinzen, bleibt für jetzt und bis zu der im vorhergehenden Artikel XI. vorbehaltenen Einführung der Preufsischen Salzregie verboten. Um bis dahin den Einwohnern des Fürstenthums Waldeck ihren Salzbedarf zu sichern, wird ein, dem zu 16 Pfund Salz für den Kopf der Bevölkerung angenommenen jährlichen Bedarfe entsprechendes Quantum, nach der freien Wahl der Fürstlichen Regierung, entweder aus der Saline zu Pyrmont nach dem Fürstenthume Waldeck abgabenfrei durch - oder unter gehöriger Kontrole und gegen Entrichtung der allgemeinen Eingangsabgabe von einem halben Thaler für den Zentner aus dem Auslande eingelassen, oder aus den im Preufsischen zunächst belegenen Privat - Salinen zu Westerkotten, Salzkotten und Sassendorf, für den nämlichen Preis, den die Preufsische Regierung daselbst bezahlt, verabfolgt werden. Die weiteren Verabredungen hierüber, so wie wegen der dabei zu nehmenden Kontrol - Maafsregeln bleiben den im Artikel II. gedachten beiderseitigen Kommissarien überlassen.

B. Hinsichtlich des Eingangs des im Fürstenthum Waldeck gewonnenen Branntweins in das Preufsische Gebiet wird auf die im Art. I. deshalb enthaltene Bestimmung Bezug genommen.

C. Das Einbringen der Spielkarten aus dem Fürstenthume Waldeck in das Preufsische Gebiet, so wie aus diesem in jenes, ist verboten. Da indessen in dem Fürstenthume Waldeck Spielkarten nicht angefertigt werden, wobei es auch in Zukunft verbleiben soll, so wird die Königlich - Preufsische Regierung eine dem Bedürfnifs entsprechende Quantität Spielkarten abgabenfrei in das Fürstenthum eingehen

sen, deren nähere Bestimmung, nebst der deshalb 1831
'orderlichen Kontrole, besonderer Verabredung
rbehalten bleibt, und verspricht die Fürstliche Re-
›rung, diese Spielkarten der bisher schon im Für-
›nthume bestandenen Stempelabgabe auch ferner zu
ıterwerfen.

D. Bei dem Eingange von Mehl, Getreide und
leisch aus dem Fürstenthume Waldeck in eine der
reufsischen Städte, wo Mahl- und Schlachtsteuer
ır Rechnung des Staats erhoben wird, ist diese Ab-
›be eben so, wie von den gleichartigen Preufsischen
rzeugnissen zu entrichten, und umgekehrt wird ein
leiches in den Städten im Fürstenthume Waldeck
ılten, wo eine ähnliche Abgabe etwa erhoben wer-
ın sollte.

E. Dergleichen Abgaben, welche von gewissen
ıländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt
ıi dem Einbringen in dieselbe erhoben werden, un-
ıliegen auch Waaren derselben Art, welche aus dem
ürstenthume Waldeck in eine zu jener Erhebung
ıfugte Preufsische Stadt, oder umgekehrt aus den
›stlichen Preufsischen Provinzen in eine gleich-
ıäfsig befugte Stadt des Fürstenthums Waldeck ein-
›bracht werden.

Da die Einführung neuer oder erhöhter Abgaben
ır Art, wovon vorstehend unter D und E die Rede
t, den gegenseitigen Verkehr belästigt, so wird die
ürstlich-Waldeckische Regierung nicht ohne das Ein-
›rständnifs der Preufsischen Regierung dazu schrei-
n, welche jedoch ihre Zustimmung nicht versagen
ird, wenn die einzuführenden oder zu erhöhenden
bgaben die Sätze der gleichartigen Preufsischen Ab-
›en nicht übersteigen.

Art. XIII. Die für die Fürstlichen Unterthanen
ı dem Fürstenthum Waldeck mit der Post ankom-
ıenden Waaren sollen gleichen Begünstigungen und
›schränkungen mit denen unterliegen, welche für
› Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. XIV. Da die in den Königlich-Preufsi-
ıen Staaten am höchsten besteuerten ausländischen
aaren, namentlich Kolonial-Waaren aller Art,
eine und Ellenwaaren, in dem Fürstenthume Wal-
›k bisher mit keiner, oder, wie beim Weine der
l ist, theilweise mit einer nur geringen Abgabe

1831 belegt gewesen sind, und frei aus dem Auslande
ben bezogen werden können, mithin, wenn
Preufsische Gränzbewachung gegen das Fürstent
wegfällt, den Königlichen Kassen ein bedeute
Verlust aus der Einführung unversteuerter Waa
Bestände von dort her in die westlich Preufsis
Provinzen erwachsen könnte: so erklärt sich
Fürstliche Regierung bereit, sobald als möglich
noch ehe der gegenwärtige Vertrag in Vollzug
setzt wird, alle Bestände fremder Waaren in
Fürstenthume Waldeck aufzuzeichnen, und von
sen Vorräthen beim Vollzuge des Vertrags die
gangs-Abgabe nach dem allgemeinen Tarif, je
nach Abzug der davon, wie namentlich bei
Weine, etwa bereits entrichteten Akzise, n
zahlen zu lassen, in sofern der Besitzer nicht
zieht, sie sofort und unter gehöriger Kontrole
der in das Ausland auszuführen.

Einer gleichen Aufnahme sollen auch die in
Fürstenthume vorhandenen Salzvorräthe zu
Zwecke unterworfen werden, um sie entweder
das nach Art. XII. A. abgabenfrei in das Fürs
thum einzulassende Salzquantum in Anrechnung
bringen, oder, falls etwa die im Art. XI. vorbe
tene Einführung der Salzregie sofort bei Vollziel
des Vertrages zu Stande kommen sollte, der N
versteuerung eben so, wie hinsichtlich der hoc
steuerten ausländischen Waaren vorstehend vera
det worden ist, zu unterwerfen.

Ueber die Art und Weise der Aufnahme,
wie weit dabei nach Bewandnifs der Umstände
gehen sein dürfte, imgleichen über die den Waa
Inhabern zu bewilligenden Zahlungsfristen, wird
besondere Vereinbarung vorbehalten, der Ertrag
Nachversteuerung aber der Königlich-Preufsis
und der Fürstlich-Waldeckischen Regierung zu
chen Theilen zufallen.

Art. XV. Sogleich nach Publikation des
genwärtigen Vertrags soll von Unterthanen des Pre
schen Staats und des Fürstenthums Waldeck, we
in dem Gebiete des andern kontrahirenden Th
Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suc
keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gle

äfsig die eignen Unterthanen derselben Art unter- 1831
orfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und andere Ge-
erbtreibende, welche blofs zum Ankaufe von Ge-
enständen für ihr eigenes Gewerbe, oder Handlungs-
eisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur
uster derselben bei sich zu führen und Bestellun-
n zu suchen berechtigt sind, auch sich als Inlän-
r diese Berechtigung in dem einen Staate durch
ntrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben ha-
n, in dem andern Staate deshalb keine weiteren
gaben entrichten, vielmehr die etwa erforderlichen
nzessionen oder Gewerbscheine unentgeltlich er-
lten.

Endlich sollen, aufser den in dem vorhergehen-
n Artikel XII. erwähnten Beschränkungen, die
terthanen in den beiderseitigen Landestheilen ihre
aren frei von Abgaben auf die Märkte bringen,
hierzu einer besonderen Konzession oder Legiti-
ion, oder eines Gewerbscheines für diesen Theil
Handels- und Gewerbe-Verkehrs, nicht bedürfen.

Art. XVI. In Hinsicht des Verkehrs zwischen
n Fürstenthume Waldeck und den östlichen Preufsi-
en Provinzen kommen gegenseitig in allen und je-
n Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus
n Fürstenthume Waldeck in die gedachten östli-
en Provinzen eingehenden Naturprodukte und Fa-
kate, völlig dieselben Grundsätze in Anwendung,
lche zwischen diesen und den westlichen Preufsi-
en Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Preufsischen
rthanen rücksichtlich des Verkehrs und Gewer-
triebes, wird den Einwohnern des Fürstenthums
ldeck auch gegenseitig in Beziehung zu allen mit
Preufsischen Monarchie durch Zoll- oder Han-
erträge verbundenen Deutschen Bundestaaten, in
äfsheit der zwischen Preufsen und diesen Staa-
geschlossenen Zoll- und Handelsverträge zu Stat-
kommen.

Art. XVII. Für den Fall, dafs in der Folge
Verhältnisse es gestatten sollten, das von dem
llverbande der westlichen Preufsischen Provinzen
Zeit noch ausgeschlossene Preufsische Amt Lügde
iesen Zollverband zu ziehen, soll auch das Für-

1831 stenthum Pyrmont nach Analogie der in dem ge wärtigen Vertrage angenommenen Grundsätze in sen Verband aufgenommen werden. Die näl Bestimmungen hierüber werden alsdann Gegen einer weiteren Verabredung und Uebereinkunf beiderseitigen Regierungen sein.

In Rücksicht auf diesen eventuellen Beitritt len dem Fürstenthume Pyrmont einstweilen in nem Verkehr mit den Preufsischen Staaten alle jenigen Erleichterungen zu Theil werden, deren Amt Lügde hinsichtlich seines Verkehrs mit der nerhalb der Preufsischen Zolllinie liegenden Pro zen genieſst.

Namentlich wird daher den Einwohnern des stenthums Pyrmont gestattet sein, ihre rohen N erzeugnisse des Landes und der Viehzucht, so die erweislich blofs aus dort erzeugten Stoffen ve tigten Waaren, ganz abgabenfrei über die Zoll einzuführen; auch wird dem Pyrmonter Mineral ser die Freiheit von dem tarifmäfsigen Eingangs für den Ein- und Durchgang zugestanden. Hins lich solcher Eingangserleichterungen, die für Pyr ter Fabrikate, welche ganz oder zum Theil aus f den Stoffen gefertigt werden, etwa gewünscht den möchten, bleibt der Fürstlichen Regierung behalten, mit dem Königlichen Provinzial-Steu rektor in Münster in Kommunikation zu treten.

Art. XVIII. Die Dauer des gegenwärtigen trages wird vorläufig bis zum Schlusse des Ja 1837 festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ab dieses Zeitraumes von der einen oder der an Seite keine Aufkündigung, so soll er als auf fer sechs Jahre und so fort von sechs zu sechs Ja verlängert, angesehen werden.

Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerh sten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die wechselung der Ratifikations-Urkunden, späte binnen acht Wochen bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und tersiegelt worden.

So geschehen Berlin den 16ten April 1831.

Ernst Michaelis. Ludwig Hagem. Theodor Neumann.

Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät 1831
n Könige und von Seiner Durchlaucht dem Für-
n zu Waldeck und Pyrmont am 16ten Juni c. ra-
zirt und sind die Ratifikations-Urkunden ausge-
ichselt worden.

47.

)éclaration ministeriélle du 1 Mai 831 concernant l'abolition concertée ntre l'Autriche et la Prusse de toute ifférence dans le traitement des na-res respectifs et de leurs cargai-ns dans les ports Prussiens et Autrichiens.

esetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1831 No. 6. p. 61.).

Nachdem Seine Majestät der König von Preufsen
d Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich in
m Wunsche übereingekommen sind, durch gegen-
itige Aufhebung alles Unterschiedes in der Behand-
ng der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in
llerhöchst Ihren Häfen, zur Beförderung des Han-
lsverkehrs Allerhöchst Ihrer hierbei betheiligten
terthanen beizutragen; so erklärt das unterzeich-
te Ministerium hierdurch in Folge Allerhöchsten
ftrags, und in Erwiederung der von dem Kaiser-
-Oesterreichischen Aufserordentlichen Gesandten
bevollmächtigten Minister Grafen von Trautt-
nsdorf, Namens Seiner Majestät des Kaisers von
sterreich, rücksichtlich der Preufsischen Schiffe aus-
stellten gleichen Zusicherung:

dafs in den Preufsischen Häfen die Oesterreichischen Schiffe bei ihrem Einlaufen wie bei ihrer Abfahrt, hinsichtlich aller Hafen-, Tonnen-, Leuchtthurm, Lootsen- und Bergegelder und überhaupt hinsichtlich aller anderen, jetzt oder künftig der

1831 Staats-Kasse, den Städten oder Privat-Ansta zufliefsenden Lasten oder Abgaben irgend einer oder Benennung, auf ganz gleichem Fufse mit Preufsischen Schiffen behandelt, auch die auf sterreichischen Schiffen ein- oder ausgefüh Waaren keinen höheren oder anderen Abgaben gend einer Art, als die auf Preufsischen Schi ein- oder ausgeführten Waaren zu erlegen ha unterworfen werden sollen.

Die Wirksamkeit dieser Gleichstellung soll 1sten April des laufenden Jahres ab beginnen, sich bis zum 1sten April 1841 erstrecken, alsc aber, wenn nicht ein Jahr vor letzterem Zeitpu von einer oder der andern Seite eine Aufkündig erfolgt sein sollte, noch ferner bis nach Ablauf eines res, nach geschehener Aufkündigung, bestehen blei

Berlin den 1sten Mai 1831.

Königlich-Preufsisches Ministerium der ausw tigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Ministerial-Erklärung, wird, n dem solche gegen eine übereinstimmende, von hiesigen Kaiserlich-Oesterreichischen Gesandten ter demselben Datum vollzogene Erklärung au wechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Ke nifs gebracht.

Berlin den 3ten Mai 1831.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheite

v. Schönberg.

48.

Déclaration concernant une conv tion sur la franchise d'émigrati entre l'Espagne et la Saxe royale co clue le 3 Mai 1831.

(*Gesetz-Sammlung für das Königreich Sach* 1831. 28sten Jul. Nr. 26. — *Neueste Staatsak* Bd. 25. p. 354.)

Nachdem zwischen den Königlichen Regierun von Sachsen und von Spanien, eine die Freizügigk

zwischen den beiderseitigen Staaten, feststellendes Ab- 1831
kommen getroffen worden ist, so wird auf Allerhöchsten und Höchsten Befehl, der Inhalt der hierüber unterm 3ten vorigen Monats gegenseitig ausgewechselten Deklarationen, mittelst der hier angefügten Uebersetzung, andurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht und haben sämmtliche Behörden, so wie überhaupt Alle, die es angeht, sich darnach gebührend zu achten.

Dresden, am 18ten Junius 1831.

Königlich-Sächsischer Geheimerrath:

Nostiz und Jaenkendorf.

Adolph von Weissenbach.

Uebersetzung der zwischen der Königlich-Sächsischen und der Königlich-Spanischen Regierung ausgewechselten Freizügigkeit-Deklaration.

Nachdem die Königlichen Regierungen von Sachsen und Spanien übereingekommen sind, die Art der Erwerbung und Ausführung der hinkünftig den Sächsischen Unterthanen in den Staaten Seiner Katholischen Majestät, oder den Spanischen Unterthanen im Königreiche Sachsen zufallenden Güter auf einen gleichen Fufs zu ordnen, so findet sich der Unterzeichnete ermächtigt zu erklären und erklärt hiermit: dafs das Heimfallsrecht und der Abschofs, wie solche im Königreich Sachsen — in den Staaten Seiner Katholischen Majestät — bestanden haben, oder noch bestehen möchten, hinsichtlich der den Unterthanen Sr. Katholischen Majestät — den Sächsischen Unterthanen — in diesen Landen zufallenden Erbschaften, aufgehoben sein sollen, und dafs die Spanischen — Sächsischen — Unterthanen demnach alles ihnen in Sachsen — Spanien — es sei durch Erbschaft ab intestato, durch letztwillige Verordnung, oder durch jedes andere unter Lebendigen, oder auf den Todesfall geschlossene Geschäft, zukommende bewegliche oder unbewegliche Eigenthum, Schuldforderungen u. s. w. erwerben, besitzen, auf Andere übertragen und ausführen mögen, ohne deshalb zu wesentlichem Aufenthalte in Sachsen, — Spanien — noch zu Erlangung von Naturalisationsbriefen verbunden zu sein; und dafs

1831 dieselben hinsichtlich der dem Fiskus, einzelnen G
meinheiten und Stiftungen zu entrichtenden Abgab
und Gefälle, als die Stempelsteuer und die Abga
für das Armuth, wie die eingeborenen Sächsischen
Spanischen — Unterthanen, welchen sie hierdu
völlig gleichgestellt werden, behandelt werden soll

Diese Erklärung wird, nach erfolgter Auswech
lung gegen eine gleichlautende von Seiten des Kön
lich-Spanischen — Königlich-Sächsischen — Ho
vom Tage der Unterzeichnung an, rücksichtlich al
anhängigen, oder sich ereignenden Successionsfälle
Vollziehung gebracht werden.

So geschehen, Dresden, am 3ten Mai 1831.

Der Kabinetsminister u. Staatssekretär der auswärtigen Angelegenheiten des Königreichs Sachsen u. s. w.

Joh. von Miltkwitz.

Auf Spezialbefehl Sei Majestät des Königs v Spanien, der Spanis Geschäftsträger am Köni Sächsischen Höfe.

Chevalier d'Aguila.

49.

Traité entre la Prusse et la prin pauté d'Anhalt-Bernbourg, conce nant le renouvellement des trait relatifs à l'accession des différent possessions d'Anhalt-Bernbourg s système d'impôts indirects Prussie du 17 Mai 1831.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preuſ schen Staaten* 1831. Nr. 7. p. 53.)

Da die Dauer der mit Seiner ältestregierenden He zoglichen Durchlaucht zu Anhalt, wegen des Beitri mit den verschiedenen Landestheilen des Herzogthum Anhalt-Bernburg zu dem Preuſsischen indirekte

Steuersysteme abgeschlossenen Verträge, mit dem Ende 1831
des vorigen Jahres abgelaufen, es aber die Absicht der kontrahirenden Theile ist, diese Verträge zu verlängern und nur bei einzelnen Bestimmungen für die neue Zeitperiode Abänderungen zu treffen; so haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preufsen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weifsen Bande u. s. w. und

Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt:

Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Friedrich Wilhelm Ludwig Freiherrn von Salmuth;

welche, nach vorausgegangener Unterhandlung, über nachstehende Artikel, unter Vorbehalt der Genehmigung übereingekommen sind.

Art. I. Die wegen des Beitritts Seiner Durchlaucht des ältestregierenden Herzogs zu Anhalt mit den einzelnen Theilen des Herzogthums zu dem Preufsischen indirekten Steuersysteme abgeschlossenen Verträge, namentlich:

1. der Vertrag vom 10ten October 1823 wegen Beitritts mit dem obern Herzogthume;
2. der Vertrag vom 10ten October 1823, wegen Beitritts mit dem Amte Mühlingen;
3. der Vertrag vom 17ten Juni 1826, wegen Beitritts mit dem untern Herzogthume;

sollen vom 1sten Januar d. J. ab, bis zu Ende des Jahres 1839, mit nachstehenden Abänderungen und Zusätzen, verlängert werden.

Art. II. Von der Verkündigung der gegenwärtigen Uebereinkunft ab, soll von Königlich-Preufsischen und Herzoglich-Anhalt-Bernburgischen Unterthanen, welche im Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichfalls die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und andere Gewerbtreibende, welche blofs für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe von Waaren machen, oder

1831 Handlungsreisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen und Bestellungen zu suchen berechtigt sind, auch sich als Inländer dieser Berechtigung in dem einen Gebiete durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Gebiete deshalb keine weiteren Abgaben entrichten.

Endlich sollen die Unterthanen in den beiderseitigen Landen ihre Waaren auf die Märkte bringen können, ohne dieses Theils ihres Gewerbes wegen einer besondern Konzession, oder Legitimation oder eines Gewerbescheines zu bedürfen.

Art. III. Da die im Artikel XIV. des Vertrages vom 10ten October 1823, wegen Beitritts mit dem oberen Herzogthume Anhalt-Bernburg, Artikel IV. des Vertrages vom 10ten October 1823, wegen Beitritts mit dem Amte Mühlingen, und Artikel X. des Vertrags vom 17ten Juni 1826, wegen Beitritts mit dem unteren Herzogthume enthaltenen Verabredungen in Beziehung auf die gegenseitige Freiheit des Verkehrs mit solchen inländischen Erzeugnissen, welche einer Verbrauchssteuer unterliegen, der gehegten Erwartung nicht völlig entsprochen haben, so sind die kontrahirenden Theile über folgende Bestimmungen übereingekommen, welche gleich nach Verkündigung der gegenwärtigen Uebereinkunft in Vollzug gesetzt werden sollen:

1. Die Herzoglich-Anhalt-Bernburgische Regierung wird die Maischsteuer und zwar mittelst derselben Gesetze, wonach sie bereits in allen übrigen Theilen des Herzogthums erhoben wird, auch im Amte Koswig am 1sten Juli d. J. einführen.
2. Demnächst wollen Seine Herzogliche Durchlaucht die erforderlichen Verfügungen ergehen lassen, damit vom 1sten Juli d. J. an, eine Gemeinschaft der Einnahme an Maischsteuer in den östlichen Preufsischen Provinzen und im ganzen Herzogthume Anhalt-Bernburg statt finden könne.
3. Da, besonders mit Rücksicht auf das Gewerbe und den Verkehr ihrer Unterthanen, beide kontrahirende Theile ein Interesse dabei haben, dafs die Besteuerung des Branntweins in jedem Lande genau nach den darüber erlassenen Vorschriften in Ausführung gebracht werde, so wollen *sie*

sich gegenseitig die Befugnifs einräumen, Be- 1831
amte abzuordnen, welche sich von der richtigen Erhebung und Kontrole der Getränke-Abgaben in dem andern Gebiete Ueberzeugung verschaffen sollen.

4. Was zur Ausführung der diesfälligen Bestimmungen (1. 2 und 3.) erforderlich ist, soll durch besondere, von beiden Seiten zu ernennende Kommissarien berathen, verabredet und demgemäfs angeordnet werden.
5. Der gesammte Ertrag der Maischsteuer in den östlichen Preufsischen Provinzen und dem Herzogthume Anhalt-Bernburg soll vermittelst einer, nach der Seelenzahl aufzustellenden Berechnung, zwischen beiden kontrahirenden Theilen, in der Art zur Theilung kommen, dafs die Netto-Einnahme in den beiderseitigen Landen jährlich gegenseitig vorgelegt und nach der Vorlksmenge durch Vergütung des Minder-Ertrages in der einen oder anderen Kasse ausgeglichen wird.
6. Die Verordnungen, wonach gegenwärtig im ganzen Umfange des Herzogthums Anhalt-Bernburg eine Abgabe vom Bier erhoben wird, sollen ohne Zustimmung der Königlich-Preufsischen Regierung nicht abgeändert werden können.
7. Wenn Taback im Umfange des Herzogthums Anhalt-Bernburg gebaut wird, so soll dieser derselben Abgabe, wie der in den Königlich-Preufsischen Landen erzeugte, unterworfen sein.

Art. IV. Der Berechnung des Antheils Seiner
rzoglichen Durchlaucht an dem Einkommen von
njenigen Abgaben, welche an der äufsern Gränze
hoben werden, soll für die ersten drei Jahre vom
ten Januar d. J. ab, das Ergebnifs der letzten im
ern und untern Herzogthume, imgleichen im Amte
ühlingen abgehaltenen Volkszählung zu Grunde ge-
t, auch in der Folge diese Volkszählung von drei
drei Jahren erneuert und demgemäfs der Antheil
iner Herzoglichen Durchlaucht auch fernerhin be-
chnet werden. Auch soll, mit Rücksicht auf die
ute abgeschlossene besondere Uebereinkunft, wegen
genseitiger Aufhebung des Elbzolls, bei Anwendung
r übrigen allgemeinen Grundsätze der Berechnung,
ie solche im Artikel III und IV. des Vertrages vom

1831 10ten October 1823, bestimmt sind, kein Untersc
zwischen dem oberen Herzogthume und dem un
Herzogthume Anhalt-Bernburg, mit Inbegriff des A
Mühlingen, statt finden.

Art. V. Der Artikel XII. des Vertrages, w
Beitritts mit dem untern Herzogthume vom 17ten
1826, wonach Seine Herzogliche Durchlaucht
vorläufig das Recht der Forterhebung der Elb-
Saalzölle vorbehielten, wogegen es auch der Kö
lich-Preufsischen Regierung überlassen blieb,
den unmittelbar nach dem untern Herzogthume gel
den oder daher kommenden Schiffen den Elb-
Saalzoll erheben zu lassen, tritt in Folge der h
abgeschlossenen Uebereinkunft wegen gegenseit
Aufhebung des Elbzolles vom 1sten Juli d. J. an,
aufser Kraft.

Art. VI. So weit einzelne Verabredungen
Vertrages vom 10ten October 1823, wegen Beit
mit dem obern Herzogthume in Folge des spät
Beitritts mit dem untern Herzogthume Anhalt-B
burg aufser Kraft gekommen sind, hat es, wie
von selbst versteht, unter vorausgesetzter Fortd
jenes Beitritts, auch ferner sein Bewenden.

Art. VII. Handelsverträge, welche zwis
Preufsen und anderen Staaten abgeschlossen we
und das Interesse der Herzoglich-Anhalt-Bernbu
schen Unterthanen berühren, sollen in ihren Fo
den gedachten Unterthanen eben so, wie den Kö
lich-Preufsischen, zu Statten kommen.

Art. VIII. Erfolgt ein Jahr vor dem Abl
der gegenwärtigen Uebereinkunft von der einen
der andern Seite keine Aufkündigung, so soll
selbe als stillschweigend bis zum Ablaufe von a
mals neun Jahren und sofort verlängert anges
werden.

Zu Urkund dessen ist diese Uebereinkunft
den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet
untersiegelt worden.

Berlin, den 17ten Mai 1831.

Albrecht Friedrich Eichhorn.
Friedrich Wilh. Ludw. *Frhr.* v. Salmu

Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Maje
dem Könige unter dem 19ten Mai und von Se

rchlaucht, dem ältestregierenden Herzoge von An- 1831
lt unter dem 20sten ejusdem ratifizirt und die Ra-
kations-Urkunden sind am 30sten desselben Mo-
ts zu Berlin ausgewechselt worden.

50.

raité entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg pour régler les roits de navigation sur la Saale; du 17 Mai 1831.

esetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten. 1831. Nr. 7. p. 57.)

achdem durch Artikel XXXII. der Elbschifffahrts-
te vom 23sten Juni 1821, verabredet worden, dafs
Anwendung und Ausdehnung der in derselben
haltenen Bestimmungen auf Nebenflüsse, welche
s Gebiet verschiedener Staaten trennen oder durch-
römen, so weit nicht besondere Umstände entgegen-
hen, den betreffenden Staaten zum besondern Ab-
mmen überlassen bleiben solle, die diesfällige Ver-
redung auch bei der Saale, als Nebenflusse der Elbe,
s auf die Regulirung der Schifffahrts-Abgaben, we-
ntlich in Ausführung gekommen ist, die Feststellung
eser Abgaben aber bisher in den besonderen, zwischen
reufsen und Anhalt-Bernburg bestehenden Verhält-
ssen mancherlei Schwierigkeiten gefunden hat; so
ben Seine Majestät der König von Preufsen und
ine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu An-
lt, in der Absicht diese Schwierigkeiten zu besei-
n und die Benutzung der Saale für Handel und
fffahrt auf alle Weise zu erleichtern, Bevollmäch-
te ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen:
Allerhöchst-Ihren Berg-Hauptmann Franz Wilhelm Werner Freiherrn von Veltheim, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weifsen Bande; und

1831 Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht z
Anhalt:

Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Friedric
Wilhelm Ludwig Freiherrn von Salmuth,

welche auf den Grund der vorausgegangenen Unter
handlungen, nachfolgende Uebereinkunft verabred
und, unter Vorbehalt der Genehmigung, abgeschlo
sen haben.

Art. I. Sämmtliche bisher auf der Saale besta
dene Zollabgaben, so wie auch jede unter was i
mer für Namen bekannte, Erhebungen und Auflage
womit die Schifffahrt dieses Flusses bisher im Preuf
schen und Anhalt-Bernburgischen Gebiete belas
war, sollen vom 1sten Juli d. J. an, mit der in d
folgenden Artikel (II) bestimmten Ausnahme, sowe
im Verkehr zwischen den beiderseitigen Gebieten,
in dem Verkehr eines derselben durch das andere
dem Auslande und umgekehrt, und zwar für
ganze Strecke des Flusses von dem Punkte an,
er überhaupt schiffbar ist, bis zu dessen Einmünde
in die Elbe, fernerhin nicht mehr entrichtet werd

Art. II. Vom 1sten Juli d. J. an, soll rück
sichtlich des vorbemerkten Verkehrs (Art. I.)
noch erhoben werden können:

a. auf Preufsischem Gebiete:

1. ein Schleusengeld in dem Betrage und in der Ar
wie solches durch die Verordnung vom 31st
Dezember 1826 und den ihr beigefügten Ta
(Königlich-Preufsische Gesetz-Sammlung Jah
gang 1827 Stück 2. Seite 3.) bestimmt ist;
2. ein Seilgeld, wie solches 1815 erhoben word
und zwar von fünf Silbergroschen von jed
Fahrzeuge, für welches das Seil gesenkt wi

b. auf Anhalt-Bernburgischem Gebiete:

1. ein Schleusengeld bei Bernburg in den Fäll
wo solches bisher entrichtet wurde, jedoch
nach dem dieser Uebereinkunft beiliegend
Tarif:
2. ein Seilgeld zu Grofs-Wirschleben mit 4 Gg
von jedem Fahrzeuge, für welches das Seil g
senkt wird.

Art. III. Unter den Abgaben, wovon der Ar
tikel I. handelt, sind die Eingangs- u. Ausgangs-Abga
ben und Verbrauchssteuern nicht begriffen, mit wel

n einem jeden kontrahirenden Theile das Recht 1831
bleibt, die in sein eigenes Landesgebiet ein- und
demselben auszuführenden Waaren, sobald sie
i Flufs verlassen haben, oder noch nicht auf den
ıfs gekommen sind, nach seiner Handelspolitik zu
egen, sofern nicht hierüber die besondern zwischen
n kontrahirenden Theilen abgeschlossenen Zoll-
ərträge über die Anschliefsung Anhalt-Bernburgs
das Preufsische indirekte Steuersystem ein Ande-
ı bestimmen.

Art. IV. Nachdem Preufsen mit grofsem Ko-
n-Aufwande die Saale noch in letzter Zeit auf
er grofsen Strecke, wo sie es bisher noch gar
t war, schiffbar gemacht hat und auch die An-
t-Bernburgischen Unterthanen zur Benutzung der
ifffahrt auf der für dieselbe neu gewonnenen Flufs-
cke gleich den Preufsischen Unterthanen, zuläfst,
verpflichtet sich Anhalt-Bernburg um so bereit-
liger, auch alle auf seinem Gebiete in diesem
se sich etwa findenden Schifffahrts Hindernisse zu
itigen und insbesondere die Schleuse bei Bern-
g stets in ganz brauchbarem Stande zu erhalten,
die diesfällige Verbindlichkeit mit der Entstehung
bisher von Anhalt-Bernburg erhobenen Gefälle
sammenfällt.

Art. V. Seine Majestät der König von Preufsen
geben sich aller Ansprüche, welche wegen Nicht-
chtung der früheren, zwischen Preufsen und An-
t-Bernburg rücksichtlich der Saal-Schifffahrt be-
ndenen vertragsmäfsigen Verhältnisse gegen An-
t-Bernburg Preufsischer Seits erhoben worden sind.

Dagegen wollen auch Seine ältestregierende Her-
gliche Durchlaucht Ihrerseits nicht nur allen gegen
ufsen in Beziehung auf die Saal-Schifffahrt erho-
en Ansprüchen entsagen, sondern auch auf die
chädigungssumme Verzicht leisten, welche bei
genheit des Beitritts Seiner Herzoglichen Durch-
cht mit dem untern Herzogthume zu dem Preufsi-
en indirekten Steuer-Systeme in einem Separat-
tikel zu dem Vertrage vom 17ten Juli 1826 für
halt-Bernburg, jedoch ohne Anerkennung einer
rbindlichkeit, stipulirt worden ist.

Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur Ra-
fikation eingereicht und die Auswechselung der Ra-

1831 tifikations-Urkunden spätestens binnen vier W in Berlin bewirkt werden.

Dessen zu Urkund ist derselbe von den b seitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und unt gelt worden.

Berlin, den 17. Mai 1831.

FRANZ WILHELM WERNER *Frhr.* v. VELT. FRIEDRICH WILHELM LUDWIG *Frhr.* v. SALI

Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Ma dem Könige unter dem 19ten Mai und von S Durchlaucht dem ältestregierenden Herzoge zu halt unter dem 20sten ejusdem ratifizirt, und die tifikations-Urkunden sind am 20sten desselben nats zu Berlin ausgewechselt worden.

Tarif

nach welchem die Schleusengefälle auf der zu Bernburg zu erheben sind.

1. Von einem Schiffsgefäfs, dessen Tragfähigkeit 1200 Ztnr übersteigt,	beladen	9 Rthlr.	—
	unbeladen	2 —	—
2. Von einem Oderkahn und allen andern zum Waarentransport bestimmten kleinern Schiffen,	beladen	4 —	12
	unbeladen	1 —	6
3. Fischerkähne, Anhänge, Handkähne, Nachen, Gondeln		- —	4
4. Von jedem zwanzig Stück Flofsholz, sie seien in Boden, Tafeln, Pletzen, Karinen oder auf irgend eine andere Art verbunden		- —	16

Unverbundenes Brenn- und Nutzholz dar der schiffbaren Saale nicht ferner verflöfst we Wird es auf Pletzen oder Flöfsen fortgeschaffi wird eine Klafter Brennholz, und ein Ring Stab einem Stücke Flofsholz gleich gerechnet.

Besondere Bestimmungen.

1. Sind die zu 1 und 2 genannten Gefäfse blofs Erzen, Stein- oder Braunkohlen, Holz, Bruch-, Kalk-, Schiefer- und Ziegelsteinen, mit Erden, imgleichen mit thierischem Dünger

andern Düngungsmitteln, z. B. ausgelaugter Asche, 1831
Düngesalz u. s. w., beladen, so werden nur die für ungeladene Schiffsgefäfse festgesetzten Sätze entrichtet.

Die Schleusen-Abgabe trägt der Schiffer, welcher ohne eine besondere Uebereinkunft nicht berechtigt ist, das Entrichtete dem Eigenthümer der Waare anzurechnen.

Wer es unternimmt, sich der Abgabe zu entziehen, zahlt neben derselben den vierfachen Betrag der Abgabe als Strafe.

51.

Traité entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant l'accession de ce dernier au traité conclu entre la Prusse et les duchés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Dessau du 27 Juillet 1828 concernant l'abolition de l'octroi de l'Elbe; signé le 17 Mai 1831.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1832 No. 12. pag. 145.)

Seine Majestät der König von Preufsen und Seine regierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt, in der Absicht, den am 17ten Juli 1828 zwischen Preufsen, Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, wegen gegenseitiger Aufhebung des Elbzolls abgeschlossenen Vertrag, zu welchem der Beitritt im Artikel VIII. desselben Seiner Herzoglichen Durchlaucht vorbehalten worden, auch auf die Anhalt-Bernburgischen Lande auszudehnen, haben Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen:
Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath, Al-

1831 brecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen Bande u. s. w. und

Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt:

Höchst Ihren Geheimen Legationsrath, Friedrich Wilhelm Ludwig Freiherrn von Salmuth

welche, nachdem die Hindernisse, die bis jetzt jenem Beitritte entgegenstanden, durch den heute, wegen Regulirung der Schifffahrts-Abgaben auf der Saale zwischen Preufsen und Anhalt-Bernburg abgeschlossenen Vertrag, beseitigt worden, nachstehende Uebereinkunft, mit Vorbehalt der Genehmigung verabredet haben:

Art. I. Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt treten dem, am 17ten Juli 182[illegible] zwischen Preufsen, Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, wegen gegenseitiger Aufhebung des Elbzolls abgeschlossenen Vertrage bei.

In Folge dieses Beitritts kommen vom 1. Juli d. J. ab, folgende Bestimmungen in Anwendung.

Art. II. Von allen Gegenständen, welche auf der Elbe

a. im Anhalt-Bernburgischen Gebiete eingeladen worden sind, um in das Preufsische, Anhalt-Köthensche und Anhalt-Dessauische Gebiet eingeführt zu werden, oder

b. aus dem Auslande nach dem Anhalt-Bernburgischen Gebiete eingehen, mit der Bestimmung, dort zu bleiben, oder

c. in dem Anhalt-Bernburgischen Gebiete eingeladen worden sind, um durch das Preufsische, Anhalt-Köthensche oder Anhalt-Dessauische Gebiet ins Ausland verschifft zu werden,

soll weder an den Preufsischen Elbzollstellen, noch an denen Ihrer Herzoglichen Durchlauchten der Herzöge zu Anhalt-Bernburg, Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, der traktatenmäfsige Elbzoll erhoben werden.

Art. III. Eben so soll auch von allen Gegenständen, welche auf der Elbe

a. in dem Preufsischen, Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauischen Gebiete eingeladen worden sind,

a in das Anhalt-Bernburgische Gebiet eingeführt 1831
i werden, oder

b. aus dem Auslande mit der Bestimmung nach dem reufsischen, Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauischen Gebiete eingehen, oder

c. im Preufsischen, Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauischen Gebiete eingeladen worden sind und urch das Anhalt-Bernburgische in das Preufsische, nhalt-Köthensche und Anhalt-Dessauische Gebiet er in das Ausland verschifft werden,

e traktatenmäfsige Elbzoll an den Zollstellen der achten Staaten nicht erhoben werden.

Ausgenommen sind jedoch Waaren, welche aus n Packhofe in Rofslau nach dem Auslande ausgert werden sollen. Wie von diesen der Elbzoll, l zwar in dem vollen Satze, der Preufsen für ganze Strecke von Wittenberg bis Mühlberg ktatenmäfsig gebührt, Preufsischer Seits erhoben d, so ist derselbe ferner auch traktatenmäfsig an nhalt-Bernburg zu entrichten.

Art. IV. Die Abgabe von den Fahrzeugen oder e Rekognitionsgebühr wird nur dann erhoben werden, wenn die Schiffe nicht innerhalb des Preufsischen und Anhaltischen Gebiets verbleiben, sondern e Bestimmung haben, ihre Fahrt in das Ausland rtzusetzen.

Art. V. An die Stelle des Elbzolles und der kognitionsgebühr, wo beide nach vorstehenden Bemmungen wegfallen, dürfen keine anderen Belastungen treten. Doch versteht es sich von selbst, dafs Erhebung der tarifmäfsigen Ein- und Ausgangsgaben, welche Preufsen in Folge der besonderen rträge mit Ihren Herzoglichen Durchlauchten von nhalt-Bernburg, Anhalt-Köthen und Anhalt-Des- zusteht, durch die gegenwärtige Uebereinkunft n Eintrag geschehen soll.

Art. VI. Wie mit Rücksicht auf die gegenseie Aufhebung des Elbzolls, unter denselben Umständen, unter welchen dieser Zoll nicht entrichtet wird, Verhältnifs Preufsens zu Anhalt-Köthen und Anhalt-essau, auch auf der Saale Preufsischer Seits statt ler bisherigen Abgaben nur die Schleusengefälle, elche zur Instandsetzung und Unterhaltung der hleusen nach dem Tarife vom 31sten Dezember

1831 1826 bestimmt sind, Anhalt-Köthenscher Seits das bisherige Seilgeld bei Nienburg, nur in e vorläufig auf 4 Ggr. von dem Schiffe, für we die Senkung des Seils geschieht, festgesetzten Be erhoben wird, so machen Sich Seine ältestregier Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt gegen Pre anheischig, vom 1sten Juli d. J. ab, so lange der genwärtige Beitrittvertrag in Kraft bleibt, im hältnifs zu Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau gleicher Herabsetzung des Seilgeldes bei Nien auf 4 Ggr., auch nur das Schleusengeld bei Bern und das Seilgeld bei Grofs-Wirschleben in dem trage erheben zu lassen, wie beide zwischen Pre und Anhalt-Bernburg in dem heute wegen Re rung der Schifffahrts-Abgaben auf der Saale u zeichneten Vertrage normirt worden sind.

Art. VII. Die etwa erforderlichen Maafsr zur Verhütung von Unterschleifen sollen zwis dem Königlich-Preufsischen Generaldirektor Steuern, der Herzoglich-Anhalt-Bernburgischen, gleichen der Herzoglich-Anhalt-Köthenschen und halt-Dessauischen obersten Behörde, besonders abredet werden.

Art. VIII. In Absicht der Dauer, der schweigenden Verlängerung und der Wiederaufhe dieser Uebereinkunft, gelten die nämlichen Be mungen, welche in Beziehung auf die Erneuerun Vertrages wegen Anschliefsung der Herzoglich-halt-Bernburgischen Lande an das Preufsische rekte Steuersystem in Anwendung kommen.

Art. IX. Da der ganze Inhalt der gegenw gen Uebereinkunft, auf das Verhältnifs von An Bernburg zu Anhalt-Köthen und Anhalt-De wie sich von selbst versteht, nur dann Anwen findet, wenn die beiden letzteren Staats-Regieru sich denselben durch geeignete Erklärungen anei so behält Preufsen sich vor, Ihre Herzogli Durchlauchten von Anhalt-Köthen und Anhalt-sau hierzu besonders einzuladen.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll unverzüglich Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung desfallsigen Urkunden spätestens binnen vier Wo bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist die Uebereinkunft von den 1831
eiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidruckung
irer Siegel, unterzeichnet worden.

Berlin den 17ten Mai 1831.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN.
FRDR. WILH. LUDW. *Frh.* v. SALMUTH.

Vorstehender Königlich-Preufsischer Seits am
9ten Mai 1831 und Herzoglich-Anhalt-Bernburgi-
cher Seits unterm 20sten Mai 1831 ratifizirter Staats-
ertrag, wird hierdurch mit dem Bemerken zur öffent-
chen Kenntnifs gebracht, dafs dem im Art. IX. ent-
ltenen Vorbehalte gemäfs, Ihre Hochfürstlichen
rchlauchten, die Herzöge von Anhalt-Köthen und
nhalt-Dessau mittelst der Höchsteigenhändig resp. un-
m 16ten und 15ten März 1832 vollzogener Urkun-
n, den Beitritt Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht
s Herzogs von Anhalt-Bernburg zu dem unterm
ten Juli 1828 abgeschlossenen Staatsvertrage, mit
n Versprechen akzeptirt haben, die Uebereinkunft
m 17ten Mai 1831, in Absicht aller Verbindlich-
iten, welche Höchstdenenselben danach obliegen, ge-
u in Ausführung bringen zu lassen.

Berlin, den 31sten Mai 1832.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.
EICHHORN.

52.

Traité entre la Bavière et le Wurtemberg d'un côté et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha de l'autre côté concernant l'accession du baillage saxon de Koenigsberg au système des douanes de Bavière et de Wurtemberg, signé le 14 Juin 1831.

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern* 1831. 7. Octobr. Nr. 37. *Neueste Staats-Akten* Bd. 25. pag. 408.)

Zwischen den Kronen Baiern und Würtemberg
eines und dem Herzoglichen Hause Sachsen-Koburg-

1831 Gotha andern Theils, ist wegen Inklavirung des Her
zoglichen Amtes Königsberg in den Baierisch-Wür
tembergischen Zollverein, durch beiderseitige Bevoll
mächtigte unterm 14ten Junius d. J. ein Vertrag un
terzeichnet, und von den allerhöchsten und höchste
Theilen genehmigt worden, dessen Inhalt andurch
mit dem Beisatze bekannt gemacht wird, dafs de
erste November d. J. als Termin zu dessen Vollzu
bestimmt worden sei.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. I. Seine Durchlaucht der Herzog von Sach
sen-Koburg-Gotha erklären Sich, unbeschadet Ihre
Landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit, mit Ihre
innerhalb der Landesgränzen des Königlich-Bai
schen Staats eingeschlossenen Besitzungen, we
das Amt Königsberg bilden, dem Baierisch-Würte
bergischen Zollverein und dem indirekten Abgabe
system des Königreichs Baiern, in so weit dies
dem Ende nöthig sein möchte, beizutreten.

Demnach sollen die Gesetze und Anordnung
über die auf den Eingang, Ausgang, Durchgang,
wie auf die Produktion, den inneren Verkehr un
den Verbrauch von Waaren gelegten Abgaben,
weit sie respektive in dem Baierisch-Würtemberg
schen Zollverein und in den Königsberg zunächst
liegenden Baierschen Bezirken gegenwärtig bestehe
oder künftig erlassen werden, in dem Herzoglich
Amte Königsberg eben so zur Anwendung komme
als wenn sie von Sr. Durchlaucht dem Herzoge selb
ausgeflossen wären.

Art. II. In Gemäfsheit des Art. I. sollen da
die Baierisch-Würtembergischen Gesetze über
Zölle und die Baierischen Gesetze über die Au
schlagsgefälle, namentlich die Vereinszollordnu
und der Vereinszolltarif vom 12ten November 18
die Zollverwaltungsreglements, insbesondere die Ve
ordnung über die Kompetenz der Zollbehörden vo
8ten Febr. 1829, über den Gränzverkehr vom 4
Febr. 1829, über die Aufsicht und Kontrole bezü
lich auf das Zollwesen vom 20sten September 18
über Erleichterung der Durchfuhr im Zollvereine vo
22sten September 1828, über die Zollschutzwehr un
Sicherungsanstalten vom 3ten October 1828 u. s. w

nn die Verordnung vom 28sten Julius 1807 und 1831
e derselben nachgefolgten verschiedenen Novellen
er die allgemeine Gleichstellung und Erhebung der
ier-, Branntwein- und Malzaufschläge unmittelbar
ch Auswechselung der Ratifikationen dieses Ver-
ges in den gedachten Gebietstheilen von der Her-
glichen Behörde förmlich publizirt, und dieselben
u ordnungsmäfsigen Vollzuge angewiesen werden;
ch wird angeordnet werden, dafs die Gesetze und
rordnungen, welche künftig in Bezug auf das Zoll-
sen, dann die Produktions-, Verkehrs- und Ver-
chssteuern in Baiern erlassen werden sollten, der
zoglichen Regierung zu Koburg, durch die Kö-
liche Regierung des Untermainkreises in Würz-
jedesmal förderlich mitgetheilt werden, damit
Herzoglichen Behörden hiervon amtliche Kennt-
erhalten und die Publikation im Amtsbezirke
igsberg rechtzeitig verfügen können.

Von dem Augenblicke an, wo der Beitritt des
zogl. Sachsen-Koburg-Gothaischen Amtes Kö-
berg in Vollzug kommt, haben auch die Bestim-
ngen der bisher daselbst bestandenen Verordnun-
über die von fremdem Bier und Fleisch zu ent-
tenden höheren Trankssteuer- und Akzise-, Bier-
nig- und Fleischsteuerabgaben vom 18ten Sep-
ber 1829, und so auch alle Arten von Auflagen,
che die Natur einer Zollabgabe haben, gegen Bai-
und Würtemberg aufser Anwendung zu treten.

Art. III. Seine Königliche Majestät von Baiern
Seine Königliche Majestät von Würtemberg eines
Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Ko-
-Gotha andern Theils, sichern Ihren Unterthа-
gegenseitig einen völlig freien Gewerbs- und
delsverkehr zwischen den Königreichen Baiern
Würtemberg und den Gebietstheilen des Herzog-
n Amtes Königsberg in derselben Art und Aus-
nung, als wenn dieselben einer und der nämlichen
ierung untergeben wären. Insbesondere werden
Bewohner dieser Herzoglichen Gebietstheile hin-
tlich ihrer Erzeugnisse und Fabrikate im Umfang
Baierschen und Würtembergischen Lande diesel-
Rechte und Freiheiten geniefsen, welche den
erschen und Würtembergischen Unterthanen zu-
hen, und bei ihrem Verkehr in den Königl. Baie-

1831 rischen und Königl. Würtembergischen Staaten mehr Abgaben zahlen, als die Königlich-Baieri und Würtembergischen Unterthanen.

Desgleichen werden die Königlich-Baieri und Königlich-Würtembergischen Unterthane Amtsbezirke von Königsberg eben so behandelt den, so dafs auch solche inländische Erzeugniss Fabrikate, welche mit besonderen Fabrikations- Verbrauchssteuern belegt sind, wenn sie diese St einmal entrichtet haben, ohne weitere Abgabe sonstiges Hindernifs frei aus einem Lande in da dere übertreten.

Der Gebrauch der in den Königlich-Baieri und Königlich-Würtembergischen Staaten jetzt handenen, oder in Zukunft weiter herzustell Förderungsmittel des Verkehrs, steht den Her chen Unterthanen auf dieselbe Art zu, wie e Königlich-Baierischen und Würtembergischen U thanen dermalen zugestanden ist, oder weiterhi gestanden werden mag. Insbesondere werden denselben Kanal-, Schleusen-, Brücken-, F Hafen-, Wege-, Krahnen-, Wege-, Pflaster-, M Stand- und Niederlagsgelder, und überhaupt Lei gen für den Gebrauch von allen Anstalten zur F derung des Verkehrs nur dann erhoben, wenn gleichen Abgaben auch von Königl. Baierischen, Würtembergischen Unterthanen erhoben werden in diesem Falle nur in demselben Betrage und denselben Bedingungen, wie von den letztern. sind dieselben, wenn sie bei dem Eintritt in Stromgebiet oder das Gebiet der Landwege der niglich-Baierischen und Würtembergischen St die etwa nöthigen Vorschriften über die Urspr zeugnisse, ihre Unterthansverhältnisse als Angeh des Amtes Königsberg und andere Erfordernisse den freien Verkehr oder den Durchgang zu geni erfüllt haben, keinen andern Maafsregeln zur rechthaltung der Strom- oder Wegpolizei ode Verkehrs und des Durchgangs unterworfen, als jenigen, welche den Königlich-Baierischen und niglich-Würtembergischen Unterthanen in sol Fällen auferlegt oder vorgeschrieben sind.

Art. IV. Seine Königl. Majestät von B und Seine Königl. Majestät von Würtemberg ver

en ferner, dafs Seine Durchlaucht der Herzog von 1831
chsen-Koburg-Gotha an dem Reinertrage der Zölle
s Baierisch-Würtembergischen Zollvereins im Ver-
ltnisse der Bevölkerung des Amtes Königsberg An-
eil nehmen solle.

alzaufschlag und die gegenseitige Kontrolirung der Malzaufschlags-Verwaltung.

Art. V. Die Erhebung der im Amte Königs-
g einzuführenden Malzaufschläge soll durch die
rzoglichen Behörden geschehen, und in die Her-
lichen Landeskassen fliefsen, übrigens aber wol-
doch Seine Durchlaucht der Herzog von Sach-
-Koburg-Gotha gestatten, dafs die benachbarten
nigl. Baierischen Oberaufschlag-Aemter sich durch
rdnung von Beamten, welche sich bei der betref-
den Behörde zu Königsberg gehörig auszuweisen
en, die Ueberzeugung verschaffen, dafs überall
genau der Königlichen Verordnung vom 28sten
as 1807 und den darauf gefolgten Novellen ge-
s verfahren werde. Gleiche Berechtigung soll da-
n der Herzoglich-Sächsischen Behörde in Bezug
die Kontrolirung der gehörigen Beobachtung der
chten Verordnung in dem anstofsenden Königl.
rischen Gebiet zustehen.

Défraudation.

Art. VI. Die Untersuchung gegen Handlungen
zoglicher Unterthanen, wodurch die Königlich-
risch-Würtembergischen Zollgesetze übertreten
die Einnahmen aus Zöllen oder Regalien gefähr-
werden möchten, es sei nun, dafs eine Handlung
Amtsbezirke Königsberg, oder aufser demselben
eckt werden, den einzigen Fall ausgenommen,
der Uebertreter im Baierischen und Würtember-
en Staatsgebiete auf frischer That ergriffen wor-
ist, soll vom Herzogl. Justizamte Königsberg
hrt werden.

Dasselbe erkennt in erster Instanz in allen Zoll-
sachen, in welchen den Königlichen Untergerich-
in Baiern und Würtemberg eine gleiche Kompe-
z eingeräumt ist. Das Untersuchungs- und Straf-
fahren ist, in so weit eine kriminelle Strafbarkeit
ht vorliegt, sowohl bei dem genannten Gerichte

1831 erster Instanz, als auch bei den höheren Geri
vor welche die Sache nach dem im Herzogt
Sachsen-Koburg-Gotha verfassungsmäfsig geo
ten Instanzenzug gelangen möchte, nach den
risch-Würtembergischen Zollgesetzen, insbeso
nach den Bestimmungen der Zollordnung vom
1828 §. 93. bis 111, zu bemessen, und in jedem
soll das Verfahren so viel als möglich abge
auch durchaus keiner unnöthigen Verzögerung
gegeben werden.

Wenn in Folge dieser obigen Bsstimm
Zollstrafen verfügt werden, so fallen dieselben
Abzug des Aufbringer-Antheils und der defrau
Gefälle den Herzoglichen Kassen anheim, auch
bleibt Seiner Herzogl. Durchlaucht die unbeschr
Uebung des Landesherrlichen Begnadigungs-
Straferlafsrechtes.

Uebrigens werden sich die hohen Kontrah
in den zur gegenseitigen Sicherung der Lande
lichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe
Unterthanen nothwendigen Maafsregeln einand
genseitig freundschaftlich unterstützen. Seine L
laucht der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha
len namentlich gestatten, dafs die Königlichen
beamten die Spuren begangener Unterschleife a
Ihr Gebiet verfolgen und mit Zuziehung der Orts
keiten sich des Thatbestandes versichern. In
zu dessen Feststellung oder zur Sicherung der G
und Strafen, Visitationen, Beschlagnahme und
kehrungen in Antrag gebracht werden, sollen
zugezogenen Ortsobrigkeiten, sobald sie sich ve
Zulässigkeit den Umständen nach überzeugt
solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstal

Einige besondere Verhältnisse.

a. *Salz-Konsumtion.*

Art. VII. Die Bewohner des Herzoglichen
tes Königsberg werden das benöthigte Salz dur
Königl. Baierischen Salzfaktoreien und um die
Preise, wie die Königl. Baierischen Untertha
den umliegenden Distrikten, beziehen.

Seine Durchlaucht werden Sorge tragen,
kein anderes als Baierisches Salz im gedachten

zirke verbraucht und die Königl. Baierischen Ver- 1831
dnungen im Betreff der Salzregie daselbst streng
frecht erhalten werden.

Seine Königl. Majestät werden dafür dem Her-
gl. Aerar eine der jährlichen Salzkonsumtion ange-
essene baare Vergütung anweisen lassen.

b. *Spielkarten und Kalender.*

Art. VIII. Seine Durchlaucht wollen ferner
he Fabrikation von Spielkarten, im Gebiete des Am-
s Königsberg nicht gestatten.

Dagegen wird von Seiten der Königl. Baieri-
en Regierung veranstaltet werden, dafs eine dem
brauche des gedachten Bezirks angemessene Quan-
t von Spielkarten, welche mit dem Koburg-Go-
ischen Kartenstempel versehen, und mit Attesten
r Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Lan-
behörde begleitet sind, aus dem Herzogthume
hsen-Koburg-Gotha über das Königliche Ver-
zollamt Ermershausen nach vorausgegangener ge-
iger Deklaration bei demselben frei nach Königs-
g gelangen könne.

Dasselbe soll auch in Beziehung auf den Bedarf
Kalendern gelten.

Schlufs.

Art. IX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertra-
wird bis zum Schlusse des Jahres 1842 festge-
zt; wird in diesem Jahre keine Aufkündigung von
r einen oder anderen Seite erfolgen, so soll der-
be als stillschweigend auf weitere zwölf Jahre
längert angesehen werden.

München den 9ten October 1831.

Staatsministerium des Königl. Hauses und des Aeufsern.

Graf von Armansperg.

Braun.

53. 54. 55.

1831 1832 *Traités entre le grand-duché de Saxe Weimar-Eisenach et le duché d'Altenbourg concernant l'arrangement d'anciennes prétentions, conclus à Altenbourg le 13 et le 16 Juin 1831 et le 13 Novembre 1832.*

(*Grofsherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenach'sches Regierungs-Blatt.* Nr. 2. 1833. p. 5.)

I.

Zwischen dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach und dem Herzogthume Altenburg bestanden bisher in dem dermaligen Umfange ihrer Staatsgebiete eine bedeutende Anzahl, zum Theil seit Jahrhunderten unerledigt gebliebener Irrungen und Ansprüche.

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach und Se. Durchlaucht, der Herzog zu Sachsen-Altenburg, beseelt von dem Wunsche zum Besten Höchstihrer beiderseitigen Lande, alle diese Irrungen und Ansprüche auf dem Wege der Ausgleichung und gütlichen Vereinigung freundnachbarlich zu erledigen, ernannten zu diesem Geschäfte Bevollmächtigte, und zwar:

I. Se. Königliche Hoheit, der Grofsherzog, Karl Friedrich von Sachsen-Weimar-Eisenach:
   1. Allerhöchst-Ihren damaligen geheimen Regierungsrath bei der Landesregierung zu Weimar Georg Friedrich Konrad Ludwig von Gerstenbergk, nunmehr Kanzlar der Landesregierung zu Eisenach, und
   2. Allerhöchst-Ihren Kammerrath, Ottokar Thon zu Weimar;

II. Se. Durchlaucht, der Herzog Friedrich zu Sachsen-Altenburg:
   Höchst-Ihren damaligen Regierungs- und Kammerrath, nunmehrigen geheimen Konferenzrath

und Präsident der Landesregierung zu Altenburg, 1831
Christian Gottfried Hermann daselbst. 1832

ese Bevollmächtigten haben eine Reihe Konferen-
n in Weimar, Cahla, Ronneburg, Altenburg, Mei-
ngen und Sulza gehalten und endlich zu Altenburg
ie Vereinigung bis auf Allerhöchste Ratifikation
rabredet, wie der nachstehend darüber abgefafste

Staatsvertrag

sagt.

Derselbe besteht in einem Hauptvertrage und in
iem Nebenvertrage.

Die Gründe Für und Wider standen sich nämh bei mehren Gegenständen der beiderseitigen Anrüche und zwar gerade bei den Hauptgegenständen schroff einander gegenüber; die Urkunden, welche tscheiden sollten, waren zum Theil so alt und dunl; der Besitzstand und die Gründe für die Anrüche theilweise so widersprechend, dafs selbst im ege der Austräge ein Ergebnifs sich kaum hoffen sen durfte, und nur im Wege des Austausches gant Dörfer und Landestheile ein Mittel gefunden wern konnte, die sich kreuzenden Ansprüche zum Be:n beider Länder zu beseitigen. Diese Austauschunn und die Abtretungen, welche damit im Zusamenhange stehen, sollen der Inhalt des fraglichen auptvertrages sein.

Dem Nebenvertrage sollen einverleibt werden alle ereinigungen über Differenzen, welche minder beutend waren und meist an Ort und Stelle von den zu beauftragten beiderseitigen Bezirksämtern ermitlt, verglichen, oder doch zur Vereinigung darüber rbereitet wurden.

Was nun die Gegenstände betrifft, welche der auptvertrag umfassen soll, so ist die Ausgleichung folgt durch gegenseitige Abtretung von Gebietstheiin und Gefällen, wie nachsteht:

§. 1. Es tritt nämlich Se. Königl. Hoheit, der rofsherzog, von Sachsen-Weimar-Eisenach vom Grofserzogthume Sachsen an des Herzogs zu Sachsen-Altenburg, Durchlaucht, und an das Herzogthum Sachen-Altenburg ab:

A. an Gebietstheilen und Einkünften, auf welche bisher beide höchste, Vertragschliefsende Theile Ansprüche machten:

1831 1. das ganze Dorf Bobeck mit Kirche, Pfarrei,
1832 Schule, und der ganzen Flur Dorf-Bobeck; ausgeschlossen die Flur Wüstbobeck und das Franzische Holz im Dorf-Bobecker Flur; wie das Nähere deshalb im §. 6. unter A. 1. näher verabredet und bestimmt worden ist;

2. den Weimar'schen Antheil am Dorfe Hetzdorf, an zweien Höfen und dazu gehörigen Feldern, wie solches §. 6. unter A. 2. näher besagt;

3. die Weimar'schen Steuer-, Lehen- und Zinsrechte in der Altenburg'schen Flur Droschka, Amts Eisenberg, wie solches im §. 6. unter A. 3. näher bestimmt ist;

4. die Weimar'schen Ansprüche an das Patronat-Recht über die Altenburg'sche Kirche, Pfarrei und Schule im Altenburg'schen Dorfe Hohendorf, Amts Eisenberg, unter den §. 6. bei A. 4. beschriebenen Bedingungen;

5. die Weimar'schen Ansprüche auf die so genannten Pflugfrohnen der vormaligen Abtei Bürgel, welche die Altenburg'schen Abteidörfer zu leisten hatten, bei den im §. 6. unter A. 5. erwähnten Verhältnissen;

6. den so genannten Gleichenschen Hof im Dorfe Dröfsnitz nebst dazu gehörigen Feldern;

7. die zwei Weimar'schen Güter im Dorfe Kefslar nebst dazu gehörigen Grundstücken, so wie das Nähere §. 6. unter A. 7. bezeichnet und bedungen worden;

8. den ganzen Weimar'schen Antheil an dem Dorfe Dienstädt, wie das Spezielle deshalb §. 6. unter A. 8. beschrieben und verglichen worden;

9. die zwei Weimar'schen Häuser im Dorfe Linda, nebst dazu gehörigen Grundstücken, wie dieses §. 6. unter A. 9. näher bezeichnet ist;

10. das Rittergut Unterrenthendorf und das Dorf Unterrenthendorf mit Kirche, Pfarrei, Schule und Flur, wie das Nähere §. 6. unter A. 10. umständlich beschrieben und bedungen worden;

11. die Weimar'schen Unterthanen im Dorfe Hellborn mit fünf Häusern, wie solches §. 6. unter A. 10 und 11. näher bezeichnet und verglichen ist;

12. die Weimar'schen Besteuerungsrechte in dem Dorfe Kleinebersdorf, wie deren Betrag in der

beiderseitig anerkannten Aufrechnung mit aufgenommen worden; 1831 1832

13. den Weimar'schen Antheil im Dorfe Rückersdorf nach den näheren Bestimmungen des §. 6, 13. und §. 4, 10;

14. einige Grundstücke und Gefälle in der Flur des Altenburg'schen Dorfes Reust nach den Einzelnheiten im §. 6, 14. und §. 4, 10;

15. die strittigen Hoheits- und Erhebungsrechte an der Gränze der Weimar'schen Fluren Lindenkreuz und Rothenbach und der Altenburg'schen Flur St. Gangloff, wie dieses §. 6. unter A. 15. weitläufig beschrieben und verglichen ist.

An Gebietstheilen und Einkünften, welche unstrittig Weimarisch waren:

16. zwei Häuser im Dorfe Hilbersdorf, nach den näheren Bestimmungen §. 6. unter B. 16. u. §. 4, 10;

17. den Weimar'schen Antheil an dem Dorfe Grobsdorf nach den speziellen Verabredungen im §. 6. unter B. 17. und §. 4, 10;

18. den Gasthof zu den Ziegenböcken unter den weiteren Bedingungen im §. 6. unter B. 18;

19. von den Zinsen und Lehen, welche Weimar im Altenburg'schen Amte Eisenberg zu beziehen hat, jährliche Einkünfte auf Funzig Thaler hoch, nach dem, was in den §. 6. unter B. 19. und §. 3. näher deshalb angegeben und verglichen ist.

§. 2. Se. Durchlaucht, der Herzog zu Sachsen-Altenburg, treten dagegen an Se. Königliche Hoheit, den Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach an Gebietstheilen und Einkünften ab:

I. und zwar erstlich an strittigen Gegenständen:

1. die ganze Wüstung Bobeck unter den näheren Bestimmungen §. 7. unter A. 1.;

2. ein Stück, ehemals Franzische Holz in der bisher strittigen Dorfbobecker Flur, wie solches §. 7. unter A. 2. beschrieben und bedungen worden;

3. die Ansprüche auf Hoheit und Gerichtsbarkeit über ein Stück Stadtbürgelscher Flur, welches zwischen den Fluren Hohendorf und Droschka liegt, nach der Bestimmung des §. 7. unter A. 3.;

4. das Thalemann'sche Gut in Thränitz und einen Zins vom vormals Feukertschen Gute daselbst,

1831 1832 wie dieses §. 7. unter A. 4. näher beschrieben und bedungen worden;

5. Landeshoheit und Steuern über ein Gut in Kleinkröbitz und die Gerichtsbarkeit von einer und einer halben Hufe Landes im Kleinkröbitzer Flur nach §. 7. unter A. 5.;

6. Jagd und Hoheit auf dem Münchengehren, so wie dieser Distrikt im §. 7. unter A. 6. näher bezeichnet ist.

B. Zweitens an unstrittigen Gegenständen:

7. Dorf, Flur, Kirche, Pfarrei, Schule und Geleite Grofslöbichau nach dem Näheren im §. 7. unter B. 7. erwähnt;

8. die bisher Altenburg gehörige Hälfte des Dorfes Graitschen mit den bisher Altenburg'schen Theilen des Rittergutes daselbst, der Kirche, Pfarrei, Schule und Geleite, nach den Bestimmungen des §. 7. unter B. 8.;

9. ein Gut zu Wittersroda, wie solches §. 7. unter B. 9. besagt;

10. einige Zinsen zu Stadt Lobeda und in den Dörfern Laasan, Kunitz, Löberschütz und Jenalöbnitz, wie solche in der Aufrechnung, die unter A diesem Vertrage beiliegt, verzeichnet wurden.

§. 3. Alle diese gegenseitigen Abtretungen sind wegen ihrer Erträge, so genau als möglich war, nach bestimmten Grundsätzen veranschlagt worden. Die Berechnung, was Weimar erwirbt, ist unter A diesem Vertrage angeheftet, die Berechnung, was Altenburg erwirbt, unter B ebenfalls. Beide Aufstellungen gegenseitig durchgegangen, anerkannt und unterzeichnet, sollen integrirende Theile dieses Rezesses ausmachen. Beide höchste Staatsregierungen leisten sich Gewähr bis zum letzten Dezember 1835, dafs die Angaben des bisherigen Ertrages in diesen Aufstellungen richtig aufgenommen sind, und versprechen sich, sogleich alle Bücher und Rechnungen, aus denen jene Zusammenstellungen genommen wurden, entweder in Urschrift, oder in kostenfreien beglaubten Auszügen auf Verlangen ohne allen Rückhalt mitzutheilen. Die Einkünfte, welche diese beiden Aufstellungen enthalten, sind gegenseitig abgetreten, wenn auch die Titel dazu in gegenwärtigem Hauptvertrage nicht ausdrücklich erwähnt wären.

Es lag in den Absichten beider Staatsregierungen, 1831
im ungewissen Zustande langjähriger Irrungen ein 1832
nde zu machen, damit nicht ferner einzelne Gebiets-
eile der Theilnahme an allgemeinen Staatslasten ent-
gen blieben, welche bisher von den übrigen Unter-
anen übertragen werden mufsten, und zugleich Ge-
ets-Purifikationen zu besserer Handhabung der Po-
zei und einfacherer Gefälleerhebung eintreten zu
ssen. Keiner der sich vergleichenden Staaten sollte
chtheil durch die Vereinigung in Bezug auf seine
nnahmen leiden. Es sind deshalb die genauesten
rechnungen eingetreten, insoweit dieses möglich
ar, da bei vielen Gebietstheilen, welche Gegenstand
r Aufrechnung waren, eben wegen der gegenseiti-
n Widersprüche nur einige Abgabenzweige, bei an-
ren nur geringere, sowie frühere Jahrhunderte sie
stgestellt hatten, in die Berechnungen aufgenommen
erden konnten und Ein Staat diese Theile ganz über-
iesen erhalten mufste, welche der Andere ihm we-
n des bisherigen Einkommens nur gering veran-
hlagen konnte, während eben dieser Andere Gebiets-
eile abgetreten erhielt, welche schon voll und nach
uerem Maafsstabe besteuert waren. Daher mufste,
s Weimar unter diesen Umständen Altenburg nur

Achthundert siebenzehen Thaler sechs Groschen
1¼ Pfennig

ichsisch aufrechnen konnte, Altenburg aber an Weimar
Ein Tausend ein Hundert zwanzig und neun Tha-
ler zwanzig und zwei Groschen 5 Pf. Sächs.
en jener Ungleichheit wegen und weil Altenburg
ehr solcher unbesteuerter Seelen abgetreten erhält,
ne Summe Weimar zu Gute gerechnet werden, über
elche man sich, nach den schwierigsten Berechnun-
n, dahin vereinigte, dafs Weimar an Altenburg,
ufser der in der Aufrechnung unter A aufgeführten
sherigen Einnahme an 817 Thaler 6 Gr. 1¼ Pf.
ächs., noch die Summe von

Funfzig Thalern Sächs.

hrliche Einnahmen an Lehengeldern und Zinsen von
en Gefällen abtritt, welche es im Altenburg'schen
mte Eisenberg zu erhalten hat, mithin zusammen

Achthundert sechzig und sieben Thaler 6 Gr.
1¼ Pf. Sächs.

eide Theile halten sich durch diese Summen völlig

1831 ausgeglichen und wollen wegen des Mehr oder Min-
1832 der der abgetretenen Gegenstände an Land, Leuten und Einkünften durchaus gegenseitig keinen Anspruch machen.

§. 4. Als allgemeine Bestimmungen wegen der §. 1. und §. 2. genannten gegenseitigen Abtretungen im Wege des Tausches sind verabredet:

1. Wo dieser Vertrag nicht ausdrücklich etwas Anderes bestimmt, geschehen sämmtliche Abtretungen ohne Einschränkung an Land, Leuten, Souverainitäts-, Hoheits-, Oberlehenherren- und Abgaben-Rechten aller Art, im weitesten Sinne genommen.
2. Die künftige Landesgränze bildet die Jagdgränzen, insoweit von unmittelbaren Grofsherzogl. und Herzogl. Jagdgerechtsamen und denen der beiderseitigen Kammergüter die Rede ist. Hierdurch erledigen sich zugleich die gegenseitigen Ansprüche Weimar'scher Seits auf die Langenleite bei Petersberg, und Altenburg'scher Seits auf einen Theil des Reviers Rockau. Ausnahmen von dieser Regel treten ein:
   a. wo der Vertrag sie ausdrücklich nennt;
   b. mit dem Grofsherzogl. Jagdreviere Geunitz im Herzogl. Altenburg'schen Gebiete, Bezirkes Leuchtenburg mit Orlamünda.

   Die Jagdbefugnisse der Privat-Personen beider Länder bleiben unverändert, sowie überhaupt
3. alle Privat-Rechte der beiderseitigen Unterthanen und Kammergüter durch die Abtretungen unberührt und unverändert bleiben sollen, wo nicht der Rezefs etwas Anderes bestimmt. Dahin gehören unter gleicher Beschränkung auch gegenseitige Bannrechte und Frohnen, sowohl an die Staatsregierungen als an Privaten beider Länder, welche in dem andern Staat fortzuleisten, aber auf verfassungsmäfsigem Wege gegen Entschädigung ablösbar sind.
4. Gegenseitig sollen Grundstücke der Domainen, Kirchen, Pfarreien, Schulen und frommen Stiftungen, wenn sie bis heute abgabenfrei waren, es bleiben, wenn auch solche Grundstücke durch diesen Vertrag abgetreten werden; sie können aber in Folge allgemeiner Landtagsbeschlüsse auf

verfassungsmäfsigem Wege, jedoch nur gegen 1831
volle Entschädigung, mit Abgaben belegt werden. 1832

5. Wenn Weimar'sche Steuern erhoben werden im Gebiete Altenburgs, oder Altenburg'sche im Gebiete Weimars, welche in den Aufrechnungen Weimars und Altenburgs als abgetreten nicht aufgeführt wären: so bezieht der Staat sie fort, welcher sie heute bezog.

6. Alle Rechte und Verbindlichkeiten der gegenseitig abzutretenden Unterthanen an die Brand-Assekuranz-Institute beider Länder bleiben bis zum letzten Dezember 1832 unverändert; dann werden diese Unterthanen in die Institute der Länder, zu denen sie abgetreten werden, aufgenommen.

7. Die bis heute bestandenen Verhältnisse der durch den Tausch betroffenen, gegenseitigen Unterthanen zu ihren Kirchen, Pfarreien und Schulen sollen durch gegenwärtigen Vertrag nicht verändert werden.

8. Die Ueberweisungen der abgetretenen Gebietstheile und Rechte sollen einen Monat nach erfolgter Ratifikation beider Staatsregierungen erfolgen.

9. Aufser der, §. 3. gedachten zeitlangen Gewähr der Abgaben des bisherigen Ertrages der abgetretenen Gebietstheile und Rechte, kann von beiden Staatsregierungen eine Gewähr in Bezug auf Anzahl der Grundstücke, deren Gröfse, der Seelen und des *künftigen* Ertrages der Staatseinnahme von dem Abgetretenen, bei dem redlichsten Willen, nach Lage der Sache, doch nicht geleistet werden.

10. Wegen der Vasallen, deren Hauptgüter im Königreiche Preufsen liegen, bestimmt §. 6. unter A. 8. das Nöthige. Wegen der Vasallen aber, deren Hauptgüter im Grofsherzogthume Weimar bleiben, und von denen Theile an Altenburg abgetreten werden, namentlich:

a. des Herrn Fürsten von Hohenlohe Ingelfingen, Durchlaucht, wegen der zum Rittergute Oppurg gehörigen, an Altenburg abgetretenen Untersassen zu Dienstädt (s. §. 6, 8. und §. 4, 10. dieses Rezesses),

b. des Advokaten Wächter auf Oberrenthendorf

1831 wegen der Erbgerichtsbarkeit und sonst
1832 Rechte über fünf Häuser zu Hellborn (s. §. 6,
und §. 4, 10. dieses Rezesses),

c. des von Kutschenbach auf Thränitz,

α. wegen des bisher Weimar'schen Antheiles
Rückersdorf (s. §. 6. Zahl 13. und §. 4, 10.
ses Rezesses),

β. wegen der Rechte in der Flur des Dorfes R
(s. §. 6. Zahl 14. und §. 4. 10. dieses Rezes

γ. wegen des bisher Weimar'schen Antheiles
Grobsdorf (s. §. 6. Zahl 17. und §. 4. 10.
ses Rezesses),

d. des von Wolfersdorf auf Endschüz wegen
bisher Weimar'schen Antheiles im Dorfe
bersdorf (s. §. 6. Zahl 16 und 4. Zahl 10.
ses Rezesses)

ist Folgendes bedungen worden:

α. das Lehnsverhältnifs selbst anlangend:

aa. die Besitzer der Weimar'schen Ritterg

αα. Oppurg,
ββ. Endschüz und
γγ. Thränitz

werden Vasallen des Herzogthumes Alten
wegen der an Altenburg abgetretenen Th
in Bezug auf Untersassen, Liegenheiten,
zinsen, Frohnen, Lehengelder, Jagdnutzu
und anderer Gerechtsame,

zu αα. zu Dienstädt,
zu ββ. zu Hilbersdorf,
zu γγ. zu Grobsdorf, Rückersdorf und Reust.

bb. Sie müssen als solche Vasallen Altenb
die Lehen muthen, in herrschender und
nender Hand, bei dem Herzogl. Altenbu
schen Lehenhofe zu Altenburg. Es
ihnen aber kein Lehenschein, kein Leh
brief ausgefertigt. Eine förmliche Beleih
geschieht nicht. Der Lehenhof in Altenb
fertigt blofs einen Rekognitions-Schein
welche rnach der Weimar'schen Hauptbe
hung eine kurze Bestätigung wegen der
tenburg'schen Lehenstheile von Altenbu
schen Landes- und Lehensherrn enth
Ebenso soll auch bei Konsens-Ertheil
gen vom Lehenhofe zu Altenburg nur e

kurze Bestätigung angehangen werden, wenn Konsens auch auf die Altenburg'schen Lehensantheile gesucht wird. 1831 1832

An Gebühren ist von diesen Vasallen zu zahlen:

bei dem ersten Lehensfalle in dienender Hand nach der Abtretung, von allen Haupt- und Mitbelehenten sämmtlich gar nichts;

in allen Lehensfällen herrschender Hand von allen Haupt- und Mitbelehenten für den Rekognitions-Schein nur die Gebühren der Reinschrift und der Einhändigung;

bei allen Lehensfällen in dienender Hand von allen Haupt- und Mitbelehenten einen Thaler acht Groschen für den Rekognitions-Schein, und aufserdem die Reinschriften und Bestellungsgebühren;

bei allen Konsens-Ertheilungen nur die Reinschrift der Bestätigung und die Bestellungsgebühren.

β. Was sodann die *Gerichtsbarkeit* anlangt: so müssen

aa. die bisherigen Untersassen und Liegenheiten des Gutes Thränitz zu Grobsdorf, Rückersdorf, — auch die Besitzer der in der Flur Reust abgetretenen Grundstücke, wenn diese zu ermitteln sind, wegen dieser Grundstücke — ferner Recht nehmen und sind dingpflichtig in der Gerichtsstelle zu Thränitz;

bb. derselbe Fall ist dieses mit den Untersassen und Liegenschaften des Gutes Endschütz zu Hilbersdorf, welche zur Gerichtsstelle in Endschütz ferner dingpflichtig bleiben;

cc. und eben so wegen der Untersassen und Liegenschaften des Gutes Oppurg in Dienstädt, welche ferner bei dem Gerichte Oppurg dingpflichtig sind;

dd. wegen aller an Altenburg abgetretenen Unterthanen und Landestheile werden die Altenburg'schen Untersassen von Thränitz zu Grobsdorf und Rückersdorf vom Gerichte Thränitz, die Altenburg'schen Untersassen von Endschütz zu Hilbersdorf vom Gerichte Endschütz und die Altenburg'schen Untersas-

1831
1832

sen von Oppurg zu Dienstädt vom Ge
Oppurg formell und materiell nach A
burg'schen Gesetzen gerichtet; die Ber
gen deshalb gehen an die Altenburg'
Landesstellen.

ee. Wenn die Gerichtsinhaber zu Thränitz,
schütz und Oppurg einen Direktor oder
tuar ihrer Gerichtsstellen wählen: so l
sie, nachdem solche wegen ihrer Wei
schen Untersassen bestätigt würden, es
Herzoglichen Landes - Justiz - Kollegiu
Altenburg anzuzeigen und dieses giebt,
weitere Bestätigung, dem Altenburg's
Bezirksamte der an Altenburg abgetret
fraglichen Parzellen Auftrag zu der -
den ersten Fall kostenfreien — Abnahm
Landeshuldigung an des Herrn Herzog
Altenburg Durchlaucht, welche die Justi
und Aktuare der Gerichtsstellen zu Thrä
Endschütz und Oppurg wegen der diesen
len dingpflichtigen Altenburg'schen U
thanen zu schwören haben.

11. In allen Gebietstheilen, welche von Weim
Altenburg abgetreten werden, soll vom Tage
Uebergabe an, materielles und formelles Al
burg'sches Recht gelten, dagegen von demse
Zeitpunkte an Weimar'sches materielles und
melles Recht in den von Altenburg an Wei
abgetretenen Gebietstheilen und zwar, was
Gut in Thränitz betrifft, welches künftig
Bezirke des Kreises Neustadt gerechnet wird,
der Hand das dort dermalen noch geltende
niglich-Sächsische Recht, was die Wüstung
beck, Grofslöbichau, Graitschen, Wüstbo
anlangt, nach den Weimar'schen Gesetzen, wel
in dem Amte gelten, zu welchem sie geschl
werden; was das Gut in Wittersroda betr
nach den Gesetzen, nach welchen dem übri
Dorfe Wittersroda Recht gesprochen wird;
endlich die Kleinkröbitzer Hufe anlangt, n
den Gesetzen, nach welchen im Amte Jena
schieden wird.

12. Das Einkommen sämmtlicher Lokal-, Stee
und Geleitseinnehmer in den Orten, welche

getreten werden, soll, insofern dieses aus den 1831
Staatskassen fliefst, diesen angestellten Personen, 1832
von dem Staate, an welchen sie abgetreten wurden, gewährt werden, und zwar lebenslang, oder bis zu ihrer Versetzung in andere Stellen, wo sie dieselbe Höhe des Einkommens beziehen.

Sollte von Einer der Staatsregierungen übersehen den sein, in der Zusammenstellung der, dem an- Staate überwiesenen Staatseinkünfte das vom ertrage abzuziehen, was er aus Staatskassen an rer und Schullehrer jährlich etwa zu geben hätte: oll der Betrag dem andern Staate nachträglich ge- rt werden, und zwar in sofern es ein blofses peri- ches Emolument betrifft, auf die Lebenszeit der offenen Person, sobald es sich aber von einer fun- n Dotation handelt, für immer.

§. 5. Was nun die näheren und einzelnen Be- mungen betrifft, unter welchen die gegenseitigen retungen verabredet wurden: so sind solche we- der Abtretungen vom Grofsherzogthume Weimar las Herzogthum Altenburg in dem sechsten Para- hen zusammengefafst worden und zwar nach den laufenden Buchstaben und Zahlen des ersten §. ebenso die wegen der Abtretung vom Herzog- ne Altenburg an das Grofsherzogthum Weimar in siebenten Paragraphen nach der Reihefolge des iten Paragraphen.

§. 6. Betreffend die Gebietstheile und Rechte, che von Weimar an Altenburg abgetreten werden: sind diese zu A. erstlich solche, an welche beide tsregierungen entweder überhaupt oder wegen ein- er Rechte bisher Ansprüche machten.

1. das ganze Dorf Bobeck mit Kirche, Pfarrei, chule, mit allen Abgaben und der ganzen Hoheit ird Altenburgisch; eben so die ganze Flur dieses orfes mit Ausnahme des vormaligen Franzischen olzgrundstücks, welches nach §. 2, 2. bei Weimar leibt und künftig einen Theil des Grofsherzogli- hen Forstes Waldeck ausmacht. Die Gränze der lur Dorfbobeck soll von der Wüstung Bobeck, welche bei Weimar bleibt (s. §. 2. A. 1.), so getrennt werden, dafs

die Wiese an dieser Gränze zwischen zweien Gränzhecken, welche eine Gemeinde-Wiese des

1831 Dorfes Bobeck ist und dermalen mit der Gem
1832 Schenke verpachtet ist, Altenburgisch wi derselben aber der Weg bleibt, welcher für die Oekonomiefuhren der Besitzer von stücken in den Fluren Dorfbobeck und W beck gemeinschaftlich bisher und als V Weg von Albersdorf nach Serba war;

b. dafs der Theil des vorherigen Franzische zes, welchen die Grofsherzogliche Kam Weimar nicht mit erkaufte und nun zu F macht worden ist, bei der Flur Dorfbobe Altenburgisch bleibt.

Ferner bleiben für die Grofsherzoglich-W schen Kammergüter und die Geistlichen des A zirkes Bürgel die Befreiungen, welche solche auf den Viehmärkten zu Bobeck genossen, we Vieh dorthin bringen oder holen liefsen.

Was die Leistungen und Landfolge, Baufr Jagdfrohnen, Wache im Amthause, Kriegsfuhre fahren des Holzes für Beamtete, Hafer- und G fuhren von Thalbürgel nach Jena oder Weimar, nen an das Kammergut Gniebsdorf und Vorwerk deck und den Dienstzwang nach Gniebsdorf zu welchem Bobeck und dessen Bewohner bish pflichtet waren, so wie sie in dem, diesem in beglaubtem Auszuge unter C beiliegenden renz-Protokolle vom 3. Juni 1831 im Einzelne zeichnet und mitgetheilt wurden: so sollen

α. diejenigen Leistungen an Weimar na Abtretung Dorf-Bobecks an Altenburg len, welche als blofser Ausflufs der L hoheit zu betrachten sind und unter Z ingleichen unter 2. c. des gedachten Pro vom 3. Juni 1831. genannt sind; dagege

β. alle die Leistungen auch nach der Abt fortbestehen, welche nach dem Inhalte selben Protokolls vom 3. Juni 1831 un Zahl 2 und den Buchstaben a, b, d und ner unter den Zahlen 3, 4 und 5 dem Weimar, beziehungsweise dessen Bea in Bürgel, dem Rentamte und der Do Gniebsdorf von Dorf Bobeck zu prästiren vorausgesetzt

αα. dafs die Jagdfrohne unter 2. b. sich auf den Amtsbezirk Bürgel beschränke, und 1831 1832

ββ. der Dienstzwang der Domaine Gniebsdorf im Dorfe Bobeck nach dem Grofsherzoglich-Weimar'schen Gesetze vom 2. März 1821 abgelöst sei, und dafs, wenn die Entschädigung dafür noch nicht ermittelt, oder noch nicht abgetragen, oder wenn sie in dauernde Abgaben verwandelt worden, letztere an Altenburg gegen nachträgliche Aufrechnung abgetreten, ersteren Falls die Baar-Entschädigung noch an Weimar gewährt werden müsse;

γγ. dafs durch diesen Vertrag den Rechten der Dorfbobecker nichts vergeben sei; wenn sie die Befreiung von irgend einer dieser Leistungen auf dem Rechtswege nachzuweisen oder zu erlangen vermöchten;

. die sämmtlichen Leistungen sollen nach dem Weimar'schen Gesetze vom 11. Mai 1821 über die Ablösbarkeit der Frohnen auf dem verfassungsmäfsigen Wege ablösbar sein gegen die gesetzliche Entschädigung; jedoch die an das Gut Gniebsdorf erst nach Abfluss der Pachtzeit des jetzigen Pachters.

. Das Herzoglich-Sächsische Kreisamt Eisenberg oder jede andere Altenburgische Justiz-Behörde, welcher das Dorf Bobeck von der Staatsregierung Altenburg untergeben wird, soll auf die Weimar'schen Ersuche wegen dieser Leistungen schnell die Pflichtigen zu denselben anhalten, ohne andere Kosten dafür von Weimar zu fordern, als diese Altenburg'sche Behörde von Altenburgisch herrschaftlichen Offizial-Arbeiten zu fordern befugt ist.

Bei dieser Gelegenheit ist verabredet worden, gegenseitig in Fällen, wo die Kostengeltung die, n Staatsgefälle im andern Gebiete requirirende sbehörde treffen sollte, diese Kosten nur gerade erechnet werden dürfen, wie die Behörden solche der eigenen Staatsregierung fordern könnten.

2. Es giebt nun künftig keinen Weimar'schen ntheil von Hetzdorf mehr, sondern das ganze orf Hetzdorf und Flur wird Altenburgisch. Auch

1831 die Hüttersäcker und Langenhagenschen Hol
1832 länge werden es, insoweit sie im Hetzdorfer
liegen; dagegen bleiben Weimarisch: die Lan
hagensche Hufe und die in Bürgelscher Flur
genen, früher zu den so genannten Edelmanns-
Freiguts-Wiesen in Hetzdorf gehörigen Kla
schen und Schulzeschen Grundstücke.

Die von den an Altenburg abgetretenen U
thanen an Weimar zu leistenden Frohnen w
letzterem auch hier vorbehalten, können aber
wie die Bobeck'schen abgelöst werden. Die
des- und Kriegsfrohnen fallen, wie die Bol
schen, so auch bei Hetzdorf weg.

Zu 3. Es werden nun alle Steuern in der
Droschka Altenburgisch, und fünf Aecker L
am Ochsenbache, welche die Stadt Bürgel mit
grund zu ihrer Flur ziehen wollte, bleiben i
Flur Droschka; nur mit dem Vorbehalte:

a. dafs die Steuern von diesen fünf Aeckern,
sie nach Weimar gegeben, an Altenburg
noch nicht aufgerechnet worden, nachträ
auf die von Weimar heraus zu gewährend
Thaler Altenburg noch aufgerechnet werden
nen; eben so wie die kleine Differenz zwi
den Angaben der Steuer-Untereinnahme zu
gel und der Oberbehörde in Weimar, da
die Weimar'schen Steuern im Droschkaer
höher angiebt;

b. dafs die zwei Wiesen-Grundstücke, welch
Stadtrath zu Bürgel und die Pfarrei zu Stad
gel in der bisher strittigen Gegend, oder i
unbestritten gewesenen, Droschkaer Flur bes
nach der Abtretung an Altenburg mit Ent
tung von Steuern, Lehen und Zinsen — a
nommen 1 Gr. 6 Pf. terminlich Geschofs vo
Stadtrathswiese, welches mit an Altenburg
wiesen ist — wie bisher verschont bleiben,
doch nur gegen volle Entschädigung mit Ab
auf verfassungsmäfsigem Wege belegt werd

c. dafs die bisherige Geschofspflichtigkeit von
ren der in der Flur Droschka gelegenen G
stücke an den Stadtrath zu Bürgel fortbeste

Zu 4. Dieses Patronat-Recht war schon fa
längst bei Altenburg; nur der Weimar'sche

tete in Bürgel war noch ein beschränktes Glied der Hohendorfer Kirchen-Kommission und händigte Vokation aus. So lange der dermalige Oberbeamtete Laurich in Bürgel lebt, sollen ihm von Hohendorf aus jährlich 1831 1832

1 Thlr. — Gr. für Justifikation der Rechnung,
1 - — - an Fuhrlohn,
— - 6 - für die Kutsche und
— - 6 - für den Bedienten,

2 Thlr. 12 Gr. zusammen;

ferner bei einer etwaigen Pfarreinführung zu Hohendorf für alles weg

3 Thaler 6 Groschen,

bei einer Schullehrer-Einführung daselbst

2 Thaler

für alles weg entrichtet werden, alle bisherige Konkurrenz des Grofsherzoglichen Justiz-Amtes Bürgel bei den geistlichen Angelegenheiten für jetzt und alle Zeit wegfallen, indem der Staat Weimar darauf verzichtet. Es versteht sich, dafs auch jeder fernere Gebührenbezug nach des Amtmanns Laurich Tode aufhört.

§ 5. Diese Pflugfrohnen der Abteidörfer Hohendorf, Schmerschwitz, Rauschwitz, Nischwitz, Bretschwitz, Döllschütz wurden ursprünglich der Abtei Bürgel gethan, aber nach der Reformation von der damaligen Landesherrschaft, welche die Aemter Eisenberg und Bürgel zusammen besafs, zuerst an Haynspitz mit überwiesen, dann dem, stets Altenburgisch gebliebenen Kammergute Petersberg, und zwar noch vor der Altenburg'schen Theilung von 1672, wo sie dann Weimar, dem nun Bürgel abgetreten war, sogleich, aber vergebens forderte; Altenburg blieb im Besitze und Weimar giebt nun bei dem allgemeinen Vergleiche seine Ansprüche daran auf.

§ 6. Der Gleichensche Hof mit einer Hufe gehörte bisher zu dem Weimar'schen Amte Blankenhayn, durch dessen Abtretung wird Dorf und Flur Dröfsnitz der Altenburg'schen Hoheit völlig unterworfen.

§ 7. Von diesen 2 Gütern oder Freihöfen zu Kefslar stand:

1831 1832 a. der eine, der Lorenzische, bisher unter Gerichtsbarkeit des Stadtrathes zu Magdala;

b. der zweite, Tellesche, unter dem Grofsherzoglichen Justiz-Amte Blankenhayn;

c. die peinliche Gerichtsbarkeit war dem Grofsherzoglichen Kriminal-Gerichte Weimar gegeben.

Zu c. Diese wird künftig mit dem Herzogl. Altenburg'schen Bezirksamte zu Cahla vereinigt und eben so

zu b. die bisherige Gerichtsbarkeit des Amtes Blankenhayn;

zu a. der Magdala'sche Freihof bleibt mit der Gerichtsbarkeit des Stadtrathes zu Magdala in der Art vereinigt, dafs

α. der gedachte Stadtrath wegen dieser Jurisdiktion nicht Vasall von Altenburg wird;

β. die Altenburg'schen Untersassen dieses Freihofes da Recht nehmen, wo der Sitz der Gerichtsbarkeit dieses Stadtrathes ist, aber nach formellen und materiellen Gesetzen des Herzogthums Altenburg gerichtet werden, so dafs der Instanzenzug vom Patrimonial-Gerichte der Stadt Magdala wegen der Bewohner dieses der Altenburg'schen Hoheit nun ganz unterworfenen Freihofes an die Herzoglichen Landes-Kollegien zu Altenburg geht. Doch soll es dem gedachten Stadtrathe frei stehen, diese Gerichtsbarkeit, was sehr zu wünschen wäre, an das Herzoglich Altenburg'sche Bezirksamt abzugeben. Sollte die übrige Gerichtsbarkeit des Stadtrathes zu Magdala an eine unmittelbare Grofsherzogl. Justiz-Behörde übergehen: so soll der Herzogl. Altenburg'schen Staatsregierung freistehen, die Jurisdiktion über den Magdala'schen Freihof zu Kefslar ebenfalls einer Herzoglich-Altenburg'schen unmittelbaren Justiz-Behörde zu überweisen. So lange dieses nicht geschieht, mufs

γ. des Stadtraths zu Magdala Justitiar, wenn er in seiner Weimarschen Eigenschaft zu Weimar von Grofsherzoglicher Regierung

bestätigt ist, vom Stadtrathe dem Herzog- 1831
lich-Altenburg'schen Landesjustiz-Kolle- 1832
gium angezeigt und vom Gerichtsverwalter die Erbhuldigung an Altenburg wegen des Einen Freihofes vor einer unmittelbar Herzoglich-Altenburg'schen Justiz-Stelle geleistet werden.

Durch diese Abtretung wird der ganze Ort Kefslar Altenburgisch. Eben so wird

ú 8. durch die Abtretung des Grofsherzoglich Weimar'schen Theils an Dienstädt, dieser ganz im Altenburg'schen Amte Orlamünde liegende Ort durchaus Altenburgisch.

Dieser Antheil besteht aus 18 Häusern, 50 ledigen Grundstücken, 4 Baustellen und dem dazu gehörigen Lande. Die Unterthanen sind Patrimonial-Untersassen der im Kreise Ziegenrück des Königreichs Preufsen gelegenen Hauptgüter

a. Burg Rabnis,
b. Brandenstein,

wegen deren die Gerichtsbarkeit, Lehen und Zinsen und die Besitzer, die von Breitenbauch, als Vasallen dem Herzogthume Altenburg unbedingt überwiesen werden, aber für die erste Beleihung nichts zahlen sollen, eben so wenig deren Justitiare für die erste Erbhuldigung,

c. und Untersassen des Fürstlich-Hohenloheschen Gerichts Oppurg, wegen deren in Bezug auf Gerichtsbarkeit der Vorbehalt eintritt, welcher oben §. IV. Nr. 10. a. im Allgemeinen bedungen worden ist.

Zu 9. Diese zwei Häuser lagen in dem Altenburg'schen Dorfe Linda, Amts Ronneburg, ganz vereinzelt und gaben wegen Hoheit, Polizei und Ober-Gerichtsbarkeit immerwährenden Anlafs zu gegenseitigen Ansprüchen. Durch ihre Abtretung wird Linda ein ganz geschlossenes Altenburg'sches Dorf. Nur die Frohnen dieser bisherigen Weimar'schen Unterthanen in Weimar werden Weimar und zwar ganz in derselben Weise, wie die Frohnen zu Bobeck vorbehalten, bis sie verfassungsmäfsig gegen Entschädigung abgelöst werden, insoweit ihre Natur dieses erlaubt. Auch wegen der Art und Weise,

1831 wie diese Ablösung zu bewirken, soll statt finden,
1832 was bei Bobeck bedungen ward.

Zu 10. Das Rittergut Unterrenthendorf wurde 1715 von Christian Albrecht und Johann Christoph von Meusebach an Heinrich Dietrich von Oebschelwitz als Mann- und Weiberlehen verkauft; eben so wurden die strittigen fünf Häuser zu Hellborn — s. Nr. 11. dieses §. — von einem von Jenisch an denselben Oebschelwitz 1708 schon veräufsert, so dafs also diese fünf Häuser zum unstrittig Weimar'schen Rittergute Oberrenthendorf gehören, da der Käufer Unterrenthendorf erst 1715 erwarb, was auch ein Dokument vom 29. Januar 1671 besagt. Die alten Lehenbriefe über Unterrenthendorf reden blofs von Zinsleuten, Jagden, Lehen, zinsbaren Stücken, Gerichten, Fischbach und Triften. Rittergutsgebäude giebt es nicht in Unterrenthendorf.

Die geistlichen Grundstücke liegen in Einem Zuge zwischen den Fluren Ober- und Unterrenthendorf, die Pfarrei, Kirche und Schule aber in Unterrenthendorf. Altenburg drang auf deren Abtretung, da es sonst bei der gegenwärtigen Ausgleichung nur Eine Pfarrei zu Bobeck erworben, und zwei, zu Grofslöbichau und zu Graitschen verloren haben würde, welches beide Landesherrliche Stellen sind, während Unterrenthendorf Patronat-Stelle ist; was aber ausgeglichen wird durch die bessere Dotation der Pfarrei Unterrenthendorf rücksichtlich des Pfarreiholzes. Unter diesen Umständen forderte die gegenseitige Billigkeit, welche stets als Haupt-Motiv bei der unterliegenden Vereinigung beide höchste Kontrahenten leitete, dafs mit der Flur Unterrenthendorf auch die Grundstücke der Pfarrei Unterrenthendorf an Altenburg abgegränzt und die Pfarrei mit dahin abgetreten werde; ferner dafs der Erlös vom Niederschlagen des Pfarreiholzes in dem Jahre 1826 und später, welches stets unter Widerspruch Altenburgs geschah, in so weit derselbe noch nicht für Kirche, Pfarrei oder Schule in Unterrenthendorf verwendet worden, an Altenburg mit übergeben werde. Doch darf dieser Erlös von Altenburg ebenfalls nur für Kirche, Pfarrei und Schule zu Unterrenthendorf verwendet werden. Altenburg hat sich übrigens wegen dieser Pfarrei vorbehalten, nach Umständen die Grundsätze an-

wenden, welche im Grofsherzogthume Weimar we- 1831
n Besetzung von Patronats-Stellen bestehen. 1832
Wegen des Rittergutes Unterrenthendorf aber
ırde bedungen:

a. das Mann- und Weiberlehengut Unterrenthendorf an Gerichten, Lehen, Zinsleuten, Triften, Jagden und Fischbach daselbst, insoweit sich solche Gerechtsame aus den alten Lehenbriefen, Akten und Dokumenten bestimmen und erörtern lassen, wird ein Sachsen-Altenburg'sches Lehen und ist im Herzogthume Altenburg landtagsfähig.

b. In so weit sich bei dem mehr als hundertjährigen Zusammenbesitze der Güter Ober- und Unterrenthendorf aus den Akten und Urkunden nicht nachweisen läfst, wohin eine Pertinenz dieser beiden Rittergüter gehört, wird angenommen, es gehöre zu dem Gute Oberrenthendorf. Dorf und Flur Unterrenthendorf sammt den geistlichen Grundstücken aber gehören durchaus zu dem Sachsen-Altenburg'schen Gebiete.

c. Der dermalige Besitzer, Advokat Wächter zu Unterrenthendorf, empfängt die Lehen wegen Unterrenthendorf bei dem Lehenhofe in Altenburg das erste Mal ganz kostenfrei.

d. Die Patrimonial-Gerichtsuntersassen zu Unterrenthendorf bleiben, so lange Oberrenthendorf und Unterrenthendorf von denselben Personen besessen werden, pflichtig, vor der Gerichtsstelle Oberrenthendorf Recht zu nehmen in allen Sachen, welche nicht peinlich sind. Der Justitiar des Gerichts Oberrenthendorf ist auch der Justitiar der Unterrenthendorfer Gerichtsuntersassen. So wie er vom Besitzer Oberrenthendorfs erwählt, von Grofsherzoglicher Justiz-Oberbehörde zu Weimar bestätiget ist, mufs Anzeige vom Patrimonial-Gerichtsinhaber und Justitiar bei dem Landes-Justizkollegium in Altenburg geschehen, und der Justitiar wegen der Untersassen zu Unterrenthendorf den Erbhuldigungseid vor einer Herzoglich-Altenburg'schen unmittelbaren Justiz-Behörde an Se. Durchlaucht den Herzog zu Sachsen-Altenburg leisten. Die Untersassen zu Unterrenthendorf werden nach materiellem und formellem Altenburg'schen Rechte

1831 1832 gerichtet, der Instanzen-Zug geht wegen derselben an die Landes-Kollegien in Altenburg. Wenn aber die zwei Vasall-Güter Ober- und Unterrenthendorf von verschiedenen Besitzern besessen werden, hängt es von Sachsen-Altenburg ab, die Gerichtsbarkeit über Unterrenthendorf separat verwalten zu lassen, da Unterrenthendorf dann ohne alle Einschränkung ein Altenburg'sches Patrimonial-Gericht bildet.

Zu 11. Da die *fünf Häuser zu Hellborn* Pertinenz des Gutes Oberrenthendorf sind, wie unter 10. erwähnt ist: so tritt

a. wegen deren Lehens-Nexus ein, was oben §. 4, 10. im Allgemeinen bedungen ist, wenn nicht der Besitzer vorzieht, diese fünf Häuser mit zu dem Rittergute Unterrenthendorf schlagen zu lassen, in welchem Falle er die Lehen deshalb zugleich mit diesem Rittergute empfangen wird;

b. wegen der Gerichtsbarkeit der fünf Häuser tritt ein, was oben §. 4. unter 10. im Allgemeinen bedungen worden.

Uebrigens wird dadurch das Dorf Hellborn nun ganz Altenburgisch.

Zu 12. Kleinebersdorf, Amts Roda, ist übrigens ganz Altenburgisch und wird durch die Abtretung der fraglichen Steuern vollends purifizirt.

Zu 13. Dieser Antheil beträgt sieben Häuser und acht Acker Landes, welche dem Rittergute Thränitz unterworfen sind, das wegen des Hauptgutes und Dorfes Thränitz Grofsherzoglich-Weimarisch bleibt. Das Besteuerungsrecht war strittig. Der Lehen- und Gerichtsbarkeit wegen treten deshalb die Bedingungen des §. 4, 10. ein.

Zu 14. Diese Grundstücke sind von Altenburg in späteren Zeiten unter Widerspruch Weimars mit Abgaben belegt worden. Es herrschte darüber Dunkelheit, die Weimar'schen Abgaben wurden in den Weimar'schen Abgabenregistern wegen Reust und Rückersdorf zusammen aufgeführt und konnten deshalb nicht überall geschieden genannt werden. Jetzt wird die ganze Flur des Dorfes Reust für Altenburg widerspruchlos steuerbar.

Die Ansprüche des Rittergutes Thränitz auf Ge-

richtsbarkeit und Lehen wegen dieser Grundstücke 1831
werden demselben vorbehalten und wird sowohl 1832
wegen des Lehensverbandes, als der Gerichtsbarkeit wegen hier wiederholt, was oben §. 4. unter 10. im Allgemeinen deshalb bedungen worden.

Zu 15. Die strittigen Grundstücke zwischen Lindenkreuz und St. Gangloff bestehen:

a. in der so genannten Mittelmühle, deren Gebäude gegen sonst verändert und dadurch die Gränze verrückt worden;

b. in den Gehöften:

aa. Michael Grubers,
bb. Karl Langes,
cc. Georg Friedrich Köchners,
dd. Gottfried Grubers und
ee. Gottfried Grubers,

welche ungefähr 35 Seelen bewohnen.

Durch das Gehöft unter b. cc. und daran stofsenden Garten geht das, die Weimar'schen Fluren Lindenkreuz und Rothenbach scheidende Laag, so dafs die Scheuer auf Lindenkreuzer, die Wohngebäude auf Rothenbacher Seite liegen. Im Besitze der Hoheit über diese Häuser und die dazu gehörigen Gärten wegen Steuern, Militair- und kirchliche Angelegenheiten war Altenburg; dagegen sind die dazu gekauften Grundstücke auf der Anhöhe unbestritten Weimar'scher Hoheit unterworfen.

So wie der Besitzstand jetzt für Altenburg ist, geschieht die Abtretung an Altenburg in Bezug auf Landeshoheit und Landesgefälle. Die Ansprüche der Privaten, namentlich der Rittergüter Lindenkreuz und Münchenbernsdorf und der Gemeinden Lindenkreuz und Rothenbach bleiben vorbehalten. Der strittige Flächenraum, wegen dessen Gerichtsbarkeit aber Altenburg auch im Besitze ist, beträgt ungefähr fünf bis sechs Weimar'sche Acker.

Zu B. Was nun die *Abtretungen Weimars an Altenburg* anlangt, welche bisher *unstrittige* Gegenstände betrafen, so war dabei Folgendes näher zu bestimmen:

Zu 16. Diese zwei Häuser zu Hilbersdorf mit ungefähr funfzig Dresdner Ackern lagen bisher im Weimar'schen Amte Weida und gehören zu dem Mannlehen-Rittergute Endschütz, welches Weimarisch

1831 1832 bleibt. Wegen ihrer wird der von Wolfer auf Endschütz Vasall von Altenburg; es tritt sowohl wegen dieses Lehens, als wegen der richtsbarkeit über diese zwei Güter die Bedi ein, welche oben unter §. 4, 10. deshalb gestellt worden. Der Antheil des Dorfes Hi dorf, welcher zu dem Rittergute Kauern g ist schon Altenburgisch.

Zu 17. Der bisher Weimar'sche Antheil des I Grobsdorf an sieben Gehöften, einschliefslich genannte sächsische Windmühle bei Ronn liegt im Bezirke des Weimar'schen Amtes und gehört zu dem Rittergute Thränitz. D wird der von Kutschenbach (wie zu Nr. 1 14. wegen Rückersdorf und Reust) Vasall vo tenburg, unter den §. 4, 10. bestimmten Bes kungen wegen Lehen und Gerichtsbarkeit. Hauptrittergut Thränitz bleibt — wie eb schon oben bemerkt — Weimar'sches Lehen.

Die Gränze dieses Weimar'schen Antheile Grobsdorf reicht bis an die Vorstädte der burg'schen Stadt Ronneburg, und ihre Abtr besonders auch in polizeilicher Hinsicht, war schenswerth.

Zu 18. Dieser Gasthof zu den Ziegenböcken g bisher zur Flur Waldeck, Weimar'schen Bürgel, und liegt an der von Nürnberg nach burg führenden, dort übrigens nach Altenbu hörigen Strafse. Die Zugehörungen enthalten und zwanzig Weimar'sche Acker Landes. Er bisher sein Bier vom Kammergute Gniebsd nehmen, welches Verhältnifs fortdauern so lange der jetzige Pachtvertrag über das Kam Gniebsdorf mit dem dermaligen Pachter des fortdauert; dann soll dieses Bannverhältnif immer aufhören. Altenburg war die Abt dieses abgetrennt liegenden Gasthofes zu be Handhabung der Polizei wünschenswerth.

Zu 19. Diese Zinsen und Lehengefälle waren §. 3. dieses Rezesses auf funfzig Thaler hoc stimmt. Sie sollen angewiesen werden von Zinsen und Lehengefällen, welche Weimar au Dorfschaften des Altenburg'schen Amtes Eise jetzt zu beziehen hat. Die Summe von fu

Thalern wird aber dadurch noch eine kleine Aen- 1831
derung erhalten, dafs von Seiten Weimars zuvör- 1832
derst noch einige Abgaben in anderen Bezirken als den genannten Dorfschaften des Amtes Eisenberg mit aufgerechnet werden sollen, deren Betrag jedoch für den Augenblick noch nicht in Zahlen ausgesprochen werden kann, sondern zuvörderst durch die betroffenen Aemter oder sonst ermittelt werden soll. Es gehören hierher

a. die etwa noch nicht aufgerechneten landschaftlichen Abgaben und Domanial-Gefälle von den, zu der Troschkaer Flur abgegränzten, ungefähr fünf Acker enthaltenden Landes am Ochsenbache bei Bürgel, insofern diese Grundstücke nach Bürgel steuern, lehnen und zinsen;

b. die nach Weimar gehörigen Steuern von der im Langenorlaer Flur gelegenen Stopfel'schen Holzmarke, welche Altenburg abgetreten zu erhalten wünscht.

§. 7. Anlangend die Gebietstheile und Rechte, welche von Altenburg an Weimar abgetreten werden: sind solche ebenfalls

A. erstlich solche, an welche beide Staatsregierungen, entweder überhaupt, oder wegen einzelner Rechte bisher Ansprüche machten, wie solche §. 2. unter A. von Ziffer 1. bis mit 6. dieses Vertrages aufgezählt stehen.

Was nun

zu 1. die *Wüstung Bobeck* betrifft, welche die Staatsregierung Altenburg als zur Flur des von ihr angesprochenen Dorfes Bobeck gehörig ansah: so wird solche ganz Weimarisch und bleibt in ihren bekannten Gränzen mit der Bedingung, dafs die Bobeck'sche Gemeindewiese unter der, §. 6. A. 1. oben näher beschriebenen Modifikation bei Dorfbobeck bleibe. Die Flur Wüstbobeck wird mit der Flur Waldeck verbunden. Die Bewohner des an Altenburg abgetretenen Dorfes Bobeck, welche Grundstücke in der Flur Wüstbobeck besitzen, werden deshalb Forensen in der letztgedachten mit Waldeck zu vereinigenden Flur.

Zu 2. Dieses Holz von ungefähr drei Ackern macht die Ecke des Waldecker Forstes und gehörte bis-

1831
1832

her zur Flur Dorfbobeck. Von dieser wir
abgetrennt und kommt unbedingt an Wei
welches das Areal mit dem Forste Wal
Flure Waldeck, vereiniget, die Gerichtsba
darüber mit der des Amtes Bürgel. Oben
unter A. 1.) wurde schon erwähnt, dafs
Theil des Franzischen Grundstückes an ge
tem Orte, welcher zu Felde gemacht und
Grofsherzoglicher Kammer in Weimar nicl
erkauft wurde, Altenburgisch und bei der
Dorfbobeck bleibt. Die Abtretung dieses
fleckes war für den Forst Waldeck wünsc
werth.

Zu 3. Weimar war schon längst im Besitze
von Altenburg angesprochenen Gerichtsb
und Hoheit und durch das Aufgeben der
sprüche ist nun die ganze Flur unstrittig
Hoheit Weimars unbedingt unterworfen.

Zu 4. Das Thalemann'sche Gut liegt in dem
ganz Weimar'schen Dorfe Thränitz und g
zu den Dotal-Untersassen der Altenburg'
Superintendentur Ronneburg, welches Ver
nifs unter folgendenBedingungen fortbestehen

In Kompensation, dafs der Stadtrath zu
dala, wegen des Einen Gutes im Altenburg'
Dorfe Kefslar nicht Vasall von Altenbur
werden braucht, soll auch der Superintende
Ronneburg wegen des Einen Gutes im Wei
schen Dorfe Thränitz nicht Vasall von W
werden. Die Bewohner des Thalemann'
Gutes in Thränitz und die zu solchem gehö
Liegenheiten bleiben dem Superintendentur
trimonial-Gerichte zu Ronneburg unterwo
die Ersteren müssen wie bisher in die Ge
stelle zu Ronneburg gehen; aber sie werden
Weimar'schem materiellem und formellem R
gerichtet und der Instanzen-Zug geht wegen
ses Gutes an die Landes-Kollegien zu Wei
mit der Obergerichtsbarkeit steht es unter
Weimar'schen Kriminal-Gerichte zu W
Der Justitiar des Superintendentur-Gerichte
Ronneburg mufs wegen des Thalemann'schen
tes in Thränitz Sr. Königlichen Hoheit,
Grofsherzoge, von Weimar die Erbhuldigung

einer Grofsherzoglichen unmittelbaren Justiz- 1831
Stelle leisten, wofür im ersten Falle keine Ko- 1832
sten angerechnet werden dürfen. Es wäre übrigens zu wünschen, dafs das Ronneburger Superintendentur-Patrimonial-Gericht die Verwaltung seiner Gerichtsbarkeit über das Thalemann'sche Gut an eine Weimar'sche Justiz-Stelle abträte. Sollte die Gerichtsbarkeit der Superintendentur Ronneburg an eine unmittelbare Herzoglich-Altenburg'sche Justiz-Behörde übergehen: so soll der Grofsherzoglich-Weimar'schen Staatsregierung frei stehen, die Gerichtsbarkeit über das Thalemann'sche Gut zu Thränitz einer Grofsherzoglich-Weimar'schen Justiz-Behörde zu überweisen.

Von dem Peukert'schen Gute, welches früher ebenfalls zu der Superintendentur Ronneburg gehört hat, und Altenburgisch gewesen sein mag, existirt nur noch das an Weimar mit abgetretene bisherige Säe-Frohngeld und es wird nun das ganze Dorf Thränitz Weimarisch.

Zu 5. Zu dem Freihofe, welcher von Altenburg an Weimar abgetreten wird und ehemals Pertinenz von dem vormaligen Rittergute Grofskröbitz war, gehören aufser dem Sitze auch noch zwei Hufen Landes, welche nunmehr zum Weimar'schen Gebiete gezogen werden. Eine halbe Hufe davon ist gegenwärtig noch Zubehörung von dem unbesteuerten Freihofe. Die übrigen eine und eine halbe Hufen, welche zugleich mit ihnen in das Rentamt zu Cahla lehnen und zinsen, werden von einer halben Hufe bis zu einer Achtel-Hufe herab von verschiedenen Eigenthümern besessen. Die Gerichtsbarkeit war über diese Hufentheile zwischen den Aemtern Jena und Cahla strittig, wird aber nunmehr difinitiv an Weimar überlassen; die Lehen und Zinsen werden Weimarisch.

Zu 6. Dieser Göhren liegt auf der Wölmse, aufserhalb der Fluren Grofslöbichau und Wogau, hält fünf und einen halben Acker Altenburgisch und wird künftig ganz Weimarisch, da an Weimar auch die Steuern abgetreten sind, welche bisher nach Roda gegeben wurden. Es steht Weimar frei, ihn mit einer Weimar'schen Flur zu vereinigen.

1831 Zu B. Was nun zweitens solche Gebietstheile und
1832 Rechte betrifft, welche Altenburg an Weimar abtritt und unstrittig Altenburgisch waren, wie solche unter B. von Ziffer 7. bis mit 10. §. 2. dieses Vertrages benannt sind: so ist deshalb Folgendes zu gedenken:

Zu 7. Das Dorf Groſslöbichau gehörte bis jetzt zum Altenburg'schen Amte Roda und durchschnitt das Weimar'sche Gebiet auf der Straſse von Jena nach Bürgel. Es wird abgetreten mit Kirche, Pfarrei, Schule, Geleite, Jagd und der ganzen Flur und wird ohne alle Ausnahme Weimarisch.

Zu 8. Der Altenburg'sche Theil von Graitschen war durch die neuen von Weimar erworbenen Gebietstheile eine Weimar'sche Enklave geworden. Altenburg tritt an Weimar ab:

a. das Rittergut zu Graitschen ohne Einschränkung, insoweit es Altenburgisch war, oder von Altenburg in Anspruch genommen wurde, so daſs die von Wangenheim wegen ihrer Besitzungen in Graitschen ganz aufhören, Vasallen von Altenburg zu sein, und lediglich Vasallen von Weimar werden. Sie sollen deshalb die ersten Lehen auf den Abtretungsfall kostenfrei vom Lehenhofe zu Weimar erhalten; die bisher bei Altenburg zu Lehen gehenden Theile des Rittergutes Graitschen sollen mit zu dem Weimar'schen Hauptgut Graitschen geschlagen und künftig Beleihungen in herrschender und dienender Hand den Haupt- und Mitbelehenten des Mann-Lehengutes Graitschen, sowohl wegen der bisher Weimar'schen Antheile als wegen der bisher Altenburg'schen Antheile, in Einem Akte und durch Einen Lehenbrief erfolgen:

b. Altenburg tritt ferner ab die ganze Hälfte des Dorfes und der Flur Graitschen, welche bis jetzt Altenburgisch war;

c. alle kirchlichen Rechte in Graitschen, die es hatte oder ansprach;

d. das Geleite in diesem Dorfe, so daſs im ganzen Orte, in der ganzen Flur Graitschen, Altenburg nichts mehr bleibt.

Uebrigens übernimmt Weimar, die Ansprüche

auf Lehenshoheit der Herzoglich-Sächsischen Spe- 1831
zial-Häuser Gotha und Meiningen mit solchen 1832
durchzuführen, welche sie wegen Kranichfeld an den bisherigen Altenburg'schen Lehensantheilen von Graitschen machen; ohne deshalb Rückanspruch an Altenburg machen und ohne auch nur eine Prozefs-Vertretung verlangen zu können.

Zu 9. Das Dorf Wittersroda gehört in das Weimar'sche Amt Blankenhayn. Dahin kommt nun auch das einzige Gut in solchem, welches Altenburgisch war und von Altenburg abgetreten wird, wodurch nun das ganze genannte Dorf Weimarisch ist.

Zu 10. Betrifft blofs Zinsen, zu denen Etwas nicht zu bemerken ist, als dafs sie sämmtlich im Grofsherzogthume zu erheben sind, wo sie von Weimar mit geringerem Aufwande eingezogen werden können.

§. 8. Beide Staatsregierungen verpflichten sich einseitig, wegen der abgetretenen Landestheile dem Gouvernement, welches sie erwarb, alle in dem Archive der betroffenen Landesstellen befindlichen Akten, Urkunden und Nachrichten, insoweit sie die Abtretungen betreffen, auszuliefern, oder, wenn die Akten unbrauchbar sind, beglaubte Abschriften davon kostenfrei zu geben. Auch sollen in Bezug auf Grofslöbichau, halb Graitschen, das Eine Gut in Wittersroda und die Hufe zu Kleinkröbitz die Altenburg'schen Unterbehörden angehalten werden, die betroffenen Akten-, Konsens- und Handelsbücher den Weimar'schen Unterbehörden, zu welchen jene Landestheile kommen, auszuantworten, und, wo die Akten und Bücher nicht entbehrbar wären, beglaubte Abschriften gegen Kopialgebühren von zwei Groschen von einem vorschriftsmäfsig geschriebenen Bogen und ohne alle weitere Kostenaufrechnung. Dasselbe soll umgekehrt geschehen von den Weimar'schen Unterbehörden an die Altenburg'schen mit allen Akten, Konsens- und Handels-Büchern wegen des Gasthofs zu den Ziegenhöcken, wegen des Dorfes Bobeck, der zwei Häuser Linda, dem Dröfsnitzer Hofe, dem Einen Gute Kefslar, welches bisher unter Gerichtsbarkeit des Amtes Blankenhayn stand, wegen der zwei Hetzdor-

1831 1832 fer Häuser und für den Fall, dafs Ober- und Unter-renthendorf verschiedene Besitzer erhielte, wegen Unterrenthendorf.

§. 9. Alle Frohnen, welche der Staat Weimar oder dessen Unterthanen von Gemeinden und Einzelnen zu fordern hat, die vom Staate Weimar an den Staat Altenburg abgetreten werden, sollen ablösbar sein und die Ablösungen geschehen nach dem Weimar'schen Gesetze vom 11. Mai 1821 über Ablösbarkeit der Frohnen; nur dafs anstatt des Einen Weimar'schen Landrathes, welchem §. 3 ff. des gedachten Gesetzes die Leitung der Ablösung überträgt, letztere geleitet werden soll von einer Kommission, zusammengesetzt aus dem Grofsherzoglich-Sächsischen Landrathe des Kreises, in welchem die Leistungen zu thun sind, und aus dem Herzoglich-Altenburg'schen Kreishauptmann in dessen Kreise die Leistenden wohnen.

Ganz das Nämliche soll eintreten wegen der Frohnen der von Altenburg an Weimar abgetretenen Unterthanen, nur dafs die Ablösungen geschehen sollen auf dem Grunde des Altenburg'schen Frohnablösungs-Gesetzes, welches in kurzer Zeit erscheinen wird.

§. 10. Was die peinliche Gerichtsbarkeit in den gegenseitig abgetretenen Landestheilen betrifft: so bleibt deren Einverleibung in eine unmittelbare Gerichtsbehörde der erwerbenden Staatsregierung, mit Ausnahme des Gerichtsbezirkes Oppurg, überlassen. Alle früheren Stellen im gegenwärtigen Vertrage, welche wegen Gerichtsbarkeit Bestimmungen enthalten, sind auf Kriminal-Jurisdiktion nicht zu beziehen.

§. 11. Sollten wider Hoffen aus dem gegenwärtigen Vertrage zwischen den betheiligten höchsten Häusern Irrungen erwachsen: so haben sie bedungen und verglichen, dafs letztere zuerst in einer Konferenz zweier Bevollmächtigter sollen wo möglich gütlich beigelegt werden. Gelänge auch dieses nicht: so soll der Staat, welcher aus dem Vertrage Etwas fordert, was der andere Staat verweigert, bei dem gemeinschaftlichen Ober-Appellations-Gerichte Jena eine Schrift einreichen, welche die Gründe seiner Forderung heraussetzt. Diese wird vom Ober-Appellations-Gerichte Jena der gegentheiligen Staatsregierung mitgetheilt. Letztere hat die Gegenschrift binnen sechs Wochen bei dem Ober-Appellations-Gerichte Jena

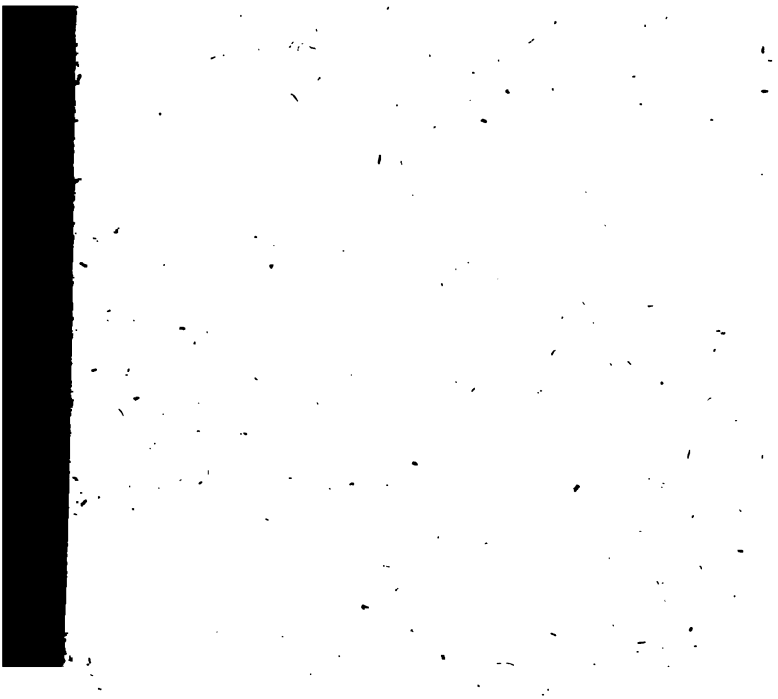
inzureichen und dieses entscheidet als gewählte Aus- 1831
ägal-Instanz. Gegen dieses Erkenntnifs findet kein 1832
echtsmittel Statt.

Beiderseitige Bevollmächtigte haben vorstehende
ereinigung nach reifer Ueberlegung bis auf aller-
ichste und höchste Genehmigung ihrer Durchlauch-
gsten Souveraine, ohne welche Ratifikation nichts
rglichen sein soll, geschlossen, solche in vorstehen-
n Staatsvertrag gebracht, letzteren doppelt gleich-
ıtend ausfertigen, ihm die Beilagen unter A, B und
beiheften lassen, und sowohl diese Beilagen als den
ıuptvertrag eigenhändig unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen Altenburg den dreizehnten Juni im
hre Eintausend achthundert dreifsig und eins.

ɔorg Friedrich Kon- d Ludwig von Gersten- rgk, Grofsherzogl. Sach- ı-Weimar'scher Bevoll- ichtigter, zugleich für d. ofsherzogl. Sächs. Kam- rrath Thon.

Christian Gottfr. Her- mann, Herzoglich-Al- tenburg'scher Bevollmäch- tigter.



sgleichungsplane erwirbt.

	Ortschaft auc	Jagden.	Bemerkungen.
	A.		
1	Groſslöbich	Herzogl. Altenburg'schen ppeljagd - Gerechtsame, gl. in dem München- ren.	Auch ein Geleit.
2	Graitschen	. . .	Auch ein Geleit.
3	Zinsen in	. . .	
4	Zinsen in	. . .	Die Lehengelder sind unter dem Ansatze bei Groſslöbichau mit enthalten.
		. . .	
5	Wittersrod	. . .	
6	Zinsen in	. . .	
7	Zinsen in	. . .	
8	Thränitz, d und Peul	. . .	
9	Die Koppel löbichauer	Koppeljagd, früher dem nnergute Schöngleina ge- g.	Ohne spezielle Angabe des Taxwerthes.
10	Die Koppel gaer Flur	gl.	Ebenso.
11	Die Jagdn Rockau	Herzogl. Altenburg'schen dgerechtsame.	Desgl.
	B.		
1	Wüstung	. . .	war nicht besteuert. Lehen, Zinsen und Jagd waren bereits Weimarisch.
	Kleinkröbi		
2	Gerichtsb	. . .	Landschaftliche Abgaben sind Seiten Altenburgs nicht erhoben worden.
		. . .	
		. . .	nämlich:
			585thlr. 8gr. 4pf. lands. Abg.
			544 - 14 - 1 - Dom. Gef.
			1129thlr. 22 - 5pf. Summa.
			Vergleichung.
			1129th. 22gr. 5 pf. erw. Weim.
			867 - 6 - 1¼ - - Altenb.
			262th. 16gr. 3¾pf. Pl.f. Weim.

ED HERMANN,
r. Bevollmächtigter.

sgleichungsplane erwirbt.

chafte auc	Jagden.	*Bemerkungen.*
A.		
löbich	Herzogl. Altenburg'schen ppeljagd – Gerechtsame, gl. in dem München- ren.	Auch ein Geleit.
schen	. . .	Auch ein Geleit.
n in	. . .	
n in	. . .	Die Lehengelder sind unter dem Ansatze bei Groſslöbichau mit enthalten.
	. . .	
ersrod	. . .	
en in	. . .	
en in	. . .	
initz, d	. . .	
l Peuk		
Koppel		
ichauer	Koppeljagd, früher dem nnergute Schöngleina ge- ig.	Ohne spezielle Angabe des Taxwerthes.
Koppel		
er Flur	gl.	Ebenso.
Jagdnu		
ckau	Herzogl. Altenburg'schen dgerechtsame.	Desgl.
B.		
stung	. . .	war nicht besteuert. Lehen, Zinsen und Jagd waren bereits Weimarisch.
inkröbit		
erichtsba	. . .	Landschaftliche Abgaben sind Seiten Altenburgs nicht erhoben worden.
	. . .	
	. . .	
	. . .	nämlich:
		585thlr. 8gr. 4pf. lands. Abg.
		544 - 14 - 1 - Dom. Gef.
		1129thlr. 22 – 5pf. Summa.
		Vergleichung.
ED HERMANN, r. Bevollmächtigter.		1129th. 22gr. 5 pf. erw. Weim.
		867 - 6 - $1\frac{1}{4}$ - - Altenb.
		262th. 16gr. $3\frac{3}{4}$pf. Pl.f. Weim.

den Ausgleichungsplan erhält.

Nr.		al-Ge- e r.	Pf.	Jagden.	Anmerkungen.
1	I		—	. . .	
2	C		—	. . .	
3	I				
			2	. . .	nicht gerechnet den Impost
4	J		—	Mit 1 Thlr. 12 Gr. veranschlagt.	vom ausgeschenkten Getränke
5	J				wegen des Zwanges.
			—	Mit 4 Thlr. desgl.	
6	I		—	Mit 5 Thlr. desgl.	
			2		
7	I				
			—		
1	I		5	Mittel- und Nieder-Koppeljagd auf ungefähr 730 Acker u. geschlossene hohe Mittel- und Niederjagd auf 70 Acker.	Der Jagdertrag v. 10 Thlrn. ist unter nebenstehenden Domanial-Gefällen an 184 Thlr. 16 Gr. 5 Pf. mit enthalten.
2	I		—	. . .	
3	I		—	. . .	Die strittige hohe und unbestrittene niedere Patrimonial-Gerichtsbarkeit über 5 Häuser.
4	I		41/4	. . .	Die Gerichtsbarkeit über 2
5	I		3/4		Häuser mit 19 Einwohnern,
6	K		3	. . .	welche schon Altenburgisch
7	K			. . .	sind. Strittig wegen Handhabung der Polizei.
			—	. . .	
8	R		91/2	. . .	Die landschaftl. Abgaben sind unter Rückersdorf mit aufgeführt.
9	R		21/4	. . .	Die landschaftl. Abgaben einschliefslich von Reust. Die Zinsen in Reust und Rückersdorf waren bisher unstrittig Weimarisch.
10	D		—	. . .	Die hohe Jagdbefugnifs bleibt für Weimar vorbehalten.
11	D		13/4	. . .	
12	H		3/4	Mittel- und Nieder-Koppeljagd, so wie geschlossene hohe Mittel- und Niederjagd.	Diese Jagd ist mit 24 Thlrn. veranschlagt und unter der Aufrechnungs-Summe nicht mit enthalten.
13	D		—	Die strittige Koppeljagd am Lotzeberge.	Der Werth ist zu 20 Thlr. veranschlagt, jedoch Uebereinkommens gemäfs nicht mit aufgerechnet worden.
			31/4		
			2		
	H		—		
			51/4	. . .	nämlich: 416 thlr. 17 gr. 8 pf. lands. Abg. 450 - 12 - 5¼ - Dom. Gef. 867 thlr. 6 gr. 1¼ pf. Summa.

Hermann
Bevollmächtigter.

C.

1831
1832

Altenburg, den 3. Juni 1831.

uszug.

Von denselben Herren Bevollmächtigten der Staatsgierungen zu Weimar und Altenburg wurden heute demselben Lokale die Verhandlungen fortgesetzt u.s.w.

Noch fand Weimar für nöthig, sämmtlicher Leiungen nochmals zu erwähnen, welche das Dorf Bock an den Staat Weimar jetzt zu gewähren habe d bei der Abtretung vorbehalten bleiben sollten.

Es bestehen solche im Folgenden:

in den zur Landfolge gehörigen Dienstleistungen, zum Beispiel Kriegsfuhren, Schanzarbeiten, Amts- oder Gerichtsfolge, Hofholzfuhren, Spann- und Handdienste bei Bauten und Reparaturen der herrschaftlichen Residenz-Schlösser.

Die Amtsdörfer Thalbürgel, Gniebsdorf, Naufsnitz, Taupadel, Kleinlöbichau, Gerega, Waldeck und Bobeck haben die Verpflichtung

a. bei neuen, von Grund aus aufzuführenden Gebäuden innerhalb der Thalbürgel'schen Klostermauern ungemessene Spann- und Handdienste unentgeltlich zu verrichten;
b. Jagdfrohnen und zwar bei Hochwild gemeinschaftlich und sowohl mit Pferden als mit der Hand zu leisten;
c. bei gefährlichen oder Kriegszeiten, oder sonst sich ereigneter Nothdurft, die Bewachung des Amthauses oder Klosters und der Gefangenen zu besorgen, ingleichen bei Verwahrung des Klosters an Schlägen und Grabenarbeiten Hand anzulegen, auch das Holz zu Pallisaden und Schlägen mit anzufahren;
d. das Deputat-Holz des Bürgel'schen Beamten zur Frohne anzufahren, wofür von jeder Klafter sechs Pfennige so genanntes Schmitzengeld gezahlt wird. Für den Ort Bobeck besteht diese Frohne in der Anfuhre von vier und einer Viertel-Klafter; endlich
e. Hundert bis Hundert und funfzig Bürgel'sche Scheffel Hafer oder Gerste von dem Thalbürgel'schen Zinsboden alljährlich nach Jena oder Weimar zu fahren, welches Getreide nach der Hufenzahl repartirt wird.

1831 3. Die beiden Dörfer Bobeck und Gerega müssen
1832 meinschaftlich auf allen Stiftsfeldern in Thalbü den Hafer rechen. Diese Frohne wird von den tigen Hüfnern nach Verhältnifs der Hufenzahl stirt, so dafs Bobeck, welches zwölf und eine h Hufe besitzt, einen Tag zwölf und den andern dreizehn und sofort bis zu vollendeter Arbei Fröhnern stellt, dagegen aber Gerega acht M nach acht Hufen.

Die Fröhner bekommen hierfür täglich vier P Brod und zwei Käse.

4. Die herrschaftliche breite Wiese, zum ehema Vorwerke Waldeck gehörig, welche einschüri wird folgendergestalt befrohndet:

a. die drei Dörfer Bobeck, Gerega und Wal haben gemeinschaftlich das Heu zu wenden in Schober zu bringen. Gerega stellt hierzu lich acht, Bobeck abwechselnd einen Tag z und den folgenden Tag dreizehn, Waldeck täglich siebenzehn Mann. Die Fröhner t Mittags an, wenn der Hirte austreibt, unc wenn er eintreibt. Jeder Fröhner bekommt lich zwei Pfund Brod und einen halben Kä

b. Das Grasstreuen und Abstechen oder Zula des Heues, wenn es auf den Waldecker Sch stall geschafft und eingepannfst wird, verric sechs Kleinhäusler zu Bobeck und zwar de stalt, dafs sie ein Jahr um das andere in dei beit abwechseln, also: wer dieses Jahr str im folgenden absticht. Die Grasstreuer bekon das gewöhnliche Frohnebrod, die Abstecher aufser dem Brode jeder noch ein halbes Pfund Sp

c. Neunzehn kleine Häuser in Bobeck, welche Gras- und Heuabstecher-Frohne nicht ha müssen das Heu auf der breiten Wiese auf Waldeck'schen Schaafstalle einpannfsen und stellen sechs Häuser zu dieser Arbeit zwei, übrigen aber nur einen Mann, so dafs an fünf und zwanzig Mann diese Frohne verricl Werden aber künftighin noch mehr kleine H ser in Bobeck eingebaut: so müssen diese n Häuser nach einer Uebereinkunft unter der meinde diese Frohne auch mit leisten. I Frohne wird ohne alle Entschädigung gele

Das Kammergut Gniebsdorf übt auch in Bobeck so- 1831
wie in den obgenannten sieben Amtsdörfern den 1832
Dienstzwang aus, jedoch blofs rücksichtlich der Mägde und bekommt eine jede dienstthuende Person vier Groschen Miethgeld und acht Meifsnische Gülden Lohn u. s. w.

Das Protokoll wurde vorgelesen, genehmiget u. w. auch unterschrieben.

VON GERSTENBERGK. HERMANN.

CARL FRIEDRICH SCKELL.

Die Richtigkeit des vorstehenden abschriftlichen ıszuges beglaubigen gemeinschaftlich Altenburg den . Juni 1831.

VON GERSTENBERGK, ofsherzogl. Weimar'- cher Bevollmächtigter.

CHR. GOTTFR. HERMANN, Herzoglich Altenburg'scher Bevollmächtigter.

II.

Zwischen dem Grofsherzogthume Sachsen-Weiar-Eisenach und dem Herzogthume Altenburg beinden bisher in dem dermaligen Umfange ihrer Staatsbiete eine bedeutende Anzahl zum Theil seit Jahrinderten unerledigt gebliebener Irrungen u. Ansprüche.

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von ıchsen-Weimar-Eisenach und Seine Durchlaucht, der erzog zu Sachsen-Altenburg, beseelt von dem Wunhe, zum Besten Ihrer beiderseitigen Lande, alle diese rungen und Ansprüche auf dem Wege der Ausgleihung und gütlichen Vereinigung freundnachbarlich ı erledigen, ernannten zu diesem Geschäfte Bevollächtigte und zwar:

I. Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog, Karl Friedrich von Sachsen-Weimar-Eisenach:
   1. Allerhöchst Ihren damaligen geheimen Regierungsrath bei der Landesregierung zu Weimar, Georg Friedrich Konrad Ludwig von Gerstenbergk, nunmehr Kanzlar der Landesregierung zu Eisenach, und
   2. Allerhöchst Ihren Kammerrath Ottokar Thon zu Weimar;

II. Seine Durchlaucht, der Herzog Friedrich zu Sachsen-Altenburg:

1831 1832 Höchst Ihren damaligen Regierungs- und K merrath, nunmehrigen geheimen Konfere Rath und Präsidenten der Landesregierung Altenburg, Christian Gottfried Hermann dasel Diese Bevollmächtigte haben eine Reihe Konferer in Weimar, Cahla, Ronneburg, Altenburg, Mei gen, Sulza gehalten und endlich zu Altenburg Vereinigung bis auf Allerhöchste Ratifikation abredet.

Es wurde für zweckmäfsig befunden, diese V einigung in *zwei* Verträge zu fassen und zwar in nen Hauptvertrag vom 13. dieses und in einen Nel vertrag.

Es konnte nämlich, wie schon der Hauptver bemerkt, zum Theil nur im Wege des Austaus von Dörfern und Landestheilen ein Mittel gefu werden, die sich kreuzenden Ansprüche zum Be beider Länder zu beseitigen. Diese Austauschu und die Abtretungen, welche damit in Zusammenh standen, machen den Inhalt des Hauptvertrages, schlossen Altenburg den 13. Juni 1831, aus.

Nachstehendem

Nebenvertrage

dagegen sind einverleibt worden alle Vereinigu der Staatsregierungen Weimars und Altenburgs minder bedeutende Differenzen, deren Ausgleich auch im Auftrage der vorgenannten Kommissare welche aber gröfstentheils auf deren Veranlassung den betroffenen Grofsherzoglichen und Herzogli Bezirksämtern an Ort und Stelle und sonst näher mittelt, bis auf Genehmigung verglichen oder zur Vereinigung der Immediat-Kommissare vorbe tet wurden. Auf dem Grunde dieser Vorarbeiten Vereinigungen wurden alle diese Gegenstände, sie im nachstehenden ersten Paragraphen näher zeichnet sind, bei den Konferenzen genau durchge gen, darüber verhandelt und durch gegenseitiges A geben, Abtreten und Bewilligen der verschiedenen jekte, oder deren Theilung, durch eine allgem Ausgleichung in ihrer Meistzahl von Grunde aus ledigt und verglichen, wie nachfolgender Nebenver §§. 3, 4 und 6. das Nähere enthält.

§. 1. Es lagen nämlich den Beauftragten au den im Hauptvertrage vom 13. Juni 1831 aufgen

enen und verglichenen Irrungen noch nachverzeich- 1831
te vor, welche hier aufgezählt sind, wie sie dem 1832
ufe der Gränze nach auf einander folgen:

Irrungen an der Gränze des Weimar'schen Amtes *Blankenhayn* mit dem Altenburg'schen Kreisamte Leuchtenburg und Orlamünda zu *Cahla*:

1. Parochial-Verhältnisse von Wittersroda zu Kefslar (siehe §. 3, 1.);
2. zwischen den Fluren Wittersroda und Dröfsnitz (siehe §. 5, 1.);
3. zwischen den Fluren Lotschen und Kefslar (siehe §. 4, 1.);
4. zwischen Lotschen und Dröfsnitz (siehe §. 5, 2.);
5. die Zinsen des Rentamtes Oberweimar wegen der Hafermalzeschen Hufe in Dröfsnitz (siehe §. 3, 2.).

Des Weimar'schen Amtes *Jena*

A. mit dem Altenburg'schen Kreisamte Leuchtenburg und Orlamünda zu *Cahla:*

6. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Kleinkröbitz und dem Altenburg'schen Rodias (siehe §. 5, 3.);
7. zwischen der Flur des Weimar'schen Dorfes Kleinkröbitz und dem Altenburg'schen Zimmritz (siehe §. 4, 2.);
8. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Schorba und demselben Zimmritz (siehe §. 4, 3.);
9. die Wüstung Jägersdorf (siehe §. 3, 8.);
10. zwischen den Fluren der Weimar'schen Dörfer Rothenstein und Leutra und den Herzogl. Altenburg'schen Fluren Altenberga, Altendorf und Zschernewitz (siehe §. 4, 4.);
11. zwischen Rothenstein und Oelknitz, wegen Pfarr-Deputatholzes (siehe §. 3, 4.);
12. zwischen der Weimar'schen Flur Rothenstein und den Altenburg'schen Fluren Sulza und Oelknitz (siehe §. 4, 5.);
13. zwischen demselben Rothenstein und Sulza (siehe §. 4, 6.);
14. Zinsen des Rentamtes Cahla in Rothenstein (siehe §. 3, 5.);
15. zwischen den Fluren des Weimar'schen Ortes Mana und des Altenburg'schen Sulza (siehe §. 4, 7.);
16. zwischen dem Weimar'schen Rutha und demselben Sulza (siehe §. 4, 8.);

Meusethale (siehe §. 4, 10.);

22. zwischen denselben, Hummels Rain b
(siehe §. 4, 11.);

23. zwischen den Weimar'schen Fluren
und Kleinlöbichau und der Altenburg'sch
Lucka (siehe §. 4, 12.).

C. Des Weimar'schen Amtes *Bürgel*

A. mit dem Altenburg'schen Amte *Roda*;

24. zwischen der Weimar'schen Flur Gniebs
der Altenburg'schen Lucka und Zinne
§. 4, 13.);

B. mit dem Altenburg'schen Kreisamte *Eis*

25. zwischen den beiderseitigen Domanial-V
gen von Waldeck und Klosterlausnitz
§. 4, 14.);

26. zwischen dem Weimar'schen Waldecker
und der Altenburg'schen Flur Hetzdorf, a
teiche (siehe §. 4, 15.);

27. zwischen denselben, an der Quirbergswan
§. 4, 16.);

28. zwischen der Weimar'schen Flur Thalbür
der Altenburg'schen Hetzdorf (siehe §. 4,

29. zwischen dem Weimar'schen Stadtbürgel u
selben Hetzdorf am Wendelsgraben (siehe §

30. zwischen Stadtbürgel und Droschka (siehe §.

34. zwischen der Weimar'schen Flur Rockau und der Altenburg'schen Nischwitz (siehe §. 4, 22.); 1831 1832
35. zwischen der Weimar'schen Flur Mertendorf und der Altenburg'schen Carsdorfberg (siehe §. 4, 23.);
36. zwischen denselben wegen des Triftzuges am Birkigt (siehe §. 4, 24.);
37. zwischen der Weimar'schen Flur Mertendorf und der Altenburg'schen Döllschütz siehe §. 4, 25. a.).

D. Des Weimar'schen Amtes *Weida*

A. mit dem Altenburg'schen Amte *Ronneburg:*

38. Zwischen dem Weimar'schen Dorfe Thränitz und dem Altenburg'schen Naulitz (siehe §. 4, 26.);
39. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Wolfersdorf und dem Altenburg'schen Gauern (siehe §. 4, 27.);
40. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Rufsdorf und den Altenburg'schen Reust u. Linda (siehe §. 4, 28.);

B. mit dem Altenburg'schen Amte *Roda:*

41. Die Landesgränze zwischen beiden Aemtern (siehe §. 4, 29.);
42. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Schwarzbach und dem Altenburg'schen Hellborn (siehe §. 5, 7.);
43. Haferlieferung aus den Roda'schen Amtsdörfern in das Rentamt Weida (siehe §. 5, 8.).

E. Des Weimar'schen Kreisamtes *Neustadt a. d. Orla*

A. mit dem Altenburg'schen Amte *Roda:*

44. zwischen der Weimar'schen Flur Burkersdorf und der Altenburg'schen Karlsdorf (siehe §. 4, 30.);
45. zwischen denselben Fluren, die Jagd am Lotzeberge betreffend (siehe §. 4, 31.);
46. zwischen der Weimar'schen Flur Pillingsdorf und der Altenburg'schen Flur Karlsdorf (siehe §. 4, 32.);
47. zwischen denselben Fluren wegen einer Jagdirrung (siehe §. 4, 33.);
48. zwischen den Weimar'schen Fluren Ströfswitz und Breitenhayn gegen die Altenburg'sche Flur Bremsnitz (siehe §. 4, 34.);
49. zwischen der Weimar'schen Flur Breitenhayn und derselben (siehe §. 4, 35.);
50. zwischen der Weimar'schen Flur Stanau und derselben (siehe §. 4, 36.);
51. zwischen denselben Fluren am heiligen Baume (siehe §. 4, 37.);
52. zwischen denselben Fluren bei der Bader-Reuthe (siehe §. 4, 38.);

1831 1832 53. zwischen denselben Fluren an der Stanauer Eich (siehe §. 4, 39.).

B. mit dem Altenburg'schen Kreisamte Leuchtenburg und Orlamünda zu *Cahla:*

54. zwischen derselben Weimar'schen Flur Stana und der Altenburg'schen Trockenborn, im Stanauer Grunde (siehe §. 4, 40.);
55. zwischen der Weimar'schen Flur Breitenhay und derselben Altenburg'schen Flur Trockenborn an der Roda-Neustädt'schen Strafse (siehe §. 4, 41.);
56. zwischen denselben Fluren an der hohlen Buch (siehe §. 4, 42.);
57. zwischen denselben Fluren an Oswalds Hol (siehe §. 4, 43.);
58. zwischen denselben Fluren an Schellers Schl und bei der grünen Wiese (siehe §. 4, 44.);
59. zwischen der Weimar'schen Flur Lichtenau u derselben Altenburg'schen Trockenborn, im k ten Thale (siehe §. 4, 45.);
60. zwischen denselben Fluren am alten Teiche (sie §. 4, 46.);
61. zwischen denselben Fluren (siehe §. 4, 47.);
62. zwischen der Weimar'schen Flur Langendembach und der Altenburg'schen Flur Hummelshay an der Abtei (siehe §. 4, 48.);
63. zwischen denselben Fluren in der Gegend v Bünaus Grunde (siehe §. 4, 49.);
64. zwischen dem Weimar'schen Gerichte Oppur und den Altenburg'schen Gerichten Langenorla wegen der Döbritzer Erbgerichtsbarkeit (sie §. 4, 50.);
65. zwischen denselben Gerichten wegen der Jurisdiktion über die Grundstücke im Loche, Tiefthal und Bahngraben (siehe §. 4, 51.);
66. zwischen der Weimar'schen Flur Kleindembach und der Altenburg'schen Flur Langenorla (siehe §. 4, 52.);
67. das nach Langendembach gehörige Kirchenholz der Würzbach, im Altenburg'schen Gebiete (sieh §. 4, 53.);
68. die Stopfelsche Holzmarke in der Langenorlaer Flur (siehe §. 5, 9.).

F. *An der ganzen Gebietsgränze:*

9. die regulirten Gränzen, wo eine Versteinigung 1831.
verabredet worden (siehe §. 4, 54.). 1832

§. 2. Von diesen Irrungen sind zuerst

A. ausgeschieden worden diejenigen, welche sich cht eigneten, Gegenstand der Vereinigung zu wer- n, und daher ausgeschieden bleiben mufsten, aus ründen, welche §. 3. des Näheren enthält, wo sie r Reihe nach verzeichnet sich befinden. Ihnen folgen

B. im §. 4. die Irrungen, welche durch Vergleich igelegt worden sind, und endlich enthält

C. der §. 5. ein Verzeichnifs von Irrungen, wel- e bei den dermaligen Konferenzen ihre Erledigung ch nicht finden konnten, theils weil noch Dunkel- iten im Laufe der Verhandlungen aufstiefsen, theils eil noch einige Berichte und Protokolle der Bezirks- ıter zurückstanden, wegen deren daher den Bezirks- ıtern weiterer Auftrag gegeben worden, aber die offnung vorhanden ist, dafs sie, nach weiterer Er- terung, noch werden ausgeglichen werden, und we- n deren sodann ein Nachvertrag zu diesem Neben- rtrage weiter verabredet und geschlossen werden soll.

§. 3. Was nun also zuerst die *ausgeschiedenen* rungen betrifft: so sind diese folgende:

1. *Parochial - Verhältnisse* des *Weimar'schen orfes Wittersroda* zu der *Altenburg'schen Pfar- i Kefslar* betreffend. Es hatte das Grofsherzog- che Ober - Konsistorium in Weimar Veranlassung gegeben, zu versuchen, ob nicht bei der allgemeinen usgleichung Altenburg bewogen werden könnte, eine ilderung des Beitrags des kleinen, unbemittelten Weimar'schen Dorfes Wittersroda, als Filial der Al- nburg'schen Mutterkirche Pfarrkefslar, hinsichtlich er Baukosten in der Pfarrei Kefslar eintreten zu las- n. Bei den Verhandlungen darüber ergab sich aber, afs zu der Altenburg'schen Pfarrei Kefslar das Haupt- irchdorf Dröfsnitz, welches Altenburgisch ist, und ie Filial - Dörfer Wittersroda und Lotschen gehören, elche Weimarisch sind; dafs Altenburg zu den frag- chen Bauten der Pfarrei Kefslar nur den dritten Theil erlangt und der nicht wohlhabenden kleinen Ge- einde Wittersroda nur dadurch eine Erleichterung egen ihres Beitrags zu jenem Bauaufwande verschafft erden kann, wenn die Weimar'sche Gemeinde Lot- chen, welche ebenfalls Filial von Pfarrkefslar ist,

1831 sich jedoch seit langer Zeit von diesen Beiträg
1832 befreien gewufst hat, zum Mitbeitrage jenes d
Theiles angestrengt wird, was aber von Alte
nicht geschehen kann. Sonach lag eine eigen
Irrung nicht vor, welche durch die Bevollmäch
jetzt hätte ausgeglichen werden können. Dem
dritten Theil der Baukosten tragen in der Regel
all die Filiale; Altenburg aber ist es gleichgült
dieser dritte Theil von Wittersroda allein, ode
Lotschen mitgegeben werde, und Altenburg
noch überdies für sich an, dafs zwischen
Staatsregierungen an allen Punkten, wo sich
mar'sche und Altenburg'sche Parochial-Verhäl
berühren, der Grundsatz bestehe, nach welchem,
das betroffene Filial zu dürftig sei, den dritten
Baukosten zu leisten, der Staat, zu dem es g
zur Aushülfe verbunden wäre.

2. Die Irrung wegen eines *Getreidezinses* v
was über zwölf und einen halben Scheffel, v
das Grofsherzogliche Rentamt Oberweimar vo
Hafermalzeschen Hufe in dem Altenburg'schen
Dröfsnitz fordert, hat durch die eingeleiteten
handlungen nicht erledigt werden können, inde
Zensiten, welche diesen, seit langen Jahren un
baren Zins zu geben hätten, nicht haben ern
werden können und Grofsherzogliche Kammer in
mar bei der Konferenz am 29. November 1824
diesfallsigen Ansprüche zur rechtlichen Ausfü
sich blofs vorbehalten hat, welche hiermit noc
vorbehalten werden.

3. Von gegenwärtigem Staatsvertrage bleibt
ausgeschlossen: die strittige *Wüstung Jäger*
welche von Weimar als Pertinenz des Ritte
Pösen, Amtes Jena, von Altenburg aber ebenfal
Gebietstheil des Amtes Leuchtenburg mit Orla
in Anspruch genommen wird, und zwar aus
Grunde, weil nicht nur Weimar und Altenburg,
dern auch neuerdings die Staatsregierungen Ko
Gotha und Meiningen, und zwar letztere beide
sichtlich der Lehenshoheit, darauf Anspruch ma
Es ist daher für zweckmäfsig geachtet worden, bi
Weiteres blofs die gegenseitigen Ansprüche der h
sten Regentenhäuser Weimar und Altenburg vorz

alten, bis die Verhältnisse wegen der Herrschaft 1831
ranichfeld weiter werden aufgeklärt sein. 1832

4. Ueber die Irrung im Betreff des *Holz-Deputa-es*, welches der Pfarrer zu Rothenstein, wegen des ltenburg'schen Filials Oelknitz, früher aus den Al-enburg'schen Waldungen erhalten hatte, haben weit-äufige Verhandlungen statt gefunden. Diese führ-en jedoch zu weiter keinem Resultate, als dafs von eiten Altenburg's durch Akten nachgewiesen wurde, sei keineswegs rechtlich verpflichtet, das nur auf Widerruf, jedes Mal auf die Lebensdauer des bitten-en Pfarrers bewilligte Holz, womit die Pfarrei nicht örmlich dotirt gewesen, zu bewilligen. Und da achsen-Altenburg auch ablehnte, auf das vom Grofs-erzoglich-Weimar'schen Ober-Konsistorium gemachte nerbieten einer ähnlichen Gegenbewilligung bei rockenborn einzugehen: so wurde beschlossen, den raglichen Gegenstand von den gegenwärtigen Ver-andlungen auszuscheiden.

5. Eine früher statt gehabte Irrung im Betreff *einiger Zinsen*, welche das Rentamt Cahla an mehre inwohner zu Rothenstein forderte, ist durch Uebereinkunft der beiden Kammer-Kollegien zu Weimar nd zu Altenburg vom 1. Mai 1829 beigelegt worden, vorauf hiermit Bezug genommen und die Irrung als ereits erledigt ausgeschieden wird.

§. 4. 1. Wegen eines strittigen *Distrikts* von wei und zwanzig und drei Viertel-Ackern sechs nd eine Viertel-Quadrat-Ruthe Landes zwischen en Fluren *Lotschen* und *Kefslar* ist am 18. Juni 824 zwischen beiderseitigen Aemtern eine Vereini-ung zu Stande gekommen und hierauf die Versteiigung vorgenommen worden, wie die beiderseits desalb aufgenommenen Protokolle von demselben Tage ieses ausweisen, so dafs von dem streitigen Flecke n Weimar sieben Acker zwanzig Quadrat-Ruthen nd aufserdem noch zu besserer Arrondirung fünf und wanzig Quadrat-Ruthen von unstreitig Altenburg'-chem Gebiete, an Altenburg aber funfzehen und ein halber Acker ein und zwanzig und ein Viertel Qua-rat-Ruthen abgegränzt worden sind.

Ueber das Streit-Objekt und die deshalb getrof-ene Uebereinkunft giebt die beiliegende Zeichnung ummer 1. nähere Nachweisung. Die Vereinigung

1831 in der Maafse, wie die Versteinigung vorgenommen
1832 und die Landesgränze hierdurch geordnet worden ist, wird hiermit von Seiten der beiden höchsten Staatsregierungen Weimar und Altenburg genehmigt.

2. Es sind wegen einer, früher streitig gewesenen *Flurgränze zwischen Kleinkröbitz* und *Zimmeritz* bereits seit 1825 durch die hierzu beauftragten Aemter Jena und Cahla Verhandlungen gepflogen worden, welche endlich zu einer Vereinigung führten, auf deren Grunde am 30. September 1829 besage der darüber beiderseits aufgenommenen Protokolle von demselben Tage die Versteinigung vorgenommen worden ist. Von beiden höchsten Staatsregierungen wird die noch nicht ausgesprochene Genehmigung zu dieser Gränz-Feststellung hiermit ertheilt.

3. Es ist eine frühere *Gränzirrung* zwischen den *Fluren Schorba* und *Zimmeritz* über ungefähr einen Achttheil Acker Landes von den betroffenen Gemeinden bereits 1819 verglichen, dieser Vergleich von den beiderseitigen Aemtern, bei einer, am 17. October 1829 gehaltenen Besichtigung wegen Geringfügigkeit des Gegenstandes angenommen, und darauf die Versteinigung alsbald bewirkt worden, wie die beiderseitigen Protokolle vom 17. October 1829 ausweisen.

Diese Feststellung der Gränze an der fraglichen Strecke wird hiermit von beiderseits Staatsregierungen genehmiget.

4. Zwischen den Grofsherzoglich-Weimar'schen *Fluren Rothenstein* und *Leutra* und den Herzogl. Altenburg'schen *Fluren Altenberga, Altendorf* und *Zschernewitz* sind von den beiderseits dazu beauftragten Aemtern Jena und Cahla 1815 einige Gränzirrungen verglichen worden, und es ist nunmehr nur noch die Steinsetzung und bezüglich Revision der Steine vorzunehmen, da gedachte Uebereinkunft hiermit von beiden Seiten genehmigt wird. Es soll nunmehr von beiderseitigen Aemtern die noch nöthige Verfügung und Revision der Steine vorgenommen und hierbei der ältere oben erwähnte Vergleich von 1815 festgehalten werden.

5. Zwischen den Grofsherzoglich-Weimar'schen *Fluren Rothenstein* und den Herzoglich-Altenburg'schen *Fluren Sulza* und *Oelknitz* fand an den sogenannten Sulzaer Wiesen eine *Gränzirrung* statt,

dem man neun Wiesengrundstücke, welche nach 1831
alza steuern, lehnen und zinsen, auch sämmtlich von 1832
alzaer Einwohnern besessen werden, zu jeder der
nannten Fluren ziehen wollte. Die Rothensteiner Prä-
nsions-Linie schlofs aufserdem ein nach Oelknitz
höriges und dorthin steuerbares Wiesengrundstück
d einen Theil des Saalflusses mit ein, welchem von
iten der Gemeinde Oelknitz widersprochen wurde,
ie dies Alles der beiliegende Grundrifs unter Num-
er 2. *b.* näher bezeichnet.

Grofsherzoglich-Weimar'scher Seits hat man aus
n im Konferenz-Protokolle vom 4. Juni 1831 ent-
ltenen Gründen die in Anspruch genommenen Ho-
itsrechte über den fraglich streitigen Distrikt auf-
geben und soll nunmehr die Landesgränze nach der
ltenburg'schen Behauptung so gezogen werden, dafs
e von dem Punkte am rechten Ufer der Saale, wo
s Wiesengrundstück des Adam Scheer aus Sulza
rdlich mit Sulzaer Wiesen zusammenstöfst, unter
chtem Winkel bis in die Mitte der Saale und dann
lsaaufwärts zwischen Rothenstein und Oelknitz hin-
uft, (von α über β nach γ und so weiter).

6. An das in voriger Nummer beschriebene strei-
g gewesene Fleck stöfst nördlich ein abermals strei-
ger Distrikt, der *Geiers-* und *Burgsattelsberg* ge-
nnt, welcher von den beiden Gemeinden Rothen-
ein und Sulza, als zu ihrer Flur gehörig, in An-
ruch genommen wird. Auch hier hat man Grofs-
zoglich-Weimar'scher Seits aus den für Altenburg
rechenden überwiegenden Gründen für dessen Be-
uptung nachgegeben, und soll dem zu Folge die
ndesgränze in Gemäfsheit der Altenburg'schen Prä-
nsions-Linie so gezogen werden, dafs sie von dem,
ter der vorigen Nummer beschriebenen Punkte (α
r unter Nummer 2. a. beiliegenden Zeichnung) am
chten Ufer der Saale bei Adam Scheers Wiesen-
ndstück über A. B. C. D. E. F. G. H. nach dem
bestrittenen Gränzpunkte J. hinläuft.

7. Eine *Gränzirrung* am *Mönchsgraben* zwi-
en den *Gemeindefluren Maua* und *Sulza*, welche
e Fläche von zwei und einem Viertheil Acker acht-
hen Quadrat-Ruthen Altenburg'sches Maafs betrifft
d dadurch entstanden war, dafs man Weimar'scher
its mehre mitSteuern, Lehen und Zinsen nach Sulza

lehnet und zinset, an der Maduschen Flur
in beiliegendem Grundrisse mit Nummer 1.
net worden ist, zum Weimar'schen Gebie

b. dagegen die übrigen Grundstücke des
Flecks definitiv bei Altenburg bleiben, so
Landesgränze vom unstreitigen Punkte a
c. d. e. f. g. nach dem anerkannten Gränz
gezogen wird;

c. die hohe Jagd an dieser Gränzstrecke ist
Landesgränze abgetheilt, wogegen

d. die übrige Jagd, welche bisher auf dem
Flecke als Koppel behandelt, aber sowohl vo
herzoglicher Seite, als von dem Rittergute
lau prätendirt wurde, von dieser Vereinig
geschlossen ist. Es bleiben vielmehr die b
tigen Ansprüche wegen der Konkurrenz
Privat-Rechten hiermit ausdrücklich vorl

e. die Untersuchung, welche wegen Ausübun
Jagd in Folge von Thätlichkeiten dabei noch
wird ohne Bezahlung von Kosten hiermit
geschlagen.

8. Eine *Irrung* zwischen der *Gemeind*
und *Sulza* über sechs *Acker strittiges Lan*
reits in den Jahren 1799 bis 1810 von den b
tigen Aemtern Jena und Cahla beigelegt und
tig gewesene Gränze regulirt und versteinigt

ien gedachten Fluren Jenaprieſsnitz und Dracken- 1831
rf die Gränze nicht mehr streitig ist. Es wird des- 1832
lb hiermit festgesetzt, daſs die Flurgränze zwischen
den Ortschaften nach Maaſsgabe des gedachten Flur-
ızugs-Protokolles vom 29. Juli 1829 auch zugleich
ı Landesgränze ausmachen soll. Die Jagdrechte
einars bleiben hier unberührt, da in der Dracken-
fer Flur die Jagdbefugniſs der dasigen Gutsherr-
aft und nicht der Herzoglichen Kammer in Alten-
g zusteht.

10. Nachdem eine *streitige Gränzstrecke* zwi-
ien den *Fluren Rodigast* und *Lucka* auf der
ölmse am *Meusethale* durch die beiderseitigen Aem-
Jena und Roda bereits am 18. Juli 1810 vergli-
n worden ist, wie die beiderseitigen Protokolle
ı demselben Tage dieses näher ausweisen; auch
ınmehr am 29. September 1829 von beiderseitigen
mtern die Versteinigung der Gränze, der gedachten
bereinkunft vom 18. Juli 1810 gemäſs, vorgenom-
n und, wie solches geschehen, in beiderseitigen
ɔtokollen vom 29. September 1829 niedergeschrie-
ı worden ist; so wird diese Feststellung der Gränze
ermit von beiden höchsten Staatsregierungen ge-
hmigt.

11. Eine zwischen *denselben Gemeinden* hervor-
tretene *Gränzirrung* an dem Ackergrundstücke des
nwohners Hummel aus Rodigast, veranlaſst durch
ɔackern eines Gränzrains von Seiten des genannten
ummel im Jahre 1816 ist durch Vermittelung der
iderseitigen Aemter dadurch beseitigt worden, daſs
r gedachte Hummel statt des abgeackert gehabten
ücks wiederum eine Elle Landes von seinem Felde
i dem Flurraine hat liegen lassen. Auf dem Grunde
eser Vereinigung ist auch am 29. September 1829
ese Gränzstrecke von beiderseitigen Aemtern ver-
einigt worden, wozu hiermit noch die Genehmigung
ider Staatsregierungen ausgesprochen wird.

12. In Ansehung des *Gränzsteines*, welcher am
1. Juni 1830 an der Stelle, wo die Fluren Rodigast,
leinlöbichau und Lucka zusammen stoſsen, vom Groſs-
ɔrzoglichen Amte Jena einseitig gesetzt worden ist,
ird beschlossen, daſs zwar dieser Gränzpunkt für
ie Zukunft beibehalten und der Gränzstein selbst un-
errückt bleiben soll, daſs jedoch über dessen ander-

1831 1832 weite Setzung und beziehungsweise gegenseitig erkennung von den betroffenen Aemtern Jena un ein gemeinschaftliches Protokoll aufgenommen den soll.

13. Die unbedeutenden *Gränz-Differenze* schen den *Fluren Gniebsdorf gegen Luck Zinna* sind von den beauftragten Unterbehörden am 18. und 30. Juli 1810 verglichen worden dieses die darüber beiderseits geführten Protoko her nachweisen. Die noch rückstehende Ge gung zu dieser Gränzberichtigung von Seiten des herzogthums Weimar wird hiermit ertheilt, d Seiten Sachsen-Altenburgs ist bereits früher g und wird hiermit wiederholt.

14. Nachdem von den beiderseits beauftragte tern Bürgel und Eisenberg die *Landesgränze der Waldecker und Klosterlausnitzer Dom Waldung* am 1. Juli 1830 umzogen worden ist bei aber keine Irrung statt gefunden hat, sonde die Setzung eines neuen und Wiederaufrichtung ger umgesunkenen Steine für nöthig erachtet un genommen worden ist, wie dieses Alles die beid aufgenommenen Protokolle von demselben Tage nachweisen; so wird diese Regulirung und Fe lung der Gränze von beiden höchsten Staatsreg gen hiermit genehmigt.

15. Eine in früheren Jahren bestandene renz *zwischen dem Waldecker Forste* und der *dorfer Flur am sogenannten Kuhteiche* hat si vorgenommener Lokal-Besichtigung der beiderse Justiz-Aemter am 15. October 1829 als unbest dargestellt, indem über die Landesgränze an Stelle kein Irrthum mehr obgewaltet hat. Der schlag der beiderseitigen Bezirksämter, dafs d der Nähe des Kuhteichs stehende, etwas ges Gränzstein wieder aufgerichtet werden solle, hiermit genehmiget und sollen die betroffenen Bez ämter hierzu Auftrag erhalten.

16. Bei derselben *Gränzstrecke* an der soge ten *Quirbergswand ohnweit Hetzdorf* ist eine malige *Gränzirrung* bereits am 11. Juni 1808 beiderseitigen Bezirksämtern durch Vergleich b legt und hierauf auch die Versteinigung vorgenon

rden, wozu hiermit von Seiten beider Gouverne- 1831
nts die Genehmigung ertheilt wird. 1832

17. *Derjenige Theil der Thalbürgel'schen Flur*, elcher auch die *Weimar'sch-Hetzdorfer Flur* oder e *Langhagensche Hufe* genannt ist, wird von der ltenburg'schen Hetzdorfer Flur durch die Bürgel'sche ift so abgegränzt, dafs die Mitte dieses Triftzuges e Flurgränze bildet. Weder diese Bürgel'sche Trift, ch die in der Mitte derselben hinlaufende Landes- änze ist bis jetzt versteinigt, und deshalb bei der okal-Expedition am 15. October 1829 von beider- its beauftragten Bezirksämtern verabredet worden, fs die fragliche Trift an geeigneten Stellen, und ar auf beiden Seiten, versteint werden solle. Es ird dieser Vorschlag hiermit genehmiget und sollen benannten Aemter mit diesfallsigem Auftrage ver- hen werden.

18. Eine seit einer langen Reihe von Jahren hwebende *Gränzirrung* zwischen der *Stadtflur ürgel* und der *Gemeinde Hetzdorf* am *sogenann- n Wendelsgraben* und *Anger*, einen Flächenraum n fünf und einem Viertheile Acker Weimarisch treffend, soll dergestalt beigelegt werden, dafs von n streitigen Flecke zum Altenburg'schen Gebiete r die darin liegenden, nach Hetzdorf gehörigen zwei Wiesengrundstücke, welche von den Einwohnern Hein- ch Weisger und Michael Plöttner besessen werden, wie die Spitze des dem Wilhelm Schieferdecker elbst gehörigen Ackergrundstückes, welches von r Weimar'schen Prätensions-Linie durchschnitten rd, abgetreten werden; dagegen aber soll die im reit-Objekte gelegene, dem Baier aus Stadtbürgel hörige und dorthin steuerbare Wiese, so wie die nze streitige Triftlehden-Fläche zum Weimar'schen biete und der Flur Stadtbürgel definitiv kommen. ie Landesgränze wird hiernach von dem unstreiti- n Gränzpunkte an der Strafse von Thalbürgel nach etzdorf, nämlich von a. der beiliegenden Zeichnung ter Zahl 4. an, wo sich ein Jagdgränzstein befin- t, den Berg hinab zur Rechten Hetzdorfer steuerbare undstücke, zur Linken Triftlehde belassend, über c, d, e, f, g, h, i, k, l nach m, wo im Silberthals- che die Wiesengrundstücke Heinrich Weisgers aus etzdorf und Baiers aus Bürgel zusammentreffen, dann

1831 über den gedachten Silberthalsbach hinüber nach
1832 wieder unstreitigen Punkte q, links die Baier Wiese, rechts das Wiesengrundstück der Witwe Fri belassend, gezogen.

Durch diese Uebereinkunft bleiben die Triftr beiderseits unberührt, und namentlich soll der str gewesene Distrikt, nach wie vor, als Koppeltrif handelt werden.

19. Wegen einer zwischen den *Fluren St Bürgel* und *Droschka* früher bestandenen *Grän rung* am *Ochsenbache* über ungefähr fünf Acker des hat das Grofsherzogthum Weimar den durch Stadt Bürgel in Anregung gebrachten Anspruch, der fragliche Distrikt zur Stadt-Bürgel'schen gehöre, fallen lassen. Es bleibt daher der stre Fleck definitiv bei dem Herzoglich-Altenburg's Gebiete, und die Gränze läuft so, wie Altenburg'scher Seits behauptet wird, nämlich längs des Hetzd Leichenweges, von diesem bis an den Eselsweg zur Bürgel'schen Strafse. Grofsherzoglich-Weimarscher Seits wird nur vorbehalten:

dafs die in Weimar'sche Staatskassen fliefse Abgaben von den fraglichen Grundstücken, i fern diese noch nicht aufgerechnet worden worüber demnächst Erörterungen angestellt den sollen, noch nachträglich in Aufrechnung bracht werden dürfen, namentlich auf die In des Hauptvertrages vom 13. dieses Monates Weimar an Altenburg noch zu gewährender Thaler jährliche Revenüen.

20. Da, wo an der *Strafse*, welche *von Bü nach Naumburg* führt, die *Fluren Poxdorf* und *hendorf* sich einander berühren, fand eine *Grän rung* statt. Man behauptete nämlich bei der von Bezirksämtern am 14. October 1829 gehaltenen Gr beziehung Weimar'scher Seits, dafs die Landes-Flurgränze von dem, an der Naumburger Strafse neben Gottfried Hufens aus Hohendorf Felde an henden, von beiden Theilen als richtig anerkan Gränzsteine Nummer 14. der beiliegenden Zeichn unter Zahl 5. in gerader Richtung zu dem darauf genden, am Ende des, Gottfried Klausen zu Pox zugehörigen herrschaftlichen Laasfeldes, unweit gedachten Strafse befindlichen und ebenfalls unbes

ien Gränzsteine Nummer 15. hinziehe; während man 1831
ltenburg'scher Seits die Flur- und Landesgränze im 1832
ogen und zwar dergestalt ziehen wollte, dafs solche
ischen der gedachten Naumburger Strafse und den
hendorfer Feldgrundstücken, welche Johann Gott-
ed Hufe zu Hohendorf und die Pfarrei daselbst be-
zen, hinlaufe, wie dieses die beiliegende Zeichnung
ter Ziffer 5. näher angiebt. Der streitige Distrikt
ungefähr einem halben Acker Weimarisch soll,
troffener Uebereinkunft gemäfs, definitiv zur Alten-
g'schen Hohendorfer Flur abgetreten und die Gränze
ischen den gedachten Gränzmarken unter Nummer
nd 15. durch Zwischensteine also vermahlet wer-
, wie die Hohendorfer Feldgrundstücke nach dem
maligen Besitze mit der Naumburger Strafse oder
t zusammenstofsen. Hiernach gehet die Landes-
nze von Nummer 14. der Zeichnung über a, b, c,
e, f, g, h nach dem unstreitigen Gränzsteine Num-
r 15, wodurch die Strafse an dieser Strecke ganz
eimarisch wird.

21. Gleichergestalt ist die hierauf folgende *Gränz-
ecke zwischen den Fluren Rockau* und *Hohendorf*,
ebenfalls aus ganz gleichem Grunde, wie bei vori-
Nummer aufgeführt worden, eine Gränzirrung be-
d, auf dem Wege gütlichen Vergleichs berichtiget
den. Weimar geht nämlich von seiner Behaup-
ab, dafs die streitige Fläche von ungefähr drei
drei Achttheil Acker Landes, welches von den
egern aus Hohendorf benutzt und besessen wird,
r Rockauer Flur gehöre, und vom Steine Nr. 15.
beiliegenden Zeichnung Nr. 6. zu dem Gränzpunkte
16. die gerade Linie genommen werden müsse,
tritt nunmehr diesen streitigen Platz definitiv an
nburg ab, so dafs die Gränze der Hohendorfer
ergrundstücke zugleich die Flur- und Landesgränze
ben soll, der daran liegende Triftrain aber bei der
kauer Flur verbleibt. Es geht hiernach die Gränze
dieser Strecke von dem unstreitigen Gränzsteine
15. der Zeichnung über a, b, c, d, e, f, g und h.
h dem beiderseits für richtig anerkannten Gränz-
ine Nr. 16, welcher im Ackergrundstücke Gottfried
usters steht und in beiderseitigen Protokollen
m 14. October 1829 näher bezeichnet worden ist.

22. Bei einer, vor den beiderseitigen Bezirksäm-

1831 1832 tern Bürgel und Eisenberg am 14. October 1829 gefundenen *Gränzbeziehung zwischen* den *Fl Rockau* und *Nischwitz* hat sich ergeben, dafs d den älteren Akten bezeichnete Gränzirrung zwi den gedachten beiden Fluren dermalen nicht besteht, sondern die Gränze an dieser Stelle gan streitig ist und deshalb von beiden hohen Staats rungen in der Maafse für richtig anerkannt wir die beiderseitigen hierüber am 14. October 182 genommenen Protokolle ausweisen.

23. Die *Gränze* zwischen den Fluren *M dorf* und *Karsdorfberg* ist am 9. Juli 1825 vo derseitigen Bezirksämtern umgangen worden. S unstreitig und wird durch einen von beiden Seit erkannten Gränzgraben und darauf stofsenden R rain gebildet, welcher jedoch, wegen der Unsich solcher Gränzmarken, von den betreffenden Be ämtern auf dem Grunde der beiderseitigen Prot vom 9. Juli 1825 verlaaget werden soll.

24. Es haben sich die beiderseitigen Bezir ter Bürgel und Eisenberg am 9. Juli 1825 übe zwischen den *Fluren Mertendorf gegen Kar berg* und *Rauschwitz* bestehende *Irrung* wegen *Triftzuges am Birkigt* verglichen. Diese Irru traf nämlich nicht die hier unstreitige, im W graben fortgehende Landesgränze, sondern eine rallel mit derselben zwischen dem Birkigtholze der Rauschwitzer Flur laufenden Triftzug. De soll nach dem Mühlberger Vertrage versteint und di Ellen breit sein, ist aber durch das Abackern de derseitigen Gemeinden, welche sich gegenseiti Beeinträchtigungen beschuldigen, bis auf die h von achtzehen und eine halbe bis zwei und zw Ellen geschmälert worden. Da nun die jetzige B für die Triftberechtigten ausreichend erschein haben sich die beiderseitigen Bezirksämter dahin einigt, dafs dieser Triftzug nach seiner dermi Beschaffenheit erhalten und zu dem Ende verst werde, wie dieses Alles die beiderseitigen Prote vom 9. Juli 1825 das Nähere nachweisen. Es diese Uebereinkunft hiermit genehmiget und so verabredete Versteinigung durch beiderseits Be ämter vorgenommen werden.

25 a. Die *Gränzirrung*, welche *zwischen* den 1831
Fluren Mertendorf und *Döllschütz* wegen einer 1832
Triftlehde obwaltet, indem nach der Weimar'schen Behauptung die Gränze in gerader Richtung über einige Döllschützer Grundstücke hinweg, Altenburg'scher Seits aber dieselbe im Wassergraben fortgezogen wird, ist bei der Konferenz am 4. Juni 1831 aus den im Protokolle vom gedachten Tage enthaltenen Gründen durch gütliche Uebereinkunft beseitiget worden, indem von Seiten des Grofsherzogthumes Weimar dessen Anspruch auf die streitige Fläche von Eintausend vier Hundert sieben und dreifsig Ruthen aufgegeben, letztere definitiv zu der Döllschützer Flur abgetreten, und nunmehr die Versteinigung der streitig gewesenen Fläche in der Maafse vorgenommen werden soll, wie bei der Gränzbeziehung der beauftragten Bezirksämter am 9. Juli 1825 von Seiten der Altenburg'schen Gemeinde Döllschütz die Flurgränze in Anspruch genommen worden ist, nämlich im Graben fort, worüber die beiderseitigen Protokolle vom genannten Tage die genaueren Bestimmungen enthalten.

25 b. Bei der *Flur Poxdorf* und *Hohendorf* schwebte eine *Irrung* über das *Besteuerungsrecht* von acht und drei Achttheilen Açkern Landes, welche den Privaten in Hohendorf besessen werden und in Poxdorfer Flur liegen. Sachsen-Altenburg behauptet im Besitze dieser Steuererhebung zu sein, und die fraglichen Grundstücke zu den gehuften Gütern in Hohendorf geschlagen, auch mit diesen zusammen nach Altenburg versteuert würden. Da der Freistaat Sachsen bei'm Widerspruche Altenburgs die versuchte Besteuerung dieser acht und drei Achttheile Acker wieder unterlassen hat: so wurde aus im Konferenz-Protokolle vom 9. Juni dieses Jahres angegebenen Gründen, laut Protokolls vom 14. Juni 1831, diese Irrung dahin verglichen, dafs Weimar die Steuererhebung von jenen acht und drei Achttheilen Ackern, wie solche bisher geschehen, Altenburg ferner überläfst.

26. Genehmigung wird hiermit ertheilt über die vom 4. und 12. August 1825 von den beiderseits beauftragten Bezirksämtern Weida und Ronneburg vorgenommene Umgehung, Regulirung und Versteinigung

1831 der *Landesgränze* zwischen *den Fluren* des Wei-
1832 mar'schen Dorfes *Thränitz* und des Altenburg'schen Dorfes *Naulitz*, wie dieses die beiderseitigen Protokolle von den genannten Tagen ausweisen.

27. Zwischen der Grofsherzoglich-Weimar'schen *Flur Wolfersdorf*, im Amte Weida, und der Herzoglich-Altenburg'schen *Flur Gauern*, Amtes Ronneburg, hatte früher eine unbedeutende Gränzirrung zwischen den beiderseitigen Pfarrgrundstücken stattgefunden, welche auch zugleich die Territorial-Gränze betraf. Bei einer am 3. August 1825 von beiderseits beauftragten Bezirksämtern gehaltenen Gränzbeziehung der gedachten Fluren ist jedoch an der fraglichen Stelle eine Differenz nicht vorgekommen, sondern die Gränze unstreitig befunden worden, wie dieses die beiderseitigen Protokolle von den gedachten Tagen genau ausweisen, deren Inhalt hiermit genehmiget wird.

28. Auch die *Landesgränze* zwischen dem Weimar'schen *Orte Rufsdorf* und den Altenburg'schen *Dörfern Reust* und *Linda*, wie solche bei der Gränzbeziehung der beiderseits hierzu beauftragten Aemter am 16. August 1825, besage der beiderseits darüber aufgenommenen Protokolle, befunden und regulirt worden ist, wird von beiderseitigen höchsten Staatsregierungen für richtig und festgestellt anerkannt.

29. Am 11. und 12. August 1825 ist von den beiderseits hierzu beauftragten Bezirksämtern die *Landesgränze, welche die Aemter Weida* und *Roscheidet*, umgangen, geordnet und auf dem Grunde der hierbei geführten beiderseitigen Protokolle von denselben Tagen versteiniget worden. Beide höchste Staatsregierungen erkennen die dadurch festgestellte Landeshoheits-Gränze hiermit für richtig an und genehmigen die geschehene Versteinigung.

30. Zwischen der Grofsherzoglich-Weimar'schen *Flur Burkersdorf* und der Herzoglich-Altenburg'schen *Flur Karlsdorf*, und zwar vom Gränzstein Nr. 75 bis 76 der Burkersdorfer, oder Nr. 327 bis 328 der Karlsdorfer ältern Flurbeschreibungen, war die Gränze streitig und dunkel. Es wurde dieselbe bei der, von den beiderseitigen Aemtern am 1. October 1829 gehaltenen Gränzbeziehung, nach Ausweis der darüber geführten beiderseitigen Protokolle, in der

Maafse festgestellt, dafs ein streitiger Distrikt von 1831
sechszehen Quadrat-Ruthen zwischen den Anliegern 1832
Georg Lüder aus Burkersdorf und Christian Müller
und David Foistel, beide aus Karlsdorf, getheilt und
hiervon neun Quadrat-Ruthen an Weimar und sieben
Quadrat-Ruthen an Altenburg kommen sollen. Die
künftige Landesgränze läuft diesem gemäfs von dem
Punkte a der anliegenden Zeichnung Nr. 7 über b
nach c und dann weiter so fort, wie bei der gedach-
ten Gränzbegehung am 1. October 1829 von beider-
seitigen Aemtern Vereinigung getroffen worden ist.

31. Die vom Grofsherzogthume Weimar in An-
spruch genommenen *Jagdrechte* in *einem Theile* der
unbestrittenen Herzoglich-Altenburg'schen *Karlsdor-
fer Flur bei'm Lotzeberge*, den *Tanzäckern* und
Höllengrunde auf ungefähr Hundert und sieben Acker,
wie die beiliegende Zeichnung Nr. 8 angiebt, kom-
men, zu Folge des im Hauptvertrage vom 13. Juni
1831 §. 4, 2. ausgesprochenen Grundsatzes und laut
Vereinigung, an das Herzogthum Altenburg.

32. Eine zwischen den *Fluren Pillingsdorf*
Weimar'scher und *Karlsdorf* Altenburg'scher Seits,
in den Grundstücken Paul Rofsner's und Gottfried
Riedel's, beim Hälberthale entstandene *Irrung*, wurde
bei der kommissarischen Gränzbeziehung der beider-
seitigen Aemter am 2. October 1829, nach Ausweis
der beiderseitigen Protokolle, dahin verglichen, dafs
die von Seiten Weimars behauptete Gränzlinie als
Landeshoheits-Gränze festgestellt und beibehalten
wird, und diesem gemäfs nach Ausweis der beilie-
genden Zeichnung unter Nr. 9. A. über die fragliche
Gränzstrecke vom unstreitig gewesenen Punkte a über
b nach dem Punkte c gezogen werden soll, und so
ferner im Hälberthale fort, wie sich die beiderseiti-
gen Aemter am 2. October verglichen haben.

33. Zwischen *denselben Fluren* am *Ausgange
des Hälberthales* war ein Stück Jagd von ungefähr
fünf Achttheilen Ackern im Bezirke der unstreitigen
Pillingsdorfer Flur zwischen dem Grofsherzogthume
Weimar und dem Herzogthume Altenburg streitig,
wie die beiliegende Zeichnung Nr. 9. c angiebt.

Diese Irrung wird dadurch beigelegt, dafs Sach-
sen-Altenburg seine Ansprüche auf diesen im Grofs-
herzoglich-Weimar'schen Gebiete gelegenen Jagd-

1831 distrikt aufgiebt und künftighin die Landeshoheits-
1832 Gränze auch die Jagdgränze ausmacht.

34. Am *sogenannten Ruheplatze*, einem Triftflecke, fand eine *Gränzirrung* statt. Die Grofsherzoglich-Weimar'sche Gemeinde Ströfswitz nämlich behauptete, dafs ihre Flurgränze an dieser Stelle von einem beiderseits für richtig anerkannten Gränzsteine a der beiliegenden Zeichnung unter 10. A zu einem in die Erde gehauenen Kreuze unter b gehe und dieses zugleich der Gränzpunkt sei zwischen den beiden Weimar'schen Fluren Ströfswitz und Breitenhayn. Von diesem Punkte b an zog die zuletzt gedachte Gemeinde Breitenhayn ihre Flurgränze bis zu dem unbestrittenen Gränzsteine c. Die Herzoglich-Altenburg'sche Gemeinde Bremsnitz widersprach dieser Weimar'schen Behauptung und führte ihren Gränzzug von dem erwähnten Gränzsteine a weiter südlich über den Punkt d, ebenfalls nach dem unstreitigen Gränzsteine c. Die beiderseits beauftragten Justiz-Aemter haben sich bei der Gränzbeziehung am 6. October 1829 über diese Irrung miteinander dahin verglichen, dafs das streitige Fleck an 22 Quadrat-Ruthen gleichmäfsig getheilt und nunmehr die Landeshoheits-Gränze in der Mitte des streitigen Platzes, nämlich von a über e, welcher Punkt einstweilen mit einem Pfahle bezeichnet worden, nach c gezogen werden solle, welcher Vergleich hiermit genehmigt wird.

35. Zwischen der Weimar'schen *Flur Breitenhayn* und der Altenburg'schen *Flur Bremsnitz* am *Meusebacher Wege*, da, wo die Grofsherzoglich-Weimar'sche Domanial-Waldung mit dem Grundstücke des Einwohners Georg Friedrich Schmidt aus Bremsnitz zusammen stöfst, haben in älteren Zeiten Gränzirrungen statt gefunden. Bei der am 6. October 1829 vorgenommenen Gränzbeziehung der beiderseits kommittirten Aemter hat sich jedoch ergeben, dafs an dieser Stelle keine Differenz vorliegt, obschon besondere Gränzzeichen nicht vorhanden waren, weshalb diese Gränzstrecke, ganz in Gemäfsheit der kommissarischen Vereinigung und der beiderseits darüber aufgenommenen Protokolle vom 6. October 1829, so wie der gefertigten Zeichnung unter Nr. 10. B, versteinigt werden soll.

36. Bei der von beiderseitigen beauftragten Aem- 1831
ern am 6. October 1829 vorgenommenen Gränzbe- 1832
iehung ist die *Irrung* zwischen der Grofsherzoglich-
Weimar'schen Domanial-Waldung *in der Stanauer*
Flur und dem Holzgrundstücke des Einwohners Ge-
›rg Friedrich Schmidt aus Bremsnitz *im Bremsni-*
zer Flur, am *heiligen Baume*, in der Maafse bei-
gelegt worden, dafs Herzoglich-Altenburg'scher Seits
lie von Weimar in Anspruch genommene Gränzli-
nie als die richtige anerkannt wurde. Die anschei-
nende Differenz ist nur dadurch veranlafst worden,
lafs der gedachte Einwohner Georg Friedrich Schmidt
us Bremsnitz auf unstreitigem Grofsherzoglich-Wei-
nar'schem Gebiete in der Herrschaftlichen Waldung
inen Baum umgefällt und diesen weggefahren; auch
nunmehr Ersatz dafür der Grofsherzoglichen Kam-
ner in Weimar zu leisten hat, wie dieses alles die
eiderseitigen Protokolle vom 6. October 1829 aus-
veisen.

37. Unfern des heiligen Baumes fand zwischen
len *Fluren Stanau* Weimar'scher Seits und *Brems-*
nitz Altenburg'scher Seits eine *Gränzirrung* statt.
Von Seiten Weimars wurde nämlich die Flur- und
Landesgränze dem unstreitigen Gränzsteine a der bei-
iegenden Zeichnung unter 11. A. über b, c, f nach
, dagegen von Altenburg von a im Wege fort über
, h, i nach e gezogen. Die beiderseits beauftragten
Aemter haben diese Irrung dahin verglichen und bei-
lerseits Staatsregierungen genehmigen, dafs von dem
treitig gewesenen Platze neunzehn Quadrat-Ruthen
n Weimar und 11 Quadrat-Ruthen an Altenburg
ommen und die Flur- und Landesgränze so bestimmt
wurde, dafs dieselbe von a über b, c, d nach é
inlaufe und mithin die Gränze der Grundstücke des
Georg Rofsner, dann Georg Friedrich Schmidts aus
Bremsnitz bis zum Punkte c, wo Schmidts und Her-
zoglich-Altenburg'sche Holzgrundstücke zusammen-
stofsen, die Hoheits- und Flurgränze ausmachen,
dann aber von c aus, gegen Mittag im rechten Win-
kel, zwischen beiderseits Herrschaftlichen Waldun-
gen über d und endlich westlich nach e sich hin-
zieht, wie dieses alles die beiderseitigen Protokolle
om 6. October 1829 genau beschreiben.

38. Die *Gränzirruug*, welche bei der *Bader-*

1831 1832 *Reuthe* zwischen beiderseits Herrschaftlichen Domainen-Waldungen *in den Fluren Stanau* und *Bremsnitz* schwebte, ist bei der kommissarischen Gränzbeziehung der beiderseitigen Aemter am 7. October 1829, besage der darüber aufgenommenen beiderseitigen Protokolle und der darauf bezüglichen Zeichnung unter Nr. 11. B, dahin verglichen worden, dafs die von Weimar behauptete Gränzlinie beibehalten und das streitige Fleck an 15 Quadrat-Ruthen ungetheilt zum Weimar'schen Gebiete gezogen werden soll. Nach dieser Vereinigung sollen ferner diejenigen drei Thaler zwölf Groschen acht Pfennige, welche am 6. August 1828 bei'm Grofsherzoglichen Rentamte Neustadt an der Orla als Erlös für die Grofsherzoglich-Weimar'scher Seits auf dem streitigen Flecke geschlagenen zwei Klaftern sechs Viertheil-elliges Holz deponirt worden sind, der Grofsherzoglichen Kammer in Weimar definitiv verbleiben. Diese ganze Vereinigung wird hiermit genehmigt.

39. Zwischen *denselben Herrschafts-Waldungen* und *Fluren* ist ebenfalls von beiderseits beauftragten Aemtern ein *streitiger Distrikt* von 11 Quadrat-Ruthen *bei der Stanauer Eiche* so getheilt worden, dafs die Gränze mitten hindurch geht und fünf und eine halbe Quadrat-Ruthen zum Weimar'schen und fünf und eine halbe Quadrat-Ruthen zum Altenburg'schen Gebiete abgegränzt werden, wie das angezogene Protokoll vom 7. October 1829 und die beiliegende Zeichnung unter 11. C. solches das Nähere anzeigen. Auf dem Grunde dieser Vereinigung soll ferner der bei Grofsherzoglichem Rentamte Neustadt an der Orla deponirte Erlös an vierzehn Thalern zwei Groschen für das im Jahre 1826 auf dem streitigen Distrikte geschlagene Holz an sechs und einer halben Klaftern getheilt und die Hälfte davon, an sieben Thalern einem Groschen, der Grofsherzoglichen Kammer in Weimar, die zweite Hälfte an sieben Thalern einem Groschen aber der Herzoglichen Kammer in Altenburg gewährt werden. Auch diese Vereinigung wird hiermit genehmigt.

40. Da im *Stanauer Grunde* zwischen der Weimar'schen *Flur Stanau* und der Altenburg'schen *Flur Trockenborn* die Gränze am Fufse des Berges hinlaufen soll, dieselbe aber durch mehre nach und nach

ıtstandene Krümmungen verdunkelt und unbestimmt 1831
orden war: so haben die beiderseits beauftragten 1832
emter Neustadt und Cabla bei der Gränzbeziehung
n 9. October 1829 sich über die diesfallsigen *Gränz-*
ınkte vereinigt, wie die beiderseits aufgenomme-
ın Protokolle vom genannten Tage und die hier bei-
ɛgende Zeichnung unter Nr. 12. darlegen. Es wurde
erbei noch folgende Bestimmung getroffen: da, wo
ı Stanauer Grunde durch die vereinbarte Landes-
änze einige anstehende Bäume, welche augenschein-
ch zu der Herzoglich-Altenburg'schen Domänen-
aldung gehören, aber nunmehr im Grofsherzoglich-
eimar'schen Gebiete liegen, soll der Herzoglichen
ammer in Altenburg gestattet sein, dieses Holz
nnächst abzuschlagen, indem die Weimar'schen
terthanen an diesem Holzbestande keinen Anspruch
achen.

Eine hierbei hervorgetretene *Irrung* im *Stanauer*
runde, wo nämlich Köhlers Wiese mit der Herr-
haftlich Altenburg'schen Domanial-Waldung, der
ankenberg genannt, zusammenstöfst, wurde da-
n verglichen, dafs der streitige Distrikt an unge-
hr zwei und vierzig Quadrat-Ruthen zur Hälfte
m Weimar'schen und zur Hälfte zum Altenburg'-
hen Gebiete abgegränzt werden soll, so dafs die
nmehrige Landesgränze von dem unbestrittenen
nkte a der gedachten Zeichnung unter Nr. 12. A
er den, mit einem Pfahle bezeichneten Punkt b
ch dem wieder unbestrittenen Gränzsteine c hin-
uft. Hierbei wurde noch verabredet, dafs das Holz,
elches auf dem zum Weimar'schen Gebiete und zu-
nftigen Eigenthume des Anliegers Christoph Köh-
r aus Stanau abzugränzenden Theile der streitigen
äche von ungefähr ein und zwanzig Quadrat-Ru-
en steht, vorerst von Herzoglicher Kammer in Al-
nburg umgeschlagen und dann erst dem Anlieger
r Grund und Boden überlassen werden soll.

Auch diese Vereinigungen werden hiermit ge-
hmigt.

41. Zwischen den beiden *Fluren Breitenhayn*
d *Trockenborn* bestand an der Roda-Neustädtschen
rafse eine *Gränzirrung* darin, dafs man Weimar'-
her Seits von dem, an der gedachten Strafse anste-
nden, beiderseits für richtig anerkannten Gränz-

1831 steine a der beiliegenden Zeichnung unter 13. A
1832 über die Privat-Gränzsteine b, c und d nach dem wieder unstreitigen Gränzsteine g, dagegen aber Altenburg'scher Seits von dem genannten Gränzsteine a in gerader Linie nach dem Gränzpunkte g. ziehen wollte. Durch die beiderseits beauftragten Aemter ist solche am 15. October 1829, besage der darüber aufgenommenen beiderseitigen Protokolle von demselben Tage, so verglichen worden, dafs die zwischen mehren Einwohnern in Breitenhayn, Andreas Hartmann und Genossen Weimar'scher Seits, und der Herzoglich-Altenburg'schen Waldung und Hartmanns Grundstücken Altenburg'scher Seits, streitige Fläche von drei und funfzig Quadrat-Ruthen gleichmäfsig getheilt worden. Nach dieser hiermit genehmigten Vereinigung geht nunmehr die Landesgränze von dem genannten Gränzpunkte a aus über die mit Pfählen bezeichneten Punkte e und f nach dem Privat-Gränzsteine d und von da nach dem unbestrittenen Flurgränzsteine g.

42. Da, wo an der so genannten *hohlen Buche* zwischen den *Fluren Breitenhayn* und *Trockenborn* die Herzoglich-Altenburg'sche Domanial-Waldung mit dem Holzgrundstücke des Einwohners Michael Müller aus Breitenhayn zusammenstöfst, fand eine Gränzirrung statt. Es wird nämlich Grofsherzoglich-Weimar'scher Seits behauptet, dafs die Gränze in gerader Linie von demjenigen Punkte an der hohlen Buche aus, welche beiderseits für unbestritten angesehen und mit einem Pfahle bezeichnet worden war, zu dem darauf folgenden unbestrittenen Gränzsteine hingehe, während man Herzoglich-Altenburg'scher Seits diese Gränze im Bogen längs eines Fufsweges weiter links hinziehen wollte. Die von beiden Prätensions-Linien eingeschlossene Fläche von ungefähr acht und vierzig Quadrat-Ruthen soll jedoch in Rücksicht der für die Weimar'sche Prätension sprechenden Gründe so gezogen werden, wie Weimar'scher Seits behauptet wird: nämlich von dem Punkte h der beiliegenden Zeichnung sub Nr. 13. B in gerader Richtung nach dem Punkte i. Das Holz auf dem streitigen Grundstücke soll von Seiten Altenburgs nach seinem Werthe veranschlagt und dem Anlieger Müller die Wahl gelassen werden:

entweder den Bar-Betrag der Hälfte an Herzog- 1831
liche Kammer in Altenburg sogleich zu zahlen und 1832
das Holz zu behalten;
oder das anstehende Holz Herzoglicher Kammer in Altenburg zu überlassen und von dieser den Bar-Betrag der Hälfte zu empfangen;
oder seine Ansprüche auf das Ganze im Wege Rechtens auszuführen; in welchem letztern Falle Altenburg sich bedingt, dafs dies vor dem Herzoglich-Altenburg'schen Kreisamte Cahla geschehe, welches dazu von beiden kontrahirenden Theilen, nach den näheren Bestimmungen des Konferenz-Protokolls vom 14. dieses, als gemeinschaftlich beauftragtes Gericht, Kommission Kraft dieses Vertrages erhält, aber nicht selbst erkennen, sondern die Akten zum auswärtigen Spruche versenden soll.

Wenn Müller den Vergleichsvorschlag nicht annimmt; so bleibt der Territorial-Punkt in statu quo, bis zur endlichen rechtskräftigen Entscheidung, von welchem Momente an, ohne Rücksicht auf das Resultat der Entscheidung, der streitige Distrikt mit dem Staatsgebiete Weimars vereinigt wird.

43. Zwischen *derselben Flur, nach der grünen Wiese zu*, fand an der Herzoglich-Altenburg'schen Waldung, die Geierswiese genannt, und dem Holzgrundstücke der Oswald'schen Erben zu Breitenhayn, eine *Gränzirrung* statt, indem man Weimar'scher Seits von dem unter voriger Nummer genannten unstreitigen Gränzsteine i aus, am Abhange des Berges hin, nach dem Grunde am grünen Bache, allwo unbestritten ein richtiger Gränzpunkt sich befindet und mit einem Pfahle bezeichnet wurde (in der Zeichnung unter Nr. 13. C) hinziehen wollte, wogegen Altenburg'scher Seits behauptet wurde, dafs die Gränze von dem Punkte i aus, längs einem alten, an linken Seite hinlaufenden Holzwege hin über o und p ebenfalls nach m gehe. Die beiderseitigen Aemter haben sich bei der kommissarischen Gränzbeziehung am 15. October 1829 über diese Irrung dahin verglichen, dafs die Landesgränze in einem, den streitigen Distrikt durchschneidenden Fahrwege bezogen werden soll, nämlich vom Punkte i und über q, r, s, t nach m, wornach vom Streit-Objekte,

1831 an ungefähr vierzig Quadrat-Ruthen, funfzehn Qua-
1832 drat-Ruthen zum Weimar'schen und fünf und zwanzig Quadrat-Ruthen zum Altenburg'schen Gebiete abgegränzt werden. Diese Vereinigung wird hiermit genehmiget. Es sollen aber auch die auf dem getheilten Distrikte stehenden Bäume, nach den Konferenzen zu Meiningen vom 16. November 1829 und zu Altenburg vom 5. Juni 1831, auf dem nun Altenburg'schen Gebiete der Herzoglichen Kammer zu Altenburg, auf dem nun Weimar'schen Gebiete aber den Oswald'schen Erben zu Breitenhayn gehören.

44. An der so genannten *grünen Wiese* oder am *Schellers Schlage* fand zwischen *denselben Fluren* gleichfalls eine *Gränzirrung* statt. Man behauptete nämlich Weimar'scher Seits, dafs von dem unter voriger Nummer an dem grünen Bache eingeschlagenen Pfahle, als unbestrittenen Gränzpunkt aus, die Flur- und Landesgränze zu einem Steine am Holzrande und von da an dem Holzrücken von einem zum andern der daselbst befindlichen fünf Steine, welche die Breitenhayner Bauernhölzer von der Herrschaftlich-Altenburg'schen Waldung, der Schellers Schlag genannt, scheiden, hinlaufe bis zu einem unstreitigen Landes-Gränzsteine an der Aue an Adam Oswalds Grundstücke. Herzoglich-Altenburg'scher Seits dagegen zog man die Gränze weiter links am Rande des Holzes im Grunde fort, ebenfalls bis zu dem genannten Gränzsteine in der Aue, so dafs der streitige Fleck einen abwechselnd schmalen und breiten Striemen von ungefähr sechs bis sieben Hundert Schritte Länge und einen Flächenraum von zwei und einem halben Acker dreizehn und eine halbe Quadrat-Ruthe Weimarisch, oder einen und einen Achttheil Acker sieben und eine halbe Quadrat-Ruthe Altenburgisch beträgt; wie dies alles der Rifs unter 14 das Nähere besagt.

Bei den für die Weimar'sche Prätensions-Linie vorliegenden Gründen und unter der Bedingung, dafs Weimar bei der Irrung, die alte Abtei betreffend, wie unter Nr. 48. wirklich geschehen, sich vergleiche, ist festgestellt worden:

a. dafs die Landesgränze künftig nach der Weimar'schen Prätensions-Linie laufe:

b. dafs das Privat-Eigenthum an dem streitigen Bo-

den und Holze den Weimar'schen Anliegern über- 1831
lassen seyn solle. 1832

45. Eine *Gränzirrung* im *kalten Thale* zwischen
n *Fluren Lichtenau* und *Trockenborn*, wo Alten-
rg'scher Seits die Herrschaftliche Domainen-Wal-
ng mit den Privat-Besitzungen des Friedrich Au-
st und Johann Adam Müller, Karl Gottlieb Gum-
rts und Genossen aus Lichtenau zusammenstofsen,
: am 16. October 1829 von den beiderseitigen Beam-
ten in der Art regulirt worden, dafs der streitige
eck von zwölf Quadrat-Ruthen getheilt und hier-
n sieben Quadrat-Ruthen zum Weimar'schen und
nf Quadrat-Ruthen zum Altenburg'schen Gebiete
gegränzt worden sind, wie dies die beiderseitigen
otokolle von demselben Tage und die beiliegende
eichnung unter 15. A. das Nähere angeben. Nach
n Konferenzen in Meiningen am 16. November 1829
id in Altenburg am 5. Juni 1831 fallen die auf dem
itheilten Distrikte stehenden Bäume so, wie die
nmehrige Landesgränze geht, da, wo der Boden
erzoglich-Altenburgisch', an Herzogliche Kammer in
ltenburg, die Bäume aber, welche auf nunmehr Wei-
ar'scher Gränze stehen, an die anliegenden Wei-
ar'schen Unterthanen.

46. Zwischen *denselben Fluren*, am sogenann-
n *alten Teiche*, wo das Grundstück Johann Adam
artmanns aus Lichtenau mit der Herzoglich-Alten-
rg'schen Domanial-Waldung zusammenstöfst, war
ne Dunkelheit der Gränze entstanden. Es wurde
ese *Gränze* jedoch von beiderseitig beauftragten Ju-
iz-Aemtern am 16. October 1829 regulirt, wie die
iderseits darüber aufgenommenen Protokolle von
emselben Tage ausweisen; was hiermit Genehmigung
rhält.

47. *Ebendaselbst* wurde auch von denselben be-
uftragten Justiz-Aemtern an demselben Tage eine
leine Irrung von fünf Quadrat-Ruthen, zwischen
en Grundstücken Johann Gottlieb Gumperts und Ge-
ossen aus Lichtenau und der Herzoglich-Altenburg'-
chen Domainen-Waldung, beigelegt und die Gränze
n der Maafse festgestellt, dafs von dem streitigen
Flecke eine Quadrat-Ruthe an Weimar und vier
Quadrat-Ruthen zum Altenburg'schen Gebiete gezo-
gen werden, wie dieses die beiliegende Zeichnung

1831 unter Nr. 15. B und die beiderseits darüber aufgenom-
1832 menen Protokolle vom 16. October 1829 näher bestimmen. Privat-Ansprüche der Weimar'schen Unterthanen des auf dem streitigen Flecke stehenden Holzes bleiben vorbehalten.

48. In der sogenannten Abtei, zwischen der Grofsherzoglich-Weimar'schen *Flur Langendembach* und der Herzoglich-Altenburg'schen *Flur Hummelshayn* fand seit uralten Zeiten eine *Irrung* über *Hoheit* und *Jurisdiktion* statt. Es wurde nämlich von Seiten Weimars behauptet, dafs eine Herzoglich-Altenburg'sche Domanial-Waldung, genannt die alte Abtei, an ungefähr zwei Hundert und achtzig Ackern Weimarisch, sowie die daran, nach der Altenburg'schen neuen Abtei hin gelegene, zum Rittergute Oppurg gehörige Abtei-Wiese, an vier Ackern fünf und zwanzig und drei Viertheilen Quadrat-Ruthen, zum Grofsherzoglich-Weimar'schen Gebiete gehöre und deshalb beide Grundstücke bei Flurumzügen, als zur Langendembacher Flur gehörig, mit umgangen worden wären, so dafs die Flur- und Landeshoheits-Gränze von dem unstreitigen Punkte a der beiliegenden Zeichnung unter Nr. 16. an über b nach c ginge, auf Altenburg'scher Seite die Herrschaftliche Domainen-Waldung, genannt die neue Abtei, auf Weimar'scher Seite aber die schon gedachte Abtei-Wiese belassend. Herzoglich-Altenburg'scher Seits wurde dem widersprochen und behauptet, dafs beide fragliche Grundstücke zum Herzoglich-Altenburg'schen Gebiete gehörten und die Landesgränze von dem unbestrittenen Punkte a der beiliegenden Zeichnung über f, g, h, i, k, l, m, d nach dem wieder unstreitigen Punkte c gezogen werden müfste. Zur Beilegung dieser Differenz ist, mit Berücksichtigung mehrer Irrungen, welche dieser Vertrag als beigelegt erwähnt und wo von Seiten Altenburgs nachgegeben worden, eine Vereinigung in der Maafse verabredet und aus den in den Protokollen vom 8. und 14. Juni 1831 angegebenen Gründen von Seiten Weimars zugestanden worden, dafs die Herzoglich-Altenburg'sche Domanial-Waldung, die alte Abtei genannt, definitiv zum Herzoglich-Altenburg'schen, dagegen aber die nach Oppurg gehörige Abtei-Wiese zum Weimar'schen Gebiete definitiv abgegränzt werden soll. Hiernach soll die Flur- und Landes-

oheits-Gränze von dem mehrerwähnten unstreitigen 1831
unkte a über b nach c, dann von hier über d, e, 1832
g, h, i, k, l, m wieder nach d und c gehen, wo
eide Prätensions-Linien sich vereinigten. Damit es
öglich werde, den Zusammenhang der Herzoglich-
ltenburg'schen alten Abtei-Waldung mit dem übri-
en Altenburg'schen Gebiete herzustellen, wird noch
stgesetzt, dafs am Ende der Abtei-Wiese, wo die-
elbe mit der Besitzung der Anlieger aus Langendem-
ach gränzt, von c nach d von Weimar an Alten-
urg die Hoheit über einen schmalen Weg abgetreten
erden soll, wenn letzteres den Besitz eines solchen
Weges durch Uebereinkunft mit den Privat-Besitzern
erwerben will. Durch diese Bestimmung der Landes-
oheits-Gränze sollen jedoch die Rechte des Ritter-
uts-Besitzers zu Oppurg auf die Jagd in der gedach-
en alten Abtei-Waldung und dessen Ansprüche auf
erichtsbarkeit daselbst unberührt bleiben. Sowohl
egen dieses Jagdrechtes, als auch, wenn Oppurg
ne Ansprüche auf die Gerichtsbarkeit über die alte
btei durchführen könnte, werden die Besitzer von
ppurg deshalb Vasallen des Herzogthums Altenburg
nd zwar unter den im Hauptvertrage am 13. dieses
egen der Gerichtsbarkeit zu Dienstädt und wegen
er Lehensverhältnisse enthaltenen näheren Bestim-
mungen.

49. Zwischen *denselben Fluren* in der *Gegend von Bünaus Grunde*, wo auf Weimar'scher Seite die Rechersche, sonst Stopfelsche Holzmarke, Altenburg'scher Seits aber Herrschaftswaldung und die Georg Schachersche Holzung durch einen Gränzweg von einander geschieden sind, gab es eine *Irrung*, indem man beiderseits den gedachten Gränzweg in Anspruch nahm. Die beauftragten Aemter haben sich besage der beiderseitigen Protokolle am 22. Juni 1830 dahin verglichen, dafs die *Landesgränze* in der Mitte des fraglichen Weges gehen solle, letzterer aber von beiden Seiten bejagd werden dürfe.

50. Die *Irrung* zwischen dem Grofsherzoglich-Weimar'schen *Gerichte zu Oppurg* und dem Herzogl. Altenburg'schen *Gerichte zu Langenorla*, im Betreff der *Döbritzer Erbgerichtsbarkeit*, ist durch die Vermittelung der beiderseits beauftragten Kreisämter am 22. Juli 1830 zu Pösneck besage der beiderseitigen

1831 Protokolle dahin verglichen worden, dafs das Gericht
1832 zu Langenorla vom gedachten Tage an dem Gerichte Oppurg die fragliche Erbgerichtsbarkeit nicht mehr streitig machen, vielmehr dieselbe an letzteres ganz abtreten will, mit der Bedingung, dafs sich das Gericht zu Langenorla bei vorkommenden Fällen den Siegelthaler, die Lehen und die Zinsen vorbehält und alle bis zu diesem Tage rückständigen, noch nicht expedirten Jurisdiktions- und Lehenfälle vornehme und besorge, sich also den Abwurf der Gerichtsnutzungen aneigne, die vom 22. Juli 1830 an aber vorkommenden Fälle der Gerichtsbarkeit — mit Ausnahme der Lehen und Lehens-Expeditionen — dem Gerichte zu Oppurg ohne weitern Anspruch überläfst.

Beiderseits hohe Staatsregierungen genehmigen hiermit diese Uebereinkunft.

Eben so

51. wurde an demselben Tage durch Vermittelung der beauftragten Kreisämter wegen der *Jurisdictions-Irrung* über die *Grundstücke* im *Loche*, *Tiefthal* und *Bahngraben* zwischen denselben *betheiligten Gerichten* zu *Oppurg* und *Langenorla* folgende Vereinigung getroffen: die volle Gerichtsbarkeit, sowohl Obere- als auch Erb-Gerichtsbarkeit, über sämmtliche hier in Frage kommende Grundstücke soll, vom 22. Juli 1830 an, *den* Orten und folgegemäfs *dem* Gerichte des Landes zufallen, an welches die betroffenen Grundstücke steuern; die Lehen, Zinsen und sonstigen Privat-Gerechtsame bleiben aber unverrückt, nach wie vor. Auch diese Uebereinkunft wird von Seiten der hohen Staatsregierungen Weimar und Altenburg hiermit genehmiget, und soll von den beiderseitigen Aemtern Neustadt und Cahla gemeinschaftlich die Versteinigung der fraglichen Gränzstrecke, in so weit nöthig, vorgenommen werden.

52. Zwischen den *Fluren Kleindembach* und *Langenorla* war die *Flur-* und *Landesgränze* dadurch dunkel und unbestimmt, dafs sich die gegenseitigen Grundstücke in einander schieben und hinsichtlich der Steuerbarkeit gemischt liegen. Die beiderseits beauftragten Kreisämter haben bei der am 28. Mai 1831 statt gefundenen Gränzbeziehung sich dahin vereinigt, dafs nach Maafsgabe der Steuergehörigkeit die Landesgränze festgestellt werden soll, jedoch

ich vorfindenden reinen Enklaven, diesseits und 1831
its, hiervon ausgenommen sind. Die Trift-, Jagd- 1832
urisdiktions-Ausübungen bleiben an dieser Gränz-
ke, wie sich ohnehin versteht, durch diese Ue-
nkunft ganz unberührt. Auch sollen die Wei-
ischen Unterthanen von den Enklaven im Alten-
schen Gebiete, wenn die Steuern Weimarisch blei-
von der Entrichtung jeglichen Anweisegeldes an
Altenburg'schen Forstbeamteten frei bleiben.

Die Landesgränze, wie solche durch vorstehende
mit genehmigte Vereinigung bestimmt, auch be-
von den Bezirksämtern am 28. Mai 1831, laut
dabei aufgenommenen beiderseitigen Protokolle,
;en worden ist, soll nunmehr, nachdem solche
etrisch aufgenommen und chartirt worden ist,
den beiderseitigen Aemtern versteinigt werden.

§3. Die *Kirche* der Weimar'schen Gemeinde zu
rendembach besitzt in dem unstreitigen Alten-
schen Gebiete innerhalb der Fluren Langenorla und
norla ein Holzgrundstück, der *Würzbach* ge-
. Die Frage wegen Aufsichtsführung über die
Wald-Distrikt hatte zwischen beiden Gouverne-
s Veranlassung zu einer Irrung gegeben, welche
ehr gänzlich dadurch beigelegt wird, dafs von
n des Grofsherzogthumes Weimar aus den im
erenz-Protokolle vom 7. Juni 1831 angegebenen
den die Forstaufsicht über das fragliche geistliche
den Altenburg'schen Behörden fernerhin und
Widerspruch überlassen sein soll.

54. Ueberall, wo die beiderseits beauftragten Be-
-Aemter bei Umgehung der *Landesgränze* für
g hielten und verabredeten, dieselbe zu Vermei-
künftiger Streitigkeiten und Irrungen durch Gränz-
en festzustellen, soll auch nunmehr diese *Gränz-
einigung* durch die Bezirks-Aemter vorgenom-
und denselben hierzu der nöthige Auftrag von
n der Staatsregierungen ertheilt werden.

§. 5. Zu C. *Irrungen*, welche im gegenwärti-
n Nebenvertrage ihre Erledigung noch *nicht* fan-
n und einem Nachvertrage zu diesem Nebenver-
ge *vorbehalten* bleiben, sind folgende:

zwischen den Fluren Wittersroda und Dröfsnitz
schwebt eine Irrung über vierzig Acker zur Al-
tenburg'schen Pfarrei Kefslar gehörige Grund-

gelegt werden.

2. Gleiche Bewandnifs hat es mit der
zwischen der Gemeinde Lotschen un
Der hier streitige Distrikt beträgt
neun und funfzig und drei Viertheil
und zwanzig Quadrat-Ruthen Wein
vier und siebenzig und drei Achtl
Altenburg'schen Maafses, wo das Ar
hayn hierüber noch nähere Erörteru
und dann zwischen beiderseitigen A
möglich ein Vergleich zu Stande ge
den soll.
3. Auf der Flurgränze zwischen dem W
Dorfe Kleinkröbitz und dem Alt
Rodias wurde 1812 von den betroffe
den eine Vereinigung verabredet, we
Flurgränze zugleich die Landesgränz
Bezug auf letztere der höchsten G
beider Staatsregierungen bedarf. Um
zu können, mufs eine Lokal-Exp
beiderseitigen Bezirks-Aemter, welch
beauftragt wurden, vorausgehen und
gang der Berichte dieser Aemter wir
genstand in dem Nachvertrage seinen
4. Zwischen den Fluren Rutha und Zöll
seit mehren Jahren schwebende Gränz

Die Irrungen zwischen Lobeda und Drackendorf sind noch zu erörtern und deshalb an die Aemter verwiesen worden. 1831 1832

Im Jahre 1820 soll nach der Versicherung Altenburg'scher Seits zwischen der Grofsherzogl. Weimar'schen Flur Schwarzbach und der Herzoglich-Altenburg'schen Flur Hellborn von den hierzu beiderseits beauftragten Aemtern die Gränze regulirt und versteinigt worden sein. Da man jedoch von Seiten des Grofsherzogthumes Weimar von dieser Gränzberichtigung keine Kenntnifs hatte: so wurde beschlossen, vorerst Erkundigung darüber einzuziehen.

Nach älteren Akten von 1659, welche der Weimar'schen Staatsregierung von Dresden mitgetheilt worden sind, sollten vom Altenburg'schen Amte Roda alljährlich Neun Scheffel Hafer aus dem Grunde an das Amt Weida geschüttet werden, weil bei dessen Ueberweisung soviel an dem von Sachsen-Gotha zu gewähren gehabten Zinsgetreide gemangelt. Da indessen von den genannten beiderseitigen Aemtern über diesen Anspruch durchaus keine Auskunft hat gegeben werden können: so wird dieser Gegenstand, der Rechte und Ansprüche des Grofsherzogthumes Weimar unbeschadet, von gegenwärtiger Uebereinkunft ausgeschlossen.

In der Herzoglich-Altenburg'schen Langenorlaer Flur liegt ein Holzgrundstück, die Stopfelsche Holzmarke genannt, welche in das Grofsherzogthum Weimar steuert und wegen der Kriegs-Prästationen zu öfteren Streitigkeiten Veranlassung gegeben hat, weshalb von Herzoglich-Altenburg'scher Seite der Antrag auf Abtretung gegen Entschädigung gestellt ward. Diesem soll entsprochen werden, insofern nicht besondere Bedenken vorwalten, welche der Realisirung dieses Planes hinderlich sein würden, weshalb dieser Gegenstand zuvörderst den beiderseitigen Aemtern zur Erörterung und resp. Ermittelung der von Weimar bisher bezogenen Gefälle an Steuern und dergleichen übertragen werden soll.

§. 6. Die *allgemeinen Bestimmungen*, welche am 13. dieses zwischen Sr. Königlichen Hoheit,

1831 dem Grofsherzoge von Sachsen-Weimar-Ei
1832 ner Seits, und Sr. Durchlaucht, dem Herzog
sen-Altenburg anderer Seits, ebenfalls zu
mehrer gegenseitiger Ansprüche geschlossen
vertrag im §. 4. namentlich aufführt, ferne
§. 8. und §. 9. des gedachten Hauptvertrags
soweit sie Gegenstände berühren, welche
wärtigem Nebenvertrage enthalten sind, auc
sen Nebenvertrag gelten, und demselben
schaltet betrachtet werden, sowie sie in
Hauptverträge unter den Zahlen 1. bis mit
halten sind. Die Bestimmungen des §. 10.
des gedachten Hauptvertrages sollen, ihre
Inhalte nach, als diesem Nebenvertrage ein
hierher übertragen sein.

Beiderseits Bevollmächtigte haben vorste
benvereinigung nach reifer Ueberlegung bis
höchste und höchste Genehmigung ihrer D
tigsten Souveraine — ohne welche nichts
sein soll — geschlossen, sie in vorstehend
vertrag gebracht, letzteren doppelt gleichla
fertigen lassen, unterzeichnet und besiegelt,
dazu gehörigen Risse und Zeichnungen üb
mend in gleichlautenden Exemplaren von de
schaftlich gebrauchten *Rechnungs-Revisor*
messer Sckell zeichnen, unterschreiben un
Nebenvertrage beilegen lassen.

So geschehen Altenburg am sechszehente
Jahres Eintausend achthundert dreifsig und e

GEORG FRIEDRICH KONRAD LUDWIG v. GERSTENBERGK, zugleich für den Grofsherzoglich-Sächs. Kammerrath THON.

CHRISTIAN GO HERMAN

III.

Zwischen dem Grofsherzogthume Sach
mar-Eisenach und dem Herzogthume Sachs
burg bestanden in dem dermaligen Umfa
Staatsgebiete eine bedeutende Anzahl zum
Jahrhunderten unerledigt gebliebener Irru
Ansprüche.

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von 1831
achsen Weimar-Eisenach und Seine Durchlaucht, der 1832
erzog zu Sachsen-Altenburg, beseelt von dem
unsche, zum Besten Ihrer beiderseitigen Lande,
ie diese Irrungen und Ansprüche auf dem Wege
r Ausgleichung und gütlichen Vereinigung freund-
achbarlich zu erledigen, ernannten zu diesem Ge-
häfte Bevollmächtigte und zwar:

I. Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog, Karl Friedrich von Sachsen-Weimar-Eisenach:

1. Allerhöchst-Ihren damaligen geheimen Regierungsrath bei der Landesregierung zu Weimar, Georg Friedrich Konrad Ludwig von Gerstenbergk, nunmehrigen Kanzlar, Chef der Grofsherzoglichen Landesregierung zu Eisenach, Ritter des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weifsen Falken,
2. Allerhöchst-Ihren Kammerrath Ottokar Thon zu Weimar, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adlerordens dritter Klasse;

II. Seine Durchlaucht, der Herzog Friedrich zu Sachsen-Altenburg:

Höchst-Ihren damaligen Regierungs- und Kammerrath, nunmehrigen geheimen Konferenz-Rath, Christian Gottfried Hermann zu Altenburg, Präsidenten Höchst-Ihrer dasigen Landesregierung, Ritter des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weifsen Falken.

ese Bevollmächtigten haben eine Reihe Konferenzen
Weimar, Cahla, Ronneburg, Altenburg, Meinin-
und Cahla gehabt; zu Altenburg bis auf aller-
chste und höchste Genehmigung deshalb zwei Staats-
erträge geschlossen, und zwar am 13. Juni 1831
nen *Hauptvertrag* in *eilf Paragraphen* über *ver-
hiedene Austauschungen* und *Abtretungen*, welche
it jenen Irrungen in Verbindung standen, oder doch
r Ausgleichung nöthig oder passend schienen; so-
nn einen *Nebenvertrag in sechs Paragraphen
er vier und funfzig Irrungen* am 16. Juni 1831.

In diesem Nebenvertrage wurde §. 5. vorbehalten, einem Nachvertrage diejenigen Irrungen zu erledi-
n oder festzustellen, welche dort unter Zahl Eins
s mit Neun beschrieben stehen und damals noch
cht erledigt werden konnten.

an die streitigen Stellen begeben, dort
verglichen oder weiter verhandelt; ferner
abredungen des Haupt- und Nebenvertrag
stimmt und die endliche Vereinigung hie
mar, getroffen.

Ueber alles dieses wurde heute nach
Nachvertrag
bis auf höchste Genehmigung beider St
gen geschlossen, welcher als *integrire*
des Hauptvertrages vom 13. Juni 1831
benvertrages vom 16. Juni 1831 betrach
soll. Er enthält in dem *ersten Parag*
Vereinigung über alle in dem Haupt
benvertrage unerledigt gebliebenen Irrun
zweiten, dritten, vierten einige andere
gen, in dem *fünften Paragraphen die g*
Abrechnung, *im sechsten allgemeine*
gen über die *Vollziehung aller drei Ve*

§. 1. 1. Es war seit vielen Jahren
zwischen den *Fluren* des Weimar'schen
schen und des Altenburg'schen Dorfes
streitig, indem von beiden Gemeinden
von Einhundert neun und funfzig und d
Ackern acht und zwanzig Quadrat-Ruth
risch oder vier und siebenzig und drei Ac
Altenburgisch bei Flurzügen mit umgan
Die beiderseitigen Prätensions-Linien sind
liegenden Grundrissen unter Zahl Sieben

e sich die beiderseitigen Bezirksämter Blanken- 1831
n und Cahla in Bezug auf die Flurgränze zwi- 1832
ien Lotschen und Dröfsnitz am 1. October 1831
rläufig vereiniget haben, als zu der Dröfsnitzer
ur und zu dem Herzoglich-Altenburg'schen Gebiete
hörig, angesehen und dem gemäfs die Flur- und
ndeshoheits-Gränze zwischen Lotschen und Dröfs-
z nach der Altenburg'schen Prätensions-Linie ge-
gen und festgestellt werden. Hierbei wird aber
genseitig *Folgendes bedungen* und bezüglich *zu-*
standen, nämlich:

a. Diejenigen Grundstücke, welche nach dieser
richtigten Landesgränze in der Grofsherzoglich-
eimar'schen Flur Lotschen liegen, jedoch zu *ge-*
ndenen Gütern des Altenburg'schen Dorfes Dröfs-
z wirklich gehören, von dasigen Einwohnern be-
sen und mit den dortigen Hufengütern bereits an
tenburg versteuert werden, auch der Gerichtsbarkeit
tenburg'scher Behörden bisher unstreitig unterwor-
n waren, sollen Grofsherzoglich-Weimar'scher-Seits
nmals mit Abgaben belegt werden; wogegen aber
rgleichen *ledige* Grundstücke, welche Einwohner
n Dröfsnitz im Weimar'schen Gebiete etwa be-
zen und welche noch nicht besteuert sind, der
rofsherzoglich-Weimar'schen Besteuerung unterlie-
n müssen, obgleich sie von Herzoglich-Altenburg'-
hen Unterthanen besessen werden.

b. Obschon einige Grundstücke von der vergli-
enen Landes- und Flurgränze durchschnitten wer-
n, so bleiben doch die Abgabenverhältnisse dieser
itzungen durch diese Vereinigung unverändert und
können auf die — in das eine oder das andere
biet theilweise liegenden Grundstücke neue Abga-
n nicht gelegt werden.

Die *Gerichtsbarkeit* über jene gebundenen Dröfs-
tzer, unter Weimar'scher Hoheit liegenden Grund-
cke betreffend; so bleibt die voluntäre Gerichts-
rkeit den Altenburg'schen Gerichtsstellen des Haupt-
tes; wogegen die kontentiöse Gerichtsbarkeit über
dachte Grundstücke Grofsherzoglich-Weimarisch
rd, so wie die Hoheitsgränze diese Grundstücke in
s Weimar'sche Gebiet abschneidet.

c. Durch diese Vereinigung hinsichtlich der Lan-
sgränze bleiben die Rechte und Ansprüche des

1831 Grofsherzoglichen Kammergutes *Kottenhain* u
1832 Gemeinde *Lotschen* eines Theiles, und der Ge
Dröfsnitz andern Theiles, im Betreff einer e
denen *Irrung* wegen eines *Triftzuges* ganz
rührt, den das Kammergut Kottenhain und di
meinde Lotschen durch den streitigen Distr
haben versichert, was von der Gemeinde Dr
aber widersprochen wird. Da indefs diese
nach dermaliger Sachlage wahrscheinlich au
Klagwege zur Erledigung wird gebracht werd
bedingt sich die Staatsregierung Weimar für
Fall, dafs es Grofsherzoglicher Kammer und d
meinde Lotschen, wenn diese klagen sollten
stehen mufs, entweder bei dem Sachsen-Alte
schen Gerichte zu Gumperda, unter welches
nitz gehört, die Klage zu erheben, oder desh
dem Herzoglich-Altenburg'schen Justiz-Kol
zu Altenburg einen Auftrag an das Herzoglich
sische Kreis-Justiz-Amt Cahla auszubringen
dafs es deshalb einer besonderen Perhorresze
dürfe.

2. Zwischen der Weimar'schen *Flur W*
roda und der Altenburg'schen *Dröfsnitz* habe
vielen Jahren *Gränzirrungen* statt gefunden,
folgendermafsen verglichen worden sind:

a. Von dem Punkte an, wo die beiden We
schen Fluren Lotschen und Wittersroda mit d
tenburg'schen Flur Dröfsnitz zusammenstofsen
die *Flur-* und *Landeshoheits-Gränze zw*
Wittersroda und *Dröfsnitz über den weifsen*
und bis zum *sogenannten Frankenrande* i
Maafse festgestellt und anerkannt, wie in neuere
von beiderseitigen Kommunen die Flurzüge ge
wurden, auch die Gränze durch vorhandene (
steine bezeichnet ist, worüber das gemeinsch
aufgenommene Protokoll vom 30. October diese
res das Nähere enthält. Nach dieser Linie lieg
nerhalb des Weimar'schen Gebiets in der Witt
daer Flur am so genannten weifsen Berge mel
Dröfsnitzer *Hufengüter* und mit der Jurisd
und der Steuer nach Altenburg gehörige *Grunds*
auch ein zur Pfarrei Pfarrkefslar gehöriges
Feld. Es sollen *diese Grundstücke*, insofern
gebundenen Gütern in Dröfsnitz wirklich gehöre

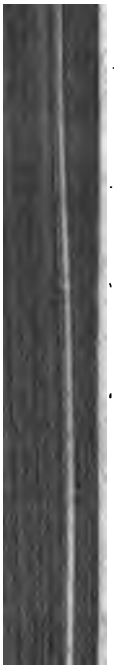
mit denselben an Altenburg versteuert werden, auch 1831
er Gerichtsbarkeit Altenburg'scher Behörden bisher 1832
nstrittig unterworfen waren, von Seiten des Grofs-
erzogthums Weimar *niemals mit Abgaben* belegt
erden; wogegen aber *dergleichen ledige* Grund-
ücke, welche noch *nicht* besteuert sind, der Grofs-
erzoglich-Weimar'schen Besteuerung *unterliegen*
üssen, obgleich sie von Herzoglich-Altenburg'schen
nterthanen besessen werden.

Die Gerichtsbarkeit über jene gebundenen Dröfs-
itzer, unter Weimar'scher Hoheit liegenden Grund-
ücke betreffend; so bleibt auch hier die voluntäre
erichtsbarkeit den Altenburg'schen Gerichtsstellen
s Hauptgutes; wogegen die kontentiöse Gerichts-
rkeit Grofsherzoglich-Weimarisch wird, so wie die
oheitsgränze diese Grundstücke in das Weimar'sche
ebiet abschneidet.

b. In der Fortsetzung dieser Gränzlinie zwischen
Vittersroda und Dröfsnitz weiter nach Osten zu,
egt *am sogenannten Frankenrande* ein *zur Pfar-*
ei Kefslar gehöriges Feldgrundstück, welches frü-
erhin von Altenburg auch hinsichtlich der Hoheit
n Anspruch genommen wurde. Altenburg'scher Seits
ird auf diesen Anspruch hiermit verzichtet und das
agliche Pfarrgrundstück durch die oberhalb desse-
en auf dem Frankenrande selbst befindlichen, auf
er Wittersrodaer Seite mit den ehemaligen Kur-
ürstlich-Sächsischen Schwertern bezeichneten und
nunmehr für richtig anerkannten Gränzsteine zu der
Vittersrodaer Flur abgegränzt.

Es wird hierbei nur noch bemerkt, dafs auf die-
em Grundstücke am Frankenrande die Gemeinde
Vittersroda und die Pfarrei Kefslar die Koppeltrift
uszuüben haben.

c. Von einem, am östlichen Ende des vorherge-
annten Frankenrandes stehenden, von allen Theilen
nerkannten Gränzsteine an, bestand seit langer Zeit
ine Irrung, indem die zur Pfarrei Pfarrkefslar gehö-
igen Grundstücke an Feld, Holz und Lehden, ge-
annt *der Haynberg*, sechs und vierzig Acker Wei-
arisch enthaltend, bei Flurzügen sowohl von der
Veimar'schen Gemeinde Wittersroda, als auch von
er Altenburg'schen Gemeinde Dröfsnitz umgangen
urden. Die beiliegende Zeichnung unter Zahl acht-



tokolles vom 30. October dieses Jahres, ang
und demnächst hiernach die Versteinigung v
men werden soll.

3. Von den beiderseitigen Bezirksäm
und Cahla ist am 4. October dieses Jahres di
zwischen der Grofsherzoglich - Weimar'sch
Kleinkröbitz und der Herzoglich - Altenb
Flur Rodias umgangen worden und es wu
die Revision der Gränzsteine vorgenommen
auf dem Grunde einer, im Jahr 1812 statt
nen Vereinigung von den betroffenen Orts-V
schaftspersonen eingesetzt worden sind. In
einer, zwischen den Gränzsteinen Nummer
Nummer sechs noch schwebenden Differenz v
im Jahre 1812 getroffene Vereinigung durch E
eines Steines Nummer sechs a. in Ausführung
und dadurch dieselbe gänzlich erlediget.
nunmehr diese Vereinbarung genehmiget
Gränzlinie zwischen beiden genannten Ortsch
solche nach näherer Bestimmung in den be
gen Protokollen vom 4. October dieses Jahre
tiget und anerkannt worden ist, als Lande
Gränze hiermit festgestellt.

Eben so haben die beiderseitigen so eben
ten Bezirks-Aemter Jena und Cahla nach

Landeshoheits-Gränze zwischen den gedachten Fluren 1831
berichtiget und festgestellt worden, welches hier mit 1832
Bezugnahme auf den erwähnten §. 4, 4: des Nebenvertrages vom 16. Juni 1831 bemerklich gemacht wird.

4. Bei einer von denselben Bezirks-Aemtern Jena und Cahla am 16. September 1831 vorgenommenen Lokal-Expedition ist eine zwischen der Grofsherzoglich-Weimar'schen *Flur Rutha* und der Herzoglich-Altenburg'schen *Flur Zöllnitz* noch nicht festgestellte *Gränzstrecke* berichtiget worden. Der Inhalt der hierüber beiderseits aufgenommenen Protokolle vom 16. September 1831 wird, insoweit derselbe auf die Umgehung und Berichtigung der gedachten Flur- und Landeshoheits-Gränze zwischen Rutha und Zöllnitz Bezug hat, hiermit genehmigt und zugleich festgesetzt, dafs die nach Maafsgabe jener Protokolle noch vorzunehmende Versteinigung demnächst erfolgen soll. Der im Jahre 1831 geometrisch aufgenommene Grundrifs über diese verglichene Flur- und nunmehrige Landeshoheits-Gränze wird in der Beilage unter Zahl neunzehn gegenwärtigen Nachvertrages beigefügt.

Durch diese Uebereinkunft haben die zwischen genannten Fluren Rutha und Zöllnitz früherhin schwebenden *zwei Irrungen*, welche im Nebenvertrage vom 16. Juni 1831 unter Paragraph Fünf Zahl Vier und Fünf zu weiterer Verhandlung ausgesetzt werden mufsten, *ihre Erledigung* gefunden.

5. Eine zwischen der Weimar'schen *Flur Schwarzbach* und der Altenburg'schen *Flur Hellborn* hervorgetretene *Gränzirrung* gab Veranlassung, dafs die beiderseitigen Aemter Neustadt an der Orla und Roda am 21. und 22. September 1820 an Ort und Stelle zusammen kamen und sich damals über die Flurgränze vereinigten. Da nun aber diese Flurgränze zugleich auch die Landesgränze ausmacht, dem Kreisamte Neustadt jedoch zu deren Regulirung ein Auftrag damals nicht ertheilt worden war: so hat bis jetzt die damals verabredete Steinsetzung an der verglichenen Gränzstrecke ausgesetzt bleiben müssen.

Inzwischen haben beiderseits unmittelbare Beauftragte über die Verhältnisse und Zweckmäfsigkeit jenes Vergleichs nähere Erkundigung eingezogen und sich dahin vereiniget, dafs die in Frage kommende

1831 Landeshoheits- und Flur-Gränze ganz in der Maafse
1832 festgestellt und die demnächst zu bewirkende Versteinigung derselben so vorgenommen werden soll, wie die vorhin erwähnten beiderseitigen Protokolle vom 21. und 22. September 1820 ausweisen und näher bestimmen.

6. Zwischen der Grofsherzoglich-Weimar'schen *Kommun Lobeda* und dem Herzoglich-Altenburg'schen *Rittergute Drackendorf* haben hinsichtlich der *Hoheits-*, *Gerichtsbarkeits-*, *Flur-* und *Jagd-Gränzen Streitigkeiten* statt gefunden, welche bis zu Anfang des sechszehnten Jahrhunderts zurückreichen.

Diese Irrungen sind jetzt im Betreff *der Hoheit* zwischen Sachsen-Weimar und Sachsen-Altenburg wie der anliegende Rifs unter Zahl Zwanzig näher besagt, völlig beigelegt worden und zwar folgendermaafsen;

a. von dem *Fürstenbrunnen* aus, da, wo die Weimar'schen Fluren Lobeda und Wöllnitz mit der Altenburg'schen Flur Drackendorf zusammenstofsen, haben sich die Kommunen Lobeda und Drackendorf hinsichtlich ihrer Flurgränze im Jahre 1829 bis zum Hungergraben vom Flursteine Nummer zwei und dreifsig bis Nummer neun und funfzig vereiniget. Es wird *diese verglichene Gränzlinie* auch als *Landesgränze* angenommen und die im Flurzugs-Protokolle vom 20. Mai 1829 befindliche Beschreibung anerkannt; indem zugleich die bei den Konferenz-Verhandlungen vom Jahre 1759 getroffene eventuelle Vereinigung aufser Kraft gesetzt wird.

b. Hiermit werden die früher in dieser Linie bestandenen Landeshoheits-Gränzirrungen wegen des *Pöniken-Thales*, wegen der *Lobedaer Burgschlöser*, wegen der *Bergäcker* und wegen der *Kiehnbäume über dem Wasserthale* als beseitiget angesehen.

c. Die sich an diese Differenzen anschliefsende *Gränzirrung* vom *Hungerbache* aus bis zu dem *sogenannten Spitzsteine*, wie sie im Flur-Protokolle vom 20. Mai 1829 vom neun und funfzigsten bis zum sechszigsten Steine beschrieben ist, wird dadurch beseitiget, dafs die von Lobeda prätendirte Gränzlinie als Landesgränze angenommen wird, in der Art, dafs

e Gränzlinie nicht, wie Altenburg verlangte, 1831
ı Steine am Hungerbache Nummer 59 auf einen, 1832
Drackendorfer Ritterguts-Grundstücke, genannt
Aermel, stehenden alten Birnbaum und von da
in einem Winkel zum Spitzsteine, sondern in
ıder Linie von dem Steine Nummer 59 auf den
tzstein Nummer 60 geht, wodurch Altenburg'scher
s von den früheren Behauptungen und Vorbehal-
, namentlich wegen der Steuern, unbedingt abge-
gen wird.

d. Von dem so eben genannten *Spitzsteine*
nmer 60 wird als *Landeshoheits-Gränze diejenige*
ie angenommen nach welcher sich die beiderseı-
n Kommunen Lobeda und Drackendorf im Jahre
9 hinsichtlich ihrer Flurgränze vereiniget haben,
dies in dem mehrgedachten Flur-Protokolle vom
Mai 1829, vom Gränzsteine Nummer 60 bis zu
nmer 66, wo die Grofsherzoglich-Weimar'sche
r Rutha mit der von Lobeda und Drackendorf zu-
mentrifft, näher beschrieben worden ist und des-
Inhalt hiermit anerkannt wird.

e. Die bestandenen Verhältnisse wegen der *Le-*
, Jagd, Trift und *Frohnen* unter den Privaten
ben wie bisher und werden durch die verglichene
nzlinie keinesweges geändert.

f. Durch die in vorstehender Maafse verglichene
deshoheits- und Flurgränze zwischen Lobeda und
ckendorf sind nachbenannte *zwei Grundstücke* zu
ı *Altenburg'schen Gebiete abgegränzt* worden,
ılich:

a. Fol. 188. Nummer 46, ein und ein halber Acker
Weinberg an der Viehtreibe, über dem Elster-
brunnen, neben der Viehtreibe, lehnet und zin-
set dem Amte Jena einen Scheffel Hafer, steuert
einen Groschen, jetzt der Johanne Elisabeth
Hempel gebornen Bornemann zu Drackendorf
gehörig:

b. Fol. 124. Nr. —, vier Acker an dem Dracken-
dorf'schen Wege, neben der Trebe und dem
Wege, lehnet und zinset dem Amte Jena einen
und einen halben Scheffel Hafer, steuert einen
Groschen zwei Pfennige, jetzt dem Maurerge-
sellen Karl Friedrich Kämpfe zu Lobeda und
seinen vier Kindern gehörig.

1831 1832 Es sollen *diese Grundstücke* Herzoglich-Altenburg'scher Seits *niemals* mit *Abgaben belegt*, vielmehr die Steuer, Lehen und Zinsen, insoweit dieselben auf diesen Grundstücken haften, oder auf verfassungsmäfsigem Wege Grofsherzoglich-Weimar'scher Seits auferlegt werden können, in die Weimar'schen Staatskassen nach wie vor entrichtet und befolgt werden.

Die Gerichtsbarkeit über diese Grundstücke bleibt dem Sachsen-Altenburg'schen Gerichte Drackendorf wie bisher.

7. Obschon durch die nähere Bestimmung des §. 4. Zahl zwei und funfzig des Nebenvertrages vom 16. Juni 1831 die Vereinigung zu Stande gekommen ist, dafs die *Landesgränze* zwischen den *Fluren Kleindembach* und *Langenorla* nach Maafsgabe der *Steuergehörigkeit* festgestellt werden soll, jedoch die sich vorfindenden reinen Enklaven hiervon ausgenommen sind: so ist man doch nunmehr auch nach genommeneingezogenen Notizen dahin übereingekommen, dafs die *Steuern* von *einigen in dieser Gegend liegenden steuerbaren Grundstücken*„ welche *reine Enklaven* sind, gegenseitig gegen Aufrechnung dieser Steuern an das Gebiet abgetreten werden sollen, von welchem sie umschlossen sind.

Dem gemäfs werden von dem Grofsherzogthume Weimar an das Herzogthum Altenburg die *Steuern* von den *sogenannten Stopfelschen Holzmarken abgetreten*, nämlich:

3	Thlr.	3	Gr. —	Pf. von der Holzmarke im Würzbache, der Herzogl. Kammer zu Altenburg gehörig, im Langen- u. Freienorlaer Flur;
2	-	17	- 7½	- von zwei Holzmarken im Buchgraben, der Frau Hofmedikus Schubert in Cahla gehörig, im Langenorlaer Flur;
2	-	1	- 6	- von einer Holzmarke im Würzbache, Gottfried Heinrich Grofsen in Hummelshayn gehörig, im Hummelshayner Flur;
2	-	1	- 6	- von einer dergleichen daselbst, demselben gehörig;
9	Thlr.	23	Gr. 7½	Pf. Brutto- oder nach Abzug von

– Thlr. 5 Gr. 10 Pf. Einnahme-Gebühren zu 7 Pf. vom Thaler 1831 1832

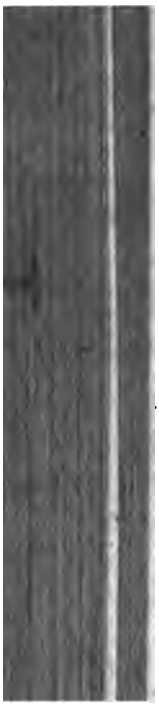
9 Thlr. 17 Gr. 9½ Pf. Netto-Ertrag.

Wegen dieser Abtretung wird dem Gerichte zu Oppurg die voluntarische Jurisdiktion in dem Umfange, wie es dieselbe zeither ausgeübt, fernerhin zugestanden; wogegen die kontentiöse Gerichtsbarkeit Sachsen-Altenburg verbleibt.

In Ansehung dieser vorbenannten, von Weimar an Altenburg *abgetretenen Enklaven* ist von dem Großherzoglich-Sächsisch-Fürstlich-Hohenloheschen Gerichte zu Oppurg eines Theils und dem Herzoglich-Sachsen-Altenburgisch-Freiherrlich von Beustischem Gerichte zu Langenorla anderen Theils eine *Vereinigung* in der Maafse getroffen worden, dafs wegen aller derjenigen Grundstücke, hinsichtlich deren über die Gerichtsbarkeits-Gerechtsame durch die neuerlich abgeschlossenen Ausgleichungs-Verträge nicht ein Gleiches oder ein Anderes ausdrücklich festgesetzt worden ist, die *Gerichtsbarkeit jeder Art* — nur die Lehen- und Zins-Verhältnisse vorbehältlich — *derjenigen Gerichtsbehörde zustehen* und bezüglich zugetheilt werden soll, *in deren Bezirke* sie den *Fluren nach belegen* sind.

Diese Uebereinkunft wird von Seiten der hohen Staatsregierungen Weimars und Altenburgs hiermit genehmiget.

§. 2. Obschon in dem am 13. Juni 1831 geschlossenen Hauptvertrage durch §. 4. Nummer drei im Allgemeinen die Bestimmung getroffen worden ist, dafs alle Privat-Rechte der beiderseitigen Unterthanen durch die geschehene Ausgleichung, bezüglich Territorial-Abtrennung, unberührt bleiben sollen: so wird hier doch noch, zu Vermeidung von Mifsverständnissen, auf Verlangen Sachsen-Altenburgs ausdrücklich festgesetzt, dafs durch diesen Vertrag die von der *Stadt-Kommun Roda* behauptete *Zwangsgerechtsame*, wornach das an das Grofsherzogthum Weimar abzutretende Dorf *Grofslöbichau alljährlich* von *dortiger Brauerschaft fünf Fafs* oder *funfzehen Eimer Bier* zu *erkaufen* und *abholen zu lassen* verpflichtet ist, auf keinerlei Weise beeinträchtigt sein soll; es bleiben vielmehr der Stadt-Kommun Roda



Herzogs August von Sachsen-Gotha-Alten
laucht, vom 10. September 1813 von den
schen Adjunktus und Pfarrer Rothe zu
dessen Pfarrei-Einkünften *alljährlich fü*
ler auf seine Lebenszeit. Ohnerachtet
Ort Grofslöbichau und mithin auch der
Thienemann Grofsherzoglich-Weimarisc
sichert doch die Herzoglich-Altenburg'sc
gierung die Abgabe dieser funfzig Thaler
ten Thienemann alljährlich so lange zu,
eine bessere Stelle erhält oder stirbt. In
oder dem andern dieser beiden Fälle,
Versetzung Thienemanns auf eine besser
des Todes des Thienemann, hört diese *A*
che eine rein *persönliche* ist, gänzlich
dann von Altenburg nicht mehr gewährt.

§. 4. Im Nebenvertrage vom 16. Ju
im §. 4. Nummer zwei und vierzig wege
standenen *Irrung* zwischen den *Fluren* d
schen *Dorfes Breitenhayn* und des Alt
Dorfes Trockenborn an der *hohlen Buc*
die Herzoglich-Altenburg'sche Domanial-
dem *Holzgrundstücke* des *Einwohners M*
ler aus Breitenhayn zusammenstöfst, eine
in der Maafse zu Stande, dafs dem genan
die Wahl gelassen wurde, einen Vergleich
nach welchem

. oder seine Ansprüche auf das Ganze im Wege 1831
ens, nach näherer im Nebenvertrage aufgenom- 1832
r Bestimmung, auszuführen.

Da nun der gedachte Michael *Müller* bei dies-
ger, unterdessen Seiten Weimars verfügter Ver-
lassung legal erklärt hat, dafs er den ihm vor-
lagenen *Vergleich annehme* und sich nur die
l der Vorschläge unter a und b bis nach Vorle-
der Werthsbestimmung vorbehalte: so wird diese
r erfolgte Verhandlung zu näherer Bestimmung
rwähnten §. 4. Zahl 42. hiermit in diesem Nach-
ige aufgenommen.

. 5. In Ansehung der — nach näherer Bestim-
der §§. 3 und 6. B. Nummer 19. des Hauptver-
s vom 13. Juni 1831 — von Weimar an Alten-
noch zu gewährenden *Zinsen* und *Lehen* im
sbetrage *von funfzig Thalern* wird nunmehr
hen beiderseitigen hohen Staatsregierungen *fol-*
e *definitive Abrechnung gehalten*, nämlich:

A. *Weimar hat an Altenburg an jährlichen*
)-*Einkünften zu gewähren:*

Thlr. an Zinsen und Lehen aus dem Amte Ei-
senberg, nach §. 3. des Hauptvertrages
vom 13. Juni 1831

---

nme für sich.

B. *Weimar tritt* hierauf *an Altenburg*, aufser
m Hauptvertrage vom 13. Juni 1831 benannten
-Einkünften, *noch ferner an jährlichen Netto-*
igen ab:

hlr. 2 Gr. 3¾ Pf. Mehrbetrag der abgetretenen
Steuern von den in der Drosch-
kaer Flur gelegenen Grund-
stücken, deren nachträgliche
Aufrechnung in Gemäfsheit des
§. 6. Nummer 3 und Nummer
19 a. wegen ermangelnder nö-
thiger Notizen vorbehalten
wurde. Es sind nämlich in
dem Hauptvertrage vom 13.
Juni 1831 an jährlichem Steuer-
betrage von den in der Drosch-
kaer Flur gelegenen Grund-
stücken

1831 1832	17 Thlr.	2 Gr.	7½ Pf.	Netto aufgerechnet wor nach eingetretener nähere örterung betragen jedoch Steuern alljährlich
	19 -	4 -	11¼ -	Netto, mithin
	2 Thlr.	2 Gr.	3¾ Pf.	mehr.
	9 Thlr.	17 Gr.	9½ Pf.	Netto-Ertrag der Steuern den in der Langenorlaer, Fr orlaer und Hummelshayner gelegenen und nach nä Bestimmung des §. 1. Za dieses Nachvertrages von mar an Altenburg abgetre vier Holzmarken.
	9 -	9 -	⅝ -	Erbzinsen in dem Altenl schen, im Amte Roda genen Dorfe Trockhausen, lich:
	- Thlr.	3 Gr.	- Pf.	für drei Kauten Flachs à
	6 -	1 -	- -	Korn-Erbzins an vier S feln zwei Vierteln und halben Metze Weimarisc mäfs à 1 Thlr. 8 Gr. oder Scheffeln zwei Vierteln T häuser Gemäfs.
	3 -	5 -	⅝ -	Hafer-Erbzins an vier Sch zwei Vierteln und einer l Metze Weimarisch Gem 17 Gr. oder zwei Scheffeln Vierteln Trockhäuser.
	ut s.			
	31 -	19 -	6½ -	Erbzinsen und Lehen in dem Altenburg-Eisen schen Amts dorfe Schmörsc nämlich:
	10 Thlr.	8 Gr.	8 Pf.	Geld-Erbzins,
	- -	10 -	- -	Frohnegeld,
	19 -	- -	10½ -	Hafer-Erbzins an sechs zwanzig Weimar'schen S feln drei Vierteln und Metzen à 17 Gr. oder Bürgel'schen Scheffeln Vierteln.

Thlr. - Gr. - Pf. Lehengelder nach achtjährlichem Durchschnitte berechnet. 1831 1832

ut s.

Thlr. - Gr. $8\frac{1}{8}$ Pf. Summe.

Aus der Vergleichung beider Summen ergiebt sich, Weimar
Drei Thaler acht und einen Achtel-Pfennig
cher Einkünfte mehr abgetreten und überwiesen als es nach dem Inhalte des Haupt- und Nebenges vom 13. und 16. Juni 1831 sowie des gertigen Nachvertrages zu gewähren verbunden war. Hierbei sind jedoch die Erhebungskosten von den rockhausen und Schnörschwitz abgetretenen Lefällen und Zinsen, wovon letztere Holezinsen nicht in Abzug gebracht worden. Die Ermittelieser Erhebungskosten war mit Schwierigkeiten nden, indem das Grofsherzogliche Kammergut sdorf bisher, in Folge der Pachtbedingungen, die ire unentgeltlich zu besorgen hatte und an son- Aufwande blos

hlr. 5 Gr. 4 Pf. dem Schuldheifsen in Trockhausen für Ansagung der Zinsen und Herleihung der Stube am Zinstage,

- 18 - 6 - an einem Bürgel'schen Scheffel oder zwei Weimar'schen Scheffeln zwei Vierteln Hafer à 17 Gr. für Speisung der Knechte bei Abholung der Zinsfrüchte in den Bürgel'schen Ablei-Dörfern,

et worden sind.
s ist deshalb eine Vereinigung in der Maafse ge worden, dafs die überschüssigen drei Thaler nd ein Achtel-Pfennig mit den in Abzug zu nden Erhebungskosten für jene Zinsgefälle komt werden sollen.

6. Zu dem *Termine*, von welchem an die getigen Abtretungen der Staatseinkünfte nach Maafses abgeschlossenen Hauptvertrages vom 13. Juni des Nebenvertrages vom 16. Juni 1831 und des värtigen Nachvertrages erfolgen sollen, wird *der Januar* 1833 festgesetzt, so, dafs alle gegensei-

1831 1832 tig abgetretenen Staatseinkünfte, welche vom 1. Jan 1833 an fällig sind, in die Kasse desjenigen Sta fliefsen, welchem sie abgetreten worden sind, obgle die Uebergabe später erfolgen wird, und es haben s die beiderseitigen Staatskassen gegenseitig zuzurech und zu gewähren, was sie von den abgetretenen E künften vom 1. Januar 1833 an bis zur Uebergabe hoben haben.

Die bis zum 1. Januar 1833 zurückstehenden ste verbleiben demjenigen Staate, der sie bis dahin fordern berechtigt war, und die Beibringung dersel geschieht auf dem gesetzlichen Wege von den zust digen Behörden, welche hierbei kostenfrei zu ex diren haben, mit Ausschlufs der baaren Verläge Zusendungskosten.

Ferner wird auch die im §. 4. Zahl 6. des Ha vertrages geschehene Vereinigung, dafs alle Re und Verbindlichkeiten der gegenseitig abzutreten Unterthanen an die *Brandassekuranz-Institute* der Länder bis zum letzten Dezember 1832 unver dert bleiben sollen, dahin abgeändert, dafs dieser T *min* Ein Jahr weiter hinaus, nämlich *bis zum le ten Dezember* 1833, *verlegt* werden soll.

Es wird hierbei ferner noch die Bestimmung troffen, dafs die im Hauptvertrage vom 13. Juni 1 gesetzte *Frist*, binnen welcher beide höchste Sta regierungen sich *Gewähr* leisten, dafs die *Anga* des bisherigen *Ertrages* in den gefertigten, zum Hau vertrage gehörigen *Aufstellungen* richtig sind, dem letzten Dezember 1835 *bis zum letzten Dez ber* 1836 *verlängert* sein soll.

Im Uebrigen bleibt der §. 3. des Hauptvertr in voller Kraft und es wird namentlich auch der halt desselben auf die im gegenwärtigen Vertrage *genseitig abgetretenen Gefälle* und *Abgaben*, h sichtlich der *Gewährleistung* des *aufgerechneten trages* bis zum *letzten Dezember* 1836 und der genseitigen Zusicherung wegen Ausantwortung diesfallsigen Verzeichnisse, mit *erstreckt*.

§. 7. Ueberhaupt *gelten alle allgemeinen B stimmungen* des *Hauptvertrages* vom 13. Juni 18 und des *Nebenvertrages* vom 16. Juni 1831 auch *gegenwärtigen Nachvertrag*.

Beiderseits Bevollmächtigte haben vorstehende 1831
ereinigung nach reifer Ueberlegung bis auf allerhöch- 1832
e und höchste Genehmigung ihrer Durchlauchtigsten
ouveraine — ohne welche nichts verglichen sein soll
- geschlossen, sie in vorstehenden Nachvertrag ge-
acht, letzteren doppelt gleichlautend ausfertigen las-
n, unterzeichnet und besiegelt, auch die dazu gehö-
gen Risse und Zeichnungen übereinstimmend in gleich-
utenden Exemplaren von dem gemeinschaftlich ge-
auchten *Rechnungs-Revisor* und *Feldmesser Schell*
eichnen, unterschreiben und diesem Nachvertrage bei-
gen lassen.

So geschehen zu Weimar am dreizehnten No-
mber des Jahres Eintausend achthundert dreifsig
nd zwei.

ORO FRIEDRICH KONRAD
UDWIG v. GERSTENBERGK,
ir sich und für den legal
bwesenden Herrn Kam-
merrath THON.

CHRISTIAN GOTTFRIED
HERMANN.

Bekanntmachung.

Grofsherzogl. S. Weimar-Eisenach'sches Regierungs-Blatt. Nr. 3. Den 26. Februar 1833.)

Zu Vollziehung der, zwischen dem Grofsher-
ogthume Sachsen-Weimar-Eisenach und dem Her-
ogthume Sachsen-Altenburg, abgeschlossenen und be-
its unter'm 4. Januar dieses Jahres von Uns publi-
irten Staats- und Ausgleichungsverträge vom 13. und
6. Juni 1831 und vom 13. November 1832 werden
ie, nach Inhalt jener Verträge, mit den vom 1. Ja-
ar dieses Jahres an verfallenen Staatsnutzungen ge-
enseitig abgetretenen Dörfer, Feldmarken, einzelne
üter, Häuser, andere Gegenstände und Gerechtsame
n heutigen Tage durch beiderseitige landesherrliche
ommissare wechselseitig übergeben und in Besitz ge-
ommen, und zwar diesseits auf dem Grunde eines
öchstlandesherrlichen Patentes, welches dem höch-
ten Befehle zufolge zu Jedermanns Wissenschaft und
achachtung hierdurch bekannt gemacht wird.

Weimar, den 25. Februar 1833.

Grofsherzoglich-Sächsische Landesregierung.

VON MÜLLER.

1831 Karl Friedrich, von Gottes Gnaden Grofsherzog
1832 zu Sachsen-Weimar-Eisenach, Landgraf in Thüringen, Markgraf zu Meifsen, gefürsteter Graf zu Henneberg, Herr zu Blankenhayn, Neustadt und Tautenburg u. s. w.

In Gemäfsheit und zu Vollziehung der mit dem Herzogthume Sachsen-Altenburg zu Auseinandersetzung vielseitiger Irrungen und Ansprüche durch gegenseitige Bevollmächtigte abgeschlossenen Staats- und Ausgleichungs-Verträge vom 13. und 16. Juni 1831 und vom 13. November 1832, welche von Uns mit Zustimmung Unsers getreuen Landtages ratifizirt und durch das hiesige Regierungs-Blatt öffentlich bekannt gemacht worden sind, nehmen Wir nunmehr *Kraft des gegenwärtigen Patentes Besitz* von den nach Inhalt jener Verträge von *Sachsen-Altenburg an Uns* nebst den vom *ersten Januar dieses Jahres* an verfallenen *Staatsnutzungen* abgetretenen *Dörfern, Feldmarken, einzelnen Gütern* und *Häusern*, anderen *Gegenständen* und *Gerechtsamen*, ohne Ausnahme, indem Wir hier nur folgende ausdrücklich benennen:

Dorf und Flur, auch Geleite zu Grofslöbichau, Dorf und Rittergut auch Geleite zu Graitschen Altenburg'schen Antheils, einen Flurtheil von Stadt-Bürgel zwischen den Fluren Hohendorf und Droschka, Zinsen in Lobeda, Laasan, Cunitz, Löberschütz und Jenalöbnitz, zu Wittersroda ein Gut, zu Thränitz das Thalemann'sche Gut und einen Zins vom ehemals Peukert'schen, die Koppeljagd in den Fluren Kleinlöbichau und Gerega, die Jagd in der Flur Rockau, den Münchengehren, die ganze Wüstung Bobeck mit dem Franzischen Holze, ein Gut und eine und eine halbe Hufe Land zu Kleinkröbitz u. s. w.

Wir ergreifen diesen Besitz mit allen Rechten der Landeshoheit, der Oberlehenherrlichkeit und des Domanial-Eigenthumes in dem Umfange, in welchem die näheren Bestimmungen der vorerwähnten Staatsverträge Uns denselben zugestehen, und indem Wir alle Gegenstände desselben Unserm Grofsherzogthume einverleiben, sichern Wir den Bewohnern der neuen Landestheile ganz denselben landesväterlichen Schutz und dieselben staatsbürgerlichen Rechte zu, deren sich Unsere älteren Unterthanen zu erfreuen haben, wogegen Wir von ihnen zuversichtlich erwarten, dafs sie auch die staatsbürgerlichen Pflichten vollkommen

üllen und Uns und Unseren Regierungsnachfolgern 1831
Grofsherzogthume sich als treue und gehorsame 1832
terthanen unverbrüchlich bewähren werden.

Hiernach sollen und werden diese Unsere neuen terthanen unter dem Schutze der in dem Jurisdik-ns-Bezirke, welchem sie einbezirkt, oder einver-ibt werden, gültigen Gesetze stehen.

Namentlich werden die zu Thränitz dem Amts-zirke Weida, Dorf und Flur Graitschen einschlüs-g des zeither dem Amte Dornburg einbezirkten, hon zeither diesseitigen Antheils, Dorf und Flur rofslöbichau und die Wüstung Bobeck dem Amte ürgel mit Tautenburg, die Kleinkröbitzer Objekte m Amte Jena, das Gut zu Wittersroda dem Amte lankenhayn hiermit resp. einbezirkt und einverleibt.

Zugleich stellen Wir hiermit auch das übrige dem nte Blankenhayn schon früher einverleibte Dorf ittersroda unter die in diesem Amte gültigen *altlän-schen* Gesetze.

Endlich haben Wir nach Inhalt dieser Staatsver-ge mehre zum Theil streitige Dörfer, Dorfantheile, ldmarken, einzelne Güter und Höfe, andere Gegen-nde und Gerechtsame nebst den vom *ersten Ja-ar dieses Jahres* an verfallenen Staatsnutzungen an s *Herzogthum Sachsen-Altenburg* abgetreten. Wir nnen:

Dorf und Flur Bobeck mit Ausschlufs der Wüstung nd des Franzischen Holzes, Rittergut, Dorf und Flur Unterrenthendorf, zu Hellborn fünf Häuser, zu Linda zwei Häuser, zu Hilbersdorf zwei Häuser, Grobsdorf Weimar'schen Antheils, den Gasthof: „die Ziegenböcke", zu Dröfsnitz den Gleichenschen Hof, zu Kefslar zwei Güter, zu Hetzdorf zwei Güter, Dienstädt Weimar'schen Antheils, Rückersdorf Weimar'schen Antheils, Grundstücke und Gefälle in der Flur Reust, die Koppeljagd in der langen Laite, die Jagdberechtigung am Görzberge, auf der Abtei und im Karlsdorfer Flur am Lotzeberge, so wie in den Dorffluren Bobeck und Hetzdorf, Zinsen und Steuern zu Droschka, Grundsteuern zu Kleinebersdorf u. s. w.

Wir entlassen die hierunter begriffenen Unterthan, denen Wir das Zeugnifs bewährter Unterthanen-reue nicht versagen können, der Pflichten, womit sie

1831 Uns und Unserm Grofsherzoglichen Hause bisher
bunden waren, mit der Versicherung, dafs Wir
obwohl nothwendig in Folge höherer Staats-I
sicht, doch ungern von ihnen trennen, und w
sie vertrauensvoll dem Schutze ihrer nunmehrigen
desherrschaft zu.

Urkundlich haben Wir dieses Patent, w
durch öffentlichen Anschlag in den betheiligten
und durch das Regierungs-Blatt zur allgemeinen K
gelangen soll, eigenhändig unterzeichnet und m
serm Grofsherzoglichen Staatsinsiegel bedrucken l

So geschehen und gegeben zu Weimar den
und zwanzigsten Februar 1833.

KARL FRIEDRICH.

C. W. *Freih.* v. Fritsch. *Freih.* v. Gersdor
Dr. Schweitzer.

Besitznahme- und Uebergabe-Patent.

Vdt. Ernst Müll

56.

Convention conclue le 14 *Juillet* 1 *par le contre-amiral baron Ro sin, commandant l'escadre franç dans le Tage et le commandeur p tugais Mr. Antonio Kavrio d'A Castello-Branco.*

(*Le Moniteur* 1831. 7 Août Nro. 219.)

Art. I. La mise en liberté, dans les vi quatre heures, du sieur Bonhomme, et l'annulla par un acte spécial de réhabilitation, de la sen rendue et exécutée contre lui, au mépris des prot tions du consul de France.

Art. II. La destitution dans les vingt-q heures des juges qui ont prononcé la sentence,

ıblication officielle, dans le même délai, de l'acte 1831
) réhabilitation qui l'aura annullée.

ART. III. Une indemnité de 20000 francs en
ınéraire pour le sieur Bonhomme. Le montant de
tte indemnité sera remis, dans les vingt-quatre heu-
s, à bord du Suffren.

ART. IV. La mise en liberté, dans les vingt-
atre heures, du sieur Sauvinet, condamné illéga-
ment à dix ans d'exportation en Afrique, en vertu
ne sentence dont les termes constatent qu' aucune
arge élevée contre lui n'a pu être prouvée.

ART. V. Une indemnité de 6000 francs pour le
ur Gambes; une autre de 3000 francs pour le sieur
pont, détenus arbitrairement tous deux à Lisbonne
ndant un an, et expulsés de Portugal en vertu
ne sentence dont il ne résulte aucune charge con-
) eux.

ART. VI. Une indemnité de 6000 francs précé-
mment réclamée par Mr. Cassas, consul de France,
faveur du sieur Dubois, graveur, pour les pré-
lices que lui a causés une injuste détention dans
) prisons de Lisbonne.

ART. VII. Une indemnité en faveur du sieur
allon, qui a subi dans les prisons de Lisbonne, une
restation arbitraire de 27 mois. Cette indemnité sera
20000 francs, s'il est prouvé authentiquement, que
tte somme représente la perte éprouvée par le sieur
allon pendant son absence. En tout cas, l'indemnité
) pourra pas excéder 20000 francs.

ART. VIII. Une indemnité de 20000 francs pour
) François restés à Lisbonne après le départ du
nsul pour la France, et qui depuis, auroient souf-
t des dommages dans leurs personnes ou leurs
)priétés.

ART. IX. L'assurance de la stricte observation
privilège des François, de ne pouvoir être arrê-
qu' en vertu d'un ordre du juge conservateur des
ions privilégiées qui n'en ont pas un particulier,
qu'au moment où les deux gouvernemens se seront
endus sur ce point.

ART. X. La publication du décret qui prononce
déstitution du chef de la police du royaume.

ART. XI. L'annullation de tous les jugemens

1831 portés depuis deux ans contre les François, pour délits politiques, à Lisbonne et à Oporto.

Art. XII. Huit cent mille francs pour indemniser le gouvernement françois des fraix de l'expédition que le refus du gouvernement portugais, d'adhérer à nos premières demandes, a rendue nécessaire.

Art. XIII. L'insertion dans les vingt-quatre heures, dans la gazette officielle de Lisbonne, des demandes de la France, de leur acceptation par le gouvernement portugais.

Art. XIV. Le gouvernement portugais garantit le payement d'une somme qui sera déterminée contradictoirement entre les deux parties et sur pièces authentiques, pour indemniser le commerce français des dommages qui pourroient lui avoir été causés soit par des corsaires ou lettres de marque sous pavillon portugais, soit par l'augmentation des primes des assurances maritimes, résultant de cette mesure, soit enfin pour toute autre cause duement reconnue.

Art. XV. Pour garantir l'exécution des articles ci-dessus portant insertion dans la gazette officielle de Lisbonne, des diverses annullations qui doivent y être portées, 50 exemplaires de cette gazette seront adressés par le gouvernement portugais à Mr. l'amiral commandant l'escadre; et avant l'impression la minute de l'acte d'annullation, dont il s'agit, devra être adressée à Mr. l'amiral. Cette condition sera exécutée dans les vingt-quatre heures, à compter de 6 heures du soir aujourd'hui 14 juillet.

Art. XVI. Aucune des personnes qui auroient rendu des services à l'escadre françoise ne pourra être recherchée pour sa conduite.

Les pilotes portugais qu'elle a employés, seront considérés, (comme il est vrai) comme ayant été contraints par la force.

Art. XVII. Mr. le commandeur s'engage formellement et sur l'honneur, au nom du gouvernement portugais, à ne faire aucune disposition militaire quelconque pendant le séjour de l'escadre française dans le Tage.

Art. XVIII. Les conditions qui précèdent étant acceptées les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus.

Les bâtimens de commerce portugais arrêtés et 1831
nduits en France depuis le commencement des pré-
ntes hostilités seront également rendus, à la charge,
ar le gouvernement portugais de payer à la France,
r pièces comptables, les fraix de sequestre, gardien-
ge etc., occasionnés par l'arrestation de ces bâtimens.

Le terme de deux mois au plus, si faire se peut, t fixé pour renvoyer les bâtimens de commerce por-gais.

Quant aux deux bâtimens de guerre qui ont été rêtés antérieurement à l'arrivée de Mr. l'amiral de-nt le Tage, l'amiral commandant l'escadre consent, 'ils soient compris dans la classe des bâtimens de mmerce arrêtés, et rendus aux mêmes conditions e ceux-ci.

Art. XIX. Pour assurer le payement des indem-tés réclamées et consenties, il est convenu que l'en-mble de ces indemnités sera totalisé, et que cette mme, à l'exception de 20000 fr. attribués au sieur nhomme, et de l'autre somme de 20000 fr. accor-é conditionnellement au sieur Vallon, conformé-ent à l'art. VII, sera fournie dans le délai de trois ars, par le gouvernement portugais, en traites sur ris, portant toute garantie, payables à deux mois vue, et remises en duplicata à Mr. le contre-ami-l commandant l'escadre françoise.

Art. XX. Sur les instances de Mr. le comman-ur, Mr. l'amiral, commandant l'escadre françoise, ngage à faire sortir du Tage la plus grande partie s forces navales sous son commandement, aussitôt e l'exécution des articles précédens sera accomplie, autant que possible avant dix jours, à dater d'au-rd'hui.

Il a été en outre réglé qu'une indemnité de 10000 ancs, au lieu de 6000, seroit accordée au sieur Dubois, qu'une autre indemnité de 20000 francs seroit al-uée aux François partis de Lisbonne sur le brick *Remeauz*.

Cette convention a été signée, le 14 Juillet par r. le contre-amiral baron Roussin et Mr. Antonio avrio d'Abreu Castello-Branco.

Elle a été acceptée le même jour, au nom du ouvernement portugais, par Mr. le vicomte de San-rem, son ministre des affaires étrangères.

57.

1831 ***Déclaration concernant l'extension du traité conclu en 1824 entre la Prusse et le duché de Saxe-Hildbourghausen pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, sur toutes les possessions de Sa Maj. le roi de Prusse et de S. A. S. le duc de Saxe-Meiningen; du 28 Juillet 1831.***

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preußischen Staaten* 1831. Nr. 11. pag. 158.).

Die Königlich-Preußische und die Herzoglich-Sachsen-Meiningensche Regierung sind übereingekommen, die nöthigen Maaßregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen gegenseitig zu treffen, und erklären demnach Folgendes:

1. Die zwischen der Königlich-Preußischen und Herzoglich-Sachsen-Hildburghausenschen Regierung mittelst der Ministerial-Erklärung d. d. Berlin den 28sten October und Hildburghausen den 9ten October 1824 abgeschlossene Uebereinkunft, wegen Untersuchung und Bestrafung der in den Gränzwaldungen verübten Forstfrevel, wird hiermit auf den gegenwärtigen Länderbestand von Preußen und Sachsen-Meiningen-Hildburghausen ausgedehnt.

2. Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preußen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Meiningen-Hildburghausen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 28. Juli 1831.

Königl. Preuß. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Eichhorn.

58.

)nvention entre la Prusse et le 1831
'and-duché de Saxe-Weimar-Eise-
ıch pour l'exécution des articles III.
VII. du traité du 11 Février et de
usieurs autres dispositions; du
10 Août 1831.

:setz-Sammlung für die Königlichen Preufsi-schen Staaten 1831. Nr. 14. p. 175.).

(wischen Seiner Majestät dem Könige von Preufsen. l Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge n Sachsen-Weimar ist auf den Grund der Artikel . und VII. des Staatsvertrags vom 11ten Februar ses Jahres, und zur Erledigung einiger anderweiti- ı, beim Abschlusse desselben vorläufig getroffenen ırabredungen, wobei die kontrahirenden Theile ıptsächlich eine endliche Ausgleichung über alle jetzt in besondern Verhandlungen erörterten ge- ıseitigen Ansprüche zu bewirken beabsichtigen, rch die unterzeichneten Bevollmächtigten nachste- nde Uebereinkunft abgehandelt und abgeschlossen ırden.

Art. I. Nachdem in Gemäfsheit des Artikels . des Staatsvertrags vom 11ten Februar dieses Jah- ı der Ausfall an Einkommen, welchen die Grofs- rzoglich-Weimarische Regierung durch die daselbst pulirte Verlegung der Erhebung des regelmäfsigen leits von Erfurt und Gotha hinweg erleiden wird, ch einem Durchschnitte von zehn Jahren ermittelt ırden; so wird solcher rücksichtlich der Verlegung r Geleits-Erhebung von Erfurt hinweg auf
Drei Tausend und Acht und Neunzig Thlr. 5 Gr. 4 Pf.
d rücksichtlich der Verlegung der Geleits-Erhebung n Gotha hinweg auf
er Tausend Sechs Hundert und Vier und Zwan-zig Thaler,
Ganzen aber auf die runde Summe von

1831 Sieben Tausend Sieben Hundert Vier und Zwanzig Thalern
in Konventionsgelde gemeinschaftlich festgestellt.

Art. II. Gegen die gänzliche Entsagung, abseiten der Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarischen Regierung auf alle sonstigen, in Bezug auf das Erfurter Geleit von derselben erhobenen Ansprüche an Preufsen, namentlich:

a. auf den Entschädigungs-Anspruch, welchen sie von der Möglichkeit herleitet, dafs im Falle einer etwanigen künftigen Wiederaustretens Sachsen-Weimars aus dem Zollverbande mit Preufsen, eine Vermehrung des Verkehrs durch Erfurt und Gotha auf denjenigen Strafsen, auf denen Preufsen in die Berechtigung zur regelsmäfsigen Erhebung des Geleites getreten ist, statt finden könnte;

b. auf den bis jetzt erhobenen, von Preufsen abgestrittenen Entschädigungs-Anspruch wegen der seit dem Jahre 1827 in Erfurt eingeführten Königlich-Preufsischen Zoll- und Steuerverfassung,

erklärt die Königlich-Preufsische Regierung sich bereit, aufser den mit Beziehung hierauf, im 4ten Artikel gemachten Zugeständnissen, die grundherrlichen Einkünfte von Bischoffroda und Probstei-Zella betreffend, auch anstatt des im Artikel I. gedachten Betrages von 7724 Rthlr. in Konventionsgelde, die höhere runde Summe von

Acht Tausend Zwei Hundert Thalern in Preufsischem Kourant,

als den Gesammtbetrag derjenigen Jahresrente gelten zu lassen, welche unter Anrechnung ebenbenannter grundherrlicher Einkünfte vom 1sten Januar 1832 an, wo die Verlegung der Geleits-Erhebung von Erfurt und Gotha hinweg, in Ausführung kommen soll, zur Entschädigung für den dadurch entstehenden Ausfall an Einkommen, nach Artikel III. Lit. b. des Staatsvertrages vom 11ten Februar dieses Jahres, von Preufsen an Sachsen-Weimar gewährt werden wird.

Hiervon sind auf die Entschädigung Sachsen-Weimar's für die Verlegung des Geleits von Erfurt hinweg

Drei Tausend Drei Hundert und Funfzig Thaler,

und auf die Entschädigung wegen Verlegung der Geleits-Erhebung von Gotha hinweg

Vier Tausend Acht Hundert und Funfzig Thaler 1831
rechnen.

Art. III. Als jährlicher Betrag, der, auf die, rtikel II. stipulirte, Entschädigung in Anrechnung bringenden, grundherrlichen Einkünfte der Orthaften Bischoffroda und Probstei-Zella wird für die ukunft, nämlich vom 1sten Januar 1832, wo die erlegung der Geleits-Erhebung vertragsmäfsig in usführung kommen soll, die runde Summe von Zwei Tausend Fünf Hundert Thalern in Preufsischem Kourant
meinschaftlich anerkannt, durch deren gedachte nrechnung die, nach Art. II. mit 8200 Rthl. Preufsisch ourant zu gewährende Entschädigungs-Rente sich f den Betrag von 5700 Thaler Preufsisch Kourant rmindert.

Preufsen wird demnach die fraglichen Fünf Tausend und Sieben Hundert Thaler in Preufsischem Kourant
m 1sten Januar 1832 an, wenn alsdann die Vergung der Geleits-Erhebung von Erfurt und Gotha nweg in Ausführung kommt, als eine, auf die Einünfte der Stadt Erfurt zu redigirende Rente, so lange lche nicht gegen ein Kapital in 25fachem Betrage rselben abgelöset sein wird, alljährlich an Sachn-Weimar entrichten.

Für den Fall aber, dafs die Verlegung der Geits-Erhebung von Erfurt und Gotha hinweg am sten Januar 1832 noch Anstand finden sollte, zahlt achsen-Weimar bis zu deren Eintritte und der dadurch erst ausführbar werdenden Kompensation, den n Eingange dieses Artikels stipulirten jährlichen etrag von Zwei Tausend Eünfhundert Thalern reufsisch Kourant für die grundherrlichen Einkünfte on Bischoffroda und Probstei-Zella an Preufsen.

Art. IV. Mit Rücksicht auf die Grofsherzoglich-Weimarscher Seits im Art. II. ausgesprochenen erzichtleistungen und die gemachte Bemerkung, dafs n den ersten Jahren des Zeitraums vom ersten Juni 814 bis zum 1sten Januar 1832, die Verwaltung der üter Bischoffroda und Probstei-Zella einen gröfseren Kostenaufwand erfordert habe, soll zum Ersatz der, on Sachsen-Weimar schon erhobenen grundherrlichen Einkünfte beider Ortschaften aus dem besagten

1831 Zeitraum für jedes darunter begriffene Jahr nur die Hälfte des, für die Zukunft auf 2500 Thaler Preufsisch Kourant festgesetzten Betrages dieser Einkünfte, mithin nicht mehr als

Ein Tausend Zwei Hundert und Funfzig Thaler Preufsisch Kourant

oder für den ganzen, siebenzehn Jahre und sieben Monate umfassenden Zeitraum der Vergangenheit überhaupt die Summe von

Ein und Zwanzig Tausend Neun Hundert und Achtzig Thalern Preufsisch Kourant

von Sachsen-Weimar an Preufsen vergütet, und zu diesem Ende der fragliche Vergütungs-Anspruch mit den liquiden Aktivforderungen in Verbindung gesetzt werden, welche Preufsen gröfstentheils in Beziehung auf die an Sachsen-Weimar abgetretenen Erfurt-Blankenhainschen Gebietstheile, namentlich:

a. wegen eines Beitrags zur Verzinsung der Erfurt-Blankenhainschen Landesschuld während der Jahre 1815 bis 1821 und zu den desfallsigen Verwaltungskosten;

b. wegen der, von 1815 bis 1817 Sachsen-Weimarischer Seits erhobenen Einkünfte des Erfurter Schul- und Exjesuiten Fonds;

c. wegen eines Guthabens aus der gegenseitigen Abrechnung rücksichtlich der, nach Artikel IV. des Staatsvertrages vom 22sten September 1815 gegen einander ausgetauschten Dörfer Nöda und Ringleben, unbestrittener Weise an die Grofsherzoglich-Weimarische Regierung zu machen hat.

Art. V. Die Vergütung und resp. Berichtigung sämmtlicher, in vorstehendem Artikel aufgeführter Preufsischer Aktiv-Forderungen, deren Werth Königlich-Preufsischer Seits mindestens auf

Ein und Dreifsig Tausend Neun Hundert und Achtzig Thaler Preufsisch Kourant

abgeschätzt wird, geschieht von Seiten der Grofsherzoglich-Weimarschen Regierung in folgender Art:

A. Dieselbe bezahlt vom 1sten Januar 1832 an, alljährlich und ohne Unterbrechung in verhältnifsmäfsigen Raten von mindestens

Ein Tausend Zwei Hundert und Funfzig Thalern an Preufsen die Summe von

Zwanzig Tausend Thalern 1831
s zu deren vollständiger Abtragung.

B. Sie übernimmt ausschliefslich die Befriedi-
ıng folgender bisher von ihr vertretener Ansprüche
rofsherzoglicher Unterthanen an Preufsen, als

a. der katholischen Kirchengemeinde zu Jena wegen der auf 965 Rthlr. berechneten Pachtgelder von dem, seit 1808 dem Kirchen-Aerario derselben als Dotation gehörenden, vormaligen Blankenhainschen Domainen-Gute Mohrenthal, deren Beschlagnahme und Einziehung Königlich-Preufsischer Seits im Jahre 1814 provisorisch verfügt wurde;

b. der Wittwe des vormaligen Spielkarten-Fabrikanten Dreifsig zu Tonndorf wegen der, von 1816 bis 1822 zu der Summe von 1071 Rthlr. erwachsenen Rückstände einer jährlichen Unterstützung von 100 Rthlr., welche man Königlich-Preufsischer Seits dem letzteren im Jahre 1815 bei Auflösung seiner dortigen Spielkarten-Fabrik vorläufig zur Entschädigung bewilligte;

c. den übrigen Unterthanen und Beamten in den abgetretenen Erfurt-Blankenhainschen Landestheilen, hinsichtlich ihrer noch unberichtigten Forderungen an den Fiskus, aus der Zeit vor dem 1sten Juni oder dem 1sten November 1815, so weit solche überhaupt gegründet und liquide sind.

C. Unter dem Vorbehalte besonderer Verhandngen wegen der, in der Stadt Erfurt zu milden wecken bestehenden Stiftungen aller Art und Unrichtsanstalten, so weit Sachsen-Weimarsche Unrthanen zur Theilnahme daran stiftungsmäfsig bechtigt sein könnten; verzichtet die Grofsherzoghe Regierung auf *sämmtliche* Ansprüche, welche › als Besitzerin der von Preufsen abgetretenen Ert-Blankenhainschen Gebietstheile bei den, dem ›schlusse gegenwärtiger Uebereinkunft vorausgegannen Verhandlungen gegen Preufsen angemeldet hat, sbesondere auf Ihre Ansprüche:

a. auf die, aus der Zeit vor dem 1sten Juni oder vor dem 1sten November 1815 herrührenden Abgaben-Reste oder sonstigen fiskalischen Einnahme-Rückstände in den fraglichen Gebietsthei-

Jahre 1811 wegen eines Baues im
kale des Schlosses zu Blankenhai
fenen Kosten und der, an das do
Amt im Jahre 1813 gelieferten Sc
lien im Gesammtbetrage von 56 F
Konventionsgeld; der, mehreren G
ner Gebietstheile an Wege-Baulöl
im Jahre 1812 verdient worden,
469 Rthlr. 14 Gr. 6 Pf. Konventi
den Gemeinden Zimmerninfra und
wegen eines im Jahre 1814 erlit
Unglücks, bewilligten und gezah
sionsgelder mit 352 Rthlr. — Gr.
ventionsgeld;

c. auf die vor und nach dem 1sten Ju
sichtlich gedachter Gebietstheile
Forderungen für Verpflegung Köni
scher Truppen, wovon auf die Ze
1sten Juli 1814 Ihrerseits 1828 F
11½ Pf. Konventionsgeld gerechnet

d. auf ein, zu 298 Rthlr. 20 Gr. 9½
tes Drittheil des Kassenbestandes vo
14Gr. 11Pf. Konventionsgeld, welcher
Weimarscher Behauptung in dem,
der Zinsen von der Erfurt-Blankenha
desschuld bestimmt gewesenen gemei
Fonds am Schlusse des Jahres 1815 ve

l Nieder-Gleichen auf den Grund älterer Re- 1831
se zum Anerkenntnifs einiger, dem Hause
hsen-Weimar zustehender Hoheitsrechte jähr-
h mit 382 Gulden 3 Gr. 1 Pf. an dasselbe zu
ilen waren;
gen zehnjähriger seit 1806 auf 400 Rthlr.
nventionsgeld erwachsener Miethzinsen von
n in der Stadt Erfurt belegenen sogenannten
rgenthaler Hofe, dessen Eigenthum Sachsen-
eimar im Artikel V. des Staatsvertrages vom
ten September 1815 an Preufsen abtrat;
gen eines, von der vormaligen Verwaltung
ses Hofes vor älterer Zeit dem Stadtrathe zu
urt geleisteten und später auf die dortige lan-
herrliche Kreiskasse übernommenen Kapitals
st rückständigen Zinsen, im Gesammtbetrage
615 Rthlr. Konventionsgeld;
gen einer im Jahre 1813 auf Französische Re-
sition erfolgten Lieferung von Hölzern aus
-Weimarischen Forsten, zur Befestigung des
urter Waffenplatzes im Gesammtbetrage von
158 Rthlr. 22 Gr. 4 Pf. Konventionsgeld;
gen der, in demselben Jahre aus dem Alt-
imarischen Tannrodaer Forst abgegebenen
gen und Pfähle zur Einfassung des neuen
emeinen Begräbnifsplatzes zu Erfurt, im Be-
e von 92 Rthlr. 8 Gr. 8 Pf. Konventions-
l;
gen einer, im Jahre 1815, bewirkten Liefe-
g von 200 Stämmen Nadelholz aus Alt-Wei-
ischen Forsten zur Befestigung von Erfurt,
Betrage von 328 Rthlr. 27 Gr. Konventions-
l.

Die Grofsherzoglich-Weimarische Regie-
tsagt zugleich ihrem Anspruche auf Ersatz
1816 bis 1831, mit 1620 Rthlr. Preufsisch
bezahlten Pensionsbeträge an einige, in dem
öda wohnhafte, vormals Königlich-Sächsi-
litairs, und übernimmt deren Befriedigung
Zukunft.

. VI. Mit Rücksicht auf die, in den vor-
iden Artikeln verabredete Ausgleichung, über-
Preufsen Seiner Seits auf den sogenannten
schen Aversionalfonds, die unverweilte Zah-

1831 lung der, von 1806 bis 1813 rückständig geblieben Zinsen der Erfurt-Blankenhainschen Landesschuld die dabei betheiligten Grofsherzoglich- Weimarsch Unterthanen, und verzichtet zugleich auf Seine A sprüche:

a. wegen der, vor dem 1sten Juni und vor d 1sten November 1815 in den an Sachsen-W mar abgetretenen Erfurt-Blankenhainischen G bietstheilen erwachsenen Abgaben-Reste, o sonstigen fiskalischen Einnahmen, so weit sol in Sachsen-Weimarische Kassen geflossen si und gegenwärtig etwa noch als exigibel zu t trachten sein dürften;

b. wegen der in den fraglichen Gebietstheilen a stehenden Staats-Aktivkapitalien;

c. wegen verhältnifsmäfsiger passiver Theilnah Sachsen-Weimars an den sogenannten Erfu Zentralpensionen;

d. wegen Ersatzes der, nach dem 1sten Juni u nach dem 1sten November 1815 fällig gewor nen und aus Preufsischen Kassen ausgezahl Besoldungen und Pensionen an Beamten und Pe sionnairs der abgetretenen Gebietstheile.

Art. VII. Zwischen den östlichen Preufsisch Provinzen, welche innerhalb einer geschlossenen Zo linie liegen, und den Grofsherzoglich-Sachsen-We mar-Eisenachschen Landen soll der gegenseitige Ve kehr vom 1sten October d. J. an in folgender A vorläufig erleichtert werden:

I. *Freien Eingang* in die östlichen Preufsisch Provinzen sollen haben, sofern es eigne Erzeu nisse der Grofsherzoglichen Lande sind:

a. in *unbestimmter* Quantität aufser denjenige Gegenständen, welche nach der Preufsischen Ver ordnung wegen Erhebung der Eingangs-, Durch gangs- und Ausgangs-Abgaben vom 30sten O tober 1827 jetzt keinen Abgaben unterworfen sin

1. Bücher und Landcharten (Preufsische Erhebung rolle Abtheilung II. allgemeiner Satz).
2. Getraide dito dito No. 19 lit. a.
3. Grobe Holzwaaren dito dito - 12 Anmerkun
4. Theer und Pech dito dito - 37 —
5. Gemeine Töpferwaaren dito dito - 38 lit. b.
6. Schlachtvieh dito dito - 39 lit. b—g.

b. in *bestimmter* Quantität für das Jahr: 1831
Malerfarbe (Preufsische Erhebungsrolle No. 5. lit. a.) 400 Zentner;
Instrumente (musikalische) (Preufsische Erhebungsrolle No. 14.) 50 Zentner;
Kurze Waaren (grobe) (Preufsische Erhebungsrolle No. 20. lit. a.) 400 Zentner;
Graue Packleinwand und Segeltuch (Preufsische Erhebungsrolle No. 22. lit. c.) 100 Zentner;
Steingut und Porzellan (Preufsische Erhebungsrolle No. 38. lit. c.) 300 Zentner;
(Preufsische Erhebungsrolle No. 38. lit. d. u. e.) 150 Zentner;
(Preufsische Erhebungsrolle No. 38. lit. f.) 150 Zentner;
Wollen Garn (rohes) (Preufsische Erhebungsrolle Abtheilung II. Allgemeiner Satz) 100 Zentner;
dito (gezwirntes und gefärbtes) (Preufsische Erhebungsrolle No. 41. lit. b.) 200 Zentner;
Flanelle und Moltons (Preufsische Erhebungsrolle No. 41. lit. e.) 200 Zentner.

f. Gegenstände, welche aus den Weimarischen und Neustädtischen Kreisen mit der Bestimmung nach dem Eisenachschen Kreise und umgekehrt transportirt werden, um dort zu verbleiben, sollen beim direkten Durchgange durch Erfurt auf Bescheinigung Grofsherzoglicher Behörden frei von Durchgangs-Abgaben bleiben.

f. Grobe Schuhmacherwaare (Preufsische Erhebungsrolle No. 21. lit. c.), welche als Fabrikat der Grofsherzoglichen Lande in die östlichen Preufsischen Provinzen zu Jahrmärkten ein- und unverkauft wieder ausgehet, soll von Durchgangs-Abgaben frei bleiben.

Wenn die *Einfuhr* der vorstehenden unter No. lit. a. und b. genannten Waaren auch umgekehrt is den östlichen Preufsischen Provinzen in die Grofserzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Lande orkommen sollte, so sollen dieselben in gleicher Art, ie oben bestimmt worden ist, frei von Abgaben, e nicht auch inländische Gegenstände gleicheraafsen treffen, eingelassen werden.

günstigungen in Anspruch genommen wer

Art. IX. Seine Königliche Hoheit
herzog von Sachsen-Weimar-Eisenach erk
fortwährend bereit, in Gemäfsheit der mitt
rat-Protokolls de dato Berlin den 10te
1831 ertheilten Zusicherung, die, im Amt
belegene Ortschaft Kalbsrieth gegen ein vo
Aequivalent an Preufsen abzutreten. So
zwischen den beiden kontrahirenden R
über diesen Austausch eine definitive Ve
getroffen sein wird, überläfst Sachsen-W
durch genannte Ortschaft und deren Flur
Preufsischen Gebiete in das Preufsische G
rende Landstrafse unter folgenden Bestimm
die Krone Preufsen:

I. Die ebengedachte durch Kalbsrieth u
Flur führende Land- und Poststrafse wi
aus dem angränzenden Preufsischen Gel
Kalbsrieth führenden Preufsischen Chaus
wesentlicher Theil und als Fortsetzung
verbunden, und zu diesem Ende von d
lich-Preufsischen Regierung auf deren eige
chaussirt, auch mit den dazu gehörigen I
Bau und Besserung erhalten.

II. Es steht Preufsen frei, auf dieser S

b. von öffentlichen Beamten, ohne Unterschied, 1831
ob es Militair-, Zivil- oder kirchliche Beamte
sind, wenn sie sich durch Freikarten ihrer vor-
gesetzten Behörden legitimiren, imgleichen von
Offizieren zu Pferde und in Dienst-Uniform;

c. von Transporten, welche unmittelbar für Rech-
nung des Hofes oder der Regierung der kontra-
hirenden Theile geschehen:

das Chaussee-Geld auf der betreffenden Strafse
nicht erhoben werden.

Die Grofsherzogliche Regierung verpflichtet sich,
en freien Verkehr aller, auf jenen Strafsen durch-
ehenden Personen und Waaren weder durch Ab-
aben, noch sonst auf irgend eine Weise zu er-
chweren. Dagegen macht die Königlich-Preufsische
Regierung sich anheischig:

- zur Vergütung des Rein-Ertrages, welchen Sach-
sen-Weimar von dem Brückenzoll in Kalbsrieth
alljährlich bezogen hat, so lange das Grofsher-
zogthum dem Preufsischen Zollverbande entwe-
der noch nicht angehört, oder nach dessen even-
tuellem Wiederaustritte aus demselben, eine jähr-
liche Rente von 180 Rthlr. Konventionsgeld an
die Grofsherzogliche Regierung zu entrichten;
- keinen Einspruch dagegen zu thun, dafs Die-
selbe, so lange das Grofsherzogthum dem Preufsi-
schen Zollverbande noch nicht angehört, oder
nach dessen eventuellem Wiederaustritte aus dem-
selben das Thüringische Geleit in Kalbsrieth
erhebe.

Im Uebrigen verbleibt der Grofsherzoglich-Wei-
marschen Regierung auf gedachter Strafse die bis-
herige Jurisdiktion und Staatshoheit, so weit letz-
ere nicht durch die Natur der zu Gunsten Preufsens
arauf zugestandenen Staats-Servitut beschränkt ist.

Was die, auf dieser Strafse begangenen oder ent-
kten Defraudationen gegen die Wegegelderhebung
r den Preufsischen Zoll betrifft, so werden sie
n den kompetenten Grofsherzoglich-Weimarschen
richtsstellen nach den, darauf anzuwendenden Kö-
lich-Preufsischen gesetzlichen Bestimmungen, un-
sucht und bestraft.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll unverzüglich
Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der

1831 Ratifikationsurkunden spätestens binnen vier Woc
in Berlin bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist dieselbe von den bei
seitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihres
gels unterzeichnet worden.

Berlin den 10. August 1831.

von Bülow,	*General* von L'Esto
Königlich - Preufsischer wirklicher Legationsrath.	Grofsherzogl.-Weimars Ministerresident.
Winnhorn,	Ottokar Thon,
Königlich - Preufsischer Geheimer Finanzrath.	Grofsherzoglich - Sachs Weimarscher Kammerr

Vorstehende Uebereinkunft ist von Seiner M
stät dem Könige am 31sten und von Seiner Kö
lichen Hoheit dem Grofsherzoge von Sachsen-W
mar-Eisenach am 16ten August ratifizirt worden

59.

Convention entre le grand-duché Saxe-Weimar-Eisenach et le duc de Saxe-Altenbourg concernant di férens rapports de jurisdiction ent les deux états, signée à Weimar 5 et à Altenbourg le 18 *Août* 18

(*Grofsherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenach Regierungs-Blatt* 1831. 27. Sept. Nr. 17)

Zwischen der Grofsherzoglich Sachsen - Weim
Eisenachischen und der Herzoglich - Sachsen - Altenb
gischen Staatsregierung ist zu Beförderung der Rech
pflege folgende Uebereinkunft geschlossen worden:

I. *Allgemeine Bestimmungen.*

Art. I. Die Gerichte beider Staaten leisten s
gegenseitig alle diejenige Rechtshülfe, welche sie

richten des Inlandes nach dessen Gesetzen und Ge- 1831
htsverfassung nicht verweigern dürfen, in wie fern
s gegenwärtige Abkommen nicht besondere Ein-
bränkungen feststellt.

Art. II. Die Vollstreckbarkeit der richterlichen
kenntnisse wird gegenseitig anerkannt, dafern diese
h den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen
kommens von einem beiderseits als kompetent an-
kannten Gerichte gesprochen worden sind und nach
n Gesetzen des Staats, von dessen Gerichte sie ge-
t worden, die Rechtskraft bereits beschritten haben.
Solche Erkenntnisse werden an dem in dem an-
n Staate befindlichen Vermögen des Sachfälligen
elgerlich vollstreckt.

Art. III. Ein von einem zuständigen Gerichte
illtes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet vor den
richten des andern Staates die Einrede des rechts-
ftigen Urtheiles (exceptio rei judicatae) mit dersel-
n Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem
richte desjenigen Staates, in welchem solche Ein-
e geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

II. *Besondere Bestimmungen.*

Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.

Art. IV. Keinem Unterthan ist es erlaubt, sich
h freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des
n Staats, dem er als Unterthan und Staatsbürger
angehört, zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, die Requisition
n solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichtes um
lung des Beklagten oder Vollstreckung des Er-
ntnisses statt zu geben, vielmehr wird jedes von
em solchen Gerichte gesprochene Erkenntnifs in
n andern Staate als ungültig betrachtet.

Der Kläger folgt dem Beklagten.

Art. V. Beide Staaten erkennen den Grundsatz
, dafs der Kläger dem Gerichtsstande des Beklag-
zu folgen habe; es wird daher das Urtheil der
nden Gerichtsstelle, nicht nur sofern dasselbe den
klagten, sondern auch so fern es den Kläger, z. B.
ksichtlich der Erstattung von Gerichtskosten, be-

Art. VII. Die Provokationsklagen (
famari oder ex lege si contendat) werden e
dem persönlich zuständigen Gerichte der P
oder da, wohin die Klage in der Haupts
gehörig ist; es wird daher die von diesen
besonders im Falle des Ungehorsams, r
ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit
zirten als vollstreckbar anerkannt.

Persönlicher Gerichtsstand.

Art. VIII. Der persönliche Gerichts
cher entweder durch den Wohnsitz in ein
oder bei denen, die einen eigenen Woh
nicht genommen haben, durch die Herkun
Gerichtsstande der Eltern begründet ist, wi
den Staaten in persönlichen Klagsachen de
erkannt, dafs der Unterthan des einen Sta
Unterthanen des andern nur vor seinem p
Richter belangt werden darf, es müfsten d
nen persönlichen Klagsachen, neben dem p
Gerichtsstande, noch die besonderen Ge
der Kontrakte oder der geführten Verwa
kurriren, welchen Falls die persönliche I
vor diesen Gerichtsständen erhoben werde

Art. IX. Die Absicht, einen beständi
sitz an einem Orte nehmen zu wollen, ka
ausdrücklich, als durch Handlungen geäufs

r Wohnsitz genommen werden soll, bestimmt ge- 1831
ſsert sein.

Art. X. Wenn Jemand sowohl in dem einen
in dem andern Staate seinen Wohnsitz in dem
desgesetzlichen Sinne genommen hat: so hängt die
ahl des Gerichtsstandes von dem Kläger ab.

Art. XI. Der Wohnsitz des Vaters, wenn die-
noch am Leben ist, begründet zugleich den or-
ntlichen Gerichtsstand des noch in seiner Gewalt
ſindlichen Kindes, ohne Rücksicht auf den Ort, wo
sselbe geboren worden, oder wo das Kind sich nur
ie Zeit lang aufhält.

Art. XII. Ist der Vater verstorben, so verbleibt
r Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit
nes Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordent-
he Gerichtsstand des Kindes, so lange dasselbe noch
inen eigenen *ordentlichen* Wohnsitz rechtlich be-
ndet hat.

Art. XIII. Ist der Vater unbekannt oder das
nd nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt:
richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes
f gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande
r Mutter.

Art. XIV. Diejenigen, welche in dem einen
er dem andern Staate, ohne dessen Bürger zu sein,
ne abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes
rgleichen Etablissement besitzen, sollen wegen per-
nlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung
cher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor
n Gerichten des Landes, wo die Gewerbsanstalten
ch befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohn-
ts belangt werden können.

Art. XV. Die Uebernahme einer Pachtung, ver-
inden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem
pachteten Gute, soll den Wohnort des Pachters im
taate begründen.

Art. XVI. Ausnahmsweise sollen Studirende
nd Dienstboten auch in demjenigen Staate, wo sie
ch in dieser Eigenschaft aufhalten, während dieser
eit noch einen persönlichen Gerichtsstand haben, hier
ber, so viel ihren persönlichen Zustand und die da-
on abhangenden Rechte betrifft, ohne Ausnahme nach
en Gesetzen ihres Wohnorts und ordentlichen Ge-
ichtsstandes beurtheilt werden.

1831

Gerichtsstand der Erben.

Art. XVII. Erben werden wegen persönlicher Verbindlichkeiten ihres Erblassers vor dessen Gerichtsstande so lange belangt, als die Erbschaft ganz oder theilweise noch dort vorhanden, oder wenn der Erben mehrere sind, noch nicht getheilt worden.

Allgemeines Gantgericht.

Art. XVIII. Im Konkurs wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als allgemeines Gantgericht anerkannt, ausgenommen, wenn der gröfsere Theil des Vermögens, bei dessen Bestimmung das über die Vermögensmasse aufzunehmende Inventarium und Taxe zum Grunde zu legen ist, in dem andern Staate sich befindet, wo alsdann dem letztern, unter der im Art. XXIII. enthaltenen Beschränkung das Recht des allgemeinen Gantgerichtes zugestanden wird.

Art. XIX. Aktivforderungen werden, ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Gemeinschuldners.

Art. XX. Einem Partikularkonkurse wird nicht stattgegeben, ausgenommen, wenn ein gesetzlich begründetes Separationsrecht geltend gemacht wird, namentlich wenn der Gemeinschuldner in dem andern Staate, wo er seinen Wohnsitz nicht hatte, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement, welches als ein eigenes Ganzes, einen besonderen Inbegriff von Rechten und Verbindlichkeiten des Gemeinschuldners bildet, besitzt, welchen Falls zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung dieses Etablissements besonders kreditirt haben, ein Partikularkonkurs eröffnet werden darf.

Wirkung des allgemeinen Gantgerichtsstandes.

Art. XXI. Alle Forderungen, sie seien auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, oder, wenn sie bereits klagbar gemacht worden, dort weiter zu verfolgen. Das aufserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird, nach vorgängiger Veräufserung der Grundstücke und Ef-

cten durch den Richter der gelegenen Sache, dem 1831
ntgerichte abgeliefert.

chtliche Beurtheilung und Ordnung der dinglichen und persönlichen Rechte.

Art. XXII. Dingliche Rechte werden nach den esetzen des Orts der belegenen Sache beurtheilt und ordnet, über die Rangordnung rein persönlicher Anrüche und deren Verhältnifs zu den dinglichen Rechn entscheiden die am Orte des Gantgerichtes geldenden Gesetze, und es findet kein Unterschied zwinen in- und ausländischen Gläubigern als solchen statt.

Dinglicher Gerichtsstand.

Art. XXIII. Alle Realklagen, desgleichen alle ssessorischen Rechtsmittel, wie auch die sogenannn actiones in rem scriptae müssen, dafern sie eine bewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte, in ssen Bezirk sich die Sache befindet, — können aber, nn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem rsönlichen Gerichtsstande des Beklagten erhoben rden, vorbehältlich dessen, was auf den Fall des onkurses bestimmt ist.

Art. XXIV. In dem Gerichtsstande der Sache nnen keine blofs (rein) persönlichen Klagen angeellt werden.

Art. XXV. Eine Ausnahme von dieser Regel ndet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbewegher Güter eine solche persönliche Klage angestellt rd, welche aus dem Besitze des Grundstücks oder is Handlungen fliefst, die er in der Eigenschaft als und-Besitzer vorgenommen hat. Wenn daher ein utsbesitzer

1. die mit seinem Pachter oder Verwalter eingangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen, oder
2. die zum Besten des Grundstückes geleisteten orschüsse oder gelieferten Materialien und Arbeiten a vergüten sich weigert, oder
3. die Patrimonialgerichtsbarkeit oder ein ähnliches Befugnifs mifsbraucht, oder
4. seine Nachbaren im Besitze stört,
5. sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm ustehenden Rechtes berühmt, oder
6. wenn er das Grundstück ganz oder zum Theil

1831 veräufsert und den Kontrakt nicht erfüllt oder die schuldige Gewähr nicht leistet:
so mufs derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nicht belangen will.

Art. XXVI. Eben so begründet ausnahmsweise auch der Besitz eines Lehngutes oder die gesammte Hand daran zugleich einen persönlichen Gerichtsstand.

Erbschaftsklagen.

Art. XXVII. Erbschaftsklagen werden da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben und zwar dergestalt, dafs wenn die Erbschaftsstücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Staatsgebiete sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist, ohne Rücksicht, wo der gröfste Theil der Erbschaftssachen sich befinden mag.

Doch werden alle beweglichen Erbschaftsstücke angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers. Aktivforderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind, oder nicht, den beweglichen Sachen beigezählt.

Gerichtsstand des Arrestes.

Art. XXVIII. Ein Arrest darf in dem einen Staate und nach den Gesetzen desselben gegen den Bürger des anderen Staates ausgebracht und verfügt werden, unter der Bedingung jedoch, dafs entweder auch die Hauptsache dorthin gehöre, oder dafs sich eine wirkliche *gegenwärtige* Gefahr auf Seiten des Gläubigers nachweisen lasse. Ist in dem Staate, in welchem der Arrest verhängt worden, ein Gerichtsstand für die Hauptsache nicht begründet: so ist diese nach vorläufiger Regulirung des Arrestes, an den zuständigen Richter des andern Staates zu verweisen. Was dieser rechtskräftig erkennt, unterliegt der allgemeinen Bestimmung im Art. II.

Gerichtsstand des Kontraktes.

Art. XXIX. Der Gerichtsstand des Kontraktes, vor welchem ebensowohl auf Erfüllung als wie auf Aufhebung des Kontraktes geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn der Kontra-

ent zur Zeit der Ladung in dem Gerichtsbezirke sich 1831
nwesend befindet, in welchem der Kontrakt geschlos-
en worden ist, oder in Erfüllung gehen soll.

Dieses ist besonders auf die auf öffentlichen Märk-
en geschlossenen Kontrakte, auf Viehhandel und der-
gleichen anwendbar.

Besonders der Wechselverschreibungen.

Art. XXX. Die Klausel in einer Wechselver-
schreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichts-
barkeit eines jeden Wechselgerichts, in dessen Ge-
richtszwange er zu dessen Verfallzeit anzutreffen sei,
unterworfen hat, wird als gültig, das hiernach ein-
tretende Gericht, welches die Vorladung bewirkt hat,
für zuständig, mithin dessen Erkenntnifs für vollstreck-
bar an den in dem andern Staate belegenen Gütern an-
erkannt.

Gerichtsstand geführter Verwaltung.

Art. XXXI. Bei dem Gerichtsstande, unter
welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirth-
schaftet oder verwaltet hat, mufs er auch auf die auf
einer solchen Administration angestellten Klagen sich
einlassen; es müfste denn die Administration bereits
völlig beendigt und der Verwalter über die gelegte
Rechnung quittirt sein. Wenn daher ein aus der quit-
tirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert, oder
eine ertheilte Quittung angefochten wird, so kann
dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der
geführten Verwaltung geschehen.

Ueber Intervention.

Art. XXXII. Jede ächte Intervention, die nicht
eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einem
schon anhängigen Prozesse einmischt, sie sei prinzi-
pal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den
Beklagten, sei nach vorgängiger Streitankündigung
oder ohne dieselbe geschehen, begründet gegen den
ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des
Staates, in welchem der Hauptprozefs geführt wird.

Wirkung der Rechtshängigkeit.

Art. XXXIII. Sobald vor irgend einem in den
bisherigen Artikeln bestimmten Gerichtsstande eine
Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit da-

1831 selbst zu beendigen, ohne dafs die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthaltes des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit einzelner Klagsachen wird durch Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begründet erkannt.

2. *In Hinsicht der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.*

Art. XXXIV. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Ortes beurtheilt, wo sie eingegangen sind.

Wenn nach der Verfassung des einen oder des andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von der Aufnahme vor einer bestimmten Behörde in demselben abhängt: so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

Art. XXXV. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechtes auf unbewegliche Sachen zum Zweck haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Ortes, wo die Sachen liegen.

3. *In Rücksicht der Strafgerichtsbarkeit.*

Auslieferung der Verbrecher.

Art. XXXVI. Verbrecher und andere Uebertreter von Strafgesetzen werden, so weit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen bestimmen, von dem einen Staate dem andern nicht ausgeliefert, sondern wegen der in dem andern Staate begangenen Verbrechen und Uebertretungen von dem Staate, dem sie angehören, und nach dessen Gesetzen gerichtet.

Daher findet denn auch ein Kontumazialverfahren des andern Staates gegen sie nicht statt.

Was jedoch die Forst- und Jagdverbrechen und deren gegenseitige Stellung vor das Gericht der begangenen That betrifft, so soll deshalb der Konvention vom Jahre 1829 ferner nachgegangen werden.

Vollstreckung der Straferkenntnisse.

Art. XXXVII. Wenn der Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat und da-

elbst ergriffen und abgeurtheilt worden ist, so wird, 1831.
enn der Verbrecher vor der Strafverbüfsung sich in einen Heimathstaat zurückbegeben hat, von diesem as Erkenntnifs des ausländischen Gerichtes, nach orgängiger Requisition und Mittheilung des Urtheils, owohl an der Person als an den im Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorusgesetzt, dafs die Handlung wegen deren die Strafe rkannt worden, auch nach den Gesetzen des requirten Staates als ein Vergehen oder Verbrechen erscheint und nicht zu den blofs polizei-, finanz-gesetzchen Uebertretungen gehört, von welchen der nächstolgende Artikel handelt.

Bedingt zu verstattende Selbststellung.

Art. XXXVIII. Hat ein Unterthan des einen taates Strafgesetze des andern durch solche Handlunen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, ar nicht verpönt sind, z. B. durch Uebertretung eienthümlicher Abgabengesetze, Polizeivorschriften und ergleichen, und welche demnach von diesem Staate uch nicht bestraft werden könnten: so soll auf vorängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unerthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, emselben aber sich selbst zu stellen verstattet weren, damit er sich gegen die Anschuldigungen verheidigen und gegen das in solchen Fällen zulässige ontumazialverfahren wehren könne.

Art. XXXIX. Der zuständige Strafrichter darf uch über die aus den Verbrechen entsprungenen Priatansprüche mit erkennen, wenn wegen derselben von em Beschädigten adhärirt worden ist.

Auslieferung der Geflüchteten.

Art. XL. Unterthanen des einen Staates, welche egen Verbrechen oder anderer Uebertretungen ihr aterland verlassen und in den andern Staat sich geüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgeommen worden zu sein, werden nach vorgängiger equisition, gegen Erstattung der Kosten, und zwar, enn wegen Unvermögenheit der Inquisiten oder sonst ie Untersuchungskosten niedergeschlagen werden müsen, nur der baaren Auslagen, z. B. für Atzung, Transort, Porto und Kopialien, ausgeliefert.

1831

Auslieferung der Ausländer.

Art. XLI. Solche eines Verbrechens oder einer Uebertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des andern Staates Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen, in welchem die Uebertretung verübt wurde, auf vorgängige Requisition gegen Erstattung der Kosten, wie diese im vorigen Artikel bestimmt ist, ausgeliefert; es sei denn, dafs der Staat, welchem er als Unterthan angehört, auf die vorher von dem requirirten gemachte Anzeige der Verhaftung, jene Uebertreter selbst reklamirt und ihre Auslieferung zur eigenen Bestrafung in Antrag bringt.

Verbindlichkeit zur Annahme der Auslieferung.

Art. XLII. In denselben Fällen, wo der ein Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

Stellung der Zeugen.

Art. XLIII. In Kriminalfällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen des einen Staates vor das Untersuchungsgericht des andern zur Ablegung des Zeugnisses, zur Konfrontation oder Rekognition, gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und der Versäumnifs, nie verweigert werden.

Art. XLIV. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung der Angeschuldigten oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden soll, so hat im einzelnen Falle die Behörde, welcher sie obliegt, weder vorgängige reversales de observando reciproco zu erfordern, noch, dafern sie nur eine Provinzialbehörde ist, in der Regel erst die besondere Genehmigung der ihr vorgesetzten Ministerialbehörde einzuholen, es sei denn, dafs im einzelnen Falle die Anwendung des Abkommens noch Zweifel zuliefse, oder sonst ganz eigenthümliche Bedenken hervorträten.

Unterbehörden bleiben aber unter allen Umständen verpflichtet, keinen Menschen aufser Landes ver-

folgen zu lassen, bevor sie nicht zu dieser Auslie- 1831
rung die Autorisation der ihnen unmittelbar vorge-
zten Behörde eingeholt haben.

Art. XLV. Die Dauer dieses Abkommens wird
f 12 Jahre, vom 1sten Januar 1832 an gerechnet,
stgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine
ufkündigung von der einen oder der andern Seite,
ist es stillschweigend als auf noch zwölf Jahre
eiter verlängert anzusehen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Königlichen Ho-
it des Grofsherzogs von Sachsen-Weimar-Eisenach
d Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Al-
nburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung
ll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft
d Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben
d öffentlich bekannt gemacht werden.

Weimar am 5ten August und Altenburg am 18ten
gust 1831.

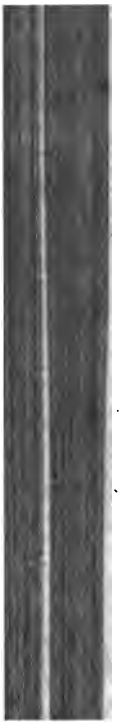
C. W. *Freih.* von Fritsch. E. von Braun.

60.

Déclaration concernant la continuation et la modification de la convention d'étappes conclue le 28 Sept. 1818 entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg par rapport à la principauté de Birkenfeld, du 22 Août 1831.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1831. Nr. 14. p. 184).

Nachdem die unterm 28sten September 1818 zwi-
schen Preufsen und dem Grofsherzogthume Oldenburg,
Beziehung auf das Fürstenthum Birkenfeld abge-
schlossene Durchmarsch- und Etappen-Konvention,



der Bestimmungen derselben betrifft. Sie schränken sich auf folgende Punkte:

1. Die im §. 2. der gedachten Konvent tene Bestimmung, daſs Detachements unt nur am 1sten und 15ten jedes Monats von ten Preuſsischen Haupt-Etappenorte abge wird aufgehoben, und ist der Abgang derg tachements künftig an keine bestimmte Zei

2. Für den Fall, daſs auf dem Marsch dergestalt erkranken sollte, daſs es vorerst ter zu bringen wäre, wird auf die Dauer heit für den Mann und das Pferd Preuſsi dieselbe Vergütung geleistet, welche für dem Marsche befindlichen Mann und de geleistet wird.

3. Die Vergütung der für Arrestate fenen Kosten soll in der Folge Preuſsische Maaſsgabe dessen bewirkt werden, was sei 1823 bereits in einzelnen Fällen dafür gev den ist.

4. In Zukunft erhalten die Privatdien ziere, gleich den übrigen Militairperson sungen auf Quartier und Verpflegung, wof sten in die Liquidation mit aufgenommen tet werden.

5. Wenn wider Erwarten von Seiten lich-Preuſsischen Behörden die erforder

6. Die Erstattung der durch Fouragelieferung, wie 1831
ch der übrigen durch die Mundverpflegung und Stel-
ng des Vorspanns nachstehenden Kosten, wird am
ohnorte der Liquidanten geleistet, indem die Grofs-
rzoglich-Oldenburgischen Kassen die spezielle Aus-
hlung der einzelnen liquidirten Beträge gegen den
satz des kostenfrei nach Birkenfeld zu befördernden
mmarischen Betrages, aus der betreffenden König-
h-Preufsischen Provinzial-Hauptkasse, übernehmen.
ie nähere Vereinigung über die Form des Rechnungs-
esens wird den mit der Liquidation beauftragten ge-
nseitigen Behörden überlassen.

7. Wenn kein Arzt oder Wundarzt sich an Ort
d Stelle befindet, um das, Behufs der Stellung einer
rankenfuhre für einen auf dem Marsche erkrankten
ldaten nöthige Attest auszustellen, oder aber wegen
ntfernung vom Haupt-Etappenorte nicht leicht dar-
n angegangen werden kann, so soll die alleinige
scheinigung des Detachementsführers genügen, um
e Nothwendigkeit der zu gewährenden Krankenfuhre
hörig zu konstatiren.

8. Die Kosten, welche ärztliche Untersuchungen
Fällen, wo Krankenfuhren geleistet werden, ver-
lassen, sind künftig zur Aufnahme in die Liquida-
n geeignet.

9. In Ermangelung der Pferdefuhren können die
rchmarschierenden Truppen sich der Benutzung der
hsenfuhren nicht entziehen; zugleich wird, um Be-
werden wegen übermäfsiger oder zu geringer Be-
ung der Transportmittel für die Zukunft vorzubeu-
, festgesetzt, dafs als Maximum der Belastung für
Pferd fünf Zentner, für einen Ochsen aber nur
$\frac{1}{2}$ Zentner gerechnet werden soll.

10. Sollten sich bei Requirirung der Fufsboten und
egweiser, Seitens des Militairs, wider Erwarten
fsbräuche ereignen, so werden die Grofsherzoglich-
denburgischen Behörden dem Königlich-Preufsischen
neralkommando am Niederrhein in jedem einzelnen
lle zur Veranlassung der Untersuchung und, nach
finden der Bestrafung, von dem Vorgefallenen An-
ge machen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Kö-
gs von Preufsen und Seiner Königlichen Hoheit des
ofsherzogs von Oldenburg zweimal gleichlautend

eine übereinstimmende von dem Grofsherzog denburgischen Staats- und Kabinetsministeriu denburg unterm 8ten September d. J. vollzo klärung ausgewechselt worden ist, hierdurch fentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 26sten September 1831.

Ministerium der auswärtigen Angelegen

Eichhorn.

61.

Traité de commerce et de d entre la Prusse et la Hesse ducale d'un côté et la Hesse rale de l'autre, du 25 Août

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen schen Staaten* 1831. Nr. 17. p. 227

Seine Majestät der König von Preufsen u

nerseits: Seine Majestät der König von Preufsen: 1831
Allerhöchst-Ihren wirklichen Geheimen Legationsrath und Direktor im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse, Kommandeur des Zivil-Verdienst-Ordens der Königlich-Baierischen Krone, und des Königlich-Würtembergischen Zivil-Verdienst-Ordens, Kommandeur des Königlich-Hannöverschen Guelphenordens, des Grofsherzoglich-Hessischen Haus-Ordens und des Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen Ordens vom weifsen Falken, und

Allerhöchst-Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Ludwig Bogislaus Samuel Kühne, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse;

eine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Hessen:

Höchst-Ihren wirklichen Geheimen Rath und Präsidenten der Ober-Finanzkammer, Wilhelm von Kopp, Kommandeur 1ster Klasse des Grofsherzoglich-Hessischen Haus- und Verdienst-Ordens und Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse;

andererseits: Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:

Höchst-Ihren Geheimen Rath und Vorstand des Ministeriums des Innern, Franz Hugo Riefs, Kommandeur 1ster Klasse des Kurfürstlich-Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Grofsherzoglich-Hessischen Verdienst-Ordens und

Höchst-Ihren Finanzkammer-Rath Friedrich Meisterlin, beauftragt mit der Direktion des indirekten Steuerwesens in Kurhessen, Ritter des Königlich-Hannöverschen Guelphenordens und des Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen weifsen Falken-Ordens,

n welchen, auf den Grund der stattgehabten Unhandlungen nachstehender Vertrag mit Vorbehalt r Ratifikation abgeschlossen worden ist.

Art. I. Die Kurfürstlich-Hessische Staats-Reerung von dem Anerkenntnisse ausgehend, dafs auf lchem Wege die seit längerer Zeit gewünschte und ther schon durch anderweite Verhandlungen be-

1831 zweckte, freiere und erweiterte Bewegung des Ge
werbfleifses und des Handels in den Kurhessische
Landen am sichersten zu erreichen sei, vereiniget sic
mit der Königlich-Preufsischen und der Grofsherzog
lich-Hessischen Staats-Regierung zu einem gemein
samen Zoll- und Handelssysteme, und wird, da dies
Vereinigung eine vollständige Gleichförmigkeit de
Gesetzgebung über Eingangs-, Ausgangs- und Durch-
gangs-Abgaben nothwendig voraussetzt, in Beziehung
auf diese Abgaben die erforderlichen gesetzlichen Vor-
schriften in der Art erlassen, dafs völlige Uebereins-
timmung mit der in den Königlich-Preufsischen und
Grofsherzoglich-Hessischen Landen bestehenden Ge-
setzgebung statt finde.

Art. II. Die Verwaltung der Eingangs-, Aus-
gangs- und Durchgangs-Abgaben, — welche in dieser
Uebereinkunft unter dem gemeinschaftlichen Namen
„Zoll" verstanden werden sollen — wird gleichför-
mig mit der Verwaltung jener Abgaben im Königlich-
Preufsischen und Grofsherzoglich-Hessischen Zollver-
bande eingerichtet, und es werden die mit dieser Ver-
waltung und mit der dabei eintretenden Beaufsichti-
gung beauftragten Kurfürstlich-Hessischen Beamten
gleichförmig mit den Königlich-Preufsischen und Grofs-
herzoglich-Hessischen Beamten, und in Uebereinstim-
mung mit dem Inhalte der gegenwärtigen Uebereins-
kunft instruirt werden.

Art. III. Ueber die Vollziehung der im Artikel
I und II. enthaltenen Verabredungen soll zur Errei-
chung der beabsichtigten Uebereinstimmung die geeig-
nete Rücksprache mit der Königlich-Preufsischen und
Grofsherzoglich-Hessischen Regierung genommen wer-
den. Zu gleichem Zwecke wird auch im Einver-
ständnisse mit den eben gedachten Regierungen, die
Abfassung der in dem Kurfürstenthume einzuführen-
den organischen Bestimmungen und der damit in Ver-
bindung stehenden reglementairen Verfügungen und
Instruktionen sofort erfolgen und zugleich ein vollstän-
diger Organisationsplan für die gesammte Zollverwal-
tung des Kurfürstenthums Hessen, entworfen werden,
welcher mit Berücksichtigung der Lokal-Verhältnisse
insbesondere die Anzahl, Lage und Besetzung der
Haupt- und Nebenzoll-Aemter, auch die Bestimmung
der Gränz-Bezirke und Zollstrafsen, imgleichen die

Städte, in welchen Packhöfe oder Niederlagen unver- 1831
steuerter ausländischer Waaren sein sollen, nebst den Regulativen für dieselben, so wie die Anordnung der Gränzbewachung, enthalten wird.

Art. IV. Von den Kurfürstlich-Hessischen Landestheilen bleiben vorläufig aus dem gemeinsamen Preussisch-Hessischen Zollverbande ausgeschlossen:

a. Der Kurhessische Kreis Schmalkalden bis dahin, wo im Preufsischen Kreise Schleusingen unter Theilnahme der zunächst angränzenden Gebiete die Zoll-Verfassung regulirt sein wird;

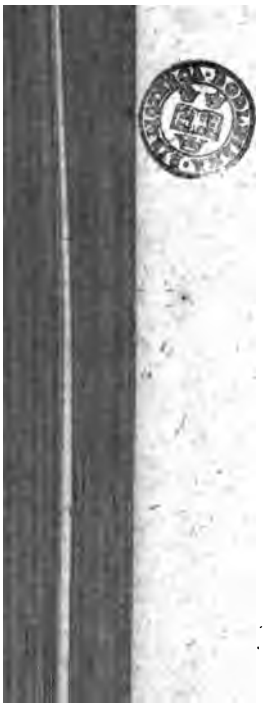
b. die Grafschaft Schaumburg bis zur Vollendung der bereits im Werke begriffenen Verbindungsstrafse innerhalb des Preufsischen und Kurhessischen Gebietes.

Es soll jedoch schon jetzo den Einwohnern der beiden eben genannten Kurhessischen Landestheile zur Erleichterung ihres Verkehrs mit den im gemeinsamen Zollverbande liegenden Provinzen gestattet sein, ihre rohen Produkte, so wie die blofs aus dort erzeugten Stoffen gefertigten Waaren, ganz abgabenfrei über die Zolllinie einzuführen.

Hinsichtlich der ihrer Lage wegen noch jetzt vom Zollverbande ausgeschlossen bleibenden Königlich-Preufsischen und Grofsherzoglich-Hessischen Landestheile, bewendet es bei den Anordnungen, die wegen ihrer erleichterten und begünstigten Verbindung mit dem Hauptlande bereits bestehen.

Art. V. Etwaige künftige Abänderungen der die Erhebung des Zolles betreffenden gesetzlichen, oder elementairen Bestimmungen, insbesondere auch des Tarifs, sollen nur im gegenseitigen Einvernehmen der betheiligten Staats-Regierungen verfügt werden.

Art. VI. Hinsichtlich des, bei den Zoll-Erhebungen in Kurhessen zur Anwendung kommenden Maafses und Gewichts besteht bereits im Wesentlichen, Uebereinstimmung mit dem Preufsischen Maafse und Gewichte, und wird die erforderliche völlige Gleichförmigkeit derselben von Seiten der Kurfürstlich-Hessischen Regierung, durch angemessene Anordnungen bewirkt werden. Die hierzu führenden Vergleichungen und Berichtigungen werden unverzüglich statt finden, auch sollen, so weit solches durch einzelne, nicht so fort zu beseitigende Verschiedenheiten, und



allen Zollstätten des gemeinsamen Zollv
Kurhessische Silber-Courant bis zu 1/6 Th
herunter gleich dem Preufsischen, und
seinen durch das Münz-Edikt vom 30sten
1821 bezeichneten Theilstücken gleich den
schen angenommen, auch bei der Vergle
einen wie des anderen gegen das Grofs
Hessische Geld, die beim Anschlusse des G
thums bereits kund gemachte Vergleichung
ebenmäfsig angewendet werden, so dafs
Kurhessischen Zollstätten auszuarbeitende
in den Bruchtheilen des Thalers, wegen d
tenden Eintheilung des letzteren in 1/24 St
dem Preufsischen abweichen kann.

Art. VIII. Verträge über die Aufnah
Staaten in den Zollverband, oder Handelsv
Staaten, welche an Kurhessen gränzen, k
mit Zustimmung sämmtlicher hohen kon
Theile abgeschlossen werden. Die Kurfür
sische Regierung erklärt es hierbei als ihr
Absichten und Wünschen entsprechend, d
deren Deutschen Staaten Zoll-Vereinigung
auf der Grundlage des gegenwärtigen Vert
schlossen werden, und wird zu Verträgen
vorausgesetzt, dafs den ferner beitretend
keine gröfseren Vortheile eingeräumt werd
hohen kontrahirenden Theile sich durch

dergleichen Verträge erlangten Vortheile mit auf die- 1831
sen Staat übergehen.

Art. IX. Mit dem ersten Januar 1832, wo der gegenwärtige Vertrag in Ausübung gebracht werden soll, tritt rücksichtlich des Handels und Verkehrs zwischen Preufsen und dem Grofsherzogthume Hessen einerseits, und Kurhessen andererseits, die Freiheit und rücksichtlich der Einnahme an Zöllen die Gemeinschaft ein, wie beide in den folgenden Artikeln näher bestimmt werden.

Art. X. Demgemäfs hören von jenem Zeitpunkte ab alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgränzen des Königlich-Preufsisch-Grofsherzoglich-Hessischen Zoll-Verbandes und des Kurfürstenthumes Hessen auf, und es können die Erzeugnisse des einen Gebiets frei und unbeschwert in das andere Gebiet eingeführt und in demselben verbraucht werden, mit Ausnahme der im Innern des Landes gegenwärtig mit Abgaben belasteten Gegenstände.

Art. XI. In Absicht der letztgedachten Gegenstände wird zwar von allen kontrahirenden Theilen als wünschenswerth anerkannt, auch hierin eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Besteuerungssätze in deren Staaten hergestellt zu sehen, und es wird daher Ihr Bestreben auf die Herbeiführung einer solchen Gleichmäfsigkeit gerichtet bleiben; bis dahin aber, wo dies Ziel erreicht worden, sollen in Absicht der nachbenannten besteuerten Artikel folgende Bestimmungen beobachtet werden:

A. bei dem Uebergange aus den Königlich-Preufsischen Staaten in das Kurfürstenthum Hessen und umgekehrt:

1. Die Einfuhr des Kochsalzes aus dem einen in das andere Gebiet ist verboten. Zur Verhütung der Defraudation macht die Kurfürstlich-Hessische Regierung sich verbindlich, aus den in den Kurfürstlich-Hessischen Landen belegenen Salinen zum inländischen Debit nur ein solches Quantum Kochsalz abzusetzen, als für den Verbrauch in den Kurfürstlich-Hessischen Landen, nach einer auskömmlich zugelegten Berechnung erforderlich ist. Der Absatz des Mehrerzeugnisses dieser Salinen aufserhalb des Zollvereins bleibt unbeschränkt, dagegen aber darf derselbe in andere

1831 Staaten innerhalb des Zollvereins nur unter Zustimmung der betreffenden Staats-Regierung statt finden.

2. Branntwein,

a. welcher in den Königlich-Preufsischen Landen fabrizirt ist, unterliegt bei dem Uebergange in die Kurfürstlich-Hessischen Lande lediglich einer Kontrolgebühr von 4 Ggr. (5 Sgr.) für die Preufsische Ohm zu 120 Quart, und hiernächst bei dem weiteren Vertriebe durchaus keinen anderen Staats- und Kommunal-Abgaben, als denjenigen, welche von demselben Fabrikate, wenn es im Kurhessischen gewonnen wäre, neben der dortigen allgemeinen Steuer gefordert werden würden. Dabei verpflichtet sich die Königlich-Preufsische Regierung auf dergleichen nach Kurhessen ausgehenden Branntwein keine Steuervergütung, noch sonstigen unmittelbaren oder mittelbaren Erlafs an der allgemeinen Fabrikations-Abgabe zu bewilligen.

b. Branntwein, welcher aus dem Kurhessischen in das Preufsische Gebiet übergeht, unterliegt an der Preufsischen Gränze einer Steuer von 3 Rthlr. für die Preufsische Ohm von 120 Quart.

Die Kurfürstlich-Hessische Regierung verpflichtet sich hierbei ebenmäfsig, für den, aus den Kurhessischen in die Preufsischen Lande übergehenden Branntwein durchaus keine Steuervergütung, oder sonstigen unmittelbaren oder mittelbaren Erlafs an den allgemein feststehenden Verbrauchsabgaben zu bewilligen. Bei eintretenden wesentlichen Veränderungen in der Besteuerung dieses Artikels in einem oder dem andern Staate, bleibt die solchen Veränderungen entsprechende Modifikation der vorgedachten Uebergangsteuern vorbehalten.

Hinsichtlich

3. des inländischen Weines und Mostes, und

4. der inländischen rohen und fabrizirten Tabacksblätter, will die Kurfürstlich-Hessische Regierung zur möglichsten Erweiterung des nur bei gleichen Steuersätzen zulässigen freien Verkehrs, ganz dieselbe Besteuerung einführen, welche in dem Königreiche Preufsen besteht, und mit dem Eintreten dieser Gleichstellung, wird der Verkehr mit inländischem Weine, Moste und Tabacksblättern zwischen den Königlich-

reufsischen und Kurfürstlich-Hessischen Landen völ- 1831
g frei sein.

Bis selbiges aber bewirkt sein wird, unterliegen:

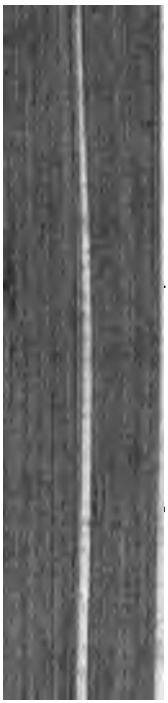
a. der Wein und Most bei dem Uebergange aus em Preufsischen in die Kurhessischen Lande, keiner, ei dem Uebergange aus den Kurhessischen in die reufsischen Lande hingegen, einer Abgabe von $4^2/_5$ thlr. von der Preufsischen Ohm, oder $1^1/_5$ Rthlr. für en Zentner Brutto, und zwar soll diese Steuer — n die Steuereinrichtungen die Festhaltung eines Unrschiedes zwischen dem inländischen Erzeugnisse und em ausländischen, wenn letzteres bereits in den freien erkehr getreten ist, nicht zulassen, — gleichmäfsig on allem im freien Verkehre befindlichen Weine im Uebergange in das Preufsische Land erhoben werden;

b. inländische Tabacksblätter und Fabrikate beim bergange aus den Königlich-Preufsischen in die urhessischen Lande keiner, beim Uebergange aus en Kurhessischen in die Preufsischen Lande aber, ter den oben wegen des Weines gestellten Bedinngen, einer Steuer von 1 Rthlr. vom Zentner.

5. Bei der Einfuhr von Mehl aller Art, Grauen, Gries, Nudeln, Puder und Stärke, desgleichen ind-, Schaaf- und Schweinefleisch, es sei frisch, esalzen oder geräuchert, in Preufsische Städte, wo Mahl- und Schlachtsteuer besteht, ist diese Abgabe ben so, wie von inländischen gleichartigen Erzeugissen zu entrichten, und soll es gleichmäfsig auch ei der Einfuhr Preufsischer Erzeugnisse der eben bezeichneten Art in Kurhessische Städte gehalten werden, so also, dafs diese Artikel ganz den inländischen gleich behandelt werden müssen.

6. Dieselbe Gleichmäfsigkeit der Behandlung findet hinsichtlich derjenigen besondern oder zuschlagsweisen Kommunal- oder Oktroi-Abgaben statt, welche in Preufsischen oder Kurhessischen Städten eingeführt sind, dergestalt, dafs auch hier das Erzeugnifs des andern Landes unter keinem Vorwande höher belastet werden darf, als das inländische.

7. Da endlich der Debit der Spielkarten in den Königlich-Preufsischen sowohl, als in den Kurfürstlich-Hessischen Landen zu den Staats-Monopolien gehört: so bleibt der Uebergang derselben aus einem in das andere Land gänzlich verboten.



in dieser keine Salzregie besteht, abgab
vorbehaltlich jedoch der zur alleinigen
gegen Salz-Einschwärzungen näher zu
Maafsregeln.

2. Branntwein, und zwar

a. welcher aus dem Grofsherzogtl
Kurstaat eingeht, unterliegt einer Ausg
gabe an die Kurhessische Steuerbehörde
für die Kurhessische Ohm;

b. welcher aus dem Kurfürstenthum
herzogthum übergeht, unterliegt beim U
ner Abgabe, dagegen bei dem Verbrauch
herzogthume der gesetzlichen Trankateu
inländischen Fabrikate.

Vorstehende Abgabe-Bestimmung
Eintritt wesentlicher Veränderungen in
rungs-Grundsätzen des einen oder des
dem gemäfsen Modifikationen unterwor
che sich die beiderseitigen Regierungen
ständigen werden.

3. Wein.

Inländischer Wein ist für jetzt und
die oben zu A 3 angekündigte Steuerve
Seiten der Kurhessischen Regierung
Uebergange aus dem Grofsherzogthume
fürstenthum und umgekehrt, einer Abg
terworfen, unterliegt jedoch beim Verbr

Inländischer roher und fabrizirter Taback bleibt 1831
enfalls bis zu der von der Kurhessischen Regierung
gekündigten Steuerveränderung, beim Uebergange
s dem einen in das andere Land steuerfrei, unter-
egt aber mit Einführung jener Veränderung beim
bergange aus dem Grofsherzogthume in die Kurhes-
schen Lande einer Ausgleichungssteuer von 1 Rthlr.
m Zentner.

5. Bei der Einfuhr Grofsherzoglich-Hessischer
odukte in Kurhessische Städte, und Kurhessischer
odukte in Grofsherzogliche Städte, worin Oktroi-
bgaben bestehen, sind diese Abgaben eben so, wie
n den gleichnamigen inländischen Artikeln zu ent-
chten.

6. Die Einführung von Spielkarten aus dem ei-
n Staate in den andern ist verboten.

Art. XII. In allen Fällen, wo nach dem un-
ittelbar vorhergehenden Artikel eine Uebergangs-
euer an den Binnengränzen zu erheben ist, wird die
theiligte Regierung die Strafsen, auf welchen der
bergang der besteuerten Artikel bei Vermeidung
r gesetzlichen Defraudationsstrafen nur statt finden
rf, bestimmen und bekannt machen. Die sämmt-
chen Regierungen verpflichten sich dabei ausdrück-
h zur gegenseitigen bereitwilligsten Unterstützung,
ehufs Sicherstellung der vorher erwähnten ausnahms-
eise fortdauernden Erhebungen, wo es alsdann bei
hon hierdurch erschwerten Einschleifungen dem ge-
nseitigen Interesse um so mehr entsprechen wird,
e steuerliche Behandlung und Aufsicht an den Bin-
ngränzen auf solche Weise zu vereinfachen und zu
ildern, auch die Uebergangspunkte in der Art zu
stimmen, dafs der nachbarliche Gränzverkehr hier-
rch so wenig als möglich belästigt werde.

Art. XIII. Ueberhaupt wollen die hohen kon-
ahirenden Theile zur Aufrechthaltung Ihres Han-
els- und Zollsystems und zur Unterdrückung des
emeinschädlichen Schleichhandels Sich gegenseitig
räftig unterstützen, auch zu diesem Behufe die er-
rderlichen Anordnungen durch besondere Uebereins-
unft verabreden, und ein förmliches Zollkartel ab-
chliefsen lassen.

Art. XIV. Ueber den Verkehr mittelst der
Weser, und wegen der Erhebung des konventionel-

1831 len Weserzolls wird zwischen der Königlich-Preufsischen und Kurfürstlich-Hessischen Regierung folgendes verabredet:

a. In Hinsicht aller Waaren, welche auf der Weser sowohl stromab- als stromaufwärts durch die Gebiete beider kontrahirenden Theile, es sei mit oder ohne Umladung, durchgeführt werden, verbleibt es lediglich bei der Erhebung des einer jeden Regierung zuständigen konventionellen Wasserzolls.

b. Waaren, welche aus dem Gebiete des einen der kontrahirenden Staaten in das Gebiet des andern mit der Bestimmung zum Verbleib im Lande eingeführt werden, bleiben von dem konventionellen Wasserzoll beider kontrahirenden Staaten frei.

c. Dieselbe Befreiung tritt ein für Waaren, welche aus Ländern aufserhalb des Zollvereins auf der Weser durch das Gebiet des einen kontrahirenden Theils hindurch in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingeführt werden.

d. Eine gleiche Befreiung genieſsen endlich auch diejenigen Gegenstände, welche aus dem Gebiete eines der kontrahirenden Staaten durch das Gebiet des andern hindurch mittelst der Weser nach dem Auslande geführt werden, wobei es

e. sich von selbst versteht, dafs sowohl für die auf diesem Wasserwege in das Gebiet des gemeinsamen Zollvereins zum Verbleib eingehenden Waren die gesetzlichen Eingangs-Abgaben, als beim weitern Landtransport in den geeigneten Fällen die gesetzlichen Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zu erheben sind.

Art. XV. Die kontrahirenden Staats-Regierungen verbinden sich gegenseitig zu dem Grundsatze, dafs Chausseegelder, oder andere statt derselben bestehende Einrichtungen, eben so Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem andern Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staats oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeinde geschieht, nur in dem Betrage beibehalten, oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungs-Kosten angemessen sind.

Das dermalen in Preufsen bestehende Chaussee-

ld nach dem allgemeinen Tarif vom Jahre 1828 1831
ll als ein Maximum der Chausseegebühr angesehen,
d wo möglich von dem Zeitpunkte ab, wo der ge-
nwärtige Vertrag in Wirksamkeit tritt, längstens
er vom 1sten Januar 1833 ab, in keinem der kon-
hirenden Staaten überschritten werden.

Was insbesondere die Separat-Erhebungen von
horsperr- und Pflastergeldern betrifft, so sollen sie
f chaussirten Strafsen, da, wo sie noch bestehen,
m vorstehenden Grundsatze gemäls aufgehoben und
Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt ein-
rechnet werden, dafs davon nur die Chausseegelder
ch dem allgemeinen Tarif zur Hebung kommen.

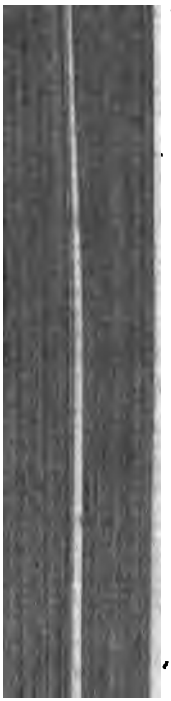
Art. XVI. Kanal-, Schleusen-, Brücken-,
hr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-
ühren und sonstige Leistungen für Anstalten, die
Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen
schon bestehenden Einrichtungen nicht erhöhet, auch
erall von den Unterthanen der andern kontrahiren-
n Theile auf völlig gleiche Weise, wie von den
genen Unterthanen erhoben werden.

Art. XVII. Die Preufsischen Seehäfen sollen
n Handel der Kurfürstlich-Hessischen Unterthanen
gen völlig gleiche Abgaben, wie solche die Kö-
glich-Preufsischen und Grofsherzoglich-Hessischen
terthanen entrichten, offen stehen. Auch sollen
Königlich-Preufsischen Konsuln in den auswär-
n Seehäfen beauftragt werden, den Kurfürstlich-
sischen Unterthanen Schutz und Unterstützung zu
ähren.

Art. XVIII. Da der Kurfürstlich-Hessischen
tsregierung wesentlich daran gelegen ist, den Mefs-
d gröfseren Marktverkehr, welcher jetzt in der
dt Cassel besteht, durch die Wirkungen des ge-
nwärtigen Vertrages nicht geschmälert zu sehen,
wird dieser Gegenstand bei Gelegenheit der im
t. III. vorbehaltenen gemeinsamen Rücksprache nä-
r berathen und erledigt werden.

Vorläufig wird hierüber festgesetzt, dafs:

a. für die auf dem Wege von Hannöverisch-
inden nach Cassel zur Messe ein- und auf demsel-
n Wege zurückgehenden Güter, unter Beobachtung
r erforderlichen Kontrolmaafsregeln, eine Erhebung
n Durchgangszoll nicht statt finden soll, und dafs



Annahme gleichförmiger Grundsätze di
keit befördert und der Befugnifs der U
einen Staats, in dem andern Arbeit u
suchen, möglichst freier Spielraum geg
Vorläufig sind Sie dahin übereinge
Fabrikanten und andere Gewerbtreibend
für das von ihnen betriebene Geschäft
Waaren machen, oder Handlungsrei
nicht Waaren selbst, sondern nur Mu
bei sich führen, um Bestellungen zu
sie als Inländer die Berechtigung zu di
betriebe in dem einen Staate durch E
gesetzlichen Abgaben erworben haben
dern Staate keine weitere Abgabe hierf
ten verpflichtet sein sollen.

Art. XX. Die als Folge des gegen
trages eintretende Gemeinschaft der
betheiligten Staatsregierungen bezieht
allein auf den Ertrag der Eingangs-,
Landdurchgangs-Abgaben in den beid
Preufsischen Provinzen Westfalen und
dem Grofsherzogthume Hessen nebst de
verbande schon beigetretenen Staaten,
dem Kurfürstenthume Hessen und den
noch beitretenden Staaten.

Es sind daher annoch von diesen
ausgeschlossen und bleiben dem priva

essischen Wein und Taback wird von dem Zeit- 1831
nkte ab, wo diese Erhebung auch auf der Kurhes-
schen Binnengränze statt findet, als gemeinschaft-
ch für beide erstgedachte Staaten betrachtet, und
ach nach dem im nächstfolgenden Artikel festge-
tzten Maafsstabe zwischen beiden vertheilt.

2. Der konventionelle Weserzoll, mit Rücksicht
f die hierüber im XIVten Artikel enthaltenen Be-
immungen, und der konventionelle Rheinzoll, im-
leichen der Mainzoll.

3. Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-,
ähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafen-Gelder-, Waage-,
ahn- und Niederlage-Gebühren (Art. XV. und
VI.).

Art. XXI. Die Vertheilung der gemeinschaft-
chen Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abga-
n richtet sich nach dem Verhältnisse der Seelen-
hl in den beiden westlichen Preufsischen Provinzen
nd dem Grofsherzogthume Hessen, mit Hinzurech-
ung der Bevölkerung der schon dermalen durch Ver-
äge in den gemeinsamen Zollverband aufgenomme-
n oder noch künftig aufzunehmenden Deutschen Bun-
esstaaten, zu der Seelenzahl im Kurfürstenthume
essen, ausschliefslich der Bestandtheile des letz-
ren, welche in den Zollverband nicht aufgenommen
erden.

Bei der Vertheilung selbst ist nach Maafsgabe
r vertragsmäfsigen Bestimmungen, auf welchen der
ıtritt der partizipirenden Bundesstaaten beruht, in
e Art zu verfahren, dafs

a. die Bevölkerung solcher Staaten, welche sich
f eine aversionelle jährliche Entschädigung ange-
ılossen haben, ganz in die Bevölkerungs-Summe
s die Entschädigung leistenden Theils eingerechnet
rd, wogegen letzterer dann auch diese Entschädi-
ng ohne weitere Anrechnung zu leisten hat.

b. Die Bevölkerung solcher Staaten aber, welche
ittelbar nach der jährlichen wirklichen Einnahme
r Zölle partizipiren, mufs für sich in Ansatz kom-
n, und deren jährliche Theilnahme-Rate gemein-
aftlich berechnet und anerkannt werden.

Zum Behufe dieser Vertheilung sollen die von
n betreffenden höheren Staatsbehörden als richtig
autorisirenden Uebersichten von der neuesten Be-

1831 völkerung von drei zu drei Jahren gegenseitig mitgetheilt, und wird mit dieser Mittheilung zuerst unmittelbar nach Ratifikation des gegenwärtigen Vertrags der Anfang gemacht werden.

Art. XXII. Die aus den östlichen in die westlichen Königlich-Preufsischen Provinzen, oder in die mit letztern zum gemeinsamen Zollverbande vereinigten Bundesstaaten übergehenden Kolonial- und andern überseeischen Waaren (wohin zur Vermeidung geringfügiger Annotationen hier nur Arrak und Rum, Gewürz, Kaffee, Reis, Syrup, Zucker, Thee, Amerikanische Tabacksblätter und fabrizirter Taback mit ausländischen Etiquetts, imgleichen Weine gerechnet werden sollen), welche daselbst zur Verzehrung gelangen, aber keine Eingangs-Abgaben entrichten, weil sie in den östlichen Preufsischen Provinzen versteuert worden sind, sollen angeschrieben werden, und die davon dort schon entrichteten Eingangs-Abgaben nach dem im Artikel XXI. festgesetzten Maafsstabe zur gemeinschaftlichen Vertheilung kommen.

Dagegen sollen auch die Eingangs-Abgaben von dergleichen Gegenständen, welche in dem gemeinschaftlichen westlichen Zollverbande versteuert worden sind, und in die östlichen Preufsischen Provinzen übergehen, um daselbst zur Verzehrung zu gelangen, als ausschliefslich für die Königlich-Preufsische Staats-Regierung erhoben, berechnet und von der Vertheilung ausgenommen werden.

Art. XXIII. Die an den Erhebungsstätten eingehenden Abgaben fliefsen bis zur Abrechnung und Abtheilung in die Kasse derjenigen Landesherrschaft, in deren Gebiet die Erhebungsstätte belegen ist. Aus diesen Gefällen werden vorweg sämmtliche Verwaltungskosten bestritten, jedoch mit Ausnahme des Baues, der Unterhaltung, Herstellung und Miethung der zum gemeinschaftlichen Dienste nöthigen Gebäude und Wohnungsräume, imgleichen der erforderlichen Waagegeräthe und sonstigen Utensilien, und der Armatur der Gränzaufseher, deren Kosten von jeder Regierung für eigene Rechnung getragen werden.

Das hiernach sich herausstellende Netto-Guthaben des einen oder des andern Theils, soll gleich nach vollzogener Abrechnung durch Baarzahlung berichtigt werden.

Ist zu übersehen, dafs der eine oder der andere 1831
heil bedeutende Nachzahlungen zu empfangen habe,
wird man sich über angemessene, vor der Haupt-
rechnung zu gewährende Abschlagszahlungen ver-
ıigen.

Art. XXIV. Die Etats über die Zollverwal-
ngs-Ausgaben im Kurfürstenthum Hessen werden
ie in Preufsen und im Grofsherzogthum Hessen re-
lirt, und der Königlich-Preufsischen und Grofs-
rzoglich-Hessischen Regierung mitgetheilt werden.
e umfassen alle Ausgaben, welche durch die Zoll-
rwaltung sowohl an Lokalverwaltungs- und Erhe-
ıngskosten, als durch die Aufsicht an den Gränzen
ıd im Innern, durch die Zolldirektionen, so wie
ırch das Zollrechnungswesen entstehen. Für diejе-
gen Kosten jedoch, welche in Beziehung auf die
ollverwaltung bei den Ministerien statt finden, wird
ın keinem Theile eine Aufrechnung gemacht werden.

Art. XXV. Von der tarifmäfsigen Abgaben-
ıtrichtung bleiben die für die Hofhaltungen der ho-
ın Souveraine und Ihrer Regentenhäuser, so wie
r die bei ihren Höfen akkreditirten Gesandten ein-
henden Gegenstände nicht ausgenommen, und wenn
für Rückvergütungen statt haben, so werden solche
r Gemeinschaft nicht in Rechnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschä-
ıungen, welche wegen Einziehung von Zollrech-
ı oder wegen aufgehobener Befreiungen an Kom-
ınen oder einzelne Berechtigte gezahlt werden
issen.

Dagegen bleibt es jedem Staate unbenommen, ein-
ne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-Ent-
htung in seinem Gebiete, ein-, aus-, oder durch-
ıren zu lassen.

Dergleichen Gegenstände werden jedoch in Frei-
ıistern, mit denen es, wie mit den übrigen Zoll-
ıistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben,
ılche davon zu erheben gewesen wären, kommen
der hiernächstigen Ausgleichung demjenigen Theile,
n welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Ab-
hnung.

1831 Art. XXVI. Die Zollstrafen und Konfiskate verbleiben, vorbehaltlich der Antheile der Denunzianten, jedem der kontrahirenden Theile in seinem Gebiete, und bilden kein Objekt der gemeinschaftlichen Theilung.

Das Begnadigungs- und Strafverwandlungsrecht wird ebenfalls von jedem der kontrahirenden Theile in seinem Gebiete ausgeübt.

Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Straferlasse gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. XXVII. Die auf den Zolleinkünften etwa dermalen schon lastenden, oder im Laufe der Verwaltung entstehenden Pensionen, werden von jedem der kontrahirenden Theile, welchem die pensionirten Beamten angehören, besonders getragen, und bilden keinen Bestandtheil der von den theilbaren Zolleinkünften in Abzug zu bringenden Verwaltungs-Ausgaben.

Derjenige Theil, welcher einen Beamten angestellt hat, ist auch berechtigt, ihn zu entlassen; es wird in Beziehung auf die diesfälligen Befugnisse der Regierungen an demjenigen, was in den kontrahirenden Staaten dermalen gesetzlich besteht, nichts geändert; jedoch sollen die Anträge der Zolldirektionen, wenn diese aus Gründen der Verwaltung die Entfernung eines Beamten vorschlagen, gegenseitig beobachtet werden.

Art. XXVIII. Die offiziellen Uebersichten über das Einkommen der zur Vertheilung geeigneten Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so wie der aus denselben bestrittenen gemeinschaftlichen Verwaltungs-Ausgaben, sollen jährlich gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. XXIX. Zur Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze und zur Leitung der Dienstführung der Lokal-Zollbeamten im Kurfürstenthume Hessen soll eine, der dortigen höchsten Finanzbehörde untergeordnete Zolldirektion gebildet und in Beziehung auf ihren Wirkungskreis und die Geschäftsbehandlung gleichförmig mit den Königlich-Preußischen

rovinzial-Steuerdirektionen und der Grofsherzog- 1831
ch-Hessischen Zolldirektion eingerichtet werden.

Die Königlich-Preufsischen und Grofsherzog-
ch-Hessischen Regierungen sind befugt, jede einen
ath bei dieser Zolldirektion zu ernennen. Diese
eamten sollen von allen bei der Zoll-Direktion vor-
ommenden Verwaltungs-Geschäften, welche sich auf
ie durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene
emeinschaft beziehen, vollständige Kenntnifs erhal-
n, und an selbigen Antheil zu nehmen berechtigt
ein. Treten Fälle ein, bei welchen in der Zoll-Di-
ktion abweichende Meinungen entstehen, oder für
elche keine gesetzlichen Bestimmungen vorhanden
nd, so hat die Zoll-Direktion, wenn die Korrespon-
enz mit der betheiligten Königlich-Preufsischen oder
rofsherzoglich-Hessischen Zoll-Direktion eine Eini-
ung nicht herbeiführen sollte, an die ihr vorgesetzte
inanzbehörde zu berichten, welche alsdann zwar
ine provisorische Verfügung erlassen, jedoch vor
iner definitiven Entscheidung sich mittelst Kommu-
ikation zwischen ihren Bevollmächtigten und den
öniglich-Preufsischen und Grofsherzoglich-Hessi-
hen Bevollmächtigten, bei deren jährlicher Zusam-
enkunft in Berlin, wovon im Artikel XXXVI.
e Rede ist, mit den Zentralverwaltungen der an-
ren betheiligten Staaten in Einverständnifs setzen
ird. — Dasselbe Verfahren findet statt bei allen
weifeln und Beschwerden, welche über die Ausle-
ung oder Anwendung des Tarifs im Laufe der Ver-
altung hervortreten möchten, so fern die betheiligte
oll-Direktion im Einverständnisse mit den Kom-
issarien der kontrahirenden Staaten hierüber eine
finitive Entscheidung zu treffen Bedenken findet.

Art. XXX. Die Kurfürstlich-Hessische Regie-
ng ist dagegen befugt, auch ihrerseits bei der Pro-
nzial-Steuer-Direktion zu Münster, deren Verwal-
ngs-Bezirk, das Kurfürstenthum Hessen vorzugs-
ise berührt, imgleichen zu Darmstadt, einen Rath
gleichem Zwecke zu ernennen.

Das Dienst-Einkommen dieser gegenseitigen
ommissarien soll zu den Ministerial-Kosten gerech-
t werden, und demgemäfs nicht zur Aufrechnung
eignet sein.

1831 Art. XXXI. Um ferner bei dem Verfahren der Kurfürstlich-Hessischen Zoll-Direktion die Gleichförmigkeit in den allgemeinen Grundsätzen möglichst zu sichern, soll, ohne jedoch die eine von der andern abhängig zu machen, zwischen den Königlich-Preufsischen und Grofsherzoglich-Hessischen Räthen zu Cassel und den Provinzial-Steuer-Direktionen zu Münster und Darmstadt, imgleichen zwischen den Kurfürstlich-Hessischen Räthen zu Münster und Darmstadt und dem Zoll-Direktor zu Cassel, über alle wichtigern Geschäftsgegenstände eine Korrespondenz statt finden, und in allen zweifelhaften Fällen, welche die Anwendung des Tarifs und die Verwaltungsformen betreffen, in gegenseitigem Einverständnisse vorgeschritten werden.

Läfst sich ein solches Einverständnifs nicht erzielen, so haben die betreffenden Zoll-Direktionen ihre vorgesetzte Behörde zu berichten, und es findet alsdann das im Art. XXIX. vorgezeichnete Verfahren statt.

Art. XXXII. Die Königlich-Preufsische und die Grofsherzoglich-Hessische Regierungen sind berechtigt, den zu organisirenden Kurfürstlich-Hessischen Haupt-Zollämtern Kontroleurs beizuordnen, welche von allen Geschäften derselben und den der Neben-Aemter, sowohl wegen des Abfertigungs-Verfahrens, als auch wegen der Gränzbewachung, durch Mitkontrolirung Kenntnifs nehmen, und auf Erhaltung eines übereinstimmenden Verfahrens, und Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken haben, allenfalls auch nach einer näher zu verabredenden Dienstordnung einen gewissen Antheil an den laufenden Geschäften übernehmen können.

Eine gleiche Befugnifs wird der Kurfürstlich-Hessischen Regierung bei den Königlich-Preufsischen und Grofsherzoglich-Hessischen Haupt-Zollämtern eingeräumt, wo dieselbe die Anstellung Kurfürstlich-Hessischer Kontroleurs nothwendig findet. Die Anzahl der von der Kurfürstlich-Hessischen Regierung an Königlich-Preufsische und Grofsherzoglich-Hessische Haupt-Zollämter anzustellenden Kontroleurs soll jedoch die Zahl derer nicht überschreiten, welche Königlich-Preufsischer und Grofsherzoglich-Hessi-

her Seits im Kurfürstenthume Hessen angestellt 1831
erden. Auch die Besoldungen und sonstigen Dienstnnahmen dieser Kontroleurs bleiben bei der gegenitigen Aufrechnung ausgenommen.

Art. XXXIII. Zum Zwecke der Kontrole der erwaltung räumen die kontrahirenden Staats-Regieigen sich gegenseitig ferner auch die Befugnifs ein, a Gränz- und Revisionsdienst auf der vereinigten ll-Linie visitiren zu lassen, und die unverzügliche stellung der Mängel, welche sich etwa bei diesen sitationen ergeben könnten, zu begehren und zu ranlassen.

Art. XXXIV. Jeder der kontrahirenden Theile nn die Zollbeamten und Gränzaufsehen zugleich h zur Erhebung, Kontrolirung und Beaufsichtigung übrigen in seinem Gebiete bestehenden indirek- Auflagen verwenden.

Art. XXXV. Die kontrahirenden Regierungen binden sich, für die Diensttreue der bei der Zollrwaltung von ihnen angestellten Beamten, und für Sicherheit der Kassenlokale und Geldtransporte der Art zu haften, dafs Ausfälle, welche an den ll-Einnahmen durch Dienst-Untreue eines Beam- erfolgen, oder aus der Entwendung bereits einzahlter Gelder entstehen, von derjenigen Regieng, welche den Beamten angestellt hat, oder welche e entwendeten Bestände erhoben hat, allein zu verten sind, und bei der Revenüen-Theilung nicht Absatz kommen können.

Art. XXXVI. Von jedem der kontrahirenden heile werden Bevollmächtigte ernannt, welche jährch einmal in den ersten Tagen des Juni in Berlin sammenkommen, um die Theilung der gemeinhaftlichen Einkünfte zu bewirken, die erforderlien Abrechnungen zu vollziehen und die Erledigung r Anstände herbeizuführen, welche sich im Laufe r Verwaltung etwa ergeben haben könnten. Zwihen diesen Bevollmächtigten finden auch die Miteilungen statt, welche nach Artikel XXIX., oder nst im Laufe des Jahres unter den betheiligten höhen Behörden nothwendig werden könnten.

1831 Art. XXXVII. Alles dasjenige, was in Beziehung auf Freiheit des Verkehrs im Verhältnisse Preufsens und des Grofsherzogthums Hessen zu solchen Deutschen Staaten, mit welchen die Königlich-Preufsische und Grofsherzoglich-Hessische Regierungen in Zollvereinigungs- und Handels-Verträgen stehen, namentlich im Verhältnisse zu Baiern und Würtemberg durch den Handelsvertrag vom 27sten Mai 1829 verabredet worden ist, wird auch auf das Verhältnifs von Kurhessen zu den erwähnten Staaten und umgekehrt, mit den Maafsgaben welche der gegenwärtige Vertrag enthält, Anwendung finden.

Art. XXXVIII. Die Kurfürstlich-Hessische Staats-Regierung verpflichtet sich zu allen Maafsregeln, welche erforderlich sind, damit die zur Zeit der Vollziehung des gegenwärtigen Vertrages im Kurfürstenthume Hessen unversteuert sich vorfindenden, oder gegen geringere Steuersätze eingeführten Waarenvorräthe nicht anders, als nach Erlegung der tarifmäfsigen Abgaben in den Verkehr kommen. Die nähere Bestimmung der diesfälligen Maafsregeln bleibt einer weiteren Verabredung der kontrahirenden Theile vorbehalten.

Art. XXXIX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird vorläufig bis zum 1sten Januar 1842 festgesetzt. Wird der Vertrag während dieser Zeit und spätestens zwei Jahre vor Ablauf derselben nicht gekündigt: so soll derselbe auf zwölf Jahre, und sofort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens in sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 25sten August 1831.

Albrecht Friedrich Eichhorn. Franz Hugo Riess.
Ludwig Bogislaus Samuel Kühne. Friedrich Meisterlin.
Wilhelm von Kopf.

Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät 1831
im Könige unter dem 3ten November und von Sei-
ner Hoheit dem Kurprinzen und Mitregenten unter
dem 5ten desselben Monats ratifizirt und die Rati-
fications-Urkunden sind am 16ten desselben Mo-
nats in Berlin ausgewechselt worden.

62.

1831 ***Traité d'amitié et de commerce entre la Saxe royale et les Etats-Unis du Mexique conclu à Londres le 4 Octobre 1831 et ratifié par le Roi de Saxe le 30 Juin 1832.***

(*Sammlung der Gesetze und Verordnungen für das Königreich Sachsen.* 1832. Nr. 42. p. 455.)

Au nom de la très-sainte Trinité.

Sa Majesté le Roi de Saxe, et Son Altesse Royale le Prince Co-Régent, d'une part, et le Vice-Président des Etats-Unis Mexicains, de l'autre part, également animés du désir de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens possibles au commerce des pays respectifs et de leurs sujets et citoyens, et persuadés que rien ne sauroit contribuer davantage à l'accomplissement de cet objet désirable que l'établissement et l'ordre de leurs relations sur la base de justice et de réciprocité, sont convenus de conclure un Traité d'amitié et de commerce, et à cet effet ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Saxe et Son Altesse Royale le Prince Co-Régent, le Sieur Jacques Colquhoun, leur Consul Général près l'illustre Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et le Vice-Président des Etats-Unis Mexicains Son Excellence Monsieur Manuel Edouard de Gorostiza, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique; lesquels après s'être communiqués réciproquement leurs Pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

Art. I. Il y aura entre le Royaume de Saxe et les Etats-Unis Mexicains, amitié, bonne intelligence, et liberté réciproque de commerce. Les habitans des Etats respectifs pourront réciproquement entrer dans les ports, places, et rivières des territoires de chacun

62.

Traité d'amitié et de commerce entre la Saxe royale et les Etats-Unis du Mexique conclu à Londres le 4 Octobre 1831 et ratifié par le Roi de Saxe le 30 Juin 1832.

1831

(*Sammlung der Gesetze und Verordnungen für das Königreich Sachsen.* 1832. Nr. 42. p. 455.)

En el nombre de la Santisima Trinidad.

S. M. el Rey de Saxonia y S. A. R. el Principe Co-Regente por una parte, y el Vice-Presidente de los Estados Unidos Mexicanos por otra, igualmente animados del deseo de proporcionar todos los estimulos y facilidades posibles al comercio de sus respectivos paises à sus subditos y conciudadanos, y persuadidos de que nada podria contribuir mas al cumplimiento de este apetecible fin, que el establecimiento y el orden de sus relaciones, fundadas sobre la justicia y la reciprocidad, se han convenido en concluir un Tratado de amistad y comercio, y á este efecto han nombrado por Plenipotenciarios, á saber:

S. M. el Rey de Saxonia y S. A. R. el Principe Co-Regente al Sr. Jacobo Colquhoun, su Consul General cerca del ilustre Gobierno de S. M. el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña y de la Yrlanda, - el Vice Presidente de los E. U. Mexicanos á Su Excelencia el Sr. Dn. Manuel Eduardo de Gorostiza, Su Ministro Plenipotenciario cerca de S. M. Britanica; los cuales despues de haberse reciprocamente comunicado sus respectivos plenos poderes, y haber los hallado en buena y debida forma han fijado y decidido los articulos seguientes.

Art. I. Habrá entre el Reyno de Saxonia y los E. U. Mexicanos amistad, buena armonia, y libertad reciproca de Comercio. Los habitantes de los dos respectivos Estados podrán entrar mutuamente en los puertos, plazas, y rios situados en los territorios de

1831 d'Eux, partout où le commerce étranger est permis; ils seront libres de s'y arrêter et de résider dans quelque partie que se soit des dits Territoires, pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et protection que les habitans du pays dans lequel ils résideront, à charge de se soumettre aux lois et ordonnances y établies.

Art. II. Il ne sera imposé sur l'importation dans les Etats-Unis Mexicains, et réciproquement sur celle dans le Royaume de Saxe, des articles provenant du sol ou de l'industrie de l'autre pays, de plus forts droits que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis Mexicains, ou du Royaume de Saxe, à l'entrée ou à la sortie des Ports des Etats-Unis Mexicains, ou des frontières et places du Royaume de Saxe, aucune prohibition qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Art. III. Les deux parties s'accordent réciproquement la faculté d'avoir dans Leurs places de commerce respectives des Consuls, ou Vice-Consuls, Agens, et Commissaires de leur choix, qui jouiront des mêmes privilèges et pouvoirs dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où les dits Consuls font le commerce, ils seront soumis aux mêmes lois et usages, auxquels sont soumis les particuliers de leur nation à l'endroit où ils résident. Il sera permis aux Consuls respectifs de faire des remontrances toutes les fois qu'il leur sera prouvé qu'un article a été porté sur le tarif au-dessus de sa valeur. Ces remontrances seront prises en considération dans le plus court délai possible, et sans qu'il en résulte aucun retardement pour l'expédition des marchandises.

Art. IV. Les Citoyens ou sujets de chacune des parties contractantes jouiront pour leurs propriétés dans les états de l'autre, d'une constante et complète protection. Ils y auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, ils pourront se servir des avocats, procureurs, et autres agens, d'après leur choix et jouiront en un mot des droits et privilèges

cada una de ellas, adonde quiera que fuere permitido 1831
el cómercio con el estrangero; serán dueños de detenerse y residir en cualquiera parte de los dichos territorios para atender á sus negocios, y gozarán á este efecto de la misma seguridad y proteccion que los habitantes del pais en que residan, bajo la condicion de someterse á las leyes y reglamentos establecidos en el.

Art. II. No se impondrán en los E. U. Mexicanos, ni en el Reino de Saxonia reciprocamente sobre los géneros que provengan del suelo ó la industria del otro pais derechos de importacion mas crecidos que los que se han impuestos ó se impondrán sobre los mismos géneros que provengan del suelo ó la industria de cualquier otro pais estrangero. Asi mismo no se impondrá sobre la importacion ó la exportacion de los géneros que provengan del suelo ó la industria de los E. U. Mexicanos ó el Reino de Saxonia á la entrada ó la salida de los Puertos de los E. U. Mexicanos, ó las fronteras y plazas del Reino de Saxonia, ninguna prohibicion que no sea igualmente aplicable á cualquier otra nacion.

Art. III. Las dos partes se conceden reciprocamente la facultad de tener en sus plazas de Comercio respectivos Consules ó Vice-Consules, Agentes, ó Comisarios de su eleccion, que gozarán de los mismos privilegios y poderes de que gozan los de las naciones mas favorecidas; pero el en caso de que dichos Consules hagan comercio, se sugetarán á las mismas leyes y usos á que se sugetan los individuos de sus naciones en el lugar en que residan. Será permitido á los Consules respectivos hacer reclamaciones siempre que les sea probado que algun género se gradua por arancel en mas de su valor. Estas reclamaciones serán atendidas con la mayor brevedad posible, y sin que resulte ningun atraso en la remesa de las mercaduras.

Art. IV. Los Ciudadanos ó subditos de cada una de las partes contratantes gozarán con respecto á sus propiedades en los estados de la otra, una constante y completa proteccion. Tendrán libre y facil acceso en los tribunales de justicia para la reclamacion y defensa de sus derechos; podrán valerse de abogados, procuradores, y demás agentes á su eleccion, y en una

1831 le privilège d'y rester et de continuer leur commerce et occupations sans obstacle, tant qu'ils se conduiront pacifiquement. De même ni les dettes entre particuliers, ni les fonds publics, ni les actions des compagnies ne pourront jamais être confisqués dans un pareil cas. Les sujets et citoyens d'un des deux pays ne seront point troublés sur le territoire de l'autre pour cause de religion, pourvu qu'ils respectent celle du pays où ils résident, ainsi que les lois, les usages, et les moeurs de celui-ci. Il leur sera également permis d'enterrer librement les morts, et ils jouiront à cet effet d'une protection particulière.

ART. VI. Si l'une des parties contractantes accorde par la suite à d'autres nations quelque faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune à l'autre partie, qui en jouira aux mêmes conditions.

ART. VII. Les deux parties contractantes se reservent la faculté de convenir des stipulations, qui, dans la suite, seroient reconnues utiles dans l'intérêt réciproque; lesquelles stipulations, après avoir été ratifiées de part et d'autre, seront censées faire partie intégrante de la présente transaction.

ART. VIII. Le présent Traité d'amitié et de commerce sera en vigueur pendant douze années à compter du jour de l'échange des ratifications, et à moins d'avoir été dénoncé douze mois avant l'expiration de ce terme il restera obligatoire pour un an, et ainsi de suite jusqu' à l'expiration des douze mois suivant une telle déclaration.

ART. IX. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de douze mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires nommés ci-dessus, l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs sceaux.

Fait à Londres le quatre d'Octobre, l'an de grâce mil-huit-cent-trente et un.

J. COLQUHOUN.

Article séparé.

Les deux Parties contractantes réservent à Son Altesse Royale le Grand Duc de Saxe-Weimar, et

ılabra gozarán de los derechos y privilegios concedidos 1831
a este punto á los naturales del pais. Tendrán igual-
ente permiso para disponer de sus bienes personales,
en sea por testamento ó donacion ó de otra manera;
si sus herederos son subditos ó ciudadanos de la otra
arte contratante, succederán en los bienes del defunto
a vertud de testamento ó ab intestato; y podrán to-
ar posesion de ellos personalmente, ó por procura-
›res ó comisionados; y dispondrán de ellos á su ar-
trio, sin pagar otros derechos que a quellos que pa-
n en ocasiones semejantes los naturales del pais en
ıe se hallen dichos bienes. En caso de estar ausente
heredero se atenderá al ciudado de dichos bienes,
›mo se ciudaria de los que pertenecen á los nacidos
a el pais, hasta que el legitimo dueño tome sus me-
das para recoger la herencia. Si se suscitasen contes-
ciones entre varios que reclamen el todo ó parte de
succesion, se decidirán definitivamente segun las
yes y por los jueces del pais en que está vacante la
ıccesion; y si por muerte de alguna persona que po-
›a bienes raices en el territorio de una de las Partes
›ntratantes, pasasen estos por las leyes del pais á un
ıdadano ó subdito de la otra parte, este, si por su
ılidad de Estrangero fuere inhabil para poseerlos, con-
›guirá un plazo suficiente para venderlos y recoger
ı Producto sin obstaculo, y que dando exento de todo
›recho de retencion por parte del Gobierno de los
stados respectivos. Además se ha convenido en que
a ninguno de los Estados de las dos Partes contratantes,
a el caso de que los bienes pertenecientes á los Subditos
Ciudadanos de una de las Partes deban ser trasladados
›era del Territorio de la otra, se cobrará un derecho
ıas crecido, que el que debiera pagar un nacido en
pais.

Art. V. Los ciudadanos y subditos de una de las
artes contratantes durante su residencia en el territorio
e la otra, se sugetarán á las leyes y reglamentos estab-
›cidos en el. Sin embargo estarán exentos en todo ser-
icio Militar forzado, por mar y tierra, y sus bienes
o serán gravados con mas impuestos, cargas, ó con-
ibuciones, ni servirán para otros emprestitos forza-
os que los de los habitantes del pais. En caso de
uerra los Ciudadanos ó subditos de la una Parte
›ntratante establecidos en el territorio de la otra,

1831 le privilège d'y rester et de continuer leur commerce et occupations sans obstacle, tant qu'ils se conduisent pacifiquement. De même ni les dettes entre particuliers, ni les fonds publics, ni les actions des compagnies ne pourront jamais être confisqués dans un pareil cas. Les sujets et citoyens d'un des deux pays ne seront point troublés sur le territoire de l'autre pour cause de religion, pourvu qu'ils respectent celle du pays où ils résident, ainsi que les lois, les usages, et les moeurs de celui-ci. Il leur sera également permis d'enterrer librement les morts, et ils jouiront à cet effet d'une protection particulière.

ART. VI. Si l'une des parties contractantes accorde par la suite à d'autres nations quelque faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune à l'autre partie, qui en jouira aux mêmes conditions.

ART. VII. Les deux parties contractantes se reservent la faculté de convenir des stipulations, qui, dans la suite, seroient reconnues utiles dans l'intérêt réciproque; lesquelles stipulations, après avoir été ratifiées de part et d'autre, seront censées faire partie intégrante de la présente transaction.

ART. VIII. Le présent Traité d'amitié et de commerce sera en vigueur pendant douze années à compter du jour de l'échange des ratifications, et à moins d'avoir été dénoncé douze mois avant l'expiration de ce terme il restera obligatoire pour un an, et ainsi de suite jusqu' à l'expiration des douze mois suivant une telle déclaration.

ART. IX. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de douze mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires nommés ci-dessus, l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs sceaux.

Fait à Londres le quatre d'Octobre, l'an de grâce mil-huit-cent-trente et un.

J. COLQUHOUN.

Article séparé.

Les deux Parties contractantes réservent à Son Altesse Royale le Grand Duc de Saxe-Weimar, et

idran el privilegio de permancer en Ella, y de 1831
arse à su comercio ó ocupacion, sin ningun obsta-
o mientras que vivan pacificamente. Asi mismo ni
deudas entre particulares, ni los fondos publicos,
las acciones de las compañias podran jamas ser con-
cadas en semejante caso. Los subditos y ciudadanos
uno de los dos paises no serán molestados en el
rritorio del otro por causa de Religion, con tal que
peten la del Pais en que residen, asi como las leyes,
os, y costumbres de Este. Se les permitirá igual-
nte dár sepultura á sus muertos, y gozarán á este
de una especial proteccion.

ART. VI. Si una de las partes contratantes con-
liere en lo succesivo á otras naciones algun favor
rticular en materia de comercio ó navegacion, este
or se hará inmediatemente comun á la otra Parte,
e disfrutará de el bajo las mismas condiciones.

ART. VII. Las dos Partes contratantes se reser-
n la facultad de convenir acerca de las estipulaciones
e en lo succesivo se reconocieren utiles al interés
iproco; las cuales estipulaciones despues de ratifi-
las por una y otra se reputarán hacer parte de la
esente transaccion.

ART. VIII. El presente Tratado de amistad y de
mercio permanecerá en vigor durante doce años que
contarán desde el dia en que se verifique el cambio
las ratificaciones, y á menos que se haya notificado
contrario doce meses antes de expirar este plazo
ntinuará siendo obligatorio durante un año mas, y
i en lo succesivo hasta cumplirse los doce meses
spues de una notificacion semejante.

ART. IX. El presente Tratado será ratificado, y
s ratificaciones cambiadas en Londres en el termino
doce meses, ó antes si es posible.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios arriba
mbrados le firmaron y pusieron en el los sellos
spectivos de que usan.

Hecho en Londres el cuatro de Octubre del año
gracia de mil-ocho-cientos y treinta y uno.

MAN. E. DE GOROSTIZA.

Articulo separado.

Las dos Partes contratantes reservan á S. A. R.
Gran Duque de Saxonia-Weimar, y á SS. AA. SS.

1831 à Leurs Altesses Sérénissimes les Ducs de Saxe-Altenbourg, Cobourg-Gotha, et Meiningen ainsi qu'à Leurs Altesses Sérénissimes les Princes de Schwarzbourg et de Reuss, la faculté d'accéder à la convention signée entre Elles aujourd'hui. Cette accession, qui de la part de Leurs dites Altesses, devra être déclarée dans le terme d'un an à dater de l'échange des ratifications du présent article, leur rendra communs les droits et obligations résultant pour les parties contractantes des stipulations arrêtées entre Elles.

Cet article séparé aura la même force et vertu que le traité signé aujourd'hui et sera ratifié dans le même espace que le Traité principal.

En foi de quoi les Plénipotentiaires nommés ci-dessus, l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs sceaux.

Fait à Londres le quatre d'Octobre l'an de grâce mil-huit-cent-trente et un.

J. Colquhoun.

Nous, après avoir vu et examiné le dit Traité et article séparé ci-dessus, les avons approuvés, ratifiés, acceptés et confirmés en tous points et par les présentes les approuvons, ratifions, acceptons et confirmons tant pour Nous que pour Nos successeurs, promettant de remplir, d'observer et de faire observer fidèlement tout ce qui y est contenu, sans permettre qu'il y soit contrevenu de quelque manière que ce soit.

En foi de quoi Nous avons donné les présentes signées de Nos mains, contresignées et munies du sceau de Nos armes royales.

Fait à Dresde le trente Juin, Mil huit Cent Trente deux.

ANTOINE.

FRÉDÉRIC AUGUSTE.

Bernard de Lindenau. Jean de Minckwitz.

s Duques de Saxonia-Altenbourg, Coburg-Gotha, y 1831
iningen, asi como á SS. AA. SS. los Principes de
hwarzburgo y de Reuss, la facultad de acceder à la
ıvencion firmada hoy entre aquellas. Esta accesion
e por parte de sus Altezas deberá ser declarada en
termino de un año á contar del dia en que se cam-
en las ratificaciones del presente articulo, las hará
rticipes de todos los derechos y obligaciones que
sulten para las partes contratantes de las estipulacio-
s del Tratado. Este articulo separado tentrá la mis-
a fuerza y valor que el Tratado firmado este dia, y
rá ratificado en el mismo espacio de tiempo que
cho Tratado.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios arriba nom-
ados le firmaron y pusieron en el los sellos respecti-
s de que usan.

Hecho en Londres el cuatro de Octubre del año
Gracia de mil-ocho-cientos y treinta y uno.

MAN. E. DE GOROSTIZA.

62.

raité d'amitié et de commerce entre : Saxe royale et les Etats-Unis du lexique conclu à Londres le 4 *Octo-'e* 1831, *et ratifié par le Roi de Saxe le* 30 *Juin* 1832.

ımmlung der Gesetze und Verordnungen für las Königreich Sachsen. 1832. Nr. 42. p. 463).

Im Namen der hochheiligen Dreifaltigkeit!

)eine Majestät der König von Sachsen, und Seine nigliche Hoheit der Prinz Mitregent, eines Theils, l der Vice-Präsident der Vereinigten Mexikani-en Staaten, andern Theils, von gleichem Wunsche eelt, dem Handel der beiderseitigen Länder und er Unterthanen und Bürger alle mögliche Erleich-

1831 terung und Aufmunterung zu verschaffen, sowie überzeugt, dafs zur Erreichung dieses wünschenswerthen Zweckes nichts mehr beizutragen vermöge, als eine auf Gerechtigkeit und Gegenseitigkeit gestützte feste Anordnung ihres Verkehrs, sind übereingekommen, einen Freundschafts- u. Handels-Traktat abzuschliefsen, und haben zu diesem Ende zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Sachsen und Seine Königliche Hoheit der Prinz Mitregent Allerhöchst-Ihren, bei der hohen Regierung des vereinigten Königreichs Grofsbritannien und Irland beglaubigten General-Konsul, Herrn Jacob Colquhoun, und

der Vice-Präsident der Vereinigten Mexikanischen Staaten Se. Exzellenz Herrn Manuel Eduard de Gorostiza, Ihren bevollmächtigten Minister bei Sr. Majestät dem Könige von Grofsbritannien, welche, nach vorgängiger gegenseitiger Mittheilung ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, die nachstehenden Artikel festgesetzt und beschlossen haben:

Art. I. Zwischen dem Königreiche Sachsen und den Vereinigten Mexikanischen Staaten soll Freundschaft, gutes Einverständnifs und gegenseitige Handelsfreiheit statt finden. Den Bewohnern der beiderseitigen Staaten soll der Eingang in die Häfen, Plätze und Ströme der Gebiete beider Theile gegenseitig überall, wo der fremde Handel erlaubt ist, offen stehen; es soll ihnen frei stehen, sich daselbst aufzuhalten und in jedwedem Theile der gedachten Gebiete zu wohnen, um daselbst ihren Geschäften obzuliegen: und sie sollen zu diesem Zwecke dieselbe Sicherheit und denselben Schutz, wie die Einwohner des Landes geniefsen, in welchem sie Aufenthalt nehmen, unter der Verpflichtung, dafs sie sich den daselbst bestehenden Gesetzen und Verordnungen unterwerfen.

Art. II. Auf die, in die Vereinigten Mexikanischen Staaten, sowie gegenseitig auf die, in das Königreich Sachsen einzuführenden Erzeugnisse vom Boden oder dem Kunstfleifse des andern Landes sollen keine höhern Abgaben gelegt werden, als diejenigen, mit welchen dieselben Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleifses irgend eines andern fremden Landes belegt sind oder belegt werden möchten. Eben so

l die Einfuhr oder Ausfuhr der Erzeugnisse des 1831
dens oder des Kunstfleifses der Vereinigten Mexi-
nischen Staaten, oder des Königreichs Sachsen, hin-
hlich des Ein- oder Ausgangs aus den Häfen der
reinigten Mexikanischen Staaten oder den Gränzen
d Handelsplätzen des Königreichs Sachsen, mit kei-
n Verbote belegt werden, welches nicht gleicher-
ifsen auf alle andern Nationen ausgedehnt wäre.

Art. III. Beide Theile gestehen sich gegenseitig
Befugnifs zu, in den Handelsplätzen des andern
eils selbstgewählte Konsuln, oder Vice-Konsuln,
enten und Kommissarien anzustellen, welche die-
ben Privilegien und Berechtigungen, wie diejenigen
r begünstigsten Nationen, genieſsen, jedoch, im Fall
Handel treiben, denselben Gesetzen und Gebräu-
en unterworfen sein sollen, denen die Privaten ih-
Nation an dem Orte, wo sie residiren, unterwor-
n sind. Den beiderseitigen Konsuln soll erlaubt sein,
lesmal, wo es nachweislich sein wird, dafs ein
tikel in den Tarif über seinen Werth eingetragen
orden ist, Vorstellungen zu machen. Diese Vorstel-
ngen sollen in der möglich kürzesten Frist und ohne
fs daraus irgend ein Verzug, hinsichtlich der Ab-
rtigung der Waaren, hervorgehe, in Erwägung ge-
gen werden.

Art. IV. Die Bürger oder Unterthanen beider
ntrahirenden Theile sollen in Hinsicht ihres Eigen-
ums in den Staaten des andern Theils einen fort-
ährenden und vollständigen Schutz genieſsen. Sie
llen daselbst zur Verfolgung und Vertheidigung ih-
r Rechte freien und leichten Zutritt zu den Gerichts-
fen haben, sich der Advokaten, Prokuratoren und
derer Agenten nach ihrer Wahl bedienen können
d mit einem Worte sich der Rechte und Privilegien
freuen, die in dieser Beziehung den Eingebornen
willigt sind. Gleichermafsen soll ihnen erlaubt sein,
er ihr persönliches Vermögen durch Testament,
henkung oder auf andere Weise frei zu verfügen,
d wenn ihre Erben Unterthanen oder Bürger des
dern kontrahirenden Theils sind, so sollen diese
ihr Vermögen, sei es in Folge eines Testaments
er ab intestato nachfolgen, persönlich oder durch
vollmächtigte davon Besitz nehmen und nach Ge-
len darüber disponiren dürfen, ohne andere Abga-

1831 ben, als diejenigen zahlen zu müssen, denen die Einwohner des Landes, wo das fragliche Vermögen befindlich ist, im gleichen Falle unterworfen sind. In Abwesenheit der Erben wird man bis dahin, dafs der gesetzliche Eigenthümer zu Erhebung der Erbschaft Veranstaltung getroffen haben wird, für ein solches Vermögen vorläufig dieselbe Sorge tragen, als man in gleichem Falle für das Vermögen der Eingebornen des Landes tragen würde. Sollten Streitigkeiten zwischen verschiedenen Erbschafts-Prätendenten entstehen, so sollen sie nach den Gesetzen und durch die Gerichte des Landes, wo die Erbschaft liegt, definitiv entschieden werden. Wenn endlich durch den Tod einer Person, welche in dem Gebiete eines der kontrahirenden Theile Grundstücke besitzt, diese Grundstücke nach den Landesgesetzen einem Bürger oder Unterthan des andern Theils zufallen sollten, und dieser wegen seiner Eigenschaft als Fremder nicht fähig sein sollte, sie zu besitzen, so soll ihm eine angemessene Frist bewilligt werden, um sie zu verkaufen, und den Ertrag ohne Hindernifs und frei von allem Abzug von Seiten der Regierung der resp. Staaten aus dem Lande zu ziehen. Aufserdem ist man noch übereingekommen, dafs in keinem Staate der beiden kontrahirenden Theile von dem, den Unterthanen des einen Theils gehörenden und aus dem Gebiete des andern Theils auszuführenden Eigenthume eine beträchtlichere Abgabe erhoben werden soll, als diejenige ist, welche von einem Landeseingebornen bezahlt werden mufs.

Art. V. Die Bürger und Unterthanen des einen der kontrahirenden Theile sollen, während ihres Aufenthalts in dem Gebiete des andern Theils, den daselbst bestehenden Gesetzen und Verordnungen unterworfen, jedoch von jedem gezwungenen Militairdienste, es sei zu Lande oder zur See, befreit sein, und ihr Eigenthum soll keinen andern gezwungenen Anleihen, Abgaben, Requisitionen und Auflagen, als denen, welche auch durch die Bewohner des Landes bezahlt werden, unterworfen werden können. Die Bürger und Unterthanen des einen kontrahirenden Theils, welche sich in dem Gebiete des andern Theils niedergelassen haben, werden, im Fall eines Kriegs, so lange sie sich friedlich betragen, das Privilegium

haben, daselbst zu bleiben und ihre Handels- oder 1831
sonstigen Geschäfte ohne Hindernifs fortzusetzen. Auch
sollen in gleichem Falle weder die Schuldforderungen
unter Privaten, noch die öffentlichen Fonds, noch
die Aktien von Gesellschaften jemals konfiszirt wer-
den können. — Die Unterthanen und Bürger eines der
beiden Länder sollen auf dem Gebiete des andern Lan-
des, ihrer Religion wegen, nicht beunruhigt werden,
so lange sie selbst die Religion des Landes, wo sie
wohnen, sowie dessen Gesetze, Gebräuche und Sit-
ten achten. Eben so soll ihnen erlaubt sein, ihre
Todten frei zu begraben, und sie werden zu diesem
Ende eines besondern Schutzes geniefsen.

Art. VI. Wenn von einem der kontrahirenden
Theile in der Folge andern Nationen irgend eine be-
sondere Begünstigung in Betreff des Handels oder der
Schifffahrt zugestanden werden sollte, so soll diese
Begünstigung sofort auch dem andern Theile, unter
den nämlichen Bedingungen, zu Gute kommen.

Art. VII. Beide kontrahirende Theile behalten
sich das Recht vor, sich über Bestimmungen, welche
in der Folge als dem gegenseitigen Interesse nützlich
erkannt werden sollten, zu vereinigen, und dieselben
sollen, nachdem sie von beiden Theilen ratifizirt wor-
den, als ein integrirender Theil der gegenwärtigen
Uebereinkunft angesehen werden.

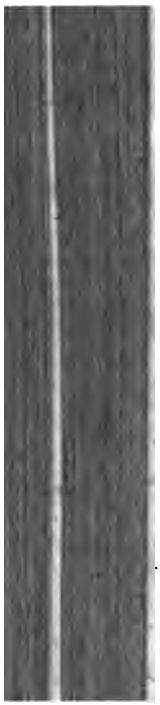
Art. VIII. Gegenwärtiger Freundschafts- und
Handelsvertrag soll zwölf Jahre hindurch, vom Tage
der Auswechselung der Ratifikationen an gerechnet,
gültig sein, und er wird, wofern nicht zwölf Monate
vor dem Ablaufe dieses Zeitraums das Gegentheil an-
gekündigt worden ist, noch ein Jahr, und so fort-
dauernd, bis zum Ablaufe der zwölf Monate nach ei-
ner solchen Erklärung verbindlich bleiben.

Art. IX. Der gegenwärtige Vertrag soll geneh-
migt, und die Ratifikationen desselben sollen binnen
zwölf Monaten, oder wo möglich früher, in London
ausgewechselt werden.

Zu dessen Urkunde haben die obengenanntenBevoll-
mächtigten ihn unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu London, den vierten October
im Jahre des Heils Ein Tausend Acht Hundert Ein
und Dreifsig.

J. Colquhoun. Manuel E. de Gorostiza.



der Auswechselung der Ratifikationen ge
Artikels an gerechnet, erklärt werden mu
der Rechte und Verbindlichkeiten, die fi
trahirenden Theile aus den zwischen Ihne
ten Bestimmungen hervorgehen, theilhaf

Gegenwärtiger Separat-Artikel wi
Kraft und Gültigkeit haben, als der heut
nete Haupt-Traktat und soll in dem näml
raume, wie dieser, ratifizirt werden.

Zu dessen Urkunde haben die obenge
vollmächtigten denselben unterzeichnet un
gel beigedrückt.

So geschehen zu London, den vierten
Jahre des Heils Eintausend Achthundert Ein

J. Colquhoun. Manuel E. de Gor

So haben Wir, nach Einsicht und I
gemeldeten Traktats und des vorstehend
Artikels, dieselben in allen Punkten gebil
zirt, angenommen und bestätigt, wie Wir
Gegenwärtiges billigen, ratifiziren, genel
bestätigen sowohl für Uns, als für Unsere
men, mit dem Versprechen, Alles, was
halten ist, getreulich zu erfüllen, zu beob
beobachten zu lassen, ohne zu erlauben, d
ben auf irgend eine Weise entgegen gehan

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige

63.

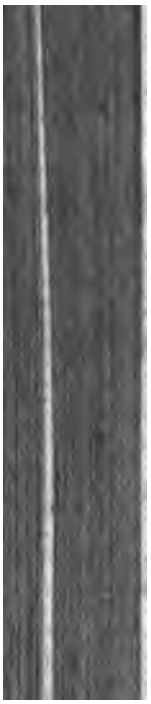
Traité préliminaire de commerce entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic, signé à Hanovre le 7 Octr. 1831.

1831

Verordnungs - Sammlung für die Herzoglich-Braunschweigschen Lande 1831 Nr. 28. p. 177.)

Da die auf den Grund des Einbecker Vertrags vom 7sten März 1830 eingeleiteten Unterhandlungen zur Einführung eines gleichmäfsigen und gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben-Systems in dem Königreiche Hannover und in dem Herzogthume Braunschweig noch nicht haben zu Ende gebracht werden können, die Regierungen beider Staaten aber, von dem Wunsche einer möglichst engen Verbindung in den, den beiderseitigen Handel und das indirekte Abgaben-System betreffenden Angelegenheiten durchdrungen, die Absicht haben, bis dahin, dafs in Folge der Einführung eines gemeinschaftlichen Abgaben-Systems völlige Verkehrsfreiheit zwischen beiden Staaten zur Ausführung kommen wird, einstweilen solche Erleichterungen des Verkehrs und sonstige Einrichtungen eintreten zu lassen, welche den beiderseitigen Handels-, Gewerbs- und Abgaben-Verhältnissen entsprechen; so haben die Unterzeichneten, nämlich: der Königlich-Hannoversche Staats- und Kabinetsminister Caspar Detlef Schulte, Grofskreuz des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens, für das Königreich Hannover, und der Herzoglich-Braunschweigsche Oberregierungsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Kommandeur des Kurfürstlich-Hessischen Hausordens vom goldnen Löwen, Ritter des Königlich-Sächsischen Zivil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens, für das Herzogthum Braunschweig, mit Vorbehalt der Ratifikation ihrer allerhöchsten und höchsten Gouvernements, sich über nachfolgende Präliminar-Konvention vereinigt:

§. 1. Hannover bewilligt, dafs von den, vom Norden oder vom Süden, auf den im §. 2. bezeichneten Strafsen durch Hannoversches Gebiet, nach der



verschen Zoll-Rezepturen zu Harburg, S
neburg), Hopte, Artlenburg, Brinkum,
oder Verden (letztere bei dem Wassertr
das Hannoversche Gebiet, und von dort üb
Rezepturen Meinholz, Hölperode, Grofs-L
Dungelbrok nach und von Braunschweig,
Süden über die Hannoverschen Zoll-Rezep
(Münden) Friedland und Breincke in da
sche Gebiet, und von dort über die Zoll-
Echte und Brinkum nach und von B
führen.

§. 3. Die Gegenstände, auf welch
stimmung sich bezieht, sind solche, welch
Eingange in Braunschweig an, bis zur we
sendung

a. auf dem Herzoglichen Packhofe zu Br
oder

b. in Privat-Niederlagen, unter Aufsich
trole der Packhofs-Bedienten gelagert, n
verpackt, oder ungeladen sind.

§. 4. Nachfolgende Gegenstände, näl
fee, Zucker, Syrup, Reis, ausländische Ge
sinen, Taback, Thran, Talg, und französis
von denen es anzunehmen ist, dafs sie auf
porte nach der Stadt Braunschweig den
Hannnoverschen Eingangs- und Ausgangs
entrichtet haben sollen, wenn sie auch ni

§. 5. Die in dem §. 1. enthaltene Bestimmung 1831
ommt hinsichtlich der zum Verbleiben im Hanno-
erschen Gebiete bestimmten Gegenstände auch nur
ann zur Anwendung, wenn

a. dieselben in Quantitäten von mindestens 200
fund, die Weine aber in Gebinden von mindestens
in Ohm versandt werden, und

b. die Versendung an Hannoversche Kaufleute und
ewerbtreibende, insofern letztere die Gegenstände
u ihrem Gewerbe gebrauchen, geschieht.

§. 6. Das Nähere wegen der für das Interesse
[annovers erforderlichen Kontrole-Maafsregeln soll
›rdersamst durch spezielle Verabredungen regulirt
'erden.

§. 7. Den bestehenden Verträgen gemäfs, wird
› wenig Braunschweig ohne Einverständnifs Han-
overs, als Hannover ohne Einverständnifs Braun-
:hweigs, einem fremden Zoll-Systeme sich an-
:hliefsen.

§. 8. Braunschweig verpflichtet sich, die dort-
ɔitigen Durchgangs-Zoll-Abgaben für die auf den
ɔzeichneten Strafsen vom Norden nach dem Süden
nd umgekehrt durch Braunschweig durchzuführenden
[andels-Gegenstände nicht unter denjenigen Betrag
erunterzusetzen, welcher von den Gegenständen der
ämlichen Art, nach dem Art. IX. des Hildesheimer
Vertrags vom 18ten Mai 1827 auf der Strafse von
Immensen erlegt werden mufs.

§. 9. Die Unterhandlungen über die Einführung
ines gleichmäfsigen und gemeinschaftlichen Ein-
ɔangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben-Sy-
ɔtems in Hannover und Braunschweig auf den Grund
les Einbecker Vertrags vom 27sten März 1830, sol-
en mit möglichster Beschleunigung fortgesetzt und
:um Abschlusse gebracht werden.

§. 10. Bis dahin, dafs die desfalls zu treffenden
ıäheren Verabredungen zur Ausführung gelangen,
ioll das Amt Thedinghausen einstweilen, sobald wie
nöglich, in das Hannoversche Steuer- und Zoll-
ɔystem aufgenommen und darüber sofort Unterhand-
ung zugelegt werden.

§. 11. Die übrigen, im Hannoverschen Gebiete,
ınd zwar im Fürstenthume Hildesheim belegenen,
Braunschweigschen Enklaven, so wie die Braunschweig-

Verwaltung der dort anzuordnenden in
gaben abtritt,

b. eine Nachversteuerung der dort la
obigen indirekten Abgaben unterworfe
angeordnet wird, und

c. Hannover an Braunschweig eine
noch näher zu verabredende Vergütung

§. 12. Auch wollen beide Staaten
ohne die Ausführung der unter ihnen
Zoll- und Steuer-Verbindung zu erwart
Abgaben-Erleichterungen oder Befreiung
wendigsten Lebensmittel verschiedener
Natur, des Ackerbaues und der Viehzu
für einige Produkte des Gewerbsfleifses,
mäfsige Besteuerung des Branntweins u
über Maafsregeln zum Schutz der inländ
werks-Produkte, über einige spezielle
hältnisse, über gemeinschaftliche Maafs
den Schmuggelhandel zum Schutze der
Staaten bestehenden Zoll- und Steuer-E
und über Einrichtungen wegen des Zoll
rekten Steuer-Wesens auf dem Harze,
nen Theilen desselben, verständigen.

§. 13. Die in den §§. 1 bis 6, so
dem §. 11. enthaltenen Bestimmungen,
1sten Dezember d. J. zur Ausführung g
welchem Zwecke die in den §§. 6 und
ten speziellen Verabredungen unverzügli
werden sollen.

kation vorgelegt und sollen die Ratifikations-Urkun- 1831
n binnen vierzehn Tagen hieselbst ausgewechselt
erden.

So geschehen Hannover am 7ten October 1831.

ISPAR DETLEF SCHULTE. AUG. PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG.

(Ratifié par l'Hannovre le 20 Octobre et par le Brunsvic 17 Décembre 1831.)

64.

cte additionnel aux traités existans ıtre le Danemarc et la Russie, signé à Copenhague le 14 Octobre 1831.

penhague. De l'Imprimerie de J. Hostrup Schultz, Directeur, Imprimeur Royal et de l'Université).

u nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

a Majesté le Roi de Danemarc, et Sa Majesté mpereur de toutes les Russies ayant également à eur de donner le plus d'activité possible à l'indu- ie de Leurs sujets respectifs, dans tout ce qui con- ne le commerce et la navigation entre les deux ats, et voulant surtout assurer des facilités qui nquoient encore aux échanges mutuels entre les ets Danois et les Finlandais, ont jugé à propos de nclure à cet effet un Acte additionnel aux traités istans entre Elles, qui réglera pour l'avenir les re- ions commerciales du Danemarc avec le Grand- ché de Finlande, ainsi que celles avec le Duché de urlande, d'après les mêmes principes d'intime union i ont depuis long temps fait la base de tous les pports existans entre le Danemarc et la Russie. En nséquence Leurs dites Majestés ont nommé pour urs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de nemarc, le Sieur Hans de Krabbe-Carisius, Son inistre Intime d'Etat et Chef de Son Département s affaires étrangères, Grand-Croix de Son Ordre de nnebrog, avec la croix d'argent, et Chevalier de rdre de Sainte Anne de Russie de la 2de classe, en amans; et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Rus-

1831 sies: le Sieur Paul Baron de Nicolay, Son Conseiller Privé, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Danoise, Chevalier des ordres de Sainte Anne de la première classe, en diamans, et de Saint Wladimir de la 3me, Grand-Croix de l'ordre Royal de Dannebrog, et Chevalier de celui de l'Etoile-Polaire de Suède; lesquels, après avoir échangé entre eux leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans.

Art. I. Les sujets de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, habitans du Grand-Duché de Finlande, auront, comme ceux du Duché de Courlande, le droit de participer à tous les priviléges et avantages commerciaux dans les Etats de Sa Majesté Danoise, que la Russie y possède, en vertu de ses traités avec le Danemarc, et dans la qualité de nation favorisée, depuis des temps où les dites provinces n'appartenoient pas encore à l'Empire. En conséquence les navires Finlandais et Courlandais paroîtront dans les eaux et les ports de Sa Majesté Danoise et nommément au passage du Sund, avec tous les droits attachés au pavillon Russe, et ils pourront importer en Danemarc et dans les Duchés de Slesvic et de Holstein, ainsiqu'en exporter, toutes marchandises quelconques, non prohibées, avec les mêmes facilités, et sans payer d'autres charges, que les navires nationaux.

Art. II. Par suite des dispositions énoncées ci-dessus, le pavillon Danois, qui possède déjà dans le Duché de Courlande les mêmes avantages que dans tout autre port Russe, jouira dorénavant, aussi dans les eaux et les ports du Grand-Duché de Finlande, des priviléges qui sont assurés aux Finlandais dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Danemarc. En conséquence les navires Danois pourront importer en Finlande, et en exporter, toutes sortes de produits et de marchandises dont l'entrée et la sortie sont permises, sans être assujetis à des droits de douane ou autres que ceux fixés par le tarif général pour les vaisseaux du Pays.

Art. III. Il est entendu que ni les navires Danois ne pourront faire le cabotage le long des côtes de Finlande et de Courlande, ni les navires Finlandais et Courlandais sur celles de la Monarchie Danoise.

ART. IV. Les habitans des villes de Nystad, de 1831
uimo et de Biörneborg conserveront leur antique
ivilége de vendre leurs marchandises en bois dans
s ports Danois *en détail*, pendant vingt-un jours
rès l'entrée du vaisseau.

ART. V. Les bois, connus dans le tarif Danois
us le nom *d'assortimens Finlandais*, payeront
rois Rigsbankdaler monnoie d'argent par last dans
Royaume, et Un Rigsbankdaler 80 Rbkschilling
onnoie d'argent par last dans les Duchés de Slesvic
de Holstein.

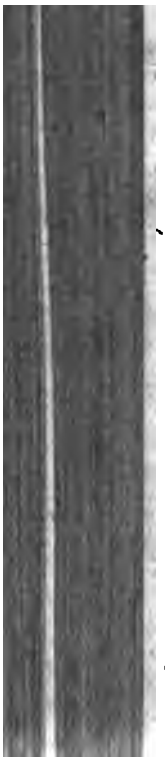
ART. VI. Ne pourront être invoquées les sti-
ılations énoncées dans les conventions particulières
nclues ou à conclure, de part et d'autre avec une
aissance tierce, et par lesquelles il auroit été, ou
roit concédé quelqu' avantage spécial, pour l'im-
rtation ou l'exportation de certaine marchandise
terminée.

ART. VII. Le présent acte additionnel sera ra-
fié par les deux hautes parties contractantes, et les
tifications en seront échangées dans l'espace de trois
ois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous Soussignés, en vertu de
s pleins-pouvoirs, l'avons signé et y avons apposé
s cachets de nos armes.

Fait à Copenhague ce Quatorze Octobre l'an de
râce Mil-Huit-Cent-Trente-Un.

KRABBE-CARISIUS. PAUL *Baron* DE NICOLAY.



(*Braunschweigsche Gesetzsammlung* Dezember 1832. *Hannoversche Ges* 1833 Abth. 1. Nr. 1. *Hannov. Zeitung*

Wir Wilhelm der Vierte, von G König des vereinigten Reichs Grofsb Irland u. s. w. auch König von Hann zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w

Wir Wilhelm, von Gottes Gnade Braunschweig und Lüneburg u. s. w. haben in Erwägung, dafs die seit der Deutschen Reichsverfassung in den Ver Deutschen Fürstenhäuser eingetretenen gen eine Revision der Bestimmungen n welche bisher durch die Hausgesetze u kommen Unseres Gesammthauses über lungen der Prinzen und Prinzessinnen d gesetzt gewesen sind:

dafs der Zweck einer solchen, das Gesammthauses zu befördern, und die achteten Grundsätze nach den veränderte sen zu modifiziren, nach dem Vorgang scher souverainen Häuser, am vollstän die Einführung einer von dem Souverai den Aufsicht über die Vermählungen de Prinzessinnen erreicht werden kann,

eschlossen, in Beziehung auf dessen beide Linien 1831
nd deren Verhältnisse zu den zum Deutschen Bunde
ehörenden Besitzungen desselben ein jenem Zweck
ntsprechendes Familien-Gesetz in gegenseitigem Ein-
erständnisse zu errichten.

Wir verordnen daher:

Art. I. Die Prinzen und Prinzessinnen Unseres
esammthauses sind verbunden, zu den Ehen, welche
ie einzugehen beabsichtigen, die Einwilligung des
egierenden Herrn ihrer Linie nachzusuchen, welche
brigens bei ebenbürtigen Ehen, ohne etwa eintre-
ende besondere Gründe nicht versagt werden wird.

Art. II. Die Beurtheilung der Frage, ob Gründe,
ie Einwilligung zu versagen, vorhanden sind oder
icht, steht dem regierenden Herrn in jedem Falle
usschliefslich zu.

Art. III. Die Einwilligung wird in einer schrift-
ichen Urkunde ertheilt, welche von dem regierenden
Herrn eigenhändig vollzogen und mit dem Staatssiegel, so
vie mit der gewöhnlichen Kontrasignatur versehen ist.

Art. IV. Eine Ehe, welche ohne förmlich er-
olgte Einwilligung des regierenden Herrn eingegan-
en worden ist, überträgt auf die darin erzeugten
inder weder ein Successionsrecht in den zum Deut-
chen Bunde gehörenden Staaten des Gesammthauses
raunschweig-Lüneburg, noch die Befugnifs, sich
es Ranges, Titels und Wappens des Durchlauch-
gsten Hauses zu bedienen.

Art. V. Dieses Familien-Gesetz soll, in der
igenschaft einer für das Königreich Hannover und
ir das Herzogthum Braunschweig-Wolfenbüttel gel-
nden, die Fähigkeit zur Regierungsfolge für die
ukunft bestimmenden, unabänderlichen Vorschrift,
rch Aufnahme desselben in die Hannoversche und
raunschweigsche Gesetzsammlung publizirt werden.

Dessen zur Urkunde haben Wir das gegenwärtige
ocument auszufertigen befohlen, solches mit Unse-
r eigenhändigen Unterschrift vollzogen und demsel-
n Unser Staats-Kanzlei-Siegel anhängen lassen.

So geschehen Windsor-Castle, den 24. Octbr. 1831.

Braunschweig, den 19. October 1831.

WILLIAM R. WILHELM,

Herzog von Braunschweig.

L. v. Ompteda. v. Schleinitz.

1831 Nachdem die Unterzeichneten in den vorstehenden, von Sr. Majestät, im Einverständnisse mit Sr. Durchl. dem Herzoge von Braunschweig, für die Würde und das Beste des Durchl. Braunschweig-Lüneburgschen Gesammthauses getroffenen Dispositionen einen neuen Beweis Allerhöchst und Höchstihrer Fürsorge für das wahre Wohl desselben mit Dank haben anerkennen müssen; so haben Sie nicht unterlassen wollen, solches wie hiedurch geschieht, durch Ihre ausdrückliche Erklärung mittelst Ihrer eigenhändigen Unterschrift und beigedruckten Wappens, feierlich zu bezeugen.

So geschehen Kew den 2ten Januar 1832 und Kinsington Palace, den 25sten Januar 1832 und Hannover, den 28sten Februar 1832.

ERNST. AUGUSTUS FREDERICK. ADOLPHUS.

66.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Russie pour renouveler les engagemens contractés en 1815 *au sujet de la dette russo-batave, conclue à Londres le* 16 *Novembre* 1831.

(*Le Journal des Débats* 1831. 6 *Juillet*).

LL. MM. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'empereur de toutes les Russies, considérant que les événemens qui se sont passés dans le royaume-uni des Pays-Bas depuis l'année 1830, ont rendu nécessaire pour les cours de la Grande-Bretagne et de Russie, la révision des stipulations renfermées dans leur convention du 19 Mai 1815, aussi bien que de l'article additionnel annexé à ce traité; considérant que l'examen de cette convention a amené les hautes parties contractantes à conclure que la lettre et l'esprit de la dite conven-

on ne sont pas entièrement en harmonie, quand on 1831
s rapporte aux circonstances qui ont accompagné la
éparation des deux grandes parties du royaume uni
es Pays-Bas, et qu'au contraire, en se référant à
objet de la convention sus-mentionnée du 19 Mai
815, il paroît évident que le but qu'on se proposoit
toit d'offrir à la Grande-Bretagne une garantie, que
a Russie, dans toutes les questions relatives à la
elgique, adopteroit une politique conforme à celle
ue la cour de Londres avoit jugé le mieux calculée
our le maintien d'un juste équilibre du pouvoir en
urope; tandis que d'un autre côté on vouloit assurer
la Russie le paiement d'une portion de son ancienne
tte hollandoise, en considération des arrangemens
énéraux du congrès de Vienne, auxquels elle avoit
héré, arrangemens qui ont conservé toute leur
rce; LL. MM. désirant que les mêmes principes
ntinuent en ce moment, à guider leurs relations
utuelles et que le bien particulier que la conven-
on du 19 Mai 1815 avoit formé entre les deux cours
it maintenu, ont nommé, à cet effet, comme leurs
énipotentiaires, à savoir etc. etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pou-
irs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et
gné les articles suivans:

ART. I. Par suite des considérations ci-dessus
noncées, S. M. Britannique s'engage à recommander
son parlement de le mettre en état de continuer
s paiemens stipulés dans la convention du 19 Mai
815, conformément au mode et jusqu'à concurrence
la somme fixée dans ladite convention.

ART. II. Par suite des mêmes considérations, S.
l'empereur de toutes les Russies s'engage, dans le
s où (ce qu'à Dieu ne plaise) les arrangemens pris
ur l'indépendance et la neutralité de la Belgique,
rangemens, au maintien desquels les deux hautes
issances sont également obligées, viendroient à
re mis en péril par le cours des événemens, il ne
ntractera aucun engagement nouveau, sans l'agré-
ent préalable et le consentement formel de S. M.
itannique.

ART. III. La présente convention sera ratifiée
les ratifications en seront échangées à Londres

67.

Convention entre la Frai Grande-Bretagne pour la sion plus efficace du trafic ves, signée à Paris le 30 . 1831.

(*Le Journal des Débats* 1832. 2(

Les cours de la Grande-Bretagne et (sirant rendre plus efficaces les moyens jour ont été employés contre le crimin sous le nom de traite des noirs, ont ju de négocier et conclure une conventio à ce but si désirable. A cet effet, ell pour leurs plénipotentiaires, c'est-à-dir

S. M. le Roi du royaume uni de l tagne et de l'Irlande, le très-honorable ville, pair du parlement, membre du chevalier grand'croix du très-honor Bain, ambassadeur extraordinaire et p près la cour de France;

Et S. M. le Roi des François, le néral comte Horace Sébastiani, grand'c

ART. I. Le droit mutuel de visite peut être 1831
exercé à bord des vaisseaux de chacune des deux nations, mais seulement dans les eaux, dont la désignation suit: à savoir, 1° le long des côtes occidentales de l'Afrique, depuis le cap Vert jusqu'à une distance de 10° de l'équateur, c'est-à-dire depuis le 10° de latitude sud jusqu'au 15° de latitude nord, et jusqu'au 30° de longitude ouest, méridien de Paris; 2° tout à l'entour de l'île de Madagascar, à une distance de 20 lieues en mer; 3° à pareille distance des côtes de l'île de Cuba; 4° à pareille distance des côtes de l'île de Porto-Rico; 5° à pareille distance des côtes du Brésil. Il est cependant entendu qu'un vaisseau suspect, qui aura commencé à être chapé par les croiseurs, pourra être poursuivi par eux, si, sans jamais l'avoir perdu de vue, ils le joignent à une plus grande distance des côtes.

ART. II. Le droit de visite sur les vaisseaux marchands des deux nations dans les eaux ci-dessus désignées, ne pourra être exercé que par des vaisseaux de guerre dont les commandans auront rang de capitaine ou au moins de lieutenant.

ART. III. Le nombre des vaisseaux pourvus de ce droit sera fixé chaque année par une convention mutuelle. Il ne sera pas nécessaire que ce nombre soit égal pour les deux nations; mais dans aucun cas le nombre des croiseurs d'une nation ne sera plus fort que du double de celui de l'autre.

ART. IV. Le nom des vaisseaux et de leurs commandans seront réciproquement communiqués par les deux gouvernemens contractans, qui se donneront connoissance mutuelle de tous les changemens qui interviendroient dans leurs croiseurs.

ART. V. Des instructions seront rédigées et consenties en commun par les deux gouvernemens pour l'usage des croiseurs de chaque nation, lesquels croiseurs se prêteront une mutuelle assistance dans toutes les circonstances où il pourra être utile qu'ils agissent de concert.

Les vaisseaux de guerre autorisés à exercer le droit réciproque de visite, seront munis d'un diplome spécial délivré par chacun des deux gouvernemens.

Toutes les fois qu'un croiseur aura poursuivi et visité un vaisseau marchand suspect, l'officier comman-

1831 dant, avant de procéder à la visite, exhibera au capitaine du vaisseau marchand les ordres spéciaux qui lui confèrent par exception le droit de le visiter. S'il reconnoit que les papiers du bâtiment sont en règle et sa marche légale, il certifiera sur le livre de loi du bâtiment que la visite a eu lieu en vertu des dits ordres. Les formalités remplies, le bâtiment marchand sera libre de continuer sa route.

ART. VII. Les vaisseaux saisis pour avoir pris part à la traite, ou soupçonnés d'être disposés pour cet infâme trafic, seront, sans délai, livrés avec leurs équipages à la juridiction de la nation à laquelle ils appartiennent. Il est d'ailleurs bien entendu qu'ils ne seront jugés que d'après les lois en vigueur dans leur pays.

ART. VIII. Dans aucun cas le droit de visite mutuelle ne pourra être exercé à bord des vaisseaux de guerre de l'une ou de l'autre nation. Les deux gouvernemens conviendront d'un signal particulier pour les seuls bâtimens croiseurs, signal qui ne sera communiqué à aucun vaisseau non employé à ce service.

ART. IX. Les hautes parties contractantes au présent traité inviteront les autres puissances maritimes à y accéder dans le plus cours délai possible.

ART. X. La présente convention sera ratifiée et les ratifications échangées dans un délai d'un mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1831.

GRANVILLE.
HORACE SEBASTIANI.

68.

Traité entre la France et la Grande-Bretagne, relatif à la répression du crime de la traite des noirs, conclu à Paris le 30 *Novembre* 1831.

1831

(*Journal des Débats* 1833. 31 *Août. Bulletin des lois* 1833. 31 *Août*).

Les cours de France et de la Grande-Bretagne, désirant rendre plus efficaces les moyens de répression jusqu'à présent opposés au trafic criminel connu sous le nom de *traite des noirs*, ont jugé convenable de négocier et conclure une convention pour atteindre un but si salutaire, et elles ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Français, le lieutenant-général comte Horace Sébastiani, grand'croix de l'Ordre de la Légion-d'Honneur, membre de la Chambre des Députés des départemens et ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères:

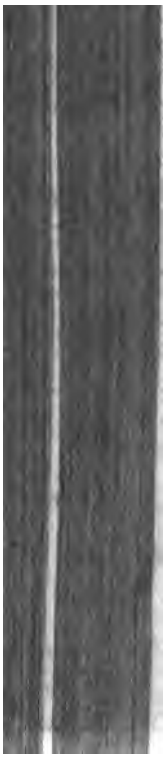
Et S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable vicomte Granville, pair du Parlement, membre du conseil privé, chevalier grand'croix du très-honorable Ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à la cour de France;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne forme, ont signé les articles suivans:

Art. I. Le droit de visite réciproque pourra être exercé à bord des navires de l'une et de l'autre nation, mais seulement dans les parages ci-après indiqués, savoir:

1. Le long de la côte occidentale d'Afrique, depuis le cap Vert, jusqu'à la distance de dix degrés au sud de l'équateur, c'est-à-dire, du dixième degré de latitude méridionale au quinzième degré de latitude septentrionale, jusqu'au trentième degré de longitude occidentale, à partir du méridien de Paris;

2. Tout autour de l'île de Madagascar, dans une



une plus grande distance de la côte.

Art. II. Le droit de visiter les n
merce de l'une et l'autre nation, dans
dessus indiqués, ne pourra être exer
bâtimens de guerre dont les comman
grade de capitaine, ou au moins celu
de vaisseau.

Art. III. Le nombre des bâtimen
ce droit sera fixé, chaque année, par
spéciale: il pourra n'être pas le même
l'autre nation; mais dans aucun cas
croiseurs de l'une ne devra être de plu
celui des croiseurs de l'autre.

Art. IV. Les noms des bâtimen
leurs commandans seront communiqu
des gouvernemens contractans à l'aut
donné réciproquement avis de toutes
qui pourront survenir parmi les croise

Art. V. Des instructions seront
rêtées en commun par les deux gouve
les croiseurs de l'une et de l'autre n
vront se prêter une mutuelle assistan
les circonstances où il pourra être uti
sent de concert. Des bâtimens de gu
quement autorisés à exercer la visite,
d'une autorisation spéciale de chacun
vernemens.

Art. VI. Toutes les fois qu'un
aura poursuivi et atteindra comme sus

lieu qu'en vertu desdits ordres; ces formalités étant 1831
remplies, le navire sera libre de continuer sa route.

ART. VII. Les navires capturés pour s'être livrés à la traite ou comme soupçonnés d'être armés pour cet infâme trafic seront, ainsi que leurs équipages, remis sans délai à la juridiction de la nation à laquelle ils appartiendront. Il est d'ailleurs bien entendu qu'ils seront jugés d'après les lois en vigueur dans leurs pays respectifs.

ART. VIII. Dans aucun cas, le droit de visite réciproque ne pourra s'exercer à bord des bâtimens de guerre de l'une ou l'autre nation. Les deux gouvernemens conviendront d'un signal spécial, dont les seuls croiseurs investis de ce droit devront être pourvus, et dont il ne sera donné connaissance à aucun autre bâtiment étranger à la croisière.

ART. IX. Les hautes parties contractantes au présent traité sont d'accord pour inviter les autres puissances maritimes à y accéder dans le plus bref délai possible.

ART. X. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1831.

GRANVILLE, HORACE SÉBASTIANI.

69.

Convention supplémentaire conclue, à Paris, entre la France et la Grande-Bretagne, le 22 Mars 1833, relativement à la répression du crime de la traite des noirs.

(*Journal des Débats* 1831. 31 *Août. Bulletin des lois* 1833. 31 *Août*).

S. M. le Roi des Français et S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant reconnu la nécessité de développer quelques unes des

1831 clauses contenues dans la convention signée entre LL. MM., le 30 Novembre 1831, relativement à la répression du crime de la traite des noirs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet; savoir:

S. M. le Roi des Français,

M. Charles-Léonce-Achille-Victor, duc de Broglie, pair de France, chevalier de l'Ordre royal de la Légion d'Honneur, ministre et sécretaire d'Etat au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Le très-honorable Granville, vicomte Granville pair du royaume-uni, chevalier grand'croix du très-honorable Ordre du Bain, membre du conseil privé de Sa Majesté Britannique, et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la cour de France;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Toutes les fois qu'un bâtiment de commerce naviguant sous le pavillon de l'une des deux nations aura été arrêté par les croiseurs de l'autre, dûment autorisés à cet effet, conformément aux dispositions de la convention du 30 Novembre 1831, ce bâtiment, ainsi que le capitaine et l'équipage, la cargaison et les esclaves qui pourront se trouver à bord, seront conduits dans tel port que les deux parties contractantes auront respectivement désigné, pour qu'il y soit procédé à leur égard suivant les lois de chaque Etat; et la remise en sera faite aux autorités préposées dans ce but par les gouvernemens respectifs. Lorsque le commandant du croiseur ne croira pas devoir se charger lui-même de la conduite et de la remise du navire arrêté, il ne pourra en confier le soin à un officier d'un rang inférieur à celui de lieutenant dans la marine militaire.

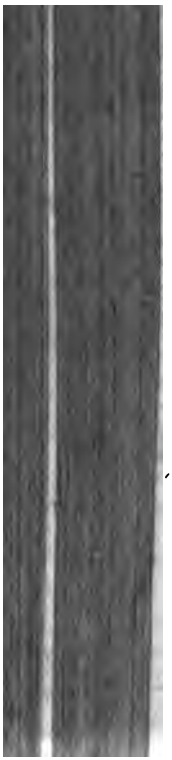
Art. II. Les croiseurs des deux nations autorisés à exercer le droit de visite et d'arrestation, en exécution de la convention du 30 Novembre 1831, se conformeront exactement, en ce qui concerne les formalités de la visite et de l'arrestation, ainsi que les mesures à prendre pour la remise à la juridiction respective des bâtimens soupçonnés de se livrer à la traite, aux instructions jointes à la présente conven-

tion, et qui seront censées en faire partie intégrante. 1831
Les deux hautes parties contractantes se réservent d'apporter à ces instructions, d'un commun accord, les modifications que les circonstances pourraient rendre nécessaires.

ART. III. Il demeure expressément entendu que, si le commandant d'un croiseur d'une des deux nations avait lieu de soupçonner qu'un navire marchand naviguant sous le convoi ou en compagnie d'un bâtiment de guerre de l'autre nation, s'est livré à la traite ou a été armé pour ce trafic, il devra communiquer ses soupçons au commandant du convoi ou du bâtiment de guerre, lequel procèdera seul à la visite du navire suspect; et, dans le cas où celui-ci reconnaîtrait que les soupçons sont fondés, il fera conduire le navire, ainsi que le capitaine et l'équipage, la cargaison et les esclaves qui pourront se trouver à bord, dans un port de sa nation, à l'effet d'être procédé à leur égard conformément aux lois respectives.

ART. IV. Dès qu'un bâtiment de commerce, arrêté et renvoyé par-devers les tribunaux, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, arrivera dans l'un des ports respectivement désignés, le commandant du croiseur qui en aura opéré l'arrestation, ou l'officier chargé de sa conduite, remettra aux autorités préposées à cet effet une expédition, signée par lui, de tous les inventaires, procès-verbaux et autres documens spécifiés dans les instructions jointes à la présente convention; et lesdites autorités procèderont en conséquence à la visite du bâtiment arrêté et de sa cargaison, ainsi qu'à l'inspection de son équipage et des esclaves qui pourront se trouver à bord, après avoir préalablement donné avis du moment de cette visite et de cette inspection au commandant du croiseur ou à l'officier qui aura amené le navire, afin qu'il puisse y assister ou s'y faire représenter. Il sera dressé de ces opérations un procès-verbal en double original, qui devra être signé par les personnes qui auront procédé ou assisté, et l'un de ces originaux sera délivré au commandant du croiseur ou à l'officier qui aura été chargé de la conduite du bâtiment arrêté.

ART. V. Il sera procédé immédiatement devant les tribunaux compétens des Etats respectifs, et sui-



cas de confiscation; une portion du pr
vente desdits navires et de leurs carga
à la disposition du gouvernement du p
partiendra le bâtiment capteur, pour
par ses soins entre les état-major et
bâtiment; cette portion, aussi long-tem
indiquée ci-après pourra se concilier
tion des deux Etats, sera de soixante-
du produit net de la vente.

ART. VI. Tout bâtiment de comm
nations, visité et arrêté en vertu de
du 30 Novembre 1831 et des dispositi
sera présumé de plein droit, à moins
traire, s'être livré à la traite des noir
armé pour ce trafic, si, dans l'installat
ment ou à bord dudit navire, il s'e
des objets ci-après spécifiés, savoir:

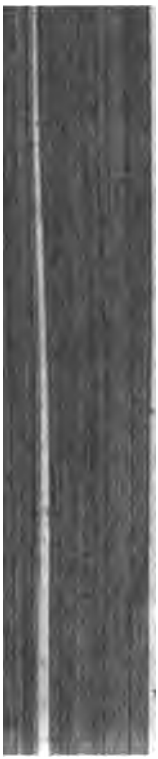
1. Des écoutilles en treillis et no
entières, comme les portent ordinaire
mens de commerce; 2. un plus gra
compartimens dans l'entre-pont ou sur
n'est d'usage pour les bâtimens de con
planches en réserve actuellement dispo
objet, ou propres à établir de suite un
ou un pont volant, ou un pont dit à e
chaines, des colliers de fer, des menotte
grande provision d'eau que n'exigent
l'équipage d'un bâtiment marchand; 6
superflue de barriques à eau, ou autres

e de gamelles ou de bidons que l'usage d'un bâti- 1831
ent marchand n'en exige; 8. deux ou plusieurs
audières en cuivre, ou même une seule évidem-
ent plus grande que ne l'exigent les besoins de
équipage d'un bâtiment marchand; 9. enfin une
antité de riz, de farine, de manioc du Brésil ou
cassade, de maïs ou de blé des Indes, au delà des
soins probables de l'équipage, et qui ne serait pas
rtée sur le manifeste comme faisant partie du char-
ment commercial du navire.

ART. VII. Il ne sera, dans aucun cas, accordé dédommagement, soit au capitaine, soit à l'arma-
r, soit à tout autre personne intéressée dans l'ar-
ment ou dans le chargement d'un bâtiment de com-
rce qui aura été trouvé muni d'un des objets spé-
iés dans l'article précédent, alors même que les tri-
naux viendraient à ne prononcer aucune condamna-
n en conséquence de son arrestation.

ART. VIII. Lorsqu'un bâtiment de commerce de
ne ou de l'autre des deux nations aura été visité
arrêté indûment, ou sans motif suffisant de suspi-
on, ou lorsque la visite et l'arrestation auront été
compagnées d'abus ou de vexations, le commandant
croiseur ou l'officier qui aura abordé ledit navire,
enfin celui à qui la conduite en aura été confiée,
ra, suivant les circonstances, passible de dommages
intérêts envers le capitaine, l'armateur et les char-
urs. Ces dommages et intérêts pourront être pro-
ncés par le tribunal devant lequel aura été inscrite
procédure contre le navire arrêté, son capitaine,
n équipage et sa cargaison; et le gouvernement du
ys auquel appartiendra l'officier qui aura donné lieu
cette condamnation paiera le montant desdits dom-
ages et intérêts dans le délai d'un an à partir du
ur du jugement.

ART. IX. Lorsque dans la visite ou l'arrestation
un bâtiment de commerce, opérée en vertu des
spositions de la convention du 30 Novembre 1831
de la présente convention, il aura été commis
elque abus ou vexation, mais que le navire n'aura
s été livré à la juridiction de sa nation, le capi-
ine devra faire la déclaration sous serment des abus
vexation dont il aura à se plaindre, ainsi que des
mmages et intérêts auxquels il prétendra, devant



vernement à l'appui de la demande e
intérêts qu'il croira devoir former. I
que, si un cas de force majeure empêch
de faire sa déclaration, celle-ci pourra
l'armateur ou par tout autre personne i
l'armement ou dans le chargement du n
transmission officielle d'une expéditio
verbal ci-dessus mentionné, par l'inte
ambassades respectives, le gouverne
auquel appartiendra l'officier à qui des a
tions seront imputés, fera immédiate
à une enquête, et si la validité de la
connue, il fera payer au capitaine, à l'a
tout autre personne intéressée dans l'ar
chargement du navire molesté, le mon
mages et intérêts qui lui seront dus.

ART. X. Les deux gouvernemens
se communiquer respectivement, sans
leur simple demande, des copies de t
cédures, intentées et de tous les jugeme
relativement à des bâtimens visités o
exécution des dispositions de la conv
Novembre 1831 et de la présente conve

ART. XI. Les deux gouvernemen
d'assurer la liberté immédiate de tous le
seront trouvés à bord des bâtimens visit
en vertu des clauses de la convention
dessus mentionnée et de la présente co

es conviennent que, toutes les fois qu'un bâtiment 1831
rrêté, sous la prévention de traite, par les croiseurs,
n exécution de la convention du 30 Novembre 1831
t de la présente convention supplémentaire, aura
té mis à la disposition des gouvernemens respectifs,
n vertu d'un arrêt de confiscation émané des tribu-
aux compétens, à l'effet d'être vendu, ledit navire,
réalablement à toute opération de vente, sera démoli
n totalité ou en partie, si sa construction ou son
stallation particulière donne lieu de craindre qu'il ne
uisse de nouveau servir à la traite des noirs ou à
ut autre objet illicite.

Art. XIII. La présente convention sera ratifiée,
t les ratifications en seront échangées à Paris dans
délai d'un mois ou plus tôt, si faire se peut: en
i de quoi les plénipotentiaires ci-dessus nommés
nt signé la présente convention en double original
t y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 22 Mars 1833.

V. Broglie. Granville.

Annexe à la Convention supplémentaire relative à la répression de la traite des Noirs, en date du 22 Mars 1833.

Art. I. Toutes les fois qu'un bâtiment de commerce de l'une des deux nations sera visité par un croiseur de l'autre, l'officier commandant le croiseur exhibera au capitaine de ce navire les ordres spéciaux qui lui confèrent le droit exceptionnel de visite, et lui remettra un certificat signé de lui indiquant son rang dans la marine militaire de son pays ainsi que le nom du vaisseau qu'il commande, et attestant que le seul but de la visite est de s'assurer si le bâtiment se livre à la traite des noirs ou s'il est armé pour ce trafic. Lorsque la visite devra être faite par un officier du croiseur autre que celui qui le commande, cet officier ne pourra être d'un rang inférieur à celui de lieutenant de la marine militaire, et, dans ce cas, ledit officier exhibera au capitaine du navire marchand une copie des ordres spéciaux ci-dessus mentionnés, signée par le commandant du croiseur, et lui remettra de même un certificat signé de lui, indiquant le rang

1831 qu'il occupe dans la marine, le nom du commandant par les ordres duquel il agit, celui du croiseur auquel il appartient et le but de la visite, ainsi qu'il est dit ci-dessus. S'il est constaté par la visite que les expéditions du navire sont régulières et ses opérations licites, l'officier mentionnera sur le journal du bord que la visite n'a eu lieu qu'en vertu des ordres spéciaux ci-dessus mentionnés, et le navire sera libre de continuer sa route.

ART. II. Si, d'après le résultat de la visite, l'officier commandant le croiseur juge qu'il y a des motifs suffisans de supposer que le navire se livre à la traite des noirs, ou qu'il a été équipé ou armé pour ce trafic, et s'il se décide en conséquence à l'arrêter et à le faire remettre à la juridiction respective, il fera dresser sur-le-champ en double original, inventaire de tous les papiers trouvés à bord, et signera cet inventaire sur les deux originaux, en ajoutant à son nom son rang dans la marine militaire, ainsi que le nom du bâtiment qu'il commande. Il dressera et signera de la même manière, en double original, un procès-verbal énonçant l'époque et le lieu de l'arrestation, le nom du bâtiment, celui de son capitaine et ceux des hommes de son équipage, ainsi que le nombre et l'état corporel des esclaves trouvés à bord; ce procès-verbal devra en outre contenir une description exacte de l'état du navire et de sa cargaison.

ART. III. Le commandant du croiseur conduira ou enverra sans délai le bâtiment arrêté, ainsi que son capitaine, son équipage, sa cargaison, et les esclaves trouvés à bord, à l'un des ports ci-après spécifiés, pour qu'il soit procédé à leur égard conformément aux lois respectives de chaque Etat, et il en fera la remise aux autorités compétentes, ou aux personnes qui auront été spécialement préposées à cet effet par les gouvernemens respectifs.

ART. IV. Nul ne devra être distrait du bord du navire arrêté; et il ne séra enlevé non plus aucune partie de la cargaison ou des esclaves trouvés à bord, jusqu'à ce que le navire ait été remis aux autorités de sa propre nation, excepté dans le cas où la translation de la totalité ou d'une partie de l'équipage ou des esclaves trouvés à bord serait jugée nécessaire, soit pour conserver leur vie, ou par tout autre considéra-

d'humanité, soit pour la sûreté de ceux qui se- 1831.
: chargés de la conduite du navire après son arre-
on. Dans ce cas, le commandant du croiseur, ou
icier chargé de la conduite du bâtiment arrêté, dres-
de ladite translation un procès-verbal dans lequel
n énoncera les motifs, et les capitaines, matelots,
agers ou esclaves, ainsi transbordés, seront con-
s dans le même port que le navire; et sa cargai-
, et la remise, ainsi que la réception, auront lieu
a même manière que celles du navire, conformé-
t aux dispositions ci-après énoncées.

ART. V. Tous les navires français qui seront
tés par les croiseurs de S. M. B. de la station
Frique seront conduits et remis à la juridiction fran-
à Gorée. Tous les navires français qui seront
tés par la station britannique des Indes Occidenta-
seront conduits et remis à la juridiction française
a Martinique. Tous les navires français qui seront
tés par la station britannique de Madagascar, se-
conduits et remis à la juridiction française à l'île
Bourbon. Tous les bâtimens français qui seront
tés par la station britannique du Brésil, seront
uits et remis à la juridiction française à Cayenne.

Tous les navires britanniques qui seront arrêtés
des croiseurs de S. M. le Roi des Français de la
ion d'Afrique seront conduits et remis à la juri-
ion de S. M. B. à Bathurst dans la rivière de Gam-

Tous les bâtimens britanniques arrêtés par la
on française des Indes-Occidentales seront con-
s et remis à la juridiction britannique à Port-Royal
s la Jamaïque. Tous les navires britanniques ar-
s par la station française de Madagascar seront
uits et remis à la juridiction britannique au cap
Bonne-Espérance. Tous les navires britanniques
tés par la station française du Brésil seront con-
s et remis à la juridiction britannique à la colonie
Démérary.

ART. VI. Dès qu'un bâtiment marchand, qui aura
arrêté, comme il a été dit ci-dessus, arrivera dans
des ports ou des lieux ci-dessus désignés, le com-
ndant du croiseur, ou l'officier chargé de la con-
e du navire arrêté, remettra immédiatement aux
rités dûment préposées à cet effet par les gouver-
ens respectifs le navire et sa cargaison, ainsi que

1831 le capitaine, l'équipage, les passagers et les esclaves trouvés à bord, comme aussi les papiers saisis à bord, et l'un des deux exemplaires de l'inventaire desdits papiers, l'autre devant demeurer en sa possession. Ledit officier remettra en même temps à ces autorités un exemplaire du procès-verbal ci-dessus mentionné; et il y ajoutera un rapport sur les changemens qui pourraient avoir eu lieu depuis le moment de l'arrestation jusqu'à celui de la remise, ainsi qu'une copie du rapport des transbordemens qui ont pu avoir lieu, ainsi qu'il a été prévu ci-dessus. En remettant ces diverses pièces, l'officier en attestera la sincérité sous serment et par écrit.

ART. VII. Si le commandant d'un croiseur d'une des hautes parties contractantes, dûment pourvu des instructions spéciales ci-dessus mentionnées a lieu de soupçonner qu'un navire de commerce naviguant sous le convoi ou en compagnie d'un vaisseau de guerre de l'autre partie, se livre à la traite des noirs, ou a été équipé pour ce trafic, il devra se borner à communiquer ses soupçons au commandant du convoi ou du vaisseau de guerre, et laisser à celui-ci le soin de procéder seul à la visite du navire suspect, et de le placer, s'il y a lieu, sous la main de la justice de son pays.

ART. VIII. Les croiseurs des deux nations se conformeront exactement à la teneur des présentes instructions, qui servent de développement aux dispositions de la convention principale du 30 Novembre 1831, ainsi que de la convention à laquelle elles sont annexées.

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus conformément à l'article II. de la convention signée entre eux sous la date de ce jour 22 Mars 1833, que les instructions qui précèdent seront annexées à ladite convention pour en faire partie intégrante.

Paris, le 22 Mars 1833.

V. BROGLIE. GRANVILLE.

70.

Traité entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic concernant l'accession des enclaves brunsvicoises au système des contributions indirectes Hanovrien, signé à Hanovre le 9 Décembre 1831.

1831

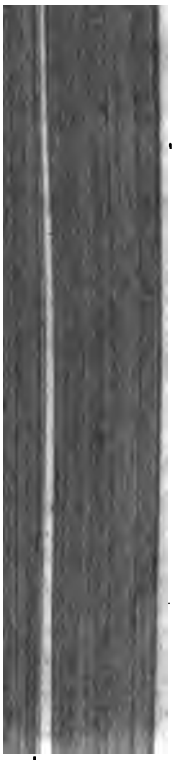
(*Verordnungs-Sammlung für die Herzoglich-Braunschweigschen Lande.* 1831. Nr. 28. p. 183).

Nachdem mittelst der, zwischen Seiner Majestät, dem Könige von Grofsbritannien, Irland und Hannover und Seiner Herzoglichen Durchlaucht, dem Herzoge von Braunschweig-Lüneburg, am 7ten October dieses Jahrs zu Hannover abgeschlossenen und beiderseits ratifizirten Präliminar-Konvention bestimmt worden, dafs die zum Herzogthume Braunschweig gehörenden, innerhalb des Königreichs Hannover belegenen Gebietstheile, so wie die in der Stadt Goslar und deren Feldmark belegenen Kommunion-Besitzungen, in das in dem Königreiche Hannover bestehende Gränz-Zoll- und indirekte Steuersystem aufgenommen, und die zu diesem Zwecke erforderlichen nähern Verabredungen unverzüglich getroffen werden sollen; so haben die unterzeichneten, zu den Unterhandlungen Bevollmächtigten, nämlich:

für das Königreich Hannover der Königlich-Hannoversche Ober-Steuer-Rath Georg Friedrich Hieronymus Domnes, Ritter des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens,

so wie der Königlich-Hannoversche Ober-Zoll-Rath Heinrich Ludwig Meineke, Ritter des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens, und

für das Herzogthum Braunschweig der Herzoglich-Braunschweigische Ober-Legations-Rath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Kommandeur des Kurfürstlich-Hessischen Hausordens vom goldnen Löwen, Ritter des Königlich-Sächsischen



wie solches durch die in der Anlage
Königlich-Hannoverschen Verordnunge
machungen begründet ist, oder durch s
Hannoversche Verordnungen noch bes
möchte, vom 1sten Januar 1832 an, u

I. Das zum Herzogl. Braunschweig
Distrikt gehörige Kreis-Gericht Thedi

II. die im Fürstenthum Hildesh
Enklaven,

1. Bodenburg und Oestrum, Herzogl.
schen Kreis-Amts Gandersheim,
2. Oelsburg, Herzogl. Braunschwei
Amts Salder,
3. Ostharingen, Herzogl. Braunschwe
Amts Lutter am Barenberge;

III. die sämmtlichen Enklaven in
der Stadt Goslar, respektive Herzogl.
schen Kreis-Amts Harzburg und Krei
am Barenberge;

IV. das in der Stadt Goslar bel
Frankenberg, sammt Zubehör, Herzogl.
schen Kreis-Amts Harzburg. Auch si

V. die beiderseitigen Staats-Regi
übereingekommen, dafs die in der Sta
in deren Feldmark befindlichen Kon
sitzungen, als

1. in der Stadt
das Zehntgebäude und der Vitriol
2. in der Feldmark

nannten Besitzungen in dem Königl. Hannoverschen 1831
ll- und Steuer-Verband eine angemessene Geld-
ergütung in die Herzogl. Braunschweigsche Kasse
leisten.

§. 3. Die einzuführenden Königlich-Hannover-
ien Abgaben sind theils allgemeine, theils besondere.
Zu den ersteren gehören:

1. der Gränz-, Ein-, Durch- und Ausgangszoll,
2. die Steuer vom inländischen Branntewein,
3. - - - - Bier,
4. - Salzsteuer, unter den im §. 5. bestimmten
difikationen,
5. die sämmtlichen Eingangssteuern.

Aufser vorstehenden allgemeinen Abgaben wird
r noch besonders und zwar nur in den unter III.
und V. des §. 1. bezeichneten Herzogl. Braun-
weigschen und Kommunion-Besitzungen, der Mahl-
d Schlacht-Lizent, wie solcher bereits in der Stadt
slar und deren Feldmark besteht, eingeführt.

Die wegen aller vorbenannten Abgaben bestehen-
n, oder ferner zu erlassenden Königl. Hannover-
hen Verordnungen, sollen in den, dem Königl. Han-
verschen Zoll- und indirekten Steuer-Systeme zu
terwerfenden Herzogl. Braunschweigschen und Kom-
nion-Gebietstheilen dieselbe Kraft, wie im Kö-
reiche Hannover haben, und werden in den Her-
l. Braunschweigschen Gebietstheilen von der Her-
l. Braunschweigschen Staats-Regierung allein, in
Kommunion-Besitzungen aber auf herkömmliche
ise von der Königl. Hannoverschen und Herzogl.
unschweigschen Staats-Regierung publizirt.

§. 4. Beide Staats-Regierungen sind dahin über-
ekommen, dafs mit Ausnahme der zu Theding-
en bereits vorhandenen Branntweinbrennerei, in
er der den Gegenstand dieses Vertrags ausmachen-
Herzogl. Braunschweigschen und Kommunion-
itzungen, vor dem Ablaufe des Jahres 1834 Brannte-
inbrennereien angelegt und in Betrieb gesetzt werden.

§. 5. Wegen des Salzes, dessen Einführung, Ver-
abung, Debits und Konsumtion, ist folgende Ver-
edung getroffen:

1. Die Herzogl. Braunschweigschen Enklaven Bo-
lburg mit Oestrum, Oelsburg und Ostharingen, so
e die in der Stadt Goslar und in deren Feldmark

1831 belegenen Herzogl. Braunschweigschen und Kommunion-Enklaven haben das benöthigte Salz entweder von der Kommunion-Saline Liebenhalle und Julianshalle oder von einer der sonstigen im Fürstenthume Hildesheim belegenen Salinen, und zwar stets versteuert zu beziehen.

2. In Ansehung des Kreis-Gerichts Thedinghausen, ist der Herzogl. Braunschweigschen Staats-Regierung vorbehalten, alljährlich eine Quantität fremden Salzes für eigene Rechnung ankaufen, unter Beobachtung der überhaupt wegen des Waaren-Eingangs durch die Königl. Hannoverschen Gesetze vorgeschriebenen Kontrole-Maafsregeln, von der Weser ab in den Flecken Thedinghausen einführen, und aus einer dort zu etablirenden Salz-Niederlage, deren Verwaltung dem Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Einnehmer daselbst gegen eine annoch zu bestimmende Vergütung übertragen werden soll, an die Eingesessenen des Kreis-Gerichts Thedinghausen gegen einen Herzogl. Braunschweigscher Seits festzusetzenden Preis und ohne dafs weder die Königl. Hannoversche Salzsteuer, noch der Gränzzoll dafür erlegt zu werden braucht, debitiren zu lassen.

Die solchergestalt alljährlich einzuführende und zu debitirende Quantität fremden Salzes ist in der Maafse auf das Salzbedürfnifs im Kreis-Gerichte Thedinghausen beschränkt, dafs dieses für jeden Kopf, mit Einschlufs des für verschiedene Gewerbe, so wie der Viehzucht wegen erforderlichen Salzes, auf 16 Pfund Köllnischen Gewichts bestimmt ist.

Der Herzogl. Braunschweigschen Staats-Regierung bleiben auch diejenigen Anordnungen allein überlassen, welche nöthig sind, um einem jeden Eingesessenen des Kreis-Gerichts Thedinghausen die ihm bestimmte jährliche Salz-Portion von 16 Pfund zu sichern.

Sollte sich von dem, vorstehenden Bestimmungen nach, für ein Jahr eingeführten und in der Niederlage zu Thedinghausen gelagerten Salze am Schlusse des Jahres noch ein Niederlage-Bestand finden, so ist solcher als ein Theil der für das nächste Jahr erforderlichen und zulässigen Quantität zu betrachten.

Würde dagegen im Laufe eines Jahres mehr als 16 Pfund pro Kopf an Salz im Kreis-Gerichte The-

nghausen verbraucht, so darf der Mehrbedarf nur 1831
s den im Königreiche Hannover für inländisches
lz etablirten Salz-Niederlagen, gegen Entrichtung
s bei solchen bestehenden Preises und der Hanno-
rschen Salzsteuer, entnommen werden.

3. Mit Ausnahme des unter Nr. 2. von der Her-
glich-Braunschweigschen Staats-Regierung gemach-
n Vorbehalts, finden sowohl auf das Kreis-Gericht
iedinghausen, als auch auf alle unter Nr. 1. namhaft
machten Gebietstheile, das im Königreiche Hanno-
r bestehende Verbot der Ein- und Durchfuhr von
derem als Hannoverschem Salze und die deshalb vor-
ndenen und ferner zu erlassenden Straf-Bestim-
ungen volle Anwendung.

§. 6. Für die bei Ausführung dieses Vertrags
nerhalb der Herzogl. Braunschweigschen und Kom-
mion-Besitzungen vorräthigen Gegenstände soll die
rch die Königl. Hannoverschen Tarife bestimmte
bgabe, unter den im folgenden § enthaltenen Modi-
cationen nacherhoben werden.

§. 7. 1. Die Nachentrichtung findet hinsichtlich
s Zolls überall nicht statt, beschränkt sich viel-
hr ausschliefslich auf die Steuern, und sind auch
evon die Bewohner des Klosters Frankenberg und
s Kommunion-Zehnt-Gebäudes zu Goslar aus Rück-
ht auf deren bisherige Steuer-Verhältnisse aus-
nommen.

2. Zur Nachversteuerung werden nur gezogen:
olonial-, Material- und Manufaktur-Waaren, Le-
r, Eisen, sofern nicht erwiesen werden kann, dafs
sselbe Hannoverschen oder Braunschweigschen Ur-
rungs ist, Taback, Wein, Branntewein und son-
ge Spirituosen und Salz, letzteres jedoch nur im
reis-Gerichte Thedinghausen, und zwar nach dem-
nigen Steuersatze, welcher für das Hannoversche
lz zu 9 Ggr. pro 100 Pfund bestimmt ist.

3. Der Korn- und Kartoffeln-Branntewein, mag
rselbe in- oder ausländischen Ursprungs sein, soll
it einer Nachsteuer von nur 2 Ggr. für 1 Stübgen
ler 4 Quartier belegt werden.

4. Alle Diejenigen, welche mit den unter Nr. 2.
mentlich aufgeführten Gegenständen Handel treiben,
llen dafür die Nachsteuer ohne Freilassung irgend
ner Quantität entrichten.

1831 Anderen Personen aber, welche diese Artikel nur zu ihrem häuslichen Bedarfe besitzen, sollen Vorräthe und zwar von nicht mehr als für jede Haushaltung überhaupt:

an Kolonial-Waaren fünf Pfund,
- Manufaktur-Waaren drei Pfund,
- Leder fünf und zwanzig Pfund,
- Taback zwei Pfund,
- Wein ¼ Anker oder zehn Bouteillen,
- Korn- oder Kartoffelnbranntewein ¼ Anker oder zehn Bouteillen,
- Franzbranntewein, Rum, Arak und Liqueur ⅛ Anker oder fünf Bouteillen,
- Salz zwei Pfund,

freigelassen werden, so dafs nur das Mehrere zu versteuern ist.

Beim Eisen findet die Freilassung einer gewissen Quantität überall nicht statt.

§. 8. Die der Nachversteuerung unterworfenen Gegenstände sind, bei Vermeidung der im §. 11. angedrohten Strafen, binnen 48 Stunden nach Einführung des Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Systems, der Königl. Hannoverschen Steuer-Rezeptur, ohne einigen Mangel, schriftlich anzuzeigen.

Nur diejenigen sind von dieser Anmeldung ausgenommen, welche mehr nicht, als die nach dem vorhergehenden § frei zu lassende Quantität, in Vorrath haben.

§. 9. Auf den Grund der eingereichten Deklarationen haben die Königl. Hannoverschen Steuer-Beamte die erforderlichen Revisionen ungesäumt vorzunehmen, und die Deklarationen nach befundener Richtigkeit zu attestiren.

Eigentliche Haussuchungen wegen der der Nachversteuerung unterworfenen Artikel dürfen indefs bei denjenigen Personen, welche einen Handel damit nicht treiben, nur in Fällen dringenden Verdachts, auch nicht anders, als unter Leitung der Orts-Obrigkeit, vorgenommen werden.

§. 10. Für ansehnliche Beträge an Nachsteuer sollen von der kompetenten Königl. Hannoverschen Steuer-Direktion monatliche Zahlungs-Termine, welche jedoch nicht über ein halbes Jahr hinausgehen dürfen, bewilligt werden.

Bei mäfsigen Kosten ist dagegen die Nachsteuer 1831
fort in die Königl. Hannoversche Steuer-Rezeptur
berichtigen.

§. 11. Diejenigen, welche die vorschriftsmäfsige
nmeldung ihrer steuerbaren Vorräthe gänzlich un-
rlassen, oder Deklarationen über die nachzuversteuern-
en Gegenstände abgegeben, deren Unrichtigkeit sich
ei der Revision ausweiset, so wie Diejenigen, welche
n irgend einem der vorstehenden Vergehen strafba-
n Antheil genommen haben, werden nach Maafs-
abe der auf sie anzuwendenden Bestimmungen der
§. 14, 15 und 20. der Königl. Hannoverschen Kon-
umtions- und Eingangssteuer-Verordnung vom 22sten
uli 1817 zur Bestrafung gezogen.

§. 12. Das Verfahren bei Kontraventionen gegen
e wegen der Nachsteuer in vorstehenden §§. enthal-
nen Bestimmungen soll sowohl für die Königl. Han-
overschen Steuer-Bedienten, wie auch für die rich-
erlichen Behörden dasselbe sein, welches in den
ächstfolgenden §§. näher bestimmt wird.

§. 13. Vorbehältlich weiterer, über gegenseitige
öglichste Sicherung der indirekten Abgaben baldigst
n treffender Verabredung, ist wegen Verfolgung, Un-
rsuchung und Bestrafung von Handlungen oder Un-
rlassungen, welche eine Verletzung oder Uebertre-
ng der für die, im §. 1. dieses Vertrages benannten
ebietstheile, anzunehmenden, bereits erlassenen oder
rnerhin zu erlassenden Königl. Hannoverschen Gränz-
oll- und Steuer-Verordnungen, Deklarationen und
ekanntmachungen enthalten, Folgendes festgesetzt:

1. Die in jenen Landestheilen entdeckten Kon-
aventionen werden nach Maafsgabe der in obigen
erordnungen u. s. w. enthaltenen Bestimmungen und
orschriften durch die Königl. Hannoverschen Zoll-
nd Steuer-Offizianten, unter Beobachtung der ange-
rdneten vorläufigen Sicherungs-Maafsregeln, verfolgt
nd angeklagt; auch die verkürzten Abgaben sammt
en Konfiskaten oder deren Geldwerth, den Strafgel-
ern und Kosten darnach wahrgenommen werden.

2. Nach eben jenen Bestimmungen und Vorschrif-
n geschieht die Bestrafung der Kontraventionen.

3. Die gerichtlichen Untersuchungen und Ent-
cheidungen in erster und weiterer Instanz, sind, wie-
ohl ohne Berücksichtigung eines etwaigen privile-

1831 girten persönlichen Gerichtsstandes, von denjenigen Gerichten respektive zu führen und abzugeben, welche nach den in den fraglichen Gebietstheilen bestehenden Rechtsgrundsätzen daselbst kompetent sind.

Namentlich sollen die Untersuchungen und Entscheidungen der in den Kommunion-Gebietstheilen entdeckten Kontraventionen in erster Instanz vor das Kommunion-Bergamt zu Goslar gehören.

4. Das gerichtliche Instruktions- und Exekutions-Verfahren richtet sich nach den Normen des summarischen Prozesses, welche von jenen kompetenten Gerichten und Behörden in Zoll- und Steuer-Kontraventions-Sachen nach den bei ihnen zur Anwendung kommenden prozessualischen Vorschriften zu beobachten sind. Auf allen Fall wird dieses Verfahren ein möglichst mündliches, schnelles und abgekürztes sein. Jedoch soll bei dem Kommunion-Berg-Amte zu Goslar in erster Instanz das nämliche Instruktions- und Exekutions-Verfahren wie bei den Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Gerichten statt finden.

5. Den gerichtlichen Untersuchungen und Entscheidungen wird alle Mal das im Königreiche Hannover in Zoll- und Steuer-Kontraventions-Sachen eingeführte Ermäfsigungs-Verfahren vorangehn, unter Beobachtung der in Beziehung auf dasselbe Königlich-Hannoverscher Seits bereits gegebenen oder noch zu erlassenden Bestimmungen.

Für selbiges sind, ohne alle subjektive oder objektive Ausnahme, ausschliefslich kompetent, in den Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheilen:

das betreffende Kreis-Amt oder Kreis-Gericht; in den Kommunion-Gebietstheilen: das Kommunion-Berg-Amt zu Goslar.

§. 14. 1. Die Gebühren und Sporteln bei den gerichtlichen Untersuchungen, Verfügungen und Entscheidungen werden in den Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheilen auf den Grund der daselbst bestehenden Taxen angesetzt werden.

Beim Kommunion-Berg-Amte zu Goslar unterliegen dieselben dagegen der im Königreiche Hannover geltenden Taxe.

Beim Ermäfsigungs-Verfahren kommen die Ansätze der Königl. Hannoverschen Taxe sowohl in den Herzogl. als in den Kommunion-Gebieten zur Anwendung.

2. Ein Gebrauch gestempelten Papiers findet beim 1831
Ermäfsigungs-Verfahren nicht statt.

Bei sonstigen Verhandlungen in Zoll- und Steuer-Kontraventionssachen wird der in den fraglichen Bezirken gesetzlich geltende Stempel, insoweit dessen Gebrauch überhaupt erforderlich ist, reservirt, und im Falle einer Verurtheilung des Angeklagten vom erkennenden Gerichte festgestellt, sodann aber für die betreffende Stempelsteuer-Kasse eingezogen und zu den Akten kassirt.

3. Strafminderungen oder Erlassungen, so wie Verwandlungen von Konfiskations- und Geldstrafen in sonstige Strafen, aus andern als gesetzlichen, der richterlichen Entscheidung unterliegenden Gründen, gehen ausschliefslich von den betreffenden Königlich-Hannoverschen Behörden aus.

4. Die konfiszirten Gegenstände oder der dafür erlegte Geldwerth, so wie die Geldstrafen, fliefsen, insoweit solche nicht den Denunzianten nach den Königl. Hannoverschen Gesetzen gebühren, nach Abzug der Kosten, durch die Königl. Hannoversche Kreis-Kasse respektive in die Herzogl. Braunschweigschen Kassen und in die Kommunion-Berg-Kasse.

§. 15. Die Erhebung, Kontrole und überhaupt die gesammte Verwaltung der an Hannover überlassenen Abgaben, wird in den im §. 1. bezeichneten Gebietstheilen von Königl. Hannoverscher Seite in eben der Maafse wie im Königreiche selbst in Ausführung gebracht werden.

Die desfallsigen Administrations-Kosten sind lediglich von den betreffenden Hannoverschen Kassen zu tragen.

Das Königl. Hannoversche Erhebungs- und Aufsichts-Personal wird, in so weit erforderlich, angewiesen werden, seinen Wohnsitz in jenen Territorien selbst zu nehmen. Da, wo solches Königl. Hannoverscher Seits nicht nöthig befunden wird, sind die einzelnen Gebietstheile anderen bereits bestehenden oder noch anzuordnenden Königl. Rezeptur- und Kontrole-Bezirken beizulegen.

Namentlich ressortiren die Anstellung, Beeidigung, Versetzung, Pensionirung, Entlassung, Suspension und Entsetzung der betreffenden Zoll- und Steuer-Offizianten lediglich von den Königl. Hannoverschen

1831 Behörden, gleich wie sie denselben in allen Dienstsachen ausschliefslich untergeben sind.

Der diesen Offizianten abzunehmende Dienst-Eid, soll in der Maafse normirt werden, dafs solcher in Beziehung auf die Abgabe-Pflichtigen, mögen diese Königl. Hannoversche oder Herzogl. Braunschweigsche Unterthanen sein, übereinstimmend lautet.

Von der in den Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheilen selbst geschehenen Anstellung der Offizianten und deren Beeidigung wird von der Königl. Hannoverschen an die Herzoglich-Braunschweigsche Staats-Regierung Mittheilung gemacht werden.

In andern als Dienstsachen haben diejenigen Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Offizianten, welche in den Herzogl. Braunschweigschen oder in den Kommunion-Distrikten wohnen, vor den dort kompetenten Behörden und Gerichten, daselbst bestehender Verfassung und geltenden Gesetzen gemäfs, Recht zu geben und zu nehmen.

§. 16. Es versteht sich indessen, dafs diese Offizianten in allen Disziplinarsachen ihres Amts ausschliefslich unter den betreffenden Königl. Hannoverschen Behörden stehen, und, wenn gleich dieselben auch in Fällen gemeiner Vergehen und Verbrechen von den respektiven in den Herzogl. Braunschweigschen und Kommunion-Gebietstheilen kompetenten Gerichten und Behörden nach dortiger Verfassung in Untersuchung zu ziehen und nach dasigen Gesetzen zu bestrafen sind, dieses doch bei allen Dienstvergehen und Verbrechen, welche sie sich in den Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheilen zu Schulden kommen lassen möchten, eine Ausnahme leidet, indem in Ansehung dieser die Untersuchung und Bestrafung den kompetenten Königl. Hannoverschen Gerichten und Behörden vorbehalten bleibt, und die Herzogl. Braunschweigsche Staats-Regierung in solchen Fällen auf Königl. Hannoversche Requisition alle Rechtswillfährigkeit überhaupt, und insbesondere auch hinsichtlich etwaiger Arrestationen, bezeigen lassen wird.

Auch bei vorkommenden gemeinen Vergehen und Verbrechen will die Herzogl. Braunschweigsche Staats-Regierung verfügen, dafs Verhaftungen Königl. Hannoverscher Zoll- und Steuer-Offizianten in jenen Gebietstheilen nicht ohne vorgängige, mit Bemerkung

ır Veranlassung verbundene Benachrichtigung der 1831
ichsten Königl. Hannoverschen Administrations-Be-
örde, unter welcher solche Offizianten zunächst ste-
en, vorgenommen werden sollen. Haftet indessen
if dem Verzuge Gefahr, so wird die Benachrichti-
ıng von der geschehenen Arretirung und ihrer Ver-
ılassung schleunigst nachgeholt werden, und die
erzogl. Ortsbehörden werden erforderlichen Falls
.cht aufschiebliche vorläufige Maafsregeln zur Siche-
ıng des Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-
ıteresses treffen, und davon der erwähnten Königl.
annoverschen Administrations-Behörde ebenfalls An-
ıige machen.

Uebrigens sollen die im Herzogl. Braunschweig-
hen Gebiete wohnenden Königl. Hannoverschen Offi-
anten nebst ihren bei ihnen wohnenden Familien
ıd Domestiken, den Herzogl. Braunschweigschen,
on einem etwaigen Grundbesitze nicht abhängigen,
taats-Abgaben und Lasten nicht unterworfen sein.

Eine Befreiung von Kommunal- und Parochial-
bgaben und Leistungen findet dagegen nicht statt.

§. 17. Wegen der Spielkarten sind beide Theile
ahin übereingekommen, dafs

1. die Königl. Hannoversche Staats-Regierung die
urchfuhr der zum Debit und Verbrauch innerhalb der
n §. 1. unter Nr. I-IV. bezeichneten Herzogl. Braun-
:hweigschen Gebietstheile erforderlichen Spielkarten,
ofern solche mit dem Herzogl. Braunschweigschen
.arten-Stempel belegt sind, zugestehet;

2. die für diese Gebietstheile angestellten Königl.
[annoverschen Zoll- und Steuer-Beamte, so viel als
ıunlich ist, auf Karten-Stempel-Kontraventionen
:hten, und

3. dafs überhaupt beide Staats-Regierungen in
llem Demjenigen, was die Verhütungen der Kontra-
entionen gegen den in beiden Staaten bestehenden
.arten-Stempel bezweckt, sich gegenseitig unter-
tützen wollen.

§. 18. Derjenige freie Verkehr, welcher inner-
alb der Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-
ränze in Folge gleicher Zölle und indirekter Steuern
wischen den verschiedenen Theilen des Königreichs
esteht, findet auch auf den im §. 1. bezeichneten Her-
ogl. Braunschweigschen und Kommunion-Territorien

1831 in das Königreich Hannover und umgekehrt volle Anwendung.

§. 19. In denjenigen einzelnen Fällen, wo die Herzogl. Braunschweigsche Staats-Regierung sich von der Nothwendigkeit überzeugt, den Einwohnern der im §. 1. bezeichneten Gebietstheile zu deren Unterstützung Baumaterialien, Feldfrüchte und Vieh aus dem Herzogthume Braunschweig zukommen zu lassen, sollen diese Gegenstände, insofern solche mit gehörigen Bescheinigungen begleitet sind, frei von Königl. Hannoverschen Zoll- und Eingangssteuern daselbst eingeführt werden.

§. 20. Die im Königreiche Hannover und im Herzogthume Braunschweig bestehenden Ausfuhrverbote bleiben auch in Beziehung auf die den Gegenstand dieses Vertrages ausmachenden Gebietstheile unverändert in Kraft.

§. 21. Die Dauer dieses Vertrags wird vorläufig in der Maafse vom 1sten Januar eintausend achthundert und zwei und dreifsig bis zum Ablaufe des Monats Juli eintausend achthundert und neun und dreifsig festgesetzt, dafs beiden Theilen vom Juli eintausend achthundert und acht und dreifsig an, eine einjährige Kündigung zusteht.

§. 22. Vorstehender Vertrag ist sofort zur Ertheilung der höchsten Ratifikationen vorzulegen und sollen die Ratifikations-Urkunden binnen 14 Tagen hieselbst ausgewechselt werden.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag in zwei gleichlautenden Ausfertigungen von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover den neunten Dezember Eintausend Achthundert Ein und Dreifsig.

Georg Fr. Hieron. Dommes. August Philipp Chr. Heinrich Ludwig Meineke. Theodor von Amsberg.

Anlage

zum 1. §. des Vertrages vom 9ten Dezember 1831.

I. *Zoll.*

1. Verordnung vom 9ten September 1825. Die veränderte Einrichtung des Zollwesens betreffend.

2. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Di-

rektion vom 22sten September 1825. Verschiedene Kontrole-Maafsregeln und andere, die veränderte Einrichtung des Zollwesens betreffende Gegenstände betr. 1831

3. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 13ten Febr. 1826. Die Verzollung des Leinengarns, der Leinewand und des transitirenden Getraides betreffend.

4. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 17ten April 1826. Die Ausstellung und Beglaubigung der Ursprungs-Zertifikate betreffend.

5. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 8ten Aug. 1828. Die Ablieferung der Zoll-Abfertigungen betreffend.

6. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 9ten September 1830. Die einstweilige Suspension des Eingangszolles vom Rocken betreffend.

7. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 21sten October 1830. Die Suspension des Eingangszolls von Salz, Waizen, Bohnen, Erbsen, Linsen, Wicken, Buchwaizen, Gerste und Hafer betr.

8. Verordnung vom 6ten Juli 1831. Die Veränderung des für rohe Häute zu erlegenden Zolles betr.

9. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 11ten Juli 1831. Die Veränderung des für rohe Häute zu erlegenden Zolles, insbesondere die Durchgangs-Zoll-Abgabe betreffend.

10. Instruktion der Königl. Ober-Zoll-Direktion für die Zoll-Offizianten vom 21sten October 1831. Ueber verschiedene Gegenstände in Beziehung auf die Königl. Verordnung vom 6ten Juli 1831, die Veränderung des für rohe Häute zu erlegenden Zolles betreffend, so wie in Beziehung auf die Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 11. desselben Monats, jene Veränderung, insbesondere die Durchgangs-Zollabgabe betreffend.

II. *Steuern.*

A. *Eingangs-Steuer.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

2. Verordnung vom 26sten Juli 1821. Die veränderte Einrichtung der Eingangs-Konsumtions-Steuer betreffend.

1831 3. Bekanntmachung des Königl. Ober-Steuer-Kollegii vom 30sten Juli 1821. Die Bezeichnung des im Königreiche fabrizirt werdenden Tabacks und Zichorien-Kaffees betreffend.

4. Verordnung vom 30sten Aug. 1822, unter Bezugnahme auf die das Verbot fremden Salzes betreffenden Verordnungen vom 14ten September 1814, 7ten October 1817 und 30sten Sept. 1818. Die Bestrafung der Defrauden mit fremdem Salze betreffend.

5. Verordnung vom 20sten Februar 1823. Die bei der Ein- und Durchfuhr fremder Spirituosen zu beobachtenden Formalitäten betreffend.

6. Verordnung vom 8ten Juli 1823. Die Einführung einer Eingangs-Steuer von dem in das Königreich einkommenden fremden Viehe betreffend.

7. Verordnung vom 6ten Juli 1831. Die Veränderung des Eingangs-Tarifs betreffend.

B. *Steuer vom inländischen Branntweine.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

2. Verordnung vom 29sten Aug. 1820. Die vom inländischen Branntweine zu erlegende Konsumtions-Steuer betreffend.

C. *Steuer vom inländischen Biere.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

2. Verordnung vom 19ten Juni 1827. Die Herabsetzung der Konsumtions-Steuer vom inländischen Biere betreffend.

D. *Mahl- und Schlacht-Lizent.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

2. Verordnung vom 30sten Juli 1831. Die in den Lizentorten zu erlegende Mahl- und Schlacht-Steuer betreffend.

E. *Steuer vom inländischen Salze.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

Aufser den in vorstehenden Verordnungen enthaltenen, das Zoll- und Steuer-Kontraventionsverfahren

betreffenden Bestimmungen, kommen beim Kommu- 1831
nion-Berg-Amte Goslar, so weit sie auf die Instruktion und Entscheidung in erster Instanz Bezug haben, noch zur Anwendung:

1. Die Verordnung vom 11ten Sept. 1820, zur Erläuterung des §. 193. der Verordnung vom 22sten Juli 1817 über die Konsumtions- und Eingangs-Steuern. Die in Steuer-Kontraventionssachen statt findenden Rechtsmittel betreffend.

2. Die Verordnung vom 20sten Dezember 1825 zur näheren Bestimmung des gerichtlichen Verfahrens in Steuer-Kontraventionssachen.

Von Gottes Gnaden, Wir Wilhelm, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w. Demnach Wir mit Seiner Majestät, dem Könige von Grofsbritannien und Irland, auch Könige von Hannover, unterm 9ten d. M. einen Vertrag über die nähern Verhältnisse haben verabreden lassen, unter welchen die durch die Artikel X und XI. mit Allerhöchstgedachter Majestät unterm 7ten October d. J. geschlossenen Präliminar-Handels-Konvention im Einverständnisse mit getreuer Landschaft, stipulirte Aufnahme der zum Herzogthume Braunschweig gehörenden, im Königreiche Hannover belegenen Gebietstheile, so wie der in der Stadt Goslar und deren Feldmark belegenen Kommunion-Besitzungen in das in dem Königreiche Hannover bestehende Gränz-Zoll- und indirekte Steuersystem ausgeführt werden soll, Wir auch diesen Vertrag unterm 15ten d. M. ratifizirt haben und nunmehr die darüber ausgestellten Urkunden gegenseitig ausgewechselt worden sind, so bringen Wir denselben, seinem ganzen Inhalte nach, hierdurch zur allgemeinen Kenntnifs, und haben sich sämmtliche Behörden und Unterthanen nach den darin enthaltenen Bestimmungen, auf das Genaueste zu achten.

Uebrigens sind die in der Anlage zum §. 1. des Vertrages bezeichneten Königl. Hannoverschen Gesetze, Verordnungen u. s. w., welche vom 1sten Januar kommenden Jahres an in den gedachten Enklaven und Kommunion-Besitzungen in Wirksamkeit treten, den betreffenden Gerichten und Administrativ-Behörden mitgetheilt und werden von diesen den betheiligten Unterthanen noch besonders bekannt gemacht werden.

1831 Urkundlich Unserer Unterschrift und beigedruckten Herzoglichen Staats-Kanzlei-Siegels.

Braunschweig, am 19ten Dezember 1831.

Auf Höchsten Spezial-Befehl.

Graf von Veltheim. von Schleinitz. F. Schulz.

71.

Déclaration réciproque de la Bavière et du Wurtemberg concernant le transport et la poursuite des criminels, publiée le 31 *Décembre* 1831.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern* 1832 Nr. 2.).

Ministerial-Erklärung.

Das Königlich-Baierische Staats-Ministerium des Königlichen Hauses und des Aeufsern erklärt, in Folge der zwischen der Königlich-Baierischen und der Königlich-Würtembergischen Staats-Regierung hinsichtlich des Transportes und der Verfolgung von Verbrechern und andern verdächtigen Personen an den beiderseitigen Gränzen, getroffenen Uebereinkunft, dafs

1. den im Königreiche Würtemberg zu Erhaltung der öffentlichen Sicherheit aufgestellten Personen gestattet sein solle, in Ausübung ihres Amtes ihren Weg durch das Königlich-Baierische Gebiet ohne Anfrage zu nehmen, wenn dieser kürzer oder sonst vortheilhafter, als die Umgehung der Gränze ist;
2. dafs denselben bei Streifzügen die Verfolgung von Verbrechern, oder als solche verdächtigen Personen von dem Königlich-Würtembergischen in das Königlich-Baierische Gebiet in dem Maafse erlaubt sei, dafs dieses nur in flagranti der Verfolgung geschehen dürfe, und die ergriffene Person sofort demjenigen Amte, wo sie arretirt

worden, zur Untersuchung und Bestrafung, oder 1831
auf den Fall, dafs deren Auslieferung nachher zugestanden werden sollte, zur einstweiligen Detention übergeben werde, dann

3. dafs die Bestimmung unter Ziffer 2. auch auf die Fälle, wo ein bereits arretirter oder zu transportirender Verdächtiger oder Verbrecher dem Landjäger etc. etc. auf das Königlich-Baierische Gebiet entspringt, in Anwendung zu kommen habe, mit dem Vorbehalte jedoch, dafs auch der entsprungene und im diesseitigen Gebiete wieder angehaltene Verhaftete nicht ohne weiters an das Königlich-Würtembergische Amt zurückgebracht, sondern dem diefsseitigen Amte, in dessen Bezirk er wieder festgenommen worden, zur Aufbewahrung übergeben werde, bis über seine wirkliche Auslieferung oder jenseitige Bestrafung verfügt wird.
4. Dafs die betreffenden, zur Erhaltung der öffentlichen Sicherheit aufgestellten Personen, auch bei ihren jenseits der Gränze vorgenommenen Handlungen sich nach den Bestimmungen der ihnen von ihrer Behörde gegebenen Dienst-Vorschriften zu achten haben, und für deren Beachtung nur der eigenen Regierung verantwortlich sein sollen, und übrigens
5. den beiden Königlichen Gouvernements frei stehen solle, diese Uebereinkunft wieder aufzukünden, was jedoch *sechs* Monate im Voraus geschehen mufs.

Dessen zur Urkunde hat das Königlich-Baierische taats-Ministerium des Königlichen Hauses und des eufsern gegenwärtige Erklärung, die gegen eine im inklange stehende des Königlich-Würtembergischen inisteriums der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt und beiderseits den betreffenden Behörden ur Richtschnur in vorkommenden Fällen eröffnet erden soll, ausgestellt und mit seinem Siegel berucken lassen.

So geschehen München, den 30. Dezember 1831.

Königl. Baier. Staats-Ministerium des Königl. Hauses und des Aeufsern.

Graf v. Armansperg.

Braun.

72.

1829 *Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre le royaume des Pays-Bas et la république de Colombie, conclu à Londres le 1er Mai 1829, et ratifié par le Roi des Pays-Bas le 10 Juin de la même année* *).

(*Staatsblad van het Koningrijk der Nederlanden.* 1829 Nr. 6.)

Naardien zich sedert eenigen tijd, handelsbetrekkingen gevormd hebben, tusschen het Koningrijk der Nederlanden en de landen der Republiek van Colombia, is het voor de handhaving en uitbreiding der wederzijdsche belangen nuttig geoordeeld, die betrekkingen door middel van een traktaat van vriendschap, scheepvaart en handel te bevestigen en te beschermen.

Met dit oogmerk hebben respectivelijk tot hunne gemagtigden benoemd,

te weten:

Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Mr. Anton Reinhard Falck, Kommandeur der Orde van den Nederlandschen Leeuw, en Hoogstdeszelfs Ambassadeur Extraordinaris en Plenipotentiaris bij het Hof van Groot-Brittanje,

en

de President-Bevrijder van de Republiek van Colombia, den Heer Joseph Fernandez Madrid, Extraordinaris Envoyé en Minister Plenipotentiaris bij Zijne Groot-Brittannische Majesteit; dewelke na zich over en weder hunne volmagten te hebben medegedeeld, de volgende artikelen vastgesteld hebben:

Art. I. Er zal eene altoosdurende, bestendige en opregte vriendschap zijn, tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en Hoogtsdeszelfs Staten en Onderdanen ter eenre, en de Regering en de ingezetenen van Colombia ter andere zijde.

*) Les deux articles Nr. 72. et 73. me sont parvenus si tard, que je n'ai pu les mettre à la place où ils auroient du se trouver dans l'ordre chronologique. Le Réd.

72.

Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre le royaume des Pays-Bas et la république de Colombie, conclu à Londres le 1er Mai 1829, et ratifié par le Roi des Pays-Bas le 10 Juin de la même année.

1829

(*Staatsblad van het Koningrijk der Nederlanden.* 1829 Nr. 6.)

Habiendose establecido algun tiempo ha relaciones mercantiles entre el Reyno de los Paises Bajos y los Territorios de la Republica de Colombia, se ha creido util para la seguridad y fomento de sus mutuos intereses que dichas relaciones sean confirmadas y protegidas por medio de un tratado de amistad, navegacion y comercio.

Con este objeto han nombrado sus respectivos Plenipotentiarios,

a saver:

Su Magestad el Rey de los Paises Bajos a Dr. Antonio Ricardo Falck, Comendador de la Real Orden del Leon Belgico, su Embajador Extraordinario y plenipotentiario cerca de Su Magestad Britanica.

y

el Presidente Libertador de la Republica de Colombia, al Sr. Jose Fernando Madrid, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotentiario cerca de Su Magestad Britanica, quienes, despues de haberse comunicado mutuamente sus plenos poderos, han concluido los articlos siguientes:

Art. I. Habra perpetua, firma y sincera amistad entre Su Magestad el Rey de los Paises Bajos, sus dominios y subditos, y el Gobierno y Pueblo de la Republica de Colombia.

1829 ART. II. Tusschen de bezittingen van Hoogstgedachte Zijne Majesteit in Europa en het grondgebied van Colombia, zal eene wederkeerige vrijheid van handel plaats hebben.

De inwoners der beide landen zullen zich vrij, en veilig met hunne schepen en ladingen naar alle zoodanige plaatsen, havenen en rivieren in gemelde bezittingen en grondgebied vermogen te begeven, als waar zulks aan andere vreemdelingen geoorloofd is, of zal worden; aldaar binnen te komen, te verblijven en te wonen; huizen en pakhuizen ten behoeve van hunnen handel te huren en te betrekken, en in het algemeen zullen zij wederkeerig de volledigste bescherming en veiligheid voor hun bedrijf genieten: met onderwerping echter aan de wetten en statuten der twee landen respectivelijk.

ART. III. In gelijker voege zullen de schepen van Oorlog der beide natien dezelfde vrijheid hebben, om onbelemmerd en veilig alle havenen, rivieren en plaatsen aan te doen, alwaar het binnenkomen aan de oorlogschepen van eenige andere natie geoorloofd is, of zal worden.

ART. IV. Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden vergunt aan de Republiek van Colombia, dat derzelver ingezetenen mede vrijheid van vaart en handel hebben zullen op alle Hoogstdeszelfs bezittingen buiten Europa, in gelijker voege, als volgens de algemeene beginselen van Hoogstdeszelfs koloniaal stelsel, aan eenige andere natie vergund is, of worden zal; wel verstaande, dat, zoo t' eeniger tijd, in dit opzigt, aan eene andere vreemde natie, ten gevolge van nieuwe vergunningen, ten behoeve van de Nederlandsche vaart en handel, grootere voorregten mogten worden toegekend, de burgers van Colombia bevoegd zullen zijn, om dezelfde voorregten voor zich in te roepen, zoodra hunne Regering in evenredige vergunningen ten behoeve van gezegde vaart en handel zal hebben bewilligd.

ART. V. De vergunning van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, in art. 4 omschreven, vindt plaats in de onderstelling, dat, wederkeerig, de schepen uit Hoogstdeszelfs kolonien, komende in de havens der Republiek een vrijen toegang hebben en,

ART. II. Habra entre los dominios de Su Ma- 1829
gestad el Rey de los Paises Bajos en Europa y los territorios de Colombia, una reciproca libertad de comercio.

Los subditos y ciúdadanos de los dos paises podran libre y seguramente ir con sus buques y cargamentos á todos aquellos parages, puertos y rios en los territorios y dominios antedichos á los quales se permite ó permitiere ir a otros estrangeros, entrar, permanecer y residir en ellos, alquilar y ocupar casas y almacenes para los objetos de su comercio y generalmente gozaran reciprocamente de la mas completa protecion y seguridad para su comercio, sujetos á las leyes y los estatutos de los dos paises respectivamente.

ART. III. De igual modo los buques de guerra de los dos naciones tendran la misma libertad para llegar franca y seguramente á todos los puertos, rios y lugares adonde se permite ó se permetiere entrar á los buques de guerra de otro nacion.

ART. 4. Su Magestad el Rey de los Paises Bajos concede á la Republica de Colombia que sus habitantes tengan tambien libertad de navegacion y comercio en todas sus posesiones situadas fuera de Europa, del mismo modo que, segun los principios generales de su sistema colonial, se permite ó se permitiere á qualquiera otra nacion, bien entendido que si alguna vez llegasen a concederse mayores privilegios en este punto a otra nacion, en consequencia de nuevas conseciones a favor de la navegacion y comercio de los Paises Bajos, los ciudadanos de Colombia tendran derecho de reclamar los mismos privilegios luego que su Gubierno haya consentido en hacer a dicha navegacion y comercio concesiones equivalentes.

ART. V. La concesion de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos mencionada en el articulo 4 se hace en el supuerto que reciprocamente los buques procedientes de sus colonias tendran en los puertos de la Republica un libro acceso y el mismo acogimiento

1829 hetzelfde onthaal genieten zullen, als of zij van Zijne Majesteits staten in Europa kwamen.

ART. VI. In gemelde kolonien, en in het algemeen, in al de bezittingen en landen van de eene der contracterende partijen zal aan de schepen der andere, welker equipagie door ziekte, of anderzins verzwakt wezen mogt, vrijheid gelaten worden om de zeelieden aan te nemen, die zij tot het voortzetten hunner reize noodig zullen hebben; mits voldoende aan hetgene in de respective landen bij plaatselijke verordeningen mag zijn voorgeschreven, omtrent het in dienst nemen van derzelver onderdanen, of burgers.

ART. VII. Ter zake van last- of tonnegelden vuur- en havengelden, loodswezen, bergloonen, ingeval van averij of schipbreuk, of welke andere algemeene of plaatselijke kosten het ook zijn moge, zullen in de havens van de eene der contracterende partijen aan de schepen der andere, geene andere of hoogere regten worden opgelegd, dan die in dezelfde havens verschuldigd zullen zijn door de schepen der meest begunstigde natie.

ART. VIII. In de Colombiaansche havens zullen op den in- en uitvoer, onder Nederlandsche vlag, van voortbrengselen van den Nederlandschen grond en nijverheid, noch in de havens van Nederland op den in- of uitvoer onder Colombiaansche vlag, van voortbrengselen van den grond en nijverheid van Colombia, geene andere of hoogere regten te betalen zijn, dan die, welke in de respective landen dezelfde goederen te betalen hebben of zullen hebben, aangevoerd of uitgevoerd wordende met schepen der meest begunstigde natie.

ART. IX. Over en weder zullen als Nederlandsche en Colombiaansche schepen beschouwd en behandeld worden, al dezulke, als daarvoor in de landen, waartoe dezelve respectivelijk behooren, volgens de bestaande of verder uit te vaardigen wetten en reglementen erkend zullen zijn; van welke wetten en reglementen, de eene partij ten bekwamen tijde kennis zal geven aan de andere; wel verstaande, dat elk schip steeds zal moeten voorzien zijn van een zeebrief of paspoort, door de bevoegde autoriteit afgegeven.

que si procediesen de los dominios de Su Magestad 1829
en Europa.

ART. VI. En dichas colonias y generalmente en todos los territorios y dominios de los partes contractantes se concedera á los buques cuya tripulacion haya sido reducida por enfermedad o de qualquier otro modo, facultad de alistar los marineros que hayan menester para continuar su viage; con tal que se cumpla con la que prescriben las ordenanzas locales sobre el alistamiento de los ciudadanos o subditos de los paises respectivos.

ART. VII. No se inpondran otros ni mas altos derechos por razon de toneladas, fanal, emolumentos de puerto, practico, salvamento en casa de averia o naufragio o qualesquiera otros gastos locales en los puertos de una de las dos partes contractantes a los buques de la otra que los pagaderos en los mismos puertos por los buques de la nacion mas favorecida.

ART. VIII. No se pagaran otros ni mas altos derechos en los puertos de los Paises Bajos por la importacion o exportacion en buques Colombianos de qualesquiera articulos siendo producciones naturales o de la industria de esta Republica, ni en Colombia se pagaran otros derechos por la importacion o exportacion en buques de los Paises Bajos de qualesquiera articulos siendo producciones naturales o de la industria de este Reyno que los que pagan o pagaran en adelante en los respectivos territorios los mismos efectos importados o exportados en buques de la nacion mas favorecida.

ART. IX. Reciprocamente seran considerados y tratados como buques de los Paises Bajos y de Colombia todos los que fueren reconocidos por tales en los dominios y territorios a que respectivamente pertenecen segun las leyes y los reglamentos existentes o que en adelente se promulgaren, de los que se hara oportuna comunicacion de la una a la otra parte, bien entendido que todo buque debera estar provisto de una carta de mar o pasaporte espedido por la autoridad competente.

1829 Art. X. Op het grondgebied van Colombia zullen geene andere of hoogere regten van invoer gelegd worden op de voortbrengselen van den Nederlandschen grond of nijverheid, en wederkeeriglijk, dan die, welke te betalen zijn, of zullen zijn, wegens gelijksoortige artikelen van eenig ander vreemd land, met in achtneeming van hetzelfde beginsel omtrent den uitvoer. Ook zal geenerhande verbod van in- of uitvoer van ettelijke artikelen in het onderling verkeer der beide contracterende partijen plaats hebben, dat zich niet tevens gelijkelijk tot alle andere natiën uitstrekke.

Art. XI. De handelaars, scheepsbevelhebbers en overige onderdanen, of burgers van de eene der contracterende partijen zullen op het grondgebied der andere volkomene vrijheid genieten, om of hunne zaken zelve te behandelen, of ze ter bezorging te te vertrouwen aan wien hun goeddunkt, zoo als konvooilooper, makelaar, zaakwaarnemer of tolk; en zullen zij niet verpligt zijn, om daartoe andere personen te gebruiken, of dezelve grootere belooning of salaris te geven, dan in gelijke gevallen door de inboorlingen des lands gebruikt, of gegeven worden. Even zoo zal aan kooper en verkooper eene volmaakte vrijheid toekomen om den prijs der koopmanschappen en waren, van welken aard ook, te regelen en te bepalen, zoo als hun goeddunkt, zich gedragende naar de wetten en gevestigde gewoonten van het land.

Art. XII. In al wat betrekking heeft tot de policie der havens, het laden en lossen der schepen, en de veiligheid der koopmanschappen, goederen en waren, zullen de onderdanen en burgers der contracterende partijen aan de wetten en plaatselijke verordeningen onderworpen zijn, en daarentegen dezelfde regten en voorregten genieten, als de inwoners van het land, alwaar zij hun verblijf houden.

Art. XIII. Bij avarij of schipbreuk zal, over en weder, aan de schepen der beide contracterende partijen dezelfde bescherming en hulp verleend worden, als de schepen der natie genieten, bij welke zoodanige tegenspoed plaats vindt.

Art. XIV. De respective onderdanen en burgers, het zij kooplieden of andere, zullen in hunne personen, woningen en goederen de meest volle-

ART. X. No se improndran otros o mas altos 1829
derechos á la importacion en los dominios de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos de qualesquiera producciones naturales o manufacturas de Colombia, y reciprocamente, que los que se paguen o pagaren por semejantes articulos de otro qualquier pais estrangero; observandose el mismo principio por la exportacion, ni se impondra prohibicion alguna a la importacion o exportacion de algunos articulos en el trafico reciproco de una de las dos partes contratantes que no se estienda igualmente á todas las otras naciones.

ART. XI. Los comerciantes, capitanes de buques y demas subditos o ciudadanos de la una de las partes contratantes tendran en los territorios de la otra entera libertad para manejar par si mismos sus negocios o confiarlos el manejo de quien gusten; sea cornedor, factor, agente o interprete, ni seran obligados a emplear otras personas para estos objetos que los que se emplean por los nacionales, ni a pagarles mas salario o renumeracion que lo que, en semejantes casos, paguen aquellos.

Igualmente se concedera libertad absoluta al comprador y vendedor para ajustar y fijar el precio de qualesquiera mercancias y efectos como le crean conveniente; conformandose con las leyes y costumbres establecidas en el pais.

ART. XII. En todo lo relativo a la policia de los puertos, carga y descarga de los buques, seguridad de las mercancias, bienes y efectos los subditos y ciudadanos de las partes contratantes estaran sujetos a las leyes y las ordenanzas locales y por otra parte gozaran de los mismos derechos y privilegios que los habitantes del pais en que residen.

ART. XIII. En los cazos de naufragio o averia se concedera a los buques de las dos partes contratantes respectivamente la misma proteccion y ayuda que disfrutan los buques de la nacion adonde sucida.

ART. XIV. Los subdidos o ciudadanos respectivamente, sean negociantes u otros, gozaren de la mas completa y constante proteccion en sus personas,

1829 dige en bestendige bescherming genieten, zonder dat men hen daarin vermoge te storen, door eenigerhande maatregel van willekeur, doch eeniglijk ten gevolge van de regelmatige toepassing dier zelfde wetten, welke voor de inboorlingen gelden; — tot het vervolgen en verdedigen van hunne belangen zullen zij tot de regtbanken eenen vrijen en gemakkelijken toegang hebben; — ook zal het hun vrijstaan de advocaten, procureurs of agenten van welken aard ook die zij goedvinden, te gebruiken; en, over het algemeen, in de bedeeling des regts, gelijk ook in al hetgene betrekkelijk is tot de opvolging in eigendom bij uitersten wil of anderzins, en tot de bevoegdheid om bij verkoop, gifte, ruil of eenige andere wijze over zijn eigendom hoe ook genaamd, te beschikken, zullen zij dezelfde voorregten en vrijheden genieten als de inboorlingen van het land, alwaar zij zich bevinden; in geen van deze gevallen zullen hun zwaardere imposten of belastingen opgelegd worden, dan die de inboorlingen betalen, en, eindelijk, zij zullen vrij zijn van alle gedwongene krijgsdienst bij de land en zeemagt.

Art. XV. De onderdanen van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, die zich op het grondgebied van Colombia bevinden, zullen ook dan, wanneer zij de Roomsch-Katholijke godsdienst niet belijden, eene geheele en volkomene gewetensvrijheid genieten, zonder blootgesteld te zijn aan eenige overlast, stoornis of onrust ter zake van hun godsdienstig geloof, of in het oefenen van hunne eeredienst, mits dit laatste geschiede in particuliere huizen, met betamelijk ontzag en met behoorlijken eerbied voor de gevestigde wetten, gebruiken en gewoonten. — Ook zal het hun vrijstaan hunne landgenooten, die op het gemelde grondgebied komen te overlijden, in de daartoe bestemde plaatsen te begraven; en zullen de begrafenissen of grafsteeden in geenerhande maniere, noch onder eenig voorwendsel, hoe ook genaamd, gestoord worden.

De Colombiaansche burgers zullen in al de bezittingen van Zijne Majesteit de vrije uitoefening van hunne godsdienst hebben, openlijk of in het bijzonder, binnen hunne woningen, of in de gebouwen tot

casas y propiedadas sin que se pueda molestarles 1829
por ninguna medida arbitraria sino solamente en consequencia de la aplicacion regular de las mismas leyes que rigen para los naturales; tendran un libre y facil acciso a los tribunales de justicia para la prosecucion y defensa de sus intereses; tambien tendran libertad de emplear los abogados, procuradores o agentes de qualquiera clase que jusguen conveniente; y generalmente en la administracion de la justicia lo mismo que en lo que concierne la sucesion a las propiedades por testamente o de otro modo qualquiera, y al derecho de disponer de la propiedad de qualquiera clase o denominacion por venta, donacion, permuta o de toda otra manera, gozaran de los mismos privilegios y libertades que los naturales del pais en que residen; no se les cargarà en ninguno de estos casos mayores impuestos o derechos que los que pagan los nacionales, y finalmente estaran exentos de todo servicio militar forzoso en el egercito y la armada.

Art. XV. Los subditos de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos, residentes en el territorio de Colombia, aun quando no profesen la religion catolica, gozaran la mas perfecta y entera seguridad de conciencia, sin quedar espuestos a ser molestados, inquietados ni perturbados en razon de su creencia religiosa ni en los exercicios propios de su religion, contal que los hagan en casas privadas y con el decoro debido ad culte divino; respetando las leyes, usos y costumbres establecidos. Tambien tendran libertad para enterrar, en los lugares destinados al efecto, sus compatriotes que mueren en los dichos territorios; y los funerales o sepulcros no seran trastornados de modo alguno ni por ningun motivo.

Los ciudadanos de Colombia gozaran en todos los dominios de Su Magestad del libre exercicio de Su religion en publico o en privado, dentro de sus casas o en los templos destinados al culto;

zich op het grondgebied der andere bevi
regt zullen genieten van aldaar te verl
bedrijf, zonder eenigerhande verlet, v
zoo lang zij zich vreedzaam gedragen
grijp begaan tegen de wetten. Ook zull
deren en eigendommen, toevertrouwd er
zij aan particulieren, hetzij aan den S
aanhouding noch aan beslag onderhev
aan eenige andere vordering, die niet e
worden kan, ten laste van goederen of
toebehoorende aan de onderdanen of bu
land, alwaar zij zich bevinden.

Art. XVII. Eene der contractere
oorlog zijnde, zal het aan de onderdan
der andere geoorloofd zijn, hunne va
op de vijandelijke havens voort te ze
zondering slechts van contrabande w
zulke plaatsen, als werkelijk belegerd
oorlogvoerende mogendheden geblokk
eene magt toereikende om den onzijdi
men te beletten.

Art. XVIII. Onder den naam va
zal verstaan worden: kanon, mortieren,
pistolen, bommen, granaten, kogels, ge
steenen, lonten, kruid, schilden, pieken,
banden, patroontasschen, zadels en toome
zondering van zoodanige hoeveelheid va

gun el principio de tolerancia universal estable- 1829
do por las leyes fondamentales del Reyno.

ART. XVI. Para la mayor seguridad del co-
ercio entre los Paises Bayos y Colombia se ha
nvenido que si en algun tiempo disgraciadamente
cediere alguna interrupcion en las relaciones amis-
sas que ahora existen, los subditos o ciudada-
os de la una de las partes contratantes residentes
i los territorios de la otra, tendran el privilegio
permanecer y continuar su trafico alli, sin nin-
ina especie de interrupcion mientras se conduscan
icificamente y no cometen ofensa contre las leyes;
sus efectos y propiedades ya estan confiados a
dividuos particulares o al estado, no estarán su-
tos a ocupacion o secuestro ni a ningunas otras
mandas que las que pueden hacerse de iguales
ectos o propiedadas pertenecientes a subditos o
udadanos de la potencia en que residen.

ART. XVII. En el caso de estar en guerra
ia de las partes contractantes, sera licito a los
bditos o ciudadanos de la otra de continuar su na-
gacion y comercio con los puertos enemigos; ex-
ptuando solamente los efectos que se distinguen
n el nombre de contrabando y aquellos lugares
ie se hallen en la actualidad sitiados o bloqueados
r una fuerza de la potencia beligerante capaz de
pedir la entrada del neutral.

ART. XVIII. Bajo el nombre de contrebando
comprenderan: cañones, morteros, armas de fuego,
stolas, bombas, granadas, balos, fuziles, mechaz,
lvora, escudos, picas, espados, bandoleras, sellas
frenos e no incluyendo la quantidad de estos ar-
ulos que sea necesaria para la defensa del buque
de sa tripulacion.

ART. XIX. Para los casos en que un buque
ercante de una de las partes contractantes puede
r visitado por un buque de guerra de la otra, se
nviene en que no se hara dicha visita sino por
bote tripulado a lo mas por seis hombres, que

aan de oorlogschepen der andere, en
die dezelve aldaar mogten opbrengen, a
thaal en bescherming te beurt vallen, a
der volken bestaanbaar is.

Art. XXI. In geval de contracte
immer gemeenschappelijk in oorlog m
eene derde mogendheid, wordt bedonge
logschepen der eene de koopvaarders
konvooijeren zullen, zoo dikwijls zij de
houden, dat de prijzen, door de oor
eene gemaakt, in de havens der ande
den toegelaten, en aldaar, na wettige
zullen kunnen worden verkocht, en dat
door de eene van de prijzen op de an
vijand gemaakt, dezelve aan den oorspr
gemaar zullen worden teruggegeven, onc
behoeve van den hernemer, van niet
achtste der waarde, zoo de herneming
logschip, of van een zesde, zoo dezelve
per geschiedt.

Art. XXII. Bij aldien in het v
mogt dat de thans bestaande verorde
stuk van den slavenhandel niet toereik
de Nederlandsche en Colombiaanscke s
letten aan denzelven deel te nemen,
contracterende partijen zich, gemeen

o se exigira salga nunca de abordo del mercante 1829
ı capitan, ni se le estraeran los papeles del
ique.

Quando el mercante vaya convoyado por un bu-
ue de guerra no se hara dicha visita y se tendra
or bastante la declaracion, bajo palabra de honor
el comandante del convoy, de no contener el mer-
ante articulos de contrabando de guerra.

ART. XX. En los puertos de la parte neutral
› concedera a los buques de guerra y presos que
uede introducir el beligerante todo el acogimiento
proteccion que sea compatible con el derecho de
ntes.

ART. XXI. En el caso de que las dos partes
ntratantes esten en guerra comun con alguna po-
ncia, se estipula que los buques de guerra de la
na daran convoy a los mercantes de la otra, siem-
re que hayan de seguir el mismo rumbo, que se
bmitiran en los puertos de la una de las partes con-
atantes las presas que hayan los buques de guerra
e la otra; que podran venderse en los mismos des-
ues de haber sido legalmente condenados, y que
›prisados por los buques de uno de los contratantes
s presas que el enemigo haya hecho al otro, se
stituiran a su dueño deduciendo solamente a fa-
or de los represudores la 8va. parte del valor de la
resa si esta fuere hecha por buque de guerra, la
.. parte si fuere hecha por corsarios.

ART. XXII. Si en adelante pareciere que las or-
enanzas ahora existentes sobre el comercio de escla-
os son insufficientes para impedir que los buques
e los Paises Bajos y de Colombia tomen parte en
, prometen los contratantes de deliberar sobre las
edidas que seria util adoptar ulteriormente.

ART. XXIII. Estera en libertad cada una de
s partes contratantes de nombrar consules para la
roteccion del comercio, que residen en los territo-
os de la otra parte, pero antes que qualquier con-
l obre come tal, sera aprobado y admitido en la
rma acostumbrada por el gobierno en cuyo territo-

regten, vrijstellingen en immuniteiten
toegekend, of nog toetekennen aan d
gelijken rang der meest begunstigde na
plomatieke Agenten en Konsuls van
Zijne Majesteit in het gebied van Col
al de privilegien, vrijstellingen en im
nieten, die de Colombiaansche genieté
mingrijk der Nederlanden.

Art. XXV. Het tegenwoordig t
ratificeerd worden, en de ratificatien
uitgewisseld te Londen, binnen den t
maanden, of vroeger indien zulks mog

Het zal van kracht en waarde blij
den tijd van twaalf jaren, gerekend va
uitwisseling van de ratificatien, en ve
niet eene der contracterende partijen
baar besluit zal hebben kenbaar gemaa
doen ophouden; in welk geval het no
ren den tijd van twaalf maanden, gere
dag, waarop deze kennisgeving zal z
geworden.

En ten oorkonde van dit alles he
volmagtigden van Hoogstgedachte Zijn
van de Regering van Colombia, onze
en zegel hieronder gesteld, binnen Lon
sten Mei des jaars 1800 negen en twint

rio debe residir, y qualquiera de las partes contra- 1829
tantes puede exceptuar de la residencia de consules aquellas lugares particulares en que no tenga por conveniente admiterlos.

Art. XXIV. Los agentes diplomaticos y los consules Colombianos en los dominios de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos gozaran de todos los privilegios, exenciones y immunidados concedidos o que se concedieren a los agentes de igual rango de la nacion mas favorecida y los agentes diplomaticos y consules de Su dicha Magestad en el territorio de Colombia gozaran de todos los privilegios, exenciones y immunidados que disfruten los agentes diplomaticos y consules Colombianos en el Reyno de los Paises Bajos.

Art. XXV. El presente tratado serà ratificado y las ratificaciones seran cangeadas en Londres dentro de nueve meses o antes si fuese posible.

Pemanecerà en fuerza y rigor por el espacio de doce anos, contados desde el dia del cange de las ratificaciones, continuarà subsistente mientras una de las dos partes contratantes no declara a la otra su resolucion de terminarlo, en cuyo caso estarà en rigor por el espacio de 12 meses contados desde el dia en que se tubiese recibido dicha notificacion.

En fe de lo qual nosotros los Plenipotenciarios de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos y del gobierno de Colombia, lo hemos firmado y sellado en Londres el dia primero de Mayo del año mil ochocientos veinte y nueve.

A. R. Falck. Jose F. Madrid.

(*Copie* Nr. 129.)

I.

Wy Willem, by de Gratie Gods, ko
derlanden, Prins van Oranje-Nassau, (
van Luxemburg, etc. etc. etc.

Op het rapport van onzen Minister
landsche Zaken, van den 22 dezer Nr. 19
eener depêche van onzen Gezant te *Par*
lyse den uitslag der nadere by het Frans
ment aangemende pogingen tot vrystellin
landsche Schepen van de betaling van he
ingeval zy, door nood gedwongen, in e
haven binnen vallen; — hebbende de Fr
ring zich bereid getoond, om de Nederla
pen, die zich in bovengemeld geval be
het verminderde regt van 50 en 25 Cent
te ontheffen, mits de Fransche vaartuige
nood in eene Nederlandsche haven binne
aan geen tonnegeld onderworpen zyn, o
worden van het *vuur en baken geld*, I
te lande boven het *tonnegeld* geheven v
Frankryk onder hetzelve begrepen is.

Gezien de door onzen Minister van
sche Zaken overgelegde missives van de

aandoen, vrystelling te verzekeren, niet alléén van 1829
het *tonnegeld*, maar ook van alle *vuur* en *Baken-gelden*.

Wordende onze Minister van Buitenlandsche Zaken, aan wien de overgelegde Stukken zullen worden teruggeronden, gemagtigd om het Fransch Gouvernement van deze onze beschikking te doen kennis dragen.

Afschriften dezes zullen worden gezonden aan onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, voor de Marine en Kolonien en van Binnenlandsche Zaken, alsmede aan den Administrateur der Directe Belastingen, In en Uitgaande Regten en Accynsen, tot informatie en narigt.

Brussel den 23. Augustus 1829.

WILLEM
van Wege den Koning
J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.
Accordeert met deszelfs origineel De Griffier ter Staats Secretarie.
D'HAMECOURT L. G.

II.

Paris le 8. Octobre 1829.

Monsieur le Baron!

Vous m'avez fait l'honneur de me transmettre le 10 Septembre dernier, Copie d'une ordonnance rendue le 23. Août précédent par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et en vertu de laquelle les navires français, qui abordent dans les ports Néerlandais, par relâche forcée, sont exemptés non seulement de tout droit de tonnage, mais encore de toute taxe de feu et de phare.

Conformément aux dispositions précédemment convenues entre la légation de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et le Gouvernement du Roi, je me suis empressé, Monsieur le Baron, de communiquer cette ordonnance à Monsieur le Ministre des Finances. Il vient de me faire connaître, que des ordres ont été donnés à toutes les Douanes maritimes du Royaume, afin que les navires Néerlandais entrant, par relâche

1829 forcée, dans nos ports, jouissent également, à titre de réciprocité, de la franchise absolue des droits de tonnage, droits, dans lesquels se confondent en France, les taxes de phare.

Je me félicite, Monsieur le Baron, d'avoir ainsi à vous annoncer la conclusion définitive de cet arrangement, que réclamaient à la fois les intérêts de l'humanité et ceux du commerce maritime, et qui contribuera, je l'espère, à resserrer de plus en plus les liens d'amitié et de bon voisinage, qui unissent les deux Etats.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération etc. etc. etc.

Le Prince DE POLIGNAC.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des traités renfermés dans ce tome.

1827.

11 Août.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, et les Chippeways, les Menomonies et les Winnebagos Pag.	1827 1
19 Sept.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Pottawatamies	4
15 Nov.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks	6

1828.

11 Févr.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et une partie des Miamis	1828 8
6 Mai.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Cherokees	10
28 Mai.	Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Berne, de Lucerne, de Zug et de Soleure pour réorganiser l'évêché de Bâle	17
14 Juill.	Convention entre l'Autriche et la Suisse sur l'extradition réciproque des criminels	22
6 Août.	Traité entre l'amiral Codrington, et Mehemed Aly Pascha d'Egypte concernant l'évacuation de la Morée	26
25 Août.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Winnebagos et les tribus unies des Potawatamies, des Chippewas et des Ottawas	30

1828 7 Sept. Convention entre les trois amiraux et le plénipotentiaire d'Ibrahim Pascha concernant l'embarquement de ses troupes Pag. 32
20 Sept. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Potawatamies 33
7 Octr. Déclaration ministérielle tenant lieu d'une convention renouvelée d'étappes entre la Prusse et le grand-duché de Hesse 37
16 Nov. Déclaration des cours de Londres, de Paris et de Petersbourg, sur la protection à accorder à la Morée et aux Cyclades 53
12 Déc. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le Brésil 54
13 Déc. Convention entre l'Autriche et la Bavière concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement 68

1829.

1829 27 Févr. Traité de paix entre la Colombie et le Pérou 77
13 Avril. Convention entre le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse, concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus par les tribunaux des deux états contre les sujets respectifs 81
10 Juin. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre le royaume des Pays-Bas et la république de Colombie conclu à Londres 576
10 Juill. Trève entre les Armées de Colombie et de Pérou conclue à Puira 82
29 Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les nations unies des Chippewas, des Ottawas et des Potawatamies conclu à la Prairie du Chien 85
1 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Winnebagos, conclu à la Prairie du Chien 88
3 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Delawares, conclu à Little Sandusky 92
8 Août. Déclaration de la chambre grand-ducale d'Oldenbourg, concernant un arrangement ultérieur entre l'Hanovre et l'Oldenbourg

relativement au traité de commerce et de douanes du 10 Janvier 1829 Pag. 93 — 1829
oût. Concordat des cantons Suisses de Berne, de Zuric, de Soleure, de Bâle, d'Appenzell-Aufserrhoden, de St. Gal et de Neufchatel concernant le transit des marchandises sur les routes de Rorschach jusqu'à Bâle et à Verrières 95
oût. Arrangement entre les Pays-Bas et la France
tr. concernant la réciprocité par rapport à la franchise des droits de tonnage et de phare 592
Loût. Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et l'Autriche, conclu à Washington 108
Sept. Capitulation entre le général Espagnol Barradas et le général Mexicain Santa-Anna, signée à Pueblo Viejo près de Tampico 120
Sept. Article supplémentaire au traité conclu entre les Etats-Unis et les Delawares du 3 Oct. 1818 122
Octr. Publication relative à la convention conclue le 18 Mars 1829 entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives 124

1830.

Janv. Déclaration tenant lieu d'une convention d'étappes renouvelée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach 150 — 1830
Juill. Convention entre le grand-duché de Bade et celui de Hesse concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes 163
Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées des Sacs et des Renards; des bandes des Sioux de Medawah-Kanton, de Wahpacoota, de Wahpeton et de Sissetong; les Omahas, les Joways, les Ottoes et les Missourias 164
Août. Teneur essentielle de la convention conclue entre la France et la régence de Tunis 169
Sept. Proclamation du président des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale concernant la suspension réciproque des droits et impôts sur les vaisseaux et sur les marchan-

1830 dises entre les Etats-Unis et le grand-duché d'Oldenbourg Pag. 170
27/28 Sept. Traité entre les Etats-Unis et les Choctaws, conclu à Dancing Rabbit Creek 173
30 Sept. Convention entre les gouvernemens de Cobourg, de Gotha et celui de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu 186
5 Octr. Convention entre la Bavière et la Sardaigne concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine 191

1831.

1831 25 Janv. Convention entre la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant la réception du baillage saxon d'Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 193
30 Janv. Convention entre le duché de Saxe-Meiningen et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu 200
10 Févr. Convention de cartel entre tous les états de la confédération Germanique 205
11 Févr. Traité entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar concernant l'accession future du grand-duché au système des provinces orientales de Prusse 210
28 Févr. Déclaration concernant une modification de l'art. III. de la convention de 1811 entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin sur l'extradition réciproque des vagabonds 216
28 Févr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Senecas sur la rivière de Sandusky dans l'Ohio, conclu à Washington 218
10 Mars. Traité de commerce entre la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, avec un cartel de douanes y relatif 221
12 Mars. Déclaration supplémentaire relative aux mesures concertées entre le gouvernement

Prussien et celui de Waldeck en 1822 1831
pour empêcher les délits forestiers dans
les forêts limitrophes Pag. 251
Mars. Convention entre les Gouvernemens des
Etats riverains du Rhin et réglement re-
latif à la navigation du dit fleuve, con-
clue à Mayence 252
Avr. Convention entre le grand-duché d'Ol-
denbourg et le prince évêque d'Ermeland
concernant l'organisation des affaires dio-
césaines des habitans catholiques d'Olden-
bourg et de Jever 313
Avr. Traité entre la Prusse et la principauté
de Waldeck, concernant l'accession de
cette dernière au système des douanes des
provinces occidentales Prussiennes 340
Mai. Déclaration ministérielle, concernant l'abo-
lition concertée entre l'Autriche et la
Prusse de toute différence dans le traite-
ment des navires respectifs et de leurs
cargaisons dans les ports Prussiens et
Autrichiens 353
Mai. Déclaration concernant une convention
sur la franchise d'émigration entre l'Es-
pagne et la Saxe royale 354
Mai. Traité entre la Prusse et le duché d'An-
halt-Bernbourg, concernant le renouvel-
lement des traités relatifs à l'accession
des différentes possessions d'Anhalt-Bern-
bourg au système d'impôts indirects Prus-
sien 356
Mai. Traité entre la Prusse et le duché d'An-
halt-Bernbourg pour régler les droits de
navigation sur la Saale 361
Mai. Traité entre la Prusse et le duché d'An-
halt-Bernbourg concernant l'accession de
ce dernier au traité conclu entre la
Prusse et les duchés d'Anhalt-Koethen
et d'Anhalt-Dessau du 27 Juillet 1828,
concernant l'abolition de l'octroi de l'Elbe 365
uin. Traité entre la Bavière et le Wurtem-
berg d'un côté et le duché de Saxe-Co-
bourg-Gotha de l'autre côté concernant
l'accession du baillage Saxon de Koenigs-

1831 berg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg Pag. 369

13.16Jun. et13Nov. 1832 Traités entre le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach et le duché d'Altenbourg concernant l'arrangement d'anciennes prétentions conclus à Altenbourg 376

14 Juill. Convention conclue par le contre-amiral baron Roussin, commandant l'escadre française dans le Tage et le commandeur portugais Mr. Antonio Kavrio d'Abreu Castello-Branco 466

28 Juill. Déclaration concernant l'extension du traité conclu en 1824 entre la Prusse et le duché de Saxe-Hildbourghausen pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, sur toutes les possessions de Sa Maj. le roi de Prusse et de S. A. S. le duc de Saxe-Meiningen 470

10 Août. Convention entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach pour l'exécution des articles III. et VII. du traité du 11 février et de plusieurs autres dispositions 471

5 et 18 Août. Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach et le duché de Saxe-Altenbourg concernant différens rapports de juridiction entre les deux états, signée à Weimar et à Altenbourg 482

22 Août. Déclaration concernant la continuation et la modification de la convention d'étappes conclue le 28 Septb. 1818 entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg par rapport à la principauté de Birkenfeld 493

25 Août. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Hesse électorale de l'autre 496

4 Octr. Traité d'amitié et de commerce entre la Saxe royale et les Etats-Unis du Mexique conclu à Londres 518

7 Octr. Traité préliminaire de commerce entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic, signé à Hanovre 53

Octr. Acte additionnel aux traités existans entre le Danemarc et la Russie, signé à Copenhague. Pag. 537 — 1831
Octr. Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. A. S. le duc de Brunsvic concernant les marriages des princes et des princesses de la maison Guelphe 540
Nov. Convention entre la Grande-Bretagne et la Russie pour renouveler les engagemens contractés en 1815 au sujet de la dette russo-batave, conclue à Londres 542
Nov. Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour la suppression plus efficace du trafic des esclaves, signée à Paris 544
Nov. Traité entre la France et la Grande-Bretagne, relatif à la répression du crime de la traite des noirs, conclu à Paris 547
Nov. Convention supplémentaire à ce traité, conclue à Paris le 22 Mars 1833 549
Déc. Traité entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic concernant l'accession des enclaves brunsvicoises au système des contributions indirectes Hanovrien, signé à Hanovre 559
Déc. Déclaration réciproque de la Bavière et du Wurtemberg concernant le transport et la poursuite des criminels 574

II.

TABLE ALPHABETIQUE.

Allemagne (Diète Germanique).

1831 10 Févr. Convention de cartel entre tous les états de la confédération Germanique Pag. 205

Altenbourg voyez Saxe-Altenbourg.

Amérique (Peuples divers).

1827 11 Août. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Chippeways, les Menemonies et les Winnebagos conclu à la Butte des Morts 1

19 Septr. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Pottawatamies, conclu à St. Joseph 4

15 Nov. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Creeks 6

1828 11 Févr. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et une partie des Miamis 8

6 Mai. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Cherokees 10

25 Août. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et la tribu des Winnebagos et les tribus unies des Potawatamies, des Chippewas et des Ottawas, conclu à Green-Bay 30

30 Sept. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Potawatamies, conclu à St. Joseph 33

1829 29 Juill. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les nations unies des Chippewas, des Ottawas et des Potawatamies, conclu à Prairie du Chien 85

1 Août. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique

et les Winnebagos, conclu à Prairie du Chien Pag. 88 1829
Août. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Delawares, conclu à Little Sandusky 92
Sept. Article supplémentaire au traité conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et les Delawares le 3 Octr. 1818 122
Juill. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les tribus confédérées des Sacs et des Renards, des bandes des Sioux de Medawah-Kanton, de Wahpacoota, de Wahpeton et de Sissetong; les Omahas, les Joways, les Ottoes et les Missourias conclu à Prairie du Chien 164 1830
et 28 Traité entre les Etats-Unis d'Amérique
Sept. et les Choctaws conclu à Dancing Rabbit Creek, avec plusieurs articles supplémentaires 173
Févr. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Senecas sur la rivière de Sandusky dane l'Ohio, conclu à Washington 218 1831

Amérique septentrionale (Etats-Unis).

Août. Traité avec les Chippeways, les Menomonies et les Winnebagos, conclu à la Butte des Morts 1 1827
Sept. Traité avec les Potawatamies, conclu à St. Joseph 4
Nov. Traité avec les Creeks 6
Févr. Traité avec une partie des Miamis 8 1828
Mai. Traité avec les Cherokees 10
Août. Traité avec la tribu des Winnebagos et les tribus unies des Potawatamies, des Chippeways et des Ottawas, conclu à Green-Bay 30
Sept. Traité avec les Potawatamies, conclu à St. Joseph 33
Déc. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation avec le Brésil 54
Juill. Traité avec les nations unies des Chippeways, des Ottawas et des Potawatamies, conclu à Prairie du Chien 85 1829

1829 1 Août. Traité avec les Winnebagos, conclu à Prairie du Chien Pag. 88
3 Août. Traité avec les Delawares, conclu à Little Sandusky 92
27 Août. Traité de commerce et de navigation avec l'Autriche 108
24 Sept. Article supplémentaire au traité conclu avec les Delawares le 3 Octr. 1818 122
1830 15 Juill. Traité avec les tribus confédérées des Sacs et des Renards, des bandes des Sioux de Medawah-Kanton, de Wahpacoota, de Wahpeton et de Sissetong; les Omahas, les Joways, les Ottoes et les Missourias, conclu à Prairie du Chien 164
18 Sept. Proclamation du président des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale concernant la suppression réciproque des droits et impôts sur les vaisseaux et sur les marchandises entre les Etats-Unis et le grand-duché d'Oldenbourg 171
27 et 28 Sept. Traité avec les Choctaws, conclu à Dancing Rabbit Creek, avec plusieurs articles supplémentaires 173
1831 28 Févr. Traité avec les Senecas sur la rivière de Sandusky dans l'Ohio, conclu à Washington 218

Angleterre voyez Grande-Bretagne.

Anhalt-Bernbourg.

1831 17 Mai. Traité avec la Prusse concernant le renouvellement des traités relatifs à l'accession des différentes possessions d'Anhalt-Bernbourg au système d'impôts indirect Prussien 356
17 Mai. Traité avec la Prusse concernant l'accession du duché au traité conclu entre la Prusse et les duchés d'Anhalt-Koethen et d'Anhalt-Dessau du 27 Juillet 1828 concernant l'abolition de l'octroi de l'Elbe 365
17 Mai. Traité avec la Prusse pour régler les droits de navigation sur la Saale 361

Autriche.

Juill. Convention avec la Suisse sur l'extradition réciproque des criminels Pag. 22 — 1828
Déc. Convention avec la Bavière concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement 68
Août. Traité de commerce et de navigation avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 108 — 1829
Octr. Publication relative à la convention conclue le 18 Mars 1829 entre l'Autriche et et la Bavière concernant les rapports des salines respectives 124
Mai. Déclaration ministérielle concernant l'abolition concertée avec la Prusse de toute différence dans le traitement des navires respectifs et de leurs cargaisons dans les ports Prussiens et Autrichiens 353 — 1831

Bâde.

Avr. Convention avec le grand-duché de Hesse, concernant l'exécution réciproque des jugemens renduspar les tribunaux des deux états contre les sujets respectifs 81 — 1829
Juill. Convention avec le grand-duché de Hesse concernant les délits-forestiers dans les forêts limitrophes 163 — 1830
Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et réglement relatif à la navigation du dit fleuve, conclus à Mayence 252 — 1831

Bavière.

Déc. Convention avec l'Autriche concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement 68 — 1828
Octr. Publication relative à la convention conclue le 18 Mars 1829 entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives 124 — 1829

1830 5 Octr. Convention avec la Sardaigne, concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine Pag. 191
1831 25 Janv. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant la réception du baillage Saxon d'Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 193
10 Mars. Traité de commerce avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach avec un cartel de douanes y relatif 222
31 Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et réglement relatif à la navigation, conclus à Mayence 252
14 Juin. Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession du baillage saxon de Königsberg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 369
31 Déc. Déclaration réciproque de la Bavière et du Wurtemberg concernant le transport et la poursuite des criminels 574

Brésil.

1828 12 Déc. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 54

Bretagne voyez Grande-Bretagne.

Brunsvic.

1831 7 Octr. Traité préliminaire de commerce avec l'Hanovre signé à Hanovre 533
$\frac{24}{29}$ Octr. Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. A. S. le duc de Brunsvic concernant les marriages des princes et des princesses de la maison Guelphe 540
9 Déc. Traité avec l'Hanovre concernant l'accession des enclaves brunsvicoises au système des contributions indirectes Hanovrien, signé à Hanovre 559

Colombie.

1829 27 Févr. Traité de paix avec le Pérou, conclu à Giron 77

1 Mai. Traité d'amitié de navigation et de commerce avec le royaume des Pays-Bas, conclu à Londres. 577 — 1829

10 Juill. Trève avec l'armée de Pérou, conclue à Puira 82

Danemarc.

14 Octr. Acte additionnel aux traités existans entre le Danemarc et la Russie, signé à Copenhague 53 — 1831

Diète Germanique voyez Allemagne.

Espagne.

11 Sept. Capitulation entre le général espagnol Barradas et le général Mexicain Santa-Anna, signée à Pueblo Viejo 120 — 1829

3 Mai. Déclaration concernant une convention sur la franchise d'émigration conclue avec la Saxe royale 354 — 1831

Etats-unis voyez Amérique septentrionale et Mexique.

France.

16 Nov. Déclaration sur la protection à accorder à la Morée et aux Cyclades 53 — 1828

23 Août. 8 Octr. Arrangement avec les Pays-Bas concernant la réciprocité par rapport à la franchise des droits de tonnage et de phare 592 — 1829

11 Août. Teneur essentielle de la convention conclue entre la France et la régence de Tunis 169 — 1830

31 Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et réglement relatif à la navigation du dit fleuve conclus à Mayence 252 — 1831

14 Juill. Convention conclue par le contre-amiral baron Roussin, commandant l'escadre française dans le Tage et le commandeur portugais Mr. Antonio Kavrio d'Abreu Castello-Branco 466

30 Nov. Traité avec la Grande-Bretagne, relatif à la répression du crime de la traite des noirs, conclu à Paris 547

22 Mars. Convention supplémentaire au traité précédent, conclue à Paris 549 — 1833

Grande-Bretagne.

1828 6 Août. Traité entre l'amiral Codrington et Mehemed Aly Pascha d'Egypte, concernant l'évacuation de la Morée Pag. 26
16 Nov. Déclaration sur la protection à accorder à la Morée et aux Cyclades 53
1831 $\frac{24}{19}$ Octr. Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. A. S. le duc de Brunsvic concernant les marriages des princes et des princesses de la maison Guelphe 540
16 Nov. Convention avec la Russie pour renouveler les engagemens contractés en 1815 au sujet de la dette russo-batave, conclue à Londres 542
30 Nov. Traité avec la France, relatif à la répression du crime de la traite des noirs, conclu à Paris 547
1833 22 Mars. Convention supplémentaire au traité précédent, conclue à Paris 549

Hanovre.

1829 8 Août. Déclaration de la chambre grand-ducale d'Oldenbourg concernant un arrangement ultérieur avec l'Hanovre relativement au traité de commerce et de douanes 93
1831 8 Déc. Traité avec le duché de Brunsvic concernant l'accession des enclaves brunsvicoises au système des contributions indirectes Hanovrien, signé à Hanovre 559
7 Octr. Traité préliminaire de commerce avec le duché de Brunsvic signé à Hanovre 533

Hesse électorale.

25 Août. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Hesse électorale de l'autre 497

Hesse grand-ducale (Darmstadt).

1828 7 Octr. Déclaration ministérielle tenant lieu d'une convention renouvelée d'étappes avec la Prusse 37

Avril. Convention avec le grand-duché de Bâde concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus par les tribunaux des deux états entre les sujets respectifs Pag. 81 — 1829

Juill. Convention avec le grand-duché de Bâde concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes 163 — 1830

Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et réglement relatif à la navigation du dit fleuve, conclus à Mayence 252 — 1831

Août. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Hesse électorale de l'autre 497

Mecklenbourg-Schwerin.

Févr. Déclaration concernant une modification de l'art. 3. de la convention de 1811 entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin sur l'extradition des vagabonds 210 — 1831

Mexique.

Sept. Capitulation entre le général espagnol Barradas et le général Mexicain Santa-Anna, signée à Pueblo Viejo 120 — 1829

Octr. Traité d'amitié et de commerce entre la Saxe royale et les Etats-Unis du Mexique conclu à Londres 518 — 1831

Nassau.

Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et réglement relatif à la navigation du dit fleuve, conclus à Mayence 252 — 1831

Oldenbourg.

Août. Déclaration de la chambre grand-ducale, concernant un arrangement ultérieur avec l'Hanovre relativement au traité de commerce et de douanes 93 — 1829

Septr. Proclamation du président concernant la suspension réciproque des droits et impôts sur les vaisseaux et sur les marchandises entre les Etats-Unis et le grand-duché d'Oldenbourg 171 — 1830

1831 5 Avr. Convention avec le prince évêque d'Ermeland concernant l'organisation des affaires des habitans catholiques d'Oldenbourg et de Jever 313
22 Août Déclaration concernant la continuation et la modification de la convention d'étappes conclue le 28 Sept. 1818. entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg par rapport à la principauté de Birkenfeld 493

Pays-Bas.

1829 1 Mai. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec la république de Colombie, conclu à Londres 577
23 Août. / 8 Oct. Arrangement avec la France concernant la réciprocité par rapport à la franchise des droits de tonnage et de phare 592
1831 31 Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et réglement relatif à la navigation du dit fleuve, conclus à Mayence 252

Perou.

1829 27 Févr. Traité de paix avec la Colombie, conclu à Giron 77
10 Juill. Trève avec l'armée de Colombie, conclue à Puira 82

Porte Ottomane.

1828 6 Août. Traité entre l'amiral Codrington et Mehemed Aly Pascha d'Egypte concernant l'évacuation de la Morée 26
7 Septr. Convention entre les trois amiraux et le plénipotentiaire d'Ibrahim Pascha, concernant l'embarquement de ses troupes 32
1831 10 Nov. Déclaration des cours de Londres, de Paris et de Petersbourg, sur la protection à accorder à la Morée et aux Cyclades 53

Portugal.

1831 14 Juill. Convention conclue par le contre-amiral baron Roussin, commandant l'escadre française dans le Tage et le commandeur portugais Mr. Antonio Kavrio d'Abreu Castello-Branco 466

Prusse.

7 Oct. Déclaration ministérielle tenant lieu d'une convention renouvele d'étappes avec le grand duché de Hesse 1828 Pag. 37

12 Janv. Déclaration tenant lieu d'une convention d'étappes renouvelée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach 150

11 Févr. Traité avec le grand-duché de Saxe-Weimar concernant l'accession future du grand-duché au système des douanes des provinces orientales de Prusse 210

28 Févr. Déclaration concernant une modification de l'art. 3 de le convention de 1811 entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin sur l'extradition réciproque des vagabonds 210

12 Mars. Déclaration supplémentaire relative aux mesures concertées avec le gouvernement de Waldeck en 1822 pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 251

31 Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et réglement relatif à la navigation du dit fleuve, conclus à Mayence 252

16 Avr. Traité avec la principauté de Waldeck, concernant l'accession de cette dernière au système des douanes des provinces occidentales Prussiennes 340

1 Mai. Déclaration ministérielle concernant l'abolition concertée avec l'Autriche de toute différence dans le traitement des navires respectifs et de leurs cargaisons dans les ports Prussiens et Autrichiens 353

17 Mai. Traité avec le duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant le renouvellement des traités relatifs à l'accession des différentes possessions d'Anhalt-Bernbourg au système d'impôts indirects Prussien 356

17 Mai. Traité avec le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant l'accession de celui-ci au traité conclu entre la l'russe et les duchés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-

1828 Dessau du 27 Juillet 1828 concernant l'abolition de l'octroi de l'Elbe Pag. 36

1831 17 Mai. Traité avec le duché d'Anhalt-Bernbourg pour régler les droits de navigation sur la Saale 361

28 Juill. Déclaration concernant l'extension du traité conclu en 1824 entre la Prusse et le duché de Saxe-Hildbourghausen pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, sur toutes les possessions de Sa Maj. le Roi de Prusse et de S. A. S. le duc de Saxe-Meiningen 470

10 Août. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach pour l'exécution des Articles III. et VII. du traité du 11 Février et de plusieurs autres dispositions 471

22 Août. Déclaration concernant la continuation et la modification de la convention d'étappes conclue le 28 Sept. 1818. entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg par rapport à la principauté de Birkenfeld 493

25 Août. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Hesse électorale de l'autre 496

Rome (cour de).

1828 28 Mai. Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Berne, de Lucerne, de Zug et de Soleure pour réorganiser l'évêché de Bâle 17

1831 5 Avr. Convention avec le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'organisation des affaires diocésaines des habitans catholiques d'Oldenbourg et de Jever 323

Russie.

1831 14 Oct. Acte additionnel aux traités existans avec le Danemarc, signé à Copenhague 537

16 Nov. Convention avec la Grande-Bretagne pour renouveler les engagemens contractés en 1815 au sujet de la dette russo-batave, conclue à Londres 542

Sardaigne.

5 Oct. Convention avec la Bavière, concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine Pag. 191 — 1830

Saxe (royale).

3 Mai. Déclaration concernant une convention sur la franchise d'émigration conclue avec l'Espagne 354 — 1831

4 Octr. Traité d'amitié et de commerce avec les Etats-Unis du Mexique conclu à Londres 518

Saxe-Altenbourg.

15/16 Juin. Traités avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'arrangement d'anciennes prétentions 376 — 1831

6 Mai. — 18 Août. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach concernant différens rapports de juridiction entre les deux états, signée à Weimar et à Altenbourg 482

Saxe-Cobourg-Gotha.

30 Septr. Convention avec le gouvernement de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu 186 — 1831

14 Juin. Traité avec la Bavière et le Wurtemberg, concernant l'accession du baillage Saxon Koenigsberg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 369

Saxe-Meiningen.

30 Janv. Convention avec la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu 200 — 1831

28 Juill. Déclaration concernant l'extension du traité conclu en 1824 entre la Prusse et le duché de Saxe-Hildbourghausen pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes sur toutes les possessions de Sa Maj. le Roi de Prusse et de S. A. S. le duc de Saxe-Meiningen 470

Saxe-Weimar-Eisenach.

1830 12 Janv. Déclaration tenant lieu d'une convention d'étappes renouvelée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach 150

1831 25 Janv. Convention avec la Bavière et le Wurtemberg, concernant la réception du baillage Saxon d'Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 193

11 Févr. Traité avec la Prusse concernant l'accession future du grand-duché au système des douanes des provinces orientales de Prusse 210

10 Mars. Traité de commerce avec la Bavière et le Wurtemberg avec un cartel de douanes y relatif 222

1832 13. 16 Juin. Traités avec le duché d'Altenbourg concernant l'arrangement d'anciennes prétentions 376

1831 10 Août. Convention avec la Prusse, pour l'exécution des articles III. et VII. du traité du 11 février et de plusieurs autres dispositions 471

5 et 18 Août. Convention avec le duché de Saxe-Altenbourg concernant différens rapports de juridiction entre les deux états, signée à Weimar et à Altenbourg 482

Schwarzbourg-Sondershausen.

1830 30 Sept. Convention avec les gouvernemens de Cobourg et de Gotha, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu 186

1831 30 Janv. Convention avec le duché de Saxe-Meiningen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu 200

Suisse.

1828 28 Mai. Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Bern, de Lucerne, de Zug et de Soleure, pour réorganiser l'évêché de Bâle 1

Juill. Convention avec l'Autriche sur l'extradition réciproque des criminels 22 — 1828

Août. Concordat des cantons Suisses de Bern, de Zuric, de Soleure, de Bâle, d'Appenzell-Ausserrhoden, de St. Gal et de Neufchatel concernant le transit des marchandises sur les routes de Rohrschach jusqu'à Bâle et à Verrières 95 — 1829

Tunis.

Août. Teneur essentielle de la convention conclue entre la France et la régence de Tunis 169 — 1830

Waldeck.

Mars. Déclaration supplémentaire relative aux mesures concertées avec le gouvernement Prussien en 1822 pour empêcher les délits ferestiers dans les forêts limitrophes 251 — 1831

Avr. Traité avec la Prusse, concernant l'accession de la principauté au système des douanes des provinces occidentales Prussiennes 340

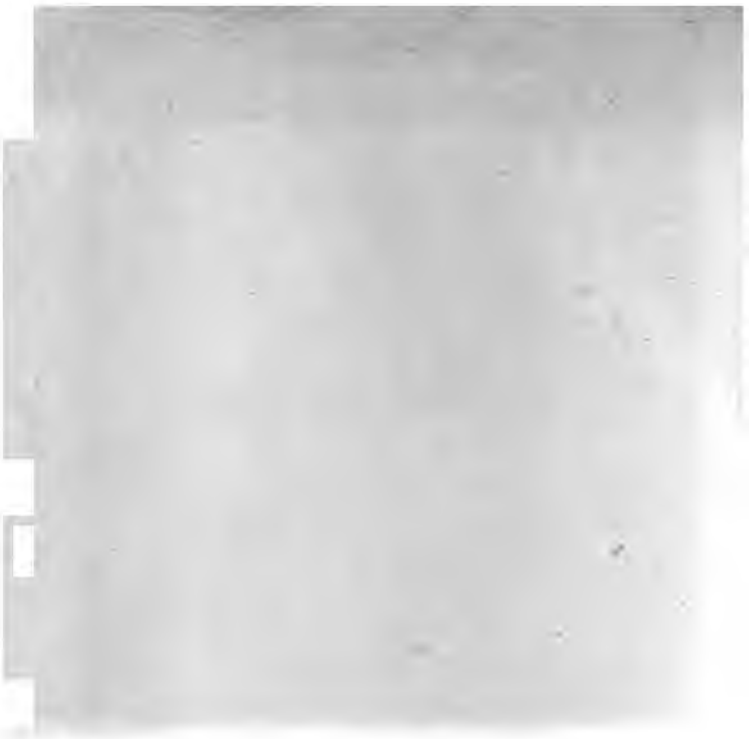
Wurtemberg.

Janv. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant la réception du baillage Saxon Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 193 — 1831

Mars. Traité avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach avec un cartel de douanes y relatif 222

Juin. Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession du baillage Saxon de Koenigsberg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 369

Déc. Déclaration réciproque de la Bavière et de Wurtemberg concernant le transport et la poursuite des criminels. 574

Errata.

Pag.	33	*ligne*	1	*au*	*lieu*	*de*	troups	*lisez* troupes
—	95	—	5	—	—	—	Galles	— Gal
—	164	—	24	—	—	—	confederées	— conféderés
—	173	—	5	—	—	—	supplémentairs	— supplémentaire
—	356	—	27	—	—	—	indirects	— indirect
—	549	—	32	—	—	—	1831	— 1833.